L'hebdo des socialistes

8 septembre 1997 n° 31- 10 F

Contributions

CONGRÈS DE BREST

21, 22, 23 novembre 1997

■ Contributions générales

■ Contributions fédérales et thématiques

Sommaire détaillé en page 3

Contribution Jean Pierre

Débattre pour réussir

**Les socialistes ont la parole.
Notre Congrès est fondé
sur ce seul principe.
Il inspire toute notre procédure :
des contributions jusqu'au vote final
sur la (ou les) motion (s),
sans oublier la désignation
de nos premiers secrétaires,
au plan national
comme au plan fédéral.**

**Aujourd'hui, pas moins
de soixante-quatre contributions
nous ont été adressées :
huit à caractère général
et cinquante-six fédérales
ou thématiques.**

**Je sais que beaucoup de militants
ont fait l'effort d'une réflexion
personnelle ou collective
en rédigeant leur propre texte.
Il eut été souhaitable de les publier
dans les mêmes formes.
Mais compte tenu de leur nombre
et malgré leur indéniable qualité,
il n'a pas été possible de le faire,
au risque sinon de soumettre
à nos adhérents un document
si dense qu'il n'aurait pu être étudié
dans le temps prévu pour le débat.**

**Mais cet important travail
ne sera pas perdu si,
au niveau de chaque fédération,
toutes les idées sont mises
dans la discussion.**

**Notre seule ambition
doit être la réussite du Gouvernement
de Lionel Jospin. Nous attendons tous
du Congrès qu'il renvoie l'image
de socialistes sachant débattre
et proposer, en évitant les divisions
inutiles ou les oppositions superficielles.**

**Nous voulons, par nos réflexions
et par notre cohérence,
enrichir le travail du Gouvernement
et non le contredire
ou pire encore le gêner.**

**Bref, nous entendons montrer
que l'on peut être au pouvoir
et garder intacte notre imagination.**

**Je souhaite, enfin, qu'après le temps
du débat les socialistes se rassemblent
sur une ligne claire et déterminée,
afin de prolonger le plus loin possible
le succès du 1er juin.
Vous aurez de toute façon
le dernier mot.**

François Hollande

Congrès

La commission de préparation du Congrès s'est réunie le mercredi 3 septembre pour enregistrer les contributions parvenues dans les délais.

Selon nos règles, sont publiées dans ce numéro de L'Hebdo les contributions signées par des membres du Conseil national et des organismes centraux, ainsi que celles émanant d'instances fédérales.

Alain Claeys
Président de la commission du Congrès

Commission nationale de préparation du congrès présidée par Alain Claeys

Bassinet Philippe
Bel Jean-Pierre
Berès Pervenche
Bergounioux Alain
Bonnefoy Philippe
Cambadélis Jean-Christophe
Cuillandre François
Fleutiaux Claude
Guidoni Pierre
Guillaume Sylvie
Lagrave Renaud
Le Foll Stéphane
Le Galiot Catherine
Le Garrec Jean
Le Néouannic Pascale
Medvedowsky Alexandre
Sabban Michèle
Salvator Jacques
Peillon Vincent
Priotto Christine
Thomas Isabelle

En application de nos statuts, la commission d'organisation du Congrès n'a pu retenir les contributions présentées par :

Abeille André - Adevah-Poeuf Maurice - Aline Marie-Thérèse - Alletru Jean-Paul - Anger Pierre - Baron Marc - Bathelier Jean-François - Baur Emmanuel - Blanchard Christophe - Bocquet Jean-François - Brunel-Besson Sylvie - Camia Alain - Charle Caroline - Coatanea Marc - Collet Gérard - Cuisigniez Rémy - Derre Jean-Claude - Desprez Patrick - Ferrand F - Fournier Jean-Pierre - Gay G - Godchau Jean-François - Goze Alain - Hatchi Edward - Le Borgn Pierre-Yves - Leca François - Lehalle Pierre - Peirano Albert-Patrice - Pichavant Loïc - Rech Robert - Saunier Claude - Slupowski Eric.

Ces contributions, émanant de militants ou de sections, seront mises à la disposition du Conseil national de synthèse du 27 septembre.

Erratum

Dans le N°29 de L'Hebdo des socialistes, page 9, une ligne a malencontreusement disparue.
Il faut lire :
question 17 ajouter à l'article 15.1 :
Le Parti socialiste est doté d'une charte éthique afin que la transparence, le respect des lois, soient assurés par tous, militant et élus

Dans le souci de respecter les textes soumis au débat des militants, l'équipe de "L'Hebdo" s'est généralement interdit d'intervenir sur les manuscrits qui ont été transmis par les auteurs.

L'hebdo des socialistes- 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 01 45 56 78 61 - Fax : 01 45 51 47 05 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56
Directeur de la Publication : Alain Claeys •Directeur délégué de la publication : Guy Farré • Directeur de la rédaction : Alain Bergounioux • Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) • Économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun • Maquette: Christine Lovinger • Pascale Lecomte (78.92) • Edimon: Eric Malerbes • Rédacteur : Victor Robert • Secrétariat : Odile Fée (78.61) • Comptabilité: Michelle Boucher (79-04) • Abonnements : Sabine Sebah (78-57) • Crédits Photos : P. 4 : DR, archives Meyzieux, archives Bondy • Photogravure : Dawant - Paris • Impression : PGE - (94) Saint-Mandé • Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux. N° commission paritaire : 11223 – "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 140 000 exemplaires.

1ère PARTIE - CONTRIBUTIONS GÉNÉRALES

Réussir ensemble ..... p. 4
À gauche pour réussir ..... p. 9
Rénover la pensée socialiste pour préparer le 21e siècle ..... p. 17
État d'urgence sociale. Pour une autre cohérence ..... p. 22
Réussir le changement par la réforme ..... p. 26
Pour franchir ensemble une nouvelle étape sur le chemin de la justice et du progrès ..... p. 31
Dix réflexions pour un socialisme moderne. Volonté et vérité ..... p. 38
Choisir ..... p. 47

2ème PARTIE - CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES ET THÉMATIQUES

A propos d'une réforme reportée... ..... p. 55
Une autre cohérence pour l'emploi agricole et un aménagement du territoire au service de tous ..... p. 56
Handicap et action politique ..... p. 58
Contribution de la commission fédérale agriculture et ruralité ..... p. 60
Aménager la démocratie locale ..... p. 62
L'éducation globale, une nouvelle mission de service public ..... p. 63
Les socialistes et la lutte contre les inégalités ..... p. 64
Contribution sur la culture ..... p. 67
L'emploi des jeunes : une occasion de mobilisation de l'ensemble du Parti et de relance pour l'emploi ..... p. 75
Libéralisme économique et argent trouble ..... p. 77
Une autre politique française en Afrique noire ..... p. 78
Une politique ambitieuse pour l'enseignement supérieur ..... p. 79
Pour que les socialistes ne ratent pas un rendez-vous de l'Histoire : celui d'Internet et de la société de l'information ..... p. 80
Contribution au débat ..... p. 84
Adhérer au Parti socialiste : les raisons et les besoins du militantisme ..... p. 87
Développement durable : pour une autre logique de société ..... p. 89
Contribution thématique ..... p. 90
Ensemble, réussissons le changement ..... p. 91
Contribution de la fédération socialiste de la Martinique ..... p. 96
Poursuivre le processus de décentralisation ..... p. 104
Une nouvelle ambition pour l'agriculture et le monde rural ..... p. 105
Contribution au débat préparatoire au Congrès de Brest ..... p. 106
La Fédération des Bouches du Rhône : Mythes et Réalités ..... p. 110
Vers un mandat unique. Une personne, un mandat ..... p. 114
Le droit au bonheur ..... p. 115
L'Europe : un nouvel horizon ..... p. 117
La participation des femmes à la vie politique : une garantie pour la démocratie et la rénovation ..... p. 118
Le monde rural : une chance pour la France ..... p. 120
Suggestions pour un élargissement réussi de l'Union Européenne ..... p. 122
En attente du vent ..... p. 123
Contribution ..... p. 125
Emploi, environnement, territoires ..... p. 126
Le temps des conquêtes ..... p. 127
Pour un contrat nouveau de partenariat avec l'Afrique qui bouge, pour une refondation des relations Nord/Sud ..... p. 130
Repenser le cadre légal de la lutte contre la toxicomanie ..... p. 134
Agriculture – monde rural – alimentation : vers un nouvel équilibre ..... p. 136
Assumer un nouveau cycle politique ..... p. 138
Statut de l'élu : il n'est plus urgent d'attendre ..... p. 139
Services publics, propriété publique ..... p. 141
En Europe aussi, changeons d'avenir ! ..... p. 142
Rénover : une méthode, un projet, une équipe ..... p. 145
Parité, la politique au féminin ..... p. 147
La formation continue au service de la lutte contre l'exclusion et les inégalités ..... p. 149
Pour un fonctionnement rénové de notre Fédération ..... p. 150
Pour un congrès vraiment ordinaire ..... p. 152
Rendre le nucléaire à la démocratie ..... p. 155
Pour le bien-être des femmes et des hommes homosexuels ..... p. 156
Notre pays et son devenir ..... p. 163
Contribution sur la politique sportive ..... p. 171
La rénovation politique passe par la parité ..... p. 172
Pour une prévention primaire de la violence et de l'échec ..... p. 174
Du rôle de l'État dans la lutte contre le chômage et pour l'emploi ..... p. 175
Vive la sécurité sociale ..... p. 177
Un nouveau souffle pour le développement rural ..... p. 179
Développer l'économie solidaire ..... p. 181
Militants, élus : démocratie ..... p. 183
Agir contre le FN ..... p. 184
Pour une FFE moderne et forte - "Elle est morte l'expatriation de papa" ..... p. 189

de Brest

Contribution Parlementaire

Réussir ensemble

SIGNATAIRES

François HOLLANDE

SECRÉTARIAT NATIONAL :
Jean-Pierre BEL, Alain BERGOUNIOUX, Frédérique BREDIN, Jean-Christophe CAMBADELIS, Alain CLAEYS Jean-Louis COTTIGNY, Michel DELEBARRE, Georges GAROT, Jean GLAVANY, Pierre GUIDONI, Sylvie GUILLAUME, Adeline HAZAN, Henri NALLET, Véronique NEIERTZ, Vincent PEILLON, Daniel PERCHERON, Jean-Claude PEREZ, Bernard ROMAN, Michèle SABBAN, Jean-Pierre SUEUR, Marisol TOURAINE, Manuel VALLS

DÉLÉGUÉS AUPRÈS DU PREMIER SECRÉTAIRE :
Ahmed GHAYET, Gilles FINCHELSTEIN, Gérard LE GALL

RESPONSABLES NATIONAUX :
Jean-Claude FORTIER, Anne-Catherine FRANCK, Géraud GUIBERT, André LAIGNEL, Bruno LEROUX

MEMBRES DE DROIT :
Bernard POIGNANT (Président de la FNESR), Régis JUANICO (Président du MJS)

PRÉSIDENTS DE GROUPES PARLEMENTAIRES :
Jean-Marc AYRAULT (Président du Groupe socialiste à l'Assemblée nationale), Pervenche BERÈS (Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen),

Nous avons gagné, ensemble, les élections législatives du printemps. Nous devons, ensemble, répondre aux attentes des Français. Unis, les socialistes ont presque toujours connu le succès, désunis ils ont le plus souvent échoué. Nous avons travaillé tout au long des dernières années à bâtir un projet qui soit celui de tous les socialistes. Il a paru nécessaire au Premier Secrétaire délégué de poursuivre dans cette voie qui nous a été bénéfique et d'en préserver les conditions. Il propose donc une contribution qui regroupe la plupart des Secrétaires et des Responsables nationaux du Parti, les Présidents de nos trois groupes parlementaires, de la FNESR et du MJS. Cette contribution dresse un état des lieux et avance des idées qui peuvent nous rassembler dans ce qui est un moment décisif pour l'avenir de la gauche dans notre pays et en Europe.

PROLONGER LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

Fixé à la veille d'un scrutin prévu en mars 1998, le Congrès de Brest devait être consacré à la synthèse des trois conventions thématiques de l'année passée, à la validation de notre programme et à la définition de notre stratégie d'alliance. La victoire de la gauche en a naturellement modifié l'objet. Elle ne change cependant ni le sens ni la portée de ce congrès. Il s'agit toujours de renforcer la mobilisation des socialistes pour assurer la réussite de la gauche.

En effet, si les élections législatives ont permis à notre pays d'imposer une nouvelle alternance, elles nous ont en même temps confié d'importantes responsabilités. Certes, les Français, en sanctionnant quatre années de pouvoir de droite, ont clairement dit leur refus d'une politique muette socialement, sourde au dialogue, aveugle aux évolutions du monde contemporain et progressivement paralysée par des comportements peu respectueux des règles républicaines.

Mais nos concitoyens ne se sont pas contentés, par leurs suffrages, de dire non. Ils ont exprimé à l'égard des socialistes et de la gauche la volonté que se mette en place une autre politique économique capable de concilier croissance, emploi et redistribution. Ils ont adhéré au projet d'une rénovation en profondeur de la vie démocratique et d'une restauration à tous les niveaux des règles de l'éthique républicaine. Enfin, ils ont souhaité que la construction européenne se relance autour de nouveaux objectifs démocratiques et sociaux.

Conscient de ces attentes, le gouvernement de Lionel Jospin s'est mis au travail et le Premier ministre a défini, dès son discours de politique générale, les principes et les priorités de son action. Chacun en connaît le contexte.

Au plan politique d'abord, le déplacement des voix qui a permis la victoire est relativement faible, le vote Front national demeure important, nous sommes en situation de cohabitation et la grande majorité des Conseils régionaux et généraux restent aux mains de la droite.

Au plan économique et social ensuite, nous sommes confrontés à une dette publique importante, à un chômage massif, à des comptes sociaux dans le rouge, à une consommation trop faible, à des investissements productifs insuffisants, tout cela dans un environnement où la mondialisation capitaliste favorise la déréglementation et la dérégulation. L'accélération de la révolution technologique y ajoute ses effets : elle bouleverse la structure des métiers, des qualifications et des emplois. Le chômage est la manifestation la plus visible de cette transformation.

Enfin, le gouvernement de la gauche s'est constitué à un moment où le calendrier européen nous impose ses urgences et où la Communauté internationale semble avoir du mal à s'organiser, d'une façon efficace en dehors de la tutelle américaine.

Ces données doivent être présentes à notre esprit pour définir nos objectifs. **Nous avons, en effet, la conviction que seule une phase de gouvernement de gauche réussie, c'est-à-dire exercée dans la durée, peut permettre aux Français de**

retrouver la confiance dans l'avenir qui s'est progressivement érodée ces dernières années avec la montée du chômage. Il nous faudra de la détermination et de la persévérance. C'est pourquoi en évitant les jeux de rôle, les positionnements et les surenchères inutiles, nous devons nous attacher à définir ensemble les conditions du succès de la gauche.

Car ne l'oublions pas, nous revenons de loin ! En 1993 et 1994, le PS paraissait épuisé. Les reculs électoraux étaient historiques, les catégories populaires se détournaient, les effectifs chutaient au-dessous de 100 000 adhérents ; Jean-Pierre Chevènement et ses amis faisaient scission ; certains au sein du Parti socialiste pensaient à créer une fédération avec Radical !

Ce désarroi conjoncturel traduisait des problèmes de fond. Tout d'abord, une incertitude idéologique : le programme de 1981 n'avait pas eu tous les effets escomptés et la révision pragmatique qui s'en était suivie ne nous avait pas donné une nouvelle cohérence politique. Une impasse stratégique ensuite : le Parti socialiste s'était trouvé progressivement isolé à gauche, privé d'alliés et en butte à des concurrences nouvelles avec les mouvements écologistes. Une crise interne, enfin : les divisions, qui culminèrent au Congrès de Rennes, avaient provoqué des changements répétés de direction jusqu'en 1995, et certains comportements avaient parfois donné le sentiment à l'opinion que le Parti socialiste n'était pas un parti différent des autres.

L'élection présidentielle, nous le savons, a arrêté ce processus. Cela tient au vote des adhérents pour désigner notre candidat. Par ce vote, nous rappelions que le PS est un parti de militants, d'hommes et de femmes dévoués à une cause, et pas seulement un parti de gouvernement. Cela tient aussi à la campagne de Lionel Jospin qui a trouvé un ton juste en redonnant crédit à la parole politique, en portant un jugement lucide sur le bilan des socialistes au pouvoir et en alliant une volonté réformatrice au réalisme de ses propositions. Son résultat a permis au Parti socialiste de demeurer le parti clef de la gauche française.

C'est sur ces bases qu'a pu s'opérer une rénovation de notre formation politique dans un climat apaisé où tous les militants et toutes les sensibilités ont concouru à la détermination de larges synthèses politiques.

Pendant un peu moins de deux ans, les socialistes ont su mener, avec cohérence, un travail de réflexion, de rénovation et de rassemblement qui a permis la victoire. C'est ce projet, avec cette méthode, qu'il convient de reprendre aujourd'hui.

Entre un volontarisme tout verbal et une résignation habillée des prétentions de l'expertise, nous avons à définir le chemin d'un socialisme d'aujourd'hui, adapté aux défis de notre temps, capable d'inscrire durablement notre idéal dans la réalité et susceptible de faire de notre parti un pôle de rassemblement.

I POURSUIVRE LA RÉNOVATION DU SOCIALISME FRANÇAIS

Absorbé par les urgences de l'événement, nous avons souvent du mal à voir loin : nous avons aussi trop tendance à pratiquer la politique de la table rase en oubliant le travail collectif déjà accompli. Or nous avons fait ensemble des choix majeurs, idéologiques et stratégiques qui nous engagent tous.

Un grand parti a besoin de savoir où il va et ne peut pas changer de ligne au gré des humeurs, ou pire, au gré des circonstances.

1 CONFIRMER NOS ORIENTATIONS

Les trois conventions de l'année 1996, d'abord, nous ont redonné une cohérence programmatique. Il faut en rappeler les acquis essentiels.

La première convention "Mondialisation, Europe, France", conduite par Pierre Moscovici, a structuré notre vision du monde. Face à la globalisation de la plupart des domaines d'activités, les solutions d'hier -la course à la dévaluation entre les Etats-nations, les barrières protectionnistes- ne sont plus de mises. Mais la tentation du retour au nationalisme politique et économique existe néanmoins.

Pour les socialistes, la seule réponse au libéralisme tient dans la mise en place progressive d'un cadre au niveau mondial pour l'établissement de règles économiques, de normes sociales, de standards écologiques. La voie de la coopération entre les nations est la seule qui vaille pour équilibrer un système économique libéral qui n'a pas conscience de sa responsabilité sociale. L'Europe trouve là son sens. Elle est un projet historique et un impératif stratégique. Mais elle ne peut se réduire à un marché sans discipline. En mettant en avant quatre conditions à la réussite de l'euro, nous redonnons une vraie perspective à ce qui peut être encore une impasse. Nous avons souhaité la Monnaie unique, à la date prévue, à ces conditions, pour créer ainsi un instrument utile à la croissance et à l'emploi et non répondre à un objectif qui se confondrait simplement avec des critères financiers ou budgétaires.

Le contexte européen est peut-être plus favorable aujourd'hui qu'hier compte tenu des changements de majorité survenus, notamment en Grande-Bretagne. Mais une Europe pour les peuples sera le résultat d'un combat politique. Le gouvernement de Lionel Jospin l'a entrepris. Les socialistes français doivent maintenant en convaincre les autres partis regroupés dans le PSE pour que l'exigence politique l'emporte sur le fatalisme économique. Ce sera l'objet du sommet européen sur l'emploi prévu en novembre prochain. Le PS doit, par des rencontres avec ses partenaires comme avec les forces du mouvement social, s'efforcer d'y faire adopter des décisions concrètes, dont beaucoup figurent dans le *Livre blanc* de Jacques Delors sur l'emploi, de 1992.

De même, nous avons considéré que l'Europe politique devait être approfondie avec le souci de faire prévaloir le vote dans les instances communautaires à la majorité qualifiée dans de nombreux domaines. Nous réaffirmons cette volonté et rappelons qu'il ne peut y avoir d'élargissement de l'Europe à de nouveaux pays sans un progrès majeur de l'Union politique.

La deuxième convention "Les acteurs de la démocratie", animée par Jack Lang, marque notre engagement de rénover profondément la vie publique. La distance qui se manifeste souvent entre la politique et les citoyens, qui nourrit le scepticisme, l'abstention et, plus grave, la recherche de boucs émissaires, ne peut évidemment pas se réduire seulement par des réformes institutionnelles. Celles-ci peuvent toutefois y contribuer grandement .

Nous devons faire vivre la République d'aujourd'hui en procédant à quelques grandes réformes : le quinquennat, renouvelable une seule fois, pour que les citoyens aient une meilleure capacité de sanction ou d'approbation ; la restauration de la souveraineté législative du Parlement ; une forte limitation du cumul des mandats pour que les élus puissent être plus disponibles ; la défense de la parité entre les hommes et les femmes dans les responsabilités politiques ; l'adoption de modes de scrutins plus conformes à nos exigences de démocratie locale ; l'affirmation du pluralisme dans l'ensemble des moyens de commu-

nication ; l'accès de tous aux nouveaux outils audiovisuels ; la garantie d'une justice indépendante, responsable et proche du citoyen ; la défense des droits sociaux et la protection du droit du travail ; une nouvelle politique d'immigration fondée sur le rétablissement du droit du sol, du droit à vivre en famille, et du droit d'asile, c'est-à-dire conforme à la tradition républicaine.

Cent cinquante propositions ont été formulées dans cette Convention, qui dessinent un cadre nouveau pour la démocratie et donnent l'essentiel du contenu pour le projet de loi sur la rénovation de la vie politique qui devrait être élaborée dans les meilleurs délais.

La troisième Convention "Nos propositions économiques et sociales", préparée par Henri Emmanuelli, a montré qu'il existe une autre politique économique que celle des tenants de la "pensée unique". A condition de fixer clairement les règles du jeu européen et de bien identifier les marges de manœuvre nationales, nous affirmons qu'il est possible de faire l'Europe sans défaire la France. Car, face au modèle libéral, qui met en œuvre la dérégulation, la précarité, la baisse des salaires, un modèle social qui allie justice sociale et efficacité économique peut et doit être défendu.

La détermination de grands objectifs à long terme demeure une nécessité -et pas seulement dans les domaines où s'impose la notion de service public garant de la cohésion sociale-. Cela suppose une concertation entre l'Etat, les entreprises, les autres forces sociales, mais aussi le maintien d'un actionnariat d'Etat dans les sociétés d'importance stratégique.

Notre programme de 1997 part des réalités et de problèmes clairement identifiés tel que le chômage, la précarité, le coût du travail et les injustices fiscales. Il repose sur quatre piliers qui organisent une politique globale favorable à la croissance : une relance salariale, une réduction du temps de travail, un engagement national en faveur de l'emploi des jeunes, et enfin une réforme fiscale favorable au travail. Notre programme refuse d'accroître les déficits qui, euro ou pas, grèvent très vite les marges de manœuvre. Il propose de modifier les priorités de la politique budgétaire et change la structure des prélèvements obligatoires sans en alourdir le poids sur les Français. Nous avons fait ensemble le choix de rompre avec la tyrannie du court terme pour privilégier un processus continu de réformes, mais à notre rythme.

Tout ne se joue pas tout de suite, mais le temps est toujours compté. Car chacun sait qu'un changement de politique économique ne fait pas sentir ses effets immédiatement. Aussi, la loi de finances pour janvier 1998 constitue-t-elle une première étape qui déterminera le pas et le rythme tout au long de la législature.

Ces orientations et ces engagements, bien entendu, ne répondent pas à toutes les questions. L'imprévu est le propre de la vie politique. Mais ils montrent le chemin parcouru. Ils constituent le socle de notre identité commune et permettent de déterminer les tâches d'aujourd'hui et de demain.

2 CONTINUER LA DÉMARCHE DE RASSEMBLEMENT

L'Union de la gauche s'était progressivement disloquée jusqu'à laisser le PS quasiment seul en 1993. Le risque n'était pas mince que se constitue durablement à gauche une galaxie de forces structurées par la méfiance à l'égard du Parti socialiste et le rejet de toutes perspectives politiques communes. Il a fallu renouer patiemment les fils de l'union. Les Assises de la Transformation sociale, coordonnées par Jean-Christophe Cambadélis, ont d'abord lancé un dialogue entre des personnalités de toute la gauche. L'après élection présidentielle a permis de franchir une étape supplémentaire. Vouloir un programme commun formel aurait conduit à l'échec. Des accords différenciés et plus ou moins approfondis avec les Radicaux, les Verts, le Parti communiste et le MDC ont permis le rassemblement.

Parallèlement, un rapport politique a pu être reconstruit avec les syndicats et le mouvement associatif respectant leur indépendance. Cette démarche a permis de réunir la gauche dans un même gouvernement. Elle est une politique du contrat qui suppose, pour chaque composante, de savoir d'où l'on part et où l'on veut aller. Le PS a conduit cette stratégie sans complexe, en assumant son rôle de parti de gouvernement, en cherchant les points d'accord, en n'occultant pas les différences, mais en donnant avec son programme les couleurs de la nouvelle Union. La concurrence demeure évidemment à gauche, mais elle peut être maîtrisée si chacun se place devant ses responsabilités historiques.

3 APPROFONDIR NOTRE PROPRE RÉNOVATION

Vouloir pour notre pays une démocratie plus vivante suppose d'abord de montrer l'exemple.

Nous avons déjà voté d'importantes réformes structurelles à l'automne 1995 : l'élection du Premier secrétaire et des Secrétaires fédéraux au scrutin direct de tous les militants, l'objectif de parité entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de responsabilités, des mesures pour faciliter l'adhésion, etc. Le Congrès de Brest permettra de réformer nos statuts. Sans aucun doute beaucoup reste à accomplir pour faire de notre parti une organisation plus ouverte encore sur la société, qui s'adresse davantage aux couches populaires et aux jeunes, qui valorise encore mieux le travail de ses militants et de ses élus. Mais les impulsions sont données et il serait irresponsable de ne pas d'abord les consolider, puis les amplifier.

C'est à nous d'être précurseurs sur des réformes aussi décisives que la limitation des cumuls, le dialogue direct avec les adhérents, et la transparence financière. N'oublions pas les efforts faits depuis 1994 par notre trésorier, Alain Claeys, pour remettre en ordre dans la plus parfaite limpidité nos finances. Ce travail nous permet aujourd'hui de soutenir financièrement les fédérations qui ne comptent aucun parlementaire et d'envisager de donner des moyens nouveaux aux sections dans les villes détenues par le Front national.

Toute une série de propositions sont à faire pour renforcer notre capacité d'intervention : amplifier la formation par des rencontres décentralisées comme par la mise en œuvre de sessions nationales pour les animateurs des fédérations, mettre au point une nouvelle formule de *l'Hebdo des socialistes*, réunir un pool d'intervenants (parlementaires, secrétaires nationaux) pour animer des réunions dans les départements.

Bref, il s'agit d'être à la fois plus efficace et plus présent dans une période où l'explication, la pédagogie, le dialogue doivent définitivement prendre le pas sur la "communication médiatique".

4 FAIRE ÉVOLUER NOS PRATIQUES POLITIQUES

Le PS doit demeurer un parti de militants. La médiation entre les expressions profondes de la société et les choix du politique ne peut être effectuée que grâce à l'existence d'un réseau solide et diversifié d'hommes et de femmes se mobilisant pour leurs idées.

Cependant, nous ne pourrons prétendre regrouper toute la gauche militante autour de nous dans un parti qui ne donnerait le choix qu'entre l'adhésion pure et simple et le statut encore trop flou de "sympathisant". De nouvelles formes d'engagement surgissent, sur des thèmes politiques (qu'on pense au combat contre le Front national, aux questions de société, à la lutte contre l'exclusion, etc.), ou sur des problèmes touchant à la vie quotidienne. Ce militantisme a besoin d'un débouché plus global pour ses préoccupations. Nous devons travailler pour mettre en cohérence toute une série de solidarités éclatées en ouvrant davantage notre Parti et en développant une stratégie de contrat visant à fédérer l'ensemble de ces initiatives.

Surtout, il y a le combat contre l'extrême-droite. Le phénomène n'est pas que français mais il a pris chez nous une ampleur qui nous fait obligation de mener une lutte permanente et sans concessions. Le Front national est la face noire d'un avenir qui verrait la progression d'un extrémisme xénophobe exerçant peu à peu son influence sur des droites déboussolées et amenant progressivement les conservateurs à se déterminer presque exclusivement par rapport à lui, imposant ainsi ses thèmes, son terrain, puis ses alliances.

Aucune stratégie prise isolément ne peut espérer venir à bout de cette tumeur. Il convient, avant tout, de mener une action globale sur les causes sociales, sur les facteurs du malaise, qui, en alimentant les peurs, favorisent la xénophobie et les tentations autoritaires. En luttant contre le chômage, contre le sentiment d'insécurité, la désespérance des banlieues, on peut faire reculer le Front national. Il convient, aussi, de reconstruire un discours fermement républicain et de travailler à unifier la nation. La réussite de l'action gouvernementale est là aussi un élément majeur pour réduire le niveau électoral du Front national.

Parallèlement, il faut mener un travail politique sur les lieux mêmes de son activité : dénoncer ses actes d'exclusion, contester sa gestion, expliquer la nature de ses choix. Cet harcèlement démocratique doit servir à éviter toute banalisation du phénomène dont il ne convient ni de surestimer l'importance ni de sous-évaluer les menaces. Il s'agit simplement pour les socialistes d'être en première ligne dans la lutte contre l'extrême-droite. Cette cause-là nécessite de donner des moyens à nos militants et à nos élus directement confrontés à cette funeste entreprise.

II
AFFIRMER UNE COHÉRENCE POLITIQUE

La cohérence de notre démarche est la clé de notre réussite. Elle suppose, bien sûr, le respect de nos engagements électoraux mais elle exige également des rapports clairs et vivants entre le PS et le gouvernement.

1
FAIRE DU PS UN ACTEUR

Les institutions et la pratique de la Ve République poussent les partis majoritaires dans le confinement, les réduisant à une simple machine électorale. Nous ne devons surtout pas nous y conformer. Il nous appartient de trouver un style de travail politique qui tranche avec le passé. La délibération doit être conjointe entre le gouvernement, les groupes parlementaires et le Parti. Elle doit se faire en temps réel. La présence des ministres dans les instances politiques du Parti est de ce fait indispensable. A partir de là, les socialistes, responsables à part entière des choix, doivent s'attacher à nourrir un dialogue utile avec tous pour tenir compte des attentes nécessairement diversifiées, et à anticiper les enjeux à venir du débat social qui leur permettront de remplir réellement les fonctions que l'on attribue au Parti en période d'exercice du pouvoir : "soutenir, débattre, proposer".

En effet, les réformes engagées impliquent des adaptations pour tenir compte de la réalité. Elles supposent un effort continu. Il n'est donc pas suffisant pour notre Parti d'attendre les initiatives gouvernementales pour ensuite réagir positivement ou négativement. Le débat et la proposition ne doivent pas venir lorsqu'il est trop tard. Les socialistes sont au gouvernement. Le PS ne peut se tenir simplement aux côtés du pouvoir. Nous devons donc sortir des généralités pieuses de congrès. Il faut installer le PS comme acteur de plein exercice et en faire un relais efficace pour les citoyens.

Nous pouvons illustrer cette pratique dès notre congrès. Celui-ci se tiendra à un moment significatif. Fin août, le projet de loi sur l'emploi des jeunes dans le secteur public a été présenté. Et, en octobre, une Conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail se tiendra. Nous en connaissons l'importance. D'un accord sur la réduction du temps de travail et la redistribution des revenus dépend une baisse significative du chômage.

Chacun mesure l'importance de cette négociation qui touche la plupart des variables économiques et sociales. Chacun imagine l'ampleur du combat politique qui va s'engager face aux résistances du patronat soutenu par la droite. Cela veut dire que le Parti socialiste ne peut pas être spectateur dans cette négociation qui connaîtra nécessairement plusieurs phases. Il s'agit pour nous d'en expliquer les enjeux aux Français et de mener le dialogue à tous les niveaux du pays. Le congrès doit, par la force des arguments qu'il portera, peser sur la situation et refuser le fatalisme.

Ce qui vaut pour la question clef de l'emploi et du temps de travail vaut également pour les réformes qui, dès l'automne, marqueront les autres domaines de l'action gouvernementale, comme dans la justice, l'éducation, la défense, l'audiovisuel, l'aménagement du territoire, etc. Là encore, nous aurons à dire nos choix, à les confronter, à proposer des mesures différentes de celles du gouvernement quand il le faudra, mais aussi à marquer notre solidarité dans les décisions, surtout lorsqu'elles heurtent directement les conservatismes et le pouvoir de l'argent.

2
DÉBATTRE DES GRANDS CHOIX D'AVENIR

Faire en sorte que le PS soit le parti vers lequel on se tourne pour avoir des points de repère suppose d'abord que nous soyons au clair sur notre rôle historique. Les valeurs qui ont donné naissance au mouvement socialiste, à savoir une protestation contre les injustices du capitalisme, la recherche d'une autre façon de produire, de répartir et de consommer, un combat pour la dignité de l'homme et de la femme, sont toujours d'actualité. Seuls les moyens ont évolué. En tâtonnant, les socialistes ont défini et mis en œuvre un "modèle" social qui s'oppose à la logique libérale en conciliant les exigences de la démocratie et du marché, de la solidarité et de l'efficacité.

Donner des solutions politiques à nos problèmes économiques demande de ne pas renoncer à une maîtrise consciente des mutations de nos sociétés. La recherche et la conclusion de véritables contrats sociaux est la marque du socialisme contemporain. Elles supposent dans notre pays l'intervention de l'Etat à travers les grands services publics mais aussi dans le déclenchement de la négociation collective et l'élaboration du compro-

mis social qui est, comme nous le rappelait Jean Poperen, toujours le fruit d'un rapport de force. Le capitalisme oublie aujourd'hui qu'il n'a dû sa survie qu'aux efforts faits pour lui donner des règles et une stabilité sociale.

Or, précisément, le libéralisme en fait ses cibles principales, croyant réaliser un progrès sur les décombres de l'organisation sociale. Le socialisme est seul capable de concilier des exigences et des réalités contradictoires. Mais il ne peut se contenter d'être préoccupé que du seul quotidien. Il faut qu'il modernise sa pensée pour l'adapter aux défis que le monde rencontre. Il lui faut travailler à établir une convergence des différents projets nationaux entre tous les partis socialistes et les forces de gauche en Europe et dans le monde comme le fait Pierre Mauroy à l'Internationale socialiste, afin de défendre la démocratie et de promouvoir la justice sociale.

Donner du sens à l'avenir permet de structurer l'opinion et de répondre aux inquiétudes sur l'avenir. Notre congrès décidera de la nature des débats que nous devons mener entre nous dans les trois années qui viennent. Ils permettront aux militants de s'exprimer et de voter dans le cadre de conventions nationales, à l'image de ce que nous avons fait en 1996. Il nous paraît cependant nécessaire de proposer d'ores et déjà quelques grands thèmes de réflexion.

a) Nous mesurons tous l'importance de *l'Union européenne* pour notre avenir. Nous avons déjà fixé les conditions de sa réussite. Mais il n'est pas vrai que l'intégration européenne doive effacer les différences nationales. A l'occasion du vote sur la ratification du traité de Maastricht et depuis, bien des peurs se sont exprimées, et notamment celle du risque d'une perte de l'identité nationale. Ne sous-estimons pas cette crainte. La gauche, qui a souvent mis l'accent sur ce qui divise la nation, la réalité sociale, doit mieux se préoccuper de ce qui la constitue.

A nous de prendre l'initiative d'une grande discussion là-dessus. Nous avons déjà préparé des éléments solides de réponse dans des documents adoptés dans les années passées sur notre politique d'intégration, sur notre politique éducative et culturelle, sur l'extrême-droite, etc. Mais, aujourd'hui, il faut lier toutes ces analyses pour aller au fond en définissant la France que nous voulons pour le XXIe siècle.

Nous retrouverons par là la question de l'Etat. Celui-ci n'est pas le seul garant des principes qui fondent la communauté nationale mais il en est sans doute le premier. Là est le sens particulier de l'aventure de la France dans le monde moderne. L'identité de la France, ce sont les valeurs que la République a forgées. C'est particulièrement vrai pour tout ce qui concerne l'approche de l'autre, de celui qui est différent, qu'il soit français ou étranger. Ne jamais reconnaître un droit collectif spécifique à des minorités mais, au contraire, affirmer l'égalité vraie des droits et des chances, garantir la liberté de conscience, tout cela porte un nom : la laïcité. Ces principes et ces valeurs, comment les faire vivre, comment leur donner une portée qui dépasse la France seule ? Ce sont les questions que nous devons poser en notre sein pour porter ensuite nos réponses devant le pays.

b) Un second thème nous amène à revenir au rôle de l'Etat d'une autre manière. Les grandes opérations de restructuration posent la question de savoir quel type de politique industrielle est désormais possible. Le Parti, manquant d'un projet clair, se détermine au coup par coup. Sans aucun doute, le système dans lequel l'Etat disposerait seul d'entreprises comme d'un corps de bataille n'a plus de raison d'être à l'ère de la mondialisation. Mais des intérêts stratégiques demeurent légitimement. Il faut donc préciser l'action de la puissance publique dans ces domaines et ouvrir de nouveaux horizons de croissance en favorisant l'initiative publique et privée. N'oublions pas que l'Allemagne dépense régulièrement plus que nous pour aider son industrie. Les Présidences américaines, républicaines ou démocrates, orientent continûment leur politique économique et leur diplomatie pour renforcer la compétitivité américaine.

Favoriser une politique de diversification du tissu industriel, en particulier des PME, créer des communautés de développement s'appuyant sur des banques locales délivrant des prêts bonifiés, sur les régions, sur les universités, lancer des programmes de diffusion technologique, mettre la politique extérieure au service d'objectifs de politique industrielle, en négociant des accords d'autolimitation comme dans l'automobile, etc., autant de responsabilités d'une puissance publique efficace qui a le souci de l'emploi. La redéfinition d'une politique industrielle dépasse largement la question de savoir quel pourcentage détient l'actionnariat public. Investir, former, coopérer, régionaliser, diffuser et contrôler caractérisent l'action d'un Etat acteur et non impotent.

Cette volonté doit nous conduire à reprendre plus largement une réflexion sur l'entreprise et la négociation sociale. Depuis les lois Auroux, qui datent tout de même de 1982, nous ne l'avons plus fait au fond. Le problème du contrôle des licenciements en est une occasion, mais cela n'est qu'un aspect qui ne peut tenir lieu de réflexion globale. Le secteur Entreprises du Parti a mené un travail régulier qui n'a pas eu, jusqu'à présent, suffisamment d'écho. Les questions de la politique industrielle et de l'entreprise ne peuvent pas être absentes d'un projet socialiste renouvelé et qui pose clairement la question du pouvoir dans l'entreprise, et des formes efficaces de cogestion.

c) Un troisième thème trouve son fil directeur dans le problème des inégalités aujourd'hui et dans les moyens de les réduire. Notre objectif historique n'a pas changé : il est, pour reprendre les termes de Léon Blum, d'éliminer progressivement *"les privilèges héréditaires créés par le capitalisme"*. La fiscalité et l'éducation ont été les deux armes traditionnelles des politiques socialistes. Mais le constat qui peut être fait actuellement ne peut que nous inquiéter. L'accroissement des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres est une réalité. En même temps, une tendance à la diversification de la distribution des revenus à l'intérieur de chaque catégorie sociale est une autre réalité. A une époque où la maîtrise des savoirs commande de plus en plus l'accès aux métiers et aux responsabilités, les inégalités liées au parcours scolaire –qui recouvrent souvent les inégalités économiques, sociales et culturelles– produisent des conséquences plus graves que jamais. Par ailleurs, nous mesurons encore mal les effets du vieillissement démographique, qui appelle une prise en charge d'une manière ou d'une autre, comme l'évolution des structures familiales, qui crée des besoins nouveaux.

Nous défendons à juste raison l'égalité des droits pour tous. Mais nous avons introduit et accepté dans nos textes et dans notre action le principe de "discrimination positive". Il est à l'œuvre dans l'éducation avec les ZEP, dans le logement, dans la politique de la ville, dans la protection sociale. La mise sous condition de ressources des allocations familiales en est une illustration. Tout ne peut être demandé à la fiscalité. Mais jusqu'où peut-on aller sans menacer les principes même de notre organisation sociale ? Comment organiser alors les transferts entre les catégories sociales en évitant de demander aux classes moyennes plus qu'elles ne peuvent consentir ? Par ailleurs, alors que le découpage ministériel amène souvent à traiter les problèmes secteur par secteur, la tâche d'un parti comme le nôtre est de les penser dans leur globalité si nous voulons que la solidarité ne soit pas une sorte de "boîte noire" où personne n'y voit clair au risque de voir dépérir l'idée même de redistribution. Pour

donner des repères solides, forger les concepts appropriés, déterminer des mesures nouvelles, ce débat s'impose. Il nous permettra de revenir sur les réformes fiscales à engager et de mieux définir les formes et les modalités d'une politique de lutte effective contre les inégalités.

Voilà quelques sujets de réflexion sur lesquels les membres de notre Parti devront se prononcer et par leur vote dire les orientations à privilégier. Notre congrès peut ajouter d'autres thèmes et d'autres questions. L'essentiel est d'organiser durant les trois prochaines années l'intervention militante, à travers notamment des conventions, afin d'établir un lien solide entre les aspirations du Parti et les mesures gouvernementales.

Après François Mitterrand qui a inscrit l'action de la gauche dans la durée, il nous faut accomplir une nouvelle étape du socialisme.

Notre responsabilité en cette fin de siècle apparaît considérable. Il nous faut tout à la fois lutter contre le chômage, réduire les inégalités - celles de l'argent comme celles du savoir - renforcer notre démocratie, rénover notre vie publique et faire l'Europe.

Cette tâche est immense. Elle est à notre portée. Et les premiers mois du gouvernement de Lionel Jospin confirment le mouvement de confiance qui s'est porté sur nous le 1er juin.

Notre congrès doit être un facteur important de notre réussite, à la condition d'en fixer clairement les enjeux.

On sait, par expérience, ce qu'il ne faut pas faire. Evitons donc de nous livrer à la fois aux exercices factices des rassemblements sans débats et aux jeux artificiels des compétitions sans idées.

La Droite va engager un combat frontal contre nous. La cohabitation offre au chef de l'Etat - chef de l'opposition - des leviers importants. Le patronat multiplie déjà les obstacles et les résistances.

Dans ce contexte, écartons l'attitude politique qui consiste au nom d'une « autre cohérence » à proposer des choix et des solutions que l'on sait impossibles à mettre en oeuvre dans la réalité d'aujourd'hui et qui nous écartent de nos engagements passés, ensemble, avec le pays. Refusons les attitudes qui fragilisent le gouvernement et le rassemblement pluriel qui le porte au nom d'une surenchère permanente qui ne vise pas à améliorer ou à corriger l'action gouvernementale mais à la contester en tant que telle. Laissons le terme "d'opposition" à la droite.

Réussissons, au contraire un congrès utile pour les socialistes, le gouvernement de la gauche et le pays. Et donnons-nous trois objectifs simples : débattre, rénover et rassembler.

Souvenons-nous des conditions de notre victoire. Nous l'avons emporté, avec Lionel Jospin, parce que nous avons été capables de présenter un projet crédible, de changer nos pratiques politiques et d'unir autour de nous toute la gauche. Cette démarche reste la clé du succès.

A nous d'être à la hauteur de notre victoire. Nous voulions changer d'avenir. Il nous appartient désormais de la construire ensemble. Le congrès nous en fournit une belle occasion.

À gauche pour réussir

SIGNATAIRES

Philippe Bassinet, Michel Debout, Marie-Thérèse Mutin, Alain Vidalies (député des Landes) membres du Bureau national

Annick Aguirre - Claudine Barbin - Jean-Pierre Béquet - Michel Bérégovoy - Michel Blaise - Françoise Boilletot - Georges Bouaziz - Gilbert Brami - Raymonde Charpentier - Didier Chouat (député des Côtes d'Armor) - Guy Croupy - Jacky Darne (député du Rhône) - Martine David (députée du Rhône) - Paul Dhaille (député de Seine-Maritime)- Raymond Douyère (député de la Sarthe) - Claude Dubeau - Cédric Dupont - Gérard Fraquier - Dominique Fleurat - Madeleine Gérald - William Golberg - Jean-Francis Grasset - Alain Gralepois - Jean-Michel Guerre - Raymond Haffner - Frédéric Hervo - Monique Hérold - Philippe Kaltenbach - Marie-France Kerlan - Jean-Emmanuel Le Goff - Martine Lignières (députée des Pyrénées-Atlantiques) - Jean Mallot - Georges Martel - Emmanuel Maurel - Fred Mayer - Jean-François Moutet - Marie-Françoise Poyet - Josy Poueyto - André Ruiz - Claude Saunier (sénateur des Côtes d'Armor) - Jean-Michel Testut - Jean-Yves Vayssières - Jean-Baptiste Viallon - (membres des instances nationales)

Nous nous préparions à tenir notre congrès de Brest quatre mois avant les législatives de 1998, et voilà qu'il va suivre de six mois notre victoire de juin 1997.

Ce congrès doit tracer les grandes lignes de notre action pour les trois années qui viennent, c'est-à-dire les trois premières années de gouvernement de Lionel Jospin et de la majorité de gauche mais dont le PS constitue la force principale et auquel revient ainsi la première responsabilité.

Aujourd'hui nous sentons de toutes parts la montée des périls : la chute du Mur de Berlin a symbolisé la victoire de la liberté sur l'oppression. Il ne faut pas qu'elle se transforme en victoire du libéralisme sur la justice sociale !

Saurons-nous bien au-delà des frontières de l'hexagone -et d'abord en réussissant la construction européenne- répondre aux défis de la mondialisation capitaliste -c'est-à-dire la loi d'airain de la finance-, aux dépens du sort des hommes ? Saurons-nous répondre aux défis du développement des nouvelles technologies, des nouveaux modes de production sans être confrontés à de graves convulsions telles que le monde en a

connues, telles qu'il en connaît toujours en Afrique, en Asie ou qui restent menaçantes au Moyen-Orient, en Algérie et en Europe même, en Russie ou dans les Balkans ?

Il faut inscrire notre action dans la durée. La Constitution française suppose qu'une législature dure cinq ans et rien n'indique par avance qu'une législature née d'une dissolution doive s'interrompre... du fait d'une autre dissolution.

Nous savons bien que l'action politique a besoin de temps pour imprimer sa marque. La vie des hommes elle-même ne prend sens qu'en s'inscrivant dans la durée. N'est-ce pas d'ailleurs de la précarité dont nous souffrons le plus aujourd'hui ; précarité du travail, de la vie quotidienne, la culture que l'on zappe et les produits que l'on jette... ?

Redonner à tous ceux qui souffrent de cette précarité la capacité à se projeter dans l'avenir, les sortir de la grisaille du quotidien pour les associer à un projet commun, voilà l'enjeu de la période qui vient.

Avoir du temps ne veut pas dire être inactif ; c'est le temps au contraire qui est la condition nécessaire à la réussite de l'action.

Cette réussite va dépendre d'abord de nous, de l'orientation à gauche de l'action que nous allons mener, de notre capacité à mettre en mouvement des millions de travailleurs et de citoyens pour appuyer nos réformes et pour s'affronter aux forces de tous ordres (la droite, le patronat) qui ne manqueront pas de se mobiliser afin de freiner ou tenter d'empêcher le changement, tandis que le FN continuera de développer ses thèses d'exclusion.

Oui, réussir : la tâche de notre congrès est bien de tracer le chemin qui nous conduira de la victoire électorale à la réussite de notre politique.

I
COMPRENDRE LA VICTOIRE ET SES CONSÉQUENCES

a) L'échec de la droite

D'abord, il y a eu la surprise de la dissolution. Ensuite, il y avait Juppé, sa "méthode" et son impopularité. Enfin, ce fut le virage chiraquien de novembre 1995 souvent commenté, tournant manifestement le dos aux promesses de la campagne présidentielle de réduire la fracture sociale. Ce décalage entre les actes et les discours -et en une si courte période- a fini par discréditer la parole présidentielle. Le peuple français a montré sa maturité : sanctionner ceux qui le trompent ou lui cachent la réalité ; c'est plutôt bon signe pour la démocratie.

Mais au delà de ce virage dans la politique menée sous l'égide du président de la République, la droite a été amenée sur certains dossiers à trahir son propre électorat.

Lorsqu'on est abandonné par son propre camp -celui qui constitue le socle social de sa réalité politique- on retrouve difficilement les chemins de la victoire électorale !

Mais pour nous, et c'est là l'explication essentielle, c'est la politique menée par les conservateurs depuis quatre ans et non depuis l'élection présidentielle de 95, qui a été sanctionnée.

Ces quatre années ont toutes été marquées par la capacité du mouvement social à s'opposer, toujours, et à faire reculer, souvent, les gouvernements Balladur puis Juppé, dans certains de leurs projets de régression civique et sociale. Ce furent les grandes manifestations de janvier 1994 pour défendre l'école publique et laïque, le mouvement de la jeunesse pour refuser les SMIC au rabais, la France paralysée en automne 1995 pour la défense des services publics, la forte mobilisation contre le plan Juppé et la "levée citoyenne" pour s'opposer au projet honteux visant à transformer le citoyen français en délateur des immigrés.

Oui le mouvement social s'est exprimé fortement au cours des quatre années et il a manifesté chaque fois un fort décalage entre la politique suivie et l'attente des citoyens, une combativité certaine dont on pouvait supposer qu'elle trouverait, le jour venu -lorsque l'occasion lui en serait donnée-, un débouché politique. Pour notre part, nous avons regretté la frilosité de la direction du PS dans le soutien à ces luttes, car c'est le mouvement social qui a préparé l'échec électoral de la droite. C'est sur lui qu'il faudra savoir s'appuyer pour assurer la réussite de notre politique.

b) La menace de l'extrême-droite

Un seul député -un de trop et au suffrage majoritaire de circonscription- mais surtout le maire de la plus grande ville conquise par le Front national aux municipales de 95. Certes Mégret, lui, a échoué à Vitrolles mais l'élection de Le Chevallier marque pour le moins l'absence de "ressaisissement démocratique" après la victoire de l'extrême-droite en 95 et surtout l'absence d'un rejet massif de la gestion municipale des élus FN venant de leurs administrés. Au delà de Toulon, dans de trop nombreuses circonscriptions, le candidat FN dépasse au premier tour les 25%.

L'extrême-droite a pu ainsi imposer un duel avec le candidat de droite dans 31 circonscriptions et ses candidats furent présents dans 76 triangulaires.

Dans les régions PACA, Rhône-Alpes, Alsace, les scores du FN sont plus que préoccupants, notamment lorsqu'on envisage les prochains rendez-vous électoraux et d'abord les élections régionales.

La droite nous avait fait le procès d'avoir, au gouvernement, favorisé le FN. Elle avait expliqué qu'elle seule constituait le rempart à la progression des émules de Le Pen : depuis 1993, nous avons eu et la droite et la progression du FN ; et les lois Debré-Pasqua peuvent toujours courir derrière !...

Le FN représente aujourd'hui et de manière stable 15% de l'électorat, menace électorale qui est aussi la marque d'une dérive plus profonde et plus lourde de conséquence, de l'opinion française. Nous savons -et cela a été fréquemment analysé- que le Front national fait son terreau de la détresse sociale, du chômage, de la difficulté à vivre dans certains quartiers ; mais les thèses extrémistes sont aujourd'hui partagées par des Français de plus en plus nombreux et qui n'hésitent plus à les exprimer publiquement.

Il s'agit là de la résurgence d'une vieille tradition fascisante que la période d'après-guerre avait provisoirement mise sous le boisseau. La bataille contre le FN doit tenir compte de cette évolution idéologique d'une partie importante du corps électoral : elle va donc se mener sur le double terrain du social et de l'idéologie. C'est l'un des faits politiques majeurs des années qui viennent.

c) Droite/ extrême-droite : la frontière se déplace

La question de la frontière entre la "droite républicaine" et l'extrême-droite est posée.

Tant que les libéraux conservateurs ont pu gagner les élections malgré la présence des candidats d'extrême-droite, ils ont évité de poser clairement la question, et aujourd'hui qu'il leur semble ne plus pouvoir gagner sans le soutien de l'extrême-droite, ils la posent de la façon la plus crue et avec une célérité qui a pu en surprendre plus d'un. François Léotard dans un pseudo-lapsus de campagne avait préparé le terrain en faisant un parallèle ignoble entre le Front national et le Front populaire.

Chacun à droite se retrouve derrière le dernier slogan à la mode : pas d'ennemis à droite ! Le repas partagé entre Pan-

draud et Le Pen n'était que la mise en bouche de festins annoncés...

De Soisson à Séguin, ils sont tous prêts à cette nouvelle alliance qui seule serait capable selon eux de les sauver, électoralement s'entend.

Ils s'essaieront d'abord aux alliances sur le terrain. Pasqua avait déjà déclaré qu'entre les électeurs de droite et ceux d'extrême-droite, existaient des valeurs communes ; ils feront tout pour les développer.

La droite est prête, le FN quant à lui attend. Lorsque Le Pen prétendait préférer la victoire de la gauche, c'était pour mieux forcer la droite au choix de l'alliance avec lui.

Les pseudo-divergences entre Le Pen et Mégret ne sont que la traduction du vieil adage "avoir deux fers au feu"; Le Pen maintient le discours populiste anti-parti, fascisant, comptant garder ainsi pour sa formation les voix populaires, et Mégret, quant à lui, (avec quelques compères en mal de notabilité) joue le registre de la respectabilité : ensemble, ils se préparent à la prise du pouvoir, pour le moins à sa participation ; ils veulent se servir des règles de la démocratie pour mieux la mettre à mal.

C'est devant cela que nous sommes désormais : la responsabilité des socialistes n'en est que plus décisive.

d) La gauche victorieuse

Il y a eu incontestablement un élan... vers le Parti socialiste !

Au cours de cette campagne -en tous cas dans la dernière période- s'est manifestée une véritable dynamique du rassemblement à gauche, qui certes avait été utilement préparée par les alliances que la direction du PS avait su forger, mais qui a dépassé les appareils politiques et parfois même de vieilles rancœurs, en faisant craquer les clivages anciens et surtout les clivages mal fondés.

Le score des candidats -femmes, jeunes- que le PS a su présenter, a sonné le nécessaire renouveau de la gauche française.

Authenticité de la démarche et clarté des discours : notre programme, préparé à l'occasion de trois conventions (même si nous comptions sur quelques mois supplémentaires pour le préciser) a su parler aux Français, répondre à leurs attentes, canaliser leurs espoirs, sans démagogie certes, mais avec une ambition : changer d'avenir.

Des signes forts ont été donnés, situant clairement nos orientations du bon côté de la confrontation sociale : redistribution, justice sociale, droit des travailleurs, autorisation administrative préalable au licenciement, conférence pour l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail, bases du nouveau contrat social, emploi des jeunes, service public, Europe sociale... Les Français ont approuvé ces engagements réalistes. C'est par leur mise en œuvre résolue que nous pourrons transformer la victoire électorale en réussite politique.

II
SAVOIR OÙ NOUS EN SOMMES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

a) Un nouveau cours : le capitalisme mondialisé

En quelques années, les peuples d'Europe ont découvert la planète. Aujourd'hui, ils sont tentés de rendre le reste du monde responsable de leurs malheurs, de la menace sur leurs équilibres sociaux. On a donné un nom à cette maladie : "la mondialisation".

Or durant tout un siècle, le "reste du monde" existait, mais les peuples d'Occident le tenaient pour une réalité marginale, accessoire, alors que c'est sur lui que reposait leur prospérité, que se fondaient leurs équilibres sociaux : c'était l'âge de l'impérialisme.

Cependant, ce qui devait arriver est arrivé ; le Tiers-monde -en tous cas une partie conséquente de ce qui le compose- reprend à son profit (c'est le cas de le dire) la mécanique du libéralisme économique. Il cesse d'être un simple attribut du système.

Il entre, à son tour, dans le circuit de la production industrielle. Le capitalisme avait préparé la voie : en délocalisant une partie importante de leurs moyens de production dans ces régions à niveau social misérable, beaucoup d'entreprises ont délaissé l'Europe et l'Occident et ont ainsi permis l'émergence de ces nouveaux concurrents. C'est cet événement considérable que nous vivons depuis une vingtaine d'années : l'irruption des pays du Tiers-monde -en tout cas un grand nombre d'entre eux- dans le circuit de la production industrielle, créant une concurrence nouvelle pour les producteurs d'Occident.

Non seulement le capitalisme s'adapte, lui, à cette nouvelle donne, mais toute sa stratégie vise à tourner cette difficulté en avantage.

Sa parade à la concurrence, c'est de faire baisser le coût du travail en Occident, c'est le nivellement par le bas. **Au lieu de vivre cette concurrence comme un handicap, le capitalisme d'Occident y voit l'occasion de reprendre les avantages concédés au salariat au temps de la prospérité impérialiste.**

La lutte pour les marchés se transforme dans la lutte sur le marché du travail -le chômage devient l'instrument majeur de la pression sociale sur le salariat.

C'est très exactement cela le programme des conférences annuelles de Davos, c'est-à-dire de l'état-major idéologique du capitalisme dit "libéral". C'est le programme de Gandois quand il proclame l'offensive pour la flexibilité. Et c'est cette stratégie qu'il faut appréhender dans sa globalité, dans sa cohérence, dans sa volonté profonde et résolue, si l'on veut lui opposer une stratégie, elle aussi globale, cohérente et tout aussi volontaire.

Va-t-on comprendre enfin que tout le reste est subordonné à cette donnée centrale, que tout s'organise autour d'elle, que le formidable battage médiatique et psychologique vise à conditionner l'ensemble du salariat d'Occident, à le persuader que la mondialisation impose le recul social, quand ce n'est pas aussi le recul démocratique !

Dernier avatar de cette mondialisation vue du côté capitaliste : la rétrocession de Hongkong à la Chine. Certes les réalités géographiques et historiques imposaient à un terme plus ou moins rapproché que la Grande-Bretagne quittât la presqu'île pour permettre la réunification du territoire chinois, mais les négociations menées par le gouvernement Thatcher et les résultats obtenus en disent long sur le peu de cas que les libéraux font des droits de l'homme, des libertés démocratiques au détriment du système économique et financier qui est leur seul horizon.

Beaucoup de commentateurs zélés nous ont ainsi expliqué que finalement rien ne changerait à Hongkong puisque le capitalisme allait pouvoir continuer à s'y développer... pendant 50 ans.

Le soir même de la rétrocession, le pseudo-parlement du territoire imposé par Pékin n'avait de cesse de voter les premières lois reniant les droits démocratiques dont disposaient jusqu'ici les habitants.

b) En Europe, la précarité et l'insécurité

Les statistiques officielles évaluent à plus de 18 millions le nombre de chômeurs dans l'Union européenne. Le taux de chômage moyen est de 11%. Quant au nombre des pauvres, on l'évalue à près de 50 millions ! Tel est le bilan d'une décennie de politique néo-libérale.

La montée du chômage de masse n'est que l'aspect le plus apparent d'une dégradation très générale du statut de travailleur, salarié ou chômeur. La

précarité se manifeste aussi par un développement important des formes d'emploi atypiques (travail à domicile, travail informel, voire travail au noir). La législation du travail s'est profondément transformée, flexibilisée : le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ne cessent de se multiplier. Le code du travail lui-même est progressivement vidé de son contenu : assouplissement de la réglementation des licenciements, annualisation du temps de travail et temps partiel subi, atteintes aux droits syndicaux, etc.

A cette précarité du travail s'ajoute la précarité dans le domaine de la protection sociale, les minima salariaux et sociaux sont remis en cause, les services publics et les systèmes de protection sociale sont attaqués, les régimes d'indemnisation du chômage eux-mêmes n'échappent pas à cette offensive.

Déréglementation du travail, insécurité sociale, problèmes de logements (on ne compte plus les mal-logés et les SDF), le libéralisme mondialisé menace tout ce qui faisait la stabilité et la sécurité des citoyens. Il en ressort un sentiment d'incertitude, de perte de repères et de valeurs qui s'exprime parfois dans la violence, le désespoir (montée des suicides) ou l'égarement : extrémisme, intégrisme, développement des sectes.

III
PRENDRE LE CHEMIN DE LA RÉUSSITE : LE CHOIX STRATÉGIQUE DE LA CONFRONTATION SOCIALE

Le capitalisme libéral a le sentiment d'avoir repris l'avantage. Il juge que la conjoncture objective (la pesée du salariat du Tiers-monde, la montée de la productivité du travail) lui est favorable et qu'il peut imposer sa loi, exiger des salariés qu'ils "se serrent la ceinture".

C'est pourquoi si un nouveau compromis social est possible, il faudra l'imposer. Notre tâche prioritaire, à nous socialistes, est de construire le socialisme du Nouveau Contrat social à l'âge de la mondialisation capitaliste.

La social-démocratie avait su ménager des équilibres au siècle de l'impérialisme. Cette page est tournée. Dans sa phase de dépérissement, la social-démocratie n'apparaît souvent que comme une variante timide du courant social-chrétien, revendiquant pour seule fonction sa capacité (ou son incapacité) gestionnaire.

Et beaucoup, dans la gauche européenne, semblent n'avoir d'autre ambition que de réussir cette conjonction entre social-démocratie falote et l'aile centriste du courant social-chrétien. Il faut rejeter l'illusion des replâtrages au coup par coup, des solutions parcellaires, qui dressent inévitablement les salariés les uns contre les autres. Il faut cesser d'escamoter le combat social, qui n'est pas une invention d'idéologue mais une réalité de tous les jours. La priorité pour la gauche aujourd'hui, c'est ce choix stratégique de la confrontation pour imposer un nouvel équilibre social.

a) L'Europe : le niveau pertinent pour répondre

Nous sommes à l'heure de la "mondialisation" : cela veut dire qu'il faut désormais se persuader que la dimension internationale n'est plus le simple accompagnement de nos choix politiques hexagonaux : elle les conditionne. Ainsi, la confrontation sociale rendue nécessaire par les agressions de la mondialisation capitaliste doit se concevoir au moins à l'échelle de l'Europe.

Oui, il faut faire l'Europe ! Chacun en est persuadé, les Français, contrairement à ce qu'affirment certains, n'en n'ont pas peur. D'abord parce que l'Europe, c'est la paix. Ensuite, parce que la construction d'un grand ensemble régional, certes faible démographiquement mais puissant politiquement, économiquement, culturellement, est la meilleure façon de faire reculer, ou en tout cas de stopper, le nouvel impérialisme américain dont Bill Clinton, hélas, se fait le héraut, dans la droite ligne de ses prédécesseurs.

Les Français n'ont pas peur non plus de la monnaie unique **si elle reste un instrument**, si elle est mise au service de politiques coordonnées en faveur de la croissance et de l'emploi.

C'est pourquoi lors de notre convention de décembre dernier, nous avons fixé les conditions au passage à l'euro. **Ces conditions, valables lorsque nous étions dans l'opposition, doivent le rester maintenant que nous sommes devenus majoritaires.**

Il est vrai que la construction européenne -telle que nous la voulons en tout cas- semble marquer le pas.

Les conclusions du sommet d'Amsterdam ne peuvent recevoir notre approbation. Elles ont un contenu idéologique auquel les socialistes ne peuvent souscrire. L'acceptation du pacte de stabilité, qualifié par certains de super Maastricht, ne peut pas nous satisfaire.

Certes la politique économique a ses contraintes et nous savons bien qu'il n'existe pas de bon déficit par essence. Les déficits d'aujourd'hui n'assurent pas forcément la croissance de demain. Mais, face à ces contraintes, quelles sont les contreparties pour les salariés ? Aujourd'hui aucune !

A propos de la déclaration d'Amsterdam, les commentateurs se sont largement appesantis sur les critères pour le passage à la monnaie unique en omettant le fait que ce texte consacre la flexibilité comme seul avenir pour les salariés d'Europe : pour *"adapter le marché du travail au marché économique"*, il faudrait *" trouver un équilibre entre l'adaptabilité du marché du travail et la sécurité sociale, en vue d'améliorer l'employabilité des travailleurs"*.

Nous ne pouvons à la fois proposer comme stratégie au Parti socialiste le nouveau Contrat social européen, appelant à la mobilisation des salariés et anéantir dans un même temps tout contenu progressiste à ce pacte par un ralliement en rase campagne aux règles de la flexibilité, c'est-à-dire au triomphe des libéraux qui ne cessent de rêver au temps heureux d'avant les lois sociales.

Ce renoncement coûterait cher au Parti socialiste qui, même s'il n'est pas en mesure d'imposer toutes ses conceptions à nos partenaires européens, doit, pour le moins, affirmer et promouvoir une vision différente de l'Europe sociale, une vision qui serve de référence au mouvement social.

Le sommet de Luxembourg permettra-t-il de sortir de cette incohérence ? Nous le souhaitons vivement.

Le gouvernement français doit y rappeler sa conception du droit du travail, du compromis social, du rôle des services publics. C'est sur cette base seulement que nous pourrons continuer à appeler les salariés européens à se mobiliser pour le Contrat social européen.

Contrairement aux libéraux qui veulent bien, parfois, par intérêt, ajouter du social à l'Europe, ajouter quelques normes sociales au dispositif du grand marché européen, nous voulons partir du social pour construire l'Europe démocratique que nous appelons de nos vœux. Ce sont les luttes qui «arracheront» les mesures sociales, qui entraîneront la prise de conscience politique et démocratique de la nécessité européenne. **L'Europe sociale est à la base de l'Europe politique.**

L'arrivée de majorités de gauche au pouvoir dans plusieurs pays de l'Union européenne est naturellement une bonne chose. Mais elle ne suffit pas à résoudre la question posée. On le voit bien (et on l'a vu à Amsterdam et Malmö),

elle constitue seulement un cadre propice à l'aboutissement de démarches politiques dont l'impulsion revient aux partis. Encore faut-il que ces démarches existent. La juxtaposition de gouvernements socialistes et sociaux-démocrates en Europe ne permet pas, en elle-même, de constituer une Europe sociale, voire socialiste. Pas plus que la juxtaposition des partis socialistes et sociaux-démocrates au sein du PSE n'a permis de beaucoup progresser.

L'Europe, en tout cas celle que nous voulons, ne peut pas se faire uniquement par les dirigeants, par les appareils nationaux. Il faut une poussée plus vaste, plus forte, plus militante.

Le «contrat social européen» ne sortira pas dans n'importe quelles conditions des **états généraux de la gauche européenne** dont nous souhaitons depuis longtemps la tenue. Beaucoup dépendra de la façon dont ils seront organisés. **Le contrat social européen sortira de la confrontation entre le mouvement social et le pouvoir économique, régulée par un pouvoir politique européen.** C'est donc dans cette perspective que nous nous situons.

Le Parti, à notre initiative, avait adopté, il y a quelques mois, un texte qui prévoyait d'aller au «Contrat social européen», d'organiser des conventions à l'échelle européenne au cours desquelles les militants socialistes et sociaux-démocrates des pays d'Europe (et pas seulement leurs dirigeants) débattraient sur la base des mêmes textes.

Quelle initiative précise notre Parti a-t-il prise depuis lors dans ce sens ? Quelle organisation a-t-il mise en place pour cela ?

Le texte adopté lors de notre convention sur l'Europe a-t-il même été traduit et diffusé dans les sections des partis homologues européens ? Avons-nous eu connaissance, nous militants, du contenu de textes analogues adoptés par ces partis ? De tels échanges ne seraient-ils pas le point de départ de débats évidemment nécessaires ?

Nous proposons que notre Parti :

- crée dans chaque département des comités pour l'Europe sociale, ouverts aux autres forces politiques de gauche, aux associations, aux organisations syndicales ;
- prenne l'initiative de distribuer à nos adhérents une carte du Parti des Socialistes européens (PSE) ;
- organise la participation de militants socialistes issus d'autres pays européens à la préparation, aux débats et au déroulement de nos congrès ;
- permette la participation effective de nos militants aux travaux préparatoires, aux débats, au déroulement et aux votes des congrès du PSE (contre-exemple : le congrès de Malmö auquel nous n'avons été associés ni de près, ni de loin ! Et qui n'a servi qu'à constater les différences d'approches entre les partis présents, sans les dépasser par le débat ;
- prenne des initiatives pour l'organisation de conventions des socialistes d'Europe sur des thèmes comme l'emploi et les services publics. Un texte bref et simple présentant la problématique et les positions en présence serait rédigé et proposé aux débats et au vote des militants socialistes européens ;
- aide le mouvement des jeunes socialistes européens (ECOSY) à se développer ;
- demande aux ministres socialistes en poste de prendre des initiatives pour faire avancer les mesures qui constitueront le contenu du contrat social européen (droit du travail, critères de convergence non monétaires, débat sur la «flexibilité»...). Leur demande également de prendre des initiatives concrètes pour développer la «citoyenneté européenne».

Enfin, au Parlement européen, nous devons mettre un terme à «l'habitude» du consensus permanent entre parlementaires socialistes et parlementaires démocrates-chrétiens ; rétablir les vrais clivages et revenir à la confrontation politique des idées pour une nouvelle étape de la construction européenne.

b) Répondre aux attentes des Français

La société française a besoin de réformes : les Français les attendent. Nous nous y sommes engagés ; d'abord dans le champ socio-économique avec la préoccupation dominante de l'emploi, parce que la première des justices sociales est de pouvoir assurer à chacun un travail et un revenu qui lui permettent de vivre.

Mais il est d'autres questions qui préoccupent aussi nos concitoyens : l'éducation, l'organisation de la justice et le droit des personnes, l'immigration, les questions de sécurité, qu'elles relèvent de la vie quotidienne, de la santé ou de la biologie...

Dans son action, le gouvernement devra trouver un juste équilibre dans les réponses qu'il apportera à ces différentes préoccupations sociales et de société.

Le social doit rester notre première préoccupation : c'est ainsi que ceux qui nous ont fait confiance percevront le mieux le changement de politique auquel nous nous sommes engagés pendant la campagne.

1) D'abord le social

a) La conférence nationale sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail

C'est bien parce que le capitalisme mondialisé cherche à rogner la condition des salariés par tous les bouts -pression sur les salaires, sur les statuts, la protection sociale- en maintenant un haut niveau de chômage, qu'il lui faut opposer une réponse globale, base du Nouveau Contrat social. La conférence sur les salaires et l'emploi sera ainsi un rendez-vous déterminant pour cette politique.

Le principe de cette conférence ne peut se réduire à une grand messe, à un "zinzin" institutionnel dont les citoyens ne seraient que des spectateurs, certes attentifs mais passifs. **La stratégie du Contrat social doit être portée par la mobilisation des forces sociales et d'abord des salariés.**

Le Parti socialiste doit prendre dès maintenant les initiatives nécessaires à cette mobilisation. La réussite de la conférence qui traduit la prise en compte de la négociation centrale proposée depuis longtemps par Jean Poperen dépendra du rapport de forces, du niveau de la confrontation sociale. Car il s'agit bien de parvenir au meilleur compromis possible en faveur du monde du travail.

Dans ce sens, **le vote rapide de la loi réintroduisant l'autorisation préalable de licenciement** sera un signe fort donné par le gouvernement et sa majorité, orientant clairement son action pour la défense des salariés.

Cette conférence aura deux objectifs majeurs : la réduction du temps de travail et la lutte contre la précarité.

• Pour les 35 heures sans réduction de salaire

Les socialistes se sont engagés sur le principe d'une loi cadre suivie d'une négociation avec une date butoir et un examen définitif par le Parlement. Cette mise en œuvre du passage aux 35 heures est la seule crédible dès lors qu'elle évite le risque d'une négociation qui s'enlise et qu'elle s'assure de l'examen des modalités pratiques par branche.

L'objectif est clair : il s'agit de créer des emplois en organisant **un nouveau partage des gains de productivité entre le travail et le capital.**

La modification de l'assiette des cotisations sociales et d'abord le transfert des cotisations maladie vers une CSG élargie, sera un des moyens de faciliter la réalisation de cet objectif, notamment pour les petites et moyennes entreprises, en permettant à ces dernières de disposer de nouvelles marges de manœuvre.

• Pour le contrôle du travail à temps partiel

La réussite du passage aux 35 heures impose en même temps une vision de la législation sur le temps partiel qui concerne aujourd'hui pratiquement 20% des salariés et dont l'explosion ces dernières années révèle l'organisation insidieuse d'un partage du travail disponible entre les salariés, notamment au détriment des femmes.

Plus de la moitié des salariés à temps partiel effectue aujourd'hui un temps partiel subi faute d'avoir trouvé un emploi à plein temps.

En définitive, l'augmentation du nombre d'emplois à temps partiel n'est rien d'autre que le partage du travail disponible entre les salariés avec diminution proportionnelle du salaire. Il est révélateur que le conflit social le plus important depuis de nombreuses années aux États Unis soit la bataille des salariés d'UPS contre la généralisation du temps partiel dans leur entreprise.

Il est certain que c'est d'abord sur ce terrain que le patronat et la droite vont tenter de combattre et surtout de pervertir le passage aux 35 heures.

Si demain les futurs salariés ne trouvent que des emplois à mi-temps, certes ils disparaîtront des statistiques du chômage, mais il est à craindre qu'ils ne s'identifient pas comme bénéficiaires d'une politique de gauche.

Pour éviter cet écueil, il serait indispensable de supprimer toutes les exonérations de charges qui encouragent le développement du temps partiel mais aussi d'en améliorer la connaissance et le contrôle par les comités d'entreprise.

b) Définir une véritable politique industrielle

La reconversion industrielle rendue nécessaire par l'évolution des technologies (entraînant des gains de productivité immenses), par la nécessaire compétitivité de nos entreprises dans l'économie mondialisée, s'est faite et continue de se faire depuis des années au détriment de l'emploi, des salariés.

Elle touche trop souvent de plein fouet tout un bassin d'emploi, voire toute une région, mettant à mal les équilibres sociaux et humains.

Certes, lorsque nous étions au pouvoir, nous nous sommes efforcés d'apaiser ces graves conséquences par des dispositifs de mise à la retraite anticipée, de reconversion, mais au total nous savons bien que le compte n'y était pas, car il ne pouvait pas y être : jamais l'implantation d'une entreprise de quelques dizaines de salariés, même dans le créneau technologique le plus pointu, ne pourra suppléer à la suppression brutale de centaines d'emplois.

Nous avons dans certaines régions payé au prix fort cette politique de reconversion (les salariés se détournant pour longtemps de nous) même si nous l'avons menée du fait de l'obligation de sauvegarder des pans entiers de notre industrie.

La droite dans l'opposition n'a jamais hésité à "mettre de l'huile sur le feu" pour aggraver cette même pratique dès son retour aux affaires.

Tout cela aboutissait à déboussoler les travailleurs et à les jeter dans les bras du Front national. Il est urgent de changer fondamentalement de pratiques, de renoncer à cette posture fatale qui veut que l'on dénonce les restructurations industrielles lorsque l'on est dans l'opposition et que l'on se contente de les accompagner - socialement s'entend - au nom du réalisme économique lorsque l'on redevient majoritaire. Il nous revient de développer une autre vision de l'avenir industriel, des sites des entreprises, qui permette non plus de subir mais d'anticiper.

■ <u>D'abord au niveau des groupes industriels eux-mêmes</u> et du rôle de l'État dans leur stratégie.

Après 81 et les nationalisations, 88 et le "ni nationalisation ni privatisation", nous manquons d'une véritable doctrine. Certes l'histoire et la réalité économique nous ont fait prendre nos distances avec "l'appropriation collective des biens de production", mais pour autant nous ne pouvons accepter que le marché et les capitaux à eux seuls tracent le chemin de l'avenir de la production industrielle française et européenne.

■ <u>En précisant ensuite la place des banques d'une part,</u> de la recherche et des nouvelles technologies de l'autre, dans le développement à long terme de l'outil industriel : les grand groupes financiers, les centres de recherches publiques, universitaires et scientifiques doivent être pleinement associés à cette réflexion.

■ <u>Au niveau des sites industriels enfin,</u> comment éviter les fermetures massives, les désengagements meurtriers dans les bassins d'emploi ?

Bien sûr on nous rétorque que ces questions relèvent de la stratégie des groupes qui doivent choisir dans le secret, du fait de la guerre économique. Les experts nous expliquent, **une fois la décision prise,** qu'il n'y en avait aucune autre qui vaille, au prix sinon de mettre à mal le groupe lui-même. Les experts ont toujours raison. Les salariés, eux, ne sont pas écoutés ; ils possèdent pourtant une capacité d'expertise que l'on continue d'ignorer.

C'est pour doter notre Parti d'une véritable politique industrielle que nous proposons qu'il lance, après son congrès, une grande campagne de réflexion sur l'industrie française.

Les militants socialistes devront, dans chaque bassin d'emploi, rencontrer les organisations syndicales, les responsables patronaux, les forces économiques -institution financière et de recherche- de chaque site de production, pour réfléchir ensemble sur les questions lourdes qui leur sont éventuellement posées et les solutions propices à leur apporter. Cette démarche militante, appuyée par les fédérations, le secteur entreprise et le comité économique et social du Parti, permettra de dresser la carte de l'avenir industriel de notre pays.

Elle débouchera sur une **convention nationale** au 1er semestre de 1998 devant tracer pour les socialistes le plan industriel de la France, tenant compte des évolutions technologiques et de la concurrence, ayant comme objectifs l'emploi, la place et les contours du secteur public, la performance de nos groupes, redonnant ainsi tout son sens à une véritable **ambition industrielle** pour la France et pour l'Europe.

c) La redistribution

L'information a été donnée en juillet dernier par un journal économique : au cours de l'année 1996, la valeur du patrimoine détenu par les cinquante Français les plus riches a augmenté de 28 % ! Dans le même temps nous apprenions que 1,5 million de nos concitoyens passaient au-dessous du seuil de pauvreté. Nous sommes là au cœur de la réalité économique et sociale. Les inégalités progressent, elles n'ont cessé de progresser en termes de revenu et surtout de patrimoine.

Les prélèvements sociaux et fiscaux sont à apprécier moins pour leur niveau, leur pourcentage par rapport au PIB que par l'analyse de ceux qui paient et de ceux qui reçoivent. La redistribution est un facteur essentiel de justice sociale.

Le système de financement actuel est complexe, injuste, anti-emploi. Pour les impôts, la part des impôts proportionnels, sur la dépense, est très forte par rapport aux impôts progressifs sur le revenu. La comparaison avec les autres pays sociaux-démocrates montre l'anomalie de notre financement, qui pénalise l'emploi, et fait de notre système un des moins redistributifs.

Imposer de façon équitable tous les revenus, ce qui suppose une connaissance équivalente de ceux-ci, est une première nécessité. Rétablir une imposition normale des revenus du capital est une première piste (par exemple en réduisant le montant de l'avoir fiscal).

Le transfert d'une partie des cotisations sociales, salariales sur la CSG élargie et patronales sur la valeur ajoutée, est une seconde orientation.

Le financement des collectivités locales par les impôts locaux (foncier, taxe d'habitation et taxe professionnelle) pose un triple problème : celui de l'inégalité des citoyens devant l'impôt suivant leur domicile, celui des bases de calculs trop aléatoires et qui peuvent être redéfinies (le projet existe depuis 1992), celui de l'impossibilité de certaines collectivités de mettre en œuvre des politiques nécessaires à leurs habitants, compte tenu de la faiblesse de leur potentiel fiscal.

2) Faire vivre la République laïque

Depuis bien des années notre société est en crise. En crise économique bien sûr, mais aussi en crise sociale et morale. Déboussolée par le "chacun pour soi" du libéralisme qui a envahi la vie quotidienne des citoyens, désappointée par les abus de pouvoir de toutes sortes, déstabilisée par l'insécurité et la précarité perceptibles dans tous les champs de la vie, la société française se cherche. Nous devons tout d'abord réaffirmer notre attachement à la nation. Face aux discours de la droite et a fortiori de l'extrême-droite, qui enferment la nation dans un concept d'exclusion, en se référant aux critères raciaux et religieux, il nous appartient de redonner un sens à la conception républicaine progressiste et ouverte de la nation. Oui, il y a une conception de gauche de la nation. Issue de la révolution française, celle-ci n'a rien perdu de sa pertinence et doit encore aujourd'hui constituer pour la gauche le cadre principal pour penser des sujets aussi fondamentaux que la citoyenneté, l'intégration, l'enseignement et la justice.

La nation républicaine s'unit autour d'un contrat social dont les deux piliers porteurs sont la liberté et l'égalité. Seul le respect de ces principes essentiels à la démocratie peut faire de la nation une communauté de solidarité qui donne à chacun sa place, qui fait de chacun un citoyen à part entière, et ce, quelle que soit son origine.

a) La laïcité.

Pour certains, elle serait devenue une valeur ringarde à ranger d'urgence dans le placard des accessoires inutiles. D'autres n'ont de cesse de vouloir la renouveler, la rendre "ouverte", "tolérante", alors que c'est la laïcité elle-même qui fonde les principes d'une société ouverte et tolérante.

Lorsque Jean-Paul II, ce pape conservateur et réactionnaire, multiplie les provocations (baptême de Clovis, visite sur la tombe du professeur Lejeune), les socialistes se doivent de réagir.

"La jeunesse du monde" s'est retrouvée à Paris autour du pape. Extraordinaire opération de récupération lorsque les organisateurs -relayés par une presse plus que complaisante- parlaient des journées mondiales de la jeunesse en omettant d'y ajouter le C - C comme catholique.

Mais il ne suffit pas de le regretter, de faire la moue. Il y a une véritable attente qui s'exprime dans nos sociétés, notamment dans sa jeunesse. Ou bien nous saurons nous mobiliser pour que la réponse vienne de notre côté ou bien ce seront d'autres valeurs et parfois de véritables dérives qui prendront le pas. Aujourd'hui la règle du chacun pour soi a supplanté le respect de l'autre avec son cortège de détresse, de violence, d'insécurité. Avec les phénomènes de bandes, d'intégrisme et de développement sectaire qui viennent suppléer l'incapacité de notre société à signifier à chacun qu'il appartient bien -quelle que soit son origine, quelles que soient les difficultés qu'il rencontre- à une même communauté de destin : la République.

A la laïcité on veut souvent opposer le droit à la différence. Mais les défenseurs du droit à la différence exigent, au nom de l'équivalence de toutes les cultures, que chacun se complaise dans la sphère des intérêts particuliers du groupe humain où le hasard l'a fait naître. Admettre le droit à la différence revient à considérer que n'importe quelle croyance vaut bien autant que la liberté de conscience, qui pourtant permet de les dépasser toutes.

La laïcité est un combat, un combat républicain et un combat socialiste. L'abandon de l'anticléricalisme ne signifie pas qu'il faille renoncer à toute vigilance à l'égard des prétentions des Églises. Leurs incursions de plus en plus fréquentes dans les sujets "d'éthique" ou de société en sont la preuve. Il ne s'agit pas de refaire naître de vieilles guerres dépassées, d'agiter le drapeau de l'anticléricalisme, ni même l'étendard de la "foi laïque". Simplement, la liberté, et tout particulièrement la liberté de conscience et celle de pensée, n'est jamais définitivement acquise.

La laïcité est un choix politique, qui engage une conception de l'espace public, de la liberté et de la démocratie.

Ce combat est devant nous. Être laïque, c'est être d'abord mobilisé pour faire des valeurs républicaines celles qui entraîneront les citoyens dans un projet partagé.

b) L'école

L'école joue évidemment un rôle d'intégration primordial. L'éducation nationale a pour ambition d'apprendre au futur citoyen ce qui fera son appartenance -construite et non donnée, choisie et non héréditaire, culturelle et non biologique- à la collectivité nationale. Car apprendre la raison aux enfants, c'est leur apprendre la liberté et l'égalité, c'est les ouvrir aux problèmes de société, c'est leur apprendre qu'au delà de leurs différences, ils sont égaux en droits et en devoirs, et que dans la France républicaine, c'est cet attachement aux droits de l'homme, à la liberté et à l'égalité qui fait de chacun un membre de la collectivité nationale -qu'il soit catholique, agnostique, athée, protestant, juif ou musulman ; qu'il soit enfant de maçon italien, de mineur polonais ou de manœuvre algérien. La République ne veut pas le savoir et fait de tous ses enfants des Français, parce qu'elle leur apprend le contrat social sur lequel repose l'identité nationale.

Si la liberté suppose l'instruction, l'égalité exige que cette instruction soit publique, c'est-à-dire dispensée à tous.

Pour cela les moyens de l'école publique doivent être répartis en fonction des véritables besoins qui s'expriment. Dès la maternelle, l'école doit suppléer aux différentes carences - matérielles, éducatives ...- rencontrées par certaines familles, afin de ne pas réduire le principe d'égalité des chances à un concept creux.

École gratuite et obligatoire mais aussi, et c'est fondamental, école laïque.

c) L'intégration

Le droit du sol et la naturalisation sont l'expression concrète de ce pacte républicain, et permettent d'y intégrer tous ceux qui se reconnaissent dans ce projet collectif et veulent le porter. Ces principes ont été gravement bafoués par le gouvernement précédent. Il est donc indispensable que les socialistes réforment rapidement le code de la nationalité en facilitant l'accès à la citoyenneté pour tous les étrangers vivant légalement sur notre sol et qui le souhaitent. La diversité des origines a fait et constitue toujours la richesse de la France. Il nous appartient de défendre cette richesse en mobilisant les moyens dont dispose la République pour intégrer tous les Français et les étrangers dans la vie de la cité.

3) L'égalité

C'est pour elle que la gauche trouve sa raison d'être : liberté, égalité, fondements de la République ne peuvent se réduire à de simples concepts d'organisation de notre vie en société ; elles doivent trouver leur expression quotidienne en permettant à tous et à chacun de faire face aux difficultés de la vie et de profiter au mieux de ce qu'elle ouvre aujourd'hui comme possibilités d'échanges et de partages.

Ce sont là les fondements de ces services publics rénovés dont nous pouvons dès à pré-

sent envisager le développement au niveau de la communauté européenne tout entière.

C'est la tâche de ces services publics que d'assurer à chacun d'abord un toit, les moyens de se chauffer et de disposer de l'eau nécessaire à l'existence, la possibilité de se déplacer, de communiquer (avec les outils modernes de communication), enfin, de se protéger de la maladie et de garantir sa vieilliesse.

Au premier rang de ces besoins : le logement et la santé.

a) D'abord vivre et se loger

C'est dans la cité que se forge le sentiment d'appartenance.

Les cités aujourd'hui remplissent de plus en plus difficilement cette mission : l'émergence de ce que l'on appelle pudiquement les "problèmes de banlieue" n'est que le reflet de l'incapacité des villes modernes à répondre à cette fonction. Ces villes ont trop souvent perdu leur âme. Elles sont devenues des mégapoles anonymes où la règle du chacun pour soi a supplanté le respect de l'autre.

Il faut instaurer une véritable politique du tissu urbain ne rejetant plus les difficultés sociales vers la périphérie, établissant un nouvel équilibre de charges et de moyens entre la ville métropole et les communes de banlieue.

Quant au logement, c'est le premier lieu de vie, celui à partir duquel s'organise tout l'espace humain. Peut-on admettre qu'à la fin du XXe siècle, dans une société évoluée comme la nôtre, il y ait encore des mal logés, sans parler des sans-logis? Le logement, mais aussi la qualité du logement, doivent être considérés dans les années qui viennent, comme l'un des fondements même d'une politique de solidarité et de progrès.

Parce que le secteur du bâtiment est créateur d'emplois - alors qu'il est encore trop souvent sous la coupe des menées spéculatives- parce qu'il répond à une exigence de bien vivre pour tous les Français, nous souhaitons que le gouvernement mette en œuvre un plan conséquent et sans précédent, de développement et d'amélioration des logements.

b) La santé

Aujourd'hui les problèmes de santé représentent avec l'emploi la préoccupation essentielle des Français. C'est aussi un secteur très porteur sur le plan économique et social.

L'allongement de la durée de la vie, les progrès prodigieux des techniques médicales, la nécessité de lutter contre les affections nouvelles, qu'elles soient biologiques (virus du SIDA, prion de Creutzfeld Jacob) ou liées aux conditions de vie (anxiété, dépression, suicide) nous obligent à maîtriser la progression des dépenses, car l'économie n'y satisferait pas, et à le faire en tenant compte d'abord des impératifs médicaux et sociaux.

Nous pouvons y parvenir par le développement d'une politique contractuelle, avec l'ensemble des professionnels de santé qui devront être ainsi responsabilisés dans les choix de politique de santé publique, et dans les moyens mis en œuvre.

Nous pouvons le faire enfin par la réforme de l'assiette du financement de l'assurance maladie telle que nous l'avons adoptée dans notre convention nationale, en transférant sur la CSG élargie les cotisations salariales et en asseyant sur la valeur ajoutée les cotisations patronales.

IV
DE LA GAUCHE PLURIELLE À LA GAUCHE RASSEMBLÉE

Au cours de ces dernières années nous avons pu mesurer combien les citoyens pouvaient se mobiliser pour prendre leur part dans la bataille civique et sociale, tout en restant distants de notre Parti ou des autres structures politiques.

Cette mobilisation qui s'est manifestée pour l'école publique, les services publics, contre le plan Juppé, les lois Pasqua-Debré, doit trouver un nouveau débouché car elle reste un facteur décisif de la réussite de notre politique : une politique de réformes ne se conçoit pas sans le concours actif des citoyens.

Nous appelons à la mise en place de comités d'initiative citoyenne aux côtés du PS et des formations de gauche, pour permettre à tous ceux qui veulent mettre en commun leurs capacités d'action, de s'unir pour créer -aux côtés du gouvernement et de sa majorité- le rapport de forces indispensable à la refondation de notre société.

Pendant que la droite prépare son virage, la gauche, elle, doit renforcer la dynamique unitaire qui s'est manifestée au cours de la campagne législative. A gauche, les frontières sont déjà tombées, et d'abord entre le PS et le PC.

Depuis la chute du Mur de Berlin le PC français a perdu ses références stratégiques et idéologiques qui le caractérisaient de façon différenciée, par rapport au mouvement socialiste ; de la sorte, le PC est devenu une des composantes de la gauche démocratique dans notre pays. Certes son histoire, son organisation, l'implantation de ses militants lui conservent des spécificités mais qui ne le distinguent plus fondamentalement de notre propre formation. La preuve en est la participation de ministres communistes au gouvernement.

En 81, c'était l'un des enjeux de l'élection présidentielle dont les termes dépassaient l'hexagone : l'Europe, l'Amérique, "le monde libre" s'en inquiétaient ; en 97, il est paru naturel à tous que si la gauche dans sa diversité gagnait les élections, les communistes participeraient au gouvernement ! Et plus personne ne se demande si leur présence peut à elle seule changer le cours de l'histoire.

Bien sûr il persiste des points de discussion ; le PC continue à jouer volontiers au "Monsieur plus" : plus de SMIC, plus de social, plus d'égalité... Mais sur certains points on retrouve les mêmes débats à l'intérieur du PS. Derniers signes de cette mutation : les désaccords internes au PC qui n'hésitent plus à s'exprimer publiquement.

Les écologistes, quant à eux, ont retrouvé leur véritable famille ; le "ni gauche, ni droite" n'a eu qu'un temps... celui de nos propres difficultés. En resituant la bataille des écologistes dans le camp du progrès, dans le refus du capitalisme mondialisé, dont les conséquences sont aussi dévastatrices pour les travailleurs que pour leur environnement, ils redeviennent l'une des composantes naturelles de la gauche.

Enfin, le *Mouvement des Citoyens* qui nous avait quittés sur la question européenne, nous a rejoints : son chef de file, Jean-Pierre Chevènement, n'a pas hésité à entrer dans un gouvernement qui a fait le choix net de la construction européenne ! Ils ont eux aussi donné le signe de leur volonté de participer à un large rassemblement.

Ce qui est devant nous est bien cela : dépasser l'alliance entre nos formations, qui a été utile et efficace, pour jeter les bases d'un authentique rassemblement préconisé par Jean Poperen dès 1987 et formalisé dans la motion au congrès de Rennes en 90.

Parti du mouvement qui intégrera dans un débat authentiquement démocratique toutes les composantes de la gauche, dont les choix ne seront plus ceux de positionnements d'appareils, mais de véritables enjeux politiques : **le débat d'idées retrouvera sa juste place à gauche.**

Rénover la pensée socialiste pour préparer le 21e siècle

"Sur l'autel des ancêtres, conservons la flamme et non la cendre"

Jean JAURES

SIGNATAIRES

CONTRIBUTION DE JEAN-MARIE BOCKEL ET D'EDITH CRESSON

Le Parti Socialiste se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Le congrès de Brest arrive à un moment où il est indispensable de se poser un certain nombre de questions :

• Allons-nous nous retrouver devant la contradiction redoutable que nous avons déjà connue, l'impossible équilibre entre des orientations politiques parfois héritées du passé et l'exercice du pouvoir ?

• Allons-nous fonder l'action du gouvernement sur une ligne idéologique archaïque avec le risque de le voir échouer dans les domaines où il est attendu par les Français ?

• Allons-nous opérer une véritable révolution doctrinale sur un des principaux problèmes de la société française : le rôle de l'Etat et celui des entreprises dans une économie mondiale ouverte ?

L'exemple d'autres pays européens sociaux-démocrates nous montre que le chômage peut être combattu avec de meilleurs résultats. Bien entendu, chaque pays a son histoire, sa culture et son modèle de relations sociales. La France a souvent été, parmi les nations, celle qui a su inventer, innover en matière d'organisation de la société et de justice sociale.

Seule la gauche et le Parti Socialiste sont capables d'impulser les réformes indispensables pour que la France redevienne un modèle universel, inspire l'Europe et s'adresse dans le monde aux plus forts comme aux plus déshérités. Son rayonnement et son influence politique découlent de cette volonté que nous devons clairement afficher.

Cette contribution a comme ambition de poser ces enjeux et d'y apporter des réponses, propositions et pistes pour une véritable refonte de nos idées, pleinement adaptée à la société d'aujourd'hui.

Une priorité conduit ce texte : créer les conditions d'un environnement favorable à l'emploi. Pour ce faire, nous devons repenser profondément nos conceptions de l'Etat et de l'entreprise, de leurs rôles respectifs dans notre société. Et réfléchir, très concrètement, aux réformes indispensables pour assurer l'avenir de notre pays, à travers le financement de ses dépenses publiques et sa participation à l'Europe.

1 RECENTRER LES MISSIONS DE L'ETAT

Il faut aujourd'hui une réforme profonde de l'Etat et de ses missions qui doivent être recentrées pour en assurer une plus grande efficacité.

L'Etat doit modifier son rapport avec le monde économique. Face à l'indispensable modernisation de nos entreprises, il faut qu'il ait une réelle capacité à impulser des politiques d'accompagnement.

Il doit se donner les moyens de provoquer des négociations contractuelles et d'inciter les entreprises à mettre en oeuvre de véritables partenariats ou des regroupements d'activités stratégiques.

Son effort doit se porter sur la création d'emplois, en priorité par les entreprises. L'Etat doit favoriser aussi la création d'entreprises. Car à défaut de jouer le jeu des entreprises, on prend le risque de jouer, comme dans le passé, le jeu des " patrons ".

Une telle approche a pour but de ne plus retomber dans l'impasse de la création massive d'emplois publics qui augmente le poids des prélèvements et diminue les marges de manœuvre budgétaires.

Or, ces dernières années, les dépenses publiques et sociales se sont très nettement accrues en France alors que le chômage n'a cessé d'augmenter (et même doublé entre 1980 et 1996), dans un contexte de croissance inférieure à la moyenne des pays européens. Dans ces derniers, la dépense publique s'est au contraire stabilisée (y compris en RFA, malgré la réunification) et certains ont connu de bien meilleurs résultats sur le plan de l'emploi (6% de chômage en 1980 et 6,3% en 1996 aux Pays-Bas !). Et encore l'Europe est elle-même en perte de vitesse depuis 5 ans par rapport aux Etats-Unis.

Dès lors, il convient de redéfinir le rôle de l'Etat à travers ses missions, et d'en tirer des conséquences claires en matière de services publics.

1.1 Moins d'Etat pour "mieux" d'Etat

L'Etat aujourd'hui gère des missions nombreuses et très différentes : titulaire de fonctions régaliennes bien sûr, contrôleur des règles du jeu dans le domaine économique et social, garant de la solidarité nationale et des libertés publiques, mais aussi actionnaire principal d'entreprises de droit privé, gestionnaire d'activités concurrentielles, etc.

Il est nécessaire de **redéfinir les véritables services publics**, où l'Etat doit maintenir sa présence, en améliorer la qualité et l'efficacité. Il faut ensuite les distinguer de ceux, qui pourraient être autonomisés sous un statut semi-public/semi-privé pour mieux répondre à leurs objectifs. Cette distinction doit également s'appliquer aux services "pseudo-publics", véritables entreprises qui ont des concurrents privés sur le marché.

Contribution Jean-Jaurès

Assurer cette réforme en profondeur aura pour conséquence majeure de renforcer le véritable service public, en lui donnant de réels moyens, afin de lui permettre d'assumer pleinement ses missions.

1.2 Pour une meilleure qualité du service public

L'Etat doit moderniser le fonctionnement des véritables services publics pour renforcer leur efficacité.

Il est nécessaire de **réorganiser certaines administrations** dont les effectifs ou les missions ne correspondent plus à la société d'aujourd'hui. Ainsi, alors que le nombre des administrés concernés n'a cessé de diminuer, il y a toujours autant de fonctionnaires au Ministère de l'agriculture ou à celui des anciens combattants, par exemple. En revanche, l'Education nationale tout comme la Justice et la police nationale manquent d'agents, qui font tant défaut pour faire vivre une véritable politique de la ville.

Ce qui repose la question des moyens mis à la disposition des acteurs déconcentrés de l'Etat. Cela ne peut se faire que par un développement et une revalorisation des administrations de terrain, partenaires des élus locaux nécessaires au bon fonctionnement de la décentralisation.

Lutter contre la bureaucratie qu'engendre l'excès de procédures inutiles (quel temps perdent les animateurs sociaux à remplir des formulaires plutôt qu'à agir dans les quartiers !) est aussi de l'aveu de tous une exigence permanente.

Pour accomplir cette mutation, **réformer la sélection des élites administratives** françaises s'avère indispensable. Comme l'affirmait Michel Crozier, ce n'est pas la société qui est bloquée mais le système qui produit nos élites et leur permet de se reproduire à l'identique. Il y a trop de privilèges et pas assez de services rendus. La question n'est donc pas de supprimer l'ENA mais de la remettre à sa place. C'est-à-dire réduire l'emprise de la haute fonction publique sur la politique et l'économie. Selon le rapport PICQ, la France est le seul pays où l'on peut rester haut-fonctionnaire toute sa vie, tout en faisant de la politique ou en collaborant dans de grandes entreprises. La confusion des rôles et des genres n'est plus possible lorsque l'on connaît les errements où cela nous a conduit. Les hauts-fonctionnaires devront être contraints de choisir définitivement, au bout d'une certaine période (par exemple 4 ans comme en Allemagne), entre la fonction publique, le secteur privé ou la politique.

C'est à ce prix que les instances de contrôle et d'inspection pourront exercer réellement leur pouvoir, si l'on ne veut plus voir se reproduire des naufrages comme ceux du Crédit Lyonnais ou du GAN.

1.3 Redéfinir le périmètre des entreprises publiques

En matière d'entreprises publiques, une frontière claire est à tracer entre ce qui doit demeurer la propriété de l'Etat de ce qui doit revenir au marché, acteur principal de la création de richesses dans une économie ouverte.

Une telle définition du périmètre des entreprises publiques doit intégrer les évolutions nécessaires aux évolutions économiques, actuelles ou prévisibles, liées au contexte européen (dossier Alsthom-Framatome/Westinghouse, EDF, secteur énergétique et nucléaire, SNCF et transports ferroviaires). Et cela, sans que les fondements sociaux-démocrates qui assurent le modèle particulier de notre cohésion sociale soient remis en cause, bien entendu.

Ce faisant, les entreprises qui sortiraient du périmètre public, grâce au produit de leur cession, pourront contribuer au financement des mesures gouvernementales en faveur de la création d'emplois et de la réduction de la dette publique.

Plusieurs pistes sont à étudier en matière de privatisation :

- France Telecom, en raison de l'ouverture à la concurrence européenne du marché des télécommunications
- Air France, pour le même motif s'agissant du marché des transports aériens
- le secteur financier nationalisé (Crédit Lyonnais, GAN, etc...)
- l'Aérospatiale, pour constituer dans Airbus Industrie un pôle européen capable de rivaliser avec la concurrence des nouveaux méga-groupes américains, de lever des capitaux et de prendre des décisions stratégiques rapides
- Thomson, car c'est aussi la condition de la constitution d'un regroupement européen en matière de défense.

2 UNE REFORME DES PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES POUR L'EMPLOI

Tous s'accordent à partager un tel constat : **les prélèvements obligatoires** pénalisent l'emploi car ils sont essentiellement assis sur les salaires, qu'il s'agisse de la taxe professionnelle (qualifiée naguère d' " impôt imbécile "), de la protection sociale ou de tant d'autres taxes parafiscales.

De plus, ils ne répondent plus aux impératifs de simplicité, d'objectivité et d'efficacité de leur rendement. La complexe législation fiscale, notamment du fait d'exonérations et de dérogations nombreuses profitant aux plus fortunés, nuit à l'efficacité de l'impôt **sans faire vraiment oeuvre de justice sociale.**

Enfin, **l'avenir du système de protection sociale est fortement menacé** en raison de son mode actuel de financement.

Une véritable réforme doit être menée : il s'agit d'adapter avant tout les prélèvements obligatoires à l'objectif de la création d'emplois par les entreprises. A ce titre, deux propositions concrètes et volontaristes peuvent être mises en oeuvre rapidement.

D'une part, en matière de fiscalité locale, **une réforme profonde des modalités d'assiette et de répartition de la taxe professionnelle** pour favoriser les entreprises locales créatrices d'emplois, et assurer une plus juste solidarité nationale dans l'objectif d'un aménagement du territoire plus cohérent.

Seconde proposition, s'agissant de l'avenir des retraites, il nous paraît souhaitable d'amender le texte du précédent gouvernement sur **les fonds de pension** plutôt que de le retirer purement et simplement. Sans se substituer à l'actuel système fondé sur la répartition mais en le renforçant, de tels fonds de pension permettront d'apporter aux entreprises les capitaux nécessaires à leur développement.

Nos entreprises souffrent en effet d'une sous-capitalisation néfaste pour leur dynamisme comme pour leur indépendance. Bien négociés avec les partenaires économiques et sociaux, les fonds de pension amélioreront considérablement les possibilités d'investissement des entreprises françaises.

Au Royaume Uni et aux Etats-Unis, ces fonds de pension constituent entre le tiers et la moitié des ressources de capital-investissement. Notons aussi que les Pays-Bas, sous un gouvernement à direction social-démocrate, ont fondé une large part du financement de leur entreprises sur ces mécanismes.

Cette démarche favorisera durablement le développement du capital des entreprises que l'Etat devra accompagner. Sachons ainsi faire évoluer notre modèle social européen, sans en renier les fondations. Sinon, à défaut d'être offensifs et pragmatiques, nous subirons inéluctablement une dérive libérale de type anglo-saxon.

3
CHANGER LE RAPPORT DE L'ETAT AU MONDE ECONOMIQUE

Toujours dans l'objectif de favoriser la création d'emplois, **l'Etat doit modifier profondément son rapport au monde économique** et ses relations à l'entreprise privée. Ni dirigisme, ni laisser-faire sauvage, la politique à mener doit consister à créer, dans la mesure des pouvoirs de réglementation, toutes les conditions favorables à la création d'emploi.

3.1 Favoriser l'innovation

La part du revenu national consacré à l'investissement productif ne cesse de se réduire (en 7 ans, -6% pour l'ensemble des entreprises et -25% dans l'industrie depuis 1980). Nous perdons une génération d'innovations technologiques avec toutes les conséquences prévisibles sur la compétitivité, la croissance et l'emploi. Tout doit être fait pour accroître les débouchés, pour fixer des règles fiscales, sociales et l'accès au capital à long terme dans des conditions comparables à celles de nos concurrents dont l'investissement a, lui, augmenté pendant la même période (+ de 30% aux Etats-Unis mais le Royaume Uni, les Pays Bas, l'Allemagne et globalement l'ensemble de l'Europe investissent plus que nous).

Une meilleure collégialité dans l'entreprise au service de l'investissement

La sous-capitalisation des entreprises françaises est engendrée notamment par la sclérose des catégories dirigeantes, leur absence d'ouverture sur le monde, l'opacité des décisions. Elle est évidemment plus préjudiciable lorsqu'il s'agit de capital-risque.

Le redressement de l'investissement passe aussi par des modes de décisions plus collégiaux. Les sociétés françaises gérées selon la formule du Conseil de Surveillance et du Directoire, avec une information claire fournie au personnel sur la stratégie de l'entreprise, existent en nombre infime. Historiquement, les syndicats français se sont opposés au système de cogestion, à l'inverse des salariés allemands par exemple. La pratique des comités de groupe européens, obligatoire pour les grandes entreprises ayant des implantations dans d'autres Etats de l'Union, rendra inévitable une tendance à plus de collégialité.

Le Parti Socialiste devrait encourager ce mode de direction, plus démocratique pour tous les acteurs de l'entreprise, et surtout plus profitable à l'investissement et donc au développement économique.

3.2 Un véritable soutien aux entreprises

Depuis de nombreuses années, les PME-PMI sont à la pointe de l'innovation dans les produits et les services. Les créations ou reprises d'entreprises en France par ces entreprises engendrent un courant de 400.000 emplois par an dont 150.000 salariés nouveaux. Or nous manquons cruellement d'une assistance réelle à la création et au maintien de nouvelles entreprises.

L'accès au crédit comme au conseil de consultants spécialisés, l'existence d'institutions bancaires décentralisées, la mise en réseau des petites entreprises et des centres de recherche et de gestion, le rôle accru sur le plan économique conféré aux collectivités locales et aux bassins d'emploi, tels sont les fondements d'une politique de soutien au développement de ces vecteurs économiques stratégiques.

L'Etat doit se donner de même pour objectif la simplification des procédures, dont on parle toujours sans jamais vraiment la réaliser. L'empilement de réglementations successives, leur complexité d'application, quand ce n'est pas leur incohérence, sont source d'une inutile et dispendieuse bureaucratie procédurale, et découragent des initiatives de création d'emplois.

Autres pistes concrètes, de nombreuses initiatives privées d'épargne pour aider la création de PME (les Cigales par exemple) sont lancées localement sans être reconnues ni encouragées. Une grande solidarité se développe localement, qui ne relève pas de la charité mais du souci d'entraide par la requalification du travail. Il revient aux socialistes de soutenir et amplifier de telles initiatives.

3.3 Jouer un rôle moteur
dans le développement des nouvelles technologies et l'innovation, clés de l'emploi de demain

Les nouvelles technologies ont concerné aux USA près du tiers des 10 millions d'emplois créés ces dernières années. L'avenir est à la maîtrise de ces nouvelles technologies, sous peine pour la France et l'Europe d'être totalement dominées à court terme.

Les entreprises les plus performantes et les plus compétitives sont celles qui s'adaptent aux nouvelles techniques d'information et de communication pour sortir de leur isolement et intégrer des réseaux fondés sur le principe de circulation de l'information. Il s'agit là du principal enjeu des futurs rapports sociaux et économiques. Les acteurs de l'économie française devront comprendre cela rapidement.

L'Etat se doit **d'établir un cadre juridique, réglementaire et financier favorable à l'innovation.**

Pour cela aussi, il faut simplifier les procédures de création d'entreprises et supprimer les barrières administratives qui freinent l'esprit d'initiative.

De même, l'instauration d'un système fiscal encourageant le développement de nouvelles activités dans les secteurs les plus innovants à forte base technologique sera nécessaire.

Il faudra enfin inciter les entreprises à investir en capital-risque et à orienter leur épargne vers ces investissements.

Toutes ces mesures doivent s'adresser **prioritairement aux PME/PMI.** Elles sont généralement les plus créatives et audacieuses sur des terrains encore inexplorés et les plus génératrices d'emplois nouveaux.

Dans le même esprit, il serait nécessaire de **promouvoir la recherche au sein des entreprises,** sans la confiner au seul monde universitaire et aux centres publics, en multipliant les contacts avec les unités de production de biens d'innovation. L'Etat doit également favoriser l'émergence des " start-up ", ces entreprises innovantes créées à partir des centres de recherche. Il lui faut augmenter la part du PIB consacré à la recherche et au développement en mettant, s'il le faut, en place un système d'aide publique au financement de ces activités. En outre, la mobilité et l'échange des connaissances par une meilleure coordination des activités de recherche entre les différents centres de recherche devra être encouragée.

L'Etat aura enfin un rôle plus qualitatif : promouvoir auprès des citoyens, plutôt enclins à la méfiance, ces nouvelles technologies. Les organismes publics sont les mieux à même d'éduquer et de familiariser la population avec celles-ci, par exemple au travers de bornes interactives informant sur les prestations et les services offerts.

3.4 Moderniser l'éducation

La mondialisation des échanges et de l'économie, la révolution industrielle et sociale induite par le développement des techniques d'information et des télécommunications placent le citoyen dans de perpétuelles mutations auxquelles il doit s'adapter.

Dans ce contexte, les institutions éducatives et de formation ont un rôle essentiel à assurer : donner une base commune minimale de connaissances générales indispensable à chacun pour s'intégrer dans la société.

Les forces vives de ce pays, les jeunes mais aussi les salariés grâce au renouvellement des connaissances qu'offre la formation continue, mettront à profit ce savoir général pour créer, entreprendre et innover dans un environnement maîtrisé.

Donner à l'Education nationale et à la formation les moyens d'assurer cette mission, c'est s'assurer du maintien de la France à son niveau technologique et de son intégration dans l'économie mondiale. C'est aussi et surtout rester fidèle au principe d'intégration républicaine et d'égalité des chances.

Le monde éducatif, au sens large, doit toutefois s'adapter à la multiplicité des demandes et à la diversité des publics. C'est à dire accepter de différencier les méthodes d'enseignement mais aussi les objectifs en fonction des populations destinataires. L'informatique à l'école est à généraliser avec une réelle formation des maîtres. Il faut plus d'adultes " jeunes " dans les écoles, encadrant les élèves de façon plus individuelle, leur permettant d'évoluer chacun à son rythme sans être jugé. Chaque élève pourra ainsi réussir " quelque chose ", ce qui entraînera l'acquisition d'une plus grande confiance en soi, diminuant de fait la spirale de l'échec.

L'Education nationale devra mettre en adéquation la recherche et l'emploi.

Pendant la dernière année de chaque cycle universitaire, il faut créer les conditions de la création d'entreprise en mettant en place des " teams " regroupant l'étudiant futur entrepreneur, un enseignant tuteur et un responsable d'entreprise. Ce système devra se poursuivre pendant la première année d'existence de la nouvelle entreprise.

A tous les niveaux de sortie du système scolaire, il faut également **prévoir des " sas " vers le milieu économique.** Il est en effet inacceptable d'admettre qu'un jeune puisse se retrouver sans passerelle vers le monde du travail une fois sorti du système scolaire.

Un effort conjoint est également à fournir pour développer **les systèmes d'apprentissage, de formation en alternance et de compagnonnage.** Sur la base d'une coopération étroite, cette action aura plus d'efficacité si elle est soutenue et impulsée par une action publique, sous la forme d'incitations fiscales.

Les connaissances techniques qui caractérisent la maîtrise d'un métier s'acquièrent en effet pour partie à l'école, pour partie au sein de l'entreprise.

La revalorisation des formations techniques et du travail manuel ne se fera que par une dynamisation de la politique de l'apprentissage, dans un système largement inspiré du modèle allemand (bonne rémunération, apprentissage accessible à de jeunes diplômés, contrôles sur la bonne " utilisation " des apprentis par les entreprises..). Le plan "emploi-jeunes ", dans ses modalités de financement, pourrait être adapté dans cet objectif.

Ouvrir l'éducation et la formation vers les entreprises, leur donner les moyens de considérer la diversité des demandes et des publics dans le respect de leur mission républicaine, autant d'objectifs qui doivent faire l'objet d'une politique volontariste dotée de moyens appropriés.

3.5 Contractualiser la réduction du temps de travail

L'Etat ne peut se substituer aux acteurs économiques dans la définition des modalités de la réduction du temps de travail. Sur ce sujet comme sur celui de la conférence sur les salaires, ne pas prendre en compte ce principe signifierait la certitude d'un échec.

Nous nous trouvons sur ces thèmes devant un véritable choix : soit alourdir les charges qui pèsent actuellement sur les entreprises au risque de voir le chômage augmenter, soit avoir un véritable engagement pour l'emploi, impliquant certaines concessions salariales, notamment en matière de rémunérations, dans le cadre de négociations entre les partenaires sociaux.

Car, que cela soit pour le plan "emploi-jeunes" ou pour la réduction du temps de travail, plutôt que des décisions arbitraires à portée générale, opérer par voie de contractualisation systématique, au plus près des réalités du terrain, est impératif si l'on souhaite efficacité et pérennité. La réflexion sur le temps de travail doit ainsi se fonder davantage sur les données économiques que sur des données idéologiques ou purement administratives.

Des formules innovantes peuvent être envisagées et devront faire l'objet d'une réelle réflexion de notre part. Ainsi la formule de " la semaine de 4 jours à la carte " proposée par M. LARROUTUROU, très proche de celle exposée par Michel ROCARD dans son dernier ouvrage, est une contribution utile pour tenter de **transformer les dépenses "passives" du chômage en dépenses "actives" pour l'emploi.**

Pour beaucoup, cette formule souple pourrait être réellement la semaine de 4 jours : l'usine ou le bureau restent ouverts 5 jours de suite comme actuellement mais chaque salarié ne travaille que 4 jours (la durée de travail quotidienne pouvant croître légèrement). Pour d'autres, c'est au niveau annuel que se concrétiserait ce processus : ici, les semaines travaillées resteront de 5 jours mais les congés payés seront plus longs ; là, on alternera des semaines longues et des semaines courtes (5 jours/3 jours). Pour d'autres encore, ce serait plutôt une année sabbatique tous les 6 ans.

Pour parvenir au résultat recherché, il conviendra que la négociation entre les partenaires sociaux intègre la question des heures supplémentaires " institutionnalisées " de même que celle d'une baisse des salaires de 3% en moyenne.

4
MODERNISER NOS IDEES POUR CONSTRUIRE L'EUROPE

Nous nous dirigeons actuellement vers un élargissement sans précédent de la communauté européenne sans approfondir ses institutions et ses modalités de fonctionnement.

L'échec relatif -mais échec quand même- du sommet d'Amsterdam doit nous alerter sur **la nécessité d'une relance par la France du débat européen.**

Que voulons-nous ? Certainement pas un espace de libre-échange sans identité politique. Nous voulons constituer une "forme" politique capable d'intervenir sur le plan économique, stratégique et, pouvons- nous ajouter, de devenir un modèle social. Or le fonctionnement des institutions européennes, faites pour 6 pays, ne marche plus à 15. Il est donc grand temps de remettre en chantier le système institutionnel européen. Plusieurs options existent mais dans les grandes lignes, il paraît indispensable :

- de mieux relier les Parlements nationaux aux orientations de la Commission et aux décisions du Conseil, d'établir des passerelles entre le Parlement européen et les Parlements nationaux, ceci dans le but d'éclairer l'opinion publique sur les positions prises par les institutions européennes et de faire préciser les responsabilités de chacune aux yeux de l'opinion ;

- puisqu'il paraît admis que les " grands " pays devront abandonner l'un de leurs deux commissaires, la multiplication des positions des petits pays, souvent récemment entrés dans l'Union et parfois moins sensibles à la nécessaire cohérence politique de l'Union vers l'extérieur, implique quatre obligations : une pondération appropriée, un mode de scrutin à la majorité qualifiée au Conseil et à la création d'un Secrétariat fort du Conseil composé de représentants très avertis ; la détermination d'une stratégie commune en matière de défense sachant que le concept de conseils de défense a totalement évolué et que les risques peuvent être divers, multiples, internes, technologiques, environnementaux etc ; un rééquilibrage des pouvoirs de la Commission, la seule autorité réelle existante -celle de la concurrence- ne pouvant tenir compte de politique industrielle ou sociale.

De toutes manières le PS devrait tenir **une Convention sur le thème de l'Europe, de ses finalités, de ses nécessaires réformes institutionnelles,** bien préparée suivie de conclusions publiques.

Sans cela, il ne sera pas possible de garder une véritable singularité française. Pour faire l'Europe, il faut changer la France.

A l'occasion de ce débat, d'autres solutions pourront être examinées comme la "clause sociale "visant à taxer les importations en Europe de produits fabriqués dans des conditions d'exploitation abusives de populations des pays en développement (et à condition que le produit de ces taxes soit réinvesti, avec des garanties sérieuses, dans ces pays).

De même l'idée d'une faible taxation des énormes transferts de capitaux qui dépassent de très loin les transferts de marchandises et dont le produit pourrait être affecté à l'emploi. La première de ces idées est rejetée par les pays pauvres, la seconde par les riches. C'est à la France de trouver le compromis dans une tentative d'organisation devant la menace des désordres qui pèsent autant sur le Nord que sur le Sud.

Enfin, **le chômage doit être considéré en Europe comme un problème macroéconomique au même titre que l'inflation.**

La future banque centrale ne devra pas se focaliser uniquement sur le contrôle de l'inflation mais, à l'instar de la Federal Reserve Bank américaine, tenir compte de la situation de l'ensemble du système bancaire et de la façon dont les ressources productives sont utilisées.

Pour un aggiornamento clairement assumé

Rôle et missions de l'Etat, place des entreprises, financement de nos dépenses publiques et sociales, construction de l'Europe, tels sont les thèmes sur lesquels nous souhaitons que le Parti socialiste réfléchisse très sérieusement si l'on veut s'attaquer radicalement au problème du chômage. Mais, ce faisant, nous **posons plus directement la question de l'approche que notre parti doit avoir sur tous les sujets fondamentaux de notre société.**

Il convient à notre sens de tendre vers **un plus grand pragmatisme en matière économique et sociale** et prendre en compte les réalités d'aujourd'hui. **Cela est tout aussi vrai sur bon nombre de sujets de société** : politique familiale, sécurité de proximité, immigration, politique de la ville etc.... Sur ces enjeux majeurs pour la préservation de la cohésion sociale dans notre pays, **le Parti socialiste doit procéder à l'actualisation de ses références doctrinales. Depuis 15 ans, la société a terriblement évolué, mais nous avons trop tendance à continuer à nous référer à des concepts figés et inadaptés aux mutations que nous avons connues.**

Les orientations politiques que nous nous donnerons à Brest en novembre détermineront, si nous le voulons, l'avenir des socialistes dans notre pays : un grand projet, fidèle à nos valeurs de gauche, porteur d'ambition pour tous nos concitoyens mais bâti sur le réel, pour préparer le monde de demain dans le respect des idéaux de justice sociale, de tolérance et de liberté. A défaut, si nous échouons à mettre en phase notre pensée et l'action gouvernementale, ou si cette dernière déçoit l'espoir de réussir l'emploi, notre crédibilité dans l'opinion sera obérée pour longtemps.

L'économie est le premier des chantiers pour la rénovation de nos idées. Il en va de même pour les grands sujets de société ; à leur égard, le **"pacte républicain" esquissé par Lionel JOSPIN** dans sa déclaration de politique générale doit nous inspirer pour approfondir notre réflexion.

Un congrès extraordinaire de refondation de notre plate-forme s'avère nécessaire si l'on veut répondre aux enjeux qui nous attendent. Nos camarades travaillistes, autour de Tony BLAIR, nous ont montré le chemin. Il ne dépend que de nous de l'emprunter, sans "suivisme", mais au contraire avec la volonté de préserver et donc de moderniser " l'exception française ".

Renforcez le Parti socialiste, rejoignez ses rang

N° 31

Nom et prénom : ..... Adresse : .....

..... Code postal : .....

❒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes ❒ je désire adhérer au Parti socialiste

❒ Je verse .....francs pour soutenir l'action du PS*

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 Tél. : 01 45 56 77 00 Fax : 01 47 05 15 78

(*chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes ouvrent droit à réduction d'impôt. Une attestation fiscale vous sera adressée.

**"La cigale ayant chanté tout l'été,
la fourmi lui tint à peu près ce langage :
un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras."**
La Fontaine

PCC : La Gauche Socialiste

- ÉTAT D'URGENCE SOCIALE -

Pour une autre cohérence

SIGNATAIRES

Membres du bureau national :
Harlem Désir ; Julien Dray ; Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Luc Mélenchon.

Membres du Conseil National et des instances nationales : Nadine Aurensan ; Daniel Assouline ; Erick Aouchar ; Gabriel Amard ; Jean-Louis Berland ; Yvette Benayoun-Nakache ; Malek Boutih ; Daniel Cabieu ; Yves Carroy ; Françoise Castex ; Gérard Filoche ; Jean-Michel Forestier ; Christiane Franco ; Yann Galut ; Didier Hoeltgen ; Jean-François Lascoux ; Pascale Le Néouannic ; Didier Leconte ; Patrick Mennucci ; Jean-Pierre Neuman ; Catherine Picard ; Bernard Pignerol ; Dominique Riera ; Laurence Rossignol ; Jacques Serieys ; Isabelle Thomas ; Olivier Thomas ; Maurice Viols.

Dès cette étape du débat, nous avons décidé d'exposer franchement la raison de nos désaccords avec la ligne d'action de notre parti et du gouvernement. Pour nous, **la défaite électorale que la droite vient de subir est avant tout la traduction de l'état d'urgence sociale et d'urgence républicaine dans laquelle se trouve le pays.** La France n'est pas devenue une démocratie apaisée parce que la gauche est au pouvoir et que le gouvernement a de bons sondages. Au contraire, l'attente sociale est plus forte que jamais. La pression des milieux financiers et patronaux est stimulée par la peur des décisions de la majorité de gauche. L'influence du Front National s'étend sur une droite qui y est moins immunisée que jamais. La dilution de notre République dans la construction libérale de l'Europe a reçu à Amsterdam un puissant coup d'accélérateur.

Dans cette situation, pour qu'un gouvernement de gauche puisse durer, **tout tient en un impératif : en finir d'urgence avec le chômage de masse.** C'est pour cela avant toute chose qu'ont été élus les députés de gauche.

L'orientation suivie depuis trois mois n'est pas adaptée à cette urgence. Pour nous, **la racine des reculades auxquelles se condamne le gouvernement est dans la signature d'Amsterdam.** Sur cette base, d'autres suivront. Vilvorde, le débat sur l'abrogation des lois Pasqua-Debré et celui sur le statut de France-Telecom en témoignent.

Dans ce débat, nous ne sommes pas en embuscade, nous n'attendons pas "le bon moment" pour " faire entendre notre différence ". Nous jugeons utile et responsable de dire dès **maintenant** nos désaccords. Nous tirons ainsi l'expérience du passé récent et notamment celui de la précédente législature de gauche entre 1988 et 1993. A l'époque, la guerre de succession et la compétition des présidentielles avaient bloqué toute possibilité de débat de fond. Ces questions ne sont plus posées depuis la présidentielle de 1995. Le droit au débat a été réellement rétabli et il a été exercé. Rien ne justifierait que le PS soit un parti de groupies ou de supporters. **La responsabilité de chacun des militants est donc engagée à l'heure des choix qui font l'objet de ce congrès.** Nous prenons la nôtre en assumant notre désaccord. Nous le faisons à partir des questions graves que soulève l'état d'urgence sociale de notre pays. Entendons nous bien : nous ne contestons pas que l'action gouvernementale des socialistes relève bien d'une méthode et d'une cohérence. Nous ne voulons pas seulement voir la gauche faire autrement. Nous voulons la voir faire autre chose. **Nous voulons une autre cohérence.**

1

Oui ou non, l'enjeu décisif, primordial, qui concerne toute la société, sur lequel la gauche sera jugée, est-il de faire reculer de toute urgence le chômage de masse ?

La France compte 5 millions de chômeurs et 2 millions de précaires, là est l'origine du mal qui ronge tous les rapports sociaux. 3,3 millions de personnes ne perçoivent pour vivre que des revenus de minima sociaux compris entre 1311 F et 3 433 F mensuels. Avec leurs familles ils sont six millions. Le chômage ne nuit pas qu'aux chômeurs. Il nuit aussi à l'école, à la Sécurité Sociale, à nos quartiers. Il produit misère, trafic de drogue, ghettos, racisme et xénophobie. On ne peut attendre fin 1998, ou l'An 2 000 pour en finir avec ce fléau. Des millions de gens en souffrent trop durement, chaque jour.

A crise exceptionnelle, il faut une réponse exceptionnelle qui provoque un choc et renverse la tendance. Il ne suffira pas d'attendre la croissance américaine, de parier sur l'évolution des changes ou d'en appeler à la bonne volonté des chefs d'entreprise. L'Etat doit prendre ses responsabilités, l'urgence sociale est aussi une urgence républicaine. La République se meurt lorsqu'elle renonce à s'attaquer de front à «l'horreur économique.»

C'est donc à l'Etat d'engager par la loi la réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires, pour tous, tout de suite, sans perte de salaire. **Ici, chaque mot compte.**

● **1,4 million d'emplois sont créés si les 35 h. sont mises en oeuvre rapidement,** c'est ce qu'affirme l'OFCE. Si, au contraire, elles sont étalées dans le temps, gains de productivité et réorganisations du travail limiteront les effets en embauche. La loi doit être d'application immédiate pour imposer et fixer le cadre des négociations. Celles-ci ne doivent porter que sur **la mise en application de la loi et non sur son contenu.** Car les durées du travail sont une règle essentielle de la concurrence. Une règle d'ordre public qui ne peut être laissée à l'appréciation des branches et des entreprises. **C'est un ensemble global de décisions qui doivent être prises en même temps.** Ainsi la loi doit fixer, non seulement les durées légales à 35 h. et 8 h. mais aussi les durées maxima hebdomadaires à 40 h. et quotidiennes à 9 h. (elles sont aujourd'hui de 48 h. et 10 h.). Les heures supplémentaires doivent être contingentées fermement à 5 h. maxima par semaine et 100 h. maxima dans l'année, elles doivent être rendues plus coûteuses que l'embauche (200 % dès la première heure supplémentaire). L'annualisation du temps de travail doit être clairement repoussée. Car l'annualisation c'est une vie totalement soumise aux besoins de l'entreprise. Chaque être humain a droit à un repos quotidien et hebdomadaire, à organiser sa vie, à pouvoir exercer ses responsabilités de parent et dans la cité. **Seules les durées légales, quotidiennes et hebdomadaires, du travail garantissent ces droits fondamentaux.** L'annualisation du temps de travail est un piège pour les salariés. L'annualisation c'est de la flexibilité, qui sert à faire travailler les gens tantôt 32 h. tantôt 48 h. et à rendre ainsi les heures supplémentaires invisibles et impayées. Elle pressure ainsi davantage les salariés et permet d'éviter les embauches. **La flexibilité crée du chômage.**

● **La réglementation crée de l'emploi :** deux jours de repos consécutifs, encadrement du travail qu'il soit de nuit, du dimanche ou en équipe, contrôle administratif sur les licenciements, élargissement des droits des élus du personnel, renforcement de l'inspection du travail. Restaurer le droit du travail, c'est restaurer le droit au travail pour tous. N'est-ce pas ce que des millions de salariés et de chômeurs attendent en priorité et en urgence de la gauche ? **Différer, étaler, ce serait de nouveau s'enliser dans le «traitement social du chômage» sans s'en prendre à ses racines.**

D'autre part, dans ce cadre la revalorisation des salaires participe de l'urgente nouvelle répartition entre le capital et le travail. En particulier, il n'est pas admissible que 2/3 des minima conventionnels soient inférieurs au Smic alors qu'ils devraient être **automatiquement** alignés sur lui par la loi.

● **C'est à l'Etat d'aider les entreprises** dans cette formidable réduction du temps de travail créatrice d'emplois. Les aides doivent être **différenciées** selon les seuils sociaux, plus fortes pour les petites que pour les moyennes entreprises. Les aides doivent être strictement contrôlées, et subordonnées au respect du Code du travail. Un grand service public unique de l'emploi contribuera à mettre en oeuvre ce grand chantier, notamment pour le million d'entreprises de moins de 10 salariés et pour les 150 000 entreprises de 11 à 49 salariés qui font déjà travailler la moitié du salariat du privé. **Une régie nationale du travail,** intégrée dans ce service public, prendra en charge la gestion et le placement des embauches donnant lieu à exonération de cotisations sociales ou à subventions.

Le financement de ces aides nécessite une redistribution fiscale en portant à 50 % le taux d'imposition sur les sociétés qui a été réduit à 33 % et en mutualisant ces recettes nouvelles pour les emplois nouveaux.

Cet ensemble de mesures forme un tout cohérent et indissociable autour des 35 heures hebdomadaires sans perte de salaire.

● C'est techniquement et politiquement la seule solution qui n'ait pas été essayée, qui n'ait pas été mise en oeuvre. Ceux qui la critiquent et prétendent qu'elle n'est pas possible, sont aussi ceux qui défendent des formules qui ont déjà toutes échoué.

Le passage aux 35 heures c'est tout un choix de société, c'est une porte ouverte à une autre logique de répartition et d'organisation du travail, du temps libre, et d'aménagement des relations sociales. Cela débouchera sur une relance de l'activité économique, de nouvelles recettes pour la Sécurité Sociale et pour l'Etat. C'est une autre cohérence.

● C'est comme cela encore que nous défendrons et développerons notre système de protection sociale. La Sécurité Sociale, cet acquis formidable est essentiellement et d'abord menacé par le chômage de masse. 1 million de chômeurs c'est cinquante milliards de cotisations qui font aujourd'hui défaut. Nous ne renoncerons jamais à vouloir une gestion paritaire dynamique fondée sur le vote des assurés sociaux. Elle peut l'être si elle s'appuie sur des ressources élargies et si cesse le recours permanent aux multiples exonérations de cotisations.

C'est aussi à ce prix que sera sauvé l'hôpital public et rétablie la citoyenneté sanitaire dans notre pays. Tout commence donc par l'abrogation du plan Juppé rejeté par le mouvement de novembre-décembre 1995.

2

Oui ou non la construction libérale de l'Europe, scellée à Dublin et Amsterdam est-elle le carcan qui empêche toute politique volontaire capable d'en finir avec le chômage de masse ?

A Amsterdam une étape décisive de la mise en place de l'Europe libérale a été franchie avec l'accord du gouvernement de gauche français. *Le pacte de stabilité signé à Dublin et dénoncé à l'époque par Lionel Jospin comme un "super-Maastricht" a été ratifié par le gouvernement de gauche. Il a aussi avalisé l'échec de la conférence intergouvernementale c'est-à-dire de toute perspective de construction politique et démocratique de l'Europe avant son élargissement.*

Le Pacte de stabilité oblige à respecter pour toujours les critères antisociaux de Maastricht pour le passage à la monnaie unique. Il oblige à poursuivre de façon encore plus drastique et pour longtemps leur mise en oeuvre, après la mise en place de l'Euro.

● C'est la fin de toutes les illusions. **L'échec du pari de Maastricht est complet.**

Maastricht ne devait être qu'une contrainte passagère, pour certains, un compromis au conjoncturel, porteur en contrepartie d'une perspective de coordination des politiques économiques, d'avancées dans l'intégration politique et de grands travaux d'infrastructure pour la relance et l'emploi. Avec la ratification du Pacte et le traité d'Amsterdam, on est passé à un véritable **modèle permanent** de société libérale.

Le gouvernement français a accepté une Europe fonctionnant comme vaste zone de libre échange. Les gouvernements nationaux sont dépossédés de toute marge budgétaire tandis que la monnaie est gérée par une banque centrale indépen-

dante. Aucune norme sociale européenne contraignante n'est mise en place concernant les salaires minimum, la réduction du temps de travail, la démocratie sociale et les droits des travailleurs dans l'entreprise.

On nous dit que la résolution "emploi, compétitivité et croissance" adoptée à Amsterdam est censée contrebalancer le Pacte de stabilité. Pourtant, elle fixe ouvertement l'objectif d'améliorer "l'employabilité", de rendre la main-d'oeuvre plus "adaptable", de baisser la fiscalité et les cotisations liées à la protection sociale, d'encourager au développement du temps partiel.

● Ainsi, les libéraux seront parvenus à imposer l'un de leurs objectifs principaux : **débarrasser l'économie de toute intervention politique des citoyens** et de toute garantie à réglementation sociale. Ils ont réussi à créer les conditions d'une économie où les hommes doivent « s'adapter ». Ceux-ci ne sont plus alors que les pièces jetables mises à la disposition de la fameuse main invisible de l'économie de marché.

L'Europe devait être le cadre permettant d'imposer un nouveau modèle social face à la mondialisation libérale. Elle devient au contraire l'instrument qui permet de lever les dernières résistances qui persistent au niveau national. Désormais tout serait réversible et éphémère : des statuts bidons, de moins en moins de protection sociale obligatoire et de service public.

● Quand un gouvernement ne peut plus décider **ni de son budget ni de sa monnaie** il ne peut pas conduire une véritable politique de régulation, de relance et d'investissements sociaux et publics dans les secteurs stratégiques au service de la croissance et de l'emploi.

Dans ces conditions, la politique budgétaire se limite à des redéploiements dans une enveloppe de plus en plus restreinte, la flexibilité du travail devient la principale variable d'ajustement, la politique de redistribution se réduit à reporter toujours plus sur les salariés le coût social de l'exclusion, sans ponctionner le capital.

● Au moment où l'on a besoin de services publics de qualité et des investissements nécessaires à leur modernisation, ceux-ci sont contraints à réduire leur champ d'intervention, diminuer leurs prestations, précariser leurs personnels, ouvrir le capital, privatiser. Ainsi, **c'est mettre sous critère de rentabilité marchande la satisfaction de besoins individuels et collectifs** qui devraient être accessibles à tous : éducation, garde des enfants, logement, énergie, santé, culture, transport en commun de qualité, accès aux télécommunications modernes.

Que ces services publics relèvent de l'administration ou des grandes entreprises du secteur public, ce sont leurs principes les plus essentiels qui sont en cause à partir du moment où les créneaux rentables sont repris par le marché. L'égalité d'accès, la péréquation tarifaire sociale et géographique, l'aménagement du territoire, investissements de long terme en fonction des intérêts de la Nation et non de la rentabilité immédiate, **rien de tout cela ne sera plus la norme.**

● Même si officiellement le produit des privatisations n'est pas censé entrer dans la comptabilité des critères de convergence, dans le cadre des contraintes budgétaires imposées par le Pacte de stabilité, **on ne peut que privatiser** France Télécom pour viser les 3,0 % en 1998, on ne peut que privatiser Thomsom en contrepartie de leur recapitalisation.

Dans de telles contraintes budgétaires, les efforts de redistribution, les mesures de fiscalité du capital ne **contribuent pas à financer la relance mais à combler le déficit.** Les 22 milliards prélevés par l'augmentation de l'impôt sur les sociétés financeraient pourtant 220 000 emplois jeunes.

● Au moment de sa signature en décembre 1996 à Dublin, **les socialistes avaient dit du Pacte de stabilité qu'il était incompatible avec le programme de relance sociale et de redistribution qu'ils venaient d'adopter.** On ne voit pas par quel effet magique il serait devenu plus compatible maintenant que la gauche est au pouvoir.

Lionel Jospin nous a interrogé lors du Conseil National du Parti Socialiste du 5 juillet : «Fallait-il ouvrir une triple crise institutionnelle, européenne et monétaire à la naissance du gouvernement de la gauche plurielle ?». Il nous a encouragé à mener le débat d'idées jusqu'au bout : «Il ne suffit pas de critiquer, il faut expliquer ce qu'il aurait fallu faire, ce qu'il faudrait faire. », nous a-t-il demandé.

Notre réponse est «Oui, il faut faire face à cette crise». Car elle sera salutaire. Il faut en passer par là **pour sauver l'Europe**, pour la construire sur de nouvelles bases qui répondent aux aspirations des peuples qui la composent et pas seulement aux exigences des financiers. C'est un choix de société, c'est un choix de civilisation, pour reprendre une excellente expression de notre campagne électorale.

Oui, car au nom du chantage à ce genre de crise, cela fait trop longtemps qu'on nous fait avaler les couleuvres de l'Europe libérale.

Oui, enfin, **car le débat est ouvert partout en Europe**, et particulièrement par la gauche allemande, sur le respect ou non des critères de convergence, tels qu'ils ont été définis à Maastricht, il y a six ans déjà. Les peuples européens ont tourné les yeux vers le nouveau gouvernement français, espérant qu'il aiderait à desserrer l'étau d'austérité et le credo libéral qui les accablent.

3

Oui ou non voulons-nous une Europe sous contrôle des citoyens ?

Une autre grande déception est sortie de la Conférence intergouvernementale conclue à Amsterdam. L'Europe a été laissée sans institutions politiques, démocratiques, capables d'exprimer la volonté de ses peuples face au capital financier. L'échec politique de l'Europe est contenu dans les choix libéraux : le pacte d'austérité scellé à Dublin débouche naturellement sur l'absence d'institutions citoyennes.

Pour nous, le moment est venu de dire que **les Français n'acceptent plus aucun élargissement de la Communauté, aucun transfert de souveraineté tant qu'une constitution européenne n'est pas débattue et adoptée par les peuples de l'Union.** Il n'est plus acceptable que le droit communautaire étende continuellement son emprise dans tous les domaines sans qu'il trouve sa source dans le suffrage universel direct qu'expriment les parlementaires européens. L'exigence de citoyenneté, de transparence, de contrôle n'a jamais été aussi forte. Chaque jour pourtant directives et règlements façonnent le profil de l'Europe sans que les citoyens, les associations, les syndicats n'aient voix au chapitre. Les lobbies, eux, sont tout puissants. Le libéralisme a inventé son Big Brother pour faire respecter sa loi.

L'Europe politique et le pouvoir du parlement européen sont les seuls moyens institutionnels qui peuvent permettre de construire l'Europe des droits sociaux. Faire passer l'objectif des Etats-Unis d'Europe du stade des voeux pieux à celui de la réalité exige que la France propose une alternative à cette situation. Il faut **sauver l'Europe. Il ne faut pas ratifier les conclusions de la CIG.**

Fondation Jean Jaurès

4

Oui ou non le modèle républicain qui est l'identité même de la France est-il menacé ?

Pour nous c'est oui, absolument. Face à la montée des inégalités, des nationalismes, des intégrismes, la France a besoin **d'une véritable reconquête républicaine** d'elle-même. L'urgence d'une réforme des institutions de la Cinquième République butte sur les frontières de la cohabitation ? Est-ce une raison pour différer à propos du **mode de scrutin,** de l'exigence du **mandat unique,** de la modernisation, de la décentralisation ? En tous cas, dès à présent des **signes forts** doivent être donnés du changement de cap que nous voulons. Tout ce qui concerne la citoyenneté, la nationalité, la laïcité, la place de l'Etat a un fort impact symbolique. **Raison de plus pour parler clair et agir fermement.**

● Nous refusons les débats «sémantiques» sur les lois Debré-Pasqua. Elles doivent être **abrogées.** Si la gauche ne veut pas devoir faire demain ce qu'elle a condamné hier, elle doit assumer la fin du mythe de l'immigration économique zéro. Elle doit mettre en place une politique radicalement nouvelle de maîtrise des flux migratoires par une coopération internationale rénovée avec les pays de migration.

● **Nous refusons l'abandon du principe d'égalité au profit du concept d'équité.** Renoncer à l'égalité des droits, c'est nous satisfaire de politiques d'accompagnement de groupes sociaux, dès lors durablement cristallisés et fixés dans leur marginalité.

Nous n'acceptons pas de laisser place à une nouvelle société dans laquelle chaque culture a son ghetto, et chaque ghetto a sa culture. Nous récusons totalement la soumission culturelle au modèle anglo-saxon auquel pousse de tous côtés et à tout propos la mondialisation libérale.

● Nous n'acceptons pas que la **laïcité** soit brillamment évoquée dans les grandes occasions sans donner lieu ensuite à une **pratique concrète.** Où est la République lorsqu'aucune autorité publique ne proteste contre les dérives du service public de l'audiovisuel dans ses rapports avec les religions et avec les porte-parole de l'église catholique en particulier. Où était la liberté de conscience et d'information sur les chaînes publiques pendant les JMJ ? La situation à cette heure est la suivante : les religions et les sectes occupent toute la scène, réclament ouvertement leur droit d'intervenir sur la sphère publique. Pendant ce temps, **les laïques, qui sont pourtant les plus nombreux, restent sans porte-parole et sans relais gouvernementaux.**

● Nous n'acceptons pas que la souveraineté populaire soit confisquée par **l'émiettement de la République en autorités indépendantes qui instituent autant de castes sans contrôle citoyen :** la «caste du Parquet indépendant», la «caste de la Banque Centrale indépendante» etc...

● Pour nous, la gauche au pouvoir doit proclamer et garantir **le retour de l'Etat,** défendre sans faille la fonction publique, protéger la propriété sociale de la Nation contre la pression en faveur de la privatisation comme à France Télécom et Air France, restaurer l'ardente obligation du PLAN. Nous voulons une politique de reconquête républicaine offensive pour le territoire, les institutions, l'Éducation nationale, les services publics.

La République sociale que nous voulons s'oppose au désordre libéral qui pourrit la vie ordinaire des Français. Il y a urgence. Jamais le désordre, l'insécurité sociale et la violence ordinaire ne pourront reculer par l'action de "la main invisible du marché". La gauche doit assumer que **l'Etat n'a pas à s'excuser d'exister,** que les agents de la fonction publique ne sont pas trop nombreux, au contraire, que les administrations méritent mieux que d'être toujours dénoncées comme des monstres préhistoriques froids et inefficaces.

Tel est l'ordre républicain auquel aspirent les Français.

5

Oui ou non la crise écologique exige-t-elle des mesures radicales qui annoncent un changement de cap ?

L'air et l'eau, l'environnement urbain et rural ne peuvent être libérés de leurs agresseurs en quelques semaines. Mais l'urgence doit aussi recevoir sa réponse. Car les mauvaises habitudes ne tombent pas du ciel. Elles naissent dans le mode de production. Le marché ne les corrigera pas, bien au contraire c'est lui qui les aggrave. **L'intérêt général doit être au poste de commande.** Il faut le signifier tout de suite. Cela vaudra **signal** de mouvement pour toutes les autres questions de cet ordre. La cible est au coeur du plus grave danger immédiat qui pèse sur le besoin le plus élémentaire du présent et des générations futures : l'eau.

Quelles contraintes peuvent pousser à reporter la décision de **créer un service public de l'eau ?** Qu'est-ce qui s'oppose - à part les puissances d'argent intéressées - à **la nationalisation des activités de captage et de distribution de la ressource eau** et à la décentralisation de sa gestion ? Pourquoi la collectivité laisserait-elle plus longtemps ce gisement de bien-être et d'emplois soumis à la norme du profit à court terme ? Pourquoi les socialistes devraient-ils sous-traiter la gestion de cette exigence à l'action des seuls écologistes ? N'est-ce pas aussi à nous de faire la preuve que nous avons fait nôtre l'exigence d'une écologie politique dans la doctrine de l'action socialiste ?

6

Oui ou non voulons nous un parti d'offensive et de mobilisation ? Où bien sommes-nous décidés à nous résigner à un parti de porte-parole confiné dans l'action électorale ?

La gauche au pouvoir ne peut affronter les privilèges de l'argent sans un lien dynamique avec l'intervention du mouvement social.

● Nous ne voulons pas d'un Parti Socialiste qui s'épanouisse dans l'opposition et ronronne dans la majorité. Sa capacité d'intervention et de critique doit rester intacte pour qu'il puisse être une véritable force de propositions et le relais des aspirations des citoyens. Sinon... parti godillot en hiver, veste électorale au printemps... Pour nous, le parti socialiste doit être **un acteur à part entière des rapports de force sociaux et politiques dont la gauche a besoin pour avancer.** Tel qu'il est, le parti socialiste a prouvé ses qualités. Mais celles-ci ne doivent pas servir de prétexte pour ne pas régler les défauts qu'il traîne depuis des années. La formation des adhérents doit être sérieuse et systématique. **L'obligation de l'adhésion syndicale,** prévue par les statuts, doit être effective. **Le secteur entreprise** doit être soutenu mais surtout **consulté et entendu.** L'avis d'une section d'entreprise vaut bien celui

d'un technocrate fut-il membre d'un cabinet ministériel ! Enfin quand le mouvement social des jeunes et des salariés s'exprime, la place des militants et des élus socialistes est d'être **à leur côté dans l'action.** Ce sont là les conditions élémentaires qui ne sont pas encore réunies pour affronter sur le terrain le Front National.

● Aujourd'hui, **la gauche paye l'absence de contrat de gouvernement entre ses partis.** Le gouvernement de la gauche plurielle **juxtapose** des forces politiques qui sont cantonnées dans un accord purement institutionnel. L'action unitaire du parti socialiste ne peut se résumer à commenter la conclusion d'accords de sommets en vue des seules élections. Le Parti Socialiste, au coude à coude avec les autres partis de gauche, doit appeler à la mobilisation **d'assemblées citoyennes** pour organiser et stimuler collectivement l'action du plus grand nombre. L'action politique de la gauche quand elle est au pouvoir plus que jamais doit d'abord être un temps d'action, **un temps de société mobilisée.**

CONCLUSION

Les réponses à ces questions dessinent **deux lignes d'action de gauche.**

L'une domine aujourd'hui, notamment dans les partis socio-démocrates européens et l'Internationale Socialiste. Elle se construit comme une tentative pour trouver **un accompagnement social aux désastres de la mondialisation libérale.**

L'autre émerge. Elle s'exprime dans tous les partis de gauche. Elle propose de résister. Elle veut **agir pour inverser la tendance en opérant des ruptures de fond** dans l'ordre établi, en s'appuyant sur l'initiative des citoyens.

Pour nous, la première est vouée à l'échec, parce qu'elle a déjà échoué, en France notamment. **Le capitalisme mondialisé est implacable. Inutile de lui faire des bonnes manières pour espérer lui faire les poches en douce.** Au cours des dernières années, combien de sacrifices les peuples et les salariés ont-ils déjà été contraints de lui apporter en offrandes pour gagner sa confiance. Combien ont espéré ainsi qu'après la pluie vienne le beau temps ? La mondialisation s'est repue de ces sacrifices et en a exigé de nouveaux. Après la pluie est venu l'orage, après l'orage est venue la grêle et après la grêle viendra le gel si on n'y prend garde.

Le capitalisme est un dieu ingrat et insatiable.

De nouveau, en trois mois, le chemin des bonnes intentions d'un gouvernement de gauche s'est déjà pavé de reculades : Vilvorde, Amsterdam, les lois Pasqua-Debré, France-Télécom... Pour nous, cette voie n'est pas celle que les Français ont voulue. Pour nous, le dire, et proposer une autre cohérence, c'est **agir avant d'être dans l'impasse.**

Réussir le changement par la réforme

SIGNATAIRES *

VAILLANT Daniel

ALLEGRE Claude
AUBRY Martine
BESSON Louis
BIANCO Jean-Louis
BILLARDON André
BOURGUIGNON Pierre
BRICQ Nicole
CARESCHE Christophe
CARLOTTI Marie-Arlette
CHARZAT Michel
COHEN -SOLAL Lyne
COLLANGES Monique
COLMOU Yves
DELANOE Bertrand
DENISE Monique
DENYS Marie-Jo
DESTOT Michel
DIEULANGARD Marie-Madeleine
DOUAY Brigitte
DREYFUS Tony
EVIN Claude
GRZEGRZULKA Odette
GUIGOU Elisabeth
GUY-QUINT Catherine
HAMON Benoit
HELLE Cécile
JOSSELIN Charles
LAMY François
LAZERGES Christine
LE DRIAN Jean-Yves
LE GARREC Jean
LE PENSEC Louis
LE BRANCHU Marylise
LINDEPERG Michèle
MASSERET Jean-Pierre
MAUROY Pierre
MEDVEDOWSKY Alexandre
MELISSE Marlène
MOSCOVICI Pierre
PERRIN-GAILLARD Geneviève
PERY Nicole
PEULVAST Annette
PEYROL-DUMONT Marie-Françoise
ROIRON Claude
PRIOTTO Christine
QUEYRANNE Jean-Jack
REBSAMEN François
RICHARD Alain
RICHARD Marie
ROUDY Yvette
ROYAL Ségolène
SAPIN Michel
SAUTTER Christian
SELIGMANN Françoise
SOLTANI Narriman
STRAUSS-KAHN Dominique
TASCA Catherine
TERRASSE Pascal
TRAUTMANN Catherine

**Nous avons voulu limiter le nombre des signatures de cette contribution.*

C'est pourquoi aucun secrétaire national, responsable national, premier secrétaire fédéral ne figure parmi les signataires de cette contribution.

Il en est de même pour les présidents de groupes parlementaires socialistes au Sénat et à l'Assemblée Nationale, les présidents de la F.N.S.E.R. et du M.J.S.

Fondation Jean Jaurès

Réussir le changement par la réforme

La victoire de 1997 a montré notre capacité, sous l'impulsion de Lionel Jospin, à répondre de façon juste et cohérente aux attentes -parfois contradictoires- des Français. Le Parti Socialiste a en effet su se rénover, approfondir sa réflexion à travers trois conventions thématiques et dans les commissions (aménagement du territoire, sécurité, agriculture, immigration...) et confronter l'idéal qui anime chaque militant aux exigences et aux difficultés du réel, pour proposer aux Français, -et en particulier à tous ceux qui attendent légitimement de la gauche qu'elle soit fidèle à sa mission de transformation sociale-, des réponses concrètes et innovantes.

La rénovation de notre parti, par la modernisation de nos idées, par de nouvelles pratiques et notamment par la place faite aux femmes, a ainsi créé les conditions de nos succès récents. Elle doit être poursuivie autour de François Hollande, notre candidat au poste de premier secrétaire, pour affronter les prochaines échéances de 1998, dans le cadre du rassemblement de toutes les forces de la gauche et des écologistes.

Cette contribution rassemble des socialistes venus d'horizons divers, ayant vécu des histoires différentes, mais habités par une même exigence et unis par une même conception de l'action politique. Notre ambition est d'en finir avec des clivages devenus obsolètes, et de faire vivre un état d'esprit nouveau prenant acte que nous sommes au commencement d'un nouveau cycle politique pour la gauche. Elle s'inscrit en effet dans le prolongement de la logique de l'élection présidentielle qui avait dessiné une stratégie de rassemblement de la gauche et des écologistes, tracé une démarche politique nouvelle autour de propositions tout à la fois réalistes et audacieuses, et révélé l'exigence de nouveaux comportements politiques.

Cette contribution n'a pas vocation à devenir une motion pour le Congrès de Brest (elle n'aborde d'ailleurs pas, volontairement, tous les thèmes qui devraient nourrir un débat entre les socialistes). Elle a pour ambition d'appuyer la démarche de François Hollande, dont le texte doit devenir pour nous la motion de rassemblement des socialistes lors de notre congrès.

Le défi que nous voulons relever ensemble, dans la fidélité à nos valeurs, est clair : inscrire le socialisme dans la modernité, et dans la capacité à gouverner durablement, comme a su le faire en son temps François Mitterrand. Il s'agit pour nous :

- **de réformer en profondeur la société française, afin de réduire les inégalités,** en donnant la priorité à l'emploi ;

- **de répondre aux aspirations des Français,** en particulier des couches populaires, plus que les autres victimes de l'ordre économique capitaliste ;

- **de rénover la vie publique,** par de nouvelles avancées démocratiques.

Pour cela, nous considérons comme une priorité de **poursuivre et d'approfondir la rénovation du Parti.**

Le Congrès de Brest sera ce que, collectivement, nous en ferons : il devra être un temps fort de débat, mais aussi de **cohérence** entre nous tous. Il devra permettre le rassemblement et l'émergence des énergies et des talents qui font la richesse de notre parti. Il doit être un congrès d'un nouveau type, pour une nouvelle période, résolument tourné vers l'avenir.

Le contexte politique de cohabitation n'est pas aisé, face à une droite revancharde, majoritaire au Sénat, et à la tête de nombreuses collectivités locales, communes, départements et régions. Le Gouvernement, porteur de fortes espérances sociales, est dans le même temps confronté à une situation économique très difficile. Il a déjà montré, dans ces conditions, sa détermination à engager les réformes que les Français attendent et dont le pays a besoin.

Cette détermination est au coeur de notre action, présente et à venir. Les socialistes et leurs alliés ont pris des engagements devant les Français : ils seront tenus. Si tout ne peut être réalisé en une nuit ou en cent jours, le Gouvernement, soutenu par une majorité parlementaire plurielle, a d'ores et déjà montré le chemin qu'il entendait poursuivre :

- réforme de la politique de l'emploi (avec le lancement du plan emploi-jeunes pour de vrais emplois répondant à de nouveaux besoins),
- réforme de la politique économique (par un plan de réajustement budgétaire fondé sur un effort exceptionnel demandé aux grandes entreprises, sans taxer les ménages ni les PME),
- réforme de la politique d'éducation (avec la priorité redonnée à l'enseignement et la recherche, la réouverture de 800 classes primaires, dès cette rentrée, et le triplement du montant de l'allocation scolaire),
- réforme de la politique industrielle (avec notamment la préservation d'un secteur public fort, en capacité d'affronter les conditions de la concurrence de demain),
- réforme de la politique familiale (avec le versement des allocations familiales à ceux qui en ont le plus besoin),
- réforme de la politique européenne (la France obtenant la tenue d'un sommet européen exceptionnel consacré à l'emploi et le rééquilibrage du pacte de stabilité par une résolution sur la croissance, l'emploi et la coordination des politiques économiques),
- réforme de la justice (la chancellerie n'intervenant plus dans les affaires individuelles),
- réforme de la politique de l'aménagement du territoire et de l'environnement (avec la décision de l'arrêt de Superphénix),
- réforme de la politique agricole (notamment pour plus d'équité dans l'attribution des soutiens publics et pour un monde rural plus vivant)...

Ces choix manifestent une rupture nette avec les politiques menées par la droite. Ils marquent notre volonté constante de conjuguer efficacité et justice, dans l'intérêt de la France.

Notre conviction est qu'il n'est pas en effet de politique efficace qui ne soit d'abord une politique juste et comprise comme telle par les Français.

Ce changement à l'oeuvre ne peut être mené par le seul Gouvernement et une majorité parlementaire. Le hiatus entre ceux qui seraient "responsables" et tous les militants, réduits au rôle de spectateurs, ne peut être accepté, car il porte les germes de l'échec. Chaque socialiste doit être acteur de ce mouvement de réformes, au Gouvernement, à l'Assemblée, comme sur le terrain, dans les collectivités locales ou dans les organisations syndicales et les associations.

Cela signifie aussi qu'il ne peut coexister deux discours, le premier se posant comme gardien d'une soi-disant "pureté" idéologique, qui rejetterait le second dans la laborieuse justification d'une pratique du pouvoir forcément décalée et donc "impure". **Cette figure de gymnastique politique, ce "grand écart" entre le discours des socialistes et la pratique gouvernementale, doit être refusé, au profit d'une synthèse permanente et d'un travail commun constant entre gouvernement, groupes parlementaires et parti.**

C'est cette ambition qu'il nous faut traduire en actes. C'est cette **culture de la conviction et de la responsabilité** qu' il nous faut faire vivre au Parti Socialiste.

I
Le pacte avec les Français, pour la transformation sociale

Lionel Jospin a proposé aux Français un pacte républicain et un pacte de développement et de solidarité. Ce pacte définit les termes d'une profonde transformation sociale.

Un impératif de justice sociale

La lutte pour l'emploi est notre priorité. Elle doit être au coeur de toutes les politiques publiques et mobiliser l'ensemble des acteurs sociaux. Elle doit faire preuve d'audace en proposant des moyens nouveaux, à la hauteur de l'enjeu : réduction du temps de travail, développement de l'économie solidaire, plan emploi pour les jeunes.

Notre exigence de justice sociale ne peut se limiter néanmoins, malgré son ampleur, au seul combat contre le chômage. Pour lutter contre les inégalités qui déchirent le tissu social, minent la cohésion nationale, et renforcent l'audience du Front National, il convient de développer des politiques imaginatives. De grands chantiers ont été lancés pour favoriser et faciliter **l'accès aux savoirs** (par une politique d'éducation tournée vers la qualité des enseignements, ouverts à tous les âges de la vie, dans le cadre de la formation continue), **l'accès à la santé et à la protection sociale** (par la mise en place de l'assurance-maladie universelle), **l'accès à la justice** (par la simplification et l'accélération des procédures), **l'accès à la culture** (par le développement des initiatives culturelles de proximité), **l'accès au logement** (par la revalorisation des aides aux ménages modestes). Egalement, **le droit à la sécurité** doit être assuré partout et pour tous : c'est là, on l'oublie trop souvent, un des piliers du contrat républicain.

Un horizon de liberté

Le pacte trace ensuite un **horizon de libertés.** De nouvelles avancées s'imposent afin de guérir une démocratie aujourd'hui malade. C'est une fonction essentielle de la gauche que de répondre aux aspirations nouvelles, en édictant les lois et les normes nécessaires. **L'objectif de parité hommes-femmes dans les fonctions électives inscrit dans notre Constitution, la limitation du cumul des mandats** permettant une plus large diffusion des responsabilités, **la revalorisation du Parlement, l'inscription automatique de tout jeune Français sur les listes électorales** dès sa majorité, doivent constituer, dans un proche avenir, parmi d'autres mesures, des progrès majeurs pour la vie démocratique de notre pays.

Une exigence éthique et civique

Le pacte détermine enfin **une exigence éthique et civique.** Les Français ne veulent plus être réduits au statut de simples "administrés", à qui s'imposeraient des décisions conçues et appliquées par une élite dirigeante, sûre à priori de ce qui est bon pour le pays et parfois sourde à un grand nombre de demandes sociales. Tout au contraire, il s'agit de **respecter les Français en les considérant comme des citoyens majeurs.**

Respecter les Français, c'est d'abord tenir les engagements pour lesquels la gauche a été élue. C'est aussi, le plus souvent possible, mener la concertation en amont des décisions ; l'échelon local a permis, notamment grâce aux élus socialistes, de développer ces modes d'action. L'enjeu est aujourd'hui d'enrichir le modèle républicain, et d'approfondir ces formes de démocratie, localement et nationalement. C'est enfin, pour les socialistes en responsabilité, arbitrer entre des demandes parfois contradictoires, en exposant et en assumant nos choix devant les Français, conformément à notre projet. Cette éthique politique doit aussi habiter tous ceux qui servent l'Etat. L'argent public est l'argent de la République, l'argent de tous : il ne saurait être gaspillé.

Justice sociale, libertés, éthique politique : Lionel Jospin a tracé un cadre et donné un sens à l'action des socialistes au pouvoir. **Face à la droite qui ne pense le "vivre ensemble" que comme une compétition, la gauche doit rappeler que le pacte social qui fonde la République est conclu entre des citoyens libres et responsables.** Dans une France en proie à de multiples dislocations sociales, notre projet est bien de redonner au pays sa cohésion et sa force. Cette oeuvre de transformation sociale et politique doit être menée avec détermination, rigueur et réalisme.

II
Réussir les réformes

Pour réussir cette oeuvre de transformation sociale, trois conditions doivent être réunies, qui donnent un contenu concret à notre volonté de faire de la politique autrement :

• **la durée est essentielle.** Aucune grande réforme ne peut se mener dans la précipitation. Il serait illusoire de vouloir tenir l'ensemble de nos engagements en quelques mois. Ce serait prendre le risque de blocages qui nous conduiraient fatalement à l'immobilisme et au renoncement. Ce serait par là-même l'échec de notre politique. Affronter et surmonter les contradictions du réel suppose le temps nécessaire pour mener le dialogue, préparer les décisions, les expliquer, mobiliser les acteurs concernés sur le terrain, afin de se donner toutes les chances de réussir.

• **La fidélité à nos valeurs** doit guider nos choix. Les réformes que nous voulons accomplir doivent réduire la distance qui sépare les élites du peuple. Il faut que notre combat séculaire pour l'égalité des conditions et l'élargissement des libertés trouve aujourd'hui un nouveau souffle, dans l'attention continue à l'égard des demandes et des revendications de ceux qui souffrent le plus dans leur vie quotidienne. Il nous faut être nous-mêmes pour emporter l'adhésion des citoyens de France, qu'ils soient de métropole ou d'outre-mer. Il nous faut exprimer nos convictions et notre idéal, inscrire dans la réalité des réformes la force de nos valeurs.

Aisi, nous devons être en capacité de faire vivre aujourd'hui **cet humanisme populaire** qui est le meilleur de notre tradition et qui doit orienter notre engagement et notre action.

Le socialisme démocratique a toujours mené la lutte pour la République, contre le fascisme, contre l'extrême-droite factieuse, contre le totalitarisme. Nous continuerons ce combat pour la liberté, en réfléchissant en permanence aux méthodes les plus efficaces pour faire reculer le Front National.

• **Une nouvelle conception de l'action publique.** Nous avons tiré les leçons de nos succès comme de nos erreurs passés. Notre démarche doit être contractuelle. Les réformes ne peuvent être imposées "d'en haut" à des citoyens qui n'auraient d'autre choix que de les accepter comme telles ou de les refuser en bloc. Elles doivent être le produit de **compromis positifs** construits dans la transparence entre les acteurs concernés, devant les Français. Car l'Etat ne peut tout, tout seul. Les politiques publiques doivent être menées en concertation et en liaison étroite avec les acteurs économiques et sociaux. Elles doivent aussi impulser des initiatives, fixer des orientations et créer des dynamiques, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles. Un Etat respectueux des acteurs économiques ou sociaux ne se substitue pas à eux. Cela ne signifie pas que l'Etat se dérobe, tout au contraire. Il s'agit de lui permettre de jouer pleinement sa fonction de régu-

lateur et d'arbitre, garant de la cohésion sociale et de l'intérêt général. Il lui revient, lorsque c'est nécessaire, de trancher et contrôler en dernier lieu.

Ainsi, la participation de tous, des citoyens, des associations, des syndicats, "co-producteurs" et partenaires, en quelque sorte, avec l'Etat, des changements à engager, définit la méthode **d'un réalisme de gauche** et le caractère authentiquement démocratique de notre démarche.

Par là-même, **notre démarche nous amène à faire droit aux interrogations, aux attentes et aux débats qui traversent aujourd'hui la société française.** Le Parti Socialiste doit, conformément à son idéal, apporter les réponses adaptées aux attentes exprimées, en refusant les amalgames et les simplismes.

Plusieurs questions pourront alimenter nos discussions. Nous ne voudrions pas ici en dresser la liste, qui doit être laissée à l'appréciation de la prochaine direction, ayant la charge d'organiser et animer nos débats.

Face à la délinquance, à la violence à l'école, à la déshérence éducative, à la toxicomanie, une nouvelle étape de la politique de la ville doit être franchie. Celle-ci devra partir des expériences de terrain grâce à une mobilisation de l'Etat, des collectivités locales et de l'ensemble des acteurs sociaux. Le renforcement de l'action publique dans les quartiers les plus en difficulté devra ainsi répondre à l'attente de leurs habitants, pour mieux vivre ensemble, condition d'exercice d'une authentique citoyenneté.

La question de l'immigration ne peut être approchée à coups d'a priori idéologiques déconnectés des réalités vécues. La nouvelle politique de l'immigration pose clairement les problèmes, au terme d'une lecture de l'ensemble de la législation depuis 1945, et formule des réponses équilibrées dans la fidélité à la tradition française. Et c'est un enjeu majeur de la politique de l'intégration que de contribuer à bâtir une société juste et généreuse. La plupart de ces questions renvoient à celle de **la nation,** thème qui ne peut être abandonné à la droite et l'extrême-droite. La problématique de la nation retrouve, en effet, acuité et actualité à travers les débats sur l'Europe, la conception de la nationalité et de la citoyenneté, la laïcité, l'aménagement et le développement des territoires.

De même, au moment où les socialistes proposent de reprendre le mouvement historique de réduction du temps de travail, nous ne pourrons faire l'économie d'une réflexion sur **les formes du lien social** à construire et à promouvoir, dans une société où l'individu pourra libérer davantage de temps de loisir et vivra plus longtemps. Les institutions traditionnelles de socialisation (famille, école, travail, armée, syndicats, églises) ne jouant plus le même rôle, l'apparition de nouvelles demandes sociales (liées au développement des technologies de la communication et de l'information, au développement de nouveaux loisirs, à un environnement préservé...), l'émergence de nouveaux droits (notamment le Contrat d'Union Sociale, le renforcement des droits de l'enfant, en particulier contre la pédophilie, la protection de l'individu contre les sectes...), impliquent que les socialistes puissent identifier ces nouvelles façons de "vivre ensemble", pour maîtriser les évolutions à l'oeuvre et faire le choix d'une société qui intègre, non qui rejette, et qui préserve le patrimoine des générations futures.

Enfin, la gauche au Gouvernement a aujourd'hui la responsabilité de poursuivre la construction politique de **l'Europe.** Il ne peut exister de politique monétaire sans politique économique et il ne peut exister de politique économique sans pouvoir politique. Le renforcement de ce pouvoir politique européen nécessite une réforme institutionnelle, organisant notamment un recours accru au vote à la majorité au sein du Conseil et un meilleur contrôle démocratique des décisions.

Il s'agit également de faire vivre le débat européen, au sein du Parlement Européen en premier lieu, mais aussi dans les partis politiques de l'Union en renforçant le rôle et la participation des forces sociales (fédérations syndicales européennes et associations). La défense de notre identité et la préservation du modèle social européen passent donc bien par plus de politique et plus de démocratie. C'est ainsi que nous parviendrons à peser face à la mondialisation et à bâtir une Europe à la fois puissante et proche des citoyens.

III
Le Parti Socialiste, force de proposition et d'action

Rénover la vie politique exige de rénover notre propre parti. En effet, notre ambition pour le Parti Socialiste est qu'il poursuive sa rénovation, déjà engagée.

L'expérience passée montre que le Gouvernement, la majorité parlementaire doivent s'appuyer sur la force formidable que représentent dans le pays les militants, les responsables, les élus. Nous devons avancer ensemble avec un parti qui sera un "relais citoyen " indispensable à la réussite du processus engagé. Aujourd'hui, la majorité est plurielle et cette diversité est le gage d'une dynamique nouvelle, notamment dans les régions.

Le Parti Socialiste indique le sens de l'action entreprise. Sans se substituer à l'expression du Gouvernement, il lui appartient de mettre en perspective les réformes, de les replacer dans le cadre plus large de notre projet de société, fruit de notre histoire et de nos convictions, et de préparer l'avenir.

Le principal parti de cette majorité, sans volonté d'hégémonie ni arrogance, doit être ainsi le pôle de stabilité autour duquel s'organiseront le débat, la réflexion, la force de proposition mais aussi l'action d'explication et de soutien collectif à la politique du gouvernement de gauche dirigé par Lionel Jospin. Parti responsable, il doit prendre toute sa place aux côtés du Gouvernement et des groupes parlementaires. Car le parti, nous le savons d'expérience, sera tenu par les Français pour comptable des réussites, mais aussi des limites (inévitables) de l'action gouvernementale.

Un parti où les militants débattent.

Le débat est une dimension essentielle au PS : il se doit d'irriguer notre fonctionnement, notre organisation de la base au sommet, de la plus petite section aux instances de direction. Ce débat autour des grandes questions qui se posent à nous, autour des propositions des militants et, en bout de chaîne, autour des options du gouvernement doit être pris en charge avec sérieux, méthode, à tous les niveaux de la vie publique et politique.

Avec les groupes parlementaires, avec les ministres, le dialogue doit être permanent, direct et sans artifice ; chacun à sa place mais chacun, aussi, faisant l'effort de se mettre à la place de l'autre, nous avons à imaginer une forme nouvelle d'élaboration collective à tous les niveaux des instances et des responsabilités.

A cette fin, adoptons la règle en vigueur dans les grands partis sociaux-démocrates qui veut que les ministres du gouvernement, à commencer par le Premier ministre, participent aux travaux du Bureau national.

A chaque fois, nous aurons à resituer les grands enjeux, à tenir compte de ce que vivent les Françaises et les Français et, parmi eux, les militants immer-

gés dans le monde du travail, les élus locaux et les acteurs de terrain.

Un parti qui se rénove

Depuis notre échec de 1993, le P.S. a entrepris de se débarrasser des pesanteurs et des pratiques condamnables qui handicapaient son fonctionnement, et favorisaient les querelles internes et les conflits d'intérêts.

Nous devons continuer, dans les actes, à redonner la parole mais aussi le pouvoir de décision aux militants qui devront être appelés à voter le plus souvent possible sur les grandes orientations du Parti. Pour cela, nous soutiendrons les propositions de modifications statutaires qui permettront au Parti de fonctionner de manière moins verticale.

la parité hommes-femmes

Si la parité hommes-femmes est un objectif politique majeur pour la modernisation de la vie publique du pays, il doit l'être d'abord pour nous-mêmes. Sans attendre les réformes statutaires, par la volonté commune qui nous anime (comme nous l'avons fait aux élections législatives en permettant l'élection de nombreuses députées), engageons un effort significatif pour aboutir rapidement à la parité dans les instances du Parti. Appliquons cette parité à la constitution de nos listes au scrutin proportionnel, (élections municipales, régionales, sénatoriales pour la partie concernée, européennes). Respectons nos engagements pour la présentation d'un minimum de 30 % de femmes dans les scrutins uninominaux (élections cantonales, législatives, sénatoriales pour la partie concernée).

Le cumul des mandats

La réforme des modes de scrutins, y compris pour l'élections des sénateurs, doit permettre de rénover la vie publique. En outre, le cumul des mandats doit être combattu par la loi et par de nouvelles pratiques politiques. La limitation du cumul est aussi une condition de la modernisation de la vie publique en France, afin que davantage de citoyens, issus de toutes les catégories sociales accèdent à l'exercice des responsabilités, et que soit assurée une meilleure disponibilité de l'élu. Cela implique que soit défini un véritable statut de l'élu, qui permette de concilier vie professionnelle et vie d'élu, ou qui garantisse de retrouver son emploi au terme du mandat. Conformément aux décisions prises lors de convention nationale "Les acteurs de la démocratie", faisons le choix d'interdire par la loi les cas de cumul suivants :

- cumul d'un mandat parlementaire national et d'un mandat parlementaire européen ;
- cumul d'un mandat parlementaire et d'une fonction exécutive locale (maire, président de structure intercommunale, président dans les conseils généraux et régionaux) ;
- cumul entre deux fonctions exécutives, ce qui implique le cumul entre la fonction de ministre et une fonction exécutive locale, et le cumul entre deux fonctions exécutives locales.

Nous souhaitons que cette règle puisse s'appliquer dès les prochaines élections.

Dans notre parti, cette volonté de limitation du cumul des mandats et des fonctions doit prendre corps ; avançons rapidement dans cette voie, sans oublier de prendre en considération les cumuls dans le temps.

Un parti ouvert

L'ouverture du Parti Socialiste aux forces vives de la société est nécessaire, nous le savons tous. Pour être relais des préoccupations qui se font jour, les socialistes ne doivent pas hésiter à ouvrir grand les portes des sections, des fédérations et des instances de direction aux acteurs du mouvement social. Ecoutons-les. Invitons-les à débattre. De la discussion entre militants à la confrontation avec les forces vives, syndicales, associatives, citoyennes, nous n'avons rien à craindre ; l'échange, les réactions, la contradiction ne peuvent, au contraire, qu'enrichir nos propositions en les exposant à la lumière des réalités vécues et à l'épreuve de la critique. Pour cela, donnons vie au Comité Economique et Social auprès du Conseil national.

Afin d'inscrire notre volonté de **renouvellement** dans la durée, décidons que chaque renouvellement du Conseil national et des Conseils fédéraux comptera 30% de membres nouveaux.

Soyons scrupuleux sur **l'organisation de nos travaux et de nos méthodes** de travail dans les sections, dans les conseils fédéraux, au Conseil national, qui doivent rester des lieux d'échange. Rappelons-nous ensemble au respect des règles qui garantissent un fonctionnement démocratique (délais de convocation, fixation de l'ordre du jour, mise en place de commissions et groupes de travail, comptes rendus de mandat des élus devant les militants...), notamment dans les désignations de nos candidats. Par ailleurs, saisissons-nous des nouveaux moyens de communication : toutes les fédérations devront être branchées sur Internet et un Intranet PS pourra être créé.

Enfin, réaffirmons notre volonté de nous conformer à une éthique rigoureuse dans nos comportements politiques, en relançant le chantier d'une **"charte éthique"** déterminant les droits et les devoirs de chaque militant.

En restant au plus près de la société, en réaffirmant notre ancrage à gauche, en poursuivant résolument notre rénovation, nous serons alors en mesure d'attirer vers le Parti Socialiste des nouvelles générations, des femmes et des hommes issus de toutes les catégories sociales.

Notre parti sait en permanence faire vivre le débat en son sein : c'est sa vitalité et sa force. Mais notre démocratie a ses règles : les orientations votées majoritairement par les militants deviennent les orientations de tous. Chacun doit s'estimer tenu par le vote des militants. Ce devoir élémentaire de clarté et de solidarité est la clé de notre cohésion.

Ainsi, tous ensemble, nous parviendrons, selon la formule de Lionel Jospin "à concilier le réalisme dans la gestion des affaires du pays avec la passion des grandes ambitions collectives".

L'hebdo des socialistes
1 an 280 F
Dom-Tom/CEE : 400 F Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F Abonnement : 280 F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom :..... Prénom :.....
Adresse :.....
.....
..... Ville :.....
Code postal.....
Signature :

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "L'hebdo des socialistes" 10 rue de Solférino, 75333 Paris cedex 7.

Chèques à l'ordre de **"Solfé communications".**

Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

N° 31

Pour franchir ensemble une nouvelle étape sur le chemin de la justice et du progrès

SIGNATAIRES

Louis Mermaz (Isère) François Loncle (Eure) Louis Mexandeau (Calvados) Georges Lemoine (Eure-et-Loir) Philippe Marchand (Charente-Maritime) Laurence Dumont (Calvados) André Vallini (Isère) Claude Fleutiaux (Isère) Hubert Bicep (Guadeloupe) Christiane Demontes (Rhône) Philippe Dorthe (Gironde) Richard Gradel (Nord) Guy Jarnac (La Réunion) Philippe Lecorne (Alpes-Maritimes) Jean Leroy (Isère) René Praden (Gard) Jean-Louis Ségura (Essonne) Bruno Polga (Rhône) William Seemuller (Var) Marthe Arnoux (Ardèche) Sylvain Baron (Paris) Nicole Bernard (Hauts-de-Seine) Marcel Begeot (Haute-Saône) Armand Bonnamy (Isère) Jean Bourdier (Isère) Michel Bourgeois (Isère) Gérard Brisset (Hauts-de-Seine) Bernard Comont (Haute-Savoie) Jean-Jacques Danton (Paris) Gérald Eudeline (Isère) Jean-Claude Fuzier (Var) Denys Jaudon (Aveyron) Corinne Jauréguy (Ille-et-Vilaine) Laurent Michon (Hauts-de-Seine) Jean Pradel (Loire) Alain Poincheval (Pyrénées Orientales) Michel Printanier (Essonne) Lucien Rose (ille-et-Vilaine) Elisabeth Vinot (Essonne)

Le Congrès de Brest se tiendra donc six mois après la victoire de la gauche aux élections législatives, le laps de temps nécessaire pour apprécier la nouvelle situation politique, pour faire un premier bilan de l'action gouvernementale et pour donner au Parti socialiste des perspectives d'avenir. C'est à cette réflexion que les signataires de la contribution **"Pour franchir ensemble une nouvelle étape sur le chemin de la justice et du progrès"** entendent participer avec tous les militants qui vont engager le débat.

Le fait que les socialistes accèdent à nouveau aux responsabilités du pouvoir ne doit pas tarir chez eux le goût de la discussion ni de la recherche. L'action doit se nourrir de la réflexion. Celle-ci doit permettre de dépasser la simple confrontation avec les réalités économiques de l'heure. Le gouvernement, le groupe parlementaire, le Parti socialiste doivent dialoguer et échanger leurs propositions. Ils forment pour l'opinion un bloc qui s'élargit bien sûr à l'ensemble de la gauche. Ils sont complémentaires, mais chacun doit jouer son propre rôle et participer à part entière à l'effort commun.

Le Conseil national de synthèse du 27 Septembre permettra de comparer nos analyses. Nous devons rechercher entre nous un accord sur les objectifs et sur les moyens d'y parvenir. Vers quelle société voulons-nous aller en appliquant le programme de mai-juin dernier qui nous engage tous, quel ordre mondial nouveau voulons-nous contribuer à faire naître ? Le Parti socialiste doit dire comment il entend exprimer la volonté populaire et donner une traduction politique au mouvement social. Le Parti socialiste doit à la fois soutenir et conforter l'action de Lionel Jospin et du Gouvernement et incarner les aspirations du monde du travail.

Prenons d'abord l'exacte mesure de la situation à l'automne 1997 et du rapport de forces au sein de la société française et à travers le monde.

C'est la première fois sous la Ve République que les socialistes gagnent des élections législatives hors de la foulée immédiate des présidentielles comme en 1981 et 1988. Nous sommes en fait dans une variante de l'alternance initiée en 1981 par l'élection de François Mitterrand. Retenons en effet que deux ans après l'échec retentissant subi par la gauche en 1993, la campagne présidentielle de Lionel Jospin avait déjà permis de remonter nettement la pente, les législatives de 1997 conduisant à " la transformation de l'essai ".

1981 avait vu l'accession de la gauche aux responsabilités, après 26 ans de confinement dans l'opposition. Le chômage et les exclusions proliféraient sur fond d'inflation et de détérioration aiguë de la balance commerciale. 1986-88 fut, avec le retour de la droite au pouvoir et le second gouvernement de Jacques Chirac, une période de régression sociale et de privatisations d'entreprises nationalisées et renflouées par la gauche. De 1993 à 1997, les gouvernements Balladur et Juppé subissant de façon passive les effets de la mondialisation et inscrivant leur action dans une logique libérale ont pratiqué une politique d'austérité dont on voit les résultats : le manque d'emplois -avec un taux record de chômage- a engendré la pauvreté. 4 millions de personnes perçoivent un revenu mensuel de l'ordre de 3.000 F. Plusieurs centaines de milliers de gens sont sans logement. Près de 40 % des ménages dont les revenus annuels sont inférieurs à 45.000 F ne disposent pas d'assurance maladie complémentaire. 500.000 individus n'ont plus aucune protection sociale.

Toutes les mesures fiscales ou de "protection sociale" arrêtées depuis 1993 se sont traduites par de nouvelles ponctions sur les revenus du travail. Il en est résulté un accroissement de la pauvreté, un recul du niveau de vie de l'ensemble des salariés. Les inégalités sociales se sont aggravées et la croissance a été

entravée. Le service public, générateur de cohésion sociale, a subi des coupes sombres : éducation nationale, santé, hôpitaux, justice, culture, sport, collectivités locales ont vu leurs moyens réduits.

Aussi les Français n'ont-ils pas mis longtemps à comprendre les raisons de la dissolution : que leur cachait-on sinon la perspective d'une cure supplémentaire d'austérité au détriment des plus faibles et des classes moyennes ? Le président de la République et le gouvernement d'Alain Juppé ne voulaient-ils pas se donner les mains libres pour cinq ans afin de pratiquer librement la politique correspondant à leur philosophie, une politique fondée sur la recherche de la rentabilité à tout prix, seul moyen dans leur esprit de faire sortir le pays de la "crise" (crise pour le pays certes, mais pas pour le capital). Ainsi la campagne électorale allait-elle voir deux logiques s'affronter.

La campagne législative conduite avec une grande maîtrise allait faire naître un espoir raisonnable qui se confirmerait au long des semaines. La tâche n'était pas facile, car l'opinion était à la fois inquiète de l'avenir que la majorité sortante lui préparait et sceptique quant aux possibilités pour les politiques de changer vraiment les choses. Angoisse et doute dominaient l'esprit de nos compatriotes. Les socialistes n'avaient-ils pas échoué eux-mêmes dans la lutte contre le chômage et dans la réduction des inégalités ? N'avaient-ils pas fini par pratiquer une politique de rigueur sous la pression des marchés financiers et devant l'avancée de la mondialisation ?

La campagne allait cependant permettre de ressaisir en partie l'opinion, la gauche étant au demeurant puissamment aidée par la succession de bévues qu'accumulèrent les équipes sortantes, bévues qui prirent une dimension incroyable dès le soir du premier tour (Alain Juppé ne serait plus premier ministre le lundi suivant, Chirac allait s'adresser au pays pour finalement ne rien lui dire, la chevauchée conjointe de Séguin et de Madelin devait enfin prêter à rire jusque dans les rangs de la droite).

NON ! LA GAUCHE ET LA DROITE, CE N'EST PAS LA MEME CHOSE

Mais surtout, les Français commençaient à comparer les bilans respectifs de la gauche et de la droite. L'opinion publique était en train de réévaluer le contenu des deux septennats de François Mitterrand : les grandes réformes sociales du début des années 80 (que la droite avait commencé d'entamer), l'extension des libertés publiques et privées, l'Education nationale, priorité des priorités, l'effort en matière de logement, de culture, de recherche, le rayonnement de la France à l'extérieur de ses frontières, les initiatives répétées pour faire avancer la construction de l'Europe, gage d'indépendance, de sécurité et de puissance pour les nations du vieux continent, et enfin une présence au pays, un recours contre les injustices et contre le malheur des plus démunis. Tout n'avait pas été réussi, mais la volonté d'inscrire les réformes dans la durée, de franchir une étape sur le chemin du progrès n'avait jamais manqué. Tout cela a compté dans la victoire des socialistes et de la gauche.

Les moyens de la victoire demeuraient aussi à portée de main avec la fondation à Epinay (ou la refondation, si l'on préfère) d'un grand Parti socialiste apte à rassembler de 25 à 30 % de l'électorat, avec la stratégie de rassemblement de la gauche élaborée par François Mitterrand dès les années 1960 contre vents et marées, à une époque où une partie de la gauche était engluée dans une alliance sans issue politique avec les centristes. Qui ne retrouverait dans cet héritage les prémices de "la gauche plurielle" au sein de laquelle le parti socialiste mûri par les épreuves avait appris à se montrer moins hégémonique ?

Non ! les socialistes parvenus au pouvoir à l'heure où la "crise économique" (encore une fois, ce n'était pas la crise pour tous) déferlait sur le monde, où l'hégémonisme américain enveloppait toute la planète, profitant de la décomposition de l'Union soviétique et de l'échec de la réforme gorbatchévienne, à l'heure où les lois de l'économie capitaliste étaient de plus en plus acceptées comme une science incontournable, enseignée dans les bonnes écoles et pratiquées par les gouvernements "responsables ", non ! les socialistes n'avaient pas réussi à modifier l'ordre des choses. Une fois de plus ils s'étaient cassé le nez sur le " mur de l'argent ". La stratégie de rupture avec le capitalisme avait fait long feu. Mais à la différence des équipes de droite, faute d'avoir réussi à modifier les règles de fonctionnement de l'économie libérale, ils avaient dressé un certain nombre de barrières pour contenir le "désastre social" et en atténuer la portée. La politique de solidarité avait heureusement (!) survécu au tournant de la rigueur de 1982-83, et en 1988 une série de mesures, dont le revenu minimum d'insertion, étaient venues au secours des situations les plus précaires.

Il est aisé par comparaison de constater les conséquences sociales du thatchérisme ou du reganisme dans les pays anglo-saxons. Aux Etats-Unis, dans le pays le plus riche du monde, sur les 35 millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, 20 millions travaillent dans des emplois flexibles, mal rémunérés, précaires. A Bill Clinton, qui se vantait, lors de la dernière campagne présidentielle, d'avoir créé 5 millions d'emplois, un adversaire faisait remarquer que pour vivre à peu près décemment il fallait en exercer trois.

LES FAMEUSES "MARGES DE MANŒUVRE" ?

On imagine ce qu'aurait été la situation si la droite avait gagné les élections de mai/juin dernier : nous aurions connu l'abaissement du niveau de protection sociale, l'introduction des assurances sur le "marché de la santé", toutes sortes de dérégulations, l'ouverture du secteur public aux privatisations sous prétexte de rentabilité. La philosophie de nos adversaires, c'est en effet d'alléger les "charges salariales", de réduire les coûts de la main-d'œuvre. Vraiment, la sémantique n'est pas neutre. L'achat d'une machine est considéré par des experts patentés comme un investissement, le paiement d'un salaire comme une charge.

L'homme, en fin de compte, est tenu pour une simple variable parmi d'autres du profit. Et c'est ainsi que les plans de licenciements déclenchent -au moins au départ- la hausse des valeurs boursières.

Les socialistes ont fait campagne et ont été élus sur une autre logique. Ils n'ont cessé de répéter qu'il fallait fonder une société où l'homme retrouverait une place éminente, où il serait considéré comme la valeur suprême. Bref ils se sont réclamés d'un véritable humanisme. Par respect pour leurs mandants, ils ont affirmé qu'ils annonceraient ce qu'ils feraient et feraient ce qu'ils avaient dit.

Le problème est donc posé -une fois de plus- de tenir nos promesses, de répondre à l'espérance. Et c'est alors qu'on rencontre, comme chaque fois, les fameuses "marges de manœuvre", rendues plus étroites aujourd'hui par la politique de droite menée depuis quatre ans dans la soumission aux contraintes du système économique dominant.

Tenir compte des exigences politiques

Les "contraintes" sont en fait triples : d'abord financières et économiques, puis internationales. Mais, attention, nous sommes aussi bordés de l'autre côté par les contraintes politiques.

Les contraintes financières et économiques

La montée du chômage et la faiblesse de la croissance ont provoqué les déficits des comptes publics et sociaux. Quatre années de prélèvement supplémentaire sur les salaires ont en outre réduit la demande des ménages, ce qui de surcroît explique la médiocrité de la croissance et la diminution des rentrées fiscales. C'est la politique menée par MM. Balladur et Juppé qui rend précisément plus difficile le respect des critères de Maastricht, quoi qu'on pense de cette barre obsessionnelle et mythique : pas plus de 3% de déficit public. Mais de toute façon la relance par le budget demeure un exercice périlleux du fait de la pauvreté de l'Etat. Etablissons en effet le parallèle entre les efforts qu'aura demandé le dégagement de 22 milliards de ressources et de disponibilités nouvelles (le plan du 21 juillet dernier) et le montant des profits ou des placements réalisés à l'étranger par les groupes industriels et financiers français.

La contrainte internationale

Le gouvernement doit faire face aux effets de la mondialisation, à la libre circulation des capitaux attirés par les taux d'investissement les plus élevés, aux phénomènes de délocalisation de plus en plus nombreux, à l'instabilité des monnaies, autant de manifestations que le politique est prié de considérer comme faisant partie de l'ordre des choses. Ainsi la France et l'Europe, comme les autres pays, vivent-elles à l'heure de la "pensée unique". Le sommet d'Amsterdam, malgré les initiatives de la délégation française, a baigné finalement dans une philosohie largement répandue : celle du libéralisme. Le nouveau gouvernement héritait, en plus, du plan de stabilité de Dublin et de deux ans d'inertie de la diplomatie française. Il lui a fallu "ramer", comme hier François Mitterrand sur le chapitre social, pour faire prendre en compte le volet sur l'emploi et obtenir la réunion, cet automne à Luxembourg, d'un sommet aux perspectives encore incertaines.

Vers la même époque, on apprenait que la Communauté européenne serait condamnée à des amendes si elle refusait d'importer des viandes bovines américaines nourries aux hormones. C'était là la conséquence de l'accord de Marrakech sur la nouvelle Organisation du Commerce mondial où le Gouvernement Balladur n'avait pas fait merveille. Il y eut aussi l'annonce de la fusion entre Boeing et Mac Donnel Douglas, menace directe sur l'avenir d'Airbus. Difficultés supplémentaires pour les socialistes, dans leur combat contre la dérégulation et le libre échangisme à sens unique. Or nous sommes relativement isolés dans ce combat, même par rapport aux autres partis sociaux-démocrates (voir le dernier sommet de Malmö).

Les exigences politiques

En effet il faut accorder autant d'importance aux facteurs psychologiques et politiques dont nous ne devons en aucun cas nous abstraire. Mesurons bien l'attente de notre électorat, même si celui-ci est plus conscient des difficultés qu'en 1981 et plus responsable. On attend de nous que nous fassions reculer le chômage, que nous réduisions les inégalités sociales, que les citoyens soient traités avec plus de considération du haut en bas de l'Etat.

Nous avons certes la durée pour nous, sauf foucade du président de la République ou revirement de l'opinion. Mais notre électorat est beaucoup plus fluide qu'il y a quelques années. Nous n'avons pas encore retrouvé le niveau électoral de 1988. Le Front national fait des ravages dans certaines couches issues des milieux populaires et une partie de la droite songe désormais, sous une forme ou une autre, à une entente avec l'extrême-droite. C'est dire l'urgence d'une reconquête en profondeur de notre électorat, électorat de classes moyennes et populaires. Nous devons profiter de l'implosion de la droite, des convulsions qui vont la secouer quelque temps encore pour mieux enraciner notre action, pour écouter, expliquer, établir l'indispensable lien entre la base et le sommet de l'Etat, veiller à ce qu'il y ait un échange. Nous y reviendrons.

DES MESURES CONFORMES A NOS ENGAGEMENTS

En lever de rideau, le Gouvernement, après la déclaration de politique générale du Premier ministre le 12 juin, a commencé de prendre une série de décisions qui vont dans le bon sens et qui tranchent avec la politique de son prédécesseur. Répondant d'abord à un souci de justice sociale, ensuite d'efficacité économique (encourager la consommation), les premières mesures sont tombées : augmentation du SMIC au 1er juillet, quadruplement de l'allocation de rentrée scolaire, revalorisation de l'aide personnalisée au logement, réhabilitation d'ici la fin de l'année de 100.000 logements, dont 50.000 HLM. ; enfin, régularisation de la situation d'un certain nombre de "sans papiers".

Lorsque le déficit des finances publiques a été confirmé (par l'audit), le Gouvernement a décidé de demander un effort fiscal aux grandes entreprises dont la situation financière est bonne et qui font plus de profits qu'elles n'investissent. Cela aussi tranchait avec les décisions des gouvernements Balladur et Juppé qui ne concevaient de nouveaux prélèvements que sur le monde du travail, avec les conséquences que l'on sait sur la croissance et le niveau de l'activité économique. Voilà un premier rééquilibrage entre les charges qui pèsent sur les salaires et sur le capital, qu'il convient de saluer.

L'adoption par le Conseil des ministres du 20 Août de la première partie du "plan emplois jeunes" correspond à un engagement central de notre programme électoral. Le débat parlementaire permettra certainement de répondre à un certain nombre d'interrogations sur le financement de la part qui revient aux collectivités locales, sur la formation des jeunes, sur la pérennité de ce type d'emplois au-delà des cinq ans, sur la valorisation de ceux-ci dans la gamme des métiers. Mais il est bon d'avoir agi vite et d'avoir engagé l'Etat à montrer l'exemple. La conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail qui se tiendra à l'automne devra aussi engager le processus de création de 350.000 emplois prévus dans le secteur privé. Il faudra veiller tout particulièrement à ce que ces emplois débouchent progressivement sur une véritable qualification et qu'ils ne compromettent pas la situation des salariés plus avancés dans la carrière.

Enfin les lettres de cadrage budgétaire ont dégagé, outre la priorité donnée à l'emploi, celles de la justice, de la culture, du logement. La réduction des crédits de fonctionnement de plusieurs ministères a pour objet, nous explique t'on, d'augmenter les investissements publics, ce qui doit contribuer à créer des emplois. Mais, lorsqu'on connaît par exemple la détresse des hôpitaux en matière de personnel ou l'insuffisance des effectifs dans plusieurs services publics, à commencer dans les zones déshéritées, ne perdons pas de vue que les indispensables mesures que nous allons prendre en direction des jeunes

ne nous dispenseront pas de créer dans la fonction publique les emplois nécessaires.

Le Gouvernement va bénéficier de circonstances positives (il n'est pas interdit d'avoir de la chance) : la réévaluation du dollar qui facilite nos exportations, la baisse des taux d'intérêt, la reprise du commerce mondial. Cela devrait contribuer au redémarrage de la croissance et donner à l'Etat ultérieurement quelques moyens nouveaux.

DE NOMBREUX CHANTIERS OU IL FAUDRA FAIRE PREUVE D'IMAGINATION ET D'AUDACE

L'emploi, l'économique, le social sont prioritaires. Mais tout se tient. Les réformes touchant à la vie quotidienne, aux droits et aux libertés, aux faits de société, seront tout aussi importantes. D'ailleurs une politique audacieuse ne se divise pas et nous savons que dans les périodes de progrès l'ensemble des réformes sont menées de front.

La réforme de la fiscalité

Un dernier mot cependant sur les perspectives fiscales et sur la réforme de la fiscalité. L'objectif premier sera bien de transférer une partie des charges du travail sur le capital, de rééquilibrer les prélèvements, comme le plan du 21 Juillet en a montré la voie. Les précautions prises pour ne pas entraver le développement des PME et contribuer à l'esprit d'entreprise doivent rassurer les acteurs économiques sur les intentions du Gouvernement.

Parmi nos engagements figure aussi la promesse de baisser la TVA. Il ne faudra pas l'oublier.

La réforme des finances locales, si souvent ajournée, doit revenir à l'ordre du jour. Le groupe parlementaire socialiste avait engagé cette réforme en décidant en 1988-90 d'asseoir la part départementale de la taxe d'habitation sur les revenus des contribuables, mais les gouvernements d'alors ont enterré la proposition d'origine parlementaire en cours de législature. La taxe professionnelle doit aussi être profondément remaniée et ses critères (anti-économiques et anti-sociaux) revus. Ne devrait-on pas l'asseoir plutôt sur la valeur ajoutée ?

La réduction de la durée du travail

Parmi les grands chantiers qui nous attendent : la réduction hebdomadaire de la durée du travail, les 35 heures. Déjà des voix dites autorisées se répandent un peu partout pour affoler ministres, parlementaires et opinion publique : " Vous allez faire augmenter le chômage en surchargeant les entreprises !", nous claironne-t'on. Mais les socialistes n'ont en rien improvisé dans cette proposition. Ils en ont débattu dans une convention thématique après avoir écouté patrons, syndicats, responsables les plus divers. J'entends encore le ministre Fauroux, un homme à qui personne ne contestera qu'il s'abstient de déclarations intempestives, nous expliquer que seule une réduction rapide et forte de la durée hebdomadaire du travail permettrait aujourd'hui de créer des emplois. Et répondant à une de nos questions, il ajoutait : " Bien entendu,sans diminution de salaires, sinon le cliquet ne marchera pas ". Alors ne nous laissons pas endormir et engageons-nous dans la voie des 35 heures après les concertations nécessaires prévues cet automne, votons une loi-cadre et que les négociations s'ouvrent par branche. Enfin, nous avons toujours expliqué que les petites entreprises, pour passer aux 35 heures, devaient être aidées et bénéficier du type d'aides accordées jusqu'alors aux groupes importants qui n'ont d'ailleurs pas créé d'emplois supplémentaires en contrepartie.

La santé et la protection sociale

Second chantier : le système de santé et de protection sociale où il convient d'arriver à une couverture universelle. La maitrise des dépenses de santé négociée est un des moyens de retrouver l'équilibre des comptes sociaux, mais nous savons aussi que seul le retour à la croissance permettra de réduire vraiment le déficit de la sécurité sociale. Nous nous sommes enfin engagés à basculer les cotisations maladie des salariés sur la CSG, une CSG prenant en compte également les revenus du capital, et à maintenir le système de retraites par répartition.

Mais il faut aussi lancer un cri d'alarme, tant est grave la détoriation de la situation des hôpitaux, du fait des insuffisances en personnel et en moyens matériels.

Le code de la nationalité

Le Gouvernement et la majorité s'apprètent à revenir à un code de la nationalité conforme à l'histoire et à la tradition françaises, c'est-à-dire à rétablir le droit du sol, avec acquisition automatique de la nationalité française à 18 ans (sauf volonté différente des intéressés). L'acquisition de la nationalité sur la base d'une démarche volontaire entre 16 et 21 ans, telle que l'a conçue la droite, risque en effet de créer une génération d'apatrides et de renforcer les phénomènes d'exclusion. Il faut donc revenir au droit antérieur.

L'immigration

On doit se féliciter également de la volonté de traiter les problèmes de l'immigration d'une façon humaine et conforme à l'esprit de la République, mais nous regrettons que l'engagement explicite de " supprimer les lois Pasqua - Debré " fasse place pour le moment à l'idée d'une refonte, même si celle-ci doit être significative et marquée par des avancées conformes à nos engagements. Il y a là un symbole fort qu'il ne faut pas négliger. Une législation nouvelle aurait valeur d'exemple et n'empêcherait en rien -bien au contraire- de s'opposer à l'immigration et au travail clandestins ni de passer des accords avec les pays d'origine prévoyant une réintégration économiqe et sociale des immigrés dans leur patrie.

L'autorisation administrative de licenciement

Parmi les réformes qui ne coûtent rien au budget, mais qui sont d'une haute portée, il convient de citer maintenant le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement (sous une forme à débattre bien sûr). Nous aurions dû revenir en 1988 sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement décidée par Chirac lors de la première cohabitation. En fait les plans sociaux n'ont pas tenu leurs promesses. Il convient de distinguer les licenciements pour cause hélas ! économiques et ceux dont la motivation vise uniquement, par la réduction des coûts salariaux, à augmenter le profit. Le système avait fonctionné correctement sous le premier septennat de François Mitterrand.

L'éducation nationale, la recherche et la culture

C'est une bonne idée de renforcer les filières scientifiques et technologiques dans l'éducation nationale et cela est indispensable à l'avenir de la science et de l'industrie françaises. Mais les sciences humaines ne doivent pas être négligées non plus. Il y va du rayonnement culturel de notre pays. L'enseignement de l'histoire de France, -mais étendu aussi à l'histoire des régions, avec une ouverture sur le monde - sans craindre de sol-

liciter à nouveau la mémoire des jeunes enfants, est indispensable à la pérennité de l'identité nationale. Ce qui doit déboucher sur une instruction civique et citoyenne, facteurs de cohésion sociale et d'intégration.

Donner à la recherche et à la culture les moyens que la droite réduit systématiquement, lorsqu'elle est aux responsabilités, c'est certainement renforcer des atouts essentiels pour notre pays

Développer les nouveaux moyens de communication à travers les réseaux informatiques et internet, c'est aller aussi dans le sens de la diffusion du savoir.

Le service public

Il faut aussi rendre au service public son rôle plein et entier en le protégeant des rôdeurs de la privatisation, car le service public est facteur de cohésion sociale et de réduction des inégalités. Or, la droite n'a cessé de favoriser la privatisation rampante des secteurs " rentables " du service public (voir la Poste, les Messageries, le frêt...) pour ne conserver à l'Etat que les missions forcément déficitaires (comme par exemple la desserte des zones les moins peuplées).

Le devenir des entreprises publiques

Il est hautement souhaitable également de ne pas avoir de complexe en ce qui concerne le devenir de nos entreprises publiques. Les nationalisations ont permis en 1980-82 de sauver des entreprises menacées de démantèlement et de disparition, comme Rhône-Poulenc ou Péchiney. Qu'on se souvienne des privatisations réalisées par E. Balladur, Ministre de l'Economie et des Finances, lors de la première cohabitation, et de l'enrichissement à travers les " noyaux durs" de quelques groupes privilégiés soigneusement sélectionnés.

Si la défense des entreprises publiques n'interdit pas aujourd'hui leur ouverture au capital privé, ce doit être à la stricte condition que l'Etat se donne les moyens juridiques et financiers de conserver l'autorité et le pouvoir nécessaires dans l'intérêt du pays. Aujourd'hui près de 50% du capital de Rhône-Poulenc est détenu par les fonds de pension américains et cela ne sera pas sans incidence sur l'avenir de l'entreprise quand on connaît le projet d'abandon progressif de la chimie lourde !

La justice

Parmi les chantiers de la législature, l'un des plus importants sera celui de la justice. Se pose d'abord un problème de moyens. Faute d'effectifs la quasi-totalité des greffes est aujourd'hui asphyxiée : les procédures s'allongent, la signification des jugements au civil peut prendre un an. Rapprocher la justice des justiciables passe d'abord par une réduction des délais.

D'autre part l'indépendance de la justice est une nécessité absolue. Nous l'entendons dans l'intérêt d'abord des justiciables. Le Garde des Sceaux, suivant les propositions du Parti Socialiste, annonce des réformes : la carrière des Procureurs, comme celle de la magistrature assise, dépendra dorénavant des décisions du Conseil Supérieur de la magistrature que le Garde des Sceaux entérinera. Les procureurs, lors des procédures judiciaires, ne recevront plus d'instructions de leur ministre concernant des dossiers individuels. On ne peut qu'applaudir. Mais l'indépendance des juges suppose aussi que soit établie leur responsabilité. Devant qui les juges seront-ils responsables ? A qui rendront-ils éventuellement des comptes ?

De ces questions en découle une autre : *la justice est-elle un service public ou un pouvoir ?* Un pouvoir au même titre que l'exécutif ou le législatif ? Nous vivons toujours sous l'emprise de la théorie des trois pouvoirs distincts de Montesquieu qui avait le souci premier de battre en brêche l'absolutisme monarchique. Mais les membres d'un gouvernement, les parlementaires n'appartiennent à aucun syndicat professionnel à la différence des magistrats. Les premiers sont au demeurant responsables devant le parlement, les seconds devant le peuple. Et les juges ? Il convient donc pour éviter que le système ne fonctionne en vase clos et pour se prémunir de tout risque de corporatisme de revoir la composition du Conseil Supérieur de la magistrature en y faisant entrer des membres désignés par le parlement. Ainsi les juges pourront-ils être amenés à répondre de leurs actes devant une instance qui ne serait pas constituée seulement à partir de leur hiérarchie professionnelle.

La réforme de la justice doit être également dominée par le souci de l'habeas corpus. Le respect de la présomption d'innocence, la stricte limitation des détentions provisoires, la réforme de la procédure des flagrants délits qui trop souvent aboutit à une justice expéditive, la renonciation à l'usage des menottes qui devrait être totalement banni (sauf si des raisons de sécurité l'exigent), la présence d'un avocat dès la première heure de la garde à vue, ce sont autant de mesures qui nous semblent indispensables si l'on veut que la justice soit rendue dans une totale sérénité.

Les propositions faites par le Parti Socialiste à l'occasion de la Convention sur les acteurs de la démocratie doivent nourrir la réforme. Ainsi, le juge d'instruction ne doit plus pouvoir décider seul d'une mise en détention provisoire. Un tribunal des libertés doit en décider. Les décisions des cours d'assise doivent être susceptibles d'appel. La réforme doit donner aux juges les moyens d'exercer leur métier et offrir aux justiciables - tant au pénal qu'au civil- des garanties.

Le Garde des Sceaux, respectant scrupuleusement l'indépendance des magistrats, ne devra cependant pas limiter son rôle à la distribution des moyens matériels. Il lui revient au sein du Gouvernement de définir la politique pénale. Devant les phénomènes d'insécurité et de délinquance -petite ou moyenne- qui se développent, il lui faut sensibiliser les juges aux tâches de prévention pour qu'ils s'impliquent aux côtés des collectivités locales, des associations afin de prévenir les dérives et les dérapages.

La réinsertion des condamnés est enfin une tâche urgente. Elle dépend aussi d'une profonde réforme du système pénitentiaire : c'est un problème de moyens et d'état d'esprit.

Les services de police

L'insécurité grandissante dans les banlieues requiert par ailleurs une refonte des méthodes des services de police. Les municipalités réclament une présence plus importante des forces de police dans les quartiers, une meilleure adaptation de celles-ci au terrain, un îlotage efficace. Les policiers doivent pouvoir eux aussi consacrer d'avantage de temps à la prévention. Pour cela, les effectifs doivent être renforcés, en priorité dans les points sensibles , les fonctionnaires mieux préparés à l'exercice de ces missions nouvelles. Une place importante doit être faite aussi à la déontologie afin que les policiers répondent pleinement à l'attente des citoyens : présence, efficacité doivent se conjuguer avec respect des droits de l'homme et du citoyen.

L'insertion

Mais si la situation d'un certain nombre de quartiers exige des effectifs de police plus nombreux et mieux préparés, ayons bien conscience que des actions d'insertion doivent être menées en amont. Ces actions supposent aussi des moyens en hommes et des moyens financiers substantiels. Les collectivités locales sont en première ligne. Mais l'Etat doit également être présent en personnel

et en dotations. Le service public doit être renforcé, car la sécurité des personnes et des biens est essentiellement une fonction régalienne.

La démocratie locale et la réforme électorale

La vie quotidienne de chacun dépend pour une large part de la qualité de la démocratie locale. La décentralisation a donné à nos collectivités des responsabilités nouvelles. Mais à côté des communes les départements et les régions ont pour mission l'aménagement du territoire, la solidarité, la formation, donc le maintien et le développement de l'emploi. L'Etat ne dispose plus sans partage des moyens de l'action publique. C'est pourquoi le respect du suffrage universel exige une refonte des systèmes électoraux. Il n'est pas acceptable de laisser demain le Front National en position d'arbitre dans l'élection des exécutifs régionaux et dans la gestion de plusieurs Régions. Il n'est pas souhaitable que dans les Conseils Généraux les cantons les plus peuplés soient à ce point sous-représentés, ce qui revient à abandonner la gestion des deux tiers des départements à des majorités conservatrices. Il faut s'atteler sans tarder à cette réforme électorale sans escompter un consensus auquel la droite ne se résoudra jamais. Sinon nous subirons ici des blocages, là le poids des conservatismes, et ce sera un frein considérable au changement que nous voulons conduire. La réforme électorale devient l'un des éléments indispensables à la préservation de la décentralisation et au progrès social.

Les départements et territoires d'outre mer

Les départements et territoires d'outre mer sont intéressés eux aussi par le progrès de la démocratie locale. Ils doivent continuer à bénéficier de la solidarité nationale, mais malgré la dureté des temps, ils ne veulent pas être enfermés dans un rôle d'assistés. Ils doivent pouvoir prendre en main leur destin dans le cadre de la République. Ils ont droit à un développement autonome de leur économie et il faut pour cela leur permettre de se libérer de l'emprise de certains lobbies. Il faut que leurs intérêts soient pris aussi en compte dans la construction de l'Europe. L'avenir de Fort de France, de Pointe à Pitre, de Saint Denis de la Réunion, de Papeete, de Nouméa se joue aussi à Bruxelles. Les Dom-Tom doivent également pouvoir s'ouvrir sur leur environnement immédiat, la région des Caraïbes, l'Océan Indien, les pays du Pacifique.

Quant à la Nouvelle Calédonie son avenir se dessinera contractuellement avec la métropole dans le respect des accords de Matignon auxquels nous serons bien entendu fidèles.

L'aménagement du territoire et la protection de la nature

L'aménagement du territoire à une époque où nous savons que les ressources de la planète ne sont pas illimitées est une exigence de plus en plus impérieuse. Les collectivités locales et territoriales sont des acteurs décisifs aux côtés de l'Etat, d'où l'importance accrue des contrats de plan Etat-Régions dans l'esprit de la décentralisation.

La concertation avec les associations et les habitants est l'un des passages obligés de l'aménagement, car l'on doit être économe de la terre, de l'air, de l'eau, de la qualité des paysages qui sont le bien de tous et qui subissent aujourd'hui trop de dégradations irréversibles. Cela ne signifie pas le renoncement aux infrastructures nécessaires qui, bien conçues, soulagent la peine des hommes et contribuent aussi à la protection de la nature.

Mais un système économique fondé prioritairement sur la recherche du profit maximum est destructeur de l'environnement comme l'ont été les régimes dictatoriaux de l'Est. Le contrepoids doit venir des élus, des associations, des citoyens.

L'espace urbain où l'homme est chassé des villes par la spéculation et le renchérissement des loyers vers des périphéries de plus en plus étendues, l'espace rural parfois ravagé par le productivisme doivent être réorganisés avec pour objectif le mieux vivre de chacun.

La bataille de l'environnement a aujourd'hui une dimension internationale. Le sommet de la terre de Rio n'a pas tenu jusqu'alors ses promesses. L'Empire américain, en refusant de réglementer ses rejets toxiques dans l'atmosphère, nuit non seulement à la santé de ses propres ressortissants, mais cause un tort certain à l'ensemble de la planète. Les Européens devront peser sur la scène internationale pour que la voix de la sagesse finisse par être entendue.

LE DESTIN FRANCAIS

La politique étrangère est enfin l'un des champs d'action privilégiés du Gouvernement. La constitution lui donne en la matière des droits et des prérogatives considérables sous le contrôle du Parlement. Les pouvoirs constitutionnels du Président de la République ne doivent pas constituer une entrave à la conduite de la politique voulue par le Gouvernement responsable devant le Parlement.

Une grande ambition nationale

Nous devons avoir pour la France une grande ambition nationale. Il ne s'agit là ni d'une manifestation de volontarisme exaltée ni d'une incantation. Nous nous fondons sur une réalité historique et sur la situation présente. L'heure n'est pas au renoncement. La France n'est pas et ne peut pas être une nation moyenne.

Elle doit d'abord trouver en elle-même les ressources nécessaires et les développer : la recherche, la science, la culture, l'aptitude à l'universalisme acquise aux meilleures époques de son histoire sont des atouts qu'il ne faut pas laisser perdre. La défense de notre langue et de la francophonie sont des moyens privilégiés pour faire fructifier l'apport français. Le nombre considérable d'étrangers qui, chaque année, au moment des congés, viennent visiter notre pays, -le pays qui attire le plus de touristes-, cela ne nous procure pas seulement des devises, c'est aussi un élément formidable de rayonnement.

Un devoir de solidarité

La France ne peut non plus se désintéresser du drame atroce que connaît l'Algérie, ni de ce qui se passe dans le Maghreb et dans le Tiers Monde, en particulier dans les Etats d'Afrique avec lesquels elle a gardé des liens étroits. Il est bien sûr temps de tourner la page de la période post-coloniale, mais les solidarités doivent être maintenues et les pays d'Afrique ne sauraient devenir le dernier champ clos de l'expansionisme américain, comme on est en train de le constater dans la région des Grands Lacs et dans l'ex-Zaïre. L'Europe au fur et à mesure qu'elle se renforcera devra prendre toute sa part dans l'oeuvre de solidarité vis-à-vis des peuples d'Afrique et du Tiers Monde.

Nous ne pouvons nous résigner à ce que s'étendent à travers le monde des zones de sous-développement, de non-droit et de barbarie. Ni la Communauté européenne ni l'O.N.U. ne peuvent fermer les yeux sur la monté des exactions et de la cruauté. Voilà un dossier sur lequel le gouvernement et le parti socialiste doivent faire connaître rapidement leurs intentions.

L'Europe

L'Europe à la veille du passage à la monnaie unique est l'objet de toutes les interrogations. La construction européenne ne bénéficie pas du même allant que dans les périodes antérieures. La France et l'Allemagne assaillies par leurs propres difficultés semblent avoir perdu l'enthousiasme des années pionnières. La crise est là, le chômage, les déficits publics, la mondialisation. Les opinions publiques sont atteintes par le doute.

Cependant nous ne devons pas lâcher prise. On se souvient de la formule de François Mitterrand : " la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir. " Ce qui est vrai pour notre pays l'est tout autant pour chacun des autres états membres. L'indépendance des nations européennes et leur sécurité dépendront à l'avenir de notre faculté à construire une véritable puissance de 350 millions d'habitants et demain de plus.

Sinon nous deviendrons une vaste zone de libre échange, dominée par le mark, mais aussi vassalisée par les Etats-Unis. La défense du modèle européen d'agriculture (avec ses labels, avec la qualité et la diversité des productions) la défense de la Politique Agricole Commune, de l'espace audiovisuel, des nouveaux modes de communication, de nos langues et de nos cultures, de notre technologie exige désormais plus qu'une coordination, mais des décisions politiques prises et exécutées en commun.

L'espace économique et financier européen doit être encadré à l'avenir par des institutions démocratiques de plein exercice. On retrouvera là le vieux débat -il remonte aux origines de la construction européenne : fédéralisme ou pas ? Personne ne propose de reproduire sur le vieux continent le modèle institutionnel des Etats-Unis d'Amérique. Ce ne serait conforme ni à l'histoire ni à la géographie. Les nations conservent en Europe une réalité profonde. Mais il faut dans la foulée du passage à la monnaie unique jeter les bases d'un " gouvernement européen " qui disposera de réelles compétences, non seulement économiques et financières, mais aussi en matière de politique étrangère et de défense. Nous ne voulons plus voir l'Europe, en tant qu'entité, divisée et paralysée, comme elle le fut, face au drame de l'ex-Yougoslavie. Nous ne voulons plus la voir aborder les grandes rencontres et les grandes échéances internationales, à l'ONU,comme dans les relations bi-latérales, en ordre dispersé.

De ce point de vue, malgré les efforts incontestables du gouvernement français, le sommet d'Amsterdam a été décevant. Mais à qui la faute encore une fois, si ce n'est à deux années d'inertie de la diplomatie française tout au long de la conférence intergouvernementale. L'élargissement de la Communauté sans le renforcement de ses institutions n'apporterait rien aux candidats à l'adhésion, mais retirerait beaucoup aux quinze Etats membres.

Les socialistes, et en tout premier lieu le gouvernement, doivent reprendre l'initiative pour faire avancer l'Union européenne. Un modèle nouveau est à inventer. Nous devons pour cela susciter des vocations chez nos partenaires. Jetons les bases de ce nouvel ensemble à partir de la notion d'Etats-Nations. Construisons une Communauté qui soit de plein exercice et qui existe au niveau international avec en partage les attributs d'une souveraineté réelle.

LE RÔLE HISTORIQUE DU PARTI SOCIALISTE

Lionel Jospin à diverses reprises a souhaité inaugurer de nouvelles méthodes de travail et libérer le dialogue à l'intérieur du gouvernement avant l'heure des décisions. Nous souhaitons qu'il en soit de même au sein du bloc que constituent les ministres socialistes, le parti, le groupe parlementaire. Ce qui doit déboucher bien entendu avec un dialogue entre les diverses composantes de la majorité.

Le gouvernement, pour réussir dans la tâche immense qu'il a entreprise, va devoir s'appuyer pleinement sur sa majorité. Dans l'élaboration de la loi et dans la préparation du budget, il est indispensable que les socialistes et la majorité, puis le parlement, disposent d'une information prioritaire et connaissent par les voies les plus directes les projets du gouvernement une fois arrêtés.

Une fonction théoricienne

Quant au parti qui a autorité sur le groupe parlementaire, il doit se déterminer et agir avec force et responsabilité. Il doit à la fois expliquer la politique du gouvernement et le travail législatif de la majorité. Mais son rôle ne saurait se borner à être l'avocat ou le thuriféraire du gouvernement. Il doit élaborer-programme et doctrine. Il a une fonction théoricienne qu'il peut seul remplir. Pour cela, il doit disposer des informations et des analyses nécessaires et pouvoir faire appel aux personnalités les plus diverses. La méthode utilisée pour la préparation des trois conventions thématiques était excellente. De ce travail est né notre programme électoral qui a pu être établi dans un temps record. Le parti doit réfléchir, inventer et ne pas hésiter à théoriser, à condition de confronter sans cesse ses idées à la réalité. Le temps des certitudes est révolu. A l'aube du XXIe siècle le Parti Socialiste doit explorer les champs nouveaux de la connaissance et de la réflexion. Il doit s'adapter à la révolution technologique en cours et au bouleversement des sociétés. Mais il ne pratiquera pas la table rase, car il est l'héritier d'une longue histoire et il sait qu'il y a des valeurs -éternelles ou acquises ?- qui sont plus fortes que tous les changements. La liberté, la justice seront toujours les objectifs des hommes et des femmes de progrès d'un siècle à l'autre et le combat ne sera jamais fini.

Une fonction tribunitienne

Le parti socialiste doit aussi exercer une fonction tribunitienne. Il a pour vocation d'informer et d'expliquer les décisions et les votes du gouvernement et du parlement, de les soumettre à l'appréciation de l'opinion pour faire remonter manifestations d'adhésion ou d'inquiétude, critiques ou approbations, pour transmettre aussi les suggestions et les propositions.

Dans un double mouvement il doit éclairer l'opinion, parfois contredire ses fantasmes ou les dérives de son jugement. Il doit avoir le courage, quand il le faut, de combattre certains préjugés ou certaines idées reçues, et de faire évoluer les esprits; mais il doit aussi éclairer le gouvernement et l'alerter, s'il fait fausse route, s'il se trompe, ou tout simplement s'il se fait mal comprendre. Le parti et ses élus, comme aussi le mouvement associatif, doivent constituer un lien vivant entre la société et le pouvoir. Cela requiert des militants sang froid, lucidité, sens des responsabilités, mais aussi confiance et fraternité.

La tâche qui s'offre à nous est exaltante pour les militants et pour les militantes appelées à prendre une place de plus en plus grande dans la vie publique. Les responsabilités que le pays vient de nous confier nous font chaud au coeur. Elles sont un signe de reconnaissance envers ceux qui militent depuis longtemps, envers ceux qui nous ont précédés. Elles portent validation de nos états de service. Elles sont aussi, et c'est le plus important, un encouragement pour les plus jeunes.

Le Conseil National de synthèse qui se tiendra le 27 septembre prochain prendra le relais des débats qui auront eu lieu dans le parti. Les signataires de la présente contribution aborderont ce Conseil avec le souci de l'unité des socialistes et avec le désir de faire du congrès de Brest l'occasion d'un grand élan.

Dix réflexions pour un socialisme moderne

Volonté et vérité

SIGNATAIRE

CONTRIBUTION DE LAURENT FABIUS

Quel est l'enjeu du Congrès de Brest ?

Porter un jugement sur l'action du Gouvernement et indiquer ce que le Parti Socialiste en attend ? Bien sûr. Mais sur ce plan, le constat est heureusement facile à établir : depuis la victoire électorale de juin dernier, **la politique est bien conduite. Le Gouvernement de Lionel Jospin a pris un départ très positif. Nous sommes et nous serons à ses côtés.** Les engagements pris pendant la campagne indiquent les tâches à accomplir. Les attentes des socialistes sont celles de tous les Français : l'emploi, l'emploi, l'emploi. C'est là-dessus qu'on nous jugera, là qu'il faut centrer l'effort.

S'agit-il de désigner notre Conseil national, de choisir les responsables de notre parti pour les trois prochaines années ? Bien évidemment. **Nous le ferons avec la détermination que le Congrès de Brest soit celui d'un vrai rassemblement. C'est pourquoi, nous souhaitons nous retrouver, unis et solidaires, sur la motion qui sera présentée par notre Premier Secrétaire, François Hollande.**

Dans ces conditions, **un Congrès** et, à ce stade, **une contribution pour quoi ? Pour aborder les idées,** qui permettent de donner un sens aux mesures ponctuelles, de **construire l'avenir.** Notre Congrès sera normalement le dernier Congrès ordinaire du Parti Socialiste avant l'an 2000. Dès lors il est essentiel de réfléchir à notre approche des temps qui viennent. **Quel socialisme, quel projet pour le début du XXIe siècle ?**

On objectera que ce n'est pas d'abord sur le futur que les Français nous interrogent. C'est vrai ! Ils nous parlent surtout d'aujourd'hui. Ils nous disent leurs difficultés de vie, l'inquiétude face au chômage. Ils nous interpellent sur les problèmes quotidiens de salaire et de pouvoir d'achat, de logement, de retraite, de sécurité, sur le malaise des villes et la désertification des campagnes. Ils nous demandent des solutions sinon pour tout de suite, du moins pour très bientôt. Répondre est difficile. C'est pourtant indispensable et les mesures gouvernementales constituent un premier pas en ce sens. Mais il nous faut aussi nous interroger à moyen et long terme, vers cet horizon de sens que réclament tant de personnes qui n'ont plus de repères. **Que peut la Gauche ? Quelle société voulons-nous bâtir ? Sans prétendre être exhaustifs, ni croire détenir une "vérité révélée", il s'agit ici de contribuer à approfondir notre réflexion collective sur ce que sera le socialisme moderne.**

Partons de l'évidence : **autour de nous, depuis vingt ans, tout est différent.** Des murs se sont effondrés, des espérances se sont envolées, d'autres s'affirment... L'avenir hésite. Oui, nous vivons dans un nouveau monde. On parle de troisième révolution industrielle, de "société de l'information", et c'est tout sauf une invention de jeune cadre dynamique et branché. Avec l'écroulement de l'empire soviétique, l'affrontement en deux blocs est terminé. De nouvelles puissances émergent, la Chine aujourd'hui qui sera dépassée en population par l'Inde de demain. Partout, la globalisation : les États-nations sont mis en cause, les continents veulent s'organiser. Le rêve longtemps inaccessible d'une humanité pacifiée, ou du moins sans conflits armés généralisés, se précise. Et pourtant beaucoup de richesses au Nord, trop de misère au Sud ; trop de domination américaine, pas assez de présence européenne ; trop de crispation nationaliste, pas assez de dialogue ni de coopération ; intégrisme, terrorisme, populisme ; chômage ici, précarité là, crise urbaine partout ; mise en cause de la citoyenneté ; manipulations génétiques, menaces écologiques, incertitudes alimentaires. Peut-être encore plus que d'autres peuples, les Français, parce qu'habitués dans le passé à ce que leur pays joue les premiers rôles, sont inquiets. **Faire de la politique, dans ce cadre, consiste à comprendre ce qui est en train de se produire, à choisir une orientation conforme à nos valeurs et à nos souhaits, à**

Fondation Jean Jaurès

agir vraiment et de toutes nos forces pour que ce soit cette conception de l'avenir qui l'emporte.

Alors, crise de fin de siècle ? Mutation plus profonde ? Trois symptômes témoignent de la profondeur du mal :

■ **Les inégalités sont plus fortes dans la France de l'an 2000 que dans celle des Trente Glorieuses.** La croissance n'est plus à elle seule synonyme de progrès social et de plein-emploi. Les bas salaires ont stagné, les revenus et les patrimoines élevés ont progressé. Plusieurs millions de Français ne vivent qu'avec les minima sociaux. Quelques-uns survivent sans la moindre ressource. Le capital gagne, le travail perd. Combien d'injustices criantes dans l'accès à ce qui fera la civilisation de demain : éducation, culture, information, santé, loisirs, sécurité, cadre de vie. A niveau égal de compétences, les femmes ne reçoivent ni la reconnaissance sociale, ni le salaire qui sont ceux des hommes. Parce que notre combat est celui de l'égalité et de la solidarité, pour nous socialistes, cette situation n'est pas tolérable.

■ Beaucoup de jeunes sont en situation de détresse morale ou matérielle. Ils doutent de ce que sera leur vie. La plupart des indicateurs qui les concernent sont au rouge : chômage massif, labyrinthe des stages et des contrats bidons, baisse des salaires à l'embauche. Tous ne sont pas touchés de la même façon : une minorité s'en sort tant bien que mal. Ceux qui ont échoué à l'école subissent une véritable "galère". D'autres, pourtant munis d'un diplôme, sont victimes d'un déclassement. **Trois jeunesses pour une même France : nous ne pouvons pas supporter cette déchirure.**

■ **Notre retard dans la diffusion des nouvelles technologies est alarmant.** Alors que notre potentiel de recherche est souvent d'une qualité formidable, il ne trouve qu'une répercussion limitée lorsqu'il s'agit d'en faire bénéficier le plus grand nombre : seulement 4 % des foyers français sont équipés d'un micro-ordinateur. Dans ce domaine, nous sommes parmi les derniers de l'Union Européenne. Or, la future civilisation numérique porte avec elle une révolution : le travail, l'éducation, l'égalité des chances, d'une certaine façon les libertés, l'action publique et le commerce en seront transformés. Nous, socialistes, partisans du progrès, nous ne pouvons pas passer à côté de cette révolution.

Devant ces bouleversements, que faire ? Pour la Gauche quelle vision des débuts du XXIe siècle ? Nos trois conventions sur l'Europe, les problèmes économiques, la démocratie, constituent de précieux acquis. Ils peuvent être complétés. Cette contribution n'a pas d'autre dessein. Dix chantiers sont évoqués ici. **Afin d'aborder, ensemble, en socialistes, dix grandes questions d'avenir.**

1 SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION :

la France peut et doit rattraper son retard et mettre les nouvelles technologies au service de l'épanouissement humain

Un siècle se termine, un nouveau siècle s'ouvre. Entre les deux, une explosion : celle des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Comparable à ce que furent l'invention de l'imprimerie et la généralisation de l'électricité, cette révolution à vocation mondiale va radicalement modifier notre vie économique, sociale et culturelle. Bien au-delà de ce qu'on imagine !

Pourtant, commencer par réfléchir aux NTIC peut paraître étrange, presque léger, alors que notre principal problème est depuis déjà si longtemps l'emploi. En fait, il n'y a pas contradiction. L'importance de ces nouveaux instruments sera telle qu'ils façonneront le visage de la civilisation du futur. Il n'est pas un domaine dont ils ne changeront la donne. Celui de l'emploi et des relations du travail comme les autres. Si on veut réfléchir à ce qu'il sera demain, il faut d'abord prendre la mesure des bouleversements, des risques et des atouts qui naîtront de ce progrès scientifique qui doit devenir une avancée sociale.

Moteur central de l'économie des débuts du XXIe siècle, les nouvelles technologies de l'information chambardent production et consommation, facilitent les délocalisations, autorisent des transactions instantanées massives, permettront le développement du commerce électronique au plan mondial, avec ses conséquences sur les structures et la fiscalité. Leurs applications vont transformer l'ensemble des comportements sociaux. **Elles véhiculent aussi une idéologie brutale : l'hyper-libéralisme triomphant, niant ou gommant le rôle des pouvoirs publics et les choix politiques, au profit du jeu planétaire et prétendument libre du marché.** Face à cela, la Gauche, malgré son engagement fondamental de soutien et de maîtrise du progrès, paraît souvent empêtrée.

Comme celles qui l'ont précédée, **cette révolution technique est ambivalente.** En positif : développement de la connaissance pour tous, accroissement des échanges sociaux et internationaux, enrichissement du temps libre, création d'emplois qualifiés dans de nouvelles activités, redynamisation de l'espace rural. En négatif : creusement de nouvelles inégalités dans l'accès aux richesses, au pouvoir, au savoir, au sein de chaque pays et entre eux (il y a autant de lignes téléphoniques à New York que dans toute l'Afrique sub-saharienne...), atomisation de la société, isolement des individus paradoxalement combiné avec l'uniformisation des comportements, hégémonie des rapports marchands au détriment des autres formes de sociabilité, risques pour certaines libertés publiques.

Entre confiance béate dans le progrès indéfini des techniques et hostilité de principe à la machine, il reste une place pour un objectif de bon sens : **dominer ces techniques et non nous laisser dominer par elles.** Les moyens pour y parvenir sont relativement simples : maîtriser la source de l'innovation, notamment dans les composants et dans les services ; développer leur utilisation d'une manière démocratique en promouvant un "apprentissage" dès l'école, en négociant leur introduction dans les nouvelles formes de travail ; encourager la dimension culturelle de l'audiovisuel en s'appuyant sur ces technologies qui démultiplient le nombre et les formes de programmes, garantir le respect des droits de la personne, sans brider la créativité et la liberté d'expression. Le défi est clair : aujourd'hui la France est en retard. Elle n'a plus de droit à l'erreur ou à l'inertie. Si elle veut développer ces nouveaux instruments, cela d'autant plus qu'ils lui permettront de lutter contre les inégalités, alors elle peut et doit jouer les premiers rôles sur ce terrain. Cela nous impose de réagir vite.

Dans quel cadre ? La "Toile", le "Web", ne rencontre pas de frontière et en même temps comment respecter les identités culturelles ? Un équilibre est à inventer. Certaines initiatives devront être mondiales : la lutte contre les dérives parfois criminelles dans l'utilisation des sites passe par une coopération internationale et un contrôle indispensable, de type Interpol électronique. L'Etat national doit fixer les règles concernant le respect de la vie privée, la sécurité des transactions, la définition des responsabilités dans les échanges de données ; de même qu'il doit être à l'origine de l'insertion de nouvelles pratiques dans le tissu social et l'animation culturelle. L'éche-

lon local sera important, lui aussi : il faudra activer la démocratie de proximité par l'utilisation des nouvelles technologies, mettre en réseau les collectivités territoriales, gérer d'une façon nouvelle les services publics. **Mais ce sera l'Europe qui, souvent, constituera le cadre le plus pertinent :** si l'on veut, dans une stratégie européenne, que la France se hisse au meilleur niveau, **un plan d'ensemble pour les NTIC s'impose à l'échelle de notre continent.**

Le Gouvernement, et celui-ci a commencé de le faire, ainsi que le Parlement, à son niveau, devront donner à cette priorité une visibilité politique forte. L'administration, dans ses méthodes et ses relations avec les citoyens, devra également intégrer les nouvelles technologies, en opérant sa propre mutation. Les entreprises concourront à cette ambition. Il faudra les y inciter. Dans ce but, des groupes audiovisuels puissants à base française ou européenne devront être encouragés, sans que les activités de leurs actionnaires ou la dévolution des marchés publics puissent interférer avec leur gestion quotidienne. Surtout, puisque tout commence à l'école, un vaste plan d'insertion des nouvelles technologies de l'information dans le système éducatif, avec le concours d'un corps enseignant formé à cela, en partenariat avec les collectivités locales, les entreprises et les concepteurs de logiciels éducatifs, devra être mis en place. Au-delà de la maîtrise du multimédia, il s'agira pour chaque élève, armé d'un regard critique, de savoir analyser les contenus de ce nouvel outil. **La négociation collective devra, elle aussi, se saisir de cette dimension inédite du travail et des droits sociaux : dès cet automne, la Conférence nationale sur les salaires, l'emploi et la réduction de la durée du travail pourrait en être une première occasion.** Bref, il est capital -et c'est à notre portée- que la Gauche du XXIe siècle pense et maîtrise la société de l'information. Au service de la personne humaine.

2
ÉDUCATION CONTINUELLE :

puisque le nouveau siècle sera celui de la matière grise, puisque le savoir est au coeur de la lutte contre les inégalités, puisque tout le savoir est désormais potentiellement accessible à tous et tout le temps, l'éducation devra s'adapter profondément.

Ces bouleversements de la société de l'information, nous n'en sommes qu'à leur début. Mais ils sont assez amorcés pour qu'on en perçoive le risque essentiel : l'apparition de nouvelles formes d'inégalités et d'exclusions, aussi bien d'individus que de peuples entiers. Il en est qu'on ne peut ignorer tant leurs conséquences sont graves. Ainsi, à l'égard des familles immigrées et de leurs enfants, l'école doit disposer des moyens de maintenir ou de recréer les conditions d'intégration dans la Nation et d'adhésion à notre idéal républicain. De façon plus générale, il est impérieux de susciter un nouveau rapport de l'homme avec la connaissance. C'est à la Gauche qu'il revient d'accomplir cette mission. **Le terme "éducation continuelle" exprime avec netteté ce dont il s'agit : dans ce XXIe siècle de la matière grise, rendre le savoir accessible à tous et à tout moment, tout au long de la vie.**

L'éducation continuelle rompra avec le modèle actuel de formation. Jusque dans les années 60, former une personne se résumait pour l'essentiel à lui prodiguer pendant son enfance un enseignement correspondant au statut social auquel elle était prédestinée. Les évolutions technologiques, les modifications des métiers, une volonté de démocratisation ont rendu nécessaire l'ajout, à cette formation initiale, de périodes de formation continue : d'où une nouvelle législation au début des années 70, avec stages d'approfondissement de la culture générale ou d'adaptation à de nouvelles techniques professionnelles. La vitesse des évolutions technologiques a révélé l'insuffisance de ce type de formation. Dans les années 80, l'adaptabilité à des tâches, à des métiers nouveaux, est devenue un objectif majeur. Elle a entraîné l'allongement et la diversification de la formation générale : de là est née la massification de l'enseignement secondaire et la volonté de conduire davantage de jeunes au niveau du bac. Jusqu'à présent, ce modèle général (socle scolaire de départ et réactualisation sporadique) n'a jamais vraiment été remis en question. **Il doit faire place à l'éducation continuelle.**

Car les personnes qui n'entreront pas dans un tel processus d'éducation risquent de ne pas pouvoir maîtriser leur existence ou, du moins, leur vie professionnelle ; les entreprises qui n'investiront pas dans l'éducation continuelle affaibliront leur compétitivité ; les sociétés qui ne l'organiseront pas verront apparaître des menaces pour leur cohésion même.

Encore faudra-t-il que chacun puisse apprendre, qu'il sache comment le faire et qu'il le veuille bien. Le politique doit y inciter, car le marché n'a aucune raison d'y pourvoir, et pour cela il lui revient de fixer les objectifs, le cadre de l'action, de réunir les moyens économiques et d'ouvrir les orientations de cette ambition pédagogique supplémentaire. En plus du système éducatif, d'autres partenaires, d'autres acteurs prendront leur part dans l'offre d'éducation continuelle : les associations, les télévisions, les collectivités locales, les institutions culturelles et scientifiques, les entreprises, etc. La formation offerte devra être plus individualisée : l'objectif de l'éducation continuelle n'est pas de faire acquérir les mêmes compétences à tous (cela relève de l'éducation initiale), mais de permettre à chacun de s'ouvrir à chaque moment à des connaissances nouvelles. Enfin, les individus ne s'engageront que si leurs efforts sont reconnus : **il faudra que les acquis de toute éducation puissent être validés par la société.**

Plusieurs propositions faciliteront l'éducation continuelle : réorganiser la formation initiale dans le souci de mieux "apprendre à apprendre" et de mieux déchiffrer les images ; au sein d'une structure publique chargée de la coordination de ces initiatives, favoriser la diffusion de vidéo-cours, la création de logiciels éducatifs, la formation des formateurs ; mettre en place des modalités de certification des acquis ; instaurer le crédit-formation (chaque individu disposant d'années qu'il pourra utiliser à sa guise tout au long de sa vie et augmenter en épargnant lui-même pour sa formation) ; encourager les associations d'éducation populaire, les réseaux d'échanges, les écoles de la deuxième chance, les initiatives éducatives des collectivités locales ; développer l'apparition d'une véritable industrie éducative ; inciter l'Université à participer à l'éducation continuelle et assurer à cette fin son ouverture toute l'année ; mettre en réseau les enseignants et les établissements scolaires, etc.

Après l'école obligatoire qui est le lieu de l'éducation première, de l'apprentissage du civisme, de la laïcité et des valeurs républicaines, puis celle de la formation continue qu'exigent la solidarité et la justice sociale, l'apparition d'un monde où tout le savoir est partout va donc conduire à une troisième phase, celle de l'éducation continuelle, c'est-à-dire une conception de l'homme comme sans cesse en situation d'apprendre. Ce sera la nouvelle clé de l'égalité des chances. Les sociétés qui auront le courage politique d'avancer vers cette troisième phase ont devant elles un bel avenir. Ce doit être un choix de la Gauche. La promotion et la mobilité sociale sont à ce prix.

3

TEMPS DE TRAVAIL ET TEMPS LIBRE :

vers la semaine de 4 jours de travail

La société nouvelle vers laquelle nous allons comportera, comporte déjà, des conséquences massives sur le travail et sur l'emploi. La France ne s'y est pas assez préparée au cours des dernières années. Guerre au chômage, avons-nous martelé pendant la campagne législative. Faut-il choisir entre ce fléau et le travail précaire ? Faut-il attendre ? Se résigner ? Certainement pas. Notre ambition est d'en sortir par le haut. Quatre pistes principales sont à exploiter.

■ **Favoriser la croissance,** condition indispensable pour créer du travail. Longtemps encore, celui-ci sera une valeur fondamentale de notre société et un élément irremplaçable d'intégration. Pour le promouvoir, nous devrons encourager la création d'entreprises et leur organisation en partenariat par une fiscalité adaptée. Mettre en place des systèmes d'appui de l'Etat aux petites et moyennes entreprises innovantes : **les emplois de demain sont dans les PME,** répartis sur l'ensemble de notre territoire. Créer un contexte plus favorable à l'investissement et à la consommation, en réduisant l'inquiétude des entreprises et des ménages face à l'avenir. Même si ce langage n'a pas toujours été entendu venant d'elle, **la Gauche doit être synonyme de créativité, d'innovation et d'esprit d'entreprise.**

■ **Répartir de façon équilibrée la fiscalité entre les hommes et les machines.** Tant que le travail restera deux fois plus taxé que le capital, il est illusoire de prétendre stopper la course qui conduit depuis 30 ans aux suppressions massives d'emplois. Le transfert de l'ensemble des cotisations salariales sur la C.S.G. permettra de réduire cette distorsion. Mais il faudra aussi s'attaquer aux autres prélèvements -cotisations patronales, taxe professionnelle, versement transport, etc.- qui pèsent quasi exclusivement sur les salaires. En taxant la richesse produite à travers la valeur ajoutée, par exemple, et non plus essentiellement en imposant le travail qui sert à la produire, on rétablira une égalité de traitement entre les facteurs de production qui favorisera les entreprises de main d'oeuvre aujourd'hui asphyxiées et encouragera le développement des capacités productives, condition déterminante de la création d'emplois. Toutes les formules efficaces sont à retenir pour développer l'emploi au lieu de le pénaliser, respecter les hommes au lieu de les sacrifier.

■ **Mobiliser les gisements d'emplois dans le tiers secteur.** Emplois de proximité et d'environnement, emplois d'utilité collective, emplois de services à la personne, emplois d'animation du lien social, de sûreté et de solidarité, ... : que de besoins non satisfaits, au moment même où le nombre des chômeurs se compte par millions ! La demande potentielle est forte, ne serait-ce que dans l'aide à l'enfance en danger ou en direction des personnes âgées dont le nombre augmentera considérablement d'ici les vingt prochaines années. Pourtant, le marché semble incapable d'y répondre. C'est à l'Etat, en coordination avec les associations et les collectivités territoriales, de la solvabiliser. Inscrivons l'économie solidaire dans la réalité. Favorisons les initiatives, les demandes, les formules qui montent du terrain. Privilégions les emplois durables. C'est tout le défi du Plan Emploi Jeunes. Cette exigence est forte. Nous serons jugés sur la réponse que nous y apporterons. Nous ne devons pas décevoir.

■ **Libérer du temps.** Il ne suffira pas de fixer tel objectif - au demeurant nécessaire - en termes de réduction de la durée hebdomadaire du temps de travail. **Notre véritable horizon, c'est la semaine de travail de quatre jours.** Non pas qu'elle puisse se réaliser en quelques mois ou partout uniformément, mais c'est elle qui donne son sens profond à notre projet. Elle seule peut contribuer à un nouveau modèle de développement, à une nouvelle organisation de la société, à une autre répartition du temps, à "changer la vie". En moyenne, les Français disposent aujourd'hui de trois fois plus de temps libre qu'au début du siècle. Ce mouvement historique doit se poursuivre, d'une façon souple évidemment, mais résolue, s'inscrire au coeur de l'existence de chacun. Nous voulons un temps libéré pour la formation, les loisirs, l'engagement associatif, la culture, la famille. Tout vient justifier cette nouvelle conquête : le marché de l'emploi, qui demande toujours plus d'adaptation, donc une formation continuelle ; la démocratie, qui trouve son dynamisme dans l'engagement quotidien des citoyens ; l'économie, dont les loisirs, le tourisme et les biens culturels, grands consommateurs de temps, constituent un secteur clef ; l'environnement, enfin, dont la préservation nécessite chez chacun une réelle prise de conscience et donc du temps libéré pour qu'elle apparaisse et pour en jouir.

Nous sommes confrontés au passage d'une société à une autre. Des forces nouvelles apparaissent. Des idées neuves se font jour. Des aspirations différentes, des désirs de "vivre autrement" s'expriment. Il faut réussir cette transition. Faisons en sorte qu'une civilisation du temps choisi émerge. Ne laissons pas s'installer une sorte de jungle où l'américanisation du tiers-monde s'accompagnerait d'une tiers-mondisation de l'Europe. Contre le partage sauvage du travail entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, **la semaine de travail de 4 jours puise aux sources de notre identité socialiste. Elle est un projet-emblème de notre nouvelle conception du développement, économie et écologie ensemble, véritable écodéveloppement. Discutée, négociée, construite progressivement avec les partenaires sociaux, par un véritable compromis social, elle doit devenir une perspective centrale de notre action.**

4

ÉCONOMIE PUBLIQUE - ÉCONOMIE PRIVÉE :

le ni-ni, en réalité c'est fini

Dans quel contexte économique ? On a entendu des propos très divers sur le sujet. Il faut préciser. **Nous revendiquons un contexte clarifié, assumé comme tel, où la vieille querelle public-privé sera dépassée : une économie-partenaire.**

Car que constate-t-on ? Des entreprises aussi différentes que France Télécom, Thomson CSF, Aérospatiale ou Air France sont désormais confrontées aux contraintes d'un marché mondial : nécessités de la compétitivité et de l'innovation puisque ces entreprises ne sont plus protégées par un marché fermé et réglementé ; opportunités de développement puisqu'elles peuvent conquérir des clients hors de nos frontières, stimulant en retour la croissance et la création d'emplois à l'intérieur de celles-ci. Or, **après avoir longtemps été un rempart à l'abri duquel elles ont pu s'installer, se structurer et investir, leur actionnariat exclusivement public est souvent devenu une sorte de handicap.**

En effet, le développement des entreprises publiques doit être financé. Mais l'Etat, durement éprouvé par une croissance lente qui réduit ses recettes et accroît ses dépenses, doit faire face à d'autres priorités, essentielles à la cohésion nationale et à la préparation de l'avenir : l'école et l'université, la santé et l'action sociale, la solidarité entre générations et le financement des retraites, le logement et le cadre de vie, la sécurité et la justice, la recherche et l'innovation... Il a de plus en plus de mal à trouver dans son budget les sommes suffisantes pour faire face à ces urgences. **Mieux vaudrait donc laisser aux entreprises qui le peuvent, le soin de trouver, sur le marché, le financement de**

leur croissance. De plus, ces entreprises appartiennent à des secteurs en recomposition, soumis à des fusions, acquisitions et alliances internationales. Si elles sont exclues de ce processus, elles seront dépassées. Elles seront dominées. Les entreprises privées susceptibles de s'allier avec elles hésiteront à franchir ce pas si leur autonomie de gestion n'est pas garantie, si leurs dirigeants et leur stratégie changent au gré des décisions gouvernementales et des échéances électorales.

Est-il exact, comme certains le ressassent encore souvent, qu'il n'y a de choix qu'entre le tout privé et le tout public ? Non ! D'abord, pour assurer ce qui relève de la protection des intérêts nationaux, l'Etat peut parfaitement conserver une part du capital, même minoritaire, assortie le cas échéant d'actions dotées d'un pouvoir particulier (des "golden share" disent les anglophones). Ainsi, sans avoir à supporter l'ensemble des conséquences qui s'attachent au fait d'en être l'unique propriétaire, la puissance publique aura prise sur le destin de ces groupes. Ouvrir le capital des entreprises nationales, c'est aussi prendre en compte leurs ouvriers, leurs employés, leurs cadres et protéger leurs intérêts en accroissant fortement le poids de l'actionnariat salarié. Parallèlement au maintien de leur statut par les conventions et accords collectifs qui les régissent, les salariés seront ainsi directement associés au partage des fruits de la croissance et de la performance. **Le profit doit aller à tous ceux qui le créent.**

L'économie-partenaire ne sera alors plus vécue comme la coexistence plus ou moins tolérée d'un secteur public, d'un secteur marchand et d'un "tiers secteur" d'utilité sociale. Elle pourra prendre la forme d'une ouverture revendiquée du capital de grandes entreprises nationales selon un schéma original qui répartira les actions entre l'Etat, les salariés et des investisseurs privés. Cette ouverture maîtrisée permettra non seulement, on l'a vu, de protéger les intérêts du pays, de garantir les droits sociaux des salariés, mais aussi de les associer pleinement aux résultats de leur entreprise et de financer des stratégies offensives de développement sans peser sur les comptes publics. **L'Etat actionnaire sera donc moins présent, mais il le sera vraiment et efficacement.**

Dans quel cas cette formule devra-t-elle s'appliquer ? Pas dans les établissements et les entreprises des secteurs non marchands (écoles, hôpitaux) ou non directement concurrentiels : parce qu'ils exercent essentiellement une mission de service public, ils doivent demeurer entièrement dans le périmètre de l'Etat. En revanche, comme nous l'avons souvent exprimé, elle devra concerner les entreprises publiques du secteur concurrentiel selon un critère simple : **quand l'ouverture du capital conforte l'entreprise et par-là même sa pérennité sur des marchés concurrentiels et stratégiques, il faudra y souscrire.** Construction aéronautique, transport aérien, télécommunications, électronique en font partie. **Ce n'est pas une concession à la mode, mais une ambition nouvelle. Elle devra acquérir une dimension européenne. Le secteur public n'est pas une fin en lui-même. Ne perdons pas de vue l'essentiel : il doit être un moyen au service d'une volonté, d'un dynamisme économique, d'une exigence sociale.**

5

L'ETAT :

trois fois oui au service public, non à la bureaucratie

Dans les années 80, nous sommes parvenus dans une large mesure à moderniser et à redéployer notre économie, ce qui n'est pas étranger aux excédents qu'enregistre depuis 7 ans notre balance commerciale. Pour autant et malgré les lois de décentralisation, nous n'avons pas réussi à rénover suffisamment l'Etat. **Nos administrations, nos services publics, notre système de protection sociale présentent souvent un décalage par rapport à ce que devraient être les conditions nouvelles de leur action.**

Cette inadaptation nourrit une offensive ultra-libérale visant, au nom de "l'équité", à réserver exclusivement aux populations les plus démunies l'assistance de l'Etat et à confier au marché le soin de prendre en charge les autres, quelle que soit leur situation matérielle. Nous nous y sommes opposés avec raison. Les classes moyennes et modestes en étaient les victimes. C'était un abandon doublé d'une injustice. Notre conception de la démocratie sociale suppose en effet l'existence de services publics forts, capables de préserver de la loi du marché certains secteurs d'activité où se jouent la cohésion nationale et l'égalité des chances. Nous savons que seuls les plus riches peuvent souhaiter un Etat pauvre, seuls les puissants s'accommoder d'un Etat faible. Nous croyons à l'utilité du service public. **Nous ne sommes pas pour un Etat dirigiste, nous sommes pour un Etat efficace.**

Pour autant, la défense et la promotion de l'Etat ne peut pas se borner au maintien du statu quo. **Elle exige de profondes réformes, dans au moins trois directions :**

■ **L'amélioration de sa gestion :** à l'opposé des partis de droite, nous ne pensons pas que l'Etat est responsable de la torpeur de la croissance et de la dégradation de la situation sociale, mais au contraire que c'est le ralentissement de l'économie, au cours des années passées, qui a été largement responsable du malaise social et des difficultés de l'Etat. Il n'empêche que le déficit budgétaire et celui de la protection sociale ne peuvent s'éterniser. Y mettre un terme implique de profondes réformes, parce que la défense du service public ne se confond pas avec celle des monopoles publics ni avec l'immobilisme. Inversement, la mise en concurrence, sous certaines conditions, peut s'avérer un aiguillon. Le dégonflement des structures bureaucratiques, la réduction du nombre des échelons hiérarchiques, l'instauration de centres de résultats, le développement de l'autonomie de gestion, de la contractualisation, de l'évaluation doivent être entrepris ou poursuivis.

■ **La réponse à l'exclusion :** la montée du chômage de masse, celle du travail précaire et de l'exclusion rendent de moins en moins efficace notre système de protection sociale, fondé sur le travail salarié à temps plein et à durée indéterminée. Cette évolution réclame la mise en place de mécanismes de protection de plus en plus finement ciblés, mieux individualisés. Faute de quoi des populations entières passeront, comme c'est déjà en partie le cas, à travers les mailles du filet de la solidarité nationale. C'est aussi pour cela **qu'il faut adapter notre système de protection collective au vieillissement de la société** sous peine de le voir disparaître progressivement au profit des assurances privées. Là encore, là aussi, cela suppose qu'un bon équilibre soit trouvé en matière de financement entre les contributions respectives des actifs et des inactifs, du travail et du capital, et que soit assurée une véritable maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

■ **La qualité et la diversité :** mieux avertis, plus exigeants, les usagers veulent être traités en citoyens et en clients et non subir l'application rigide d'un règlement. Ils demandent plus d'efficacité aux services publics, plus de qualité, de diversité et des prestations personnalisées. Tout cela exige une adaptation de leur offre. Des contrats d'objectifs ou de progrès passés avec l'Etat, des initiatives de déconcentration s'efforcent d'engager cette rénovation. C'est un effort qui doit être poursuivi et amplifié, quitte à ce que les services publics renouvellent leur culture. Les agents publics, les fonctionnaires y sont largement prêts.

Si on veut continuer à croire au rôle régulateur de l'Etat, même lorsque ses ressources sont limitées, **on doit rénover la puissance publique pour la préserver.** Entre l'Etat-minimum, générateur d'injustices provoquées, et le statu quo générateur d'injustices subies, il y a place et demande pour une vaste réforme de l'Etat qui protégera et luttera plus efficacement contre toutes les formes d'inégalités.

6
POLITIQUE EUROPEENNE :

plutôt l'épreuve de vérité que la dilution hyperlibérale

S'appuyant sur leur maîtrise de la société de l'information, les Etats-Unis dominent aujourd'hui le monde comme jamais. Ils détiennent un quasi-monopole en matière de communications et d'espace, qui fonde leur arrogance militaire et leur hégémonie culturelle.

Dès lors, puisqu'elle ne possède plus, à elle seule, la dimension nécessaire, la France est face à un choix décisif : ou bien l'Europe ou bien la subordination au leadership américain. Mais pas n'importe quelle Europe. Pas une Europe zone de libre échange ! Pas une Europe sorte de palais technocratique du facteur Cheval ! Pas une Europe terrain vague, qui ne serait qu'une forme collective de résignation ! Au contraire, une Europe qui, face aux entreprises plurinationales et aux forces du marché, restitue à la puissance publique le pouvoir -notamment budgétaire et monétaire -dont la mondialisation dessaisit les Etats-nations. **Le débat est clair. Il passe entre l'Europe espace et l'Europe puissance, c'est-à-dire d'un côté la limitation à un marché unique, de l'autre la création d'une Europe politique et l'approndissement des politiques européennes.** Or, l'Europe tergiverse. Aujourd'hui elle est molle.

Depuis longtemps, nous souhaitons une Europe politique. C'était déjà le sens de l'action de François Mitterrand. Plus que jamais, réaliser cette espérance appelle une volonté ferme, la convergence d'un nombre suffisant de pays et une vision lucide du but à atteindre. Elle suppose des mécanismes institutionnels qui permettent à une décision et, donc, à une majorité de se dégager à l'issue de la confrontation des points de vue des Etat-membres. Le choix concret aujourd'hui est entre le maintien d'une impuissance européenne collective -les exemples récents abondent- et l'élaboration d'une construction européenne où nous ne pourrons certes plus imposer seuls nos conceptions, mais dont l'orientation surgira du débat démocratique.

L'Union Européenne conjugue une Europe des Etats et une Europe des peuples. Il faut préserver cette double nature par un mécanisme qui soit le plus simple possible : une décision est acquise dès lors qu'elle est prise par une majorité d'Etats représentant la majorité de la population de l'Union. A partir de ce schéma, on peut varier les formules, et l'ingéniosité pour le faire ne manquera pas, mais le problème central est clair : les quinze membres actuels de l'Union Européenne ne sont pas prêts, on l'a vu lors de la récente Conférence d'Amsterdam, à adopter une telle réforme. Pourtant, **le changement institutionnel devra précéder l'élargissement de l'Union.** C'est indispensable. Pourra-t-on y parvenir sans une épreuve de vérité ? Cela n'est pas évident !

L'incertitude institutionnelle ne doit pas bloquer la monnaie unique. Celle-ci est à portée de main. **Il est nécessaire qu'elle se fasse à la date prévue. Elle devra toutefois respecter les conditions précises que nous avons exprimées pendant la campagne législative.** Avançons donc vers l'euro, dont l'établissement, au-delà de ses conséquences -elles ne seront pas seulement économiques- fera s'achever le siècle sur un acquis et un espoir pour l'unité européenne. En revanche, il paraît évident qu'une explication carrée sera nécessaire avec nos partenaires avant l'élargissement de l'Union. **Car autant il est souhaitable que l'Union s'étende progressivement aux pays européens qui sont démocratiques et qui atteignent un niveau de développement comparable au nôtre, autant y procéder à la va-vite sans avoir au préalable réglé la question cruciale du bon fonctionnement des institutions serait irresponsable.** Sans cet aggiornamento, la politique agricole commune et les politiques de développement régional risqueraient en outre d'être sévèrement amputées. Qui oserait revendiquer cela ? D'où la nécessité de cette épreuve de vérité. Elle offrira deux avantages : elle ne mettra en cause qu'un avenir non figé, où tout n'est pas encore réellement décidé ; on pourra surmonter cette épreuve en utilisant par exemple la notion de "coopérations renforcées" entre une majorité d'Etats-membres.

En un mot, **il s'agit maintenant d'engager une réforme institutionnelle vigoureuse, conclue le cas échéant entre un "noyau dur politique" de pays. Ne pas le faire reviendrait -on s'en apercevrait dans quelques années- à torpiller l'Europe.** La réponse est largement entre les mains du camp du progrès qui, socialistes ou sociaux-démocrates, gouverne la majorité de l'Union. Sinon, l'Europe se diluera. Vingt ans après, Margaret Thatcher aura gagné ! Pour ne pas décevoir l'espérance et anéantir le projet européen, en ce début de XXIe siècle, le Parti Socialiste doit jeter toutes ses forces dans la bataille. Le Parti Socialiste doit refuser que l'Europe s'enlise et s'engager avec force pour la relancer.

L'émergence d'une véritable identité européenne, garante de l'attachement des citoyens à une Europe-puissance, est la condition du succès de cette Union approfondie. Elle ne peut ignorer les aspirations des peuples, le quotidien des populations. Elle ne peut davantage ignorer le sort de ceux qui vivent, parce qu'ils sont des immigrés, sur son sol. C'est dans le cadre européen aussi que nous devrons examiner, avec tous nos partenaires, l'ensemble des questions nées de l'immigration. C'est avec eux qu'il nous faudra élaborer une législation commune en matière d'entrée et de séjour des étrangers non ressortissants de l'Union. Cette politique devra être cohérente avec nos valeurs. D'un côté, droit à la dignité et à l'intégration; de l'autre, nécessaire respect du droit et des lois.

Chacun des Etats européens a participé à la création d'un modèle social. Si, avec le soutien des syndicats et des partis de Gauche, leur Union ne transpose pas cette dimension sociale à l'échelle du continent, elle y perdra son souffle et son âme. Si nous ne donnons pas cet idéal à une jeunesse qui le cherche, si nous ne faisons pas de l'éducation, de la culture, de la recherche les terrains d'expérimentation de l'Union, les Eurosceptiques triompheront. Sans abandonner l'attachement à leur nation, des millions de personnes sont prêtes à participer à cette Europe politique. C'est en leur nom qu'il faut sortir aujourd'hui des ambiguïtés institutionnelles.

7
INSTITUTIONS :

la parité hommes-femmes, le non-cumul, le quinquennat et davantage d'équilibre parlementaire

La réforme de nos institutions n'est pas, comme on le croit parfois, une affaire de spécialistes. Elle touche au plus profond de l'Etat de droit. Il n'y a pas de libertés vraies sans équilibre des

pouvoirs et contrôle par les citoyens. Mais il n'y a pas non plus de contrôle qui vaille s'il n'est pas assuré par une représentation nationale qui, sans être l'image parfaite du pays, en est le reflet. Pendant trop longtemps le nombre de femmes parlementaires, disons de femmes élues et ce sera la vérité, a été scandaleusement faible. En Europe, notre pays partageait ce triste privilège avec la Grèce. Il faut en finir avec cet archaïsme et **se diriger sans délai vers la parité, par tous les moyens qui conviendront.** Egalité professionnelle, parité politique, l'une ne va pas sans l'autre. Représentation juste avant tout, mais représentation active, présente, efficace aussi. **Il est temps de mettre fin à un autre archaïsme, celui du cumul.** On ne peut pas empiler les responsabilités sur l'emploi du temps d'une seule personne. On ne peut pas veiller aux destinées de l'exécutif d'une région, d'un département ou d'une très grande ville et prétendre en même temps être un député assidu. Il est faux de dire que cela est possible. Il faut en tirer les conclusions.

Par ailleurs, malgré leur souplesse, les institutions françaises ont montré certains défauts, entraînant parfois la confusion et aboutissant finalement à un contrôle insuffisant des pouvoirs publics. Si la législature actuelle va jusqu'à son terme en 2002, la France aura depuis 1986 été gouvernée en cohabitation plus longtemps (9 ans) que dans une situation classique d'unité du pouvoir exécutif (7 ans). Notre pays sera ainsi le seul où se sera installée, institutionnalisée même, une situation étrange dans laquelle le Président de la République est aussi le leader de l'opposition. Certes, beaucoup de nos concitoyens apprécient la cohabitation, mais celle-ci, inévitable dans le cadre actuel, présente tout de même de sérieux inconvénients.

Elle place la majorité parlementaire, pourtant élue en principe pour 5 ans, dans une position où son principal opposant maîtrise la durée de son action. Elle peut donner l'impression d'une collusion entre les forces politiques "classiques", au risque de favoriser l'extrémisme. Elle n'est pas un gage d'efficacité. Car comment se situe, dans un tel système, la répartition et la transparence des responsabilités ? La liberté des citoyens d'agir sur ce qui les concerne est-elle bien assurée ? La règle doit redevenir celle de la concordance entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Puisqu'il n'est pas question de supprimer l'élection directe du Président de la République au suffrage universel, la meilleure solution est d'organiser plus efficacement le lien entre Président, Parlement et Gouvernement : **le quinquennat en constitue le meilleur moyen.** Une des propositions accompagnant cette réforme pourrait être que les élections législatives et présidentielles aient lieu simultanément, toute interruption d'un des deux mandats (démission du président, dissolution) entraînant celle de l'autre. **Dans le même temps, le rôle du Parlement devra être renforcé. C'est indispensable :** propositions d'origine parlementaire nettement plus nombreuses et plus significatives, suppression de dispositions juridiques qui bride à l'excès ce rôle, contrôle effectif par les parlementaires des divers secteurs de l'action gouvernementale nationale et internationale, non cumul, droits réels reconnus à l'opposition, autant de pistes pour l'Assemblée du nouveau siècle : c'est un véritable changement d'équilibre ou plutôt l'obtention d'un vrai équilibre parlementaire qui est en cause.

Au plan local, **une nouvelle étape de la décentralisation sera indispensable.** Au début des années 1980, nous avons procédé à un premier mouvement pour sortir d'un système trop jacobin, trop uniforme, trop centralisé. La dernière décennie a vu un développement des coopérations intercommunales. Une clarification des responsabilités devra s'opérer entre les collectivités, de nouveaux transferts devront être dégagés en leur faveur, ainsi que de nouvelles compétences et les moyens correspondants. Parallèlement, l'unification des modes de scrutins locaux devra être mise en oeuvre. Il est dommage qu'une première étape - l'adoption d'un scrutin de type municipal à base régionale - n'ait pas pu être mise en oeuvre dès la prochaine échéance régionale. Il faudra y procéder dès que possible.

La rénovation de notre démocratie est d'autant plus indispensable que notre société est malade. **Nous connaissons tous la menace : le Front national prospère sur les difficultés quotidiennes de nos concitoyens, sur leurs angoisses et leurs déceptions.** Porosité des idées, recherche de nouvelles places, certains à droite sont tentés par l'alliance. Le Front national propage le racisme, l'antisémitisme et la haine de l'autre. Qu'importe, d'aucuns sont prêts à se voiler la face et à lui tendre la main pour lui faire une place encore plus grande ! Notre position est exactement inverse : opposition résolue aux thèses extrémistes ; présence militante sur le terrain ; netteté des positions gouvernementales ; construction d'un discours positif sur l'avenir. Le Front national, c'est l'inégalité -entre les hommes, entre les sociétés, entre les peuples- érigée en principe d'action politique. Tout, dans nos valeurs, s'y oppose. Tout, dans notre réflexion et notre action politique, doit le contrer. C'est notre volonté et notre responsabilité.

Le quinquennat, davantage d'équilibre parlementaire, une nouvelle étape de la décentralisation, auxquelles s'ajouteront parce qu'elles sont essentielles, la parité hommes-femmes et une limitation vigoureuse du cumul : qu'on l'appelle VIe République ou non, nous avons besoin pour aborder le XXIe siècle dans un esprit démocratique, d'une République, d'une vie publique fortement modernisées.

8
TERRITOIRES :

agglomérations solidaires, espaces ruraux vivants, aménager vraiment notre espace

Quatre Français sur cinq habitent désormais les villes. La France a accompli sa révolution industrielle et agricole entre 1950 et 1975, mais nous avons du mal à passer de la géographie physique, celle des territoires, à la géographie humaine, celle des populations. Au clivage qui séparait déjà les villes des campagnes s'ajoute celui qui sépare les villes de leurs banlieues. Rejet ou fascination, la périphérie des grandes agglomérations reste considérée comme un espace à part, clos sur lui-même. Coupure des espaces, coupure des hommes. Un nouvel art de vivre la ville, de vivre dans la ville, doit naître. Il supposerait de cesser de rejeter hors de celles-ci des quartiers entiers, ignorés, délaissés. Or, **nous savons désormais que la politique de la ville doit se concevoir à l'échelle, non pas des quartiers séparément, mais des agglomérations,** commençant au coeur des centres anciens pour s'étendre jusqu'au sommet des tours. **Plus généralement, c'est un véritable aménagement de notre pays qui fait aujourd'hui défaut, ajoutant à l'échec urbain qu'incarnent certaines banlieues, celui que constitue la désertification rurale et le mitage du territoire.** Nous savons que la France doit redévelopper l'ensemble de son territoire, qu'il n'est pas acceptable de laisser s'étioler ou dépérir tant de villages, tant de campagnes. Une approche plus volontaire des problèmes s'impose. Se débarrasser des carcans procéduraux, supprimer le décalage entre le temps administratif et le temps des besoins sociaux, autant d'impératifs.

Pour la Ville, les objectifs s'appellent intégration, citoyenneté, mobilité, mixité sociale. Afin de

prendre en compte ces notions, l'intercommunalité -c'est-à-dire souvent l'agglomération- constitue le bon niveau d'intervention et de décision. Pour cela, l'agglomération devrait disposer de plusieurs atouts : la légitimité, avec l'élection au suffrage universel de ses dirigeants ; de larges compétences ; la mise en commun de la taxe professionnelle réformée, afin d'aménager d'une façon cohérente et solidaire l'espace intercommunal ; enfin, la création d'une structure juridique -celle du groupement d'intérêt public paraît la mieux appropriée- qui, en permettant d'associer effort public, effort privé, constituerait le véritable bras armé de l'agglomération. Cette nouvelle politique devra se traduire dans les différents secteurs d'activité : emploi, éducation, santé et action sociale, services publics, intégration, logement (en construisant et en réhabilitant davantage de logements sociaux, en multipliant les opérations globales de restructuration urbaine dans les quartiers en difficulté, en favorisant la mixité sociale, en prévoyant une taxe d'inhabitation sur les logements vides).

Notre objectif est de réconcilier l'Homme et sa ville, la ville et son environnement. Il nous faudra lier la recherche d'un développement économique durable à la reconquête des équilibres écologiques, en allant au-delà de la seule lutte contre les nuisances, les pollutions et les risques. **Nous devrons développer en particulier avec audace toutes les alternatives aux transports automobiles en ville et utiliser à fond les ressources que les nouvelles technologies offrent désormais à un aménagement du territoire plus harmonieux.** Nous devrons associer les citoyens à la connaissance et à la maîtrise de leur patrimoine environnemental ; multiplier les campagnes de sensibilisation des adultes et favoriser les actions éducatives obligatoires en liant instructions civique et écologique. Il s'agit de mettre en pratique l'écologie urbaine.

Beaucoup de ces actions concerneront aussi l'espace rural : trop de zones, trop d'aides complexes qui créent des distorsions ; pas assez d'accompagnement des initiatives locales. Il ne s'agit pas de jouer la province contre Paris ou l'inverse : ce serait absurde. Il s'agit de constater que diverses parties de notre territoire restent encore à l'écart du développement et subissent des handicaps énormes (retards dans la formation, le potentiel de recherche, les communications, les services publics, le logement, les implantations économiques). Leur écart avec les autres régions risque de s'aggraver encore. Pour elles, il faut organiser une puissante solidarité, affirmer une véritable politique d'aménagement qui manifeste notre volonté d'établir un équilibre entre les régions françaises, entre les villes et le monde rural, entre le Nord et le Sud de l'Europe. **Car c'est aussi dans nos campagnes, auprès de ceux qui travaillent la terre ou entretiennent les paysages, que se joue le combat pour la justice, le progrès, l'écologie.** Le monde rural ne doit pas pas se refermer sur lui-même. Outre les activités agricoles qui sont primordiales, avec des jeunes qu'il faut aider à démarrer et des retraités agricoles qui doivent être traités plus décemment, il s'orientera de plus en plus vers l'accueil de citadins, pour des activités de loisirs et de détente. Son rôle social, économique et écologique, ira grandissant. Notre espace rural, riche de ses paysages et de sa culture, n'est pas un handicap mais une grande chance. Souvent laboratoire d'innovations, il doit jouer un rôle moteur dans tous les secteurs, y compris celui de l'emploi. Pour cela, il est nécessaire que la ville et le pouvoir central soient à l'écoute de l'espace français dans sa diversité et ses initiatives. Là aussi, si nous voulons entraîner et convaincre, nous devrons donner une traduction tangible à nos valeurs : solidarité, création, égalité. Il n'y a pas deux pays qui s'opposeraient : la France des rues et celle des champs. Il y a une Nation qui ne doit pas avoir peur d'affronter la modernité.

9
SÛRETE :

le droit à la sûreté est une valeur de Gauche

Maîtrise de la société de l'information, éducation continuelle, perspective d'une semaine de travail de quatre jours, économie-partenaire, Europe politique, rénovation des institutions, solidarité des territoires, il le faut, mais cela ne suffit pas. Qu'est-ce que la Gauche ? C'est aussi le parti pris contre la vulnérabilité sociale, le choix délibéré contre la violence, contre l'arbitraire, l'aléatoire. En suivant ce fil conducteur, de 1789 à nos jours, la Gauche s'est pensée et constituée comme le parti du faible contre le fort, de la raison contre le "bon plaisir", de la justice contre les puissances de l'argent, du droit des peuples contre l'impérialisme. **Ce qui structure notre passion de militer, ce qui motive nos engagements, ce qui a tissé notre histoire, c'est cette révolte ininterrompue contre l'insécurité, l'inégalité qui frappe les plus faibles, les plus vulnérables.**

En fonction de cela, la légitimité de l'Etat elle-même a évolué. Inscrite et symbolisée dans la devise républicaine, elle a longtemps été d'affirmer des valeurs pour les substituer, voici 200 ans, à celles de la monarchie ou de l'Eglise, puis pour créer et maintenir le corps social. Ce qu'on attend de l'Etat aujourd'hui, en métropole et outremer, c'est non seulement de défendre ces valeurs républicaines mais, pour en faire vraiment des droits réels, de mettre en oeuvre des sûretés en faveur de ceux que la compétition économique, culturelle et sociale laisse sur le bas-côté. De même que la Gauche a admis dans les années 70 la dissuasion en matière de défense, dans les années 80 les réalités de la compétition économique internationale, dans les années 90 l'environnement qu'elle a intégré dans sa doctrine, elle doit, sans chercher à "récupérer" telle évolution de l'opinion ou telle clientèle, affirmer clairement ce qui est notre conviction : **la Gauche agit pour la sûreté.** Pour protéger les personnes et les biens contre la délinquance, mais aussi pour combattre toutes les causes de fragilité sociale : l'emploi contre le revenu précaire et l'exclusion, l'environnement et les règles d'urbanisme contre la gestion à court terme et mercantile des biens naturels, le droit contre l'arbitraire, la santé contre la privatisation de la sécurité sociale ou contre l'alimentation trafiquée.

C'est vrai en particulier de la sûreté publique. Nous l'affirmons nettement : **assurer la sécurité est un devoir majeur de l'Etat parce qu'un Etat démocratique doit protéger les personnes et les biens.** Ce sont les plus faibles qui, déjà frappés par l'inégalité devant l'éducation, la santé, l'argent, sont les premières victimes de la délinquance et du crime : les enfants, les personnes âgées, les femmes, ceux qui appartiennent le plus souvent aux couches modestes ou moyennes, et pour qui la voiture fracturée, l'appartement ou la maison cambriolés, sont non seulement une dépossession et une agression, mais la preuve que la société ne les entend pas, ne les protège pas. Prévention, interventions multiples, et lorsqu'il le faut sanctions, moyens supplémentaires, présence constante sur le terrain, le droit à la sûreté est une valeur de Gauche et non pas un discours de droite qu'il faudrait suivre à notre corps défendant.

La sûreté juridique est, elle aussi, essentielle. Il s'agit non seulement de créer des droits nouveaux, là où l'évolution de la société l'appelle, mais de rendre plus accessible le droit existant. Les palais de justice devront être des palais du droit, des maisons où se sentent chez eux ceux qui, victimes et fragiles, n'ont plus que ce lieu pour se protéger. On en est loin. Nous devrons consacrer la justice au premier rang de nos priorités budgétaires, engager un changement des mentalités et des pratiques afin que le droit soit accessible à tous, partout. Le

droit à la sûreté, c'est aussi la sûreté que les femmes et les hommes aient accès à leurs droits. Sans cela, certains pourront croire ou prétendre que, devant le silence du politique, l'extrémisme ou la violence sont les seules réponses qu'ils peuvent trouver à leurs craintes. Sous toutes ses formes, c'est donc une mission fondamentale de la Gauche que de donner un sens actuel à la déclaration des droits de l'Homme, élaborée il y a deux siècles. Nous demeurons des passionnés de la liberté.

A travers les thèmes abordés - et beaucoup d'autres auraient pu l'être ici-, **c'est l'avenir du "modèle européen" et de la Gauche à l'entrée du XXIe siècle qui est en question. C'est en réalité une dixième réflexion, qui résume et complète les neuf autres : la Gauche de l'avenir, la Gauche européenne, doit savoir réinventer un modèle.** Si, comme on l'a répété avec raison pendant la récente campagne législative, on veut parler le langage de la vérité, cette question d'ensemble ne peut pas être éludée. L'approche sociale-démocrate, caractéristique de l'Europe occidentale et qui combine légitimement initiative privée et intervention publique, a été inventée en économie fermée. Elle est mise en difficulté par la mondialisation de la production et des échanges mais aussi par un ralentissement sans doute structurel de la croissance dans nos pays. L'Allemagne et la France, qui, chacune à sa manière, incarnent ce modèle, sont particulièrement visées. L'une et l'autre souffrent d'un grave déficit d'emplois et de croissance qu'on ne peut pas dissocier de la lourdeur de certains des mécanismes d'intervention publique et de régulation sociale qui les caractérisent.

Face à cette crise, certains, à droite, exigent le démantèlement de l'Etat régulateur, de l'Etat redistributeur et de l'Etat producteur, en prétendant que la liberté sans limitations engendrera toujours plus de bienfaits économiques qu'elle ne créera de dommages sociaux. D'autres ne voient comme issue que l'intervention publique croissante. Dans le premier cas, on sacrifie la justice sociale ou l'équilibre environnemental à la dynamique économique, alors que la productivité, la compétitivité, la durabilité, dépendent aussi de la cohésion sociale et du respect de la nature. Dans le second, on sacrifie la dynamique économique aux objectifs sociaux, alors qu'il ne peut pas exister de richesse à redistribuer sans richesse créée. **Dans la perspective d'une croissance créatrice d'emplois et respectueuse de l'environnement, nous devons rechercher partout comment alléger les coûts d'intervention publique, pour atteindre, sans effet économique pervers, les objectifs sociaux ou nationaux qu'on s'est fixés.**

Nous devons en particulier tirer les conséquences du passé récent dans le domaine si sensible des prélèvements publics : l'accroissement des impôts et des charges a coïncidé avec un déficit public excessif et une faible croissance. **Des prélèvements massifs tuent les chances de développement et d'emplois.** Réformons donc ce qui doit l'être - et il y a beaucoup à réformer ! - dans notre si contestable système de prélèvements fiscaux et sociaux, mais **ne cassons pas les chances de croissance et de développement par l'accroissement de la pression fiscale.** Nous n'avons pas à choisir entre emploi et solidarité, mais à trouver les chemins qui permettent de les conjuguer. Nous ne prônons ni la nostalgie impuissante de régulations dépassées, ni la vénération de lois du marché inadaptées aux exigences sociales légitimes. **Nous voulons, dans une société qui ne soit pas entièrement dominée "par le marché" mais qui fonctionne "avec le marché", compenser et corriger les inégalités de chances, de situations ou de revenus pour favoriser la cohésion sociale selon des voies renouvelées.** Celles-ci doivent être compatibles avec l'ouverture des frontières, l'allégement des réglementations et la limitation des dépenses et prélèvements publics afin de favoriser le développement économique et social et l'emploi.

Certains prétendent que dans ce nouveau contexte, la tradition socialiste n'aurait plus son mot à dire. Nos adversaires seraient prêts à assurer que nous ne sommes pas, à l'avant-garde du progrès, des "éclaireurs" de la modernité. Pourtant, les transformations qui bouleversent nos conceptions de la vie politique et des rapports sociaux ne rendent que plus pertinents nos combats de toujours : l'égalité, la solidarité, la justice, la laïcité. Une tradition est vivante tant qu'elle donne l'occasion d'innover. Nos idées, nos valeurs sont modernes parce qu'elles sont vivantes. Elles doivent simplement être confrontées aux réalités nouvelles de notre temps. Elles regarderont naturellement vers le futur. L'avenir les y saluera.

De quoi s'agit-il en définitive ? **De rassembler les socialistes autour d'une vision fédératrice. De rassembler les partis de Gauche sur une espérance forte, humaniste, laïque, celle d'une société de la connaissance, du temps choisi et de la solidarité.** De rassembler les Français, les Européens, en traçant pour les débuts du XXIe siècle un chemin commun, un chemin d'égalité, de progrès et de justice qui donne sens aux étapes qui le jalonneront.

Deux mots, deux valeurs accompagnent cette démarche vers le socialisme du futur : la volonté et la vérité.

La volonté, parce que sans elle, il ne peut y avoir d'action politique. Renoncer, ce serait abandonner l'intuition fondatrice de la Gauche : s'ils le veulent, ensemble, les femmes et les hommes peuvent écrire les pages de leur propre histoire, décider les changements nécessaires pour préparer l'avenir qu'ils souhaitent. Volonté, la clef d'une politique de progrès est là.

La vérité, parce que sans elle, il n'existe pas de confiance entre les citoyens et leurs élus. Le pacte social est alors mis en cause. Pour réussir, nous devons formuler des analyses justes, comprendre le monde qui nous entoure et énoncer ce que peut la politique. Puis, dans l'action, respecter nos engagements.

A l'aube des temps modernes, il est devenu possible, grâce à certaines découvertes majeures et maîtrisées, que l'homme n'éprouve plus le sentiment d'insécurité qui l'avait habité pendant tant de siècles : ce fut la Renaissance.

Aujourd'hui, nous pouvons retrouver cet esprit de conquête et de confiance. Nous le devons, notamment pour les jeunes, parce que rien n'est plus insupportable que le défaut d'espérance qui consume notre société. Nous sommes convaincus, à Gauche, que la personne humaine doit rester la mesure de toute chose. Nous sommes convaincus qu'ensemble il est possible de réussir.

Choisir

SIGNATAIRES

CONTRIBUTION DE HENRI EMMANUELLI

Le cadre de notre débat

Notre victoire électorale suivie de l'accès de l'ensemble des forces progressistes au gouvernement sous la direction de notre Premier secrétaire, impose à notre congrès un cadre précis : celui de la mise en œuvre de notre programme. Certes les sujets ne manquent pas et rien n'est interdit. Certains même deviennent urgents, comme, par exemple, une réflexion plus approfondie sur le devenir de nos institutions et de la démocratie. Mais pour l'essentiel, il serait mal compris que moins de trois mois après la formation du gouvernement de Lionel Jospin, nos débats ne soient pas centrés sur la mise en oeuvre d'un programme qui a été avalisé par le suffrage universel et qui constitue la base de l'accord sur lequel l'ensemble des forces progressistes sont aujourd'hui rassemblées.

Un rassemblement politique dont la majorité des Françaises et des Français attendent beaucoup et dont toutes les femmes et tous les hommes de gauche souhaitent la pleine réussite, parce qu'ils mesurent, par delà leurs attentes propres, l'importance de l'enjeu face à l'inévitable collusion qui s'instaure inexorablement entre la droite réputée démocratique et l'extrême droite qui ne l'est pas.

Loin d'être inutile ou formel, ce débat sur la mise en œuvre est essentiel. Qu'il s'agisse du choix des modalités dont le contenu conditionne toujours la finalité réelle : la lutte contre le chômage a justifié bien des contresens. Qu'il s'agisse d'approfondir de nouveaux sujets de réflexion devenus sensibles ou qu'il s'agisse de la participation de notre parti à ces choix, à leur définition ou aux modalités de leur réalisation dans le cadre d'une pratique démocratique renouvelée.

Ce débat sur la mise en œuvre est d'autant plus nécessaire que l'action du nouveau gouvernement à direction socialiste se situe dans un contexte difficile pour la social-démocratie.

En effet, à la fin d'un siècle dont il a été l'acteur politique essentiel, le socialisme connaît «son moment de vérité».

Confronté à la domination sans partage d'un capitalisme financier qui régente l'ensemble du monde en imposant sa logique, sa culture, son idéologie dite néo-libérale, il apparaît aujourd'hui sur la défensive, semblant se justifier davantage par la préservation d'un modèle social menacé plutôt que par l'espérance d'une véritable alternative. Il paraît osciller entre crispation conservatrice, réputée «archaïque», et adaptations, qualifiées de «modernes», dont la plupart, pourtant, peuvent s'analyser, in fine, comme autant de renoncements, sans parvenir à offrir une vision claire de ses objectifs et des moyens pour les atteindre. Face à l'économie de marché à laquelle il s'est rallié par défaut, même s'il prétend en limiter le domaine et les effets, face aussi à l'exacerbation d'un individualisme davantage consumériste que citoyen qui en est l'expression politique, il peine à définir les termes d'un nouveau compromis entre la logique économique de ce système et les valeurs humanistes qui constituent à la fois la sphère sociale, sa véritable identité et sa justification. Inhibé par l'échec du communisme et par la puissance de la mondialisation du capitalisme financier qui utilise à son profit exclusif les nouvelles technologies de l'intelligence artificielle et de la communication, il se délite dans une fausse posture de contestation qui dissimule de moins en moins bien sa soumission.

Cette altération ou ces détournements de la pensée socialiste, de ses concepts, de ses objectifs, explique sans doute le fait que, malgré un rapport de forces qui lui est favorable, la social-démocratie européenne éprouve tant de difficultés à garantir le modèle social qui est à la fois son œuvre et la marque distinctive de la civilisation européenne. Le sommet d'Amsterdam, de ce point de vue, a été édifiant, si l'on excepte la position française.

C'est pourtant vers la social-démocratie que se tournent, les uns après les autres, les peuples d'Europe qui refusent la régression sociale qui les menace. C'est en elle qu'ils placent leur espérance, même si elle est relative. Et c'est dans cette espérance et dans cette confiance que la social-démocratie doit puiser la force d'une régénération nécessaire pour façonner une Europe conforme à l'attente du mouvement social et à la tradition humaniste de notre continent. Là se situe la bataille prioritaire à laquelle doivent contribuer toutes les forces progressistes, dont une large partie, aujourd'hui, reste dispersée et privée de moyens d'action.

En France, la victoire de la gauche ouvre de nouvelles perspectives. Malgré les contradictions, les contraintes, les difficultés, la réussite est possible, si nous faisons ce que nous avons promis, si notre détermination reste entière.

Par le passé, pour avoir oublié qu'il n'y avait pas de socialisme sans redistribution de la richesse, en laissant se creuser les inégalités, nous avons beaucoup déçu. Pour ne pas nous être souvenus qu'à la différence des libéraux qui ne se préoccupent que de la liberté formelle, le socialisme doit se préoccuper de ses conditions d'exercice et de son contenu réel, nous avons laissé s'instaurer le doute, la confusion, la réprobation.

Pour avoir considéré que l'acceptation de l'économie de marché rendait inopportune et caduque la question de la relation entre pouvoir et propriété, nous avons, malgré l'apport des lois Auroux, refermé le dossier de la démocratie économique qui reste pourtant une question essentielle, nous privant d'un champ de

Courrier Jean-Jaurès

réflexion et d'action qui était et doit rester l'un des éléments de notre identité culturelle et politique.

Les Françaises et les Français savent que tout n'est pas possible. Mais ils sont aussi lassés de consentir des sacrifices dont l'utilité n'est pas évidente, méfiants à l'égard des prétendues réformes qui se sont révélées être, dans la plupart des cas, des régressions. D'où la nécessité, plus forte que jamais aujourd'hui, de veiller à ce que les modalités de mise en oeuvre soient lisibles et l'objectif poursuivi clairement identifiable grâce à une grille de lecture incontestable. C'est sans aucun doute la volonté du gouvernement. Mais c'est aussi la responsabilité de tous les socialistes de veiller à ce qu'il en soit ainsi.

I
LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Nous avons en matière économique un programme réaliste et ambitieux. Remettre «l'Homme au coeur de l'économie», comme nous nous y sommes engagés, n'est pas a priori une tâche facile. Redynamiser la croissance au service de l'emploi par l'amélioration du pouvoir d'achat, faire des réformes de structure importantes -toujours au service de l'emploi- comme la réduction du temps de travail, tout en mettant en place une politique volontariste d'emplois publics et privés pour les jeunes, le tout sans augmenter les prélèvements obligatoires, est la marque d'un volontarisme certain.

Au moment où vont s'ouvrir simultanément les débats de notre congrès, la discussion budgétaire et la conférence salariale, la question n'est pas de revenir sur ces engagements mais d'examiner avec attention les conditions de leur mise en œuvre.

1) La conjoncture

A l'évidence, les résultats de la conférence d'Amsterdam renforcent la difficulté de l'exercice, obligeant le gouvernement à passer d'une promesse de stabilité des dépenses à une politique de réduction du déficit budgétaire. Cohabitation et dogmatisme monétaire allemands s'étant ligués pour imposer la stricte observance du critère de 3 % de déficit budgétaire et la rigueur structurelle du pacte de stabilité, une contrainte nouvelle se surajoute à celles qui existaient déjà. Certes, le gouvernement français, peu ou pas soutenu par d'autres pays dont on aurait pu penser que la nature de leurs gouvernements les y inclinerait, a obtenu la promesse d'un sommet sur l'emploi. Mais le texte même de cet engagement est à lire avec précaution puisque non seulement y figurent l'objectif d'une certaine flexibilité, mais la recherche d'une modération salariale. Ce qui laisse à penser que si le texte existe, l'esprit n'y était pas, ou était franchement ailleurs. Cela démontre en toute hypothèse qu'il faudra être très vigilant et très déterminé pour obtenir une initiative véritable en faveur de l'emploi qui se traduise en terme budgétaire alors même que certains de nos partenaires s'y refusent. Et que nous sommes limités dans nos négociations dans la mesure où, réaffirmant quotidiennement notre volonté, non conditionnelle, d'être présents au rendez-vous de la monnaie unique, nous diminuons d'autant la force de nos exigences.

La réussite du sommet sur l'emploi serait peut-être mieux servie par une certaine réserve sur notre décision finale. Certes la construction européenne, surtout à quinze, ne peut pas s'analyser simplement en termes de rapports de forces. Mais penser qu'ils n'existent pas serait une erreur tout aussi regrettable.

Quel que soit le jugement porté sur cette conférence d'Amsterdam -demi échec dû à la chronologie ou porte ouverte- la contrainte de 3 % existe bel et bien et complique l'ensemble de la problématique, bien que l'étape du collectif budgétaire ait été franchie avec succès. On peut toujours dire que la réduction du déficit budgétaire est une nécessité qui s'impose avec ou sans monnaie unique. Il n'en reste pas moins vrai que cette échéance rapprochée constitue une contrainte forte du calendrier, indépendante de la conduite de la politique conjoncturelle. Une contrainte rendue de surcroît irréversible et intangible par l'existence du pacte de stabilité.

L'évolution de la conjoncture est en revanche une réalité encourageante. L'objectif d'une croissance de 3 % en 1998 devient une hypothèse fondée. Cela est dû pour beaucoup, personne ne le conteste aujourd'hui, à la hausse du dollar. Preuve, s'il en était besoin, de ce que les monnaies européennes étaient bien surévaluées -et le sont encore-, contrairement à ce que semble dire aujourd'hui la Bundesbank, dont on peut s'étonner qu'elle s'inquiète de cette évolution, et dont il faut craindre que, cédant à ce qu'un ancien chancelier allemand a appelé une «obsession monomaniaque de la déflation», elle ne relève ses taux. Ce qui reposerait à nouveau le problème, censé ne pas exister, de l'alignement de la politique monétaire française sur la politique monétaire de la droite allemande.

L'origine monétaire de cette embellie de conjoncture est d'ailleurs attestée par le fait que la croissance est principalement tirée par les exportations, alors que la consommation intérieure continue à stagner. Ce qui relativise les avantages budgétaires de cette croissance, puisque les exportations ne paient pas la TVA et modifient assez peu les autres assiettes fiscales.

2) Croissance et pouvoir d'achat

Il ne serait pas réaliste, en conséquence, d'attendre de ce retour à la croissance une compensation suffisante de recettes pour surmonter les contraintes inhérentes à l'exercice obligatoire de réduction des déficits budgétaires.

Pour y parvenir, peut-être faut-il rechercher dans une accélération des réformes ayant une incidence sur la redistribution des richesses dans notre pays, un moyen complémentaire.

Dans cette optique et pour d'autres raisons, une accélération du transfert des cotisations sociales maladie sur la CSG paraît opportune : c'est un moyen incontestable et souhaitable de dégager du pouvoir d'achat pour les salariés. Peut-être faudrait-il encore réfléchir à élargir l'assiette des revenus non salariaux qui représentent aujourd'hui moins de 25 % de l'assiette de la CSG en excluant l'avoir fiscal du calcul d'assiette de la CSG. Cette mesure constituerait une utile compensation aux plus-values boursières constatées et attendues de la mise en place de la monnaie unique.

Toujours sur le plan fiscal, peut-être faut-il aussi accélérer le mouvement pour favoriser la redistribution du pouvoir d'achat. Outre l'abandon de la réforme Juppé, la réduction significative des niches fiscales qui permettent aujourd'hui aux ménages les plus aisés d'échapper largement à l'impôt peut constituer le gage d'un allégement de la fiscalité directe promise à juste titre. Ramener la TVA au taux réduit pour la réhabilitation des logements serait une mesure qui influerait à la fois sur le pouvoir d'achat, la croissance et le logement. La TVA est un impôt qui a les avantages et les inconvénients d'un impôt direct, mais qui de surcroît est légèrement dégressif, comme l'ont montré de récentes études.

D'une manière générale, le rééquilibrage de la fiscalité en faveur des revenus du travail, qui est un impératif de justice sociale, se traduira par une amélioration du pouvoir d'achat susceptible d'être consommé.

Il nous faut également nous pencher sérieusement sur les modes d'intervention de l'Etat en matière sociale comme le démontre le débat actuel sur la mise sous condition de res-

sources des allocations familiales.

La justice sociale n'a jamais exigé, et l'Etat providence n'a jamais eu pour objectif, de donner autant aux riches qu'aux pauvres. La confusion vient de ce que l'on s'est « habitué » à confondre «égalité» et prestations «indifférenciées», dont la justification reposait sur le principe de contributions fiscales ou sociales proportionnelles, voire progressives, au revenu. Puisque chacun contribuait proportionnellement, voire progressivement, au financement du système, l'indifférenciation de la prestation, de l'indemnité, de l'allocation, était justifiée. En fait, plafonnements et exonérations diverses se sont toujours interposés entre ce principe justificateur et la réalité. Mais la fiction a vécu, et le système a fonctionné, parce que la croissance était forte, l'inflation généreuse et la dynamique de l'ensemble suffisante pour éviter les remises en cause.

Tel n'est plus le cas. La croissance est faible. L'inflation «vaincue», pour le bonheur des salariés dont le pouvoir d'achat est maintenu, nous explique-t-on, comme si la préservation de l'épargne n'était pas l'objectif essentiel. Et le besoin budgétaire beaucoup plus important parce que, fait très important et généralement peu mis en évidence, la part des revenus sociaux a considérablement augmenté au détriment des salaires nets et de la rémunération nette des travailleurs indépendants, alors que s'accroissaient les revenus de la propriété. Cette évolution est évidemment la conséquence d'une diminution sensible, de plus de 10 points de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Au total, les prestations sociales, financées à 85 % par les salariés, servent à fournir des revenus à des personnes durablement exclues du marché du travail, et les allocations redistributrices ponctionnent, finalement, le pouvoir d'achat des salariés au lieu de ponctionner le revenu national dans lequel les salaires nets ne représentent que 35 %.

Il faut donc, comme nous avons commencé à le faire, modifier l'assiette des cotisations sociales et accélérer le mouvement. Mais il ne faut pas s'interdire pour autant de mettre sous conditions de ressources -beaucoup l'ont toujours été- certaines prestations, lorsque leur mode de financement le justifie au regard des impératifs d'une véritable redistribution. Les deux approches ne sont ni contradictoires ni exclusives.

Encore faut-il rester extrêmement attentifs à ce que la logique assurancielle ou le concept de charité sémantiquement renouvelé, ne se substitue pas à la recherche de la justice sociale. Comme nous l'enseignait Victor Hugo, il ne suffit pas de soigner la misère. Il faut chercher à en éradiquer les causes. Ce qui implique, par ailleurs, qu'on ne s'arrête pas au concept d'égalité des chances.

Il n'y a pas l'égalité d'un côté et l'équité de l'autre, avec le concept mixte de l'égalité des chances qui ferait le lien entre les deux. Il n'existe que la justice sociale qui, dans le moment présent, implique que l'on ne confonde pas les fins et les moyens ou que l'on détourne ces derniers en les retournant contre l'objectif, sous prétexte d'adaptation.

3) Emploi et réformes

Condition nécessaire et importante d'un redressement de l'emploi, la croissance n'est pas suffisante. Il faut aussi mener une politique volontariste à son service et effectuer des réformes importantes qui le favorisent.

a - l'action volontariste

Le plan emploi pour les jeunes, nécessaire et bien accueilli, malgré un certain nombre de critiques, est la marque de ce volontarisme. Pour être un véritable succès, il doit pouvoir associer le maximum d'acteurs publics et privés. S'agissant des emplois publics, peut-être faut-il pour parvenir à cette mobilisation maximum, prévoir une prise en charge plus complète pour les petites communes et les associations sans ressources. Il serait regrettable que par la fixation d'une règle s'adressant uniformément à des acteurs qui peuvent dégager des moyens et à ceux qui ne le peuvent pas, nous réduisions son champ d'application. Sur un autre plan, pour désarmer les préventions, il faut prendre les précautions nécessaires afin que cette action publique volontariste, qui n'est jamais sans risque dans le cadre d'une économie largement dominée par la logique du marché, ne devienne pas, au fil des ans, un élément de flexibilité dans la fonction publique ou le secteur privé. Au moment de la conférence salariale, des assurances devraient être données dans ce sens. Il n'en reste pas moins que tout doit être fait pour redonner à la jeunesse de notre pays une certaine espérance.

b - les réformes

Côté réformes sociales et fiscales, la réduction des charges qui pèsent sur l'emploi et la réduction du temps de travail sont les éléments essentiels.

S'agissant des charges sociales et fiscales, et indépendamment de toute considération sur le coût de la main d'œuvre qui ne figure pas parmi les plus élevés d'Europe, force est de constater que l'emploi est en France lourdement pénalisé, alors même que l'on prétend faire de la lutte contre le chômage un objectif prioritaire. Embaucher génère mécaniquement des charges fiscales et sociales importantes. La taxe professionnelle repose, à concurrence de plus de 50 milliards sur les salaires, et les cotisations sociales patronales sont assises exclusivement sur la masse salariale, pénalisant lourdement les activités utilisatrices de main d'œuvre. Dans un pays qui compte officiellement plus de 3 millions de chômeurs et où les emplois nécessaires seraient en réalité de l'ordre de 5 millions, c'est difficilement compréhensible.

Réformer la fiscalité

Il faut donc s'engager dans la voie de la suppression de la base salariale de la taxe professionnelle. Contrairement à ce qui est parfois dit, l'effet serait important parce que l'impact psychologique serait grand. Or, en ces matières, la sous estimation des facteurs psychologiques est permanente. Sans doute parce qu'ils ne se laissent pas mesurer dans les modèles. On dira que c'est une somme très importante. Mais force est de constater que dans les années passées, on a consacré trois fois plus à la modification du régime de remboursement de la TVA aux entreprises, qui n'a eu aucun impact sur l'emploi.

Il faut aussi réviser le système des provisions pour licenciement. Tout a été dit sur la facilité de management qu'offre la variable salaire en matière d'adaptation aux contraintes de la compétitivité. Les provisions doivent être mises sous conditions dont le non respect entraînerait leur réintégration, assorties de pénalités légales. Ce qui implique et induit un regard administratif, donc une autorisation sur les licenciements eux-mêmes.

Il faut enfin innover en donnant par le biais de la fiscalité une valeur positive à l'utilité sociale. Seuls les biens et les services sont comptabilisés. L'utilité sociale, elle, ne se comptabilise pas. Ou plus exactement, elle n'est partie prenante au calcul économique qu'à titre de charge, c'est-à-dire affectée en permanence du signe moins. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le bien-être social soit considéré comme un handicap économique. Sans spéculer davantage, la fiscalité peut être le moyen d'introduire une approche nouvelle. Nul ne saurait nier sérieusement l'utilité sociale de l'emploi, son rôle intégrateur aussi bien sur le plan social que politique. Pour intégrer l'emploi dans le calcul micro-économique, il suffit, par le biais de la fiscalité, de conférer un avantage réel et chiffrable aux processus de production qui favorisent l'emploi et à

ce titre, la cohésion sociale. Nous pourrions proposer une différenciation de l'impôt sur les sociétés en fonction de la part salariale incluse dans la valeur ajoutée. Mais d'autres modalités sont imaginables.

Réformer l'assiette des cotisations salariales

Il faut également modifier l'assiette des cotisations patronales et substituer à la masse salariale la valeur ajoutée qui implique l'ensemble des facteurs de production et non le seul travail. Les opposants à une telle réforme, qui figure dans notre programme, font valoir qu'elle pénaliserait l'investissement et risquerait de freiner la substitution du capital au travail. Ils redoutent de surcroît qu'elle ne se traduise par des transferts de charges trop importants entre secteurs de production. Mais là réside, justement, l'objectif de la réforme ! Favoriser l'emploi et les industries de main d'oeuvre, durement concurrencées par les pays à bas salaires. Il faut donc choisir. On ne peut vouloir une chose et son contraire. Prétendre faire de l'emploi une priorité et refuser les réformes qui l'attestent. Cette réforme, outre la modification de l'arbitrage entre emploi et capital, aurait le mérite d'être en parfaite cohérence avec le concept de régime «universel» d'assurance maladie, de faire disparaître l'essentiel du «coin salarial» et de constituer la réponse adaptée des socialistes à la question des éventuels surcoûts liés à la mise en œuvre de la réduction du temps de travail.

Réduire le temps de travail

L'autre grande réforme, c'est évidemment la réduction du temps de travail qui revient en débat et qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. Notre parti y a consacré plusieurs conventions et elle a été présente au coeur de nos débats de congrès depuis près de 20 ans. Amorcée en 1981, elle fut interrompue pour cause de «parenthèse» économique dont apparemment, nous nous apprêtons à sortir.

Il ne s'agit pas ici de reprendre l'ensemble du débat. Mais simplement de procéder à un certain nombre de rappels de précaution pour l'éclairer.

La réduction du temps du travail est un processus historique continu lié aux gains de productivité, et donc au progrès de la science. Elle est toujours, et simultanément, un instrument de redistribution de la richesse produite si elle se fait à salaire constant, de lutte contre le chômage et de libération de l'Homme sans perte d'intégration sociale. Réduire le temps de travail sans perte de salaire, c'est faire bénéficier le salarié d'une partie des gains de productivité, qui autrement, sont exclusivement affectés aux profits et éventuellement, pour partie, aux consommateurs. C'est un moyen, l'autre étant l'augmentation des salaires, de maintenir au niveau compatible avec la dignité humaine, la ligne de partage entre salaires et profits. C'est aussi un moyen de lutter contre le chômage parce que sans elle, et compte tenu des progrès exponentiels de la science, plus de la moitié de la population active des pays développés serait aujourd'hui privée d'emploi. Ce n'est pas seulement un moyen d'éviter la montée structurelle du chômage, c'est aussi un moyen de créer des emplois nouveaux.

La réduction du temps de travail avec baisse de salaire -quelle qu'en soit la forme- est une solution de crise par répartition de la pénurie.

Elle est forcément l'antichambre d'un processus de déflation salariale car il est faux de prétendre qu'une entreprise, qui n'a pas un besoin certain, créera un emploi pour générer ce que les lois du marché feront inéluctablement apparaître comme une charge inutile. Sauf à changer fondamentalement les lois du marché et sa logique -ce qui n'est généralement pas l'objectif de ceux qui prônent ce type de solution- la baisse des salaires ne génère pas d'emplois, sauf à considérer que cette baisse soit suffisamment importante pour inverser les flux de délocalisations provoquées par l'existence de pays à bas salaire.

Il n'en reste pas moins qu'une réduction importante et massive assortie d'une baisse de salaires pourrait avoir, pendant un certain temps, un effet mécanique sur l'emploi, le temps que les gains de productivité rétablissent une situation favorable à l'offre d'emploi. Mais dans un contexte où le plein emploi est illusoire, où l'offre sera donc structurellement supérieure à la demande, il est à craindre qu'une telle approche ne soit que le moyen, comme l'avait dit très clairement M. de Robien, qui a beaucoup regretté par la suite cette interview -qu'il aimerait pouvoir oublier- «un moyen d'obtenir une baisse des salaires ».

La difficulté du débat en France vient de ce que l'on mêle, consciemment ou inconsciemment, les deux approches. S'appuyant sur la crise de l'emploi et la mauvaise conscience que devraient avoir ceux qui ont la chance d'avoir du travail, le néo-libéralisme cherche à obtenir une réduction importante des coûts de la main d'œuvre pour améliorer les marges de profits. Les conclusions du fameux séminaire de Davos, haut lieu de la pensée capitaliste, ne peuvent laisser subsister aucun doute à ce sujet.

Pour y voir clair il suffit de poser inlassablement la question de savoir qui supporte le coût final de la réduction. Ce peut être le salarié s'il y a baisse des salaires ; l'entreprise s'il n'y a pas baisse de salaire ; ou l'Etat au sens large du terme, soit qu'il s'agisse de recettes fiscales ou de cotisations sociales en cas d'exonération de ces dernières, ou les deux à la fois.

Mais lorsque l'on examine la répartition des charges sociales et fiscales au sein des prélèvements obligatoires on s'aperçoit que les ménages contribuent pour 2.700 milliards et les entreprises pour 850 ! De sorte que, au terme du processus, la ligne de partage entre salaires et profits bouge en faveur du capital et au détriment des salariés. Le détour est intéressant mais le résultat est sans appel.

Celles et ceux qui pensent que la lutte contre le chômage nécessite une baisse des salaires dans le cadre d'une politique de partage ont sans doute de bonnes raisons de le croire. Mais ce qui est difficilement supportable c'est que se donnant le beau rôle de la générosité, ils s'abstiennent de présenter le contenu de la véritable facture.

C'est pourquoi, comme nous l'avons décidé à plusieurs reprises, la réduction du temps de travail à 35 heures doit se faire sans baisse de salaire, avec le concours d'une modification de l'assiette des cotisations patronales. Et si des aides peuvent être imaginées pour les entreprises qui iraient au delà, encore faut-il veiller à ce qu'elles soient la contrepartie de créations d'emplois réels et qu'elles soient limitées dans le temps. Car il existe déjà des formules ou 24 heures sont payées 39, basées sur une exploitation maximum du temps machine. Certes, la réduction du temps de travail n'a jamais été facile. Les 40 heures ont fait couler autant d'encre que les 35. Mais elles ont marqué de manière indélébile l'histoire de notre pays. Il ne tient qu'à nous de récidiver.

Renforcer le droit du travail

La réduction du temps de travail ne peut davantage servir d'alibi ou de contrepartie à ce qu'il est convenu d'appeler la flexibilité par opposition au droit du travail qui constituerait une somme de «rigidités». Comme si le droit du travail, obtenu par le combat syndical et politique, n'était pas justement destiné à constituer des garanties, si possible rigides, contre la précarité, l'exploitation, l'indignité et l'inorganisation du salariat.

En réalité, la flexibilité telle que la conçoit le néolibéralisme n'a qu'un seul objectif : créer toujours plus de précarité pour parvenir à obtenir une réduction du prix du travail dans le contexte propice d'un marché aujourd'hui mondial du travail où l'offre est structurellement excédentaire.

Il nous faut donc veiller à maintenir ces «conquêtes» humanistes que constituent ces fameuses rigidités et rectifier les «dérapages» qui se sont déjà produits, comme par exemple, lors de la mise en œuvre du temps partiel, les procédures de licenciements, l'annualisation du temps de travail, etc.

Non pas que le pouvoir politique ait vocation à se substituer à la négociation collective qui, avec la conférence salariale, devrait connaître une nouvelle et salutaire impulsion en même temps qu'un cadre renouvelé. Mais parce que, en définitive, seule la puissance de la volonté générale qu'il exprime en la légitimant, a la force suffisante pour s'imposer face à la logique du marché.

Il nous faut veiller à faire respecter cette législation.

Quoi que l'on dise, le travail clandestin atteint aujourd'hui des proportions importantes. Certains secteurs en dépendent et certaines communautés s'organisent autour de lui. L'immigration clandestine y puise l'un de ses principaux ressorts et le manque à gagner est considérable. On peut aujourd'hui affirmer que la somme de la fraude fiscale et de la fraude aux cotisations sociales correspond à peu près au montant de l'ensemble du déficit budgétaire: c'est aberrant. Et cela doit constituer un thème de réflexion majeur pour notre gouvernement. Le renforcement des moyens et des modalités de contrôle, qui est pour l'Etat un investissement rentable à tout point de vue, et l'aggravation des sanctions pour les employeurs, devient un objet impératif.

Redynamiser action publique et service public

L'action publique doit retrouver un niveau de cohérence et d'efficacité compatible avec les impératifs de l'époque. La résorption de la plupart des problèmes de société auxquels notre pays est confronté, parfois durement (la politique de la ville, la lutte contre l'exclusion, contre l'insécurité) dépendent avant tout de l'action publique à tous les niveaux, même si cette action publique trouve avantage à s'appuyer sur le secteur associatif. La modernisation de nos administrations publiques et la réappropriation par ces administrations, ou par les services publics, d'espaces territoriaux ou de compétences parfois désertées, est une nécessité. On ne peut que prendre acte avec satisfaction, de la volonté manifestée par le gouvernement de se préoccuper en priorité de l'éducation dans les ZEP. Le même souci doit le guider sur le plan de la sécurité publique et de la présence en général des services publics. Cela passe par des réformes. Cela passe aussi par une redéfinition claire des tâches de chacune de ces administrations et ces services publics.

Le service public est un élément fondamental du pacte républicain. Il n'a pas vocation à régresser en laissant se substituer le concept de client à celui d'usager, même si les usagers ont droit aux égards dus aux clients. L'action du gouvernement français pour préserver le concept de service public dans une Europe qui lui est apparemment hostile doit constituer un point de résistance incontournable de la position française.

Les services publics du secteur industriel et commercial n'ont pas vocation à servir à boucher les trous budgétaires. Pas plus qu'ils ne sont destinés à être immolés sur l'autel de l'exigence idéologique des privatisations. Les éventuelles modifications de statuts n'ont de sens et d'intérêt que si elles répondent à des projets et des nécessités industrielles clairement identifiés. France Télécom et Deutsche Télékom peuvent sans doute constituer, en unissant leurs efforts, un pôle européen de dimension mondiale capable de relever les défis de notre époque. Mais s'il ne s'agit que d'opérations financières, d'autres possibilités existent.

Seul le service de l'usager, l'impératif industriel et les intérêts à moyen et long terme, doivent guider notre action dans ce domaine.

Sans rouvrir un dossier délicat, constatons simplement, en ce début de mois de septembre, que la position de Volkswagen qui vient de réduire à 35 heures la durée de travail dans ses usines belges sans baisse de salaires, et à 32 heures avec baisse de 10 %, a une autre signification sociale que la voie choisie par Renault.

Sur ces dossiers, apparemment techniques, nous serons jugés politiquement parce qu'ils se situent à la charnière de deux modèles de société. Or, ne l'oublions pas, c'est à «changer d'avenir» que nous nous sommes engagés.

II L'EUROPE SOCIALE

La CIG est dans l'impasse : la construction européenne connaît aussi un moment de vérité. Et d'une certaine manière, il est logique que les difficultés politiques de la construction européenne correspondent à la crise d'identité de la social-démocratie. Le libéralisme économique, délivré de la menace soviétique qui constituait pour lui un argument décisif en faveur de cette construction politique, n'aspire plus aujourd'hui qu'à l'intégration économique de l'Europe dans le marché mondial. Au moment où le système politico-économique dominant écrase de toute sa puissance, grâce à la mondialisation, les États-nations qui servaient d'espace d'organisation géopolitique aux forces susceptibles de lui résister ou de limiter ses ambitions, il est normal que ce système manifeste peu d'enthousiasme pour leur substituer un nouvel espace d'organisation plus vaste où elles retrouveraient les moyens de s'organiser à une échelle opérationnelle. C'est dans cette hésitation, qui dissimule plus qu'un simple manque d'imagination ou de volonté des forces conservatrices, qui en d'autres temps n'en manquaient pas, que la social-démocratie devrait puiser une énergie renouvelée en faveur de la construction politique européenne.

Encore faut-il que cette énergie puisse se nourrir d'une vision claire des finalités de cette Europe politique, de sa nature démocratique, de son organisation sociale.

Tel n'est pas vraiment le cas aujourd'hui.

L'acceptation d'une renonciation de fait aux moyens de conduite d'une politique de régulation économique qu'implique le pacte de stabilité, l'indépendance de la banque centrale européenne et le refus d'un Gouvernement économique laisseraient en toute hypothèse peu de moyen d'action au suffrage universel, s'il parvient à s'organiser sur une base réellement représentative. La réduction du concept de défense européenne à celui de pilier de défense européenne de l'OTAN, nouvel avatar de la suprématie américaine, s'inscrit dans le même mouvement de renoncement, dont l'incapacité à progresser sur le plan institutionnel n'est que la traduction la plus visible.

Tout cela était déjà inscrit dans le refus de faire progresser l'Europe sociale. Malgré l'existence d'une charte annexée au traité de Maastricht restée sans lendemain tangible, malgré un certain nombre de directives, l'Europe sociale piétine à l'état de promesse. Pire, il existe aujourd'hui un consensus pour dissocier l'économique et le social, pour s'accommoder d'une fiction où l'organisation économique et accessoirement politique -avec les difficultés que l'on constate pour cette dernière- serait de compétence européenne, alors que l'organisation sociale resterait de compétence nationale.

Si elle devait perdurer, cette fiction confrontée à la réalité d'un monétarisme dogmatique autonome et à la logique concurrentielle du marché serait la condamnation sans appel du modèle social européen, l'alignement inéluctable sur le pays le moins disant socialement parlant. La régression ne se limiterait d'ailleurs pas à l'étiage du pays européen le moins disant puisque l'absen-

ce de protection aux frontières de la Communauté ouvre en réalité l'Europe à la «concurrence sociale» des pays les moins évolués.

Démunie des atouts de la puissance politique et militaire qui permet aux Etats-Unis d'imposer ses intérêts, lestée d'une politique monétaire rigide ne permettant pas de régulation conjoncturelle, contrairement à la pratique nord-américaine, l'Europe prend de grands risques.

Le pessimisme du constat pourrait laisser supposer que la cause est entendue, que redresser la barre serait impossible. Pourtant il existe, face à cette évolution, de très fortes résistances. L'existence de syndicats puissants aujourd'hui tentés de se replier sur la défense à court terme d'intérêts nationaux éphémères, une culture progressiste héritée de l'histoire, des valeurs humanistes toujours vivaces peuvent fournir à l'Europe le moyen de se ressaisir. Surtout, il n'est pas écrit que les peuples européens assistent passivement à la régression de leur condition en renonçant à l'espérance potentiellement justifiée qui leur à été promise à travers les perspectives de la construction européenne.

Recentrer le combat politique sur l'objectif d'un Pacte social européen qui inclurait des normes concernant les salaires et les contrats de travail, le droit à la santé et à l'éducation pour tous, et la garantie de l'existence d'un droit à la retraite, serait de nature à mobiliser une large majorité d'hommes et de femmes, de forces syndicales et politiques. Tel devrait être l'objectif clairement identifiable du PSE dont les plates-formes programmatiques ressemblent à ce qu'elles sont : des compromis diplomatiques rappelant les fameuses notions «nègre blanc» du parti dominant sous la IIIe République.

Quant à l'action gouvernementale, qui se situe sous la contrainte permanente du réalisme, peut-être pourrait-elle s'assigner de conditionner l'entrée dans la monnaie unique à la détermination d'un calendrier et de modalités de concertation pour la réalisation d'un tel pacte.

Pas de monnaie unique sans pacte social devrait être la ligne de conduite qui redonnera aux forces progressistes l'initiative qu'elles paraissent avoir perdu. Parce que la réalisation de ce pacte implique un choix de société, un modèle de civilisation constitutif de l'identité européenne.

III
LA DEMOCRATIE

Lors de notre convention sur les acteurs de la vie publique, des propositions importantes ont été faites. Mais la situation politique créée par la victoire de la gauche au lendemain d'une dissolution ratée, éclaire d'un jour nouveau la réalité institutionnelle française. Sur un plan plus général, le rétrécissement continu de la sphère politique et donc de la démocratie, du pouvoir du «peuple souverain», doit aujourd'hui susciter la réflexion et la vigilance des socialistes.

Les institutions

La cohabitation n'est pas une situation nouvelle : il y en a déjà eu deux. Mais les cohabitations précédentes se situaient en fin de septennat, ouvrant une sorte de pré-campagne présidentielle, du reste trop longue. Au terme d'une législature, elles étaient la marque de l'évolution d'un électorat désireux de changement. Bien vécues par les Français qui aspirent inconsciemment aux délices fictifs de «l'union nationale», qui ne serait pourtant que le creuset de l'extrémisme, elles ont été vécues comme des alternances sereines illustrant une maturité nouvelle.

Tel n'est pas le cas aujourd'hui. L'initiative malencontreuse du président de la République de faire appel au suffrage universel deux ans après son élection, faute de l'avoir fait au lendemain de celle-ci, révèle toute l'ambiguïté de nos institutions en créant une situation pour le moins spéciale. La France est sûrement aujourd'hui le seul pays au monde où le président de la République, élu au suffrage universel, depuis à peine deux ans, reste chef des armées, garant des institutions, responsable de la politique étrangère en vertu d'une pratique plutôt que des textes, tout en aspirant à jouer le rôle de chef de l'opposition ! Et force est de constater que le chef de l'Etat, de ce point de vue, fait tout ce qu'il peut, deux mois seulement après avoir été nettement désavoué par le suffrage universel qu'il avait convoqué et expressément sollicité. Quant à l'unicité de la voie de la France dans ce type de situation, sa problématique est suffisamment connue et appréciée à l'étranger pour que les chefs d'Etat en exercice se réservent d'y consacrer un chapitre dans leurs futures mémoires.

Ce n'est pas parce que la réalité politique française oblige, pour des raisons d'intérêts d'ailleurs contradictoires, les différents acteurs de cette vie politique à manifester un consensus de façade, que la réalité perd ses droits. Rien de tout ceci n'est rationnel au pays d'Abélard, de Descartes et de Rousseau. Rien n'indique que les exigences d'un État moderne soient compatibles avec les effets négatifs d'une telle ambiguïté dont nous aurions sans aucun doute intérêt à sortir à notre profit. Nous devons y réfléchir pour l'avenir. L'équilibre des pouvoirs chers à Montesquieu était un équilibre entre les différents pouvoirs dont il n'a jamais imaginé que chacun d'eux puissent avoir deux têtes. Régime parlementaire, régime présidentiel ? La réflexion reste ouverte, les points de vue partagés. Mais en toute hypothèse, le système doit évoluer vers plus de rationalité et de transparence.

Sur un autre plan, les tentatives récurrentes de redéfinir la laïcité sont inquiétantes. Certes, en butte à la résistance de l'Eglise qui prétendait conserver le monopole de l'éducation et de la formation des consciences, elle a pratiqué l'anticléricalisme au début du siècle. Récemment encore, ses partisans ont dû rappeler que l'école privée n'était pas l'école libre et que seule la laïcité, c'est-à-dire la séparation des églises et de l'Etat et les valeurs que cela induit, pouvait garantir la liberté de conscience. Nombreux sont aujourd'hui les exemples dramatiques dans le monde, qui confirment cette analyse par les dégâts que cause, l'intégrisme ou les partis dits religieux. Plutôt que de la redéfinir alors qu'elle n'a rien perdu de son actualité, mieux vaudrait la défendre en exigeant en France, son pays de naissance, la stricte observation des exigences de la laïcité.

Sur un plan plus général encore, les socialistes doivent réfléchir au devenir préoccupant de la démocratie aujourd'hui menacée malgré des apparences trompeuses.

Par delà les contradictions si souvent évoquées entre démocratie représentative et démocratie directe, c'est le concept même de souveraineté populaire reposant sur la volonté générale exprimée par le suffrage universel qui est remis en cause. A la fin d'un siècle qui aura vu son triomphe, le suffrage universel s'érode régulièrement sous la poussée de facteurs nombreux et apparemment complexes qui retrouvent néanmoins une certaine cohérence si l'on veut bien se souvenir que par delà les apparences du formalisme juridique, le néolibéralisme n'aime pas le suffrage universel.

Outre le fait qu'il s'accommode fort bien des dictatures, -M. Milton Friedman était le conseiller sans états d'âme du général Pinochet-, le néolibéralisme redoute le suffrage universel dans lequel l'action publique puise sa force. La seule force qui, s'exerçant dans le cadre géopolitique approprié -l'État nation hier, l'Europe demain- est susceptible de s'opposer à ses intérêts et de l'obliger au compromis. S'appuyant sur l'individu, derrière lequel il voit surtout un consommateur, il n'a de cesse de le dresser contre l'Etat et le service public, support et instrument de l'action publique. Si la

démocratie directe a ses faveurs c'est surtout, bien qu'elle réponde à des aspirations plus nobles et plus légitimes, parce qu'il y voit le moyen d'affaiblir ou de limiter la force et la cohérence de l'action publique. Ce n'est donc peut-être pas par hasard que l'on assiste à une lente érosion et à de nombreuses tentatives de déligitimation du suffrage universel.

De ces tentatives, les signes sont patents. Outre l'apparition d'une légitimité concurrente dont les fondements restent inexpliqués, celle de la société dite «civile» opposable à la classe dite «politique», qui rappelle la distinction entre pays réel et pays légal chère à Maurras, on observe la multiplication d'autorités échappant à ce qu'il est convenu d'appeler la sphère du politique, pour ne pas dire la «politique» tout court. Ce que l'on met moins en évidence, c'est que du même coup, on les soustrait au contrôle du suffrage universel puisqu'il devient politiquement incorrect de remettre en cause, avant le terme de leur mandat, les autorités ainsi mandatées. Ces «soustractions» sont plus ou moins importantes : cela va de l'indépendance des autorités monétaires aux diverses autorités de régulation existantes, créées le plus souvent par les pouvoirs politiques, fuyant leurs responsabilités et soucieux de plaire. Si l'on ajoute à cela la juridictionalisation croissante de la vie politique et sociale, l'apologie de la vie associative régulièrement opposée à la médiocrité où à l'insuffisance de l'action publique, et l'inclination à ériger en véritable pouvoir des autorités qui ne dépendent en rien du suffrage universel bien qu'elles s'expriment en son nom, en passant par le respect d'un certain nombre de principes qui imposerait au suffrage universel et à son expression, le pouvoir législatif, des limites intransgressibles, surtout lorsqu'il concerne la propriété, le passif s'alourdit même si le tableau n'est pas complet. Libéralisme, individualisme et élitisme trouvent pleinement leur compte dans ce processus où le citoyen ne retrouve pas le sien.

Il nous faut réfléchir à cette évolution dangereuse qui tend, après les excès d'un siècle que l'on impute avec légèreté aux errements du suffrage universel, à affaiblir les fondements même de la démocratie. La question de la démocratisation de l'Europe nous y invite. Les réformes que nous nous apprêtons à mettre en œuvre également.

Pour ne citer qu'un exemple, la question du cumul des mandats ne saurait être traitée sans qu'une véritable déconcentration, toujours promise mais jamais réalisée, ne soit mise en œuvre. Dans un pays où l'expérience de la gestion d'une collectivité locale démontre que la presque totalité des solutions aux problèmes rencontrés continuent à se situer au niveau des administrations centrales, quand ce n'est pas au niveau des cabinets ministériels, la limitation du cumul des mandats aboutirait à une dissociation extrêmement pénalisante pour les pouvoirs locaux au bénéfice d'un pouvoir central dont la typologie tend à se resserrer de plus en plus autour de certaines catégories bien déterminées.

Il serait regrettable que la limitation du cumul des mandats, si souhaitable et si populaire, se solde, in fine, par un renforcement du pouvoir des technostructures. Ce ne serait sans doute pas le meilleur moyen de combler le fossé qui existe et qui se creuse bel et bien entre les élites et le peuple. De même, rénover le pacte républicain impliquerait qu'il soit mis un terme à la confusion entre fonction administrative et fonction politique. La présence croissante de certaines catégories de Français au détriment d'autres catégories qui tendent à disparaître au sein des fonctions électives, n'est pas sans cause. Et cette évolution n'est sûrement pas sans conséquences sur la perception qu'a notre peuple de sa participation ou de sa non-participation au pouvoir.

IV
LE PARTI

Le rôle du parti, lorsqu'il atteint son objectif en devenant parti de gouvernement n'est jamais simple à définir. Mais nous avons désormais sur le sujet une certaine expérience, notamment des erreurs à ne plus commettre. L'opinion ne comprendrait pas qu'il ne soit pas solidaire et les militants qu'il reste passif. La seule méthode pour répondre à ces aspirations différentes, c'est le débat constructif. C'est ce débat que le parti doit faire vivre par la tenue de conventions régulières qui ne soient pas formelles mais puissent donner lieu à des choix s'exprimant par des votes. La société-spectacle, les grandes messes médiatiques où les militants ont parfois le sentiment d'être réduits au rôle de figurants constituant le contrepoint, dans la salle, du fond de scène sur l'estrade, tient pour beaucoup à l'organisation de ces débats. Ils doivent retrouver une authenticité certaine. Le droit d'amendement, consubstantiel du débat démocratique, doit être garanti.

Nous devons prendre garde à ce que la personnalisation induite par le système médiatique cumulant ses effets à ceux de l'élection du Premier secrétaire au suffrage direct des militants, ne se traduise pas par une présidentialisation excessive qui transformerait les militants en supporters. Seule, l'organisation régulière de débats sanctionnés par des votes peut nous prémunir contre ce risque.

Sur un autre plan, le parti a une action déterminante à mener. Pour démystifier la pensée du système dominant, réputée à tort «pensée unique», comme pour permettre à certaines catégories sous représentées, d'accéder aux fonctions électives le parti doit se doter d'un véritable outil de formation qui soit structurellement un outil d'analyse sur le plan économique et social. Il en a aujourd'hui les moyens et la possibilité.

Il doit enfin remettre en cause le fonctionnement actuel du PSE qui n'est ni démocratique ni efficient, en exigeant la tenue de véritables congrès avec des votes. Faute de quoi, le PSE restera à mi-chemin entre un parti démocratique et la conférence diplomatique.

2ème partie

CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES ET THÉMATIQUES

Coll. Fondation Jean-Jaurès

A propos d'une réforme reportée ...

SIGNATAIRES

BARTHELEMY ALCANTARA C.N. (89)

CHARLES PRESTAT (10)

Le mode d'élection des conseillers régionaux actuel est fort justement remis en cause car, le plus souvent, il ne débouche pas sur une majorité stable. Le PS proposait un mode d'élection proche de celui des conseillers municipaux avec prime majoritaire.

Malheureusement, la proximité des élections a conduit au report de cette réforme, existe-t-il une alternative satisfaisante ?

Pour assurer la stabilité d'un exécutif qui dépend d'une assemblée élue, il y a au moins deux types de solutions possibles :

• soit canaliser l'expression du suffrage universel pour accorder une prime majoritaire, gage de stabilité.

• soit **doter un exécutif qui ne dispose que d'une majorité relative des moyens d'exercer ses responsabilités,** et ce, tant que ne sera pas constitué une majorité absolue unie pour lui donner un successeur. Ainsi, une addition disparate d'opposants ne serait plus en mesure de bloquer le fonctionnement des conseils régionaux.

En France, le plus souvent, on ne propose que la première solution mais nous avons l'exemple de deux de nos plus proches voisins qui ont assis la stabilité de leur exécutif d'Etat en recourant à la deuxième solution.

L'article 67 de la loi fondamentale de la République Fédérale d'Allemagne du 23 mai 1949 prescrit que :

«Le Bundestag ne peut exprimer sa défiance envers le Chancelier fédéral qu'en élisant son successeur à la majorité absolue».

L'article 113 de la Constitution du Royaume d'Espagne du 27 décembre 1978 comporte la clause suivante :

«Le Congrès des députés peut mettre en jeu la responsabilité politique du Gouvernement en adoptant à la majorité absolue une motion de censure. La motion de censure ... devra inclure le nom d'un candidat à la présidence du Gouvernement».

Un principe qui assure la stabilité de gouvernements devrait pouvoir assurer la stabilité des exécutifs régionaux.

Si les présidents de nos conseils régionaux ne bénéficiant pas d'une majorité absolue avaient la faculté de faire adopter leurs budgets à la majorité relative, sauf à être démis de leur poste par la nomination à la majorité absolue d'un successeur, le risque d'instabilité serait considérablement restreint. A charge pour les principales forces politiques républicaines et tout particulièrement le PS de faire preuve de la vigilance et de la responsabilité nécessaires pour éviter que cette réforme ne permette la mainmise de l'extrême droite sur un exécutif régional.

Fondation Jean-Jaurès

Une autre cohérence pour l'emploi agricole et un aménagement du territoire au service de tous

SIGNATAIRES

MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL :
Nadine AURENSAN (Gers), Jacques SERIEYS (Aveyron) ;

RESPONSABLES FEDERAUX :
Jean-Pierre NEUMAN (Haute Garonne), membres du Conseil National, Maurice FREY (Aveyron), Michel LEBLANC (Pas-de-Calais), Laurent LEVARD (Paris), Bernard ROQUES, Secrétaires Fédéral à l'Agriculture

NON AU LIBÉRALISME, OUI À DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DÉMOCRATIQUES

La mondialisation libérale au profit des grandes firmes de l'agro-alimentaire et des Etats-Unis bat son plein à l'échelle planétaire et sacrifie les cultures vivrières du Tiers-monde.

Dans ce contexte, la politique européenne a surtout favorisé le développement des grandes exploitations. Elle a accentué et même généré des inégalités de revenus considérables : à côté de quelques milliers de grands producteurs qui bénéficient de revenus très élevés, un actif agricole non salarié sur deux a un revenu inférieur au S.M.I.C. et huit sur dix un revenu inférieur à deux S.M.I.C. Elle a favorisé les régions de grande production au détriment de zones vouées à terme à la désertification. Cette politique européenne a aussi favorisé une concentration de la production au sein d'un nombre réduit de très grandes exploitations et un déclin rapide de l'emploi en agriculture. En 20 ans, la production agricole française a doublé alors que la population agricole est tombée de 3 millions à un million d'actifs. Cet effondrement est lié à une politique d'aides publiques particulièrement injuste : les aides sont globalement proportionnelles au volume de production ou au capital de chaque agriculteur **(20 % des agriculteurs reçoivent 80 % des aides)**. Enfin, cette politique, en favorisant la sur-intensification, mène aussi à une dégradation de la qualité des produits, de l'environnement et des conditions de travail dans les industries de transformation agro-alimentaire. La chute de la population agricole a sans cesse été utilisée et parfois anticipée pour imposer la raréfaction des services publics en milieu rural.

L'agriculture et les milieux ruraux ont aujourd'hui besoin d'une autre politique fondée sur la volonté de maintenir l'emploi et sur l'existence d'institutions démocratiques européennes solides. Elle implique de renoncer à la logique libérale de démantèlement des mécanismes communautaires de gestion des marchés, de renoncer à la logique d'alignement des prix européens sur les prix mondiaux, logique portée notamment par la Commission européenne sous la pression des Etat-Unis, dans la perspective des prochaines négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les contraintes économiques imposées par le Pacte de stabilité, le blocage politique des institutions européennes concrétisé à Dublin, l'élargissement aux pays de l'Est tel qu'il s'initie et le projet de la Commission Européenne de démantèlement de la Politique Agricole Commune constituent les facettes d'une même politique libérale, dont les effets sur l'agriculture européenne peuvent être ravageurs dans les années à venir.

Dans l'agriculture, c'est d'abord le niveau des prix qui détermine la rémunération du travail paysan. Une politique de prix agricoles reflète donc le choix de la collectivité de garantir à ses agriculteurs un certain niveau de rémunération du travail, c'est-à-dire de refuser les effets de la mondialisation libérale, de choisir d'étendre au monde agricole le modèle social qui la caractérise.

La contre-partie est que l'Union Européenne doit cesser ses politiques de subventions aux exportations et de dumping sur les marchés mondiaux. Dans de nombreux pays du Tiers-Monde soumis aux diktats du F.M.I. et à la libéralisation des échanges, l'affaiblissement des cours mondiaux qui résulte de ces politiques de dumping lamine les sociétés rurales sans leur laisser la possibilité d'un développement. Les grandes exploitations européennes qui misent sur l'exportation doivent accepter un traitement différencié, elles doivent produire et exporter sans aides publiques. Dans le même temps, l'Union Européenne doit lutter pour une organisation des marchés mondiaux, visant la stabilisation des prix à des niveaux acceptables. Des accords de partenariat doivent être négociés sur des objectifs clairs favorisant le développement des pays du Tiers-Monde, dans le cadre d'une politique de coopération rénovée.

Une politique alternative implique également de réaliser une redistribution massive des aides publiques au profit des exploitations et des régions les plus fragiles, redistribution financée grâce à un plafonnement des aides tenant compte de l'occupation du territoire et du nombre d'actifs. La fonction des aides directes doit précisément être de compenser et non pas d'accentuer comme aujourd'hui les effets pervers de la politique de soutien des prix sur la distribution des revenus.

Soutenons une agriculture innovante et peuplante, fondée sur des productions de qualité, la protection des ressources naturelles et la coopération. Réalisons la démocratie et la transparence dans tous les organismes agricoles existant ou à venir.

Par ailleurs, les campagnes représentent maintenant d'autres enjeux que ceux de la production agricole. Ils concernent l'espace. Celui-ci a de multiples usages et de nombreuses activités s'y développent, comme le tourisme, mais aussi la fréquentation par de nombreuses populations, surtout urbaines, pour leurs activités et leurs loisirs.

C'est pourquoi la mise en oeuvre d'une politique agricole alternative permettrait dans certaines régions des pratiques plus extensives, s'inscrivant dans une politique d'aménagement du territoire répondant à une autre cohérence. Elle autoriserait la prise en compte du paysage comme l'un des produits du travail des agriculteurs.

Mais la mise en oeuvre d'une politique publique qui définisse les objectifs et les moyens d'une action volontaire d'aménagement du territoire est également nécessaire.

Ses grands axes seraient :

- La priorité à la conception durable du développement respectueux et valorisant l'environnement, conçu dans le cadre d'une réflexion prenant en compte le long terme et l'espace européen et donnant suite à la conférence mondiale de Rio.
- Le choix de localiser autrement l'activité et l'habitat, pour améliorer la vie des femmes et des hommes.
- La mise en valeur du paysage qui est un bien collectif.
- La définition démocratique d'objectifs pour les équipements et l'organisation du territoire.

Une telle politique ne peut s'envisager sur le seul espace rural. Il est clair qu'elle doit également concerner l'espace urbain. C'est à de nouvelles solidarités entre les villes et les campagnes que nous engage ce parti-pris.

La méthode est aussi importante que les objectifs. Elle doit être fondée sur les principes de débat démocratique et de mobilisation sociale indispensables à l'efficacité, sur l'action volontaire de l'Etat qui garantit la rigueur, le dépassement des intérêts privés et l'engagement du service public, enfin sur l'approche territoriale qui permet le décloisonnement et autorise aussi bien la résistance à la mondialisation que la gestion démocratique d'une alternative au modèle libéral.

Coll. Fondation Jaurès

Handicap et action politique

SIGNATAIRES

Vincent ASSANTE, Paris 14e ; Jérémy BOROY, Caen, 14 ; Pierre BOUQUIN, Badecon-le-Pin, 36 ; Eric BULA, Requista, 12 ; Olivier CANTAIS, Colombes, 92 ; Daniel COQUELLE, Mirepoix, 09 ; Daniel DELMAS, La Montagne, 44 ; Jean-Paul DURIEUX, Longwy, 54 ; Françoise FABRE, Paris 1er ; Pierre HOUQUES, Bourges, 18 ; Didier IMBERT, Saint Leu la Foret, 95 ; Serge JANQUIN, Bruay-la-Buissière, 62 ; Cécyle JUNG, Paris 14e ; Roger LALLIARD, Bron, 69 ; Georgette LAMARQUE, Charenton, 94 ; Michelle MEUNIER, Nantes, 44 ; Henri REBOUL, Aimargues, 30 ; Claude RIDEL, La Chevrolière, 44 ; Jean-Louis VIGNEAU, Foix, 09

Le Handicap n'est pas une tragédie individuelle

Certes, les difficultés, souvent sérieuses, vécues par les personnes peuvent être, stricto-sensu, consécutives à l'accident ou à la maladie. Mais elles sont généralement accrues par l'inadaptation des cadres ordinaires de la vie à un niveau tel, que les personnes handicapées n'ont encore trop souvent le choix qu'entre la marginalisation individuelle ou la ségrégation collective, et en tout état de cause à une citoyenneté réduite à sa plus simple expression.

3,5 millions de personnes moyennement ou gravement handicapées, sont rejointes chaque année par quelques dizaines de milliers d'autres, à la suite d'un accident du travail, de la route, du sport ou domestique, ou bien encore paradoxalement, par les progrès de la médecine qui sauvent fort heureusement de nombreuses vies humaines, mais au prix de séquelles importantes.

Le Handicap est donc un problème de société

Le budget annuel de la Nation consacré aux personnes handicapées est de l'ordre de 150 milliards de francs, dont 50 à 60 pour le budget de l'Etat. La seule Allocation aux adultes handicapés (AAH) croît chaque année mécaniquement de 1 milliard de francs en tenant compte des revalorisations et des 20.000 nouveaux allocataires pour atteindre un budget annuel de 25 milliards de francs pour 620.000 allocataires actuels. Le montant mensuel perçu par les titulaires est de 3.500 francs : c'est mieux que le RMI, mais c'est totalement insuffisant pour permettre une vie décente quand l'invalidité est totale.

Paradoxe apparent, le budget est inflationniste tandis que les mécontentements ne cessent de grandir.

Le Handicap est en fait un problème politique

La politique menée dans ce domaine depuis 25 ans, au delà des incantations, relève plus de l'assistance que de la solidarité. Et à la solidarité -si importante soit-elle quand elle est réelle-, les personnes handicapées préfèrent une citoyenneté active, car seule la citoyenneté réhabilite l'individu et lui confère des droits, mais aussi des devoirs, marques d'une égalité principielle.

L'octroi d'une citoyenneté active implique une politique globale et cohérente, dont seul l'Etat peut être le maître d'œuvre et à laquelle concourent nécessairement les acteurs privés ou à caractère public.

Or, seule la période 88/93 a connu les prémisses d'une telle politique nonobstant les mesures catégorielles ponctuant les deux dernières décennies-prémisses bien vite effacées par les remises en cause incroyables générées par la Droite depuis 1993.

Favoriser l'autonomie pour toutes les personnes handicapées et organiser les limites de l'autonomie pour quelques dizaines de milliers d'entre elles, tel est le double axe autour duquel doit s'ordonner la politique gouvernementale dans ce secteur.

Le Handicap appelle donc une politique volontariste, nécessairement interministérielle

La politique, en matière de handicap aussi, a horreur du vide, et si tant est qu'une politique globale soit impulsée à l'échelon gouvernemental, elle le sera d'autant plus vite que le Parti s'en souciera, et sera d'autant plus efficace que le Parti la relaiera. La politique en matière de handicap non plus, ne s'édifie pas à l'aune de la générosité, mais fait l'objet de tractations budgétaires, parfois peu dignes :

• le secteur médico-social va-t-il perdre ses spécificités au profit douteux d'une réforme sur le terrain du secteur sanitaire, toujours orchestrée par la partition Balladur-Juppé ?

• le secteur privé va-t-il se constituer localement des niches dans le milieu handicapé après avoir investi le domaine des personnes âgées ?

• le patronat va-t-il avoir localement raison de la Loi de 1987 sur l'emploi des travailleurs handicapés en la vidant de son sens par divers artifices ?

• l'accessibilité du cadre architectural sur le plan local restera-t-il un voeu pieux ?

• l'intégration scolaire au quotidien restera-t-elle une chimère ?

• les élus territoriaux peuvent-ils être laissés à leur seule responsabilité gestionnaire ?

Le Handicap appelle donc une mobilisation du Parti à tous les échelons

3,5 millions de personnes handicapées, ce sont aussi 3,5 millions de familles concernées par les effets déflagrateurs du handicap, auxquelles il faut ajouter des dizaines de milliers de travailleurs sociaux (souvent une ADAPEI est le premier employeur d'un département), tous assoiffés de réponses concrètes à apporter à leur situation ou à leurs interrogations.

Contribution de la commission fédérale agriculture et ruralité - Fédération du Tarn

SIGNATAIRES

LA COMMISSION FÉDÉRALE AGRICULTURE ET RURALITÉ DU TARN EST PRÉSIDÉE PAR :
Gérard BERBESSOU, fonctionnaire à la DDAF du Tarn, Secrétaire fédéral aux questions agricoles et rurales.

ELLE EST COMPOSÉE DE :
Michel BARRAU, agriculteur ; Jean Michel BASTIDE, artisan boucher ; Guy BOUSQUET, retraité ; André CABOT, fonctionnaire à la DDAF de l'Aveyron, Maire et Conseiller Général du Tarn ; Christian CADILLAC, agriculteur ; Pierre DUHAMEL, agriculteur retraité ; Christian ENJALBERT, salarié ; François ETEVENON, agriculteur ; Jean Claude FERRIE, agriculteur ; Jean Claude FRAYSSINET, agriculteur ; Michel GIMENEZ, retraité ; Jean Louis LIERDEMAN, retraité ; Dario NUNES, agriculteur ; Pierre PEREZ, artisan retraité ; Thierry PUECH, agriculteur ; Robert RECH, permanent fédération P.S du Tarn ; Claude REILHES, agriculteur, Maire ; André REVELLAT, agriculteur ; François REYNES, agriculteur ; Ambroise ROUSSET, enseignant ; Robert SAMATAN, retraité ; Louis SERRES, retraité enseignement agricole ; Pierre SOULAYRAC, agriculteur, gérant de société ; Jean Luc SUAREZ, Premier Fédéral P.S, Chef de projet Contrat de ville ; Bernard TRESSOLS, agriculteur ; Roger VALETTE, agriculteur retraité ; Gilles VIAULLE, agriculteur ; Etienne ZASADA, retraité.

Cette contribution, présentée par la Commission Fédérale Agricole et Ruralité du Tarn, est l'aboutissement d'un ensemble de débats amorcé le 19 janvier 1995. Une quinzaine de réunions, depuis cette date, ont permis d'ébaucher le cadre d'une réflexion collective et de bien poser le problème de notre conception du développement agricole et rural avec pour objectif, un aménagement du territoire équilibré et la volonté de préserver l'existence des exploitations agricoles à dimension familiale.

Cette «endoscopie» du monde agricole et rural face aux orientations qui se dégagent de la réforme de la PAC de 1992 nous a amené à poser une série de questions qui ne manquent pas d'actualité ni d'intérêt au regard de l'avenir et qui constituent un enjeu majeur pour un développement durable.

Il faut donc commencer par ouvrir un débat national sur notre agriculture et ses finalités, sur le monde rural et son développement durable car les attentes de l'opinion publique à l'égard du monde agricole vont au-delà de la simple production de matières premières et alimentaires. Aussi, il s'agit pour nous de réfléchir à la construction d'un avenir au monde agricole et rural, par conséquent de s'interroger sur l'agriculture, les agriculteurs, la ruralité et la société citoyenne dont nous avons le dessein. Pour conduire ce débat, un schéma de concertation avec les organisations professionnelles sur les politiques à mener dans le cadre de l'Agenda 2000, doit être mis en pratique. Ceci implique aussi que le Parti socialiste soit fortement impliqué dans ce débat, tant au niveau des fédérations, que des sections ou des commissions agricoles départementales car les militants et les sympathisants doivent constituer une force de propositions pour le gouvernement de Lionel JOSPIN. D'autant, qu'en matière agricole, comme le précise Louis LE PENSEC, ministre de l'Agriculture, «il n'existe pas d'échéance incontournable tant européenne qu'internationale. Les ministères disposent donc d'un délai pour établir toutes les concertations nécessaires et prendre leur décision en connaissance de cause».

Dans les années 1960-1962, l'agriculture française, au prix d'un considérable effort de modernisation mais aussi d'endettement, a relevé les formidables défis que lui avaient lancés les lois d'orientations et la Politique Agricole Commune (PAC), à savoir, nourrir la population française et gagner des marchés à l'exportation. Pour atteindre ces objectifs, les pouvoirs publics ont mis en place des instruments adéquats, en particulier financier, qui ont fait de l'agriculteur un agent économique échappant à tout standard et donc mal préparé a affronter un problème nouveau, celui de la gestion de l'espace. Depuis des centaines d'années, les champs, la ferme et le matériel constituent un patrimoine entretenu et transmis de génération en génération forgeant le lien capitaliste et sentimental qui attache l'agriculteur à son exploitation. Contrairement à ses voisins, britanniques ou allemands, il est revêche, voire viscéralement opposé à l'idée d'être «un salarié de la terre». Or l'agriculture, comme les autres activités économiques, évolue et il y a de moins en moins besoin d'espace pour produire davantage. Aujourd'hui, l'agriculture ne doit plus être à la marge, mais intégrée, comme toutes les autres activités humaines marchandes ou pas à l'ensemble de l'économie.

La réforme de la PAC en 1992 et la mise en place des OMC plus particulièrement, avaient justement pour objet de permettre l'intégration de l'agriculture, par la limitation des productions, de réduire les stocks européens et de plafonner ainsi les interventions du FEOGA ramenant ainsi à un niveau acceptable la part du budget communautaire dévolu à l'agriculture.

Or, si l'Europe a su bloquer avec succès les dérives exédentaires de la politique agricole initiée par le traité de Rome, pour autant, elle n'a pas réussi, comme elle en avait l'ambition en réformant la PAC, à concrétiser une nouvelle dynamique originale, notamment en matière d'environnement et d'occupation de l'espace.

La difficulté majeure de la PAC réside, à présent, dans la coexistence de productions fortement contingentées et administrées, soit par des quotas plus ou moins rigides (lait, betteraves), soit par des références de surfaces ou d'animaux primés (grandes cultures, viandes bovines et ovines) et de productions concurentielles ne bénéficiant d'aucun soutien public (porcs, volailles, fruits et légumes).

Délocalisation et concentration des productions, restructurations massives, régidifications des systèmes, difficultés à saisir des

En 1991 (expérience renouvelée avec autant de succès en 1993 et 1996), Henri REBOUL et Christian BLONDIAUX, deux camarades gravement handicapés, vont, avec le soutien de leur section (quelques dizaines de cartes) et la municipalité socialiste de la petite commune d'AIMARGUES (GARD), puis du Conseil général, organiser des Rencontres sur le Handicap au cours de deux journées qui verront la participation de 250 personnes venues de tout le département (handicapés, parents, travailleurs sociaux, élus territoriaux, administrations, représentants associatifs, médecins, médias).

Au cours de ces deux journées, un état des lieux sera effectué il sera confondant-, des pistes seront dégagées elles seront novatrices, des engagements seront pris, ils seront vérifiés lors des Journées de 93 et 96, et à chaque fois le bilan, estimé intéressant mais quand-même insuffisant, provoquera des décisions complémentaires suivies par un comité ad hoc.

Cette initiative gardoise est intéressante à double titre : d'une part, elle démontre le potentiel de mobilisation -jamais démenti- et d'autre part, elle révèle le flottement du Parti envers des actions de ce genre, car nos deux vaillants camarades -certes connus pour être socialistes et soutenus en particulier par les amis de même obédience- agiront à titre personnel la première fois, puis dans le cadre d'une association -Handigard- qu'ils fonderont à cet effet, mais jamais le Parti n'interviendra en tant que tel.

Certes, Henri REBOUL, a depuis lors été nommé délégué fédéral sans moyens, mais l'intervention de sa Fédération dans ce domaine comme la plupart des Féderations est des plus réduites, même si les résultats victorieux aux municipales à Nîmes ont amené un élu socialiste à être en charge de ce secteur en titre, pour sa municipalité, ce qui est très bien.

Or, ce type d'initiative peut et doit se généraliser afin de permettre au Parti, en tant que tel, d'être un facteur de progrès et de mobilisation sur le plan local, et de gagner en influence.

Le Handicap appelle donc une impulsion politique à l'échelon fédéral

La Délégation Nationale aux Personnes Handicapées réellement créée à partir de 1990, a permis de donner au Parti, avec l'aide d'une Commission Handicap, composée de camarades venus, souvent par hasard, s'agréger au fil des ans, un «corpus» de propositions, en lien étroit avec un terrain labouré au quotidien soit par des camarades issus à divers titres de celui-ci, soit immergé volontairement afin de vérifier certaines conceptions au trébuchet de la réalité, en ce qui concerne le Délégué National.

Ce travail collectif a permis de crédibiliser le Parti dans ce secteur, d'affermir ses propositions, de nourrir à chaque élection, quelle qu'en soit la nature, nos candidats, et d'inscrire dans la conscience et la mémoire collective le bilan de nos différents gouvernements depuis 1981 et de suivre à la trace pour les combattre politiquement, nos adversaires de Droite.

Il faut passer aujourd'hui à un stade plus élevé d'intervention politique, susceptible de permettre au Parti de se construire dans ce secteur au travers d'initiatives adaptées, nationales ou déconcentrées, associant l'échelon fédéral ad hoc.

Le Handicap appelle donc la création au sein du Parti d'un Secrétariat National, chargé des Personnes Handicapées

La Droite a compris depuis longtemps l'intérêt, en terme d'image, à utiliser le handicap et en terme d'efficacité, à charger de ces questions une personne directement concernée, sur le plan municipal ou régional, à Paris, à Lyon ou en Bretagne, pour ne citer que les exemples les plus connus.

Les pays scandinaves ont ouvert la voie, avec Bengt LINDQVIST, aveugle, député suédois et chargé de mission à l'ONU ou Kallé KONKÖLLA, polio sous assistance respiratoire permanente, conseiller municipal d'Helsinki et député finlandais, tous deux en charge de ces questions.

Pourquoi, à l'occasion des Régionales ou des Cantonales, le Parti ne favoriserait-il pas la candidature de camarades concernés par ce secteur, à quelque titre que ce soit, a fortiori s'il est lui-même handicapé, mais à la condition toutefois que son intervention dans ce domaine soit reconnue, le handicap ne pouvant à lui seul être un critère, le principe des quotas n'ayant rien à voir en l'occurrence.

Le Handicap appelle à l'évidence une participation active aux responsabilités électives de camarades concernés par le handicap.

Coll. Fondation Jaurès

opportunités de marchés en sont les principales conséquences. Il est donc urgent de retrouver plus de cohérence dans les politiques de filières, une responsabilisation accrue des agriculteurs et une véritable logique des marchés, laissant néanmoins des marges de manoeuvre suffisantes pour l'adaptation interne des OMC, qui elles, relèvent de choix politiques. Il est donc clair à ce jour que la PAC ne peut plus encourager le développement des productions pas plus qu'elle ne peut constituer à elle seule une politique d'aménagement du territoire, car l'essor économique des zones rurales ne s'appuira pas sur la seule activité agricole. Par conséquent, une politique d'aménagement du territoire exige une profonde réorientation du rôle de l'Etat qui doit désormais se mobiliser sur :

• *la solidarité à l'égard des territoires les plus démunis,*
• *une nouvelle approche des services au public,*
• *une réorientation des modes de transfert budgétaires de l'Etat aux collectivités locales,*
• *une modulation des prélèvements fiscaux et sociaux.*

Cela suppose donc que la PAC puisse préserver sa fonction de production sur l'ensemble du territoire, qu'elle réponde à la diversité des territoires sachant que l'activité agricole ne se limite plus à sa seule fonction de production de biens agricoles Il faut donc qu'elle soit aussi reconnue dans l'ensemble de ses fonctions, que celles-ci soient marchandes ou qu'elles relèvent de missions de service public.

Courant 1996, après trois années de transition, nous avons pu dresser un premier bilan de cette réforme de la PAC. Sur quatre points, la réforme a tenu ses engagements notamment au niveau du revenu agricole (+22,3% en moyenne), de l'élimination des stocks coûteux en céréales et viande bovine, de la relance de la consommation animale de céréales européennes et de la maîtrise des coûts budgétaires agricoles.

Par contre, cette même réforme a occasionné d'énormes disparités entre les différentes productions. Le régime des aides directes a généré une véritable course aux agrandissements à outrance et la squatérisation des droits à produire. Ainsi la répartition des aides publiques et droits à primes se ferait en fonction, non pas des personnes mais de leurs capacités financières propres. Ce phénomène conjoncturel qui pourrait devenir structurel si rien n'est fait, va à l'encontre des préoccupations majeures des élus et agents économiques locaux concernant l'installation des jeunes, l'occupation de l'espace, l'aménagement du territoire et le développement rural. Par ailleurs cette réforme reste incomplète puisque les OMC vin et fruits et légumes demeurent en l'état.

Le 24 février 1996, la Conférence agricole et rurale, présidée par Georges GAROT, a mis, entre autre, en exergue la nécessité de «réformer la réforme» en partant de deux constatations :

• *les aides céréalières compensatoires sont disproportionnées en regard des prix de référence du marché mondial,*
• *en sus de la course à outrance des agrandissements, apparait un déséquilibre entre régions. A régions riches, aides publiques élevées.*

Par rapport à ce constat, un rééquilibrage des soutiens publics s'avère pertinent entre céréales et productions animales, et de façon plus générale, l'octroi d'aides publiques aux exploitants toutes productions confondues. Cela pourrait se faire sous la forme d'une grille définissant le mode de répartition des interventions publiques. Seraient pris en compte alors le type d'intervention, le plafonnement des aides, les méthodes et critères ainsi que la péréquation du plafonnement, enfin la modulation des aides en fonction de données territoriales et géopodologiques.

Le 25 juillet, le commissaire FISCHER a présenté au Conseil européen des ministres de l'Agriculture le contenu des propositions de la Commission européenne en matière agricole ou «paquet SANTERS». Sommairement, les pricipales modalités de ces propositions, dans le cadre de l'Agenda 2000, n'intéressent que des productions protégées en l'occurrence, les grandes cultures, céréales, oléagineux et protéagineux, la viande bovine et le lait. En revanche, l'éventualité du plafonnement des aides, sujet brûlant et tabou de l'actualité agricole, s'il est évoqué par la Commission laisserait leur libre arbitre aux Etats membres sous couvert du principe de subsidiarité. Ce dernier aspect ne peut que nous inquiéter et il faut être vigilant afin d'éviter qu'une trop grande élasticité soit laissé aux Etats nationaux compte tenu des risques d'une certaine renationnalisation dont bénéficierait les pays les plus riches et altérerait le contenu de l'Union.

Comme nous le constatons, les propositions «SANTERS» se limitent à quelques productions protégées, c'est à dire en fonction d'une situation antérieure qui ne prend en compte que le marché mondial. D'ou la nécessité de protection pour permettre aux opérateurs européens d'être en situation concurrentielle sur le marché international. Ne sont donc concernés par ces propositions que les grandes cultures de types céréalières et oléaprotégineux et dans une moindre mesure et pour d'autres raisons la viande bovine et le lait.

Cette approche de la commission européenne, en occultant la réalité économique des productions non aidées, nous amène à nous interroger sur quatre points essentiels :

• *quelle est la justesse et la finalité de ce type d'intervention vis à vis du consommateur dont le comportement est psychologiquement fluctuant et la vision forcément limitée au supermarché du coin,*
• *comment valider un système qui est une véritable antinomie économique puisqu'il ne peut, par lui même, dégager de valeur ajoutée,*
• *peut-on adhérer à un projet qui se veut communautaire mais ne prend pas en compte ni le nombre d'agriculteurs ni la façon d'aider les petites structures et le monde rural et encore moins ne pose la question des moyens à mettre en oeuvre pour contrecarrer les agrandissements sauvages et par ailleurs développer une réelle politique de l'installation.*
• *enfin, comment les commissaires européens peuvent-ils ignorer ce qui devrait constituer le préambule aux propositions «SANTERS» et qui engagent, pour les vingt ou trente ans à venir, l'avenir du monde agricole et rural, dans le cadre d'un développement durable, à savoir l'aménagement du territoire, l'occupation de l'espace, la protection de l'environnement et surtout l'emploi.*

Ces interrogations fondamentales et éminement politiques amènent à se poser la question de la nature des aides publiques à mettre en place, sachant que les destinataires doivent être des exploitants/producteurs toutes productions comptabilisées. Donc se pose aussi en amont le problème du statut de l'agriculteur/exploitant et en aval, le statut de l'entreprise rurale et par là même, celui de de la ruralité.

Voilà le cadre d'une réflexion dont la dimension laisse à penser, le sujet étant vaste, que moult débats vont animer les fédérations, les sections et les commissions agricoles. Excellent ! L'essentiel étant de bien poser le problème pour y apporter progressivement des réponses pertinentes.

Depuis quelques années les choses se précisent. La mondialisation et le délocalisation de l'économie, la sacro-sainte loi du marché induisent la concentration des entreprises, qui entraîne à son tour et inéluctablement celle des populations. L'éclatement et la désertification de nos territoires ruraux en sont la conséquence.

Notre ambition, dès à présent, doit être à la hauteur des enjeux qui se posent.

Un jour viendra, pas si loin, ou les agriculteurs et les ruraux découvriront et condamneront enfin la «grande mystification» dans laquelle les seuls intérêts de quelques uns les ont entraîné. Il est insupportable d'imaginer que l'on puisse, d'un côté, cyniquement, continuer à ménager la grosse agriculture tout en prétendant en même temps servir les intérêts de tous les agriculteurs de l'Hexagone.

Nous devons, dans les semaines, les mois qui viennent, être en capacité de présenter une véritable alternative pour relever les défis qui nous sont fait pour ce qui concerne notre monde agricole et rural.

Aménager la démocratie locale

SIGNATAIRE

CONTRIBUTION DE LA FÉDÉRATION D'EURE ET LOIRE

L'amplitude croissante des disparités économiques entre régions, l'inadaptation de plus en plus sensible du cadre institutionnel de la démocratie locale, sont deux constats souvent faits. Pourtant, les réformes nécessaires tardent, victimes de nombreuses réticences.

L'aménagement du territoire conditionne le développement de l'emploi et la solidarité nationale. L'Ile-de-France, qui représente 2 % du territoire français concentre 25 % des PME, 78 % des sièges sociaux de grandes entreprises... Alors que, pendant les « trente glorieuses « l'investissement se dirigeait spontanément vers les zones à faible coût de main d'oeuvre (première décentralisation des années 60), il se dirige désormais en priorité vers les zones les plus riches du territoire, laissant dans le même temps à l'abandon les zones les plus fragiles.

Parallèlement, **la démocratie locale** est en crise. Les problèmes nouveaux qui sont posés aux élus - qualité de l'eau, qualité de l'air, gestion des déchets, développement économique -, supposent des moyens accrus, juridiques et financiers. Ils exigent aussi une légitimité forte, capable d'apporter les réponses adaptées. Or pour ces enjeux, la commune est un cadre trop étroit ; et les regroupements intercommunaux sont lointains, mal compris par les citoyens qui ne savent plus qui répond de quoi. C'est l'image de la démocratie qui en pâtit.

Dans le prolongement des thèmes développés lors de la convention sur « les Acteurs de la démocratie «, avec la volonté de réforme qui a su inspirer les lois de décentralisation, il convient de réaffirmer que l'aménagement du territoire et la réforme des institutions locales sont pour nous deux engagements fondamentaux.

Cela implique que soient mises sans délai en chantier des réformes capitales qui doivent s'organiser autour de trois idées maîtresses :

1) Réorganiser les territoires

L'agencement des territoires concerne l'ensemble des citoyens, et non seulement l'administration et les élus. Nous voulons relancer le débat démocratique pour aboutir dans les trois ans à une loi d'organisation du territoire autour des idées suivantes :

le développement de l'intercommunalité (communautés de communes, de villes, districts urbains...), avec l'élection au suffrage universel des présidents et adjoints des communautés ou districts ;

l'organisation en bassins de vie (pays), dans la dynamique du développement local participatif.

Ces nouveaux découpages administratifs devraient se substituer aux cantons et arrondissements.

2) Réformer la fiscalité

Alors que certaines collectivités locales disposent de moyens importants, d'autres sont privées de ressources. Il convient de mettre un terme à cette situation en réformant notamment la taxe professionnelle (pour tendre vers un taux unique, avec péréquation entre les collectivités).

3) Développer la participation des citoyens

Ce qui touche à la construction des équipements et des infrastructures, ayant des conséquences sur l'environnement et le cadre de vie, devrait faire l'objet d'une information et d'une consultation réelles (et non seulement formelles) des habitants concernés. Les procédures de concertation et de négociation doivent être redéfinies, améliorées et systématisées. L'échelon de base de la démocratie, (la commune rurale, ou le quartier urbain), doit être le lieu d'une participation renouvelée des citoyens.

© Fondation Jean-Jaurès

L'éducation globale, une nouvelle mission de service public

SIGNATAIRE

René BEAUVERIE - MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL - MAIRE ADJOINT DE VAULX EN VELIN

- Lorsque l'école publique a fait l'objet d'une obligation de fréquentation pour tous les enfants, elle avait notamment pour mission de donner à chaque enfant une chance égale de réussir sa formation intellectuelle et professionnelle et de participer à la consolidation de la République en inculquant ses valeurs fondamentales.

Le prolongement de la scolarité, l'accès de tous les enfants au Collège ; la création des ZEP (Zones d'Education Prioritaires) ; les circulaires Calmat-Chevènement puis les Contrats Aménagement du Temps de l'Enfant et enfin les ARVE (Aménagement des Rytmes de Vie de l'Enfant et du Jeune) sont toutes des mesures qui participent de cette volonté du législateur de donner à chaque enfant le maximum de chances pour réussir sa vie. Selon les gouvernements, les moyens affectés n'ont pas toujours été à la hauteur des besoins les plus immédiats.

Pourtant, l'on constate, malgré des progrès considérables, que les inégalités en matière de résussite scolaire sont toujours très importantes, que l'Ecole dite "libératrice" n'est qu'un objectif ambitieux et qu'elle reproduit toujours les schémas sociaux. l'école malgré tous ses progrès, ne peut à elle seule réduire toutes les inégalités sociales que subit l'enfant dès son jeune âge.

- Si l'on veut réduire la fracture sociale et redonner confiance en la valeur fondamentale et irremplaçable de l'école, il faut développer autour de l'enfant un milieu éducatif riche et diversifié, complémentaire à l'école, qui lui permette d'épanouir toutes ses potentialités intellectuelles, physiques, culturelles, morales et civiques.

Cette mission est assurée actuellement de façon extrêmement diverse par la famille, les associations ou les clubs, les collectivités territoriales... mais la plupart du temps sans que l'enfant dans sa globalité soit pris en compte. La vie de l'enfant hors école peut aller du "vide éducatif" à la "surcharge éducative".

Et ce temps hors école si important pour la construction individuelle de l'enfant et sa réussite scolaire est source d'aggravation des disparités sociales.

- L'enfant subit alors notamment dans les quartiers les plus défavorisés trois éducations : dans la famille, à l'école et hors l'école, ce qui signifie parfois dans la rue.

Ces trois "éducations" peuvent se compléter harmonieusement comme elles peuvent se heurter, si bien que l'enfant n'a plus aucun repère, ni aucune règle. La notion d'intérêt immédiat.

Ainsi, faute d'une vision globale de la vie et des besoins de l'enfant, l'action des différents acteurs éducatifs (parent, enseignant, "éducateur" hors école) se trouve affaiblie.

Pourtant, beaucoup de choses sont faites, beaucoup de moyens sont parfois donnés, beaucoup d'énergies sont dépensées.

- Je crois que le temps est venu, si l'on veut que notre société évolue vers plus de justice et d'égalité sociales, de définir pour chaque enfant un Projet Educatif Global prenant en compte la cohérence et la continuité éducative, les différences liées au lieu de vie, les conditions sociales dans lesquelles vit l'enfant.

Le temps hors école devrait devenir une véritable mission de Service Public financée par l'Etat, la Collectivité Territoriale responsable et les strucutres d'Aides à la Famille.

Ainsi l'Aménagement des Rytmes de Vie de l'Enfant pourrait-il être conçu de façon que l'enfant bénéficie toujours au moment optimum de la journée, de la semaine de l'année de temps éducatif de qualité.

- Cela impose que ce temps hors école conçu en continuité avec l'école et en concertation avec la famille soit géré par un personnel compétent.

Ces "Educateurs" du temps de vie hors école recrutés au niveau baccalauréat minimum, devraient bénéficier d'une fomation d'au moins une année permettant d'aborder les notions de Psychologie de l'enfant, de Pédagogie de l'Action Educative hors temps scolaire, de la Pédagogie et des Valeurs du Projet Educatif Global Local. Ils devraient être initiés à la concertation avec les autres acteurs éducatifs, notamment les familles.

- Il existe ainsi dans ce domaine un formidable gisement d'emplois, notamment pour les jeunes.

Ces "Educateurs" pourraient se répartir selon diverses dominantes d'activités, notamment :

- sportives,
- culturelles,
- scientifiques,
- sociales,
- civiques,
- ...

Toutes ayant un principe de base, celui de la formation à la citoyenneté de l'individu et l'éducation au choix.

Ainsi, ce temps éducatif hors école, occupé actuellement la plupart du temps par des contractuels, des vacataires ou des enseignants en heures supplémentaires, deviendrait générateurs d'emplois permanent pour une nécessité sociale déjà reconnue par la grande majorité des parents, qu'ils travaillent ou non, et par toutes les grandes organisations et mouvements d'Education Populaire.

- Certains pourraient craindre une sorte d'Etatisation éduca-tive voire une uniformisation des parents allant même jusqu'à leur "re-responsabilisation" incluant une aide appropriée à certains parents (aide au suivi éducatif, aide au choix ...)

Ce projet n'élimine pas non plus le secteur associatif si indispensable à la vie sociale, il le mobilise au contraire dans le cadre de cette nouvelle mission de service public.

La seule "contrainte" ce sont les besoins de l'enfant qui est le centre de projet.

- Ambition utopique, rêve idéaliste... !

Où trouver les moyens si l'on est convaincu que cette nouvelle mission de service public permettrait de réduire de façon significative l'échec scolaire, qui est aussi un échec humain, social et économique.

Tout d'abord en globalisant les moyens déjà mobilisés pour ce temps hors école.

Ensuite en donnant à ce pays une nouvelle ambition : réussir l'Education Globale et Permanente de ses enfants et de ses jeunes, l'Etat devrait s'investir dans cette mission mais aussi toutes les collectivités territoriales selon les compétences qui leur sont dévolues en matière de scolarisation (Mairies - Départements - Régions).

La gratuité de ces activités permettrait d'assurer l'accès de tous les enfants à cette Education Globale.

Une participation financière des familles serait demandée (prenant en compte leur revenus) selon certaines activités proposées (restaurants scolaires, centres de vacances avec hébergement, activités exceptionnelles ...).

N'est-ce pas un projet politique ambitieux pour un gouvernement de gauche !

Les Socialistes et la lutte contre les inégalités

«Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens en raison de leur faculté.»

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (art. XIII)

SIGNATAIRES

Monique Ben Guiga - SÉNATEUR

MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL :
Alain BERGOUNIOUX - Gérard GOUZES - Marietta KARAMANLI - Catherine LE GALIOT - Jean-François MERLE - Jacques SALVATOR

La gauche est de retour au pouvoir en France. Une gauche à juste titre plurielle, mais une gauche dont chacun sait bien que la réussite ou l'échec incombera avant tout à sa principale composante qu'est le Parti socialiste. Ainsi sommes-nous placés à nouveau dans cette situation où les socialistes doivent débattre de leur rôle dans la société, de leurs rapports avec le gouvernement, de leur place dans les mécanismes institutionnels du pouvoir.

Par delà l'indispensable solidarité, au delà de la nécessaire capacité d'écoute et de proposition, en dépassant donc l'horizon d'une action gouvernementale et parlementaire dont nous savons combien elles doivent s'inscrire dans le court terme, nous souhaitons que le P.S. saisisse à bras le corps les questions qui fondent les actions d'aujourd'hui mais resteront les éléments décisifs des débats de demain au sein de la société française.

Il en est ainsi de la France dans l'Europe et de l'Europe dans le monde ; il en est ainsi du retour à une croissance durable respectueuse de notre environnement...

Il en est ainsi de la réduction des inégalités et des politiques de redistribution ; questions qui posent en fait celle, décisive, de l'avenir de l'"Etat providence" et de la place de la puissance publique dans le fonctionnement et la réforme de la société française.

Cette question est au cœur du débat de la social-démocratie européenne, elle doit être au cœur des débats des socialistes français.

Les réactions enregistrées -de droite comme de gauche- après la décision du Gouvernement de soumettre à conditions de ressources le versement des allocations familiales ont été révélatrices de ce qui attendra la majorité, issue des élections du 1er juin dernier, chaque fois qu'il s'agira de traduire en actes des réformes qui tendent effectivement à réduire les inégalités, surtout lorsque la réduction des inégalités impliquera un effort de redistribution.

Tant que l'épreuve des faits n'est pas là, tant que la réforme demeure objet de discours ou de promesse, la réduction des inégalités est en effet vécue par nos concitoyens comme :

- *touchant d'abord le voisin, dans le champ de qui, c'est bien connu, "l'herbe est toujours plus verte" ;*
- *donnant certes davantage à ceux qui ont le moins, mais en donnant un peu quand même aux autres, en vertu du vieux principe d'Edouard Herriot selon lequel la réforme fiscale consistait à "demander plus à l'impôt et moins au contribuable".*

On comprend dès lors que la réduction des inégalités, ainsi conçue, soit un thème populaire. La redistribution l'est généralement moins, surtout quand sa mise en œuvre effective conduit à se rendre compte que ceux à qui l'on "prend" vont bien au-delà de l'effectif mythique des "200 familles" et que, pour être efficace et significative, une action de redistribution atteint le cœur des "classes moyennes" qui se considèrent rarement comme faisant partie des privilégiés.

Le risque est donc réel de voir resurgir avec force et vigueur

certains des thèmes favoris de la droite libérale : "la réduction des inégalités, c'est le nivellement par le bas, l'encouragement à l'assistanat au détriment de l'effort" avec, toujours présente en arrière-plan, cette vieille antienne réactionnaire qui veut que "si certains s'en sortent, c'est qu'ils l'ont bien mérité, et que si d'autres sont exclus, économiquement et socialement, c'est qu'ils l'ont bien cherché..."

Pour accompagner l'action du gouvernement dans le sens d'une véritable réduction des inégalités, le Parti socialiste a donc un rôle politique et idéologique considérable, ce qui constitue, assurément, une de ses priorités politiques des mois qui viennent.

La première réflexion doit porter sur l'objet même de la redistribution et sur sa légitimité : que faut-il partager et pourquoi ?
Les fruits de la croissance ?
Les revenus ?
Le travail ?

On se souvient de certains débats qui ont accompagné nos délibérations antérieures sur la réduction du temps de travail. Pour les uns, mettre en avant la réduction du temps de travail comme moyen majeur de lutte contre le chômage partait d'une vision malthusienne de la société, puisqu'il s'agissait, selon eux, de redistribuer entre tous les actifs une quantité limitée, "finie", de travail, et non de raisonner en termes de croissance et d'expansion économique avec une vision "progressiste" de l'évolution sociale.

Pour d'autres, le cancer social majeur que représente le chômage de masse et de longue durée, destructeur du tissu social et des repères collectifs de plusieurs générations, justifie amplement une démarche pragmatique qui n'attende pas tout d'une croissance à la fois incertaine dans son ampleur et dans son moment.

Aujourd'hui, chacun a bien compris que la société française est à ce point ancrée dans la résignation du chômage[1], avec toutes les conséquences individuelles et collectives qu'il entraîne (notamment chez les jeunes), qu'un traitement de choc est nécessaire pour redonner, à tous ceux qui sont en situation économique et psychologique d'exclusion au regard de l'emploi, confiance dans la société et espoir en l'avenir.

D'où les propositions de la campagne législative du Parti socialiste sur les 700 000 emplois nouveaux pour les jeunes et sur une loi-cadre permettant d'ouvrir la négociation collective en vue de la réduction du temps de travail à 35 heures, sans réduction de salaire.

Il n'en reste pas moins que ce débat, s'il est mené au fond, n'est ni médiocre, ni tactique. Il montre à tout le moins que, **même à gauche, la réduction des inégalités ne va pas de soi et doit constamment être justifiée** ce qui, au demeurant, n'est pas illégitime.

S'il en était autrement, le mouvement social aurait-il à ce point toléré que, depuis vingt ans et davantage, la part du travail, dans les fruits de la croissance, aille prioritairement à ceux qui avaient un emploi, et non pas d'abord à ceux qui l'avaient perdu ?

Il y a en effet une vision abstraite, théorique de l'égalité, deuxième commandement des tables de la loi républicaine, inscrit au fronton des édifices publics -à laquelle, bien évidemment, chacun souscrit. Et puis, il y a la perception concrète, personnelle des inégalités qui s'exprime toujours par rapport à ceux qui sont socialement les plus proches. Ce sentiment intègre, par nature, une certaine hiérarchie sociale et une certaine échelle des inégalités, sinon acceptée, du moins reconnue, par l'individu.

Tout relèvement du SMIC qui, de facto, écrase la hiérarchie des salaires engendre des frustrations chez les salariés les plus qualifiés, les techniciens ou les petits cadres. Les "classes moyennes" cultivent le sentiment -qui n'est pas dépourvu de réalité et qui est donc davantage qu'un sentiment- de toujours "payer pour les autres" et de "n'avoir droit à rien". Le chômeur, qui habite une cité de banlieue, ne discute même pas le fait que l'ingénieur, qui vit dans un autre quartier de la même ville, roule dans une belle voiture de forte cylindrée.

Il ressentira comme une profonde injustice le fait que son voisin, ouvrier d'origine immigrée, ait la même voiture que l'ingénieur.... C'est ainsi que se fondent les rancœurs de ceux que l'on qualifie parfois de "petits Blancs" et qui ont vite fait de nourrir l'extrémisme de type Front National.

Comme le sentiment d'insécurité, auquel elle se rattache, l'appréhension collective des inégalités est complexe et obéit autant à des perceptions qu'à des données statistiques ou à des réalités objectives. **Toute action de réduction des inégalités qui aboutirait,** notamment par le biais des effets de seuil ou de catégories, **à ce qu'un groupe social, identifiable en tant que tel, se sente dévalorisé vis-à-vis d'autres groupes, aurait un effet inverse à celui qui est recherché.**

C'est notamment vrai dans le domaine fiscal où des "niches" d'avantages catégoriels se sont empilées au fil des législatures, mais qui, de privilèges qu'ils étaient au départ sont devenus avec le temps des éléments essentiels du revenu[2]. La lisibilité du juste partage de l'effort est donc un critère essentiel de son acceptabilité sociale.

Enfin, il doit aussi être clair qu'une action vigoureuse de réduction des inégalités n'a de chance de réussir que si elle est perçue comme s'inscrivant dans une dynamique de remobilisation du tissu social, et non simplement comme une nouvelle façon de partager un "gâteau", de l'emploi ou du P.N.B., de taille immuable, voire rétrécie... De ce point de vue, un "contrat" du type de celui que Michel Rocard avait proposé aux partenaires sociaux en 1989, consistant à affecter 1/3 des gains de productivité à l'amélioration des rémunérations (du travail et du capital), 1/3 à la création de nouveaux emplois et 1/3 à l'investissement productif et à la recherche, avait le mérite de mettre sur la table les termes d'un débat public et collectif sur les conditions du partage social et de la réduction des inégalités.

Ce mode de répartition, ou un autre, peu importe : l'essentiel est que le temps est venu d'un vaste débat, au sein de la société française, sur les objectifs et les moyens de la réduction des inégalités. Le pays doit prendre conscience de ce qu'une partie non négligeable des blocages dont souffre le corps social vient des inégalités qui se sont installées, et parfois aggravées, au cours des décennies écoulées, non seulement du point de vue des revenus, mais aussi dans l'ordre du droit à la santé ou à l'éducation, entre les régions, entre les générations...

Nous considérons que c'est le rôle du Parti socialiste, et de ses parlementaires, que de proposer et d'animer ce débat, afin que le Gouvernement puisse pleinement jouer son rôle d'écoute et d'arbitrage entre les intérêts multiples et contradictoires qui ne manqueront pas de s'exprimer. Nous souhaitons que le Congrès de Brest se saisisse de cette proposition, pour que notre action contribue à faire que la prochaine décennie soit celle de la construction de l'égalité des chances, en France et en Europe.

Une deuxième interrogation nécessaire porte sur les moyens les plus appropriés de la redistribution. L'exemple de la mise sous conditions de ressources des allocations familiales est éloquent de ce point de vue. La pertinence de la mesure, surtout quand on la rapproche de la forte réévaluation de l'allocation de rentrée scolaire, n'élimine pas le fait qu'il s'agit d'une redistribution au sein du groupe des familles, entre les plus défavorisées et les plus aisées.

Différents exemples ont souligné le caractère parfois pénalisant des effets de seuil, tant au plan des revenus qu'en ce qui concerne le nombre des enfants. Si cette mesure devait rester isolée, les aspects pervers qui ont été montés en épingle l'empor-

teraient. Si elle s'inscrit, ainsi qu'il a été annoncé, dans une remise à plat globale du système des prélèvements obligatoires, alors elle prendra en effet tout son sens et toute sa légitimité.

Les arguments de l'immobilisme ne manquent pas, colorés d'une pseudo-"sagesse populaire" : du "trop d'impôt tue l'impôt" au "un bon impôt est un vieil impôt" en passant par l'épouvantail du "grand soir fiscal", tout a été dit et redit pour faire reculer les partisans de la réforme. De fait, si l'on excepte la création de la CSG - et avec quelles réticences, y compris venant de la gauche !- et le plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu et l'ISF, aucune mesure significative de réduction des injustices fiscales n'est à mettre à l'actif des législatures socialistes entre 1981 et 1993.

La reculade sur la taxe départementale sur le revenu, destinée à corriger les injustices les plus criantes de la fiscalité locale, a laissé un souvenir d'amertume. Plus grave encore, à la fin de la décennie 1980, l'impôt sur le revenu -dont la progressivité fait pourtant le plus équitable des outils existants de redistributions- n'était plus acquitté que par un ménage sur deux et n'assurait plus qu'1/5 des recettes du budget de l'Etat : le lien entre le citoyen et la dépense publique s'en est trouvé distendu d'autant.

Quels que soient les (bons) arguments que les techniciens opposeront, l'urgence commande là aussi un débat approfondi, corollaire du premier, sur les moyens de la redistribution et l'équilibre du système des prélèvements obligatoires. C'est plus qu'un enjeu politique : c'est une des conditions essentielles de l'adhésion à un système social et aux institutions qui l'incarnent.

Cotisations sociales, imposition sur les revenus, imposition sur le patrimoine, fiscalité locale, taxes sur la consommation, tarifs publics : qu'est-ce qui finance quoi et selon quels principes ? Comment répartir équitablement l'effort entre l'usager ou le consommateur, l'entreprise, le salarié et le contribuable ?

Troisième débat, enfin, mais non le plus simple : celui qui touche à l'égalité des chances, c'est-à-dire aux conditions d'exercice concret de l'égalité, ce que l'on appelle aussi l'équité. L'égalité des droits, héritage de la Révolution Française, est ce qui permet au lièvre et à la tortue d'être sur la même ligne de départ. L'égalité des chances, défi pour le XXI[e] siècle, est ce qui leur donne une possibilité équitable de gagner la course.

Une première expérience a été engagée en 1982 par Alain SAVARY, avec la création des Zones d'Éducation Prioritaires. Malheureusement, celles-ci ont été limitées dans leur nombre et parfois dans leur durée, comme si quelques années pouvaient suffire à corriger des handicaps forgés au cours des décennies. Il ne faut pas se dissimuler non plus que des parents ou des enseignants ont parfois été réticents au classement d'un établissement dans cette catégorie, pour des raisons d'"image de marque". Une seconde tentative de discrimination positive résulte de la loi d'orientation sur la ville de 1992, qui prévoit des dotations pour les collectivités (communes ou départements), les plus défavorisées payées par les plus riches.

Que n'a-t-on entendu, lors de l'instauration de ce dispositif, sur la "prime à la mauvaise gestion" ! Il est pourtant aujourd'hui accepté par tous, et personne n'a évoqué sa remise en cause.

Il n'en reste pas moins que notre cher et vieux pays, de droit romain et écrit, reste plus attaché à l'égalité des droits qu'à l'égalité des chances. Le rapport annuel du Conseil d'Etat pour 1997 qui, pour la première fois, légitime -sous certaines conditions- la mise en œuvre de mesures dérogatoires ou de discrimination positive pour compenser des handicaps, constitue, de ce point de vue, un véritable tournant et reconnaît en droit une exigence sociale croissante.

Serions-nous plus frileux que la Haute Assemblée du Palais-Royal ? Les domaines ne manquent pas : éducation, aménagement du territoire, politique de la ville, santé et prévention, sécurité, où, en période de ressources budgétaires rares, une politique de discrimination positive est un moyen efficace - et à notre portée- de lutter contre les inégalités et de construire une véritable égalité des chances.

Deux conditions sont nécessaires pour que cette politique réussisse : qu'elle ne soit pas perçue comme une sanction par ceux qui recevront moins de dotations publiques, ce qui suppose des critères simples et transparents déterminés là encore après un large débat public ; qu'elle fasse l'objet d'une évaluation régulière, afin que la légitimité de l'aide de la collectivité soit reconnue, ce qui suppose en corollaire un effort réel de la part des bénéficiaires eux-mêmes.

La question sociale, bien plus aujourd'hui qu'il y a trente ans, fonde le clivage entre Droite et Gauche.

Les Français souhaitent-ils voir leur système de sécurité sociale, leur système fiscal aller vers plus d'individualisme ; ou veulent-ils, et suivant quelles modalités, redonner toute sa place à la solidarité, fondement d'une société qui agit en fonction d'un projet collectif et non comme le résultat d'une juxtaposition de projets individuels, séparés et souvent opposés ?

Nous souhaitons que le Congrès de Brest débatte de cette question. Elle est l'avenir de la Gauche et donc des socialistes. Elle est l'avenir de nos sociétés démocratiques.

Contribution sur la culture

SIGNATAIRES

Philippe-Xavier BONNEFOY MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

Jean POSSON SECRETAIRE FEDERATION INDRE ET LOIRE 37

Philippe-Xavier BONNEFOY RÉDACTEUR

I - LA CULTURE ELEMENT DU LIEN SOCIAL
- I-1 LA CULTURE KESAKO ??
- I-2 LES MUTATIONS
  - A - La modification du rôle des pouvoirs publics
  - B - Les mutations internes au domaine culturel
  - C - Les transformations de la société
- I-3 LA PLACE DE LA CULTURE DANS LA SOCIETE

II - LA CULTURE ET LE COMBAT CONTRE LES INEGALITES
- II-1 LE BILAN
- II-2 QUELQUES PERSPECTIVES
  - A - La formation.
  - B - Le développement des pratiques amateurs.
  - C - Un levier pour l'intégration
  - D - L'accès aux industries culturelles et aux nouvelles technologies.
  - E - La clarification et l'évolution des compétences de l'Etat et des collectivités territoriales.
  - F - La rénovation du service public culturel.

III - CULTURE ET ECONOMIE
- III-1 LE POIDS ECONOMIQUE
- III-2 CULTURE ET EMPLOIS

IV - LA CULTURE UNE PRIORITE BUDGETAIRE
- IV-1 AVEC LA DROITE
- IV-2 AVEC LA GAUCHE

V - AUTRES ASPECTS D'UNE POLITIQUE CULTURELLE
- V-1 REDEFINITION DE LA PROPRIETE CULTURELLE
- V-2 INTERCOMMUNALITE
- V-3 FRANCOPHONIE /INTERNATIONAL/EUROPE
- V-4 PATRIMOINE CULTUREL
- V-5 LES MEDIAS
  - A - La Presse écrite
  - B - Autres Médias
- V-6 RECHERCHE/CULTURE SCIENTIFIQUE

On constate de plus en plus que des comportements idéologiques et politiques remettent ouvertement et volontairement en cause le pluralisme culturel. Dans ce contexte, le débat sur la culture est essentiel: son déficit nourrit les thèses extrémistes. Ce débat est d'autant plus nécessaire que, sous couvert d'arguments gestionnaires, s'opèrent des choix culturels importants.
Mener une politique culturelle, c'est se donner la capacité d'offrir des services publics culturels, de mettre la culture en mouvement, en créant les conditions d'accompagnement de celui-ci. Il faut savoir ne pas tout sacrifier aux modes, s'ouvrir à la culture dans sa diversité et créer une dynamique perceptible par le grand nombre.

I
LA CULTURE ÉLÉMENT DU LIEN SOCIAL

La culture est un élément du lien social, car elle est ce qui identifie une communauté.

1
LA CULTURE KESAKO ??

La culture revêt plusieurs aspects.

On peut la définir comme la transmission de génération en génération de connaissances et de techniques, comme facteur de la différenciation sociale, comme un corps vivant se nourrissant des autres et se transformant sous l'effet de sa production.

Elle est fédératrice et vectrice de l'expérience collective, des codes de communication, des rituels et croyances, des systèmes politiques.

Elle fait appel à la fois à l'émotionnel, par la création, la contemplation des œuvres, ou par la mise en œuvre d'une pratique culturelle, et à la raison, parce qu'elle est une source d'interrogation, de remise en cause des certitudes, et de travail de la pensée.

La culture est une vision de l'humanité. Elle est, en même temps, une voie d'accès à l'identité personnelle, à la connaissance et à la reconnaissance de l'autre. Elle est donc émancipatrice. Elle aide à la compréhension du monde.

La culture est un ensemble de représentations qui constitue une vision commune du monde; vision intériorisée par chaque individu et extériorisée sous forme plus élaborée dans les grandes œuvres de la culture, artistiques et littéraires. C'est pourquoi l'accès à ces œuvres est à la base de toute transformation humaine et sociale positive.

Si c'est une des bases de l'épanouissement de la personnalité, c'est aussi une dimension essentielle de la vie économique et sociale.

La Gauche a largement contribué, par ses idées et son action, à ce que soient pleinement reconnues la place et l'importance de la culture dans la société.

2
LES MUTATIONS

Il apparaît que la vie culturelle subit encore des mutations considérables, dont il convient aujourd'hui de mesurer l'ampleur.

Elles sont essentiellement de trois ordres : la modification du rôle des pouvoirs publics, les mutations internes au champ culturel, les transformations de la société.

A - La modification du rôle des pouvoirs publics

Les prérogatives essentielles de l'Etat paraissent aujourd'hui réduites avec le développement des processus de mondialisation des techniques, des échanges, des réseaux, et d'européanisation du traitement de certaines grandes questions (défense des industries cinématographiques et audiovisuelles, droits d'auteur...).

La mondialisation contient, par hypothèse, des aspects positifs car elle est susceptible d'accroître le dialogue des cultures et d'élargir les possibilités de choix et de pratiques des publics. Mais elle s'effectue dans des conditions qui, d'un coté tendent à engendrer la standardisation culturelle par la domination économique des grandes entreprises multinationales, et d'un autre, provoquent une montée en puissance des problèmes d'identité exacerbée, entre autre, par la révolution des médias.

Force est de constater que la culture est un enjeu politique majeur au nom duquel les hommes se déchirent, ethnie contre ethnie, religion contre religion ou laïcité, nation contre nation.

B - Les mutations internes au domaine culturel

Elles sont liées au développement, souhaitable, de la décentralisation et de l'initiative culturelle des collectivités territoriales. La consommation et les pratiques culturelles se sont diversifiées et développées, et les attitudes de nos concitoyens, vis-à-vis de la culture, se sont progressivement modifiées en profondeur sans que l'on en ait vraiment tiré les conséquences sur les modalités de l'intervention publique.

D'un côté, les industries culturelles, dont le développement a été soutenu et régulé par l'Etat : non seulement le disque, l'édition, le cinéma, la télévision, mais aussi les produits multimédias, le réseau internet, le système de compression numérique ont progressivement modifié la «demande» des publics de la culture.

De l'autre, les pratiques amateurs, peu prises en compte par le Ministère de la Culture, ont connu un important accroissement depuis le début des années 70, notamment chez les jeunes, tout en gardant un rapport distant avec le monde des professionnels.

C - Les transformations de la société

Les bouleversements de la société sont importants. Le partage entre le temps de travail et le temps «libre» ne cesse de se modifier : baisse du temps de travail, accélération du chômage depuis 20 ans, croissance du nombre des personnes retraitées, développement de la société des loisirs aussi.... La montée du chômage, le développement des phénomènes d'exclusion, la crise de la civilisation urbaine et le désarroi des banlieues les plus défavorisées, entretiennent la désagrégation du tissu social. Ceux-ci contribuent à la perte des repères, des valeurs, du sens et suscitent les réflexes de xénophobie et de refus de l'autre.

Pourtant, c'est dans cette même société qu'ont surgi les grèves de décembre 95 et qu'une partie de l'opinion s'est exprimée en faveur des sans-papiers, deux phénomènes profondément «culturels». Passivité et individualisme d'un côté, solidarité et mobilisation collective des énergies de l'autre : cette société complexe, est aussi capable de sursauts.

3 LA PLACE DE LA CULTURE DANS LA SOCIÉTÉ

Le rôle de la culture dans la construction d'une société plus solidaire et d'une cité plus humaine doit être développé.

• **A cet effet la culture doit s'insérer dans l'ensemble des politiques publiques,** tant sur le plan national que sur le plan local : urbanisme, logement, aménagement du territoire, sécurité etc...

Par la reconnaissance, l'encouragement des expressions spécifiques ou minoritaires et la légitimation mutuelle des diverses formes culturelles, elle est un puissant facteur d'intégration. Alors que la société subit les effets d'une normalisation croissante, sous l'influence de la culture nord-américaine et de la domination de la «civilisation de l'image», la préservation d'identités multiples est un impératif.

• **La politique culturelle de la ville doit être relancée.** L'intervention culturelle dans les quartiers sensibles est un phénomène de plus en plus répandu en Europe, les résultats permettent un certain optimisme. Il s'agit non plus d'expérimenter mais de généraliser, en concentrant de façon prioritaire les crédits nouveaux à cette action. Elle doit être inscrite dans la durée, globalisée au niveau des villes ou des agglomérations, et pas seulement au niveau des quartiers et des banlieues «à problèmes».

Equipements de proximité, connexion et mise en réseau des institutions et des équipes, formation des professionnels à la médiation sont les vecteurs de cette intervention.

Permettre aux jeunes de s'interroger sur leurs origines, d'exprimer une identité culturelle en devenir, de développer leurs potentialités créatrices sont des moyens pour eux d'échapper à la dynamique de l'exclusion.

• **La culture est un point d'appui du processus de transformation sociale dans les quartiers en difficulté.**

Elle contribue à l'intégration des habitants, notamment des jeunes et des populations d'origine étrangère.

L'intervention culturelle modifie l'image du quartier dans la ville, les rapports des habitants et des professionnels, leur permettant d'être acteur de leur développement. Elle participe au changement de soi, au changement de perception par les habitants de leur environnement, au changement du type d'intervention des partenaires sociaux et éducatifs.

Le développement et la requalification des équipements culturels de proximité, gérés par des associations, sont un enjeu important pour la vie des jeunes et des habitants du quartier. Leurs qualités architecturales d'accueil doivent contribuer aux objectifs d'égalité urbaine, d'intégration des quartiers dans la ville et réduire l'inégalité d'accès à la culture par des actions de proximité qui doivent s'inscrire dans la durée.

Dans ce contexte, le patrimoine, qu'il soit archéologique, traditionnel ou historique, occupe une place considérable par ce qu'il peut transmettre. Il témoigne de l'Histoire commune et sert de support à la mémoire collective.

• **Développer les artistes en résidence dans les quartiers, c'est montrer la volonté de mener des actions de longue durée.** La présence de l'artiste, avec un projet de création, est capable de faire émerger un public. Il accompagne et fait la passerelle entre la transformation lente du milieu et le regard impatient des habitants.

Autre facteur du lien social : les événements festifs traditionnels qui, par l'interculturalité et la mobilisation des habitants participant, permettent l'intégration des nouveaux arrivants. Ils augmentent la cohésion et la communication entre tous. Une menace pèse sur ce type de manifestation, elle se situe à plusieurs niveaux : les problèmes de sécurité, les problèmes de gestion et la récupération pour la seule promotion de l'image de la ville. Celle-ci se traduit toujours par la perte du côté spontané et mobilisateur. C'est ce qui fait basculer les habitants d'acteurs à spectateurs. Il faut réussir la délicate alchimie de la rencontre entre la démocratisation des institutions culturelles professionnelles, qui s'avance sur les terres de mission des quartiers sensibles, et les initiatives culturelles émergeant des groupes et des structures de quartier.

• **Une ambitieuse politique de qualification du paysage urbain** (architecture, design urbain, commandes publiques) et de l'environnement public (bâtiments scolaires, universi-

taires, postes, hôpitaux...) doit être aussi mise en œuvre. On doit souligner l'importance de l'environnement urbain dans la qualité de la vie et l'affirmation du bonheur individuel.

• Enfin, la mise en place d'une approche nouvelle, intergénérationnelle, mérite d'être initiée.

D'une part, l'action menée, par la Gauche, dans le domaine culturel a su commencer à prendre en compte les aspirations des jeunes (cf. par exemple, actions en faveur de la musique), mais elle doit, à présent, être relancée et amplifiée. Le projet d'un «statut social des jeunes», par rapport aux champs culturels et artistiques, devrait être établi (cartes jeunes, lieux d'expression et de diffusion, bourses aux nouveaux créateurs). D'autre part la politique culturelle ne s'est pas encore vraiment penchée sur les besoins des personnes âgées et des retraités : un programme cohérent d'action globale gagnerait à être mis en place.

II
LA CULTURE ET LE COMBAT CONTRE LES INÉGALITÉS

En la matière, les actions culturelles les plus innovantes ont toujours résulté de la rencontre de volonté politique forte, de publics motivés, d'artistes proches des publics, de services attentifs.

1
LE BILAN

La politique culturelle est l'une des réussites des dix ans de gouvernement de gauche. L'action menée a donné, à la culture, un réel élan. Elle en a fait un enjeu essentiel des politiques publiques, lui a conféré la priorité budgétaire. Cela a favorisé l'accroissement des réseaux des institutions culturelles. Le champ culturel, par la reconnaissance de toutes les expressions artistiques, s'est étendu et a réconcilié la culture et l'économie. Enfin, le souci de l'insertion de la culture, dans la vie quotidienne des Français, ainsi que celui de la lutte contre les inégalités sociales ou géographiques ont été au cœur de cette politique culturelle. La formation artistique, la coopération avec les collectivités locales, la recherche de nouveaux publics en ont été les supports.

Cependant des problèmes de fond demeurent qui appellent un nouveau regard sur les rapports entre la culture et la société.

L'objectif initial de démocratisation culturelle, qui a justifié la création du Ministère de la Culture au début de la 5e République, n'a pas encore été atteint

En effet, soit le public de la culture n'a pas augmenté, soit sa composition sociale ne s'est pas substantiellement modifiée, même si ce bilan mérite d'être nuancé selon les secteurs (cf. la croissance du public des musées, des grandes expositions ou des bibliothèques publiques).

De même, le constat de l'isolement de la production artistique d'aujourd'hui, par rapport à la société, a été souvent fait, y compris par les artistes. Il s'agit non pas de la remise en cause de la culture de «recherche» et de «création» au profit de la culture de «divertissement», mais de la façon dont l'art est produit et diffusé, ou rencontre les attentes du public potentiel.

Pour avoir notamment subi la domination de l'argent et des médias, le Service Public s'interroge sur ses missions et son rôle. Il semble en quête de sens et d'identité.

La politique antérieure, qui visait : à créer une «offre», en équipant le pays en structures; à donner des moyens aux artistes; à soutenir l'objectif de professionnalisation des métiers et à promouvoir des entreprises culturelles, a façonné une vie riche et de qualité.

Mais cette action s'est trop souvent limitée à un jeu à trois partenaires : l'Administration (centrale et déconcentrée), les élus locaux et les professionnels culturels. De ce fait, le quatrième partenaire, le public ou la population, a été plutôt absent; cela au détriment de la légitimité sociale.

2
QUELQUES PERSPECTIVES

La recherche d'un nouveau rapport entre la culture et la société, la redéfinition du rôle de l'art dans la construction d'une société plus ouverte, plus juste et plus démocratique, le rôle enfin de la culture, comme de l'éducation dans l' actuelle reproduction sociale inégalitaire, appellent la mise en œuvre des orientations suivantes.

A - La formation.

Il est une évidence sans politique nouvelle et durable en matière d'éducation culturelle et artistique: le devenir des politiques culturelles et leurs impacts dans la société resteront limités.

Les objectifs de cette politique pourraient se résumer à :

• *l'équilibre entre l'apport intellectuel de la formation générale et l'éveil de la sensibilité,*

• *l'éducation artistique comme point d'appui de la réussite,*

• *la formation d'un public,*

• *l'apprentissage de la capacité de choisir,*

• *pratiquer.*

Cela nécessite l'existence de lieux et de professionnels pour conduire ou accompagner l'apprentissage ou les pratiques, et une politique active de l'emploi culturel et des formations appropriées.

Pour que le rapport des enfants avec les artistes et les institutions culturelles soit fructueux, certaines conditions doivent être remplies ; telle la mobilisation des institutions à tous les niveaux. Il est nécessaire que le milieu éducatif assume pleinement un partenariat fondé sur des exigences artistiques et pédagogiques, et s'inscrivant dans la durée.

Priorité à l'éducation, à la pédagogie, et développement de la fonction de médiation culturelle sont liés. Il doit être proposé la mise en place d'un ambitieux plan national d'éducation et d'enseignement artistique (accompagné de plans régionaux et locaux), afin de garantir à terme, à chaque citoyen, une formation et une éducation artistiques à l'école, reconnaissant ainsi le rôle de la sensibilité et de l'imaginaire, dans une approche pédagogique globale. Il s'agit d'inclure l'éveil artistique dans les disciplines fondamentales dès le plus jeune âge. Il faut aménager les rythmes scolaires afin de mieux intégrer les activités matérielles, et généraliser l'ouverture de l'école à l'âge de deux ans.

Le rôle de la formation est central du point de vue de la démocratisation culturelle et ne se réduit d'ailleurs pas aux actions en faveur des publics scolaires. L'enjeu de la «transmission» culturelle concerne l'ensemble des réseaux culturels, y compris le multimédia qui, si leur usage est bien maîtrisé, peuvent apporter un plus au décloisonnement des cultures et au partage de la richesse du pluralisme culturel à la française.

Le développement de l'éducation artistique à l'école, c'est aussi, pour les jeunes, apprendre à vivre ensemble, s'approprier leur patrimoine et leur environnement, appréhender d'autres cultures pour en intégrer la richesse, prendre conscience que la culture n'a pas de frontière et que le métissage culturel représente l'avenir.

B - Le développement des pratiques amateurs.

Le nombre des amateurs, en augmentation notable, devrait continuer à croître dans l'avenir, notamment chez les jeunes, parce que ces pratiques sont un moyen d'épanouissement et d'expression de soi. Deux problèmes se posent: les moyens consacrés à ces pratiques, le lien avec des activités artistiques professionnelles. Il est préconisé le rattachement du secteur de l'éducation populaire au ministère de la culture, de sorte que, serait ainsi mis fin à la coupure historique, à bien des égards préjudiciable, entre le secteur «culturel» et le secteur «socio-culturel» et associatif. De plus, un effort massif devrait être entrepris en faveur du soutien de ces pratiques extrêmement diverses et multidisciplinaires, y compris celles liées aux nouvelles techniques.

L'Etat doit augmenter son aide au fonctionnement des lieux d'expression des pra-

tiques amateurs. Il est nécessaire de faire évoluer la participation de l'Etat qui, jusqu'à ce jour, se porte essentiellement sur les investissements.

Il doit participer au financement de postes d'encadrement des pratiques amateurs car, force est de constater que le développement de la pratique amateurs passe par le dépassement du cadre du bénévolat associatif.

On constate que dans les pratiques amateurs adultes, le «recrutement» est beaucoup plus lié au niveau de diplôme qu'au niveau de revenu. Ceci est le résultat de plusieurs facteurs conjugués :

- *le niveau culturel général acquis au cours d'une scolarité longue ;*
- *l'accession à des professions où le temps de loisirs est une réalité ;*
- *le cumul de ces deux facteurs permettant une véritable gestion du temps libre.*

Il est donc obligatoire de mettre en place une politique de formation continue, parallèle à une politique du temps de travail, si on veut accroître le public des pratiques amateurs, sachant qu'une minorité d'amateurs, parmi ceux qui ont débuté, enfants ou adolescents, poursuivent leurs activités après l'installation dans la vie adulte.

Il est à noter que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à s'investir dans les activités artistiques avant l'âge adulte. Mais c'est surtout elles qui abandonnent du fait des contraintes d'ordre familial. Ce qui pose le problème de la création de mesures d'accompagnement, entre autres de types garde d'enfants dans les lieux culturels, afin de faciliter la continuation ou le retour aux pratiques amateurs.

C - Un levier pour l'intégration

Culture, comme intégration, se gèrent sur du long terme, d'où la difficulté , dans une société de plus en plus soumise à l'éphémère.

Il faut donc une volonté politique forte pour que les élus, les professionnels de l'action sociale et de l'action culturelle, s'attachent à cette mission avec en tête quelques règles simples : la participation collective, le respect de l'autre, le droit à l'erreur et celui de tâtonner.

La complexité du débat et de la tâche tient au fait que ce champ d'activité recoupe les thèmes de la sécurité, de l'extrême droite et de la création artistique. Il n'est donc pas étonnant que les milieux culturels se soient si fortement mobilisés contre le projet de loi Debré, et cela bien au-delà de leurs clivages politiques et culturels classiques.

La victoire du F.N. dans certaines villes a, par effet miroir, remis au centre du débat sur l'intégration la question de la politique culturelle. La manière dont le F.N. s'investit dans le champ culturel est celle d'un combat contre les valeurs humanistes de notre pays ; elle est basée sur une culture xénophobe, sur le repli sur soi, sur la haine. Le F.N. ne s'y trompe pas en attaquant la culture, car il sait que c'est toute la politique en matière d'intégration qui est attaquée.

Avec l'apparition d'une troisième génération issue de l'immigration, on voit apparaître un facteur supplémentaire de marginalisation culturelle. Les petits-enfants ne parlent pas la langue des grands-parents. C'est l'illustration de la nécessité d'une véritable politique d'accueil et d'aide à l'intégration des populations migrantes adultes, et tout particulièrement des femmes qui sont les premières touchées par cette forme d'exclusion qu'est la non maîtrise de la langue orale ou écrite. L'alphabétisation des populations immigrées, dés leur arrivée, doit être une priorité afin d'assurer la communication entre les populations. Cette alphabétisation doit reposer principalement sur l'animation, par des professionnels, d'ateliers de lecture et d'écriture.

D - L'accès aux industries culturelles et aux nouvelles technologies.

En premier lieu, le rôle de la formation mérite d'être à nouveau souligné : formation par l'image (notamment rôle éducatif de l'audiovisuel public) et formation à l'image.

En second lieu, l'accès aux produits des industries culturelles doit être facilité : préservation des réseaux de distribution (librairies, disquaires, salles de cinéma), en particulier dans les quartiers difficiles et les zones rurales, engagement d'un programme national d'éditions et de diffusions culturelles par la vidéo, incitation à la production et à la diffusion d'oeuvres multimédia par les institutions culturelles...

Aujourd'hui la reproduction et la diffusion d'œuvres audiovisuelles (films ou émissions de télévision) est régit par la législation sur la propriété intellectuelle (entre autre : loi n° 92-597), qui stipule que «Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits ou ayants cause est illicite».

Conséquence de cette législation, les vidéothèques des établissements scolaires ou la diffusion à des fins pédagogiques de film est illégale. Pour mémoire, toute infraction est passible de trois mois à deux ans de prison, et de 6 000 F à 120 000 F d'amende.

La question des droits pour un film, si elle est onéreuse, reste simple; dès que l'on passe du cinéma à la télévision, c'est autrement plus compliqué. En effet, une émission comporte souvent des images d'archives; il faut donc, en théorie, s'adresser au(x) producteur(s) de l'émission et aux différentes sociétés qui gèrent les droits pour ces archives.

La solution pourrait résider dans la création d'un office central de prêt au ministère de l'Education National qui se chargerait de gérer une vidéothèque et de régler les droits inhérents à chaque emprunt et diffusion.

E - La clarification et l'évolution des compétences de l'Etat et des collectivités territoriales.

Il ne s'agit pas de procéder à un bouleversement général de l'architecture actuelle des responsabilités, mais d'engager un certain nombre de modifications qui se situent dans une triple perspective :

- *la reconnaissance des responsabilités croissantes des collectivités territoriales ;*
- *l'aménagement culturel du territoire et la coopération entre les différents niveaux d'Administrations publiques. En particulier, la responsabilité de l'enseignement spécialisé, professionnel et supérieur doit relever, au premier chef, de l'Etat et des régions, tandis que les communes doivent souvent concentrer leurs efforts sur les besoins croissants de pratique, de sensibilisation et d'éducation exprimés à la base ; la réforme est urgente notamment pour l'enseignement musical. L'appropriation plus grande du patrimoine par les collectivités locales et le public gagne à être encouragée et une partie de la fonction de diffusion culturelle pourrait être confiée aux régions. La création par la loi, déjà envisagée avant 1993, d'un nouveau statut d'établissement public culturel communal doit être décidée.*
- *Enfin doit être mis en place un plan d'intervention avec des compétences croisées entre le Ministère de la Culture, l'Education Nationale, la formation professionnelle et les mouvements associatifs, concernant deux moyens fondamentaux de l'accès à la culture que sont la lecture et l'écriture (pb. de l'illettrisme).*

Des moyens supplémentaires doivent aller en direction des publics victimes de l'exclusion (idéal d'une culture commune à tous jusqu'à la sortie du système scolaire). Il faut faire de l'éducation artistique l'une des disciplines fondamentales, en dépassant le niveau de l'éveil artistique, et de plus qu'elle ait une approche plus globale de l'offre culturelle : atelier d'écriture, danse, théâtre, musique, cirque, arts plastiques, photo, vidéo...

On doit réfléchir à la mise en place, sous la responsabilité administrative et financière du Ministère de l'Education Nationale, en liaison avec les collectivités territoriales et les organismes d'éducation populaire, d'une véritable politique des rythmes scolaires ayant au centre de ses préoccupations, le développement harmonieux de l'enfant. Cette réforme, pour être un succès, nécessite l'adhésion de tous les partenaires du

monde de l'éducation ; elle passe par une campagne d'explication et de concertation avec les organisations syndicales et de parents d'élèves.

F - La rénovation du service public culturel.

Le sens du service public de la culture doit être redéfini. Si les institutions culturelles doivent voir leurs missions fondamentales confortées (création, diffusion, conservation), leur rôle, en matière de conquête des publics, de médiation, de formation, de partenariat avec des réseaux, gagne de son côté à être précisé. Il ne s'agit pas d'instrumentaliser les créateurs, mais de souligner la responsabilité sociale des institutions financées sur fonds publics. Un nouveau volontarisme de la part des collectivités publiques, dans la définition des missions qui leur sont assignées, est requis : nouvelles modalités d'attribution et de renouvellement des subventions et des contrats, nouvelles procédures de contrôle et d'évaluation.

En outre, les aides et les modalités d'interventions publiques, doivent être réorientées en fonction de deux priorités : d'une part, l'encouragement de l'innovation culturelle (les nouveaux talents, les équipes de création indépendantes, les projets interdisciplinaires, les petites et moyennes entreprises) ; d'autre part, le soutien systématique aux groupes sociaux et aux territoires les plus défavorisés, qui restent encore trop à l'écart de la vie culturelle institutionnelle, ou ne bénéficient pas de crédits propres destinés à corriger les inégalités sociales et géographiques.

La priorité se situant :

a) au niveau de l'école (Education Nationale) avec une réorganisation des D.U.M.I. (Diplôme Universitaire de Musicien Intervenant) tant du point de vue du statut que du financement, en étendant le principe à la danse, aux arts graphiques, à l'image et à l'Histoire de l'art.

b) au niveau du financement des E.N.M.D.(Ecole Nationale de Musique et de Danse)

• Par la prise en charge: du 3e cycle par l'Etat, du 2e cycle par la Région, le Département et la Commune ou les Communes ; du premier cycle par la ou les communes.

• Par la mise en place de règles de subvention, avec des critères de discrimination positive et de mesures incitatives à l'intercommunalité.

• Par l'aménagement de la loi de 36 et du décret de 91 concernant le cumul d'emplois, afin de permettre le cumul jusqu'à 50%, dans le cadre d'activité dans un orchestre, et de le limiter plus fortement dans le cadre de cumul de temps d'enseignement. Le tout calculé sur 39 heures et non pas sur les seules 16 heures de cours effectifs.

Les écoles de musique sont confrontées à des questions nouvelles, du fait de leur développement, de la diversification de leurs missions, et de la volonté d'ouverture à des publics plus larges. Les problèmes les plus immédiats sont l'accroissement des demandes non satisfaites, la question des locaux, et bien sûr le financement.

De plus en plus de communes ont des difficultés à supporter la formation des musiciens destinés à entrer dans les orchestres. Il n'est plus possible qu'elles assument des responsabilités qui ne leur incombent pas. Pour faire face, aujourd'hui, elles doivent limiter les inscriptions et augmenter les cotisations parentales, ce qui va à l'opposé de l'accès à la culture pour tous.

Par ailleurs, chaque élève qui décide de poursuivre des études dans une école de musique le fait avec un projet suivant sa propre image de la musique. Hors, trop souvent on exige de lui qu'il se glisse dans un moule, entraînant ainsi une ségrégation par le biais, soit du choix des méthodes pédagogiques, soit du choix des musiques enseignées.

Les motivations différentes des élèves doivent avoir des répercussions sur la conception de l'enseignement à l'intérieur des E.N.M.D., mais aussi nous amener à poser la question de savoir si on doit seulement répondre à la demande ou impulser une réflexion tenant plus compte de la sociologie des cités.

Les objectifs des E.N.M.D. se doivent d'être les suivants :

• apprendre la musique, déboucher sur une pratique autonome, former des musiciens d'orchestres amateurs ou professionnels,

• constituer un lien avec l'Education Nationale, entre autre par la pratique du chant chorale qui permet aux enfants de se familiariser avec la musique,

• permettre à toutes les couches de la population d'accéder à l'enseignement musical,

• d'aller à la rencontre des populations qui ne seraient pas tentées à priori de fréquenter les E.N.M.D.

Pour les villes en dehors des réformes de financement impliquant d'autres collectivités (Conseil généraux, régionaux), elles doivent réfléchir à la nécessité de pratiquer des tarifs pouvant permettre à tous de suivre les cours, mais en tenant compte que ceux qui le font effectivement aujourd'hui pourraient dans leur plus grand nombre payer un peu plus. Toute approche de la politique tarifaire doit se faire en tenant compte d'une politique sociale de l'enseignement musical. C'est pourquoi, il faudra légiférer afin de rendre possible la fixation de tarifs différents en fonction des revenus des familles des élèves et des cycles fréquentés par les élèves.

III
CULTURE ET ÉCONOMIE

1
LE POIDS ÉCONOMIQUE

La culture est un facteur de développement économique. Le poids du secteur de la culture et des médias dans l'économie nationale est loin d'être négligeable : il représente 3,5% du P.I.B., et 3,8 % de l'ensemble de la consommation des ménages. Avec près de 400 000 emplois (chiffres 1992), il est souvent cité comme un domaine prometteur en terme de création nette d'emplois, en raison de la progression de ses effectifs (augmentation de 36% du nombre de personnes déclarant exercer une profession culturelle entre 1982 et 1990), du rôle croissant des industries culturelles et audiovisuelles et de l'augmentation du temps libre. Plus généralement, la culture favorise l'innovation, la prise de risques, la découverte de solutions nouvelles et contribue ainsi à la lutte contre la crise. Culture, recherche, formation, telles sont de plus en plus les clefs du redressement. C'est pourquoi investir dans la culture, c'est investir dans l'économie.

2
CULTURE ET EMPLOIS

La défense et le développement de l'emploi culturel doivent être particulièrement privilégiés en raison des potentialités que recèle le secteur culturel.

- Le développement des emplois de proximité ou des services à la personne constitue une forte opportunité pour créer des emplois culturels dont les besoins sont patents : pratiques amateurs (qui appellent le recours à des artistes et des enseignants), enseignements à domicile (musique notamment), tourisme culturel (guides, conférenciers), animation et gestion de centres culturels et lieux d'animation (notamment dans les zones défavorisées)... La solvabilité de ces emplois n'est pas toujours certaine, cependant si certains peuvent, en tout ou partie, être assumés par le développement de ressources propres (billetterie dans les équipements culturels, ressources propres des associations), d'autres posent un problème de financement. L'aide directe à la création de ces emplois, en partenariat étroit avec les collectivités locales concernées au premier chef par leur répartition et leur gestion, est donc déterminante.

Dans le domaine des industries culturelles, les gisements d'emplois, notamment pour les jeunes diplômés, sont réels, même si un supplément de demandes ou d'activités n'est pas toujours un gage d'accroissement du volume de l'emploi, et si tous les secteurs ne sont pas également créateurs d'emplois.

Il est clair que le maintien des systèmes de protection existants (quotas, réglementation et financements spécifiques) est la condition de la préservation et du développement des industries nationales dont le rayonnement au niveau européen est très souhaitable. Le renforcement de leurs capacités d'investissement doit être recherché, sans relâche, au double niveau national et européen, puisqu'il s'agit là d'un domaine, à la fois vital pour la création, et porteur d'avenir.

Une attention particulière doit être portée au statut des professionnels culturels, qui reste trop souvent insatisfaisant. L'une des causes principales réside dans le fait que de nombreux emplois culturels sont des emplois non permanents (intermittence dans le spectacle vivant et l'audiovisuel, saisonnalité dans le patrimoine, temps partiel dans l'enseignement artistique), dont la précarité tend en outre à s'accroître. Ainsi, si les effectifs des professions du spectacle ont augmenté ces dernières années, le chômage demeure toutefois très préoccupant dans le secteur, en raison de la réduction du temps de travail moyen par individu. L'amélioration du statut social, fiscal et professionnel des métiers culturels est un volet essentiel de la politique de l'emploi culturel.

La mobilisation des intermittents témoigne de leur volonté de défendre leurs droits ainsi que l'avenir de leurs métiers. Leur combat n'est ni à courte vue ni catégoriel. Il est d'intérêt général car, par le maintien ou non de la spécificité du statut, c'est la préservation de la création qui est en cause.

IV
LA CULTURE, UNE PRIORITÉ BUDGÉTAIRE

Il existe plusieurs obstacles à une politique culturelle forte. La pensée ultra libérale qui fait du tout économique sa référence centrale, la pensée technocratique qui ne porte que peu ou pas d'intérêt à la culture, la théorie que certains développent sur le thème : «La culture n'a pas besoin de L'Etat», «and last but not least» la loi de l'audimat.

1
AVEC LA DROITE

Depuis 1993, le budget culturel est en baisse : la culture n'est plus une priorité de l'action gouvernementale. Le pourcentage du budget de l'Etat consacré à la culture est passé de 1% au début de 1993 à 0,88% en 1996, à structure constante. De lois de finances qui diminuent en collectifs budgétaires qui rabotent, le Ministère de la Culture s'affaiblit, et, avec lui, l'ambition que l'Etat doit porter à ce secteur ; les artifices de présentation n'y changent rien, et l'on sait que le 1%, affiché en 1996 par l'actuel gouvernement, n'est qu'un grossier trompe l'œil.

Cette baisse des moyens de l'Etat a pour conséquence d'inciter certaines collectivités locales à faire de même, dans un contexte d'extrêmes difficultés financières pour celles-ci, notamment à cause des transferts de charge de L'Etat qui entraînent une pression accrue sur les élus territoriaux pris entre une demande sans cesse croissante et une réduction des marges de manœuvre budgétaire.

Affaiblissement des institutions culturelles, sacrifice de l'innovation culturelle, abandon, de fait, des grandes orientations qui fondaient l'action publique, le développement culturel, l'éducation artistique, la conquête de nouveaux publics : le bilan est lourd, et dans ce contexte, l'appel incantatoire de l'équipe au pouvoir de la «lutte contre la fracture sociale dans la culture» apparaît pour ce qu'il est, un leurre posé par un gouvernement en panne d'idées nouvelles, de même, que «la refondation» de la politique culturelle soit confiée à une commission ad hoc : comment peut-on prétendre reformuler, réexaminer, alors que les bases de cette politique sont concrètement en passe d'être sapées, ruinées, réduites en peau de chagrin ?

Cette crise de la dépense publique culturelle s'effectue sur fond de populisme culturel qui se manifeste de plus en plus sur le plan local : contestation de la culture dite «élitaire», remise en cause de la liberté d'expression artistique, pression sur les équipes de création... Les villes conquises par le Front National, mais aussi d'autres villes de droite, s'illustrent par leur politique en ce domaine, et les cas du centre de Chateauvallon et du Théâtre de Champagnol à Corbeil-Essonnes sont à cet égard emblématiques.

Cette montée de l'intolérance s'effectue alors que le Front National prétend mener un «combat culturel» et prône ouvertement «l'inégalité entre les races» et «la supériorité de la civilisation française». Mais ces phénomènes sont aussi alimentés par le déclin du rôle de L'Etat dans la culture. Lorsque le préfet du Var fait interdire un concert d'un groupe de rock, en s'appuyant sur les mêmes arguments que le maire F.N. de Toulon, lorsque le gouvernement programme le désengagement budgétaire de L'Etat, lorsque le Ministère de la Culture s'affaiblit institutionnellement et financièrement, le populisme s'engouffre dans les brèches ainsi ouvertes.

2
AVEC LA GAUCHE

Lorsque la gauche était au pouvoir, le Budget du Ministère de la Culture avait doublé dès 1982 et n'avait cessé d'augmenter : le pourcentage du budget de l'Etat à la culture était ainsi passé de 0,44% en 1981 à 1% en Loi de finances pour 1993.

Il est nécessaire de réaffirmer notre volonté du 1%, indépendamment de l'élargissement des compétences de l'administration culturelle, auquel il a été procédé depuis lors, sachant que L'Etat représente un peu moins de 50% (dont 20% pour le Ministère de la Culture) du financement public de la culture contre environ 41% pour les communes. Ces dernières représentent donc deux fois la participation du Ministère de la Culture.

Dans un tel contexte, il est clair que les municipalités de gauche se doivent impérativement de rester exemplaires dans le domaine culturel, comme elles l'ont été dans le passé, car les villes animées, notamment par les socialistes, ont joué un rôle considérable dans le développement culturel du pays, et ont, au fil des ans, largement accru leurs dépenses culturelles. Il est donc souhaitable que, dans le respect de l'indépendance des responsables culturels, elles maintiennent leur engagement pour la culture.(rôle des bibliothécaires en particulier...)

L'investissement prioritaire dans les fonctions qui préparent l'avenir, l'éducation, la recherche, la culture, est en effet essentiel et la Gauche doit confirmer ce cap qu'elle avait su inscrire dans les faits par ses choix financiers.

Aucune politique culturelle digne de ce nom ne peut en effet être menée si l'Etat se désengage et se défausse sur les collectivités locales ou sur d'hypothétiques mécènes et partenaires privés. La réaffirmation forte du Service Public culturel comme des missions d'intérêt général que l'Etat confie à des organismes et associations multiples en les subventionnant, comme l'approfondissement de la lutte contre les inégalités culturelles passent par ce nouvel effort financier que l'action menée par la droite impose de faire.

La croissance de l'emploi culturel est en outre liée au développement de l'action publique, c'est-à-dire des crédits publics, directs ou indirects, qu'ils soient en provenance de l'Etat ou des collectivités locales ; de nombreuses activités culturelles ne peuvent en effet vivre si elles sont totalement soumises aux règles du marché.

Si la politique culturelle ne saurait certes se réduire à la question du niveau des moyens alloués, ceux-ci seraient donc néanmoins une condition préalable à toute action d'envergure.

Il faut donc créer des financements supplémentaires. La loi de « l'audimat » jouant contre une politique culturelle forte, il est nécessaire de la retourner au

profit de la culture.

A cette fin, il est créé un office central de sponsoring chargé de prélever, au profit de la politique culturelle, un pourcentage sur les fonds privés, investi sous forme de sponsoring de manifestations ou événements non directement culturels (Coupe du Monde ou Coupe d'Europe de football, Jeux Olympiques, équipe de sports...), et en introduisant des mesures discriminatoires positives en faveur du sponsoring ou du mécénat culturel en matière fiscale. La modification et l'harmonisation de la T.V.A., sur les produits culturels et ce sur le plus petit taux, doivent être réalisées.

Plan Photo : renforcement du partenariat(écoles, festivals, lieux d'exposition); inventaire + protection + restauration du patrimoine; soutien à la création; politique en faveur des jeunes artistes; relance du marché par un programme de commandes publiques.

V
AUTRES ASPECTS D'UNE POLITIQUE CULTURELLE

1
REDÉFINITION DE LA PROPRIÉTÉ CULTURELLE

Il est nécessaire, avec le développement des nouvelles technologies, de redéfinir la propriété culturelle, son champ d'application et ses attributions.

L'apparition de la photocopieuse a eu un effet important sur le marché des partitions et des publications. Le développement de l'informatique peut avoir les mêmes répercussions sur l'image et le son.

La notion de création ou d'oeuvre originale est donc susceptible d'évoluer très rapidement, sans parler de l'explosion du champ virtuel qui introduit une approche révolutionnaire de ce que peut être la conception artistique de l'éphémère.

La sortie du dessin animé «Le Bossu de Notre-Dame», a suscité, de la part des descendants de Victor Hugo, une interpellation publique. Elle pose le vrai problème sous-jacent : une fois tombé dans le domaine public peut-on faire n'importe quoi, n'importe comment d'une œuvre appartenant au patrimoine culturel. Peut -on accepter que «les puissances de l'argent se servent de grandes oeuvres artistiques afin d'écouler leurs produits»* au détriment de l'œuvre servant de support.

La solution pourrait être que les œuvres qui tombent dans le domaine public passent ensuite sous le contrôle de l'U.N.E.S.C.O. comme patrimoine culturel mondial.

2
INTERCOMMUNALITÉ

Si l'aménagement du territoire est de la responsabilité de l'Etat et des collectivités (régions et départements), le développement local exige des modes de gestion qui assurent une dimension et une cohérence fortes à la conception et à la mise en œuvre de politiques à moyen et long terme. L'intercommunalité constitue une solution aux problèmes de la coopération entre collectivités.

Le développement de la coopération culturelle intercommunale dépend moins de considérations institutionnelles ou juridiques que des volontés personnelles , de partenariats naturels et d'opportunités. Il suppose que chaque commune y trouve son compte et sa place dans un projet commun.

La coopération résulte d'une histoire, d'une négociation , d'arbitrages particuliers qui s'inscrivent dans une situation locale spécifique et la reflète. Mais elle a peu de chance de porter ses fruits si elle ne fait pas l'objet, dès le départ, d'une réflexion profonde, politique, sur l'intérêt de développer des pratiques culturelles de proximité.

L'intercommunalité résulte aussi d'un principe de rationalité, d'une volonté de saine gestion et d'une meilleure répartition tout à la fois des équipements, des manifestations et des charges financières. Aujourd'hui l'état de l'intercommunalité est si peu avancé qu'il faudra en passer par une loi permettant de mettre en place rapidement des systèmes de péréquation.

Le contexte est favorable à la coopération culturelle, à la disparition des marges de manœuvre budgétaires, à la redistributions des pouvoirs par le jeu de la décentralisation et à la participation sans cesse accrue du secteur culturel à des objectifs de cohésion sociale prenant en compte que, ni la culture, ni les publics ne s'arrêtent aux frontières communales.

3
FRANCOPHONIE/ INTERNATIONAL/ EUROPE

La présence de la culture d'une nation dans le monde passe beaucoup par l'usage de sa langue. C'est pourquoi il paraît essentiel que ce qui relève de la Francophonie soit lié au secteur culturel.

Le développement et la structuration de politiques communales d'échanges culturels sont loin d'être évidents. La terminologie désignant ce type de contacts(échanges, coopération, relations...) prouve la multitude d'approches du sujet. La très grande diversité des modes d'organisation et d'intervention contribue à faire des relations culturelles internationales des communes une grande nébuleuse. Celles-ci sont à la croisée de deux secteurs d'intervention, culturel et international, eux-mêmes aux contours encore très flous. Nombreuses sont les municipalités qui n'ont qu'un service culturel embryonnaire ou une activité culturelle dispersée entre plusieurs services. Les relations internationales restent peu structurées autour de logiques et d'objectifs qui leur sont propres. Peu dotées de services spécialisés, elles restent influencées par les formes anciennes du jumelage. Pour preuve, à l'heure de l'Europe, ces derniers restent le plus souvent intra-communautaires.

De plus en plus axés sur le secteur économique, les échanges internationaux prennent aussi en compte la dimension du tourisme culturel, et la communication externe des collectivités.

Le développement de l'internationalisation passe par une meilleure organisation de cette orientation. La création d' un service qui coordonne les dossiers relevant de ce secteur s'impose comme une nécessité.

En effet, pour les services culturels, la dimension internationale est loin d'être systématique car ils n'ont pas souvent de politique établie en la matière ni de discours ou d'action structurée, bien que la programmation des équipements peut avoir une dimension internationale forte, et que les politiques culturelles peuvent servir de point d'appui ou de « produit d'appel » à des relations internationales.

Pour l'instant, c'est essentiellement au niveau des professionnels de la culture et à celui des associations que se fait la prise en charge des actions dans ce domaine.

En effet, plus les responsables culturels bénéficient d'une forte autonomie par rapport à la collectivité qui les finance, plus c'est à leur niveau et selon leurs logiques que s'établissent les relations internationales.

La tendance actuelle visant à moderniser les jumelages se fait surtout en direction de la dimension économique. Lorsque la dimension culturelle est maintenue, elle ne subsiste que comme produit d'accompagnement.

Conséquences de ces tâtonnements, le discours politique sur les relations culturelles internationales est peu structuré. Bien sûr, on retrouve la référence au dialogue entre les cultures, à l'ouverture contre le repli sur soi, à la prise en compte des populations d'origine étrangère, mais ces discours sont relativement peu structurants. L'aspect « vitrine » l'emporte sur le dialogue entre les cultures et les créateurs.

Les obstacles à la mise en place d'un développement durable d'une politique internationaliste sont nombreux:

- *barrière de la langue,*
- *disparité des statuts des collectivités territoriales selon les pays,*
- *conjoncture politique et budgétaire.*

De plus, les bénéfices qu'une collectivité peut y trouver restent lointains et incertains. Ne faisant pas l'objet d'une demande explicite de la population locale, les élus sont peu tentés d'investir politiquement et financièrement

* *Extrait de la deuxième lettre publique de la famille Hugo*

dans cette voie, d'autant plus que les DRAC n'interviennent que très peu sur le plan international, faute de moyens, et de personnel

Il est regrettable qu'il n'émane rien d'important de l'Union européenne dans le domaine de la culture. Elle n'a de politique qu'en ce qui concerne les industries culturelles, alors que nous assistons à l'émergence de nouvelles cultures qui prennent corps dans les quartiers des villes européennes; de nouvelles formes artistiques, du graph à la danse, du rap à de nouvelles formes de fête. Dans toute l'Europe, aux marges des villes, se développe une culture européenne d'où les institutions européennes sont quasi absentes.

Si *Kaleïdoscope*, qui est le plus ancien programme culturel communautaire, est centré sur la promotion de la création artistique contemporaine, il n'en demeure pas moins en deçà de ce qu'il faudrait pour favoriser l'émergence d'une Europe culturelle. Ni *Raphaël*, dans le domaine du patrimoine, ni les fonds structurels ne font que l'Europe de la culture soit une réalité.

4 PATRIMOINE CULTUREL

La collectivité étant l'héritière naturelle de son passé, c'est elle qui doit pleinement assumer la manière dont il pourra être retransmis aux générations futures.

C'est en 1887 que la première loi sur le classement du patrimoine a été promulguée, et c'est en 1964, avec A.Malraux, qu'est formalisée l'idée d'inventaire du patrimoine. Aujourd'hui, avec l'effondrement de pans entiers de l'économie et l'urbanisation de la population, la notion de patrimoine culturel a intégré des outils de productions tels l'usine ou la ferme pour en préserver l'identité et la mémoire. Le patrimoine culturel englobe maintenant depuis les vestiges archéologiques, aux puits de mine en passant par l'artisan, son langage, son savoir faire, ainsi que le décor naturel dans lequel il vit.

Pour une véritable politique patrimoniale de l'archéologie.

L'archéologie préventive doit être, pour des raisons politiques et techniques, une mission de service public. Il est indispensable que le patrimoine archéologique soit déclaré d'intérêt général par la loi.

Les travaux d'archéologie préventive doivent être assurés par un seul organisme, de type Etablissement Public Administratif, placé sous la tutelle des Ministères de la Culture et de la Recherche, en remplacement de l'A.F.A.N.

Il est nécessaire de renforcer en personnel les services de l'Etat, tout en veillant à régler le statut, y compris par l'intégration dans la fonction publique territoriale pour les services archéologiques, des collectivités.

5 LES MÉDIAS

A - La Presse écrite

La presse écrite joue un rôle essentiel dans la formation et l'information des citoyens. Elle est le média d'analyse et de commentaire laissant le temps à la réflexion et à l'examen critique des faits.

La presse d'information écrite a été la principale victime de l'apparition de la publicité à la télévision car elle a été privée de sa principale source de financement. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle tend à s'aggraver.

Cet état de fait, combiné à une aide publique devenue dérisoire, un prix du papier sans cesse en hausse, des coûts d'investissement élevés, a entraîné une concentration des titres dangereuse pour la liberté d'expression.

La Gauche ne doit pas se résigner à voir disparaître, l'un après l'autre, les journaux à faible tirage par manque de ressources financières et non par manque de qualité de leur contenu éditorial, ou les journaux à grand tirage à structure et au capital financier fragiles.

Il faut donc mettre en place un système de péréquation sur l'ensemble des médias, celui-ci permettant une redistribution équitable entre la télévision, la radio, la presse écrite, et à l'intérieur de cette dernière entre les différents titres, en tenant compte de la nature moins « commerciale » de certains.

Parallèlement la distribution de la presse devra être réaménagée dans le but d'en diminuer les coûts et de mieux répartir les points de vente.

Dans ce domaine, une fois encore, c'est dès l'école qu'il faudra intervenir.

L'utilisation de la presse à l'école aide les élèves à rattacher leur travail scolaire à leur expérience quotidienne. Elle leur apprend à dater, situer et restituer une information, à dégager et retenir le message essentiel et à être capables de réutiliser leurs connaissances dans des domaines différents.

Faire la promotion de l'écrit, c'est faire appel à la raison par rapport à l'émotion que suscite l'image; c'est former le lecteur, le public acheteur de demain et, par là, aider au maintien du pluralisme.

B - Autres Médias

Le renouvellement technologique actuel est plus rapide que par le passé, les nouvelles technologies touchent simultanément tous les domaines et présentent la particularité de déséquilibrer la structure de l'offre et de l'emploi sur le marché du travail.

L'existence d'infrastructures de communication à haut débit entre la France et des pays disposant d'une main d'oeuvre qualifiée et peu coûteuse fait peser le risque de délocalisation d'activités comme la saisie des annuaires ou le traitement des chèques.

Il nous faut donc former les jeunes aux nouvelles technologies de communication, et créer une protection juridique et sociale adaptée au télétravail.

La question du financement du secteur audiovisuel public est posée. Le désengagement de l'Etat remet en cause l'identité du Service Public. En effet, celui-ci doit essayer de compenser, en augmentant considérablement ses ressources publicitaires, au mépris de ses missions. En soumettant ainsi la politique des programmes des chaînes publiques à la contrainte publicitaire, c'est leur légitimité qui est remise en cause. Il faut donc plafonner les ressources publicitaires de ces chaînes et développer un système de péréquation sur les revenus publicitaires des réseaux privés.

Nos objectifs doivent être les suivants :

- *Faire de l'audiovisuel un outil éducatif avec une double mission de formation à l'image, à la communication et de formation par l'image,*
- *Conforter l'audiovisuel public par une stabilisation des réseaux hertziens autour de trois axes, réseaux généralistes, réseaux éducatifs et culturels, réseaux de proximité,*
- *Développer une industrie de programmes et constituer des grands groupes européens multimédia en maintenant le système de quotas de diffusion,*
- *Soutenir la recherche dans le domaine,*
- *Constituer des banques de données publiques à coûts d'accès peu coûteux.*

6 RECHERCHE/ CULTURE SCIENTIFIQUE

La diffusion et le partage des connaissances, ont toujours constitué deux des dimensions essentielles du travail de chercheur. Cela est encore plus vrai aujourd'hui car on constate un véritable problème d'acceptation par la société des avancées de la recherche. Ceci risque de conduire à des blocages qui seront préjudiciables à la recherche, mais aussi à la société elle-même.

Il est donc impératif d'impliquer plus fortement les citoyens dans les processus de développement et les choix de recherche scientifique. Pour cela le rôle des médias est important, mais il bute sur une difficulté : concilier la spécialisation et la technicité des données scientifiques et leur accès au plus grand nombre.

Un effort de coordination des multiples initiatives qui existent dit être entrepris par l'Etat. Pour les jeunes, c'est au niveau de l'enseignement et des activités périscolaires que l'effort doit porter.

L'emploi des jeunes : une occasion de mobilisation de l'ensemble du parti et de relance par l'emploi

SIGNATAIRE

J.C. BOULARD - Membre du Conseil National, Député

L'engagement de créer 700 000 emplois pour les jeunes a constitué le thème majeur de la campagne électorale et a largement contribué à la victoire.

Conformément à cet engagement, le premier texte législatif présenté par le gouvernement et débattu à l'Assemblée Nationale concerne la mise en place du dispositif.

En ouvrant ainsi la nouvelle législature, la gauche, au-delà de la symbolique, exprime une volonté : donner aux jeunes une place, un rôle, une perspective, un avenir.

I
LES HOMMES, LES MACHINES, L'EMPLOI

Les socialistes qui, de par la volonté du suffrage universel, seront au pouvoir en l'an 2000, savent qu'au cours du siècle qui s'ouvre le travail des robots et des ordinateurs continuera de remplacer le travail des hommes pour produire des biens industriels et des services tertiaires.

Il faut donc affecter une part des richesses produites par ces machines au financement de l'emploi dans d'autres secteurs où l'homme n'est pas remplaçable, où il reste «compétitif».

C'est faute d'avoir fait à temps ce choix que le plus vieux rêve des hommes, faire travailler des machines à leur place pour réduire leur peine, s'est transformé en cauchemar.

Les secteurs où les robots ne remplacent pas le travail humain sont ceux des relations des hommes entre eux avec leur environnement. Pour renforcer la sécurité, lutter contre la solitude, accompagner la vie dans ses phases fragiles de la petite enfance, de l'adolescence et du grand vieillissement, adapter l'espace aux handicapés, faciliter l'accès au droit à la justice, sauvegarder la qualité de l'eau, de l'air, de la terre, développer l'animation dans les domaines de l'éducation, du sport, de la culture, du tourisme, mobiliser la force de la créativité dans tous ces secteurs, **pour tout cela il faut le travail des hommes.**

En décidant dans ces domaines où les besoins sont mal ou pas du tout satisfaits de prendre en charge 80% du coût des emplois jeunes, l'Etat accomplit un effort sans précédent.

A nous, sur le terrain, dans nos collectivités locales, dans les associations, au sein des organismes mutualistes de susciter des initiatives, de créer une dynamique, de provoquer un mouvement.

Voilà une occasion de mobiliser les forces du parti pour animer une action significative de transformation sociale.

Il est souhaitable que la motion du congrès comporte un appel à la mobilisation de tous pour la réussite du plan emploi des jeunes.

Au-delà des emplois dans les secteurs d'utilité publique, il convient également de promouvoir l'emploi des jeunes dans le secteur privé qui est concerné, pour la moitié de l'objectif, soit 350 000 emplois.

La mise en œuvre de cette composante du plan emploi jeunes fait partie de la négociation avec les partenaires sociaux.

Les jeunes sont particulièrement concernés par la question de l'ouverture d'un droit à la retraite pour les salariés justifiant de 40 annuités de cotisations en contrepartie de l'embauche d'un jeune. Cependant, le mécanisme sera nécessairement étalé dans le temps, compte tenu de son coût et aura donc des effets très progressifs.

C'est pourquoi d'autres dispositions sur l'emploi sont indispensables pour encourager la création d'emplois jeunes dans le secteur privé.

Fondation Jean-Jaurès

II
L'ORIENTATION VERS LES MÉTIERS

Face au taux d'échecs des jeunes dans les filières d'enseignement, y compris d'enseignement supérieur, il convient d'affirmer une volonté d'orientation ou de réorientation des jeunes vers les métiers. Il s'agit de redonner une chance à des jeunes souvent victimes de la valorisation collective des filières généralistes au détriment des filières techniques et professionnelles.

Avoir un métier dans les mains constitue pourtant aujourd'hui un atout d'insertion professionnelle, d'autant que le secteur des métiers reste un des rares où subsiste une offre d'emploi non satisfaite.

III
L'ASSAINISSEMENT DES CONDITIONS D'UTILISATION DES STAGES

Beaucoup de jeunes ballottés de stage en stage et de contrat d'orientation en contrat de qualification ont le sentiment que certaines formules d'insertion vers le secteur privé, qui ont montré par ailleurs leur efficacité, constituent des occasions de recourir à une main d'oeuvre bon marché et précarisée pour couvrir des besoins permanents d'emplois.

En conséquence, l'assainissement de certains dispositifs d'insertion, dont la pertinence n'est pas en cause, paraît justifier en mettant en place des chartes de qualité et des interdictions de recourir aux stages pour satisfaire des besoins permanents d'emploi.

IV
LA PRÉPARATION DE LA SORTIE DES C.E.S. JEUNES VERS LE SECTEUR MARCHAND

La mise en place du nouveau dispositif emploi jeunes va provoquer une pression forte de la part des jeunes ayant un C.E.S. pour que celui-ci soit transformé en emploi jeunes.

Pour éviter un basculement systématique d'un dispositif vers l'autre, alors que les deux dispositifs n'ont pas les mêmes raisons d'être, il faut favoriser la sortie de certains jeunes en Contrat Emploi Solidarité vers des emplois de caractère marchand.

Il convient d'ouvrir aux jeunes se trouvant en Contrat Emploi Solidarité le droit de cumuler leur C.E.S. avec un emploi à mi-temps dans une entreprise ou avec une formation rémunérée. Cette possibilité de cumul permettrait de préparer leur sortie professionnelle.

Le test du cumul CES mi-temps en entreprise au niveau des jeunes permettrait ultérieurement d'élargir le droit au cumul de toutes les personnes se trouvant en C.E.S.

V
L'ENCOURAGEMENT À LA CRÉATION D'ENTREPRISES PAR LES JEUNES

Un sondage effectué auprès des élèves sortant des grandes écoles et notamment des écoles d'ingénieurs montre que la très large majorité d'entre eux aspirent à un emploi salarié et n'envisagent pas de se lancer dans l'aventure de la création d'entreprises.

Là réside très certainement une des faiblesses de notre économie, qui voit les jeunes les plus qualifiés, les plus diplômés et les mieux intégrés, se révéler peu motivés par la prise de responsabilités en qualité de créateurs d'entreprises.

Le plan sur l'emploi jeunes constitue l'occasion de délivrer un message vers les jeunes qui ne rencontrent aucun problème d'intégration professionnelle afin de les inciter à se tourner vers une démarche de créateur d'entreprises.

Pourquoi ne pas ouvrir aux jeunes disposant d'une capacité professionnelle reconnue l'accès à une aide à la création d'entreprises, au moins égale au capital minimum nécessaire à la mise en place d'une S.A.R.L. (50 000 F) ou d'une Société Anonyme (250 000F).

Cette mesure pourrait trouver son financement dans le cadre de l'enveloppe emploi jeunes.

En effet, l'aide de l'Etat pour un emploi jeunes représentera de l'ordre de 80 000 F par an soit 400 000 F pour cinq ans.

Il ne serait pas anormal que dans la limite de 2 000 projets de créations d'entreprises par an par des jeunes, une partie des crédits correspondants au coût de la création de 2 000 emplois salariés soit capitalisé et affecté à l'aide à la création.

VI
LA RELANCE DE LA CONSOMMATION PAR L'EMPLOI.

Dans le débat qui oppose les partisans de la relance par la consommation aux supporteurs de la relance par l'investissement, il faut faire plus fortement sa place à l'idée de relance par l'emploi.

Tout emploi supplémentaire dans une famille est un facteur de relance de la consommation de toute la famille.

De même, une somme selon qu'elle est utilisée à assumer l'indemnisation du chômage ou au financement d'un emploi n'a pas les mêmes effets sur la consommation. Convertir une dépense de financement passif du chômage en financement actif du travail contribue à relancer la consommation.

C'est pourquoi, si nous voulons que le plan jeunes ait un impact comme outil de la relance par l'emploi, il faut qu'il ait des effets massifs et rapides.

Au parti socialiste de se mobiliser pour contribuer à lui donner ces effets.

SIGNATAIRES DES 3 CONTRIBUTIONS SUIVANTES

SECRÉTARIAT FÉDÉRAL HAUTE-GARONNE - CONSEIL NATIONAL. «QUART SOCIETAL»
François BLACHON

MILITANT DE LA FÉDÉRATION DE HAUTE-GARONNE - MEMBRE CEF.
Pierre SOUBIAS

1 - Libéralisme économique et argent trouble

Rien de commun entre la mafia sicilienne, les yakuzas japonais, le «Cartel de Medelin», les présidents véreux de certains pays d'Afrique ou d'Amérique latine, des états narco-trafiquants. Pourtant tous font dans le trafic de drogue, le crime organisé, la corruption, les pouvoirs parallèles, avec des incidences économiques différentes d'un pays à l'autre.

Selon le GAFI (Groupe d'Action Financière sur le blanchiment de capitaux) 420 milliards de francs provenant du trafic de drogue sont blanchis chaque année dans le monde et 1 500 milliards si l'on considère l'ensemble des activités criminelles.

La mondialisation croissante de l'économie et la dérèglementation financière ont facilité l'essor et le recyclage des profits des trafics dans les activités légales (immobilier, oeuvres d'art, placements boursiers...) mais aussi dans l'achat d'armes.

En dépit des mesures prises par la communauté internationale dans les domaines du blanchiment de l'argent, du contrôle des produits chimiques, de l'aide aux pays producteurs et de la prévention, la situation a continué de se dégrader.

Le trafic d'influence à l'échelle mondiale est principalement dû à la mondialisation des grandes sociétés européennes, américaines, japonaises.

La toute-puissance de ces firmes transnationales fausse le fonctionnement des économies libérales des états industrialisés. Elles sont incontestablement les véritables féodalités de l'économie moderne et sont en mesure de s'approprier des rentes dont l'utilité productive n'est pas toujours justifiable. Ces rentes sont constituées en partie par l'obtention de gros contrats avec l'Etat, dans le domaine de la défense, de la construction des infrastructures lourdes, des grands aménagements, avec parfois des surfacturations patentes.

L'argent noir peut servir à alimenter la caisse des partis politiques, de plus en plus dépensiers du fait de la médiatisation accrue des grands moments de la vie démocratique.

La souveraineté de l'Etat, son rôle d'arbitre et de régulateur au-dessus des agents économiques, sont compromis par la puissance des grands groupes industriels et financiers qui le phagocytent progressivement.

La privatisation des grands médias audiovisuels sous la coupe des groupes industriels et financiers accentue encore plus la dépendance du pouvoir vis-à-vis de ces groupes. L'Etat perd son pouvoir souverain et sa capacité de régulation économique.

La dégradation de la notion de puissance publique donne lieu à ce que l'on peut appeler la grande corruption, qui permet à certains agents économiques, individus ou entreprises, de s'enrichir rapidement sans effort productif particulier.

L'extension de la grande corruption facilite et légitime la généralisation de la petite corruption, qui permet des corrections du niveau des revenus, indispensables pour assurer le statut socio-économique minimal.

Face à l'extension du pouvoir du crime organisé, du commerce international de la drogue, de la corruption, du trafic d'influence, et aux dangers qu'ils représentent pour les états démocrates, la lutte doit être renforcée aux niveaux des institutions internationales, européennes, nationales. Voici quelques mesures qui pourraient être prises.

EN FRANCE

Renforcement des effectifs de la cellule TRACFIN du ministère des finances et de l'office central de répression de la grande délinquance financière, chargés de lutter contre le blanchiment de l'argent.

Renforcement de l'arsenal de lutte contre le blanchiment.

Intensification des campagnes de prévention de la toxicomanie et augmentation des centres de distribution de méthadone.

AU NIVEAU DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Depuis janvier 1993, la libre circulation des marchandises et des capitaux a facilité la tâche des trafiquants.

Cinq ans ont passé depuis que la Commission Européenne a présenté sa première proposition de directive sur la lutte contre le blanchiment de l'argent issu du trafic de drogue, et plus de deux ans depuis son entrée en vigueur.

- *il faut que les 15 membres soient au même niveau de lutte contre le crime organisé (et pas seulement la drogue) ;*
- *création d'une liste commune des professions particulièrement susceptibles d'être utilisées dans le but de blanchiment d'argent ;*
- *obligation de coopération et d'informations des banques ;*
- *amélioration des systèmes de surveillance interne aux instituts financiers ;*
- *obligation à toute personne physique ou morale de signaler des transactions suspectes ;*
- *collaboration accrue des services concernés des différents états ;*
- *renforcement des moyens d'EUROPOL ;*
- *contrôle plus stricte des aides européennes (FEOGA...).*

AU NIVEAU MONDIAL

Les activités de blanchiment gagnent sans cesse de nouveaux pays et ne se limitent pas seulement au secteur financier. Des dispositions doivent donc être prises par les institutions internationales pour combattre ce fléau.

- aides aux pays de production

par des ressources de remplacement ;
- contrôle des places financières et des marchés à termes des matières premières ;
- blanchiment par le biais des bourses de marchandises réprimé pénalement ;
- lutte contre la corruption des fonctionnaires dans le cadre de transactions commerciales internationales ;
- meilleur contrôle des projets de développement aux PVD ;
- contrôle de la provenance des sommes remboursées aux FMI.

2 - Une autre politique francaise en Afrique noire

Les critiques se multiplient, depuis plusieurs années, à l'encontre de la politique qu'ont menée l'ensemble des gouvernements de la Ve République, y compris les socialistes, à l'égard des anciennes colonies françaises et plus particulièrement de l'Afrique noire francophone. L'appui à des régimes dictatoriaux, l'affairisme, l'obsession du prestige, le manque de transparence des décisions : tels sont les griefs les plus couramment évoqués. Ils sont largement fondés.

Mais s'il est normal pour les Socialistes, d'exercer le «droit d'inventaire» aussi sur cet aspect du passage au pouvoir, c'est avec la conviction qu'une nouvelle politique est envisageable pour la France à l'égard de l'Afrique, qu'il est encore possible pour notre pays de refonder son mode de relations avec ce continent, et qu'on doit donner rapidement les premiers signes de cette mutation.

Le premier constat à faire est qu'à part les quelques zones stimulées par la dévaluation du franc CFA, l'Afrique noire ne décolle pas vraiment économiquement. La marginalisation du continent, au sein d'une économie mondiale de plus en plus intégrée, est grosse de dangers, car elle isole et fragilise encore plus des sociétés déjà engagées dans des bouleversements traumatisants.

Le second constat est que l'aspiration à la démocratisation est bien réelle, mais se heurte à de nombreuses contradictions : la faiblesse ou l'inexistence de l'état de droit, une culture politique marquée par la primauté de la force, l'insécurité de l'individu, la dépendance économique. Ces contradictions politico-culturelles ne tiennent pas à une « essence « africaine qu'il faudrait maintenir en place, mais à une situation historique qui a évolué déjà et continuera de le faire. Il est vrai qu'un long passé d'interventions extérieures indues ou maladroites explique, pour partie, la déresponsabilisation et l'archaïsme d'une part des élites africaines.

Face à ce phénomène, la politique dite de «coopération» de la France apparaît comme une réponse à la fois faible quantitativement, et inadaptée aux enjeux. D'une part, elle ne pèse guère sur les ressorts du développement économique. D'autre part, sur le plan politique, même si la France a soutenu officiellement les processus de démocratisation, on a trop perçu le poids de certaines complaisances passées, d'où un manque de lisibilité de notre diplomatie. La crainte d'une régression de l'influence française, le concept confus des «relations privilégiées» au nom de l'Histoire, le poids des réseaux ; tout cela tend à paralyser les initiatives au sommet de l'Etat.

S'y ajoute la redécouverte récente d'une évidence : si l'Afrique noire donnait du travail à ses ressortissants, la pression migratoire serait moins forte. Cela plaide pour une politique de coopération plus efficace, responsabilisant éventuellement les cadres et techniciens formés en France. A cet égard, il faut voir comme un signe encourageant le fait que les africains immigrés soient plus présents qu'autrefois dans la vie culturelle et civique de la France.

Mais on ne décrète pas le développement, et jamais la «recette» de celui-ci n'a paru aussi complexe. Les petits projets, plus efficaces, offrent un débouché valorisant à l'investissement des hommes, mais ils ne suffiront pas à créer les conditions d'un décollage, et ils demandent une orientation générale réfléchie, qui évite la dispersion et l'amateurisme.

Cela impose d'aller à contre-courant de la tendance qui a donné au discours ambiant sur l'Afrique une coloration de plus en plus humanitaire et de moins en moins économique. Certes, il n'y a pas à dénigrer l'action humanitaire elle-même, souvent efficace et sincère. Il revient à compléter cette action par une lecture politique et économique des crises africaines, souvent complexes.

Les stratégies d'influence des pays occidentaux ne s'avouent plus comme telles, mais continuent d'exister de façon occulte, ce qui demande un surcroît de vigilance des militants de l'autonomie politique de l'Afrique. L'influence américaine, qui va croissant, est essentiellement orientée vers l'intégration de l'Afrique dans l'économie libérale, et n'aide pas le continent ni à se stabiliser politiquement, ni à se démocratiser.

La vocation de la France est de rappeler dans les instances internationales qu'à lui seul, le libéralisme n'apporte pas de perspective de développement à l'Afrique noire, qu'un minimum d'état de droit est nécessaire pour que l'économie se développe réellement, et que l'absence totale d'intervention dans les crises ne sert que les stratégies de violence. La France n'a pas vocation à être le gendarme de l'Afrique. Mais dans le contexte international actuel, il est important que face aux autres pays riches, elle retrouve une crédibilité dans son discours sur l'Afrique.

C'est pourquoi il faut remettre le développement au centre de toute notre politique de coopération. Il n'est pas illégitime, pour un pays développé, de proposer à d'autres pays de bénéficier de transferts de compétence et de technologie, voire d'appuis financiers, si le pays bénéficiaire les juge utiles à son propre développement, et au type de développement qu'il envisage. Le tout est que l'élaboration de la politique de développement soit effectivement partagée : le mot «coopération» doit reprendre tout son sens, bien affaibli à ce jour. La politique africaine de la France ne peut pas se décider sur le seul principe du «rayonnement» d'un pays sur les autres pays. La même ambiguïté doit d'ailleurs être levée autour de l'idée de francophonie.

Dans le même esprit, il faut découpler radicalement la politique de coopération, qui a ses domaines d'intervention propres (santé, éducation, recherche, environnement) et les intérêts immédiats des entreprises françaises. Ces intérêts sont légitimes, mais le dynamisme commercial réel de nos entreprises n'a rien à gagner à cette confusion des plans.

Les domaines prioritaires de la politique de coopération doivent être définis en fonction des besoins concrets de développement. Le lien entre démocratie et développement doit être un souci constant, et la France doit clairement soutenir tout progrès de l'état de droit. Notre coopération devrait apparaître comme une composante de la coopération européenne, et non comme une façon de s'assurer une influence au détriment d'un autre pays.

L'utilisation de l'aide publique au développement doit être évaluée avec plus de rigueur, pour éviter le soupçon de corruption ou de détournement. L'Etat français pourrait aussi confier à des ONG ou associations la mise en oeuvre de certains programmes qu'il soutient, moyennant un contrôle financier et une évaluation des résultats.

La politique de coopération, enfin, doit accepter le contrôle démocratique en France même. Les interventions en Afrique noire, quelle que soient leur nature, seraient l'objet d'un débat au Parlement.

A terme, la cellule africaine de l'Elysée serait supprimée au profit des services spécifiques des Affaires Etrangères.

3 - Une politique ambitieuse pour l'enseignement supérieur

La démocratisation de l'enseignement supérieur, progressive mais inéluctable, fait que les choix politiques, dans ce domaine, intéressent - directement et indirectement - une part de plus en plus large de la population française. La qualité et l'accessibilité des formations post-bac ne déterminent plus seulement les compétences futures des enseignants et des cadres supérieurs du pays - ce qui est déjà beaucoup - mais deviennent de plus en plus stratégiques dans la formation initiale et continue des Français en général. L'enseignement supérieur, toutes filières confondues, est ainsi devenu, au même titre que les autres niveaux d'enseignement, un grand enjeu républicain, une clé de la promotion sociale et de l'intégration économique.

Les moyens ne doivent pas manquer à cette politique, et les réorganisations nécessaires, au sein de l'enseignement supérieur doivent être effectuées au nom de ce projet. L'échec de la droite, dans ce domaine, tient à son manque d'une vision à long terme d'une conception moderne des formations supérieures, autant qu'à son incapacité politique à dégager des moyens financiers. Un gouvernement de gauche doit retrouver le souffle et l'esprit démocratique du plan «Université 2000», inscrire cette ambition dans un plan «Université 2010», et concevoir une loi de programmation pluriannuelle intégrant les créations de postes, enseignants et non enseignants.

Mais l'enseignement supérieur **ne se réduit pas à l'Université :** il inclut des Instituts, des Ecoles - pas seulement les «Grandes Ecoles» - et des classes post-bac dans les lycées. Il importe que cette diversité dans les structures ne soit plus, comme actuellement, source de confusion dans l'orientation, de sélection précoce, de refermement de «micro-élites» sur elles-mêmes. Tout doit être fait pour que les différentes cultures qui règnent dans l'enseignement supérieur, qu'elles se réclament de l'esprit critique ou de l'esprit d'efficacité, ne s'ignorent plus mais collaborent désormais à la formation des jeunes générations.

La **formation professionnelle supérieure** prendra toute sa place à l'Université, se diversifiera, s'adaptera aux évolutions techniques, et deviendra accessible à partir de filières générales aussi bien que de filières technologiques (IUT, BTS). Ces dernières, symétriquement, doivent permettre l'accès à des poursuites d'études plus théoriques. La contribution des établissements d'enseignement supérieur à la formation continue doit également s'accroître, conformément à l'attente de nombreux publics.

L'autonomie des établissements, notamment des Universités, n'est pas de pure forme, mais représente une chance pour que se mettent en place de véritables innovations. Elle doit s'accompagner de garanties de financement pour les projets les plus intéressants, notamment dans la lutte contre l'échec des étudiants et dans la définition de nouvelles formations.

Dans un esprit de justice sociale, les moyens pour faciliter la poursuite d'études par les enfants de famille modeste doivent être accrus et le système des bourses rendu plus efficace. Les droits d'inscription pourraient être modulés en fonction des revenus parentaux.

Enfin, l'Université, qui est partie prenante de la mission de recherche, a aussi vocation à rester le lieu **d'une articulation étroite entre l'élargissement des savoir et leur transmission** dans le cadre de cursus de formation.

Pour cela il importe que les enseignants-chercheurs soient promus sur l'ensemble de leurs compétences, scientifiques, pédagogiques et administratives, que la précarité des emplois, là comme ailleurs, soit bannie, et qu'un système de recrutement respectant mieux l'égalité républicaine et la transparence soit mis en place.

Une révision des statuts permettrait à tous les personnels enseignants qui le souhaitent une formation ou une participation à la recherche, et prévoirait une évaluation des activités de recherche comme des services d'enseignement.

Pour que les socialistes ne ratent pas un rendez-vous de l'Histoire : celui d'Internet et de la société de l'information

«La communication effacerait le secret, qui seul rendit possible le génocide nazi, Hiroshima et le Goulag.»

Norbert Wiener, 1948

«La croissance du septième continent sera le principal moteur de la croissance du XXIème siècle.»

Jacques Attali, Le Monde, 7 août 1997.

«La France et la culture française doivent occuper toute leur place dans la société mondiale de l'information.»

Lionel Jospin, Hourtin, 25 août 1997.

SIGNATAIRES

Patrick BLOCHE, Député de Paris - Corinne BORD - Antoine BUTET - Marc COURAUD - René LALEMENT Stéphane MARTINET - Raphaël MAZOYER - Bertrand MONTHUBERT - Erwane MORETTE - Estève VIDAL

La société de l'information qui se dessine constitue un défi politique majeur pour le Parti Socialiste. Croissance et emploi dépendront de plus en plus de la production d'une richesse immatérielle et la bataille de l'intelligence devra être livrée si la France veut rester dans la compétition internationale. Mais l'enjeu n'est pas qu'économique car les nouveaux réseaux multimédias vont façonner les rapports sociaux du siècle prochain. Tant en ce qui concerne l'aménagement du territoire ou l'accès au savoir et à la culture, il s'agit pour les socialistes d'élaborer les contours d'une société de l'information dont le développement permettra de réduire les inégalités. Une autre dimension de notre vision politique est de nature démocratique car Internet est un facteur de transparence de la vie publique, de la liberté, d'une participation plus forte des citoyens à la vie de la cité.

Constatant le retard français dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, le Gouvernement, par la voix de Lionel Jospin à Hourtin le 25 août dernier a privilégié clairement Internet par rapport au Minitel limité technologiquement et, en ne suivant pas Bill Clinton dans sa vision ultra-libérale, a affirmé la nécessité d'une intervention volontaire, lisible et durable de l'Etat.

Le Premier Ministre a posé clairement les bases d'une société de l'information solidaire en déterminant six priorités : l'école, la culture, le commerce électronique, les entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication, la réforme des services publics, une régulation qui est d'abord de la responsabilité des acteurs d'Internet.

Lionel Jospin a également souhaité que l'action du Gouvernement repose sur l'ouverture d'un débat public. C'est pour que le Parti Socialiste en soit partie prenante qu'est née cette contribution.

I
Les enjeux du nouveau monde virtuel

1
Un enjeu technologique

Aux yeux de nombreux Français, particuliers ou professionnels, l'Internet représente un univers technique mystérieux dont les très forts liens avec les outils informatiques, peu présents chez les ménages, constituent une barrière technique et psychologique : seuls 4% des Français y sont donc connectés

aujourd'hui, et son intérêt économique n'est longtemps pas apparu évident aux entreprises.

Il n'est pas inutile de souligner l'originalité de conception de l'Internet.

Alors que le réseau téléphonique concentre toute son « intelligence « dans ses équipements centraux, ses extrémités étant des terminaux téléphoniques techniquement rudimentaires (ce qui est aussi le cas de l'audiovisuel et de la télématique), l'Internet répartit son intelligence à ses extrémités, les terminaux étant des ordinateurs, les équipements n'étant qu'une simple infrastructure de transport de données. Ce choix technologique, d'avoir placé l'intelligence du réseau au plus près de l'utilisateur, a des conséquences sur son appropriation sociale.

L'Internet diffère aussi de l'audiovisuel, qui est un système de communication à sens unique, produit par des professionnels de l'information soumis à une déontologie. Il diffère des systèmes télématiques nationaux (Minitel français, télétexte allemand...) : contrairement à ceux-ci, l'Internet a permis le développement d'une grande variété de modes de communication intégrant aussitôt les données multimédias et accessibles de façon uniforme à toutes les échelles, sans frontières ni centre.

L'accès via le réseau téléphonique, associé au coût élevé des communications locales en France, représente un handicap au développement de l'Internet. De nouvelles techniques, telle celle qui le rendra accessible sur son moniteur télé via le câble ou le satellite, lèveront l'appréhension des particuliers car ceux-ci utiliseront des outils déjà présents et connus d'eux. Quant aux professionnels, la progression spectaculaire des chiffres du commerce sur l'Internet suffit à montrer l'importance de l'enjeu économique que représente ce nouvel outil.

2
Un enjeu de société

Loin d'être seulement un enjeu technologique, l'Internet est un enjeu de société. L'accès au savoir et à la culture représente un enjeu constant de notre société car il est une condition, pour le citoyen, de l'exercice de la démocratie participative, pour le travailleur, d'une meilleure connaissance de ses droits, pour l'individu, d'un épanouissement personnel.

On constate que les usagers tendent à répliquer dans l'Internet les lieux et les liens sociaux (lieux de travail, de loisirs, de convivialité, de commerce, de formation), ce qui a pour effet d'intensifier les liens sociaux existants, en recherchant une présence à distance, plutôt que de se substituer à eux. C'est ainsi que les services en cours de développement, telle la vidéo-conférence, cherchent à réaliser des effets de présence à distance. On peut aussi noter que l'Internet donne des moyens pour tisser des réseaux réunissant des communautés d'intérêt, fondées sur des identités de choix, multiples et variables (langue, territoire, opinion, préférence sexuelle, genre, etc.).

L'Internet montre ainsi la conjugaison de deux mouvements : d'une part, une déterritorialisation (délocalisation des services, mondialisation des échanges) et, d'autre part, une reterritorialisation, à la fois géographique et thématique (économie locale, tourisme, citoyenneté, hébergement, transports, produits locaux...). Par exemple, on observe que près de 80 % des informations mises en place sur les serveurs par les particuliers ou les collectivités locales participent d'une mise en valeur d'un territoire promouvant l'identité des terroirs : ceci révèle une aspiration à une vraie décentralisation dans l'élaboration d'une stratégie d'aménagement du territoire.

3
Un enjeu politique

L'accès à l'Internet, comme à toute nouvelle technologie, est limité par des facteurs économiques, qui sont combinés avec des facteurs socioculturels (âge, niveau d'études, localisation, langues pratiquées). Contrairement à d'autres technologies, qui peuvent conduire à un renforcement des inégalités, l'Internet peut permettre une réduction de celles-ci, en facilitant l'accès au savoir et à la culture et en éliminant les barrières géographiques et sociales.

C'est aussi un moyen pour intéresser à nouveau à la vie publique les jeunes générations qui s'en sont actuellement écartées et qui se trouvent être les plus attachées à l'usage des nouvelles technologies de communication.

S'il est certain que le développement de l'Internet structurera le territoire physique par le biais des équipements de télécommunications et des effets qu'ils induisent sur les activités, les usagers du réseau façonnent progressivement un nouveau territoire qui est celui de la société de l'information, territoire sans espace ni frontières aux usages multiples et différenciés.

L'appropriation de ces équipements a des effets dynamisants pour les activités économiques et sociales locales en permettant le désenclavement de régions européennes isolées géographiquement et économiquement.

4
Un enjeu économique

Bien que le commerce électronique existe déjà, notamment en France grâce au Minitel, l'Internet est une opportunité de son extension, et par la-même, de l'ensemble du commerce, grâce à la relaxation des contraintes de proximité et à l'abaissement des coûts d'intermédiation.

Contrairement aux idées répandues, les méthodes de paiement via l'Internet sont fiables : protocoles SET, porte-monnaie virtuel, voire lecteur de carte à puce. Seule la réticence des consommateurs vis à vis de ces modes de paiement reste à être levée.

Alors que l'essor économique de l'Internet commence à peine, les positions européennes arrêtées lors de la conférence de Bonn le 7 juillet dernier, en matière de réglementation du réseau et de développement du commerce électronique, s'inscrivent sur la même ligne que celles prises par les Etats-Unis : la réglementation ne doit «ni démotiver, ni contraindre». Le secteur privé, au centre d'un marché de 200 milliards d'euros que représentera d'ici l'an 2000 le commerce électronique, serait donc le seul acteur de l'Internet. Il est curieux de voir le modèle libéral prendre le relais du modèle étatique-libertaire initial (l'État finançait les infrastructures, les usagers se chargeaient du fonctionnement). Est-il judicieux de n'envisager l'Internet que sous l'angle du commerce électronique et de laisser à la seule initiative privée le développement des télécommunications, au risque évident de ne pas satisfaire l'intérêt général ?

II
Pour un projet socialiste de la société de l'information

Nous devons énoncer le principe d'un service d'intérêt général qui réponde aux exigences du service public. Ce principe doit garantir un coût de connexion réduit et indépendant du lieu, les opérateurs de télécommunications devant facturer le transport de données au volume et non au temps. C'est une condition pour que l'Internet soit effectivement un moyen de réductions des inégalités.

1
Internet et l'emploi

L'Internet constitue dès à présent un moteur de croissance, donc de création de richesse et d'emplois. Citons parmi les secteurs susceptibles d'être créa-

teur d'emplois : la création de nouvelles formes de médias, la production de logiciels, la mise en place de services de formation à distance, de services médicaux à distance, ainsi que tous les services pouvant contribuer au maintien et à l'expansion de l'artisanat, du petit commerce ou des PME, notamment par l'extension de la zone d'action de l'entreprise, quelle que soit sa taille.

Le télétravail est un exemple d'une forme d'emploi de demain, qui donnera la possibilité de travailler à distance, en temps choisi, voire d'effectuer plusieurs tâches de natures différentes. Ainsi, il pourra renforcer le lien social, notamment la vie privée et la vie locale, en limitant les déplacements pendulaires et leurs effets négatifs sur l'environnement (par le développement de télécentres, voire la création de villages électroniques à la campagne).

2
Internet citoyen

La puissance publique doit permettre à tous, jeunes et adultes, de devenir ou de demeurer acteurs de la Cité. La familiarisation et l'appropriation de ces nouvelles technologies par toutes les classes d'âge sont un enjeu important pour notre pays.

Par l'intégration de la maîtrise de l'outil Internet comme mode d'accès à l'information, les formations initiales et continues doivent apporter à chacun le recul nécessaire à l'utilisation de l'information. Il faut aussi éviter l'enfermement de l'individu dans un monde virtuel ; les conséquences directes pouvant en être une « incommunication humaine « qui conduise à la perte progressive de la socialisation.

De plus, si les motivations économiques tendront à étendre le réseau aux pays en voie de développement, il faut veiller à ce que cette extension mobilise des investissements financiers et scientifiques locaux, assure le partage des technologies (dont la plupart, en ce qui concerne l'Internet, sont du domaine public) et du savoir.

3
Internet et le droit

L'Internet doit naturellement se développer dans le respect des principes auxquels les socialistes sont attachés, notamment la liberté d'expression, le respect de la dignité humaine et de la vie privée, la protection de la propriété intellectuelle et l'égalité des chances.

Il donne de nouveaux moyens à l'exercice de la liberté d'expression (articles dans les forums, réalisation de sites Web personnels), qu'il convient de favoriser. Les limitations à cette liberté, nécessaires dans une société démocratique, et notamment dans le but de préserver la dignité humaine, ne doivent pas reposer sur une censure administrative, mais sur l'application de la loi pénale à l'égard des seuls fournisseurs de contenu (auteurs et éditeurs).

Soulignons que les usagers de l'Internet, où qu'ils soient, sont soumis aux lois et conventions internationales en vigueur : les droits de l'homme, la protection du consommateur, la sécurité publique doivent être préservés par toutes les activités qui s'y déploient. Nous devons notamment rappeler la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et son article 1 : « L'informatique doit être au service de chaque citoyen.

Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.»

Tout doit être fait à cette fin, de l'information des usagers jusqu'à une coopération internationale. Les organisations internationales et européennes (Organisation Mondiale du Commerce, Bureau International du Travail, UNICEF, Conseil de l'Europe...) doivent, chacune en ce qui la concerne, concourir à un fonctionnement de l'Internet respectueux des principes qu'elles reconnaissent.

Le monde du travail quant à lui devra se doter de la règlementation et des conventions sociales, qui lui font actuellement défaut. Sa mutation doit être en effet l'occasion d'un renforcement des droits des travailleurs.

III
Propositions d'action

1
Une stratégie d'aménagement du territoire

Le territoire géographique

L'Internet, par ses capacités de structuration du territoire, est un des domaines d'action d'une politique d'aménagement du territoire, fonction essentielle de la puissance publique.

En termes d'infrastructures, il est impératif de se donner les moyens d'assurer un équipement homogène sur l'ensemble de notre territoire, en développant de nouvelles dorsales européennes à très haut débit, en multipliant les interconnexions des réseaux régionaux, en créant des réseaux métropolitains et des téléports, voire en assurant la couverture satellitaire du territoire, le tout adapté au multimédia et rendu accessible d'abord aux zones d'activité puis au grand public.

L'ensemble de ces éléments doit tendre vers une connexion permanente pour tous. En attendant la réalisation de cet objectif, l'adoption du principe d'un service de base, ainsi que la multiplication des points d'accès publics et gratuits (lieux de formation et de culture, centres administratifs, bornes interactives, etc.) permettront au plus grand nombre d'utiliser l'Internet.

Cette politique d'aménagement, qui doit donner les moyens techniques du pluralisme, doit être accompagnée d'une réflexion sur la mutualisation des coûts de télécommunications sur une zone territoriale, notamment par le développement de groupements locaux d'intérêt qui offrent des plates-formes web d'accueil ; celles-ci permettraient la promotion de l'action publique locale.

Le territoire de la société de l'information

Le second niveau d'aménagement est celui de la société de l'information : la puissance publique ne doit pas se dessaisir de ses responsabilités en la matière. Aménager ce territoire « virtuel «, c'est opérer des distributions de pouvoir, c'est régler les usages et assurer la coexistence harmonieuse de ses différents usagers, personnes privées, associations, entreprises et institutions.

Il lui appartient de :

- *maintenir un contrôle public sur les fonctions essentielles d'organisation, notamment la gestion des noms de domaines dans la zone FR et l'attribution des adresses de réseau IP,*
- *financer des programmes de recherche sur les technologies de l'Internet,*
- *permettre à chaque usager non-commercial, qu'il soit personne physique ou morale, de devenir fournisseur de contenu, d'hébergement et d'accès aux moyens d'aides appropriées,*
- *favoriser l'usage de la langue française, par l'aide à la création de contenus et d'annuaires francophones,*
- *éviter les positions dominantes, notamment dans le domaine culturel et éducatif, au moyen de la loi ou d'aides appropriées.*

2
Une nécessaire régulation

La création d'une autorité indépendante, instance de régulation et de médiation, appelée ici «Conseil Supérieur de l'Internet» (CSI) est nécessaire pour assurer une coexistence harmonieuse des différents acteurs de l'Internet.

Les pouvoirs de ce Conseil peuvent être envisagés selon les lignes suivantes.

Pour assurer ses fonctions de régulation, le Conseil dispose d'un pouvoir réglementaire, dans le cadre de l'organisation des zones de l'Internet affectées au territoire français : plan de nommage des sous-domaines, attribution des adresses IP aux réseaux, interconnexion des réseaux.

Il émet des avis sur les grandes opérations d'aménagement du territoire, en fonction des principes de service universel et de pluralisme. Ses avis sont motivés et publics.

En tant qu'instance de médiation, le Conseil peut être saisi par tout usager de l'Internet sur toute question, d'ordre juridique ou technique, relative aux relations entre usagers (protection de la vie privée, utilisation des données nominatives, diffusion publique de contenus illicites, etc...) ; il peut aussi s'auto-saisir. Si le Conseil estime qu'il y a matière à violation de la loi, il en avise les auteurs des contenus ou des actes susceptibles d'être constitutifs d'une infraction et leur recommande d'y mettre fin.

Ce rôle de médiation est essentiel et n'implique aucune fonction de surveillance, ni de qualification juridique de ces contenus ou actes qui lui sont signalés.

Dans les cas graves, ou si les auteurs ne suivent pas les recommandations du Conseil, celui-ci peut demander aux opérateurs techniques d'intervenir, de façon temporaire, afin de suspendre les effets de cette infraction et d'en préserver les preuves matérielles ; le Conseil doit alors saisir la juridication compétente, qui doit statuer dans un délai spécifié sur le maintien de cette intervention technique.

3
Éducation nationale et formation

C'est d'abord à l'école que l'utilisation citoyenne d'Internet se développera. La réussite de ce projet ne se mesurera pas en nombre de prises installées mais dans la qualité des programmes scolaires numérisés et dans l'appropriation de l'outil par les enseignants et élèves.

Pour cela, l'école doit réaliser, avant le reste de la société, la révolution des technologies de l'information.

Dès aujourd'hui, l'éducation nationale doit se doter d'un réseau relié à Internet, former et mobiliser les enseignants, développer de nouveaux outils pédagogiques et une industrie multimédia para scolaire.

L'introduction des technologies de l'information n'est pas seulement motivée par la nécessité de leur maîtrise par les élèves, mais aussi par ce qu'elles apportent en termes d'apprentissage : modification des rythmes scolaires, pédagogie différenciée, pédagogie active, motivation des élèves en difficulté, etc.

Dans l'enseignement supérieur, l'arrivée des technologies de l'information fera du savoir un marché mondial : il sera aussi facile, de chez soi, de suivre des cours dans une université distante que proche. Les universités françaises doivent se préparer à cé mouvement en produisant des enseignements de qualité sur support numérisé, en émettant dès aujourd'hui ces contenus vers nos partenaires (francophonie en particulier) et surtout en favorisant l'accès aux technologies de l'information de nos étudiants (une adresse électronique pour tous les étudiants avant l'an 2 000, mise en place de centrales d'achat étudiantes pour les technologies de l'information, ouverture plus large de bornes d'accès dans les universités).

Plus globalement, Internet est un outil de « formation tout au long de la vie «. L'échange gratuit des savoirs qu'il permet doit être encouragé par l'Etat. Les enseignants, une fois formés à ces technologies, pourront devenir dans leur communes, dans des associations ou syndicats les animateurs de projets à caractère éducatifs, culturels, sociaux ou simplement associatifs.

4
Pour le développement du commerce électronique

En matière de commerce, deux aspects doivent faire l'objet d'une attention soutenue, le paiement et la protection des consommateurs. Aux diverses solutions de paiement déjà opérationnelles, pourraient s'ajouter un système de « kiosque « distinct de celui du Minitel, où la facturation des services consultés serait effectuée par l'opérateur des télécommunications, ou le fournisseur d'accès, ainsi que des systèmes plus spécifiques pour des sous-réseaux.

La protection des consommateurs, quant à elle, ne pose pas de réels problèmes pour les transactions effectuées au sein de l'Union européenne bien qu'elle nécessite un effort d'uniformisation. Par contre, pour les achats hors Union européenne, nombre de pays n'offrant aucune protection du consommateur, celui-ci devra être averti des règles de commerce du pays dans lequel la transaction est conclue, pays qui devrait être obligatoirement mentionné.

Quant aux taxes, source importante de revenus pour les États, elles ne pourront continuer à être perçues que si elles sont mises en place à l'échelle européenne, et intégrées dans les dispositifs de paiement électronique, ce qui impliquera leur simplification, et probablement leur réduction.

L'Organisation Mondiale du Commerce a ici un rôle essentiel à jouer.

5
Au service de la citoyenneté

L'Internet, par les possibilités de traitement automatisé de l'information, peut receler des dangers qu'une démocratie doit combattre. Le respect de la vie privée doit être ainsi assuré. Les utilisateurs doivent être en mesure de contrôler l'enregistrement des informations les concernant, qui ne doit en aucun cas être réalisé à leur insu. D'autre part, le libre choix d'un moyen de cryptologie doit être reconnu aux utilisateurs, en contrepartie de l'obligation qui leur est faite de déposer auprès de tiers de confiance indépendants, les moyens de déchiffrement, au-delà d'un certain niveau de sécurité.

La démocratie participative se trouvera amplifiée par l'accès généralisé et gratuit, parallèlement à des lieux de consultation sur papier, à tous les documents publics, notamment aux textes législatifs et réglementaires, aux comptes-rendus des assemblées parlementaires et territoriales, aux rapports annuels des institutions (Conseil d'Etat, Cour des Comptes, CNIL, CSA, etc.) et des commissions parlementaires, mais aussi aux textes de réflexion et de programme produits par les partis politiques. La mise en oeuvre, sous une forme appropriée, de forums de discussion et la facilité de dialoguer avec les élus ou les représentants des institutions par voie électronique sont de nouvelles opportunités pour des citoyens mieux informés et plus actifs ; la réalisation des enquêtes publiques en serait rendue plus efficace.

« Cliquer sur le mulot « est une expression qui fait désormais sourire. Prenons garde cependant qu'elle ne conforte nos concitoyens dans une attitude frileuse à l'égard des nouvelles technologies de l'information. Les responsables politiques se doivent de ne pas céder à la facilité consistant à flatter celles et ceux, trop nombreux aujourd'hui dans notre pays, qui pensent qu'Internet leur est durablement inaccessible. Il revient donc au Parti Socialiste, une nouvelle fois, d'éclairer l'avenir, celui de la société de l'information.

Contribution au débat

SIGNATAIRE

Hubert BICEP - Professeur d'Economie, membre du Conseil National

La fédération socialiste de la Guadeloupe s'assigne pour but l'organisation du Département sur une base socialiste afin de garantir à chaque guadeloupéen l'exercice des droits fondamentaux de la personne humaine.

La pratique des libertés démocratiques et l'exercice régulier du droit de suffrage sont susceptibles d'engendrer des réponses qui, en se multipliant et s'épaulant mutuellement, devront constituer une véritable transformation sociale.
La fédération estime que le monde du travail dans l'Outre-Mer d'aujourd'hui a le droit de saisir toute occasion propice à la substitution d'un régime socialiste au régime capitaliste, monopoliste.

SITUATION GENERALE DE LA GUADELOUPE

Le tissu social guadeloupéen est d'une extrême fragilité en dépit de certaines apparences.

- sur le plan économique et social, cette fragilité devient chaque jour plus évidente,

- sur le plan politique, le Département est à la merci de manipulations d'un petit nombre de personnes représentant à droite comme à gauche des tendances extrémistes.

Dans un département où 70% de la population a moins de 25 ans, la précision des options politiques conditionnant l'avenir, revêt une importance majeure, ne serait-ce que pour permettre de contrer les réactions qui résulteraient d'une volonté irréfléchie d'assimilation totale ou d'indépendance.

Pour ces raisons, je réaffirme mon désir de voir émerger une conception évolutionniste permettant aux guadeloupéens d'affirmer leur identité sans germe de séparatisme et sans avoir pour autant à se renier eux-mêmes.

La Guadeloupe, marquée par son histoire récente, présente actuellement une double caractéristique, pour s'en tenir à l'essentiel :

- celle d'appartenir à la fois à l'Europe sur le plan institutionnel et à la C araïbe sur le plan géographique.

- et enfin, celle d'avoir une économie aux structures déséquilibrées, mais en mutation certaine.

Un climat tropical avec néanmoins des disparités entre la Basse-Terre et la Grande-Terre, notamment dans le domaine hygrométrique qui nécessite un plan d'adduction et d'irigation de cette dernière en utilisant le potentiel disponible en eau de la Basse-Terre.

Une importante zone économique maritime, grâce à la pluri-insularité cependant marquée par une absence de plateau continental et une surexploitation des fonds marins qui limitent les perspectives de la pêche.

La Guadeloupe, ainsi que la Martinique et la Guyane, présente l'originalité comme les autres Départements d'Outre-Mer, d'être une région monodépartementale où la décentralisation a été mise en oeuvre dès 1983, soit trois ans avant la Métropole.

La signature des premiers accords de LOME en 1975 a mis en évidence l'obligation pour nous d'exiger du gouvernement notre participation à toute décision qui intéresse notre environnement géographique : les Antilles françaises seraient signataires avec l'Europe d'un traité en faveur des pays caraïbes en voie de développement qui assure à ces derniers des appuis techniques et des ouvertures de marché sans que nous soyons présents, alors que l'économie de nos D.F.A. reste des plus précaires.

Cette ambiguïté, s'est vu renforcée avec l'intégration de l'Espagne et du Portugal à l'Europe communautaire.

Par ailleurs, il importe de noter la stratégie générale des pays caribéens qui vise à :

- confronter leur économie de production et la protéger,

- s'ouvrir à de nouveaux marchés.

Grâce au plan de développement pour la Caraïbe (C.B.I. ou plan REAGAN) dont les effets négatifs sont encore peu soupçonnables.

Cependant, les infrastructures, notamment portuaires et aéroportuaires peuvent permettre, à terme, un meilleur rayonnement des D.F.A. dans cette zone.

Sur un plan interne, le chômage demeure un véritable fléau qui saigne depuis toujours : la Guadeloupe compte 30% par rapport à la population active, parmi lesquels une grande majorité de jeunes.

Les solutions mises en oeuvre jusqu'à ce jour (contrat emploi formation...) qui sont des mesures nationales globales ont apporté quelques améliorations mais il faut être conscient qu'elles ne résoudront pas à court terme nos problèmes dans le domaine de l'emploi.

Pour l'heure, il importe de poursuivre la formation des jeunes dans le sens d'une meilleure adaptation aux réalités économiques.

Enfin dans le domaine économique, il faut noter la faiblesse du secteur productif qui représente moins de 25% du P.I.B., la part de l'agriculture s'étant stabilisée autour de 10%.

Cependant, une mutation au sein de ce secteur puisque les activités traditionnelles restent telles que le sucre marque le pas, pendant que l'élevage, les industries diverses, le tourisme prennent un certain essor.

Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exploitations a baissé régulièrement au cours de ces dernières années jusqu'à atteindre 5%, situation dûe en grande partie à la production, notamment de farine, ciment et énergie.

La banane, production essentielle, reste la première activité d'exportation.

Ce faible taux de couverture ne doit pas être analysé comme un drame pour l'économie française dans la mesure où les échanges concernent notamment des régions françaises et n'entraînent pas la sortie substantielle de devises.

En dépit du meilleur soin que l'on peut mettre à établir des plans de développement, il n'y a développement que s'il y a des hommes qualifiés et convaincus pour l'entreprendre, et que s'il y a des ressources pour le financer.

La décentralisation nous donne une occasion de faire preuve d'imagination.

Pour nous, elle consiste en une politique régionale intégrée, dans une préoccupation globale où les collectivités traitent avec les partenaires économiques, sociaux, culturels, sportifs et scientifiques mais aussi avec l'Etat, les pays voisins et l'Europe.

DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

LE COMBAT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

D'apparence prospère par rapport à leur environnement, les DOM ont une économie à caractère artificiel et connaissant de nombreux handicaps : distances, faible importance du marché local, dépendance alimentaire, secteur productif faible, sur-représentation du tertiaire, manque de capitaux propres, en un mot une économie dominée par l'import-export.

La décentralisation, une décision historique très attendue, a mis en route la logique des contrats de plans qui donne le pouvoir aux élus locaux.

LES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La politique de développement sera l'oeuvre des élus, des administrations, des populations locales et s'appuiera sur des principes simples :

- diminuer la dépendance économique pour atteindre l'autosuffisance agro-alimentaire.

- exploiter les richesses locales.

- préserver les secteurs traditionnels : agriculture, pêche.

- repenser la réforme foncière, adapter et moderniser les outils de production et diversifier les cultures.

- promouvoir un secteur agro-alimentaire basé sur de nouvelles technologies en confortant les expériences coopératives.

- permettre la création d'entreprises à haute technologie à partir des atouts locaux : le Centre Spatial de Kourou, par exemple.

- développer un tourisme intégré à l'économie locale en intéressant les populations.

LES MOYENS

Pour atteindre ces objectifs plusieurs mesures à promouvoir :

- poursuivre et développer la politique des contrats de plans Etat-Région.

- accéder à l'indépendance énergétique par une politique globale et ambitieuse d'exploitation des ressources locales (solaires, éoliennes, hydrauliques, maritimes ...)

- réorganiser les dessertes maritimes et aériennes nécessaires tant pour la libre circulation des personnes que pour les échanges commerciaux en y intégrant les locaux.

- impulser une politique des transports intérieurs et extérieurs qui renforce la compétitivité des entreprises.

- créer un centre d'appui technologique qui serait chargé en collaboration avec les Banques de développement d'étudier les projets de la création d'entreprises, leur plan de financement, leur réalisation et le suivi.

- rationaliser les aides à la création d'entreprises et mieux standardiser leurs critères d'attribution.

- mettre en place des plans de développement intégrés avec l'Europe ou les organismes internationaux (Banque Caribéenne de Développement, etc. ...)

- mettre en œuvre une politique participative en faveur du logement social et la lutte contre les logements insalubres.

LES MESURES SOCIALES

Il faut viser à l'insertion sociale et à la responsabilité des citoyens et étendre à l'Outre-Mer les mesures appliquées en Métropole afin d'atteindre l'égalité sociale.

Implanter les équipements hospitaliers nécessaires, moderniser ceux qui existent, améliorer les technologies qui constituent des priorités dans le domaine de la santé.

La lutte contre les fléaux sociaux, la régularisation des dépenses d'aide sociale encore insuffisamment maîtrisées, l'organisation et la mise en oeuvre des politiques en faveur de l'enfance et de la petite enfance, l'aménagement de la situation des personnes âgées sont les objectifs prioritaires.

DE L'IDENTITE CULTURELLE

En ce qui concerne l'Outre-Mer, l'action culturelle mérite plus que jamais d'être au coeur de tous les débats. Il faut sortir ces peuples de la dépendance, pour les conduire à la maîtrise de leur histoire et de leur identité par une politique susceptible de prendre en compte les différences.

La naissance de ce pouvoir culturel passe par :

- la promotion du patrimoine artistique et culturel : orchestres, écrivains, échanges avec les régions ou les mairies.

- l'intégration de la vie culturelle dans la région. Des opérations semblables à celles qui ont été organisées autour du bassin méditerranéen s'imposent.

- la formation de spécialistes à partir de stages organisés sur place.

- le développement de l'enseignement artistique en relation avec l'économie du pays : artisanat d'art, maisons du bois, fabrication d'instrument, etc. ... en vue d'apprendre à mieux utiliser le milieu.

- la création d'instances de réflexion et de contrôle de l'exécution du plan de développement culturel.

- la création d'agences techniques à finalité artistique et culturelle.

- la mise en place d'une banque d'informations sur toutes les possibilités qu'offre la législation française en matière artistique et culturelle.

DE L'EUROPE

Parmi les régions françaises, les DOM méritent une attention particulière. Ils ont un important retard de développement et des économies fragiles qui nécessitent des mesures d'adaptation et des dérogations indispensables jusqu'à ce que leur niveau de développement permette l'application des dispositions relatives au nouvel espace économique européen.

Les régions françaises d'Outre-Mer appartiennent de fait à deux mondes, celui des nations développées et celui des économies en voie de développement. Elles doivent bénéficier de toutes les mesures visant à leur meilleure insertion dans leur environnement régional, être le pivot des coopérations régionales et le relais du dialogue Nord-Sud. Pour assumer ce rôle, il est essentiel de préserver la responsabilité des collectivités locales et de doter les DOM de tous les moyens d'information disponibles dans la CEE, en particulier les Euroguichets.

Par la même occasion, l'association des D.F.A. à l'Europe doit encourager leur développement, grâce notamment aux crédits du Fonds Européen de Développement dans le respect de leurs spécificités.

DE LA FEDERATION DU PARTI SOCIALISTE

PREAMBULE

La fédération Guadeloupéenne fait partie de la grande famille socialiste française. Il appartiendra aux Militants, par leur vote, de réaffirmer avec lucidité et sans équivoque cette appartenance.

Les sous-entendus, sournois, pernicieux de ces dernières années ont fait place à des attaques ouvertes contre cette assertion. Quelles intentions inavouées, quelle stratégie cachée se profile derrière ces surprenantes tentatives de déstabilisation ?

Nous devons en débattre certes mais il faut avant tout que chacun de nous appréhende les conséquences de ce que sera la rupture des liens historiques avec le Parti Socialiste National.

Les querelles institutionnelles sont par définition stériles et paralysent toutes les énergies créatrices de ceux qui veulent un meilleur devenir pour la Guadeloupe. Ceux qui s'en délectent s'imaginent faire preuve de responsabilité et détenir la vérité. Hélas, ils en sont loin.

Les mécanismes constitutionnels de l'indépendance, avant tout débat, doivent être explicités. Nous parlerons également des conséquences de ce P.S.E.G. dont on vous rabat les oreilles, de l'assemblée unique qui ne peuvent être que les antichambres d'une indépendance irréversible et néfaste pour la Guadeloupe à l'avènement de grands ensembles politiques et économiques mondiaux.

DE L'INDEPENDANCE

Contrairement à ce que, par hypocrisie et malhonnêteté intellectuelle, on veut faire croire, l'indépendance ne sera pas arrachée par quelques groupuscules de guadeloupéens mais bel et bien donnée par la France selon la même procédure utilisée pour les Départements de l'Algérie. Il nous faut ouvrir une parenthèse et rappeler le sondage de Novembre 88 réalisé en Métropole concernant l'avenir politique des D.O.M.

A la question de savoir quel serait le premier département à larguer : la Guadeloupe arrive en tête, avec 48%, suivie de la Martinique avec 47% des réponses favorables.

Bien malin celui qui pourrait démontrer que ce dessein va dans le sens de l'histoire.

L'indépendance de la Guadeloupe, vous la voulez ? Prenez-là et qu'on n'en parle plus. Voilà résumée en deux phrases la position du peuple Français qui admettra de moins en moins l'accusation stupide et gratuite de colonialiste.

Les circonstances qui permettraient de déclencher le processus peuvent intervenir à tout moment et surtout être provoquées par la Métropole à qui, d'ailleurs, s'offre de plus en plus l'occasion d'enclencher l'irréversible. L'État pourrait le faire puisque nos communes et nos Assemblées locales sont dirigées par des élus qui ne montrent pas ouvertement leur opposition au séparatisme. L'Etat disons-nous, par le Gouvernement, constatant une majorité démocratique pour l'indépendance pourrait réunir l'Assemblée Nationale et le Sénat aux fins de déclarer l'indépendance de la Guadeloupe, car en réalité la Guadeloupe ne peut être politiquement que ce que la France veut qu'elle soit.

CONSEQUENCES IMMINENTES

1 - Application immédiate de l'article 155-1 du Code de la nationalité entraînant la perte de la citoyenneté française.

2 - Perte de tous les droits attachés à la citoyenneté française.

3 - Isolement politique et économique total.

4 - Suppression des quotas et prix préférentiels pour la canne et la banane.

5 - Population guadeloupéenne de métropole devenant immigrée de fait.

La liste n'est pas exhaustive mais tout autre interprétation des causes premières ne peut être que mensonge et escroquerie intellectuelle.

Les vrais socialistes de Guadeloupe se doivent de prendre leurs responsabilités face à la population, par le biais d'une motion sans équivoque quant au choix qu'ils entendent faire. Notre crédibilité et notre sérieux sont à ce prix. Point de programme de développement sectoriel sans la levée définitive des demi-mots, des insinuations sournoises. C'est à nous qu'il appartient de dire haut et clair : l'esclavage et ses séquelles au seuil du 21ème siècle sont définitivement révolus. Minorité nationale nous devons agir ensemble pour exiger notre participation à tous les niveaux de la vie de Nation. Halte à la démolition de notre citoyenneté française qui seule a su et saura défendre la dignité des guadeloupéens dans la liberté, l'égalité et la fraternité.

DE LA NECESSITE D'UN PARTI SOCIALISTE GUADELOUPEEN

La volonté de remplacer la Fédération Socialiste actuelle par un Parti Socialiste Guadeloupéen manifestée activement par quelques-uns mérite que ces derniers s'expliquent clairement, si ce n'est honnêtement, sur le pourquoi.

Supprimer une institution, dissoudre un mouvement, c'est lui reconnaître des défauts et démontrer son inutilité pour ne pas dire sa nuisance. Est-ce le cas de notre fédération ?

Aucun argument valable ne nous a été opposé qui permettrait d'envisager la liquidation de celle-ci.

En revanche, il apparait clairement que tout concours dans cette opération a facilité l'élimination de tous ceux qui sont fermement et définitivement opposés à l'aliénation de la citoyenneté française en vue d'intégrer dans la nouvelle structure les tenants d'une citoyenneté guadeloupéenne au rabais.

Notre congrès doit débattre dans la clarté et trancher dans la lucidité et sans faux fuyant. Face à la population, comment pourrions-nous proposer des programmes pour l'an 2000 sans au préalable définir où nous sommes et qui nous sommes.

DE L'ASSEMBLEE UNIQUE

Il serait bon que tous nos militants soient informés de ce qui se cache derrière cette volonté de supprimer une des deux assemblées sans que les promoteurs aient le courage de dire laquelle. La facilité consisterait à dire que ces deux Assemblées font double usage et provoquent des dépenses inutiles. Mais ce que les tenants de la dite Assemblée unique occultent c'est la transformation statutaire que cette Assemblée unique provoquerait.

De Département nous deviendrions Territoire d'Outre-Mer. Nous n'avons rien contre le fait de devenir T.O.M. si ce n'est que par ce biais, l'assemblée dite unique pourrait utiliser en toute légalité et sans consultation de la population l'article 76 de la constitution. Il nous appartient donc d'avertir les militants des conséquences institutionnelles de la mise en place d'une Assemblée Unique sans avoir pris au préalable des garanties.

La fédération, au contraire, en vue d'utiliser pleinement les atouts de l'Europe ne doit-elle pas promouvoir un élargissement du Conseil Régional Unique actuel en une entité interrégionale regroupant les forces vives des D.O.M. soit 1,5 million d'habitants, à même de crédibiliser les D.O.M. face aux 320 millions de compatriotes Européens ? Jacques DELORS, Président de la Commission Européenne avait déjà souligné les avantages et l'efficacité d'une telle structure. En Métropole les 22 régions actuelles sont considérées comme trop étroites et l'on s'oriente vers une concentration d'environ 10 régions.

La coalition séparatiste, dont l'objectif est de maintenir la Guadeloupe dans le sous-développement, s'opposera vigoureusement à la mise en place des structures permettant la progression des DOM et de tirer le maximum de l'Europe.

Il nous appartient de promouvoir une entité plus économique, sociale et culturelle regroupant l'Outre-Mer laquelle face à l'Europe aura plus de réussite qu'une poursuite d'Assemblée Unique à l'inefficacité absolue face à la Commission Européenne.

Voici mes chers camarades l'argumentation qui doit soustendre nos réflexions. Que chacun d'entre nous par son esprit constructif et critique enrichisse le débat. Tout autour de nous le monde bouge donc avance. Ne soyons pas les seuls à reculer.

Adhérer au Parti socialiste : les raisons et les besoins du militantisme

SIGNATAIRES

Sylvain BARON (Paris)
Claude FLEUTIAUX (Isère)

Depuis Epinay, pour ne pas remonter plus haut, les raisons d'adhérer au Parti socialiste, l'accueil qu'on y reçoit et les moyens d'agir qu'on y trouve, ont sans doute changé... est-ce dans le bon ou le mauvais sens ? L'évolution observée répond-elle à une nécessité nouvelle ?

Le Parti socialiste est d'abord perçu comme une machine électorale. C'est son rôle essentiel, reconnu y compris par la Constitution. Mais le réduire à cela pose de graves problèmes.

D'élections en élections, la machine se met aisément en route. La réflexion débute avec hauteur de vue et l'engagement est pris de ne négliger aucune des diverses approches qui font la richesse du Socialisme. A la deuxième réunion du premier groupe de travail, la démarche programmatique l'emporte, sous la pression des média nous explique-t-on. Pas d'angoisse : ne sont déjà plus retenues que les questions assurées d'une réponse que nos experts ont su préalablement formuler. Le Parti est alors prêt pour la bataille... et il pourra se replier jusqu'à la prochaine échéance.

Si au jeu de l'alternance automatique la victoire vient à nous sourire, le Parti s'efface alors devant le nouveau gouvernement, laissant à celui-ci le soin d'opérer les tris entre les promesses de campagne qui ne seront pas tenues et les engagements réalistes qui seront respectés. Démission du Parti et délégation de responsabilité au gouvernement se justifiant par la conviction que désormais la seule action gouvernementale est en mesure de faire bouger la société. Pendant une longue période cette réalité sera occultée par des débats aussi vains que récurrents sur le thème : être un Parti «godillot» ou un Parti «de la grogne». Tout cela finit en parti passoire où ne vieillissent que ceux qui assurent un mandat électif.

Les candidats à l'adhésion, aujourd'hui comme hier, espèrent autre chose du Parti socialiste. Ils veulent être des militants et le sens de ce terme ne se confond pas avec celui de colleur d'affiches ou de distributeur de tracts (indispensables au moment des élections). Militer, c'est souhaiter participer à une œuvre de réflexion commune et à un projet collectif de transformation de la société. L'adhérent veut faire avancer les choses. Le parti est un outil d'action, un lieu de débats et de formation dont le besoin se fait de plus en plus ressentir.

On ne milite pas dans un parti de notables, on n'adhère pas à une simple machine électorale. Les raisons d'être d'un parti militant tiennent au moins en trois points :

• *L'isolement est stérile. Les idées ne tombent pas du ciel. On les fait naître à plusieurs et la confrontation les modifie, les enrichit et les consolide.*

• *Devenir socialiste aujourd'hui, face à l'idéologie dominante, est peut-être plus difficile que par le passé, car qu'y a t-il de plus pernicieux que les moyens audiovisuels modernes pour propager «la pensée unique» ? Le militant socialiste cherche dans son parti la contre-culture qui lui permettra de comprendre et de résister.*

• *Le nombre fait la force.*

On vient au Parti socialiste avec conviction. Etre socialiste, c'est vouloir transformer le monde. La droite, elle, veut le conserver, voire restaurer un ordre ancien. Militer c'est aussi résister. Aujourd'hui, c'est résister à ce que les Américains eux-mêmes appellent un «turbo-capitalisme» car il va si vite, et à l'échelle mondiale, que personne ne le contrôle plus. C'est résister à ces thèses ultra-libérales d'un capitalisme triomphant, envahissant insidieusement depuis des années nos esprits, ne serait-ce que parce que les services économiques des radios, des télévisions et de la presse écrite sont, à quelques exceptions près, sous l'influence directe, ou sous le contrôle, des néo-libéraux.

L'accroissement phénoménal de la productivité permet aux capitaux investis d'augmenter leur rentabilité tout en réduisant le travail humain, voire même d'augmenter leur rentabilité **parce qu'ils** réduisent le travail humain (le cas d'Electrolux, il y a quelques mois, est un cas d'école, et celui de l'usine Renault de Vilvorde en est très proche). La recherche de la rentabilité maximum du capital investi **ne coïncide pas** (ou accidentellement) avec l'optimum économique et humain (travail des enfants dans les mines au 19e siècle, millions de chômeurs aujourd'hui, absence de protection sociale dans la plupart des pays, gâchis de la surconsommation, pollution massive, etc.).

Enfin, la propriété privée (donc non démocratique) des capitaux donne des droits et des pouvoirs exorbitants au Capital par rapport au Travail. Et l'homme dans tout cela ?

Tous les jours, des vies sont brisées par le chômage pour quelques dixièmes de points de rentabilité supplémentaires. Parce que cette réalité menace aujourd'hui tant de monde, on vient aussi chercher au Parti socialiste repères et réponses.

Ces repères et réponses sont quasi immuables depuis les débuts du Socialisme. On peut les résumer ainsi : Le Socialisme, en opposition aux vieux dogmes libéraux des 18e et 19e siècles, affirme qu'**il est possible de remplacer la libre initiative des individus par l'action concertée de la collectivité dans la production et la répartition des richesses.**

Celui qui vient au Parti socialiste, vient y chercher les idées qui rendent l'espoir.

Pour cela, il faut un Parti organisé, formateur et fidèle à sa vocation militante. Nous pensons urgent de réfléchir à la question du pouvoir dans notre société et d'en contester l'exercice.

N'est-ce pas au sein du Parti socialiste qu'il faut prendre position sur l'exigence de plus en plus forte d'implication de la personne dans son travail et qu'il faut poser la question de la participation des salariés à la gestion des entreprises et, demain, au choix des dirigeants? Nous pensons qu'il revient au Parti socialiste de rencontrer nos concitoyens, pas seulement pour expliquer les choix gouvernementaux et pour veiller au respect des engagements, mais aussi pour organiser, aux côtés des syndicats et des associations, des contre-pouvoirs qui empêcheront les conséquences désastreuses d'un capitalisme qui n'a jamais été aussi fort depuis le 19e siècle.

Nous pensons qu'une formation de base est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. Chacun peut être un jour attiré par une approche socialiste, mais pour être une recrue, un militant, un élu, **il faut recevoir une formation, d'où qu'elle vienne.** Pour certains cela vient de la famille, pour d'autres d'une rencontre - l'on sait par exemple le rôle majeur que joua longtemps Lucien Herr, normalien bibliothécaire à l'Ecole normale de 1898 à 1926, recrutant et formant des dizaines de militants dont les plus célèbres restent Jean Jaurès et Léon Blum qui furent, ensuite et chacun, ses amis - mais pour des milliers d'autres, ce ne peut être pris en charge que par le Parti lui-même.

Au cours de ce congrès, nous ne manquerons pas de nous interroger sur les relations Gouvernement-Parti. Comme par le passé, certains insisteront sur les contraintes de la gestion gouvernementale tandis que les autres voudront faire du Parti le gardien du temple des promesses électorales.

Le risque est grand d'oublier une fois de plus que chacun a une place spécifique à occuper et qu'à trop regarder ce que fait l'autre, on oublie de renforcer le Parti dans son rôle propre, d'en faire un acteur puissant de la transformation sociale, et de rendre toute sa place au militantisme dans la vie politique nationale.

Développement durable: pour une autre logique de société

SIGNATAIRES

JUDITH CAPELLIER (34), JEROME FAVRE (C.N), BENJAMIN MATHEAU (30), PASCAL POQUET (48), LAURENT REBIFFE (34), LUC TAPIE (34)

Le développement durable n'est pas seulement la traduction du simple souci de prendre en compte la question de l'environnement dans le développement économique. Il doit correspondre à un changement significatif de notre système économique et social.

Notre système économique touche ses limites. Notre économique crée de plus en plus de richesses et de plus en plus de précarité et d'exclusion.

Comment peut-on encore considérer comme progressiste un système qui, inexorablement, enrichit les uns et exclut les autres ?

Problèmes passagers, sinistrose, conjoncture difficile : certains ont toujours la foi et sont confiants dans les marchés providentiels pour relancer la machine aujourd'hui grippée. Doit-on seulement attendre la prochaine reprise économique en se battant pour savoir qui en récoltera les fruits ? Non ! C'est bien le fonctionnement qu'il faut remettre en cause.

Nous sommes plus que jamais prisonniers d'une seule logique de production et d'accumulation, enfermés dans un système du toujours plus avec toujours moins (moins de temps, moins de coûts, moins de travailleurs), une logique d'exploitation qui use l'environnement et les hommes plus qu'elle ne les sert.

Parlons-en de l'Homme. Il n'est plus qu'une «valeur d'ajustement» économique après avoir été une «ressource humaine», au même titre qu'une «ressource naturelle». Même nom, même logique : on teste, on exploite et on ferme lorsque les profits immédiats ne sont plus au rendez-vous. Bref, du cynisme emballé dans de l'efficacité. L'Homme est plus que jamais dépendant, interchangeable et jetable, partout, et toujours plus, là où la misère justifie tous les sacrifices.

Il n'y a plus de doutes, les trente glorieuses sont belles et bien finies et, avec elles, la participation des salariés aux gains de productivité qui permettait, dans l'euphorie et le combat du partage, de ne pas se demander vers où on allait.

Trop de nos idées, trop de nos convictions de gauche sont bafouées. Le repli prudent derrière un discours de contraintes n'est plus possible. Au-delà de sa médiocrité, il laisse la place libre à ceux qui exploitent les peurs et véhicule la bêtise. Le souci de préserver notre démocratie doit nous donner la force de bousculer nos préjugés et nos confort, il est bien aujourd'hui question d'inventer quelque chose pour substituer à notre économie actuelle, une économie du besoin, de l'utilité et du mieux. Cette ambition, c'est la dimension nécessaire du développement durable.

Le développement durable n'est pas pour nous une formule à la mode, une tendance sur laquelle il faudrait «surfer». C'est une réforme profonde, une façon nouvelle de concevoir l'activité économique et l'organisation de notre société. Penser en terme de développement durable, c'est avant tout cesser de se projeter dans un court terme souverain.

C'est refuser de ne considérer les choses qu'à la lumière de leur rentabilité première. C'est refuser aussi d'hypothéquer l'avenir sans plus de considération que le gain immédiat. Penser le développement durable, c'est redonner leur valeur au moyen et au long terme, c'est reposer la question du sens et de l'objectif avant celle de la stratégie et des moyens.

Le développement durable pose les conditions d'une nouvelle finalité de notre activité remettant les personnes et leur épanouissement collectif au centre des objectifs.

Un Homme, but et acteur d'un nouveau développement et non plus simple producteur ou consommateur sollicité d'un système de production insatiable. L'objectif est clair : repenser le long terme, remettre l'homme au coeur de l'activité et surtout bâtir une économie des besoins. Une économie qui fonctionne au-delà d'une logique de marchés solvables, une économie de l'utilité qui permet à l'homme de grandir et non plus seulement de grossir.

Au-delà des enjeux économiques, le développement durable est une prise en charge de son destin par chacun, une volonté de n'être guidé par aucune logique qui ne soit au bénéfice du plus grand nombre. Ainsi, il redonne toute sa dimension au Politique et à tout ce qui constitue l'espace de participation d'une véritable démocratie.

La citoyenneté prend toute sa mesure : responsabilité et participation. Elle échappe ainsi à sa plus récente et plus dangereuse définition : un consumérisme de circonstance qui fait du «citoyen/usager» un faux participant, l'acteur d'une seule mascarade démocratique dans laquelle on lui donne l'illusion de contrôler en lui donnant le pouvoir impérial de choisir. Cette citoyenneté qui écarte chacun du pouvoir de définir les règles et les éléments du choix est une usurpation propre à une société dont le souci n'est plus de créer mais seulement de trouver des débouchés, qu'il s'agisse de produits, d'idées ou même de programmes électoraux; Voilà pour les principes.

Pour agir, la conception même que l'on se fait de l'environnement doit évoluer d'une notion de préservation stricto sensu à celle d'un véritable outil économique et social.

Les enjeux actuels sont connus. Sept grands secteurs sont identifiés : la gestion de l'eau, de l'air, du bruit, des espaces naturels, des déchets, des risques naturels et technologiques.

Nous socialistes, devons initier la mise en place d'une politique «de redistribution environnementale», sous-tendue par le célèbre principe du «pollueur - payeur» à l'échelle nationale et européenne.

Le levier fiscal reste primordial afin d'aller dans ce sens.

En outre, le développement durable a comme pendant, au niveau des territoires, le développement local. C'est-à-dire, une approche globale alliant l'entreprise, l'économie solidaire, les associations de citoyens et les collectivités locales. Le balancement entre ces deux notions de développement constitue un approfondissement de la démocratie. En effet, l'approche globale est intrinsèque au développement durable, puisque les dimensions sociales, économiques et environnementales constituent son ciment. Les trois impératifs que le développement durable doit gérer simultanément sont : le développement global et plus seulement la croissance, la prise en compte des interactions aussi bien locales que mondiales et enfin la prise en considération d'une réflexion sur le long terme.

Ainsi, nous socialistes, n'ayons pas peur de nous approprier ce combat pour faire évoluer ensemble un monde fondé sur des paradigmes nouveaux définissant une autre logique de société ; c'est aller dans le sens de la justice, du progrès, donc de l'histoire.

Contribution thématique

SIGNATAIRES

Odette CASANOVA
CONSEILLÈRE RÉGIONALE DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ; CONSEILLÈRE MUNICIPALE DE TOULON ; MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL ; MEMBRE DE LA COMMISSION FEMMES

Mireille LACOMBE CONSEILLÈRE RÉGIONALE D'AUVERGNE ; MEMBRE SUPPLÉANT DU CONSEIL NATIONAL ; DÉLÉGUÉE NATIONALE CHARGÉE DE LA COMMISSION ÉGALITÉ DES CHANCES À LA FNESR

Danièle POURTAUD SÉNATRICE DE PARIS ; MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE FINANCIER

Pauline NÉVÉ MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE FINANCIER

Les dernières élections législatives ainsi que le gouvernement qui en est issu montrent l'amorce d'une évolution pour ce qui est de la représentation des femmes dans les sphères politiques. Nous ne pouvons que nous féliciter de ces progrès et espérer qu'il ne s'agit pas là d'un simple feu de paille. Il est probable que nous aurons prochainement un débat à l'Assemblée Nationale sur l'opportunité d'introduire l'objectif de la parité dans la Constitution. Ce débat devrait être l'occasion de poursuivre cette réflexion et cet effort.

La révision constitutionnelle pose de nombreux problèmes. Concrètement, elle permettra au législateur d'introduire des quotas dans la loi. On y voit le risque de remettre en cause l'universalisme qui est un des principes fondamentaux de notre démocratie et d'encourager les revendications communautaires. On y voit également le risque d'effets pervers dévalorisants pour les femmes.

Et s'il est vrai que les pays du Nord de l'Europe, les plus avancés pour ce qui est de la participation des femmes à la vie publique, n'ont pas eu recours aux quotas législatifs, c'est qu'un véritable débat public et un ensemble de mesures volontaristes y avaient fait avancer la cause de l'égalité entre hommes et femmes. Les partis politiques, principalement de gauche, se sont souvent imposés des quotas. En France, la résistance à l'entrée des femmes dans le monde politique est telle qu'elle impose sans doute la solution des quotas. D'ailleurs, une grande majorité de l'opinion y est aujourd'hui favorable. Notre parti a pris les devants avec la règle des 30 % et la pratique des listes paritaires, laquelle devrait devenir obligatoire lorsque le mode de scrutin le permet.

Mais les quotas ne sont pas une fin en soi. Ils doivent être un coup de pouce transitoire destiné seulement à rétablir une égalité de fait et non pas à inscrire la différence des sexes dans notre droit. Il ne s'agit pas de découper la démocratie en morceaux, il s'agit de passer de l'égalité en droit à l'égalité de fait. L'objectif est le partage égal des responsabilités entre les hommes et les femmes et les quotas ne seront qu'un des moyens d'y parvenir.

L'égalité entre hommes et femmes doit devenir une préoccupation de la société dans son ensemble. Il faut que nous mettions en place des mesures permettant de pratiquer ce que l'on appelle le «mainstreaming «et le «empowerment» qui consistent respectivement à tenir compte de la dimension «femme» dans l'ensemble des politiques générales et à renforcer le rôle des femmes à tous les niveaux de décision.

De ce point de vue, on peut noter qu'un certain nombre d'avancées ont été acquises lors du Conseil européen d'Amsterdam. Si celles-ci peuvent paraître décevantes au regard des nombreuses propositions qui avaient été formulées à l'occasion de la Conférence intergouvernementale, elles constituent néanmoins de véritables progrès. L'inscription du principe d'égalité entre hommes et femmes dans les articles généraux du traité confère dorénavant à ce principe le même statut et la même importance que les autres objectifs généraux de l'Union européenne définis par l'article 2 du traité. Par ailleurs, l'Union européenne doit désormais chercher à «éliminer les inégalités et à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes» lorsqu'elle réalise toutes les actions qui lui incombent selon l'article 3 du nouveau traité.

Néanmoins, de manière plus immédiate, on peut constater que de tous les États membres de l'Union, seules la France et la Grèce n'ont pas d'organe permanent chargé des droits des femmes au sein des Parlements Nationaux.

Il serait temps que la France s'inspire des évolutions acquises au niveau européen et que l'égalité entre hommes et femmes soit envisagée comme un objectif à prendre en compte dans tous les domaines d'intervention des organes représentatifs, que ce soit à l'échelon national ou local. Il nous semble que quelques aménagements simples de nos institutions pourraient faciliter la mise en oeuvre d'une véritable politique de l'égalité des chances et représenter une avancée importante pour les femmes de ce pays.

A cette fin, nous proposons de créer une Commission dotée de pouvoirs précis et de moyens dans chaque assemblée élue. Cette commission aurait pour mission d'une part de veiller à ce que les diverses politiques engagées ne portent pas atteinte aux droits des femmes et à ce qu'elles ne créent pas d'inégalités entre les hommes et les femmes. Cette instance pratiquerait ainsi le «mainstreaming», elle apprécierait l'impact différencié sur les sexes, de politiques ou de législations. D'autre part, elle pourrait également formuler des propositions pour promouvoir l'égalité dans chacun des domaines envisagés notamment par la mise en place d'«actions positives».

Au Parlement, il pourrait s'agir d'une «Délégation pour l'égalité des chances entre hommes et femmes» comparable à la «Délégation pour l'Union européenne». Elle se saisirait des projets et des propositions de loi dont elle estime qu'ils peuvent avoir des conséquences sur l'égalité entre les hommes et les femmes ou plus largement sur les droits des femmes.

Elle émettrait des avis et proposerait des résolutions. Dans les assemblées territoriales, les Conseils Régionaux, Généraux et Municipaux, il s'agirait cette fois d'une commission qui se prononcerait sur les projets de délibérations.

Enfin, nous pouvons regretter qu'en France, il n'existe pas de structure interministérielle chargée de l'égalité des chances entre hommes et femmes alors que cette question exige une approche transversale. Ce service devrait être placé auprès du Premier Ministre et non pas auprès du Ministre de l'emploi et de la solidarité.

Contribution du Secteur Entreprises

Ensemble, réussissons le changement

SIGNATAIRES

SECRÉTAIRE NATIONAL AUX ENTREPRISES :
Jean-Louis COTTIGNY

DÉLÉGUÉS NATIONAUX :
Marie-Josée DESCAMPS-KIEFFER, Didier HOELTGEN, Michel RAFFET, Alain VIDALIES

MEMBRES DE LA CNE, DU CONSEIL NATIONAL ET DE LA CNCF :
Gilbert BRAMI, Raymond DOUAY, Cédric DUPOND, Roland MARCHESIN, Georges MARTEL, Jean-François NALLET

RESPONSABLES GSE NATIONAUX :
Jean-Louis CAMUS, Chantal DELAPORTE, Gérard GOGUELAT, Jocelyn JOLI, , Pierre LACAZE, André LAUR, Jean-Philippe MILLERET, Monique MIROUSE, Robert OLIVER, Christian PARMENTIER, Jean-Jacques PAULET, André PIGNÉ, Emile YSARD

MEMBRES DU QUART SOCIÉTAL ENTREPRISES :
Pierre-Marie DUGAS, Thierry JOUSSELIN , Christian LAFON, Daniel PASTRE

RESPONSABLES RÉGIONAUX ENTREPRISES :
Yves BERTRAND, Jean-Paul BOISSON, Jean-Jacques CHAVIGNÉ, Roland DIDIER, Sébastien GIORGI, Jean-Michel FORESTIER, Gérard FRAQUIER, Bernard GRANDVOINET, Jean GRIMONT, Henri JIBRAYEL, Raymond LABILLE, Daniel LEBEAU, Marie-Françoise POYET, Jean SANS, Michel TRONCHE

La victoire de la gauche a suscité dans le pays un immense espoir. La place du Parti Socialiste dans l'actuelle majorité nous donne des responsabilités nouvelles qui nécessitent la mise en œuvre d'une politique impulsant un vrai changement par rapport à celle de la droite.

Le secteur Entreprises a décidé de prendre part au débat interne de notre parti en intégrant cette nouvelle donne. Au-delà des intérêts particuliers, c'est avant toute chose l'intérêt général qui a prévalu aux propositions figurant dans ce texte. Acteurs de notre débat interne depuis toujours, nous devons, forts des expériences gouvernementales précédentes, prendre notre part de l'action à mener aujourd'hui.

Pour notre pays, et au-delà en Europe, pouvons-nous répondre aux défis de la mondialisation capitaliste pour en infléchir les effets les plus néfastes pour nos populations ?

Comment préparer et faire progresser notre pays face au développement des nouvelles technologies, des nouveaux modes de production ?

Comment réussir à faire progresser la démocratie sociale et le droit du travail dans notre pays et faire de notre modèle social un modèle pour l'Europe ?

Quelles relations établir entre le mouvement social en France et en Europe, le Parti Socialiste et son secteur Entreprises avec un gouvernement des forces de progrès de la Gauche, pour qu'ensemble nous gagnions ce pari de la construction d'un nouveau modèle politique, social et économique à l'échelle européenne, face aux assauts du libéralisme et à l'hégémonie des États-Unis ?

Cette réussite va dépendre de nous, de notre orientation, de nos actions et de la façon dont nous allons aujourd'hui répondre aux attentes des Français.

Nous devons d'abord gagner la bataille pour l'emploi et mettre en oeuvre de vraies solutions contre l'exclusion, la dégradation de la protection sociale et mettre fin au démantèlement du droit du travail, à la montée des inégalités et à la précarité du travail.

Notre action gouvernementale doit impulser le vrai changement, pour que les Français et le mouvement social se mobilisent afin de soutenir les réformes que nous allons mener.

Si nous avons le droit à l'erreur, avons-nous le droit d'échouer ? Face à la logique libérale inégalitaire, notre peuple et, au-delà, ceux de l'Europe, ont besoin que nous réussissions.

C'est parce que l'Europe qui se construit est d'inspiration libérale que les salariés en subissent aussi durement les contraintes. Nos compatriotes ne comprendraient pas et n'accepteraient pas que leur avenir, celui de leurs enfants, celui de la France, soient sacrifiés pour le seul profit des groupes transnationaux qui n'ont pour objectif que d'accroître leur puissance par l'exploitation des marchés et des hommes.

Si nous sommes socialistes, c'est parce que nous voulons plus de justice, plus de progrès social, pas seulement pour nous mais aussi pour tous les peuples de la terre. C'est pour cela que

Collection Jean-Jaurès

notre conception du mondialisme ne peut se confondre avec l'action hégémonique du capitalisme international.

Face à ces dangers, **il faut redonner à l'État, en tant que garant de l'intérêt général, les moyens de garantir pour tous des conditions équitables d'existence, de promotion sociale, d'éducation, pour concilier puissance économique et progrès social.**

C'est pourquoi nous pensons que l'impulsion de l'État est nécessaire en tant qu'acteur économique de la stratégie industrielle, du développement de la recherche et des technologies nouvelles. En France, bien des projets tels que : Ariane, Airbus, le TGV, le nucléaire n'auraient jamais existé s'il n'y avait pas eu l'impulsion de l'État.

Mais l'État est aussi le garant de l'égalité des droits des citoyens dans des activités essentielles qui sont les fondements de la démocratie : la Santé, la Protection sociale, la Sécurité, l'Éducation, l'Aménagement du Territoire, les communications, l'énergie et les transports.

C'est pourquoi nous sommes attachés à l'existence d'un Service Public dans tous les domaines où son existence est la garantie d'un droit d'accès pour chacun, quel que soit son statut social.

Ensemble, avec la majorité que les Français ont élue, nous devons tout mettre en œuvre pour réussir le changement.

I
GAGNER LA BATAILLE DE L'EMPLOI

L'emploi est la première préoccupation des Français. C'est aussi la nôtre. C'est pourquoi l'emploi doit être au coeur de la politique économique et sociale que nous allons conduire.

Mais si nous voulons tout mettre en oeuvre pour le développement de l'emploi, nous sommes opposés à la "paupérisation" du travail par le développement des emplois précaires qui placent les hommes et les femmes en situation de non-droit vis-à-vis de l'autorité patronale. Depuis deux siècles, sous la pression du mouvement social, le travail s'est valorisé. Aujourd'hui il est souvent le seul canal par lequel on peut être reconnu, rémunéré, protégé.

C'est pourquoi la flexibilité, telle que l'envisage le CNPF, ne peut être une solution acceptable car elle fragilise la cohésion sociale et est un handicap pour l'emploi des jeunes. Des études récentes montrent que, depuis 1989, le niveau de vie des moins de 25 ans a baissé de plus de 15%, qu'ils soient étudiants, à la recherche d'un emploi ou salariés. Par ailleurs, la durée du chômage s'allonge et les entreprises multiplient les "plans sociaux", ce qui trop souvent consiste à faire payer par la collectivité leurs propres erreurs de gestion.

Ce n'est pas en partageant la multiplication des petits boulots, en développant le temps partiel et la flexibilité, en baissant des salaires que nous répondrons aux attentes des femmes et des hommes qui nous ont confié leurs espoirs en juin dernier. C'est la remise en marche de la "machine à redistribuer la richesse" et les gains de productivité qu'il nous faut avoir comme objectif prioritaire.

Face à la dégradation de l'emploi, accélérée depuis 1993 par le laxisme de la droite qui a laissé faire le CNPF, il faut aujourd'hui s'attaquer au coeur du problème.

Si la croissance est une condition nécessaire à l'amélioration de la situation de l'emploi, elle ne peut, à elle seule, inverser la tendance de ces dernières années. L'introduction de nouvelles technologies dans le processus productif, la réorganisation des structures de production, le développement de l'externalisation des activités des entreprises donneuses d'ordres (sous-traitance) ont permis une amélioration considérable de la productivité. Actuellement les gains de productivité sont d'environ 3,5% par an. Si l'on compare ce chiffre aux conséquences de l'effet du baby-boom d'après-guerre, dont les effets s'atténueront à partir de 2007, c'est une croissance de l'ordre de 6% qu'il faudrait pour stopper durablement la progression du chômage.

Il en résulte que la croissance, dont l'utilité au développement économique est certes nécessaire, ne saurait constituer à elle seule un remède efficace contre la progression du chômage.

En outre, les investissements d'amélioration de productivité réalisés par les entreprises depuis 4 ans leur permettent de disposer de réserves de production pour satisfaire un accroissement de la demande du marché.

Pour obtenir rapidement une amélioration de la situation de l'emploi, une réduction significative de la durée du temps de travail est incontournable. Elle ne peut se limiter à une réduction modérée, étalée dans le temps, car elle serait compensée par des gains de productivité, disponibles ou latents, qui annihileraient l'effet attendu sur l'amélioration de l'emploi.

Pour renverser la tendance de ces dernières années, dont les conséquences sur l'emploi sont dramatiques, nous proposons d'agir à plusieurs niveaux.

Une programmation de la baisse du temps de travail avec deux étapes :

- *Une première étape à 35h/semaine sur 5 jours dans un délai court. Car un étalement sur 5 ans n'aurait pratiquement aucun effet sur l'emploi.*
- *Une deuxième étape à 32h/semaine sur 4 jours dans un délai maximum de 5 ans, selon des modalités d'application qui devront tenir compte des spécificités sectorielles.*

Ces mesures nécessiteront un réexamen des aides dont bénéficient actuellement les entreprises, afin qu'elles soient utilisées efficacement pour favoriser la réduction de la durée du travail et, par voie de conséquence, les créations d'emplois. **Cette nouvelle politique nécessite l'abrogation des dispositifs législatifs votés par l'ancienne majorité.**

Pour permettre le maintien, voire l'amélioration, de la croissance, ces mesures ne doivent pas avoir pour effet de réduire le pouvoir d'achat des salariés, car ceci irait à l'encontre de l'objectif poursuivi. **Le principe de la réduction du temps de travail sans baisse de salaire est pour nous un préalable intangible. Cette mesure doit être accompagnée par une limitation stricte des heures supplémentaires.**

C'est donc par l'élaboration d'une loi-cadre et des négociations branche par branche que doit s'organiser l'adaptation du temps de travail aux évolutions technologiques et sociétales, afin de nous préparer aux enjeux du XXI[e] siècle.

Cette évolution, certains pays de l'Union Européenne l'ont déjà entreprise depuis plusieurs années. Pourquoi ce qui est possible en Allemagne, en Suède... ne le serait-il pas en France ? Si la réduction du temps de travail doit être au centre de notre dispositif de lutte contre le chômage et l'exclusion, il nous semble indispensable d'accompagner notre action dans ce domaine par une série de mesures connexes destinées à créer un environnement favorable.

Dans le cadre du plan "emploi - jeunes" du gouvernement actuel, des actions de créations d'emplois pour les jeunes, destinées aux collectivités locales, aux domaines de l'économie sociale et aux entreprises doivent être mises en oeuvre. Mais **il nous faut éviter que ces mesures créent à nouveau des abus dans l'utilisation des fonds mis à la disposition des entreprises.**

Renforcer le dispositif des départs en pré-retraite, dès lors que pour chaque départ il y a l'embauche d'un jeune. Pour l'efficacité de cette mesure, il est nécessaire de **revenir aux 37,5 annuités pour les salariés du secteur privé, car**

c'est le moyen d'accroître le nombre d'emplois offerts.

Préparer une loi limitant efficacement les cumuls "emploi-retraite".

Normaliser les recours à la sous-traitance en créant un code juridique destiné à éviter les abus dans les relations entre grands groupes industriels donneurs d'ordres et PMI/PME sous-traitantes. A cet effet, **renforcer les moyens d'intervention du Ministre du Travail pour limiter les abus.**

Lutter contre les délocalisations sauvages et le dumping social en réglementant les aides communautaires aux Entreprises et groupes européens qui développent ces pratiques.

II
PRÉPARER L'AVENIR : UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE ET DE RECHERCHE, IMPULSÉE PAR L'ÉTAT, POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Les chantres du libéralisme économique voudraient nous faire croire que la solution au développement d'activités nouvelles, et par voie de conséquence de création d'emplois, résiderait exclusivement dans le recours au libéralisme du début du siècle. En fait, c'est le démantèlement du droit du travail que veut nous imposer la droite sans oser le dire. En tout état de cause, c'est à l'évidence la remise en cause d'une conception française du rôle de l'État dans la mise en oeuvre d'une politique industrielle audacieuse qui, depuis la libération et les nationalisations du Général de Gaulle en 1947, ont su allier soutien de l'État et initiatives privées.

En 1982, les nationalisations décidées dans le cadre du programme commun et réalisées par le gouvernement de Pierre Mauroy ont sauvé des pans entiers de l'industrie française qui étaient voués à la disparition. En effet, l'héritage industriel que nous avait légué en 1981 le capitalisme libéral qui gouvernait la France depuis 23 ans, se caractérisait par : des entreprises sous-capitalisées, des investissements dérisoires (alors que nos concurrents étrangers investissaient), une stratégie industrielle inexistante et une absence de stratégie commerciale dans beaucoup de secteurs. C'est grâce à la volonté politique des socialistes que l'économie française a pu se redresser. Cette tâche, même difficile, de restructuration de notre économie, la Gauche l'a assumée et le Parti Socialiste a fait face à toutes ses responsabilités.

N'en déplaise aux chantres du capitalisme libéral, nous n'avons vraiment pas de leçon à recevoir de leur part.

Dans l'Europe d'aujourd'hui, le libéralisme a pour conséquence l'éclatement de la société et la perte de la protection sociale dans et hors du travail. L'instauration d'une politique de "non-droit" dans les entreprises européennes représente une menace qui serait un frein considérable pour le développement économique et social de l'Europe.

La défense des services publics et des entreprises nationalisées en France et en Europe est la première ligne de résistance à opposer à cette frénésie du libéralisme pour préserver notre conception d'une société plus juste et solidaire, pour les hommes et les femmes qui, par leur travail, contribuent à la prospérité de notre pays.

C'est dans cette perspective que nous concevons une politique industrielle efficace, au service de la croissance et de l'emploi. **Notre conception du développement économique de la France est, à tous égards, en opposition avec celle de la droite libérale dont le but essentiel est l'enrichissement pour les détenteurs des capitaux, le travail n'étant pour le patronat qu'une variable d'ajustement utilisée pour brider les légitimes revendications des salariés des entreprises.**

Une stratégie de renforcement de notre potentiel industriel ne peut se concevoir que dans le cadre d'un projet de société alliant ambitions sociales et efficacité économique. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre concept d'économie mixte, où l'Homme doit rester au centre de notre projet. Ce qui n'est pas incompatible avec l'existence d'un important secteur privé apportant sa complémentarité.

Les progrès technologiques des quinze dernières années ont considérablement réduit les capacités de création d'emplois de l'industrie. Toutefois, le développement de notre potentiel industriel, de la recherche à la production des biens d'équipement, demeure un enjeu stratégique majeur, indispensable au maintien de la position de la France dans le monde et par voie de conséquence de son poids politique. En outre, elle constitue un réel soutien au développement des services qui seront créateurs des emplois de demain !

A cet égard, c'est certainement dans le cadre du Service Public et des services aux collectivités locales que résident les plus importants gisements de création d'emplois. Le développement des technologies nouvelles dans le secteur des télécommunications met en évidence la nécessité d'une coopération active entre les professionnels de la télématique, de l'informatique, les élus locaux et du Service Public. C'est donc à partir de cette coopération entre tous les acteurs économiques et politiques concernés que l'on pourra créer une dynamique créatrice d'emplois. Voilà pourquoi nous pensons que **l'engagement de l'État dans les secteurs stratégiques de l'industrie et des technologies du futur est une nécessité pour préparer l'avenir de notre pays. Nous proposerons au Parti d'avoir des initiatives fortes concernant les Services Publics et la politique industrielle, au niveau des régions et des bassins d'emplois.**

La richesse d'un pays ne s'évalue pas seulement par sa capitalisation boursière mais surtout par ses avancées technologiques, sa puissance industrielle et l'efficacité de sa fonction publique au service des citoyens.

C'est cette politique qui a permis à la France de se hisser au rang de grande puissance, dont les réussites dans des domaines aussi divers que l'espace, l'énergie, l'aéronautique, le ferroviaire, les télécommunications, sont les exemples les plus connus. Face aux dangers du capitalisme sauvage et prédateur, **le renforcement de nos secteurs de pointe doit être une priorité absolue, car ils sont le fer de lance de notre indépendance et les pôles de rassemblement de l'Europe de l'industrie et de la recherche.**

Nous sommes donc favorables à ce que l'État conserve la maîtrise dans ses services publics. En outre, dans les entreprises qu'il contrôle, l'État devra veiller à l'application non restrictive, par les directions, des lois sociales et des directives gouvernementales.

Parce que cette option humaniste est conforme à nos traditions républicaines et à notre culture de gauche, nous dénonçons les conséquences désastreuses de la mondialisation de l'économie sous le contrôle exclusif des milieux financiers internationaux.

Pour faire face à ce danger de la mondialisation, notre salut ne peut venir que d'une coopération entre les États, mettant à contribution les groupes et les entreprises de l'Europe.

A cet effet, nous proposons les mesures suivantes :

• **Mise en place d'un grand Ministère de l'Industrie, de la Recherche et de l'Aménagement du Territoire (M.I.R.A.T.),** *afin de mettre en oeuvre au niveau national une stratégie industrielle favorisant la consoli-*

dation des points forts de l'industrie française, dans la perspective de conclure des alliances entre les entreprises européennes par secteur d'activité. Le renforcement de la coopération dans la recherche, le développement et l'industrialisation de la production, entre les pays de l'Union Européenne, doit être un objectif prioritaire. Il doit avoir pour ambition d'anticiper les conséquences sur l'emploi des nouvelles technologies, afin que soit mise en oeuvre une politique volontariste de l'emploi qui ne se borne pas uniquement au traitement social de la suppression des emplois.

• **Dans ce cadre, le champ d'action du Commissariat Général au Plan sera élargi.** *Sa mission devrait aller au-delà de simples recommandations qui sont plus ou moins suivies par les acteurs économiques. Il s'agit qu'en concertation avec toutes les parties concernées le PLAN redevienne une priorité fixant les objectifs et mettant en oeuvre les moyens de les atteindre à plus ou moins long terme. Cette nouvelle politique de planification, permettra la conclusion de contrats de plan entre les entreprises d'État et les collectivités locales, afin de mettre en place les moyens qui permettront d'atteindre les objectifs fixés et d'en mesurer les effets.*

Pour que les deux mesures proposées ci-dessus disposent des moyens nécessaires à leur réalisation, il conviendrait d'aborder la question de l'opportunité de la **création d'une Banque Nationale d'Investissements.** La mise en oeuvre de ces propositions devra s'inscrire dans le cadre de la réforme de l'État, garant de l'intérêt national.

• **Renforcer les droits des salariés dans les grandes entreprises et les groupes industriels** *qui, par le poids économique qu'ils représentent et l'impact de leurs décisions stratégiques dans la recherche, le développement, l'industrie et la commercialisation, disposent d'un pouvoir qui ne peut continuer de s'exercer sans prise en compte des intérêts de la collectivité nationale (dans un premier temps national, la question au niveau européen devant être traitée dans une deuxième étape).*

Dans cette perspective, le Parti Socialiste et la majorité de gauche de l'Assemblée Nationale avaient adopté une loi de démocratisation du secteur public qui donnait aux salariés des entreprises de ce secteur des droits et des responsabilités étendus par rapport au droit commun.

Les privatisations réalisées par la droite ont considérablement rétréci la portée et le champ d'action de cette loi. Par contre, la nécessité d'un renforcement des droits des salariés qui était à l'origine de cette loi ne s'est pas "évaporée" parce que leurs entreprises ont changé de statut. **Nous proposons que la loi de démocratisation du secteur public soit reprise et adaptée, en vue de son extension à toutes les entreprises publiques et privées ayant un effectif supérieur à 1000 personnes.**

• **Intégrer dans les orientations de la politique industrielle, au niveau national et sectoriel, la spécificité de la sous-traitance dans les relations inter-entreprises.** *Le recours à la sous-traitance s'est développé au fur et à mesure des besoins, sans vue d'ensemble sur les conséquences structurelles et sociales en matière d'emploi et de déstructuration des activités.*

Il en résulte des dysfonctionnements dans les relations entre les entreprises donneuses d'ordres et sous-traitantes, souvent basées sur des rapports de force qui sont préjudiciables aux intérêts de ces entreprises et de leurs salariés.

Pour remédier à cette situation, **une loi (ou une révision des lois existantes) sur les modalités de fonctionnement de la sous-traitance, fixant les conditions des engagements contractuels entre les parties concernées, est nécessaire.**

Notre objectif est de corriger les dysfonctionnements actuels qui ont pour effet, au travers de la sous-traitance, de favoriser l'introduction de nouvelles pratiques dont les effets sont la généralisation de la dévalorisation du travail et par voie de conséquence une régression de la protection sociale.

Nous ne pouvons laisser s'instaurer, par l'essor de la sous-traitance, un système dual au détriment des droits des salariés dans les entreprises sous-traitantes dont le statut social ne doit pas être dévalorisé.

• *Une politique économique et industrielle ne peut se limiter au seul champ d'action relevant de l'activité industrielle et des grandes entreprises industrielles relevant de ce secteur.* **La prise en compte du domaine de l'Économie sociale est une nécessité** *en raison des possibilités de création d'emplois qu'elle représente, en particulier dans les services. Nous proposons que soient organisées les* **assises de l'économie sociale** *dont l'objectif serait l'adoption d'un programme de développement concerté de cette activité dont la potentialité de création d'emplois sur l'ensemble du territoire est une réalité évidente.*

III
UNE NOUVELLE ÉTAPE POUR LA DÉMOCRATIE SOCIALE : FAIRE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL CELUI DE L'EUROPE SOCIALE

Les nouvelles techniques de production et la montée des qualifications du personnel exigent une révision des règles qui régissent les relations du travail à l'intérieur des entreprises.

Le Parti Socialiste doit être à l'initiative d'une demande concertée et offensive pour imposer un véritable projet social européen. Pour cela, il est nécessaire de favoriser le rapprochement des idées entre les différents Partis Socialistes de l'Europe.

Aujourd'hui, le droit du travail à l'intérieur des entreprises et les règles internes qui régissent les relations entre le chef d'entreprise (ou son représentant) sont encore très influencés par le modèle culturel du début de l'industrialisation, où le "propriétaire-employeur" imposait à des travailleurs sans qualification des conditions de travail où l'Homme n'était qu'une annexe de la machine.

La situation n'est plus la même car la dispersion du capital et son internationalisation ont créé une différenciation des objectifs. Les détenteurs du capital, souvent très éloignés de l'entreprise, ont comme préoccupation essentielle la rentabilité de leurs investissements financiers. A bien des égards, cette évolution est préjudiciable au développement des entreprises et tout ce qui contribuera à restaurer un équilibre, aujourd'hui menacé, entre l'entreprise et le pouvoir financier, sera profitable au renforcement du potentiel de création et d'innovation. Le collectif salarié doit constituer l'essentiel de la capacité de croissance de l'entreprise. Les évolutions du droit du travail, sous les pressions des organisations syndicales, des conventions collectives et des accords d'entreprise, ont progressivement transformé l'espace de négociation interne aux entreprises. Le droit doit s'adapter aux changements de structure des entreprises.

Le collectif de travail, auparavant homogène et géographiquement rassemblé, est aujourd'hui devenu multiple et dispersé, relevant parfois de statuts différents (Intérim, CDD, précarité). Sa perte de cohésion est actuellement un des éléments de l'implosion sociale et, à bien des égards, de l'affaiblissement des organisations syndicales. **Il est nécessaire, pour redonner du sens à la négociation dans les entreprises, de se donner les moyens institutionnels qui contribueront à redonner de la cohésion à la représentation collective au sein des entreprises.**

Enfin, la complexité des marchés et des techniques impose que les choix soient faits collectivement. A la fois à l'intérieur d'une même entreprise, mais aussi entre des entreprises différentes. Ce développement des productions en réseaux d'entreprises, ce qui est souvent le cas de la sous-traitance, est une forme nouvelle qui a besoin de règles institutionnelles permettant de générer des décisions collectives, tenant compte des différences de culture, d'organisation et de taille.

A l'aube du XXI[e] Siècle, nous aurons à **faire face à des évolutions technologiques qui entraîneront de nécessaires adaptations dans les modes d'organisation de l'exercice du pouvoir dans les entreprises et de la formation des salariés. Cette évolution nécessitera d'une part la création d'un cadre juridique nouveau,** régissant les relations du travail et, d'autre part, d'un droit du travail et d'un exercice de l'autorité hiérarchique plus respectueux de la dignité des hommes et des femmes qui apportent leur contribution à la création, pour l'entreprise qui les emploie mais aussi pour la collectivité.

Sans rechercher une réponse à cette question dans le recours à "l'association capital-travail" ni militer pour une reconnaissance juridique de la communauté de travail que représente la collectivité humaine et qui constitue l'entreprise, il n'en demeure pas moins que la résolution des multiples tensions qui traverseront l'entreprise nécessitera, à l'avenir, un fonctionnement plus démocratique. La transparence des orientations, une large participation aux décisions d'investissements, une consultation permanente sur l'organisation du travail sont des domaines pour lesquels **l'avis des salariés est nécessaire parce que "ce sont eux qui savent, car ce sont eux qui font".**

Il faut que les droits de ceux qui, par leur travail et leur capacité de création, apportent au projet collectif de l'entreprise une contribution sans laquelle rien ne serait possible, soient enfin reconnus et intangibles. **Les salariés doivent être considérés comme des acteurs à part entière qui apportent leurs capacités et leur intelligence à la réussite collective de l'entreprise et non pas comme des sujets que l'on manipule.**

L'action politique du Parti Socialiste et de la majorité de gauche a réconcilié dans les années 80 les français et leurs entreprises, malgré les durs moments des restructurations. Il faut aujourd'hui aller plus loin dans **la reconnaissance des droits des salariés et faire progresser la conscience collective** de l'entreprise, dans le respect du droit et de la dignité des hommes et des femmes.

Dans cette perspective, nous faisons les propositions suivantes :

• *L'évolution des nouvelles formes de travail conduit à ne plus pouvoir distinguer l'intérieur et l'extérieur de l'entreprise, l'appartenance à l'équipe, au groupe, à la communauté de travail. Le télé-travail permettra-t-il au travailleur concerné de s'intégrer comme entrepreneur ou comme salarié ?* **Nous considérons qu'une législation propre au télé-travail est nécessaire, la situation de "quasi non-droit" actuelle n'étant pas tolérable.**

• *Pour accroître l'efficacité économique des entreprises,* **il faut que des règles de droit garantissent la protection des salariés face à l'arbitraire patronal en matière de licenciements individuels ou collectifs.** *Il faut mettre un terme à l'angoisse qui tenaille aujourd'hui la quasi-totalité des salariés du secteur privé. Cette angoisse est néfaste à la productivité des entreprises, elle accroît les dépenses de santé, elle constitue un frein considérable à la consommation des ménages et, par voie de conséquences handicape une reprise de la croissance.* **Nous demandons donc qu'une des premières mesures du gouvernement de Gauche soit la remise en place de l'autorisation préalable de licenciement.** *Nous demandons aussi que le Gouvernement refuse les plans de licenciement dans les entreprises saines qui n'ont pour but que d'accroître les profits du capital.*

•*Développer la présence des élus des salariés dans les Conseils d'Administration des entreprises, avec les mêmes prérogatives que les autres administrateurs.*

• **Améliorer les capacités et les champs d'intervention des conseillers des salariés,** *en leur fournissant les moyens de leurs missions.*

• **Renforcer le pouvoir des comités d'entreprises** *par l'instauration d'un droit de Veto sur les décisions concernant l'avenir de l'entreprise et son organisation (y compris les projets de licenciement collectif).*

• **Renforcer le rôle des représentants de l'actionnariat public, en limitant les cumuls des mandats d'administrateur** *(un mandat par administration).*

• *Préparer un* **projet de loi instituant un statut de l'élu social** *exerçant des responsabilités électives à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise.*

Ce statut, en organisant le retour à la "vie professionnelle" de l'élu social, permettrait une plus grande participation des salariés dans les instances représentatives aux niveaux professionnel et politique.

• *Renforcer les effectifs, le pouvoir et la capacité d'intervention de l'Inspection du Travail et des Conseils Prud'hommaux.*

• *L'expression des salariés dans cette perspective est aujourd'hui insuffisamment et inégalement développée. Dans les grands secteurs reposant sur des entreprises importantes, elle pose le problème de l'intervention des salariés dans les décisions qui pourtant les concernent. Cet objectif peut être en partie poursuivi par le* **renforcement des prérogatives des comités d'entreprises et par la participation des représentants du personnel à certaines instances de décisions du management des entreprises.**

• *Est tout aussi directement posée la question de la* **représentation des usagers et des collectivités locales, dans des domaines où les entreprises ont en charge des prestations relevant des services au public** *(ex. : Eaux, Transmissions, etc...).*

• *Ces deux dernières voies devraient être systématiquement retenues dans la perspective où il serait décidé d'ouvrir partiellement le capital d'entreprises publiques ayant une mission d'intérêt général.*

Le transfert massif des grandes entreprises vers les petites et moyennes entreprises caractérise l'ensemble de notre structure de production depuis 30 ans.

Il en résulte que notre système de représentation des salariés fonctionne à l'envers. De sorte que de plus en plus de travailleurs se trouvent aujourd'hui dans des entreprises où leur système de représentation est le plus faible.

Nous devons faire un inventaire de cette situation et formuler des propositions audacieuses caractérisées par :

• *Le principe d'égalité de protection quelle que soit la taille de l'entreprise.*

• *Des dispositifs qui tiennent compte de l'incapacité de reproduire chez le quincaillier du quartier les mêmes structures que chez Peugeot ou Rhône-Poulenc.*

• *La recherche de solutions locales, valorisant l'interprofessionnel et dédramatisant la confrontation toujours très difficile entre un petit employeur et un salarié.*

LE SECTEUR ENTREPRISES DU PARTI SOCIALISTE, PARTENAIRE LOYAL MAIS VIGILANT

Le secteur Entreprises a un rôle important à jouer dans le cadre de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement. A nous de trouver notre place dans ce processus. Nous devons intégrer notre position, afin de faire remonter les propositions de nos

militants, d'être un partenaire et un relais dans l'opinion.

La concertation doit être notre ligne de conduite permanente, car les projets de décisions d'un gouvernement majoritairement socialiste doivent satisfaire systématiquement à une pratique de concertation réciproque et régulière. Nous souhaitons la désignation de correspondants.

Nous devons favoriser le développement de cette pratique aux trois niveaux qui sont : les branches, les entreprises et les bassins d'emploi ou les espaces constitués par les collectivités locales.

Sur ce dernier point, il nous appartient déjà dans un premier temps, de faire des propositions fortes concernant :

• le poids des syndicats (interprofessionnels) dans la politique locale.

• le poids des salariés dans les institutions qui, au plan régional, départemental ou local, gèrent des outils et des moyens essentiels pour les politiques locales (CCI par exemple). Cette dernière perspective est fondamentale puisqu'elle est un élément, parmi d'autres, à l'intervention des représentants des salariés des moyennes, des petites et micro entreprises...

Chaque unité (arrondissement, bassin d'emploi) pourrait devenir un lieu d'arbitrage des conflits interprofessionnels, comme un lieu de négociations interprofessionnelles qui pourraient donner lieu à la recherche d'accords locaux, caractérisés, eux aussi, par leur dimension interprofessionnelle.

L'importance du mouvement social comme condition indispensable au changement est une évidence dont chacun est conscient. Soulignons la diversité de ce mouvement et la profonde inégalité de participation des salariés à ses formes d'expression les plus manifestes.

Pour ces raisons, il revient sans doute au Secteur Entreprises de mesurer et **porter au sein du parti un projet plus global. Il nous revient de travailler à la mise en perspective des revendications** avec les exigences qui animent notre projet politique : solidarité dans un contexte d'internationalisation des échanges et de la production, prééminence de l'intérêt général - quitte à ce qu'il nous conduise à nuancer certaines revendications, c'est-à-dire à les analyser en toute sérénité. C'est la méthode que nous pouvons envisager, afin que nos propositions soient reprises dans leur majorité par notre Gouvernement.

Le débat qui s'est esquissé au sein de la CNE sur sa "position" à l'égard du Gouvernement de gauche, majoritairement socialiste, doit être clarifié tant il semble passionner chacun. **Sommes-nous, au sein du parti, les "porteurs" d'exigences que les autres camarades ne pourraient véhiculer eux-mêmes ? En clair, une courroie de transmission du mouvement social ? Sommes-nous porteur d'un projet politique particulier** que nous aurions à défendre au sein de notre organisation ? Sommes-nous en charge d'un secteur travaillant, avec d'autres, à la **construction des positions du parti et des propositions du gouvernement ? Il est clair que ces trois positions ne se confondent pas mais ne peuvent-elles pas devenir complémentaires ?**

Ce positionnement ne peut être discuté en soi. Il est inscrit historiquement dans une période donnée, caractérisée à la fois par des éléments à long terme et par d'autres plus conjoncturels. La référence à l'intérêt général est de ce point de vue extrêmement précieuse, mais elle doit être historiquement repérée : **dans quelles conditions concrètes peut-on aujourd'hui avancer pratiquement dans les domaines de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale ? Telle est la réflexion qui s'impose à nous et qu'il est de notre devoir de conduire collectivement jusqu'à son terme.**

Contribution de la fédération socialiste de la Martinique

pour le congrès des 21, 22 et 23 novembre 1997 à Brest

SIGNATAIRES

Jean CRUSOL - MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

Cinquante ans de départementalisation ont permis d'indéniables progrès de la démocratie et des droits sociaux à la Martinique. Quinze ans de décentralisation y ont ajouté de nouvelles conquêtes sociales et démocratiques tout en permettant aux martiniquais d'accéder à de nouvelles responsabilités, d'affirmer leur identité et d'impulser le développement économique et culturel à travers leurs assemblées locales.

Mais toutes les traces des trois cents ans de colonisation n'ont pas pour autant été effacées.

L'Etat continue d'exercer sa domination et on assiste depuis 1993, à une recentralisation insidieuse par les gouvernements de droite.

L'essentiel du pouvoir économique (et indirectement du pouvoir politique) demeure concentré entre les mains d'une minorité d'origine coloniale.

Le pouvoir administratif est entre les mains de hauts fonctionnaires de passage.

L'exploitation et le chômage, importants depuis toujours comme dans toutes les sociétés post-coloniales, s'amplifient.

De nouvelles menaces se font jour avec la mondialisation.

Les pauvres, les jeunes, les femmes, subissent de plein fouet l'exclusion et la précarité.

La délinquance, la drogue et le sida progressent. Les classes intermédiaires ne sont pas épargnées.
Des entreprises locales sont éliminées par la concurrence des grandes multinationales.
Des cadres privés perdent leur emploi au rythme des rationalisations imposées par la recherche de la rentabilité.

On assiste à l'arrivée massive de personnes dont bon nombre ne sont attirés que par les primes de la fonction publique ou les avantages financiers de la défiscalisation.
Grâce à leurs réseaux, elles obtiennent les meilleurs postes et les meilleurs emplois, alors que nombre de martiniquais présentant les mêmes aptitudes doivent se contenter d'emplois moins intéressants ou rester en chômage.
Certains de ces nouveaux arrivants tout en voulant s'installer à long terme (achat de terres et de villas) ont un total mépris pour la culture et les moeurs martiniquaises. Celles-ci par ailleurs subissent le choc des cultures imposées par la médiatisation.

Il en résulte un sentiment d'exaspération et d'inquiétude (d'autant plus fort que notre société est exiguë) qui fragilise un équilibre social depuis toujours instable.
Dans l'ambiance de crise que nous connaissons, le risque d'explosion sociale est réel.

Aux dernières élections législatives, ceci s'est traduit par la progression importante de l'électorat de gauche (même si la division au sein de la gauche n'a pas permis la conquête de nouveaux sièges) et par le vote protestataire qui, dans la circonscription du Sud, à permis l'élection d'un candidat indépendantiste.

Pour prévenir l'explosion sociale, et pour placer la Martinique dans une perspective de développement plus harmonieuse à l'orée du 21ème siècle, aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un projet de société. Un projet global, un projet mobilisateur, qui identifie les principaux problèmes dont elle souffre et propose des orientations à long terme pour les résoudre.

C'est à ce projet que les socialistes ont voulu apporter leur contribution en réalisant ce travail. Il s'agit d'une réflexion menée collectivement, à laquelle ont participé responsables et militants de base durant toute l'année 1996. Chaque analyse, chaque proposition y figurant à fait l'objet de débat et de vote démocratique.

Nous ne prétendons pas avoir tout dit, ni tout solutionné, mais nous proposons quelques orientations qui nous paraissent essentielles si nous voulons conduire la Martinique vers une nouvelle étape dans la responsabilité de son développement.
Ces propositions constituent d'ailleurs le volet spécifique, pour la Martinique, des orientations nationales, adoptées par le Parti Socialiste à l'issue des trois conventions thématiques qui ont été tenues au cours de l'année 1996.
Les orientations nationales s'appliquent, évidemment, à la Martinique, sous réserve d'adaptation.

Les orientations spécifiques que nous proposons pour la Martinique s'articulent autour des trois points suivants :
I - Une évolution institutionnelle vers la maturité démocratique.
II - Une nouvelle politique qui assure la cohérence du développement économique et de l'aménagement du territoire, dans le respect de l'environnement.
III - Une politique d'emploi et de formation solidaire.

I
UNE EVOLUTION INSTITUTIONNELLE VERS LA MATURITE DEMOCRATIQUE

Franchir une nouvelle étape de la démocratie à la Martinique, c'est en premier lieu :

1) UNIFIER ET ACCROÎTRE LA RESPONSABILITÉ LOCALE

La responsabilité locale est atomisée, dispersée et confuse, du fait de l'existence de plusieurs autorités publiques : Région, Département, Etat, dont les domaines respectifs, ne sont pas toujours clairement définis. Cette situation favorise la tentation pour chacune de s'exonérer de ses responsabilités, tandis que de son côté, l'Etat en profite pour rogner les acquis de la décentralisation.

Il est nécessaire d'unifier et d'accroître la responsabilité locale. Nous proposons pour ce faire une révision constitutionnelle. Cette réforme viserait à modifier les articles consacrés aux DOM pour permettre :

a) L'assemblée de la Martinique

• La création d'une nouvelle assemblée, dite Assemblée de Martinique, qui cumulerait les compétences de la Région et du Département, auxquels pourraient s'ajouter de nouvelles compétences transférées par l'Etat.

Pour préserver les avantages attachés respectivement aux scrutins proportionnels et majoritaires, une partie des membres de cette assemblée serait élue à la proportionnelle, l'autre partie sur la base des cantons. Le renouvellement de la totalité de ses membres se ferait tous les 5 ans. Dans un souci démocratique, nous réaffirmons le principe de la représentation proportionnelle de l'opposition dans toutes les instances des Assemblées.

Pour éviter la concentration du pouvoir entre les mains du Président de l'Assemblée de la Martinique, un conseil exécutif responsable devant elle, sera élu en son sein.

• La création d'une Entente Régionale ou Communauté de Régions, réunissant la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane. Ceci permettrait d'assurer l'efficacité de la coopération entre les trois régions/départements, (déjà embryonnaire dans les conférences des exécutifs) et de présenter un seul interlocuteur pour le partenariat avec l'Europe et la coopération avec la Caraïbe.

Cette instance serait composée de représentants élus au sein des Assemblées de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane. La présidence de cette communauté de Régions serait assurée pour 2 ans, à tour de rôle, par le Président de chaque Assemblée.

Les compétences de cette entente interrégionale comprendraient les Transports aérien et maritime, l'organisation du Marché Antilles-Guyane, les grandes infrastructures interrégionales, et la coopération avec les instances Européennes et la Caraïbe sans que cette liste soit exhaustive.

b) La représentation dans les instances européennes

Par ailleurs, les DOM ne disposent d'aucune représentation dans les instances européennes. Dans le cadre de la régionalisation du scrutin des Européennes, à laquelle les socialistes se sont depuis longtemps engagés mais qu'ils n'ont jamais réalisé, on devrait réserver un siège au Parlement Européen à chacune des Régions d'outre-mer, ainsi qu'un siège au Comité Economique et

Social Européen et au Conseil des Régions d'Europe.

Cette représentation dans les instances européennes sera un moyen de faire entendre notre voix et de faire prendre en compte nos spécificités dans l'Union Européenne. Mais cette démarche ne sera efficace que si le principe de la défense de ces spécificités est clairement inscrit dans les textes fondamentaux de l'U.E.

La modification de l'article 227.2 devrait se traduire de manière concrète dans les textes régissant les dispositifs spécifiques aux DOM tels que: l'octroi de mer, l'OCM banane, la fiscalité du rhum etc...

2) AUGMENTER LES MOYENS ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES LOCALES

L'Assemblée de Martinique devrait disposer, d'une plus grande liberté dans l'utilisation des moyens financiers qu'elle détient déjà. De nouveaux moyens tant financiers que juridiques devraient lui être attribués. A cet effet, plusieurs réformes peuvent d'ores et déjà être entreprises :

• Réduire significativement les délais de versement des crédits d'Etat.

• Revaloriser toutes les dotations de l'Etat en rapport avec les charges découlant de sa législation.

• Despécialiser le FIR, et pérenniser la taxe d'embarquement.

• Conforter l'octroi de mer en tant qu'instrument de protection dynamique et de financement du développement.

Ces mesures pourraient être complétées par de nouveaux moyens juridiques :

• Le transfert de certains domaines de compétence jusqu'ici placées sous l'autorité de l'Etat (Foncier public, 50 pas géométriques, ressources naturelles, patrimoines publics) à l'Assemblée de Martinique ou à défaut l'établissement de convention de gestion entre celle-ci et l'État. Bien sûr les moyens financiers et en personnels devront suivre.

• Institution d'une obligation de consultation des Assemblées et d'une possibilité d'adaptation différenciée des textes législatifs (émanant tant du parlement que des instances Européennes) à la réalité de chaque Région/Département.

• Association obligatoire de l'Entente Interrégionale dans toute négociation internationale où les intérêts des territoires qu'elle représente sont en jeu.

3) GARANTIR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DÉMOCRATIQUE

Depuis 1981, la démocratie a fait un grand pas en avant à la Martinique (radios libres, télévision privée), mais avec le retour de la droite, ces progrès sont menacés. De plus, l'étroitesse du marché local place les médias privés dans une situation de fragilité face aux médias publics (RFO).

Pour garantir la démocratie :

• Toutes les dispositions doivent être prises pour que tous les médias respectent le pluralisme et l'équilibre du droit d'expression.

• Créer une antenne du CSA pour les 3 régions/départements avec des représentations dans chacune d'elles.

• Un dispositif particulier (juridique et fiscal notamment) doit être mis en place pour préserver les médias et la presse privée d'une appropriation par des intérêts politiques et aider à pérenniser leur existence et y préserver le pluralisme.

4) PROMOUVOIR UNE CULTURE MARTINIQUAISE MODERNE

Beaucoup a été dit et fait, en matière culturelle depuis l'arrivée de la gauche en 1981.

Plusieurs axes de développement nous paraissent devoir être retenus pour les années à venir.

• Enraciner le progrès culturel dans la tradition créole, et la perspective caribéenne en particulier, dans ce que celles-ci, issues du contact de plusieurs civilisations, ont de moderne : synthèse de culture, tradition d'ouverture, capacité d'adaptation.

• Donner toute sa place à la culture scientifique et technique dans la formation des martiniquais et des martiniquaises tant à l'école, qu'à travers les médias et les autres canaux de diffusion et d'éducation culturelles.

• Créer des lieux où il est possible à tous, et en particulier aux jeunes, de s'informer, se cultiver sur l'histoire des sciences et techniques, et leur état actuel. Ces lieux peuvent être de plusieurs types : bibliothèque, audio-vidéothèque, musée scientifique et technique, boutique de sciences, parc technologique, cyber-centre, etc.

• Faire de la culture un authentique instrument de lutte contre les grandes plaies sociales actuelles : toxicomanie, délinquance, sida.

• Décentraliser les moyens administratifs et financiers réservés par l'Etat à la culture artistique et les transférer à une instance locale placée sous l'autorité de l'Assemblée de la Martinique.

• Créer un système d'aide à la production artistique locale, pour aider les jeunes artistes à produire et faire connaître leurs œuvres.

II
UNE NOUVELLE POLITIQUE QUI ASSURE LA COHERENCE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DANS LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs caractéristiques de l'économie de la Martinique, limitent ses possibilités de diversification et de développement.

1 - Une structure de propriété (agricole, industrielle, commerciale et touristique) concentrée, pour l'essentiel, entre les mains de quelques grandes familles et de grands groupes financiers.

2 - Une politique économique dépourvue de cohérence stratégique, pratiquée par l'Etat et les collectivités locales sans coordination véritable, tendant à favoriser des productions traditionnelles peu compétitives et la création d'activités « tous azimuts « dont l'avenir et la capacité de gestion ne sont pas assurés.

3 - Un secteur public, principal employeur (plus de 30 % des emplois), dont dépend la plus grande partie de la demande locale, des financements et des services utiles à l'entreprise (administration, énergie, communication, etc.), qui de par sa nature, ignore le principe de compétitivité.

4 - Une absence de prise de conscience, dans les trois DFA de l'impérieuse nécessité de la constitution d'un ensemble économique régional intégré et l'insuffisance des efforts réels de l'Etat, de l'Union Européenne et des collectivités locales (en dépit des discours) pour que ce projet devienne réalité et que la

coopération s'élargisse à la Caraïbe.

Ce sont d'abord ces freins au développement qu'il faut lever.

1) LA DÉMOCRATISATION DE LA PROPRIÉTÉ DU CAPITAL

Pour favoriser la démocratisation de la propriété, il est nécessaire de :

a) Réformer en profondeur la structure foncière

En ce qui concerne le secteur agricole, il faut agir résolument sur la structure foncière en pénalisant le maintien de grandes propriétés oisives, et en renforçant les moyens d'accès des petits et des jeunes agriculteurs à des surfaces suffisantes, tout en préservant celle-ci du danger de mitage par l'habitat diffus.

Un dispositif existe déjà (loi sur les terres non utilisées, SAFER, aide à l'installation des jeunes agriculteurs, etc.), il faut le réorganiser, lui donner des moyens réels d'intervention et le faire fonctionner.

Bref, il faut en finir avec cette structure foncière héritée de l'esclavage où une minorité dispose d'immenses propriétés, avec des terres de bonne qualité, alors que la majorité des agriculteurs a des lopins trop petits pour en vivre, et pour bénéficier des aides de l'Etat et de l'Europe.

b) Créer la Banque de Développement Antilles-Guyane (BDAG)

En ce qui concerne l'industrie, le tourisme, etc., bien sûr il existe des aides de l'Etat, de l'Europe et des collectivités pour la création d'entreprises, mais non seulement celles-ci sont souvent dérisoires, mais lorsqu'elles sont conséquentes, elles sont difficiles et lentes à mobiliser parce que soumises à des critères complexes, inadaptés et à une participation propre importante (50 % à 60 %), ce qui favorise ceux qui ont déjà du capital ! Or, ce dont les petits entrepreneurs et les créateurs d'entreprise martiniquais ont besoin ce ne sont pas des aides d'accompagnement mais du capital de départ et des conditions favorables pour son utilisation.

Seule une Banque de Développement peut remplir efficacement le rôle de pourvoyeur de capital à des conditions favorables. Cette banque pourrait être constituée par la fusion des organismes publics de financement existants (SODERAG, SODEMA, etc.) et devrait être commune aux trois DFA. Elle pourrait s'appeler Banque de Développement des Antilles-Guyane (B.D.A.G.).

Son financement comprendrait non seulement ceux déjà existants dans les sociétés de financement des trois départements, mais encore des apports en provenance de l'Etat et des collectivités locales. La dimension régionale permettrait d'atteindre un seuil critique, en dessous duquel peu de projets sont possibles, d'éliminer les projets concurrents, d'accélérer l'intégration harmonieuse des économies des trois DFA et de mettre ces projets à l'abri des pressions des lobbies locaux dans chacun des DFA.

Cette banque devrait s'adjoindre les services d'organismes pouvant réaliser des études de faisabilité, des diagnostics d'entreprise, etc., pour mieux encadrer les projets sur lesquels elle s'engagerait. Elle devrait impulser la création de sociétés à capital risque pour lancer des activités nouvelles ou innovantes qui seraient ensuite reprises par des repreneurs privés. Elle devrait enfin s'assurer les services d'un réseau de veille technologique et d'innovation de manière à favoriser le transfert de technologie et sa diffusion au sein du tissu économique des DFA.

Cette banque serait une société d'économie mixte, regroupant l'Etat, les collectivités locales, les entreprises de l'économie sociale. Sa mise en oeuvre serait confiée à la Communauté des Régions Antilles-Guyane ou à l'Etat. Elle pourrait établir des relations de coopération et de partenariat avec les autres banques de développement existant dans la Caraïbe : Caribbean Development Bank (banque du CARICOM), Barbados Development Bank, etc.

2) UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT COHÉRENTE

Le développement d'une économie exigüe, telle que celle de la Martinique, suppose une stratégie cohérente, basée sur une approche sélective des secteurs, des créneaux et des « niches « économiques où nous pouvons avoir un avantage comparatif, reposant non pas simplement sur le prix mais sur le rapport qualité/prix et le savoir-faire.

a) Le tourisme

L'un des principaux secteurs présentant des potentialités indiscutables à la Martinique est le secteur touristique. Il est d'ores et déjà le plus dynamique. Il a décuplé son nombre d'emplois et sa clientèle en dix ans. Il fournit aujourd'hui plus d'emplois que l'agriculture ou l'industrie et son chiffre d'affaires est plus élevé que la totalité des exportations.

L'option du tourisme s'impose à la Martinique, comme à toutes les îles de la Caraïbe (et à bien d'autres régions insulaires du monde) qu'il s'agisse de pays exportateurs traditionnels de produits agricoles (République Dominicaine, Cuba, Sainte-Lucie, Dominique, Saint-Vincent, Grenade...) de pétrole et de produits miniers (Trinidad, Curaçao, Bahamas... etc) ou de produits industriels (Porto-Rico). En effet, l'évolution du commerce internationnal et l'accroissement de la compétition sur les marchés de ces produits (conséquence de la mondialisation et de la révolution technologique) ne laisse guère d'autre alternative à ces petits pays dont la compétitivité et le poids dans le commerce mondiale restent très faibles, même lorsqu'ils se regroupent.

Ses potentialités sont énormes : la clientèle déjà disponible (1 million de visiteurs de séjour de croisière et de plaisance) est mal rentabilisée ; la demande touristique va continuer à croître très fortement (triplement d'ici 2010) et à se diversifier. Les possibilités d'extension et de diversification de l'offre à la Martinique sont importantes : tourisme vert, tourisme de santé, tourisme de congrès, etc.

Mais la Martinique ne pourra tirer le meilleur profit du tourisme qu'à condition :

• que les possibilités de financement qu'apporte la défiscalisation soient maintenues et corrigées pour en maîtriser les effets pervers. - Qu'elles soient renforcées en ce qui concerne les petites structures par la Banque de Développement des Antilles-Guyane -

• que le modèle touristique martiniquais soit respectueux de l'environnement et diversifié. En effet, si la clientèle reste attachée aux traditionnels soleil, plage, mer, elle n'en réclame pas moins un produit où la nature, la culture, l'histoire, l'artisanat et l'industrie authentiquement locaux occupent une place de choix. C'est dire que le tourisme doit faire découvrir notre culture et nos productions agricoles, industrielles, artisanales et diversifier ainsi l'économie.

• que ce secteur ne se développe pas au profit exclusif de quelques grandes familles locales et des sociétés métropolitaines. D'ailleurs, si tel devait être le cas, il ne serait pas accepté par la population. En effet, à la différence des productions agricoles ou industrielles, le tourisme ne peut se développer que s'il est accepté par la population et si celle-ci se mobilise longuement pour sa réussite. Or ceci

n'est possible que si un très grand nombre de martiniquais en tirent directement ou indirectement des revenus appréciables. Il s'agit là d'une condition sine qua non de son développement. Sans négliger la grande hôtellerie il faut donc créer des dispositifs techniques et financiers d'encouragement à la petite hôtellerie, aux gîtes ruraux, aux meublés de tourisme, aux petits produits touristiques diversifiés. Ici la Banque de Développement des Antilles-Guyane et les sociétés à capital-risque auront un rôle déterminant à jouer.

• plus que dans tout autre secteur, la rigidité, la segmentation et la bureaucratisation de l'administration est dommageable au développement du tourisme. Il est nécessaire de rassembler dans une seule structure décentralisée, toutes les compétences en matière de tourisme : licence de transport, agrément touristique, aménagement, nettoyage et surveillance des sites, application de la législation, promotion, sensibilisation, formation.

Cette structure administrative devra disposer d'une autorité suffisante et promouvoir le recrutement de personnel martiniquais à tous les niveaux dans les grandes entreprises touristiques.

b) L'agriculture

L'agriculture, secteur traditionnel de l'économie martiniquaise ne doit pas être pour autant négligée. Mais son maître mot doit être la compétitivité. Avec la mondialisation et la libéralisation du commerce international, les protections (douanières ou autres) et les subventions constitueront de moins en moins une solution à long terme.

Tout en assurant la défense des systèmes existants (OCM Banane, régime fiscal préférentiel et appellation d'origine contrôlée pour le rhum, etc.) il faut s'orienter résolument vers l'amélioration des rendements agricoles et industriels, de la qualité des produits et de l'efficacité de la commercialisation. Pour cela, il faut réformer le système d'aide pour inciter davantage à l'amélioration des rendements, pour moderniser les moyens techniques et les méthodes de production et mettre fin à la tendance qui caractérise aujourd'hui beaucoup d'entreprises dans ce secteur, à considérer que les subventions publiques doivent systématiquement combler les insuffisances en matière de compétitivité.

Des efforts particuliers devront être faits en matière de recherche, de transfert et d'innovation technologique pour mettre à la disposition des producteurs les connaissances déjà disponibles, rechercher les adaptations et les innovations et les diffuser par la sensibilisation et la formation. Ceci facilitera la diversification effective de l'agriculture.

c) La pêche

La pêche présente des potentialités appréciables notamment en matière de pélagiques. Mais les méthodes et moyens mis en oeuvre actuellement sont traditionnels voire archaïques. Davantage encore que dans l'agriculture, les maîtres mots dans le secteur doivent être : la recherche, le transfert de technologies, l'innovation et la formation, si l'on veut au moins substituer les importantes quantités de produits de la mer, actuellement importés.

L'aquaculture, qui a déjà réalisé d'appréciables avancées à la Martinique devra faire l'objet d'une attention particulière.

d) L 'industrie

L'industrie représente un secteur non négligeable (près de 5 000 emplois). Elle peut être encore développée. Pour cela, il faudra des programmes spécifiques identifiant pour des périodes déterminées les «créneaux» d'exportation et des produits importés qu'il est possible de produire localement. De même seront préparés des programmes spécifiques pour la production artisanale et les services locaux.

Ces programmes pourraient être préparés techniquement par la Banque des Antilles-Guyane et intégrés aux plans de développement régionaux. Les moyens techniques, financiers et les mesures fiscales (octroi de mer) à mettre en oeuvre à l'échelle de l'ensemble du marché Antilles-Guyane pourraient être envisagés dans ces programmes.

e) Le secteur public

L'expérience martiniquaise de ces dernières années tout autant que les exemples nationaux et internationaux montrent qu'il n'est pas possible de substituer systématiquement des sociétés d'économie mixte à l'initiative privée. S'il est nécessaire de préserver, dans certains cas précis, le service public ou d'exprimer une volonté politique par la mise en place de sociétés publiques ou semi-publiques, il est hasardeux de multiplier les entreprises publiques déficitaires. Concernant plus précisément les administrations d'Etat et les collectivités locales, il faut chercher à créer des organismes fonctionnant avec souplesse, dynamisme, rapidité et harmonie, de manière à assurer des services publics de qualité et à accompagner efficacement l'initiative économique et le développement. Les maîtres mots ici doivent être : déconcentration pour ce qui concerne l'administration d'Etat, et décentralisation pour ce qui concerne les collectivités locales de manière à ce que la prise de décision corresponde au niveau où elle est le plus efficace, c'est-à-dire celui le plus proche du citoyen. La responsabilisation des agents, leur perfectionnement et la circulation fluide de l'information doivent être un souci permanent pour améliorer l'efficacité des administrations et favoriser la réalisation des objectifs de développement.

f) Intégration économique régionale

Le marché Antilles-Guyane (près d'un million d'habitants et 60 milliards de francs) reste exigu comparé aux grands ensembles existant, mais il est tout de même plus grand que celui de chacun des DFA. On ne peut sérieusement parler de développement économique sans le considérer comme l'une des principales clés de ce développement. La Communauté de régions que nous préconisons et la Banque de Développement Antilles-Guyane constituent le dispositif principal pour favoriser son intégration. C'est à ces organismes qu'il appartiendra d'impulser le développement des transports aériens et maritimes inter-île, de la recherche, de l'université, etc. A cela devra s'ajouter l'harmonisation de l'octroi de mer, la coopération entre les organismes de l'Etat, etc.

g) Coopération régionale

Le prolongement naturel de l'intégration économique des DFA, c'est la coopération avec les Etats de la Caraïbe, environnants. (Nous disons coopération et pas intégration car celle-ci ne serait possible que si les DFA étaient indépendants ou les pays de la Caraïbe intégrés à l'Europe). Il s'agit non seulement d'élargir le marché des DFA, mais aussi d'en faire un trait d'union entre la Caraïbe et l'Union Européenne. Jusqu'ici malgré l'inscription de ce principe dans les accords de Lomé, le POSEIDOM, la création du FIC, et des fonds de coopération régionale, et les discours, les échanges avec la Caraïbe restent faibles. Même si les marchés sont exigus et les produits souvent identiques, il existe des possibilités non-négligeables d'échanges commerciaux et de coopération dans les secteurs du tourisme, des produits agro-alimentaires, des produits intermédiaires (engrais, équipements solaires etc...), il faut les exploiter de manière plus systématique.

Il faudra une volonté politique effective de l'Etat et de l'Union Européenne pour compléter le cadre juridique de la coopération et lever les derniers obstacles.

De leur côté, les autorités locales des DFA, par le biais notamment de la Communauté de régions devraient pouvoir mieux organiser et impulser la coopération régionale. Pour cela, il faudrait que les DFA puissent devenir membres à part entière de l'Association des Etats de la Caraïbe et qu'ils puissent prendre des initiatives en matière de coopération : préparation de convention à ratifier par l'Etat et/ou l'Union Européenne, signature de conventions applicables dans un délai de 2 mois en cas de non-objection de l'Etat ou de l'Union Européenne.

Les domaines dans lesquels pourrait se poursuivre la coopération sont d'ores et déjà évidents :

• Délimitation des zones de pêche et convention d'exploitation de la mer.

• Organisation des transports maritimes et aériens.

• Coopération en matière touristique, universitaire, de recherche, de santé, etc.

• Coopération pour la défense de l'OMCB et plus généralement des produits caraïbéens sur les marchés européens et étrangers.

III UNE POLITIQUE D'EMPLOI ET DE FORMATION SOLIDAIRE

1) LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

Le chômage touche à la Martinique quelques 55 000 personnes, soit plus de 35 % de la population active. Il frappe surtout les jeunes : près de 20 % des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans. Pourtant, grâce à l'impulsion des institutions décentralisées, à la défiscalisation, au développement du tourisme et aux mesures d'exonération fiscales et d'emploi des jeunes, quelques 18 000 emplois ont pu être créés au cours de ces 10 dernières années. Il est donc possible d'accélérer la création d'emplois par des mesures volontaristes.

a) L'emploi, une priorité absolue

Il faut faire de l'emploi la priorité de toute politique de développement. pour cela, la politique d'investissement public doit être relancée.

L'Etat est le principal investisseur public, mais en dépit du retard, en matière d'investissements publics dont souffre la Martinique, retard reconnu par les gouvernements successifs, l'Etat se désengage de plus en plus depuis le retour de la droite. De plus, les fonds européens ne sont pas pleinement mobilisés, non seulement du fait de l'engagement insuffisant de l'Etat (ces fonds ne peuvent venir qu'en complément d'engagements nationaux ou locaux) mais aussi parce que ce dernier joue le rôle d'écran entre les instances locales décentralisées et l'Europe. Il faut donc relancer massivement l'investissement public.

Au niveau de l'Etat d'abord, puisque c'est le principal investisseur et qu'il y a encore de nombreux besoins en matière d'infrastructure publique : route, port, aéroport, logement social, éducation, santé, etc. Au niveau des Assemblées locales aussi. Après la crise financière de 1991-1994, la Région est sur la voie du redressement. Les moyens qui seront dégagés, tant par la Région que par le Conseil Général (ou par l'Assemblée de la Martinique), devront être investis dans un souci constant de favoriser l'emploi et de répartir les effets de la relance sur l'ensemble du territoire et en particulier vers les zones rurales. En effet, la concentration des investissements dans les zones urbaines provoque des déséquilibres au niveau des prix du foncier, du logement, des difficultés en matière de scolarisation, l'engorgement de la circulation. Cette politique de relance équilibrée ne peut se concevoir que dans le cadre d'une coopération harmonieuse et respectueuse des principes de la décentralisation entre l'Etat et les collectivités locales.

b) Réduire le temps de travail

La loi-cadre proposée par le P.S, pour réduire la durée hebdomadaire du travail à 35 heures et aller vers les 32 heures, devra faire l'objet d'un volet spécifique et d'une application adaptée à la Martinique, compte tenu des caractéristiques économiques, du grand nombre de très petites entreprises, et de la situation financière particulière, des collectivités locales.

c) La réforme des prélèvements sociaux et fiscaux

L'emploi se développera d'autant plus vite (pour un taux de croissance donné) que les mécanismes d'arbitrage entre progrès technologique (capital) et embauche seront rendus favorables à cette dernière.

C'est dans le cadre de la réforme du système national des cotisations et prélèvements sociaux qu'il faudra traiter ce problème. Les principes qui doivent guider cette réforme sont :

• Pas d'exonération de charges sans obligation d'embauche dûment vérifiée par les services compétents.

• Etalement des prélèvements sur la C-S-G- élargie et sur l'ensemble de la valeur ajoutée dans l'entreprise.

• Régime particulier et adapté pour les petites entreprises individuelles de moins de 10 salariés (qui, il faut le préciser, représentent la grand majorité des entreprises martiniquaises).

d) Le programme Etat-Collectivité-Entreprise d'emploi des jeunes

Le chômage des jeunes est porteur de drames individuels et familiaux et d'explosion sociale. Plus encore qu'au niveau national, des mesures fortes et urgentes sont nécessaires. Un volet particulier du programme national d'engagement des jeunes par l'Etat et les collectivités locales doit être élaboré pour la Martinique. Pour avoir un impact significatif, il devrait se donner pour objectif d'intégrer au moins 5 000 jeunes en deux ans, soit 50 % des jeunes chômeurs.

Ce programme devrait couvrir des domaines tels que l'environnement, l'embellissement du paysage et de l'habitat, l'économie sociale, les services de proximité, la vie associative (services aux personnes âgées, animateurs touristiques, etc.) les activités liées au tourisme (office du tourisme, syndicat d'initiative, brigades d'accueil, guides touristiques, animateurs touristiques, etc.)

Parallèlement un chiffre équivalent devrait être retenu par la loi-jeunes engageant l'Etat et les entreprises, proposée par le Parti Socialiste.

2) COMBATTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

Bien qu'il ne soit pas possible de connaître avec précision l'ampleur des inégalités à la Martinique, faute d'outils statistiques adéquats, chacun sait que celles-ci sont plus fortes qu'en métropole. Il y a d'une part le fossé qui sépare les quelques familles possédantes et les dirigeants des grandes sociétés (Blancs pour la plupart) de la masse des salariés, et du petit peuple Martiniquais (Noirs, Indiens et Métissés). Ce fossé s'est creusé au cours de ces dernières années, par l'effet de la défiscalisation qui (par nature) a favorisé l'enrichissement des plus riches et des politiques de démantèlement des acquis

sociaux et des droits des travailleurs conduites par la droite. Cette inégalité économique se double d'inégalités de pouvoir politique, sociale et ethnique, séquelles persistantes du système colonial et esclavagiste. Il y a, d'autre part, l'inégalité entre les salariés du secteur public (bénéficiant de l'indemnité de vie chère) et les salariés du privé. La réduction de cette inégalité a commencé à être traitée grâce à la politique d'égalité sociale lancée en 1990 par le gouvernement socialiste. Si les efforts doivent être poursuivis dans cette direction, ils ne peuvent consister en un nivellement par le bas.

Une telle solution élargirait davantage l'inégalité entre les classes possédantes et la majorité des Martiniquais. Elle renforcerait les pouvoirs de la minorité possédante.

a) L'inégalité capital/travail

La priorité doit être donnée au combat pour la réduction de l'inégalité entre les propriétaires du capital et les salariés selon les principes fondamentaux du socialisme. Ce combat doit être poursuivi à travers des mesures audacieuses de réforme fiscale (impôt sur la fortune, politique du foncier, etc.) élimination des situations de monopole de fait, dans les secteurs économiques les plus importants : commerce, import-export, etc.

Pour combattre efficacement ces inégalités, il faut disposer d'un instrument de mesure des inégalités. Un tel instrument existait au niveau national, le CERC, il a été supprimé.

Nous proposons, dans la perspective de sa remise en place, qu'une antenne soit créée aux Antilles-Guyane.

b) L'inégalité salariés publics/salariés privés

En ce qui concerne les inégalités entre salariés publics et privés, il faudra :

• Veiller à ce que la croissance du S.M.I.C. et des salaires privés garde un rythme suffisamment élevé.

• Utiliser l'abattement fiscal de 30 % dont bénéficient les contribuables pour inciter l'ensemble des salariés et en particulier ceux du secteur public à placer leur épargne dans la Banque de Développement des Antilles et de la Guyane.

Cette banque pourra ainsi disposer de fonds importants pour financer la création d'entreprises et d'emplois.

c) Les autres sources d'inégalité

La droite qui s'était opposée à l'égalité sociale au moment où les socialistes l'avaient proposée, se vante aujourd'hui de l'avoir réalisée. Mais dans beaucoup de domaines, la réalité est en décalage par rapport à la législation. Il en est ainsi :

• du logement social où les situations précaires demeurent nombreuses et les besoins non satisfaits considérables.

• des institutions pour les personnes âgées et les établissements spécialisés pour les différentes catégories de handicaps, qui sont en nombre insuffisant, non conformes aux normes ou inexistants.

• les grandes plaies sociales actuelles qui sont : la délinquance, la toxicomanie et le sida, ne sont pas traitées avec les moyens adéquats.

Un effort très important est nécessaire dans ces domaines si l'on veut rattraper simplement le retard de la Martinique par rapport au niveau national, en matière de logements, d'institution et de moyens matériels et en personnel pour les personnes âgées et handicapées.

3) DÉVELOPPER LA FORMATION

a) De nouveaux moyens sont nécessaires

L'enseignement et la formation constituent un moyen primordial de lutte pour l'égalité des chances. Si d'importants progrès ont été réalisés depuis les années 80 dans le domaine scolaire, de nouveaux moyens matériels et en personnel doivent être apportés notamment dans l'enseignement secondaire et supérieur (nouveaux lycées et campus en zone rurale).

b) Réformer les contenus de la formation

La formation initiale souffre par ailleurs d'insuffisances dues :

• Au passage automatique dans la classe supérieure,

• A la poursuite inconsidérée de l'objectif de 80 % d'une classe d'âge ayant le Bac,

• A l'absence de filières professionnelles adaptées et suffisamment liées au monde de l'entreprise,

• A l'inadaptation des contenus de l'enseignement aux réalités locales.

Nous proposons ici plusieurs axes :

• Accélérer la décentralisation de l'éducation initiale, et faire en sorte que les collectivités locales, qui déjà contribuent significativement au financement de la formation initiale, aient leur mot à dire concernant l'efficacité des filières.

• Mettre en place une structure consultative regroupant tous les acteurs de l'éducation (mais moins pléthorique que le Conseil Départemental de l'Education) dont le rôle serait la concertation entre les partenaires concernés (Etat, collectivités locales, chercheurs, parents d'élèves, socio-professionnels), faciliter la circulation de l'information, orienter les programmes, orienter les élèves et les étudiants.

Cette structure devrait servir aussi de lieu de contact avec les systèmes de formations d'autres pays (D.F.A., Caraïbe, Canada, Etats Unis, Europe) pour favoriser la coopération et les échanges en matière d'éducation. Elle devrait de plus se charger de favoriser la production et la diffusion de matériels pédagogiques spécifiques à la Martinique.

En ce qui concerne la formation professionnelle, qui constitue d'ores et déjà, le poste le plus important du budget régional, une structuration plus forte du dispositif existant sera nécessaire. Elle visera à assurer la revalorisation de la formation professionnelle et technique, une meilleure adéquation des orientations de la formation aux choix de l'assemblée en matière de développement économique, un lien plus étroit entre les qualifications dispensées et les besoins des entreprises, un développement plus poussé de l'apprentissage.

Enfin, on devra orienter davantage les nouvelles générations vers les créneaux porteurs et les technologies d'avenir.

c) Assurer l'accès des Martiniquais aux emplois de cadres de haut niveau

On ne doit pas se cacher qu'en dehors des professions traditionnellement tenues par des Martiniquais : médecins, avocats, etc. il est de plus en plus difficile aux Martiniquais ayant une formation relativement avancée de se faire embaucher dans les grandes entreprises nationales tant publiques que privées. Ils ont à faire face à deux types d'attitudes :

• Des entreprises békés qui emploient peu de gens de couleur. Elles font appel à des cadres métropolitains.

• Les entreprises nationales publiques ou privées, embauchent leurs cadres en métropole et n'offrent que des postes «déclassés» aux candidats locaux.

Pourtant, autant le rejet des cadres Antillais est porteur de tension et de contestation politique et sociale, autant leur intégration serait porteuse de progrès de productivité ; de paix sociale et de stabilité politique.

Pour permettre l'accès en plus grand nombre des Martiniquais à la haute administration, des dispositifs de préparation à l'entrée dans les grandes écoles (ENA, Polytechnique, etc.) doivent être mises en place, ainsi qu'une politique systématique de promotion des Martiniquais aux postes les plus élevés.

En effet, il n'est ni efficace, ni acceptable que toute la haute administration soit tenue par des personnes de l'extérieur, de passage pour un temps plus ou moins bref.

Dans cette perspective, les primes d'installation dans la fonction publique ne se justifient pas et devraient être supprimées.

d) Discriminations positives

• Des mesures de «discriminations positives» devront être prises pour favoriser l'emploi des cadres antillais tant dans les entreprises publiques que dans les entreprises privées nationales.

• On devra inciter les jeunes techniciens et diplômés antillais à se lancer dans la création d'entreprises, la B.D.A.G. aurait ici un rôle crucial à jouer.

e) Incitation à la création d'entreprise de technologie nouvelle

Enfin, la Martinique ne doit pas rater la chance extraordinaire que lui offrent les nouvelles technologies de la communication tant dans le domaine de la formation initiale que dans celui de la formation continue. Des moyens suffisants devront être mis en oeuvre pour généraliser le recours aux techniques du télé-enseignement et aux réseaux mondiaux tels qu'Internet.

Ces nouvelles technologies dont les effets révolutionnent aujourd'hui la planète vont permettre non seulement des progrès dans les entreprises existantes mais aussi la création d'entreprises et d'emplois nouveaux.

Un programme spécial d'incitation et de financement de ce type d'entreprise devra être lancé.

CONCLUSION

Dans les pages qui précèdent, nous avons résumé les orientations que nous croyons essentielles pour construire la Martinique du 21ème siècle.

Il s'agit d'une politique qui fait de l'emploi des jeunes un objectif prioritaire absolu et qui propose afin de permettre une avancée significative dans ce domaine, des mesures à applications immédiates. Une politique qui se donne comme objectif, pour assurer un développement économique vigoureux de notre pays, d'en finir avec les blocages d'une société encore marquée par des structures coloniales, où l'on voit une petite minorité régner en maître sur des circuits économiques, dont la large majorité de la population se trouve rejetée. Une politique qui propose en vue de cette finalité de développement, des mesures concrètes telles que la banque de développement, la réforme des prélèvements sociaux et fiscaux, la lutte contre les inégalités sociales et une discrimination positive afin de permettre aux martiniquais de trouver une place dans leur propre pays. Une politique qui se prononce pour une assemblée de Martinique, comme moyen d'une mobilisation efficace, pour la mise en œuvre des mesures proposées, par une autorité martiniquaise reconnue et démocratique. Enfin, une politique qui met l'Etre martiniquais au centre de sa préoccupation dans ce que sa culture, son histoire, sa façon de vivre, ont de singulier. Qui propose d'allier la défense de notre tradition créole au renforcement de la culture scientifique et technique pour permettre aux jeunes martiniquais de disposer d'une formation qui leur donne la possibilité d'entrer pleinement dans le monde moderne. Une politique donc, qui ait une vision globale d'un développement économique en corrélation avec l'aménagement de notre territoire et le respect de notre environnement. Voilà ce qui est au cœur de notre projet Martiniquais.

Ce projet entend mobiliser les martiniquais et martiniquaises, - ces dernières devant désormais occuper la place qui leur revient, celle de la parité avec les hommes dans la conduite des affaires pour une Martinique plus juste et plus humaine. Une Martinique qui trouve aux sources de sa tradition créole les valeurs d'une société plus fraternelle. En un mot, une Martinique au service de l'épanouissement des Martiniquaises et des Martiniquais.

Coll. Fondation

Poursuivre le processus de décentralisation

SIGNATAIRES

Paul DHAILLE
Membre du Conseil National - Député

Le processus de décentralisation, engagé en 1982, s'est accompli en France en faisant l'économie d'une refonte générale de l'agencement des niveaux d'administration locale. La France aligne quatre niveaux d'administration : l'Etat, la Région, le Département et la Commune. A ces niveaux territoriaux nationaux, il convient dorénavant d'intégrer l'Union Européenne.

Cinq niveaux et de nombreuses structures de coopération (SIVU, SIVOM, District, Communauté de communes ou de ville, entente interdépartementale ou interrégionale) tendent ainsi à une organisation complexe qui n'inscrit pas la France, les élus et la population dans une dynamique institutionnelle pour les années futures.

Cette complexité liée à la répartition des compétences entre la Région, le Département, la Commune ou le regroupement de communes se traduit par un émiettement des responsabilités, un rôle accru de l'Etat et donc des disparités financières et des inégalités. Comme d'autres pays d'Europe l'ont fait, il convient d'attribuer des pouvoirs plus étendus aux collectivités territoriales. Mais cette extension de pouvoirs doit s'accomplir dans la justice et la solidarité économique et sociale.

Dès lors, seule la suppression d'un niveau de compétence permet de poursuivre efficacement la décentralisation. A l'aube de l'an 2000, dans une Europe rassemblant 15 nations, la pertinence du niveau départemental est posée.

La suppression du département - en tant que collectivité territoriale - accompagnée d'une redistribution des compétences aux régions et groupements de communes et d'une nouvelle péréquation financière entre l'Etat, la Région et la Commune - par l'intermédiaire de ses groupements - doit contribuer à une réduction des inégalités territoriales.

Ainsi l'enseignement et la formation, l'aménagement du territoire et l'environnement, le déve- loppement économique et les infrastructures, l'action sanitaire et so- ciale, devenus compétences à part entière de la Région, conforteront sa place dans l'organisation administrative et politique.

La Commune, intégrée à des structures librement choisies (District ou Communauté), reste le vivier de la démocratie locale. L'Etat peut alors exercer pleinement son rôle de régulateur et de fédérateur de la solidarité interrégionale dans le respect d'un nouvel équilibre institutionnel garant de ses domaines d'intervention et de l'unité nationale.

Cette nouvelle réorganisation territoriale supprimant un échelon administratif et politique est donc plus claire et plus compréhensible pour tous et permet d'assurer un développement dans la complémentarité et la solidarité des territoires.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Une nouvelle ambition pour l'agriculture et le monde rural

SIGNATAIRES

Georges Garot - Gérard Bedos - François Patriat - Jean Luc Dairien - Joseph Parrenin - Jean Gaubert - Patrick Lemasle - Jean Marc Pastor - André Laignel - René Souchon - François Colson - Stéphane Le Foll - Jean Marc Gaborit - Joseph Gaborit - Jean Marie Michel - Gustave Talbot - Jean Marc Sarnin - Elie Bousseyrol - Bruno Viallet - Michel Boissel - Guy Raffi - Jean Claude Lebossé - Jean Jacques Bénetière - Jean Claude Gaychet - Joseph Racapé - Bernard Jourdain - Guy Gaujacq - Jean Reparet - Maurice Nuninger - Daniel Poujaud - Jacques Aubertin - Laurent Levard

Notre congrès va se dérouler dans un contexte politique imprévu et un contexte social nouveau (contexte politique imprévu avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche regroupant PS-PC-PRS-MDC et écologistes). Contexte social renouvelé car le monde rural et l'agriculture sont aujourd'hui l'objet d'une attente sociale forte, qu'il s'agisse de l'emploi, de la répartition des aides publiques, du développement durable, de l'avenir des zones en perte de vitesse, de l'accueil en milieu rural, de la qualité des produits ou de la protection des ressources naturelles, en particulier, pour ce qui concerne ce secteur, de l'eau, de l'air et des sols.

Il est donc indispensable que les questions agricoles et rurales soient débattues au cours de notre congrès, d'autant plus que :

- dans le cadre national, convaincu de l'importance de l'agriculture et de ses acteurs, le Gouvernement a décidé de proposer au Parlement une **Loi d'Orientation Agricole** ;
- au niveau international, au cours des deux années à venir, le Gouvernement devra débattre de questions majeures :
  - la réforme de la PAC
  - l'ouverture de l'Union Européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) ;
  - la réouverture des négociations sur l'organisation du commerce mondial (OMC).

Les décisions qui seront prises engageront durablement l'avenir de l'agriculture et de l'espace rural français.

Les socialistes doivent, comme dans les autres domaines, exprimer leurs priorités, en cohérence avec la politique générale qu'ils entendent conduire.

Pour une agriculture diversifiée, respectueuse de l'environnement et gestionnaire de l'espace

Parmi les éléments forts qui doivent désormais guider notre action dans le secteur agricole, figure la nécessité d'organiser désormais concrètement la double mission reconnue aux agriculteurs : celle de producteur de denrées alimentaires et celle de principal gestionnaire de l'espace rural et de notre patrimoine naturel : cela doit être l'objet principal de la future Loi d'Orientation Agricole.

Dans leur mission de production, il doit désormais être admis qu'il existe différents types de débouchés : d'une part la production de matières premières agricoles pour l'alimentation humaine et animale et pour l'industrie, et d'autre part, la production de produits alimentaires identifiés.

Les socialistes entendent qu'au niveau européen comme au niveau national, ces différents aspects soient pris en compte : cette pluralité est une condition du développement global de l'agriculture et du monde rural.

Ce développement, auquel est lié celui des industries agro-alimentaires, impose de dépasser les difficultés actuelles : problèmes de structures d'exploitations, statuts des exploitations, répartition de la production sur le territoire, inégalité dans les soutiens publics, déséquilibres internes au sein des filières, etc.

Dans leur mission de gestionnaire de l'espace rural, les agriculteurs sont confrontés à l'obligation, désormais impérative, de mieux respecter l'environnement dans toutes ses dimensions (gestion des ressources en eaux, lutte contre la pollution, ajustement des techniques culturales...).

Si le cadre réglementaire doit fixer les normes, il est parallèlement nécessaire d'accompagner techniquement et financièrement cette évolution. **Les contrats de développement durable**, passés entre l'Etat et les agriculteurs, doivent donner les instruments permettant aux exploitations s'engageant dans cette voie d'assurer leur nécessaire évolution et permettre le développement de l'agriculture biologique.

C'est également pour remplir cette mission qu'une **politique spécifique en faveur des zones défavorisées** et notamment de montagne, doit être fortement impulsée.

Les procédures actuelles, en général imaginées pour compenser les handicaps, doivent être complétées avec le souci de valoriser les atouts de ces régions : des productions spécifiques sont à encourager, la pluriactivité peut être largement mise en oeuvre, les règles nationales ou communautaires doivent pouvoir être adaptées.

C'est également dans cette perspective que doit être défendue la position de la France dans le débat sur la réforme de la PAC, la négociation sur l'adhésion des PECO et celle de l'OMC.

L'intégration précipitée des PECO ne serait bénéfique ni pour eux, ni pour l'Union Européenne : il faut traiter et régler les problèmes de transition, avant d'envisager leur intégration complète.

Les OCM, et plus largement la PAC, n'ont pas ou peu d'objectifs territoriaux et environnementaux : il faudra faire en sorte que les réformes à venir permettent de mettre en cohérence un légitime souci d'organiser et de développer des marchés agricoles au sein de l'Union Européenne et dans le monde, avec une volonté forte d'équilibre territorial et d'équité sociale.

En conséquence, les socialistes demandent que la réforme de la PAC renforce notamment le lien entre les produits et les territoires, les paramètres environnementaux dans l'attribution des soutiens publics, et admettre le principe de modulation et de plafonnement des aides publiques.

La conjugaison des règles de la PAC, avec une politique nationale de départ et d'installation (pré-retraite, DJA, prêts bonifiés...), de maitrise des structures, d'application continue des progrès techniques, d'élévation du niveau de formation, d'émergence d'industries de transformation dynamiques, doit sortir l'agriculture française de la situation paradoxale où elle se trouve : **elle est globalement performante, mais maintient de fortes disparités sociales malgré des transferts financiers élevés.**

Cette image très contrastée a été amplifiée par différents phénomènes récents : les aides directes aux grandes cultures et l'inégalité criante de leur distribution, la crise de l'ESB et des pratiques qui forcent à l'excès la nature (manipulations génétiques, anabolisants...), qui font rejeter l'idée même de progrès techniques.

Dans ce contexte général, l'Enseignement agricole et la Recherche devront continuer à s'adapter en développant leurs partenariats avec les différents ministères (Ministères de l'Education nationale, du Travail, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement...), tout en renforçant leurs missions et leurs champs d'intervention.

Les socialistes veulent ainsi que les agriculteurs retrouvent leur justification sociale et privilégient donc deux axes politiques essentiels :

- l'agriculture de produits à forte valeur ajoutée qui conjugue occupation large du territoire, qualité des produits et respect de l'environnement.
- la modification de la PAC en vue d'une attribution des soutiens prenant en compte les paramètres sociaux, territoriaux et environnementaux.

L'affirmation de ces deux axes prioritaires se fera à travers trois dossiers essentiels dans les mois à venir :

- **la loi d'orientation**
- **la réforme de la PAC**
- **la préparation de la future négociation de l'OMC**

La France, dans ses orientations de politique agricole, doit affirmer sa volonté, qui ne se résume pas à une vocation exportatrice, et affirmer son choix d'un modèle spécifique de développement européen qui n'a pas à s'assujettir au modèle américain.

Pour un espace rural vivant

Il existe un consensus sur le rôle que doit désormais jouer l'espace rural en matière d'accueil des populations et de création d'emplois. Visiblement, aux yeux de l'opinion, la désertification croissante d'une partie importante de la campagne française n'est pas souhaitable. Comment lui donner tort ? Les socialistes doivent faire des propositions à la fois nouvelles et réalistes en ce qui concerne les nouvelles fonctions de l'espace rural en inscrivant leur réflexion dans ce qui constitue la priorité du Gouvernement : **la lutte pour l'emploi.**

Il ne s'agit pas seulement de stabiliser la situation actuelle, mais bien de mettre en valeur, de façon systématique, tout le potentiel que recèle l'espace rural dont nous disposons.

Cette reconquête passe par le développement de toutes les actions économiques et du potentiel de cet espace ainsi que par une modification des structures des exploitations agricoles et des modes de production comme on l'a vu précédemment.

Elle passe également par un effort d'imagination sans précédent pour développer et inventer les métiers qui permettront aux ruraux de disposer des services de proximité qui leur font défaut et de bénéficier des avancées technologiques dont ils sont fréquemment privés, notamment en matière de communications et de technologies nouvelles.

Le développement des fonctions d'accueil, des métiers de l'artisanat, notamment pour entretenir et valoriser le patrimoine, et de la forêt - souvent mal exploitée - doit être favorisé.

La limitation de la concentration des exploitations agricoles et le développement de fonctions nouvelles devraient amener, souvent, à pratiquer deux activités ou plus, la polyvalence étant sans doute la meilleure réponse à apporter à la médiocrité actuelle des revenus de trop nombreux ruraux. Afin de faciliter cette nouvelle organisation du travail, nous proposons l'assouplissement des conditions d'installation et de reprises des exploitations agricoles.

Nous proposons, en plus, d'élaborer le statut de l'entreprise rurale, dans laquelle deux activités au moins seraient pratiqués. La médiocrité des revenus concerne plus encore nombre de ruraux arrivés à l'âge de la retraite. Les socialistes ont parfaitement conscience de cette situation, même s'ils ont déjà fait beaucoup dans ce domaine par le biais de la loi de 1990. Le Parti socialiste entend continuer dans cette voie : l'effort, compte tenu des contraintes budgétaires, concernera en priorité les ménages en situation précaire.

Enfin, la diversité du monde rurale est telle qu'elle ne permet pas une définition centralisée de la politique qui le concerne. S'il revient au gouvernement de tracer les lignes directrices dans le cadre des orientations communautaires et de fixer l'enveloppe qu'il entend consacrer à cette politique, ce sont les acteurs locaux qui auront à élaborer les projets permettant une mise en oeuvre fructueuse. La Région est le niveau le plus pertinent en la matière, et c'est dans le cadre des contrats Etat-Région que s'inscrira la **démarche de développement local**, auquel seront associés tous les partenaires concernés.

Conclusion

C'est donc une transformation du milieu rural, de ses modes de production et de la place qu'il tient dans l'économie et la société actuelle que propose le Parti socialiste. Pour réussir, il faudra une volonté politique et un appui sans faille au niveau local, national et communautaire, de tous les élus et responsables de la majorité actuelle.

C'est en ayant à l'esprit à la fois les potentialités du monde rural, et les difficultés rencontrées que les socialistes doivent proposer la **Loi d'Orientation de l'Agriculture** qui aura valeur de *contrat entre la nation et ce secteur socio-économique*.

Contribution au débat préparatoire au Congrès de Brest

SIGNATAIRES

PRÉSENTÉE PAR **Patrick DUGOIS,**
Secrétaire Fédéral aux Sections de la Fédération du Parti Socialiste de Loir-et-Cher

SOUTENUE PAR **Jean-Philippe FÉLARD, Premier Secrétaire Fédéral (section de Morée), Robert GROUILLE, Président du Conseil Fédéral (section de Blois), Lucette BAUER (section de Blois), Patrick BAUER, Trésorier Fédéral et secrétaire de la section de Blois, Jean GERMANAUD (section de Blois), Secrétaire Fédéral, Jocelyne MAGNANI, Secrétaire Fédérale (section de Vineuil), Jean-Pierre COPOIS, Secrétaire Fédéral (section de Blois), Michel HOURY, Secrétaire Fédéral (section de Romorantin-Lanthenay), Pierre FOLLET, secrétaire de la section de Contres, Bernard MESSAGER, conseiller fédéral et secrétaire de la section de Vineuil, Stéphane LION, secrétaire de la section de Romorantin-Lanthenay, Olivier GLORIEUX, secrétaire de la section de Morée, Colette LAMOQUE (section de Montrichard), Gilberte TREMAUD (section de Blois), Henry TREMAUD (section de Blois), Guy GALLOIS (section de Vineuil), Jean-José LAFAGE (section de Montrichard), Dabhia TESSIER (section de Blois), René FROC (section de Contres), Raymonde BOULAY (section de Vineuil), Nelly MARTIN (section de Blois), Viviane ROUBALLAY (section de Blois), Solange QUENTIN (section de Montrichard), Charles BAILLY (section de Vendôme), Claudine CHESNEAU, (section de Blois), Sylvie BORDIER, conseillère fédérale (section de Blois), Claude GORGE (section de Vineuil), Jean-Michel DESRÉ (section de Blois), Jean-Dominique MAIGRET (section de Blois), Hélène DUPAS (section de Contres), Roger DUPAS (section de Contres), Renée VOISIN (section de Blois).**

Cette contribution ne prétend pas développer des idées nouvelles ou avancer des pistes de réformes qui seraient particulièrement originales. Elle se contente de réaffirmer les principes qui devraient prévaloir et les actions qui pourraient être engagées dans le cadre de l'action politique menée par un Parti Socialiste majoritaire.

L'esprit de la réforme :

Pour un parti de Gauche, la réforme ne saurait se justifier par la seule réponse (même si c'est une réponse de qualité) qu'elle apporterait ponctuellement aux problèmes d'aujourd'hui. Elle doit nécessairement et simultanément être l'occasion de modifications des règles du jeu telles que ces modifications portent en elles les germes d'une transformation et d'une mutation fondamentale de l'organisation sociale, d'une révolution silencieuse. C'est à cette condition que la réforme ne sera pas uniquement l'élément d'une gestion au quotidien de la société mais un acte politique fondamental qui oriente et décide de son avenir. C'est à cette condition que les inégalités et les injustices sociales qui la traversent pourront progressivement disparaître.

A cet égard, il serait nécessaire de privilégier les changements qui ne pourront être remis en cause et dont la valeur symbolique est forte. Ceux à l'occasion desquels des principes essentiels pour la société et pour le devenir des individus qui la composent sont réaffirmés comme la défense de la laïcité, la lutte contre les inégalités devant la santé, le logement et surtout l'éducation ou encore la promotion du développement durable. Ce choix de réformes symboliquement fortes, constitue la base du changement de société à long terme et forme en soi une orientation politique de fond.

I
Politique de l'emploi : le quatrième pilier.

La politique de l'Emploi est au cœur des préoccupations des français et c'est sur son inefficacité qu'ils ont condamné les gouvernements précédents de droite comme de gauche au cours des 10 dernières années. Il faut donc se réjouir de ce que cette politique soit au cœur des préoccupations du Gouvernement de Lionel Jospin et que dès à présent des mesures concrètes et ambitieuses soient prises. Toutefois, chacun sait combien il est aujourd'hui difficile de prévoir l'impact réel de cette politique et

Fondation Jean-Jaurès

de connaître quels pourront en être les résultats. Telle qu'elle est dessinée, elle repose sur trois grandes idées, sur trois piliers : une politique macro-économique cherchant à favoriser la croissance, la mise en œuvre de la réduction du temps de travail et un plan ambitieux tendant à créer 700 000 emplois pour les jeunes.

Les trois premiers piliers sont connus et font d'ores et déjà l'objet d'actions fortes du Gouvernement. Il faut s'en féliciter.

1er pilier : la croissance et la consommation

Si la croissance retrouvée constitue le cadre économique nécessaire à une lutte efficace contre le chômage et doit donc en tant que telle faire l'objet de beaucoup d'attention, elle ne saurait devenir un horizon politique. Elle doit rester un moyen et ne pas devenir une doctrine qui en son temps a justifié quelques renoncements. C'est d'ailleurs bien parce que chacun en est conscient que des mesures volontaristes ont été décidées.

2e pilier : les 700 000 emplois pour les jeunes

Parmi ces mesures, la création de 700 000 emplois pour les jeunes s'attaque de manière forte au problème du chômage des jeunes. Il faut cependant être vigilant quant aux conditions de mise en œuvre de ce plan emploi jeunes et faire en sorte que ce dispositif constitue véritablement un tremplin qui, en permettant à des milliers de jeunes de se constituer une expérience professionnelle, leur ouvre ensuite la voie d'une véritable insertion professionnelle.

3e pilier : la réduction du temps de travail

Si les deux premiers piliers de la politique mise en place pour mener la bataille de l'emploi sont relativement classiques (bien que le plan emploi en faveur des jeunes soit sans précédent par son ampleur), le troisième est plus intéressant parce qu'il comporte des potentialités de transformation en profondeur de la société. Les réticences du patronat, toujours motivées économiquement, sont d'ailleurs à comprendre aussi en fonction de la peur que ces changements inspirent. Sur ce plan, l'ambition du Parti Socialiste doit être d'autant plus forte que les changements engagés deviendront à l'avenir emblématique de l'action que mène la gauche lorsqu'elle est au pouvoir (1936 et les congés payés, 1981 et la retraite à 60 ans, 2000 et les 35 heures).

De ce point de vue, il est essentiel de garder pour horizon deux objectifs : la semaine des quatre jours et le développement des dispositifs temps-formation qui peuvent constituer une réelle deuxième chance. Celle-ci est d'autant plus indispensable que les dernières recherches publiées sur le lien entre réussite scolaire et réussite sociale montrent que l'éducation nationale, malgré des progrès, ne parvient pas à rétablir une égalité des chances.

Ces trois piliers constituent d'ores et déjà un plan de lutte contre le chômage ambitieux. Il y aurait cependant un grand risque à s'arrêter là.

En effet, le dispositif repose pour une part sur l'hypothèse d'un retour de la croissance qui, même s'il semble se concrétiser, ne sera pas forcément durable (l'expérience des années 88 à 91 mérite d'être méditée). La réduction du temps de travail quant à elle, si elle est porteuse de davantage d'espoir en terme de résorbtion durable du chômage et de transformation sociale sera difficile à réaliser. La mise en place d'une sorte de quatrième pilier destiné à la fois à favoriser l'emploi et à soutenir des micro-projets économiques ou à encourager de nouvelles formes d'entreprises porteuses d'expérimentation sociale augmenterait l'efficacité de l'ensemble du dispositif. Elle contribuerait par l'intermédiaire de la création d'un grand fond national de l'emploi (qui pourrait pour se financer faire appel à l'épargne populaire) au développement de nouvelles formes d'organisation sociale fondées sur la solidarité, sur de nouvelles pratiques démocratiques au sein de l'organisation économique de la production de biens et de services.

4e pilier : un plan de développement des micro-projets et l'émergence de nouvelle formes d'organisation économiques fondées sur des pratiques actives de solidarité et faisant davantage de place au social, à la formation.

Comme le patronat l'a bien compris, le chômage n'est pas uniquement un fléau, c'est aussi un argument commode qui permet de faire accepter à la collectivité des dispositifs qu'elle n'aurait jamais accepté autrement (que l'on repense à tout ce qui a pu être obtenu par le Patronat, aussi bien au niveau national que local, au nom de l'emploi).

Pourquoi, en luttant contre le chômage ne pas mener, comme le fait sans cesse le patronat en nous vendant son libéralisme comme seul capable d'assurer compétitivité et efficacité maximale, une bataille idéologique en favorisant les projets de tous ceux qui aujourd'hui par de multiples expériences développent, l'économie solidaire, l'économie sociale, le système coopératif, etc ... Il y a là un enjeu que les socialistes auraient tort de négliger.

La création d'un grand fond national de l'emploi pourrait constituer l'un des outils de cette politique spécifique. Ce fond pourrait à la fois solvabiliser les milliers de micro-projets qui, faute de financement par les établissements bancaires, ne voient jamais le jour. Il permettrait surtout d'apporter un soutien financier fort au secteur de l'économie solidaire. Elle serait l'occasion de donner un souffle aux multiples expériences de banques solidaires, de dispositifs d'épargne de proximité, de projets d'insertion par l'économique qui non seulement participent à la lutte contre la grande pauvreté et le chômage mais réinventent une nouvelle «démocratie économique».

Cette initiative n'a rien à voir avec la création des nouveaux métiers prévus dans le plan emploi de Martine Aubry et qui consiste à la fois à solvabiliser de nouveaux besoins et parallèlement à créer les qualifications et les métiers correspondants.

Il s'agit au travers de ce quatrième pilier de profiter de la nécessité de lutter contre le chômage pour soutenir de manière privilégiée des démarches de création d'activités innovantes porteuses de nouvelles pratiques de solidarité et de nouvelles pratiques sociales qui préfigureront de nouvelles modalités d'organisation de la société qui ne soient pas uniquement tournées vers la production à outrance et la rentabilité financière quoiqu'il arrive.

II
Les deux plans Marshall de la législature.

En mettant en place après la Guerre son plan, Marshall a non seulement été le grand ordonnateur de la politique de soutien américaine à la reconstruction de l'Europe, il a également été l'inventeur d'un dispositif d'intervention publique qui a montré son efficacité. Fondé sur le volontariste, et développant une politique d'aide massive et systématique, il a fait la démonstration de l'impact extraordinaire

que pouvait avoir sur le long terme une politique publique ambitieuse pour transformer la société.

Deux domaines mériteraient à cet égard de faire l'objet dans les années à venir de politique de ce types, la reconstruction des banlieues et le sauvetage du continent africain.

La reconstruction des banlieues et la politique de sécurité

L'idée d'un plan Marshall pour les banlieues n'est pas nouvelle et a fait l'objet de promesses qui n'ont malheureusement pas été suivies d'effet. Elle n'en demeure pas moins une bonne idée (d'où qu'elle vienne par ailleurs) et permettrait de s'attaquer à un problème qui refait surface de temps à autre au rythme des faits divers, l'insécurité et le mal-être des banlieues. Ce problème mériterait un plan d'ensemble ambitieux qui soit réellement doté de moyens.

Le sauvetage de l'Afrique et la politique de l'immigration

Redéfinir la politique étrangère de la France, revoir sa politique de coopération (ce qui semble déjà en cours), rééquilibrer l'Europe en associant davantage les pays du sud dans les instances de décisions sont des sujets qui reviennent régulièrement au fil des débats et probablement des congrès avec la lancinante question de la politique africaine.

Si toutes sont importantes, la dernière mérite peut-être plus encore d'attention, le continent africain semblant de plus en plus à la dérive. Il y a urgence, pour le développement et la survie de ce continent mais aussi pour l'Europe qui peut trouver là une bonne manière de maîtriser, autrement que par le rationnement des titres de séjour, ses flux migratoires, à mettre en place un programme d'aide à l'Afrique.

III
Rénovation de la vie publique : tout, tout de suite

Toutes les majorités sortantes ont perdu les élections pour avoir échoué à résoudre le problème du chômage et parce qu'elles ont subi le discrédit de ce que l'on appelle pudiquement « les affaires ». La rénovation de la vie publique et l'instauration d'une véritable indépendance de la justice s'impose comme une nécessité absolue aux yeux de l'opinion. Les atermoiements, les demi réformes seraient alors fortement réprouvées et le Parti Socialiste perdrait ainsi l'occasion de réaliser une œuvre durable. Sur ce terrain, les contraintes sont peu nombreuses et il ne tient qu'à la volonté des parlementaires de la nouvelle majorité de faire ce qu'ils ont dit et promis concernant la justice et la réforme des institutions.

Sur la justice, il faut tenir la promesse faite et couper le lien entre le Ministère de la justice et les parquets.

Sur la réforme des institutions, il faut en finir une fois pour toute avec le cumul des mandats et des fonctions.

Si nos concitoyens peuvent comprendre qu'il est impossible dans le domaine économique et social de tout réaliser tout de suite, il ne comprendront pas que sur ces deux points les réformes ne soient pas engagées dès la session ordinaire du parlement.

IV
La création d'un Revenu Minimum d'Existence

S'il est un problème qui régulièrement, le plus souvent à la faveur de changememts météorologiques, revient dans l'actualité, c'est celui de ceux que l'on a d'abord appelé les « nouveaux pauvres » que l'on appelle aujourd'hui les SDF.

Curieusement, malgré les plans successifs, le problème reste entier. Bien entendu la situation économique y est paraît-il pour beaucoup à ceci près que le Produit Intérieur Brut a été plus que multiplié par deux en vingt ans et que la richesse globale de la nation ne cesse d'augmenter. Aussi, plus que d'une question fondamentalement économique, il s'agit de reconnaître dans l'existence permanente depuis plus de vingt d'une pauvreté importante la conséquence des considérables changements intervenus notamment dans les systèmes de production (élévation très rapide des niveaux de formation requis pour être employable, développement technologique, incidences des courbes démographique, etc). Cette situation loin de disparaître a toutes les chances de se développer dans les années à venir. Il est donc normal que les individus ne se trouvent pas broyés par ces mécanismes et que l'organisation collective, en prenant en compte cette nouvelle situation, prévoit un dispositif de sécurité qui soit le contre-poids de ce changement permanent.

Au changement permanent qu'impose la société aujourd'hui, la collectivité doit opposer la stabilité et la protection de ceux qui pour des raisons diverses, ont besoin de temps sans pour autant devenir nécessairement des laisser pour compte. L'instauration d'un revenu minimum d'existence s'inscrirait pleinement dans cette perspective protectrice.

Ce revenu qui concrétiserait pratiquement un **droit à la vie** pourrait être financé par transformation des fonds consacrés aux minima sociaux, RMI, l'Allocation Spécifique de Solidarité, AAH auquels pourrait s'ajouter un prélèvement pauvreté assis sur les transactions financières.

V
Protection Sociale

Personne ne doute que les socialistes auront à cœur de consolider notre système de protection sociale en réaffirmant notamment son caractère public et en renonçant, que ce soit pour les retraites ou pour la médecine, à toute privatisation plus ou moins officielle.

Sur ce terrain, une grande avancée pourrait être accomplie (d'ailleurs prévue par le plan Juppé), en instaurant l'assurance universelle qui seule permettra qu'il n'y ait plus d'exclu économique du droit à la santé. Cette mesure aura bien entendu un coût financier important mais elle est nécessaire.

Par ailleurs, sur les questions de protection sociale et de politique de santé, la gauche devrait réaffirmer sa différence en mettant en place une grande politique nationale de prévention et d'éducation à la santé.

Une telle politique, outre qu'elle contribuerait à l'amélioration de l'état sanitaire de la population permettrait, sur le long terme, de substantielles économies de soins. Elle traduirait en outre, une approche différente de ces questions à la fois plus moderne, plus humaine et plus égalitaire.

VI
Pour une politique de l'Education résolument inégalitaire

S'il est des domaines ou le changement a bien du mal à trouver une concrétisation, c'est bien celui de l'Education. Une récente étude de chercheurs de l'INSEE, largement commentée dans la presse, montre que, malgré les efforts considérables consentis par la nation (les socialistes y sont pour beaucoup), l'écart de réussite scolaire et de réussite professionnelle entre enfants de milieux aisés et enfants de milieux plus modestes reste le même, voire qu'il s'accroit au fur et à mesure de l'évolution professionnelle. Aussi,

n'est-il pas inutile de reprendre ici les arguments déjà avancés à l'occasion de la troisième convention thématique et qu'il est nécessaire de réaffirmer.

L'un des plus grands lycées parisiens fêtait récemment ses 200 ans. La presse qui s'est faite l'écho de ce grand événement soulignait par ailleurs le recrutement de plus en plus élitiste des lycées parisiens et rappelait combien la carte scolaire, qui fait obligation à un élève de fréquenter l'établissement le plus proche de son domicile, était systématiquement contournée. Ces établissements, qui se targuent d'un niveau exceptionnel de réussite au Baccalauréat (obtenu grâce à un recrutement par ailleurs parfaitement illégal), deviennent de véritables ghettos sociaux à l'usage des nantis. L'égalité des chances s'est ici muée en inégalité fondamentale devant la formation qui, plus tard (relations parentales aidant), deviendra inégalité dans l'insertion professionnelle et dans l'accès à l'emploi. Ce beau principe républicain d'égalité est ainsi de plus en plus le rempart qu'utilisent les classes dominantes (fussent-elles de gauche) - à cet égard un livre paru en 1968 sur l'héritage scolaire (1) reste plus que jamais d'actualité - pour maintenir leurs privilèges. Répartir autrement la richesse, c'est modifier profondément la donne en consacrant d'autant plus de moyens pour l'éducation que celle-ci concerne des populations économiquement faibles. L'argent public ne doit plus servir à conforter les situations acquises. Il doit servir au rééquilibrage. Un collège qui se trouve en zone sensible devrait, par exemple, pouvoir disposer, non pas de quelques heures ou d'un poste ou deux d'enseignants en plus, mais de trois fois plus de moyens qu'un lycée parisien accueillant une population très privilégiée. Une fois parce qu'il faut donner ici le même enseignement que là. Deux fois, parce que les déficits affectifs et symboliques propres aux milieux les plus défavorisés (même et surtout s'ils n'en sont pas conscients), doivent être comblés par un projet éducatif et culturel spécifique avec des taux d'encadrement très élevés et l'intervention de spécialistes. Trois fois, parce que les jeunes des milieux défavorisés ne pourront jamais disposer des soutiens que procure à ses jeunes une famille aisée. Rétablir l'égalité des chances et répartir autrement et durablement les richesses passent d'abord par la mise en place d'une politique de l'éducation résolument inégalitaire en faveur des classes sociales modestes.

Elle passe également par une refonte des objectifs et des méthodes mises en œuvre au sein de notre système éducatif qui intègre un meilleur suivi des élèves (notamment des plus en difficulté par les réseaux d'aides spécifiques), afin de favoriser à côté de l'acquisition de savoirs, l'acquisition de savoir-faire et de savoir-être.

Coll. Fondation Jean Jaurès

La Fédération des Bouches du Rhône : Mythes et Réalités

SIGNATAIRES

Contribution du Secrétariat de la Fédération des Bouches du Rhône

Rénovation : Changement en mieux, transformation, modernisation.

Rénover : Remettre à neuf. Donner une nouvelle existence.

Ces deux mots sont très à la mode dans notre parti depuis quelques mois, en particulier lorsqu'il s'agit de les opposer à la Fédération des Bouches du Rhône.

Cela fait des années que nous sommes présentés comme les enfants terribles du parti, des trublions animés par la rivalité ancestrale entre Paris et Marseille.

Tout cela resta sympathique jusqu'au cataclysme électoral de Vitrolles qui vit la prise d'une mairie socialiste par le Front National. Là, nous étions devenus des pestiférés, nous avons été livrés en pâture à la presse, les invectives ont vite cédé la place aux insultes.

Nous ne nous souvenons pas que la Fédération du Vaucluse ait subi le même traitement lorsqu'en 1995 nous avons perdu la mairie d'Orange au profit du FN.

Le secrétariat fédéral des Bouches du Rhône a souhaité profiter de cette période de débat ouverte par notre Congrès pour mettre à mal quelques stéréotypes nous concernant, expliquer dans quelles conditions nous fonctionnons et aborder ce que pourrait être la rénovation de notre fédération.

Appelons cela : plaidoyer pour une fédé !

Depuis plusieurs mois, le Parti Socialiste sous la conduite de Lionel Jospin puis de François Hollande a lancé un processus de modernisation et de rénovation interne.

En Juin 97, la Gauche a gagné les élections législatives. Le gouvernement de Lionel Jospin a devant lui une tâche difficile qui exige de notre organisation un sens aigu de la responsabilité.

Notre fédération se situe sans équivoque, ni ambiguïté, dans cet état d'esprit : un soutien sans faille à l'action gouvernementale et au Premier Ministre, une volonté réaffirmée d'être les principaux acteurs de la rénovation de notre Parti.

C'est aussi le sens de notre contribution.

Ce soutien exprime aussi notre conviction que seul notre parti peut lutter contre le Front National, et que la rénovation en est le moteur principal. Il est de notre responsabilité collective (et pas seulement locale) que la politique du gouvernement réussisse, que nous arrivions à donner une autre image de nous tous. Les choix ne sont pas aussi simples alors que l'anathème est si facile. Dans notre région ou le FN est si puissant, nous avons essayé beaucoup de solutions qui ont toutes conduit au désastre lors des dernières municipales :

- à Toulon, les socialistes se sont maintenus : Le Chevallier élu,
- à Marignane, les socialistes se sont retirés : Simonpieri élu,

Tout le monde connaît Vitrolles et Orange ...

Où est la bonne solution, où est la Vérité ?

En premier lieu, il est bon de rappeler que le département des Bouches du Rhône (1,8 million d'habitants), trop souvent comparé aux Pouilles ou à la Calabre, est en pointe dans le domaine de la micro électronique, de l'aéronautique, de la pétrochimie ou du nucléaire, que Marseille compte les laboratoires de recherche parmi les plus performants du CNRS et que notre compétence en matière médicale est reconnue dans le monde entier.

Nous voyons mal dans ces conditions des chefs d'entreprise, des chercheurs, des universitaires, accepter de côtoyer une classe politique locale qu'une rumeur tenace, y compris dans nos rangs, présente comme corrompue et incompétente.

Les réputations ont la vie dure et si la littérature, le cinéma, et parfois les faits divers, ont souvent participé à la création de stéréotypes dont nous ne parvenons pas à nous défaire, notre réalité est beaucoup moins romanesque.

Un seul exemple pour décrire cette bataille de la fiction contre la réalité : l'opéra de Marseille compte plus d'abonnés que l'Olympique de Marseille.

Nous allons balayer à grands traits quelques crises qui ont secoué notre fédération durant la dernière décennie et qui, si elles n'expliquent pas à elles seules le désastre vitrollais, permettent de comprendre le mécanisme qui y a conduit et nous déclinerons les projets d'organisation que nous souhaitons proposer aux militants.

Ce rapide exposé servira nous l'espérons à ce que nous, militants des Bouches du Rhône, n'empruntions plus les mêmes impasses et que les autres fédérations tirent de nos erreurs des enseignements pour leurs propres fonctionnements.

I

LES BOUCHES DU RHÔNE : DÉNONCER LES MYTHES, AFFIRMER LA RÉALITÉ

a) Petit rappel

Contrairement aux idées reçues, nos difficultés n'ont pas commencé en 1986 avec la mort de Gaston Defferre mais bien en 1989 après la bourrasque électorale "Vigouroux", qui a déchiré publiquement les socialistes Marseillais, (et créé des émules dans le Département) laissant une fédération ingouvernable et exsangue financièrement.

L'équipe issue du Congrès de Rennes fut élue sur la base du rassemblement, avec pour mission de réconcilier les socialistes marseillais, de panser les blessures.

Avec le recul, on peut se dire que si cette mission ne fut pas une franche réussite, ce ne fut pas non plus un échec patent.

Le problème, c'est que certains camarades n'étaient pas encore prêts à faire cette démarche de rassemblement, d'autres plus simplement ne voulaient pas en entendre parler. Alors que nous restons per-

suadés qu'il fallait redoubler d'énergie pour rebâtir notre maison; d'autres ont fait le choix de se construire à côté en créant leur propre parti politique Unité 13, avec son association de financement, sous la houlette du Président du Conseil Général.

Les élections cantonales de 1992 furent l'occasion de voir fleurir sur les affiches de nombreux candidats, le logo d'Unité 13, plutôt que le Poing et la Rose.

La période souriait aux frileux, le Parti Socialiste était au plus bas dans les sondages, il s'agissait de faire oublier qu'on en était membre depuis 30 ans. Un groupe Unité 13 fut créé au Conseil Général en lieu et place d'un groupe socialiste et apparentés.

Soucieuse de ne pas porter le conflit à l'extérieur, afin de préserver le peu de capital confiance que la population nous accordait à cette date, et de ne pas donner l'image de nouvelles querelles intestines, la fédération a laissé émerger cette structure parallèle.

Nous avons été timorés et nous en payons aujourd'hui le prix fort.

Notre fédération est devenue une espèce de monstre bicéphale. Depuis la mort de Gaston Defferre, l'affrontement persiste, même s'il change de visage : après la fédération contre le Maire de Marseille dans les années 80, c'est la fédération contre Unité 13 pour les années 90.

On se retrouve au XIVème Siècle quand, dans le Saint Empire Romain Germanique, l'Empereur affrontait le Pape. Le combat n'était pas toujours militaire (comme nous, lors des référendums), il pouvait être aussi théologique (je suis plus à Gauche que toi, regardes mon beau colloque sur Che Guevara). Même notre organisation géographique repose sur ces bases féodales : avec nos baronnies, nos principautés, nos villes états ... Certaines sont inféodées à Unité 13, d'autres revendiquent leur attachement à l'appareil du Parti. L'absurde fut atteint, lorsque l'attribution des subventions aux communes socialistes se fit en fonction de cette dichotomie.

Notre incapacité à ne pas pouvoir résoudre cet éternel conflit interne (nous vous épargnerons toutes les mesquineries auxquelles il a donné lieu), à ne pas intervenir dans nos féodalités, a favorisé le désastre de Vitrolles. Le problème posé par la candidature du maire sortant donna lieu à des débats surréalistes, l'incompréhension entre les partisans d'une autre réflexion et les partisans d'un soutien sans faille à un élu sortant estampillé Unité 13 paralysa toute forme de décision.

Certains d'entre nous se cachent derrière leur bonne conscience ("j'ai essayé de faire ceci" ou "je n'ai pas pu faire cela" ou encore "les autres n'ont pas voulu" et enfin "oui, mais moi j'y suis allé faire la campagne"), mais tous savent que c'est notre impuissance collective qui est la cause de Vitrolles. Ne pas avoir écouté les militants qui parlaient de la situation, ne pas avoir (bien avant 1995) osé aborder les vrais problèmes avec les intéressés, avoir une nouvelle fois attendu un "homme providentiel" ...

b) Une autre crise a secoué notre Fédération avec la présence sur la scène politique de Bernard Tapie.

Un petit rappel chronologique s'impose :

1986 Tapie arrive à Marseille.

1989 Il est élu député de la 6ème circonscription de Marseille.

Ces deux dates montrent bien à l'évidence que ce personnage n'est pas apparu ex nihilo au moment des régionales de 92.

A l'époque, Tapie était un partenaire sans reproche du Parti Socialiste. Au niveau local, il s'était toujours refusé à rejoindre Vigouroux qui ne cessait de le lui proposer, et à l'Assemblée Nationale il votait tous les textes présentés par notre gouvernement.

Sa popularité était au plus haut à Marseille et, si quelques déclarations à l'emporte pièce nous irritaient, il semblait pouvoir être une formidable locomotive pour les élections régionales. Le conseil fédéral décida à la quasi unanimité de constituer une liste avec lui. **Cette décision reçut l'aval de la direction du parti avec une déclaration "fracassante" du Premier Secrétaire National "ce qui est bon pour l'OM, est bon pour le P.S. !!"**

A ce moment, il n'existait pas, au sein de la Fédération, de groupe structuré anti-Tapie. Il suffit de consulter le nombre exceptionnel de candidatures déposées pour être sur la liste pour s'en persuader.

Seuls quelques camarades, visionnaires sans aucun doute, avaient fait part de leurs réserves.

Le résultat électoral, excellent au demeurant, ne nous permit pas de gagner la Région mais nous plaça en position d'arbitres au sein de l'assemblée régionale.

La crise politique commença quelques mois plus tard.

Lassés de l'insulte érigée en méthode politique, refusant de mêler nos voix à celles du FN pour mettre le Président de Région en minorité, les socialistes régionaux - lors d'une réunion de groupe particulièrement houleuse - ont cessé leur collaboration avec Tapie.

Tout à coup, une génération spontanée d'anti Tapie a vu le jour, les mêmes qui souhaitaient ardemment être sur sa liste sans y parvenir, ont voulu instruire le procès de la direction fédérale alors qu'ils en faisaient partie !!

c) Marseille : juin 1995

Une nouvelle fois, le psychodrame a franchi un nouveau palier.

Après un vote à l'unanimité, le Conseil Fédéral chargea Lucien Weygand d'être la tête de liste Marseillaise et de constituer les listes dans les 8 secteurs de la ville. La constitution de listes est un art difficile, toutes les fédérations ont connu ce périlleux exercice laissant toujours des camarades sur le côté.

L'opacité de cette élaboration et le peu de discussion ont abouti à la formation d'une liste alternative autour de Michel Pezet.

On a découvert alors, comble de l'absurdité partagée, des camarades exclus en 89 réintégrés en 91 (sur les deux listes), et des exclus de 89 (fidèles (sic)) demander de nouvelles exclusions pour les ex-exclus et à l'encontre de celui qui les avait exclus ...

Ces deux aventures politico-médiatiques, Vigouroux et Tapie, nous ont appris les limites à ne plus franchir. Mais elles doivent aussi nous enseigner que, faute de propositions, de nouveaux comportements, de nouvelles méthodes, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Il n'y a plus de salut dans "l'homme providentiel", l'avenir est dans le travail d'une équipe.

Ces quelques éléments doivent nous obliger à reconsidérer notre fonctionnement.

Les causes de nos errements sont connues; les remèdes aussi.

La rénovation n'est pas qu'une question d'hommes ou de femmes, c'est surtout affaire de mentalité et ensuite de volonté.

II
RÉNOVATION ? DÉCLINER LES PROJETS

La rénovation, que nous appelons de tous nos voeux, peut recouvrer bien des aspects, mais elle est encore bien souvent le préalable à des règlements de compte entre camarades. Sous couvert de rénovation, des camarades se transforment en procureur dont le seul projet politique consiste à remplacer les uns par les autres.

Il est de bon ton, à la veille des congrès, de remettre en cause une direction fédérale. Cette démarche est saine et légitime, la critique générant souvent l'introspection et, à bien y regarder, la rénovation dans les Bouches du Rhône serait considérablement engagée par le respect d'un certain nombre de règles et de comportements.

Il est impératif de garder à l'esprit que le rassemblement, le

respect de nos différences, la volonté de constituer une majorité plurielle, sont des conditions indispensables à la réussite de ce processus.

Pour mener à bien une action politique à moyen ou à long terme, toute structure politique doit avoir à sa disposition du matériel et un financement.

La volonté politique et la réalité quotidienne sont malheureusement deux aspects difficilement conciliables dans notre département.

Quelques chiffres qui éclairent d'une manière crue nos difficultés :

- depuis 1990 : la dette cumulée de non-cotisation des élus dépasse 3 millions de francs.
- la perte des élections de 1993 nous a fait "perdre" 816 000 francs sur 4 ans.
- l'érosion militante, les frais de fonctionnement, l'augmentation du coût des campagnes (qui ont été nombreuses), sont autant d'éléments qui ne nous ont pas aidés au cours de ces dernières années.

Pour illustrer le fait que les problèmes politiques génèrent des comportements financiers : une partie des élus dits "socialistes" au Conseil Municipal de Marseille cotisent dans une autre structure...

La rénovation commence ici. S'ils ont des droits, les élus ont aussi des devoirs à l'égard de leur parti. Le premier d'entre eux est de cotiser au parti et à l'union des élus.

Il faut arriver à ce que nos élus jouent à nouveau le Jeu du Parti, quitte à remettre à plat le problème des cotisations des élus. Le prélèvement automatique, déjà mis en place pour les élus du département et de la région, fonctionne bien.

S'agissant des finances, nous aimerions qu'une bonne fois pour toute, nous puissions y accoler le mot Transparence. Toutes les fédérations doivent connaître ce sentiment de suspicion, parfois alimenté dans nos propres rangs.

Si la mauvaise foi n'est jamais très loin, il y a assurément le plus souvent un manque d'information.

L'opacité n'est plus de mise. Nos comptes sont vérifiés par un expert comptable, envoyés à la Trésorerie du Parti et contrôlés par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, composée de magistrats.

La question du contrôle se pose en interne, en particulier pour les dépenses dites politiques. Le contrôle de l'opportunité est assuré par le secrétariat fédéral, puisque c'est lui qui prend la décision, et la gestion financière est sensée être assurée par une commission qui, après s'être réunie une poignée de fois, a cessé faute de combattants. Le trésorier fédéral se trouvant fort dépourvu de détailler son budget devant une salle vide !

La rénovation commence ici. Il est normal de réclamer la transparence mais il est indispensable d'y participer et de s'en féliciter lorsqu'elle existe.

La commission financière regroupant toutes les composantes qui s'exprimeront à l'occasion du Congrès se réunira une fois par trimestre et publiera en direction des secrétaires de section le compte rendu de ses travaux.

Après la transparence financière, parlons de la transparence de fonctionnement et nous sommes là au coeur de ce qui a bâti la funeste réputation des Bouches du Rhône: les adhésions et les désignations.

Sur ces aspects, tout a été dit sur nous ou presque : fausses cartes, clientélisme, cartes de complaisance, adhérents décédés ....

Néanmoins l'imagination fertile de nos détracteurs se heurte à quelques réalités qu'ils feignent d'ignorer.

Nous sommes considérés comme la troisième fédération de France par le nombre de cartes. Comme tous, l'état de nos effectifs, avec une tendance à la baisse amorcée dans le début des années 90, a fluctué au gré de nos divisions, de nos défaites ou de nos victoires. Pourtant, les deux grandes fédérations du nord de la France n'ont jamais eu à subir le procès en sorcellerie qui nous est encore fait, alors que l'évolution du nombre de leurs adhérents est similaire à la nôtre.

Depuis de nombreuses années, nos adhésions sont contrôlées par une commission qui se réunit en général le lundi après midi sous la présidence de droit du trésorier fédéral et composée de camarades disponibles et représentant les principales " sensibilités " qui s'expriment au sein de notre fédération. Si les contrôles sont rigoureux, ils reposent avant tout sur la confiance que nous plaçons dans les secrétaires de section et nous sommes des politiques et pas des policiers ! D'ailleurs, nous avions envisagé des procédures plus inquisitoriales et nous nous sommes heurtés au refus des militants.

Les difficultés commencent lorsque les camarades mandatés pour siéger dans cette commission ne viennent plus et distillent dans les colonnes de la presse locale, des indiscrétions mettant en cause l'intégrité de la commission et jetant un doute sur la qualité des adhésions, qu'ils se sont eux-mêmes refusés à contrôler.

Calomnions, calomnions, il en restera toujours quelque chose !!

Là encore, nous croyons à la vertu de l'exemple.

La section la plus importante des Bouches du Rhône voit régulièrement le nombre de ses adhérents remis en cause. Le dernier argument date de 1994, avec les élections européennes, où la liste de notre Parti dans cette commune recueillit moins de suffrages qu'il n'y a d'adhérents. Cela serait troublant dans tout autre département, sauf que nous étions en concurrence avec Tapie, je crois que personne ne l'a oublié.

Par contre, il n'y a jamais personne pour chanter les louanges de cette section, lorsque le député maire fait près de 80% au premier tour des municipales et qu'il a battu Stirbois et deux fois Mégret.

Notre société change, évolue, les comportements et les mentalités aussi. Il devient crucial de faire la part des choses entre militant, adhérent et sympathisant. Nous n'avons pas de réponses toutes prêtes mais cela éviterait probablement les analyses et les conclusions à l'emporte pièce, qui nous ont fait si mal.

La rénovation commence ici. Les camarades chargés de vérifier les adhésions ont un rôle difficile et ingrat, pourtant il est essentiel à notre transparence. Au bout d'un certain nombre d'absences constatées (à déterminer) au sein du bureau des adhésions, ils doivent être automatiquement remplacés. Là encore, la publicité de leurs travaux sera assurée.

Nous avons fait, non sans mal, l'apprentissage de la démocratie, lors de la désignation de nos candidats aux élections législatives.

Il est clair qu'il a fallu bouleverser certaines habitudes bien ancrées dans le crâne de camarades qui avaient donné leur pleine mesure, lors de la constitution des listes municipales à Marseille. Secret total, aucune consultation du parti ou des militants, oubliés les jeunes, écartées les femmes. (Nous sommes le groupe politique qui compte et de très loin, le moins de femmes au sein du conseil municipal).

Pour les législatives, finis les conciliabules à quelques uns, les tractations dans les couloirs, chaque militant reçut à son domicile un appel à candidature avec les conditions requises pour se présenter.

Des rencontres de conciliation furent organisées sous la férule du fédéral aux élections, pour que chacun défende sa candidature, explique ses motivations.

En fonction du résultat de cette entrevue, le lieu et la date de ce que nous appelons référendum (vote des militants) étaient choisis en commun.

Pour ceux qui en doutaient, la démocratie interne a un coût humain et financier.

Les camarades chargés de l'organisation ont fait un travail de titan pour dresser les listes des adhérents appelés à voter dans une circonscription, et afin

de renforcer le processus, la fédération a fait l'acquisition, comme le lui permet la loi, des listes électorales de Marseille. Tous ces documents ont été mis à la disposition des candidats.

Le jour du vote, le bureau était organisé avec un Président, des délégués, des assesseurs, une urne transparente, des bulletins de vote et des enveloppes fournies par la Fédération.

Vous reconnaîtrez que nous pouvions difficilement faire plus.

La rénovation commence ici. Chaque adhérent de nationalité française devra obligatoirement être inscrit sur les listes électorales, nous ne ferons que rejoindre les préoccupations gouvernementales à l'égard des jeunes.

Nombreux sont ceux qui, dans le parti, veulent être informés et souhaitent participer à la vie de notre organisation. Améliorer ce point n'est pas très compliqué : une bonne dose de décentralisation s'impose. **Planifier les réunions fédérales et les réunions des commissions en alternance dans le département et à Marseille.**

Bien entendu la place des femmes doit être évoquée. Longtemps elles ont servi de caution, mais aujourd'hui nos statuts les rendent incontournables. Nous devons faire un effort spécifique pour aider et former celles qui veulent s'investir. Cet effort doit être très important car, combien de camarades femmes nous ont quittés faute d'espace, de reconnaissance. Pour mémoire, nous rappellerons qu'une seule femme fut élue en 1992 aux régionales (elle préside d'ailleurs le groupe) et que le groupe du conseil général est le seul groupe exclusivement masculin ...

Il n'y a plus de chasse gardée, de territoires réservés à des barons déjà établis. Quel bel exemple de changement que de voir, bientôt, des femmes succéder aux hommes.

Un dernier mot sur les élus, qui sont la clef de voûte de notre organisation qui ont un devoir d'entraînement et d'exemplarité à l'égard des militants.

Si ce n'est pas au parti de gérer les collectivités locales mais à ses élus, il ne me semble pas inconvenant qu'il y ait des passerelles " institutionnelles " avec le Parti. Ces discussions permettraient, à la fois de faire le point sur la situation politique, d'expliquer au parti les choix, afin que les militants puissent présenter à la population ce que font les socialistes dans les collectivités locales.

Notre union départementale des élus a traversé les mêmes crises que la fédération (Vigouroux, Tapie, ...). Mais depuis, les choses ont changé grâce aux nouvelles mairies conquises, au renouvellement des élus. Nous avons à aider une nouvelle génération de camarades qui, heureusement en dehors des querelles du passé, ont la volonté de redynamiser la vie politique de notre département.

La rénovation commence ici. Le besoin de formation et d'information des élus doit s'appuyer sur les outils mis en place par le Parti comme la FNESR et le centre Condorcet. Un secrétaire fédéral sera chargé d'animer une fois par mois un séminaire de formation en direction des élus, d'organiser des auditions de personnalités compétentes et de rédiger un bulletin de liaison trimestriel.

Cette initiative prendra toute sa dimension en y associant les militants.

La formation est une priorité fédérale.

A Marseille, grâce au Comité-ville, nous présentons aux militants intéressés l'ordre du jour de chaque conseil municipal et nous débattons sur les dossiers qui nous semblent importants.

La liberté des élus n'est en aucun cas entravée, mais souvent ils prennent connaissance d'éléments qu'ils ignoraient et qui leur permettent d'affûter leurs arguments face au maire.

La rénovation commence ici. Mettre sur pied de réelles coopérations entre élus et militants au niveau des mairies, des départements, et des régions. Le comité-ville se réunira de droit avant chaque conseil municipal, et une assemblée générale des secrétaires de sections avant chaque séance plénière du Conseil Général ou Régional.

Pour ce qui est des instances, celles qui sont définies dans nos statuts semblent appropriées.

Le conseil fédéral, parlement de la Fédération, se réunira tous les deux mois et de manière apodictique.

Le Bureau Fédéral, organe de décision politique, continuera de se réunir tous les 15 jours en alternance avec le secrétariat fédéral, organe d'exécution de la politique fédérale.

Chaque secrétaire fédéral se doit de consacrer une demi journée par semaine à la fédération. Ce n'est pas aux permanents de recevoir les nouveaux adhérents ou discuter politique avec les militants qui passent. Les personnes qui s'adressent au parti veulent voir des responsables, des élus. Aller à la rencontre des sections plus souvent : le premier reproche, bien légitime, des militants à l'encontre de leur direction est que le seul moyen de la rencontrer est d'aller à Marseille ...

La rénovation n'est pas la révolution. Il ne s'agit pas de remettre tout, ni tout le monde en cause. A chaque fois d'ailleurs que nous avons cherché à appliquer des solutions extrêmes, nous n'avons fait qu'empirer la situation.

De plus, bien des aspects de notre activité sont ignorés, il ne s'agirait pas de les abandonner. Nous avons énormément travaillé sur la politique de la Ville, renoué des liens très forts avec le monde syndical, mis sur pied un observatoire régional du Front National, nous sommes à l'initiative d'une réflexion interrégionale sur l'aménagement du territoire ....

Communiquer, informer, deux éléments fondamentaux de notre action. En interne, nous avons, depuis maintenant deux ans, transformé La lettre de l'Unité en véritable outil d'information et de débat interne. Malgré nos faibles moyens, nous avons réalisé plusieurs campagnes d'affiches fédérales (dont une reprise par le MJS national et une autre par la Fédération de l'Aveyron).

Même la situation de la presse locale ne nous favorise pas. **L'effort de communication sera renforcé par de nouvelles campagnes d'adhésion, liant les éléments nationaux à la réalité locale.**

Rénover, ce n'est pas bouleverser. Des dispositions régissent la vie de notre Parti, beaucoup de nos problèmes sont venus du fait que nous avons voulu composer avec elles; traumatisés, que nous étions, par la douloureuse expérience de 1989 où une application stricte mais juste de nos statuts avait conduit à l'exclusion de militants, à la déroute électorale et à l'éclatement de notre Fédération.

Face à une division politique ou tout simplement pour une désignation, si la concertation, la discussion, n'ont pas abouti, appliquons nos règles de fonctionnement qui garantissent la transparence dans le processus de décision.

Nous avons essayé au travers de cet exposé, de vous éclairer sur la réalité des Bouches du Rhône, sur nos contradictions, nos divisions, mais aussi notre fonctionnement, de vous apporter un autre regard, de démystifier tout ce qui a pu vous être rapporté. Peut-être sommes nous le miroir grossissant de notre Parti, mais nous avons la ferme intention d'en changer le reflet.

Nous avons subi de graves fractures politiques (personne n'est à l'abri) dont nous essayons de tirer les enseignements.

"Rassembler Résolument", qui était le slogan de notre campagne de rentrée de 1991 reste pour nous **en 1997, plus qu'une obligation, une volonté permanente. Fidèles à nos sensibilités, nous souhaitons réussir pleinement la majorité plurielle que nous avons eu l'occasion de réaliser.**

Nous oeuvrons pour " normaliser " notre fédération, ne plus être considérés comme le mouton noir du Parti.

C'est le sens de notre témoignage et de nos engagement.

Vers un mandat unique Une personne, un mandat

SIGNATAIRES

Robert GAÏA, Député du VAR- Membre Du Conseil National du P.S.
Bernard BELLEC, Maire de NIORT(79)
Jean-Hugues COLONNA, Ancien Député (06)
Rodolphe CHALLET, Secrétaire de la Section de CHOLET(49)
Benoit VERSCHAEVE, Secrétaire de la Section d'ERMONT(95)
Thierry DIMBOUR, membre du Bureau Fédéral(33)
Robert CHICHE(79)
Isabelle BETTATI(75)
Rémy GODDE(42)
Gilles RAFFRAY(85)
Henry SANTOLINI(47)
Josette IMBERT(69)

L'opposition au cumul des mandats fait son chemin. Elle a été une des propositions fortes de la campagne des législatives.

Aujourd'hui, nous devons aller plus loin en traçant un objectif clair à terme : Une personne, un mandat.

Dans une première étape, nous devons interdire le cumul entre un mandat parlementaire et un autre mandat tel que : Maire, Maire Adjoint, Conseiller Général, Conseiller Régional. Dans toutes les démocraties européennes, il y a exclusivité de mandat de parlementaire ou de ministre.

De plus, le cumul conduit à privilégier systématiquement le local sur le national, l'intérêt particulier de sa ville, son canton, sa circonscription, à l'intérêt général. La loi ne peut être l'expression des intérêts locaux.

Le cumul conduit l'élu à exercer ses différents mandats à temps partiel ce qui de fait renforce le pouvoir de la technocratie ou de la gestion de cabinet.

Enfin, le cumul empêche le renouvellement de la classe politique. Le mandat unique, une personne, un mandat, par la libération des postes à pourvoir permettra l'accès à la politique, des femmes et des jeunes en plus grand nombre.

Aussi, le Parti Socialiste se prononce dans l'immédiat pour l'incompatibilité du mandat de parlementaire ou de ministre, avec un autre mandat tel que : Maire, Maire Adjoint, Conseiller Général, Conseiller Régional, Président ou Administrateur de structures intercommunales ou de Syndicats intercommunaux, première étape vers le mandat unique : une personne, un mandat.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le droit au bonheur

SIGNATAIRE

MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL - PREMIER SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION P.S. DE LOT-ET-GARONNE
Jean GUERARD

Je suis farouchement hostile à l'acceptation sans condition de la culture américaine qui érige en dogme :

- *Le combat pour la vie.*
- *L'acceptation de la loi du plus fort.*
- *Le cri de malheur au vaincu.*

Cette culture américaine ne peut être une valeur de référence philosophique ou politique, ni pour le monde, ni pour l'Europe, ni pour la France et encore moins pour un citoyen.

Cette pseudo-culture mâtinée de bondieuserie et de tartuferie jusque sur la monnaie ne nous fera pas rêver au paradis du Roi Dollar qui détruit conscience, culture et environnement.

Je n'aime pas cette société américaine et je suis désolé de voir certaines de nos élites, jusque dans nos rangs, avoir les yeux de Chimène pour ce délire économico-libéro-sociétal. Savoir dire non à ce nationalisme de la médiocrité intellectuelle triomphante est un beau combat à mener.

Pourquoi ne devrait-on plus être fier des valeurs et de la devise de notre république Liberté Egalité Fraternité et de cette immense conquête historique de l'intelligence qui a pour nom Laïcité ?

Depuis quand la notion de profit maximum par n'importe quel moyen et à n'importe quel prix devrait-il devenir la loi universelle ?

Le profit pour qui ? Au détriment de qui ?

Qui a définitivement décidé que le profit était une valeur incontournable, capable d'imposer et d'expliquer les pires sacrifices demandés aux hommes.

Qui a définitivement décidé que nos élites devaient étudier dans nos grandes écoles ce nouveau dogme pour le répandre en l'enseignant à leur tour ?

Et l'homme dans tout cela ?

Ce n'est pas être pessimiste que d'écrire ceci car la catastrophe est déjà là. Dans nos sociétés, l'exclusion sociale, économique, familiale, affective grandit. Cette situation détruit l'idée même du bonheur.

Ce bonheur ne peut pas être un concept qui doit être réservé à quelques uns et qui ne trouverait sa plénitude, voire sa jouissance optimale, qu'en opposition au malheur du plus grand nombre.

Les canons néo-libéraux font mourir l'homme sur des montagnes de bons résultats statistiques, voire d'hypocrites résultats financiers.

Il faudrait peut-être se bouger les neurones pour penser et rêver autre chose.

La citoyenneté

Je pense que c'est une erreur lourde de conséquences que d'avoir accepté sans broncher la suppression du service national votée par la droite.

Comment faire comprendre le principe nécessaire de solidarité si l'on supprime le lieu où cette idée du soldat citoyen se traduit concrètement.

Défendre cette idée n'est pas être passéiste, c'est tout simplement ne pas vouloir être amnésique et cela éviterait à certain haut responsable militaire de déclarer il y a peu de temps : « qu'il est plus facile de demander à des professionnels de tirer sur la foule qu'à des appelés «.

Droits et devoirs sont étroitement liés dans une démocratie. Commencer par supprimer les devoirs équivaut à terme à supprimer les droits.

Le travail

En Europe comme dans notre France, le travail est devenu une denrée rare qui tend à disparaître. Comme il sera malheureusement difficile de changer brusquement de direction politique et économique, il faudra donc impérativement partager le temps de travail et développer l'idée :

du temps de travail salarié maximum autorisé.

Toute idée qui consiste à laisser croire que l'on peut réduire progressivement et lentement la durée du temps de travail avec le concours citoyen des employeurs est un mensonge ou une idée fausse contractée sur les bancs de grandes écoles. C'est une douce illusion que de croire, qu'il existe des employeurs altruistes qui rêvent de bien général dont ils seraient les pionniers et les garants. C'est faux.

Dans la société d'aujourd'hui comme dans celle d'hier, seule la Loi modifiera les choses.

La création d'emplois résulte d'une obligation qui répond à un besoin.

Si l'on ne diminue pas le temps de travail salarié à 32 heures pour créer ce besoin en réduisant au maximum les heures supplémentaires autorisées, nous aurons toujours des millions de chômeurs. Reculer devant cette évidence c'est avoir déjà capitulé devant le concept américain des sociétés ultra-libérales.

Civilisation urbaine, agriculture et espace rural

Qui aura le courage de dire que le point de rupture est atteint ?

Dans le même temps où des villages entiers sont vides de tout habitant, on continue d'accepter d'entasser les **déserteurs obligés de la ruralité.** Doit-on être fataliste et accepter de se taire et de ne rien faire ? L'homme a droit au bonheur, il serait peut-être important que les décideurs le comprennent.

Notre pays doit vivre dans un équilibre harmonieux ; cela passe, entre autres, par une nouvelle agriculture qui travaille et produit à l'inverse d'aujourd'hui.

Il faut avoir le courage de dire au monde agricole que le fossoyeur de la vraie agriculture a été le syndicalisme agricole lui-même. Toute la politique agricole de notre pays depuis des décennies a été décidée et conduite avec l'accord de ce syndicalisme majoritaire. Que n'a-t-on écouté plus attentivement d'autres familles du monde agricole qui s'opposaient à cette institution qui a conduit à la disparition progressive du monde rural ?

Qui a décidé une fois pour toutes que cette situation n'était pas réversible ?

- Il faut défendre le droit à l'existence des familles vivant dans et de l'agriculture au détriment des « industriels « qui se croient encore agriculteurs et qui sont à l'agriculture ce qu'un P.D.G. d'une multinationale est à un artisan.

• Il faut limiter les surfaces en culture par exploitation et combattre les sur-concentrations.
• Vaut-il mieux des veaux élevés sous la mère ou des veaux en batterie ?
• Vaut-il mieux des vaches folles sur une aire bétonnée ou des vaches dans un pré ?
• Vaut-il mieux de vrais paysans ou des «industriels» agriculteurs qui sont prisonniers d'investissements colossaux qui ne les mettent pas à l'abri de faillites programmées ?
• Vaut-il mieux produire et vendre ou surproduire et jeter ?
• La qualité vaut-elle mieux que la quantité ?
• Faut-il subir éternellement les contraintes des centrales d'achats qui au prétexte d'assainir le marché détruisent les producteurs ?

Je connais aujourd'hui des familles d'agriculteurs qui mangent encore nettement moins bien que des citadins dans la gêne. N'est-ce pas le comble du paradoxe du monde d'aujourd'hui ?

Il y a une impérieuse nécessité à ce que le législateur introduise comme pour les salariés la notion de : **quotité insaisissable sur les revenus agricoles.**

Quand cessera-t-on de privilégier l'attribution des subventions européennes distribuées au nom de critères qui continuent de détruire notre agriculture familiale au profit de l'agriculture industrielle ?

Continuer de croire que les prix agricoles doivent être les mêmes pour chaque produit quelle que soit la quantité produite par exploitation est une erreur.

Il faut que la première quotité produite ait un prix contractuel garanti et que les volumes supplémentaires soient eux seuls soumis à la loi de l'offre et de la demande.

Si l'on ne change pas la direction de notre politique agricole, il faut avoir conscience qu'avec la technique poussée à l'extrême, seuls quelques départements français suffiront à nourrir l'Europe entière.

Un politique responsable ne doit pas accepter cette désertification programmée. Il est très facile de détruire des vies, voire la vie. Il est beaucoup plus difficile de la donner ou de la protéger.

L'aménagement du territoire ne peut se marier avec la logique de concentration et de recentralisation de l'économie.

Quand on aura fini de reconcentrer et que toutes les statistiques financières seront passées au vert, l'avenir de l'homme sera au noir.

L'une des aberrations de notre temps est l'exemple donné par Renault qui raie Villevorde parce que le salarié belge coûte trop cher et que les lieux de production sont trop éclatés. Les banquiers seront peut-être gagnants, mais les hommes eux seront perdants.

Le principe de solidarité

C'est une idée fondamentale, une nécessité impérieuse. Il faut en pérenniser le concept et réfléchir à son développement. Si l'idée de solidarité ne peut pas être statique, et évolue, ellle ne doit jamais être régressive.

Le contre-exemple constant vient des U.S.A. L'américanisation des esprits est le principal danger d'aujourd'hui.

Ni l'Europe, ni la France ne doivent accepter cet aveuglement idéologique. Repris par quantité de soi-disantes élites qui changent le sens des mots pour tout simplement nous demander d'accepter leur évidence. Il y aura de plus en plus d'exclus et l'on n'y peut rien.

- Plan social pour : licenciement.
- Délocalisation pour : recherche du profit maximum.
- Mondialisation : pour ferme ta gueule, travaille d'avantage, contente-toi de ce que je te donne, il y en a d'autres qui attendent.

Le principe de solidarité collective est une idée révolutionnaire que le monde anglo saxon ne peut accepter et combat au quotidien.

Celui qui ne comprend pas qu'il s'agit là d'une bataille essentielle a déjà accepté l'idée de la perdre.

Je souhaite que ces quelques idées simples inspirent demain les gens de gauche et même les socialistes.

Devant l'énormité du chantier qui est devant nous, ce qui nous menace c'est la tiédeur idéologique. Il est peut-être temps de rejeter un certain fatalisme qui excuse l'immobilisme.

Il y a une évidence qui m'a toujours fait réfléchir : pourquoi ce qui est impossible de réaliser en temps de paix le devient en temps de guerre ?

Sommes-nous en paix sociale économique et politique ?

Le chômage est-il déjà vaincu ?

N'ayant pas envie d'être le sujet d'un énième Etat des U.S.A. prisonnier de son idéologie, j'ai choisi le camps des citoyens, peut-être est-ce cela le vrai combat du socialisme démocratique. Je revendique pour tous le droit au bonheur.

Coll. Fondation Jaurès

L'europe : un nouvel horizon

SIGNATAIRES

Pierre GUIDONI et Henri NALLET

"Réalisme de gauche" : l'expression vaut aussi pour la construction européenne. Réalisme, parce que si l'on considère l'état réel de l'opinion publique, l'Europe prête moins que jamais à la rhétorique et aux envolées lyrique et qu'il ne sert à rien de disputer des fins dernières : il faut poser et résoudre les problèmes réels, ceux sur lesquels le gouvernement de la France devra se prononcer dans les mois qui viennent. De gauche, parce que ce sont nos exigences et nos valeurs - l'emploi, la justice sociale- que nous voulons voir avancer à travers l'Europe et si possible grâce à elle.

- L'Europe, depuis le début de sa construction, à partir du traité de Rome, fonctionne comme un processus. Ce qui revient à dire qu'elle est en mouvement constant et qu'il convient, à chaque échéance, d'en saisir le sens. Les choses ont beaucoup changé depuis quelques mois, au point de nous inciter à porter un regard attentif sur l'ensemble du paysage européen et à bien mesurer les évolutions qui se sont produites, avant de chercher à en préparer les prochaines étapes.

- Le passage à l'Euro en 1999 qui, au moment de la campagne électorale paraissait encore aléatoire semble aujourd'hui plus assuré. D'abord parce qu'il apparaît que la France pourra sans doute remplir les conditions de la convergence sans être contrainte d'imposer une "cure d'austérité" aux Français. Ensuite, parce que les quatres conditions que nous avions énumérées pour un passage à l'Euro conforme à nos exigences sont en voie de réalisation : la hausse du dollar établit déjà une relation de change avec la future monnaie européenne qui ne pénalisera pas les industries européennes ; l'Espagne et l'Italie ont les meilleures chances de faire partie du premier groupe de pays qui constitueront l'Euro ; les objectifs de croissance et d'emploi figurent désormais au nombre des buts que se fixe l'Union ; et le gouvernement économique qui, pour des raisons de sémantique, est en train d'acquérir l'appellation de "pôle économique" fait désormais l'objet de discussions sérieuses et pourrait prendre bientôt une forme institutionnelle.

- Ces premiers résultats, obtenus en peu de temps, sont déjà substantiels et doivent être appréciés au regard du mode de fonctionnement de l'Union européenne, machinerie complexe et lente où doivent s'accorder par la négociation quinze nations différentes. De ce point de vue, on peut dire que l'action du gouvernement de Lionel JOSPIN dans le secteur européen ouvre des perspectives qui correspondent bien à nos engagements. Tout ce que nous attendons d'une Europe davantage soucieuse des peuples qui la composent n'est pas encore acquis, loin s'en faut, mais les premiers résultats enregistrés montrent que de nouveaux progrès sont possibles, si on le veut vraiment.

- C'est dire que le traité d'Amsterdam, dans sa partie institutionnelle, nous paraît insuffisant. Certes, les pouvoirs du Parlement y sont accrus puisque la procédure de codécision est élargie à de nouveaux domaines. De même, une part importante des coopérations en matière de justice et d'affaires intérieures est désormais intégrée au champ communautaire et les politiques d'immigration et d'asile seront de la compétence de la Cour de justice. Enfin, un titre "Emploi" apparaît pour la première fois, comme nous le réclamions dans le traité. Autant d'avancées qui ne sont pas de pure forme. Mais la réforme des institutions qui devait mettre l'Union en état d'accueillir de nouveaux membres par une pondération nouvelle des voix au Conseil, un resserrement de la Commission, la mise en place de procédures de décisions efficaces, n'a pas abouti et est reportée à plus tard. Cette défaillance, en réalité, traduit l'état réel de l'Europe, des peuples qui la composent et de leurs gouvernements. Elle est d'origine politique : il a manqué une volonté de réforme et un effort de certains Etats membres, dont la France - représentée alors par le gouvernement d'Alain JUPPÉ - et l'Allemagne, pour proposer et éventuellement imposer les modifications nécessaires. Et l'on sait pourtant - l'a-t-on assez dit - que l'élargissement à de nouveaux Etats membres suppose un approfondissement des institutions communautaires.

- Alors, faut-il, comme certains semblent le suggérer, proposer que nous refusions de ratifier le traité d'Amsterdam lorsque le Parlement aura à en débattre ? Outre qu'on imagine mal la majorité parlementaire refuser de ratifier un traité accepté par le gouvernement qu'elle soutient et qui comporte plusieurs points qui nous tenaient à coeur, on peut se demander si le moyen (refus de ratification) est bien adapté à la fin poursuivie (provoquer avant l'élargissement un bond en avant vers l'Europe politique) ? Est-il judicieux -y compris compte tenu de nos autres priorités politiques- d'ouvrir nous-mêmes, en Europe et en France, une crise majeure, dont nul ne sait comment nous pourrions en sortir ? En réalité, si l'on ne pense pas qu'un "grand soir" institutionnel soit possible, ni qu'une nouvelle CIG soit souhaitable, la seule possibilité reste de faire figurer, dans le prochain traité d'adhésion à lissue des négociations délargissement, les réformes institutionnelles auxquelle nous tenons au nombre des "adaptations permanentes". C'est ainsi que le parlement pourrait faire savoir, dès maintenant, qu'il n'acceptera pas que l'élargissement se fasse dans n'imporrte quelle conditions.

- Ainsi, sans "jouer" à la crise, dont on ne voit pas bien ce qu'elle pourrait apporter au moment dun passage, autrement crucial, à la monnaie unique, nous devons poser nos exigences, faire entendre notre voix, reprendre notre place dans le concert européen, comme Lionel JOSPIN en a montré récemment la possibilité. Maîtrise du temps, car nous allons nous trouver engagés dans une suite de négociations longues et difficiles où seront abordés la réforme de la PAC et des fonds structurels, le budget et donc les ressources propres de la Communauté, l'avenir des accords de Lomé, les négociations d'élargissement, dans le temps même où se mettra en place la monnaie unique.

Mais le gouvernement que nous soutenons disposera du temps nécessaire pour mener à bien ces négociations. Volonté politique, c'est-à-dire savoir ce que nous voulons, le dire clairement et lutter chacun à sa place sa place pour sa mise en oeuvre. Depuis deux ans maintenant, nous avons, à plusieurs reprises, précisé ce que nous voulions en matière de construction européenne : dans la ligne de l'action entreprise par François MITTERRAND nous voulons procéder à un rééquilibrage qui doit doter l'Europe, à côté de la Banque centrale, d'un système de coordination des politiques économiques, en particulier fiscales. Elle doit ensuite permettre à l'Europe, dans certains secteurs clés de se doter d'une véritable puissance industrielle lui permettant de sauvegarder, à moyen terme, son indépendance technologique, commerciale et financière, c'est-à-dire aussi politique. Elle doit enfin renforcer la capacité de l'Union à se gouverner de manière démocratique, transparente et efficace, ce que l'on n'a pas su faire à Amsterdam. Tout cela peut permettre à l'Union Européenne d'apporter toute sa contribution, son espace, ses moyens, au service de l'emploi désormais au coeur de ses préoccupations.

- Il appartient au gouvernement de mettre en œuvre cette politique dans son domaine de responsabilité. Celui du parti socialiste est tout aussi décisif : par sa présence active au sein de toutes les instances du PSE, par la multiplication des initiatives bilatérales avec les Partis socialistes et sociaux-démocrates, par les contacts avec les organisations syndicales, il doit participer davantage encore à la prise de conscience et à la manifestation de la volonté des peuples d'Europe de construire eux-mêmes leur destin commun. Pour ce qui nous conerne, le mandat reçu du peuple français est clair et le chemin est tracé : "Faire l'Europe sans défaire la France".

La participation des femmes à la vie politique : une garantie pour la démocratie et la rénovation

SIGNATAIRES

Sylvie GUILLAUME, Secrétaire Nationale chargée des Droits des Femmes

ET LES MEMBRES DE LA COMMISSION NATIONALE FEMMES SUIVANTS :
Elisabeth AUERBACHER (65), Michèle BRUGIROUX (43), Odette CASANOVA (83), Georgette CHAUVIN (36), Marie-Thérèse CHERRE (49), Hélène COLAS (34), Marylène CROGUENNEC (29), Pascale CROZON (69), Madeleine DARBEL (92), Mireille DE COSTER (69), Laetitia DE WARREN (60), Sabine DESMESURE (33), Eliane DRU-GORJU (01), Raphaëlle DUFOUR (92), Madeleine DUPUIS (31), Franÿoise DURAND (75), Janine ECOCHARD (13), Isabelle ESCOFFIER (69), Nicole FEIDT (54), Martine FILLEUL (59), Jeanne FILLOUX (16), Anne-Catherine FRANCK (75), Marie-Thérèse GANSOINAT (57), Arlette GERVASI (38), Nancy GRELIER (44), Régine JOLY (17), Claire KAHN (13), Lucette LORGEOUX (37), Michèle MORANCHEL (94), Marie-Françoise PEROL-DUMONT (87), Colette POPARD (21), Josy POUYETO (64), Michèle SABBAN (94), Odelle SELOSSE (62), Gisèle STIEVENARD (75), Marie-Christine TRIBOULAT (45), Geneviève VACHERET (25), Jacqueline VICTOR (75), Patricia VINCENT (05), Evelyne YONNET (93), Richard YUNG (FFE), Anette ZONKA (27)

La place des femmes dans la société, qu'elle soit dans le domaine économique, social ou politique, fait à nouveau l'objet d'un intérêt soutenu depuis ces derniers mois. Il ne s'agit pas d'un hasard, mais bien d'une conjonction d'éléments qui a rendu toute son actualité à cette aspiration.

Le retour de la droite au pouvoir a été un facteur déclenchant. En effet, après une période d'avancées significatives pour les femmes, mises en oeuvre par les gouvernements et ministres socialistes, 1993 a marqué un coup d'arrêt brutal à la prise en compte de leur rôle et de leurs besoins. C'est ainsi que les gouvernements de droite successifs, non satisfaits d'avoir éliminé de leur champ de préoccupation les droits des femmes, se sont également livrés à des attaques en règle sur ces derniers. La droite a succombé à sa tendance naturelle qui vise à renvoyer les femmes seulement aux rôles traditionnels de mères au foyer, garantes de la cohésion familiale et de l'éducation des enfants. Les exemples les plus flagrants sont bien entendu les incitations au temps partiel, voire à l'abandon de leur emploi, liées à l'échec patent de la politique de lutte contre le chômage.

Dans le même temps, les lobbies réactionnaires ont eu grande latitude pour développer leurs théories et faire pression sur certains débats du parlement : mise ne cause récurrente du droit à l'IVG, tentatives pour donner à l'embryon le statut de personne,...

L'interaction entre des mesures gouvernementales inacceptables et une situation économique défavorable, alimentée par une conception archaïque de la place des femmes, a contribué à dégrader la situation de ces dernières.

Comment s'étonner alors que dès novembre 1995, les premiers mouvements sociaux soient mobilisés par les associations féminines et féministes ? Premières victimes de la crise, les femmes se sont rapidement rendu compte que leurs droits, récents et probablement plus fragiles, seraient les premiers à subir les restrictions et la loi du libéralisme.

D'autres épisodes méritent d'être évoqués. C'est ainsi par exemple que le premier gouvernement Juppé "exposait" beaucoup de femmes ministres -peu de premier rang- avant de les "licencier" sans raison valable. D'autre part, les préconisations de l'Observatoire de la Parité ont été vidées de leur sens au cours d'un débat parlementaire tronqué, dont l'aspect le plus scandaleux était de demander aux femmes de faire une nouvelle fois leurs preuves dans les mandats locaux avant de prétendre accéder à la représentation nationale.

Ces signes inquiétants ont brisé le silence ; ils ont permis l'expression du sentiment d'exaspération des femmes à l'égard du sort qui leur semble réservé dans la vie politique. Il reste nécessaire de stigmatiser que le

nombre de femmes détentrices de mandats électifs est en parfaite inadéquation avec le fait qu'elles sont la moitié de l'humanité et plus 50% du corps électoral français.

C'est sur le thème de la représentation politique que notre texte est ciblé. Pour autant, les places et revendications économiques et sociales des femmes, leurs droits propres et les violences à leur encontre, ne sont pas les moindres de nos préoccupations ; elles doivent faire l'objet d'une attention soutenue de la part du Parti socialiste et du gouvernement.

S'inscrivant dans le mouvement social en faveur de la parité, le Parti socialiste a été le premier grand parti à mettre en exergue la situation dans toutes ses compostantes : critique politique, résonance sociale et nécessité à réagir. Son histoire et son action vis-à-vis de la situation des femmes n'y sont pas étrangères. Toutefois, c'est parce qu'il est dans une dynamique de transformation sociale et de réponse aux aspirations de nos concitoyens, qu'il a pu favoriser un autre modèle politique permettant aux femmes de prendre leur légitime place dans la décision. Restait -et ce n'est pas la moindre des difficultés !- à prendre les initiatives nécessaires.

A cet égard, les textes internes, les contributions de congrès, les déclarations sur la place des femmes et les moyens de la développer ont été nombreux. Les initiatives électorales le furent moins ! à l'exception du projet de loi de 1982 - battu en brèche par le Conseil Constitutionnel- ou la liste paritaire pour les élections européennes de 1994. Lionel Jospin, Premier secrétaire, concrétisa et impulsa une politique volontariste de promotion électorale des femmes.

C'est ainsi que dès octobre 1995, la convention sur la rénovation a inscrit dans les projets de modification statutaire l'objectif de parité. Au cours de la deuxième convention de l'année 1996, deux séries de propositions ont été adoptées ; l'une à vocation générale : le projet de modification de la Constitution afin de permettre d'y inscrire le principe de parité et l'incitation financière aux partis politiques favorisant la promotion des femmes. La seconde série de propositions visait l'usage interne : la parité sur les listes de candidats au scrutin proportionnel et un minimum de 30% de candidates dans les scrutins uninominaux.

Le processus de désignation des candidats aux élections législatives a intégré cette dimension. Il a fallu beaucoup de vigilance et de volonté politique pour réserver des circonscriptions puis obtenir le plus fort contingent de députées socialistes à l'Assemblée Nationale depuis que les femmes sont éligibles, parmi les élues et plus particulièrement au sein de la gauche. Cette réussite a permis la traduction concrète de nos paroles en actes.

La campagne des élections législatives, par sa brièveté, semblait a priori pouvoir défavoriser les candidates. Les arguments généralement exposés contre leur candidature (manque d'implantation et de mandat électif, notabilisation insuffisante, pour ne citer que ceux-ci...) ont en fait été perçus comme des points positifs par les électeurs et transformés en atouts par les candidates, qui ont témoigné, par leur succès, du potentiel électoral des femmes. Au moment-même où le Parti socialiste proposait notamment de lutter contre le cumul des mandats et des fonctions, pour le renouvellement du personnel politique, un dialogue avec les citoyens et la prise en compte de leurs aspirations, les Français de leur côté affirmaient en écho qu'ils préféraient élire "une femme, jeune et travailleuse" (1).

L'adéquation entre la demande des Français d'une modernisation et donc d'une féminisation de la vie politique et celle du Parti socialiste a accompagné la victoire.

Dès sa prise de fonction, le Premier Ministre a montré qu'avec la promotion de femmes il ne s'était pas livré à une action électoraliste ; d'abord en nommant des femmes à des ministères de premier plan, puis en indiquant dans sa déclaration de politique générale qu'une modification constitutionnelle devrait avoir lieu pour y intégrer la parité.

Une identification forte de la préoccupation pour les droits des femmes devra intervenir dans l'organisation ministérielle par la nomination d'une déléguée interministérielle.

Il ne faut pas nous arrêter en chemin : beaucoup reste à faire. La conquête des lieux de pouvoirs par les femmes doit se poursuivre car elle est un enjeu de société qui passe par la détermination et la mobilisation. Elle sera également la suite naturelle du respect de nos engagements devant le pays.

D'un point de vue interne, nous devons conforter les candidatures de 1997 et permettre aux femmes d'accéder à plus de mandats électifs, garantie d'une démocratie équilibrée : des listes de bout en bout paritaires pour tous les scrutins proportionnels, un minimum de 30% de candidatures féminines dans tous les scrutins uninominaux sont des objectifs que nous pouvons atteindre en maintenant notre volonté politique -l'expérience récente des élections législatives en témoigne-. Notre démarche s'inscrit toutefois dans la perspective d'aboutir à la parité dans tous les scrutins, progression qui semble raisonnable sur une décennie.

De la même manière, la composition de nos organes de direction, à tous les niveaux, des groupes et délégations, doit s'imprégner de l'exigence de parité. Cela est également un signe d'exemplarité dans nos comportements.

Le Secrétariat national aux Droits des Femmes et la Commission Nationale Femmes ont fait des propositions de modifications statutaires en ce sens, qui devraient entrer en application à partir du congrès suivant : nous sommes donc devant une période suffisamment longue pour que les mentalités évoluent favorablement. Des signes forts de féminisation devront être donnés dans le cadre du renouvellement de nos instances nationales et fédérales (Conseils, Bureaux, Secrétariats). A l'heure actuelle seules 7 femmes sont Premières Secrétaires Fédérales au sein de 102 fédérations. Des mesures volontaires doivent faire augmenter ce nombre aujourd'hui ridicule ; la rénovation du Parti socialiste doit prendre en compte cette volonté d'engagement des militantes.

Et puisqu'il est question d'engagement, l'image que notre Parti donne et donnera en agissant de façon déterminée en faveur de l'égalité hommes-femmes sera un moteur pour l'adhésion de femmes encore hésitantes.

Plus largement, des avancées en faveur du scrutin proportionnel, de l'élaboration d'un statut de l'élu-e-, d'une réduction de la durée des mandats et du non-cumul, sont nécessaires afin d'engager la modernisation de la vie publique et le renouvellement du personnel politique.

Parallèlement, nous devons profiter de notre présence au gouvernement et de notre majorité à l'Assemblée Nationale pour mettre en oeuvre la modification de la Constitution en faveur de la parité, telle qu'annoncée par Lionel Jospin dans son discours de politique générale. Là aussi, écartons les faux débats : si la méthode peut froisser par son côté contraignant, elle n'en demeure pas moins nécessaire pour accélérer le processus et rattraper le retard de la France. D'autres initiatives, de type législatif, sont également possibles.

En poursuivant notre engagement en faveur de l'accession des femmes aux responsabilités, nous sommes réellement dans une dynamique de démocratisation et de modernisation de la vie politique, garantie indispensable de son adaptation à l'évolution de la société en France et en Europe. Rénovation revendiquée et assumée, exemplarité dans nos pratiques internes sont deux facteurs de réconciliation de nos concitoyens avec la politique et l'adhésion à nos projets de réformes et de transformations sociales.

(1) extrait d'un sondage

Le monde rural : une chance pour la France

SIGNATAIRES

Pascal GUYON
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL À L'EDUCATION ET À LA CULTURE, RESPONSABLE DU BUREAU FÉDÉRAL DES ADHÉSIONS, SECRÉTAIRE DE LA SECTION DE BOURG-SAINT+ANDEOL (ARDECHE)

Pierre JOUVENCEL
PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DE LA FÉDÉRATION DE L'ARDECHE

Pascal TERRASSE
DÉPUTÉ ET CONSEILLER GÉNÉRAL DE L'ARDECHE

I
UNE AGRICULTURE TOUJOURS PLUS PRODUCTIVE

Depuis cinquante ans, la FRANCE a connu une véritable révolution dans ses campagnes. Les agriculteurs sont de moins en moins nombreux, et produisent toujours plus.

Cette mutation n'est pas le fruit du hasard. Au sortir du second conflit mondial, les gouvernements français ont voulu mettre en place une agriculture qui soit en mesure d'assurer l'autosubsistance de ses habitants.

Le processus ne va cesser de s'accélérer : envoi de matériel américain moderne dans le cadre du plan MARSHALL à partir de 1947 ; mise en place de la Politique Agricole Commune (P.A.C.) dans le cadre de la Communauté Économique Européenne, qui entraîne la création des Montants Compensatoires Monétaires (M.C.M.) ET DU F.E.O.G.A. (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole) en 1962 ; adoption, la même année, de la loi d'orientation d'Edgard PISANI qui fixe le cadre dans lequel doit évoluer l'agriculture française afin de pouvoir répondre aux exigences européennes ; négociations dans le cadre du G.A.T.T. (Accord Général sur le Commerce et les Tarifs douanier), qui se traduit par une ouverture progressive des frontières.

A l'heure actuelle, la France est devenue le deuxième producteur agricole mondial, et la première puissance agricole d'Europe. Son point fort réside principalement dans les industries agro-alimentaires (I.A.A.), au point que certains ont pu parler, à la fin des années 70, de "pétrole vert".

Cependant, l'agriculture française parait aujourd'hui en crise. Plusieurs facteurs expliquent cela :

- crise identitaire dû au fait que les agriculteurs français ne représentent plus que 4 % de la population active, soit environ 1,5 millions de personnes qui travaillent dans le secteur primaire ;
- crise d'adaptation à un marché de plus en plus ouvert et de plus en plus internationalisé ;
- réticences à se remettre en cause pour se fondre dans le nouveau cadre fixé par la réforme de la P.A.C. en 1992 ;
- émiettement des exploitations, notamment dans le domaine montagnard ;
- apparition de mouvements contestataires qui viennent battre en brèche le statut de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitation Agricole (F.N.S.E.A.) : Coordination paysanne, Confédération paysanne.

II
UN REGAIN DES CAMPAGNES

L'agriculture française est aujourd'hui arrivée à un tournant. Près de 80 % de la population française vit sur seulement 20 % du territoire. Certaines zones rurales sont en voie de désertification rapide -la fameuse "diagonale du vide", qui s'étend de l'Ardenne aux Pyrénées-. Aussi, des spécialistes ont-ils émis l'hypothèse que les agriculteurs deviennent des "gardiens" du paysage. Cette vision des choses a le tort d'être passéiste, et de vouloir transformer les ruraux en conservateurs d'un espace figé, où les touristes peuvent venir étancher leur soif "d'authenticité".

Il faudrait au contraire intégrer les agriculteurs dans une vision d'ensemble de l'aménagement du territoire. On a trop tendance, à l'heure actuelle, à raisonner de façon artificielle en créant des catégories d'espaces. Pour chacune d'entre-elles, on établit des mesures spécifiques : "politique de la ville","revitalisation des zones rurales", ...

Or, qu'est-ce qui fait, qu'aujourd'hui, ce qu'on appelle couramment les "campagnes" retrouvent leur force d'attraction auprès de Français toujours plus nombreux ?

Cela est essentiellement dû au fait qu'ils ont besoin d'un retour aux sources, de goûter à l'autentique, d'oublier le stress de la ville. Le paradoxe veut en effet qu'alors que la société a atteint un niveau de développement particulièrement poussé, on assiste à un retour d'intérêt pour tout ce qui touche à la tradition.

Cependant, il faut donner les moyens aux espaces ruraux de retrouver une dynamique endogène, et non pas seulement basée sur l'afflux de touristes en mal "d'exotismes". Les campagnes françaises ne doivent pas devenir des "réserves d'Indiens", lieux de détente de gens issus des villes, qui s'enthousiasment devant la moindre scène champètre.

Des expériences menées sur l'ensemble du territoire français ont prouvé qu'il n'y a pas de déterminisme vers un déclin inexorable des zones rurales les plus reculées. Ces expériences ont été souvent le fruit d'initiatives locales individuelles, parfois relayées par le pouvoir politique. Car c'est sans doute à ce niveau que le bât blesse : les décideurs locaux s'engagent dans ces projets, mais les échelons supérieurs des administrations ne suivent pas. On en arrive ainsi à des situations où ceux qui veulent voir leur projet se concrétiser en sont réduits à les monter avec des "bouts de ficelle", ce qui les fragilisent dès leur conception.

Fondation Jean-Jaurès

III
UNE VOLONTE POLITIQUE AFFIRMEE

Un certain nombre d'hommes politiques d'envergure nationale agissent certes pour maintenir des activités dans les zones rurales. Mais ce n'est pas en réalisant des opérations médiatiques -réunion du Comité Interministériel à l'Aménagement du Territoire (C.I.A.T.) à MENDE, qui est la plus petite préfecture de FRANCE, en juillet 1993 -ou en annonçant le gel de fermeture des administrations- alors que dans le même temps on réduit le nombre de postes octroyés aux administrations concernées, ce qui tend, de fait, à entraîner leur disparition dans les régions les plus déshéritées - que l'on peut impulser une véritable politique d'aménagement du territoire. On finit par en arriver à des situations dramatiques, comme à AVALLON ou PITHIVIERS : pour démontrer que certains services publics ne sont plus viables, on les dégarnit progressivement, pour pouvoir ensuite réclamer leur fermeture.

Il faut donner à la Direction à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.TA.R.) les moyens dont elle a été progressivement privée, sacrifiée sur l'autel de la rigueur. Son rôle ne doit pas s'arrêter à la reconversion des régions industrielles en crise et à la recherche d'investisseurs étrangers pour irriguer harmonieusement l'ensemble du territoire français.

Il faut aussi qu'une véritable réflexion soit engagée sur l'avenir du monde rural, dans son ensemble, tout en dépassant les débats actuels des spécialistes pour savoir s'il y a ou non renaissance du "rural profond", notion qui prête elle-même à discussion.

IV
QUELQUES PISTES DE REFLEXION

Nous pensons qu'un certain nombre de voies peuvent être explorées, en étant par avance conscient que l'on ne peut imposer partout un cadre pré-défini, mais que celui-ci doit être adapté à chaque situation locale.

Le premier enjeu est d'offrir à ceux qui vivent dans les régions rurales un cadre de vie convenable. Cela passe par le maintien des services publics de base dans un village-centre, ce qui permet aux populations de ne pas parcourir de grandes distances pour y avoir accès. Par "services publics de base", nous entendons une école, une poste, une trésorerie, des gendarmes et des pompiers. Mais nous mettons également sous cette appelation les services au public, ceux relevant des activités indispensables à la vie, tels qu'un médecin, une pharmacie, un vétérinaire, un notaire.

Cette vision n'a rien d'utopique. Elle peut être viable si l'on ne résonne pas en terme de rentabilité, mais de service rendu. Rien n'oblige d'ailleurs à concentrer toutes ces activités en un seul lieu. Il est prouvé que la collaboration entre plusieurs communes -pour ne pas parler "d'intercommunalité" - peut amener à des résultats positifs, comme le confirme l'existence des regroupements pédagogiques en matière d'éducation. Il semble raisonnable de limiter ces "expériences" à des territoires de la taille d'un canton - ce qui ne veut pas dire que l'on doivent rester dans le cadre rigide du découpage administratif - afin de ne pas diluer les activités sur de trop vastes espaces.

Cette offre d'un cadre de vie agréable passe également par le développement de l'hébergement et de la restauration - gîte rural, ferme-auberge, camping à la ferme, ... -mais aussi dans celui du sport - V.T.T., randonnées pédestres et équestres, parapente,... - Le cadre naturel est la première richesse des espaces ruraux. C'est sa mise en valeur, réfléchie et concertée, qui peut permettre une renaissance des campagnes.

V
UNE POLITIQUE EUROPEENNE ASSUMEE

Mais ces mesures ne se suffisent pas en elles-mêmes. Il faut également favoriser l'installation des jeunes agriculteurs. Des aides existent déjà pour cela, qui sont complétées par les indemnités viagères de départ (I.V.D.), qui permettent à des exploitants agricoles de prendre leur retraite, et de céder leurs terres à d'autres qui s'installent.

A ceci, on peut ajouter les réformes envisagées au niveau européen, et qui devraient entrer prochainement en application. Elles visent à transformer les aides à la production - qui favorisent les plus grands exploitants, la caricature de cette situation étant celle qui prévaut chez les céréaliers - en aide aux producteurs, qui permettront une meilleure répartition des fonds entre les différents destinataires. Les syndicats agricoles reconnaissent eux-mêmes le bien fondé de ces mesures.

Elles s'inscrivent pleinement dans le cadre de la réforme de la P.A.C. entreprise en 1992. Cette réforme vise à limiter les productions au niveau européen, pour éviter les surplus agricoles. Elles a entraîné un véritable traumatisme chez les agriculteurs a qui l'on a demandé de geler une partie de leurs terres. Ainsi, pour la première fois depuis le XVIII° siècle, on obligeait des hommes à laisser volontairement une partie de leur exploitation hors-culture. Un certain retour en arrière a été opéré - à la demande insistante de la France - afin de faire face à la baisse des stocks mondiaux, même si certains experts considèrent que l'on noircit trop la situation. Les cours européens des matières premières agricoles se sont ainsi rapprochés des cours mondiaux, ce qui, ajoutés à la réduction des stocks, a permis d'alléger d'autant le budget agricole de l'Union Européenne - rappelons qu'il représentait avant 1992 les deux-tiers de ses dépenses, contre un peu plus de la moitié actuellement.

Les syndicats agricoles, et une majorité d'agriculteurs, reconnaissent - après avoir violemment lutté contre - l'utilité de la réforme de la P.A.C. Ceci démontre que le monde agricole, que l'on présente souvent comme rigide et conservateur - peut s'adapter aux défis auxquels il est confronté. Mais cela veut aussi dire qu'il est nécessaire d'expliquer pourquoi on veut apporter des changements à ce qui existe. Il faudra s'en souvenir lorsque sera entrepris l'examen de la nouvelle loi d'orientation de l'agriculture. Cette dernière devra veiller à ce que les agriculteurs les moins aisés ne soient pas sacrifiés sur l'autel de la modernité.

VI
EN GUISE DE CONCLUSION

L'agriculture française est à une étape décisive de son histoire. Soit elle saura répondre aux défis de son temps, tout en gardant les caractères qui lui sont propres ; soit elle s'orientera sur une voie toujours plus productiviste, et elle deviendra alors une activité comme une autre. Il n'y aura alors plus lieu de s'interroger sur l'existence du "rural profond", et sur le fait de savoir s'il connaît une renaissance ou un déclin continu.

Les socialistes doivent affirmer leur volonté de défendre un développement harmonieux du territoire. Cela passe par une réflexion d'ensemble sur ce que peuvent devenir les régions rurales, et la place qu'elles peuvent avoir dans une société toute entière tournée vers le progrès.

Le défi à relever n'est pas simple. Mais Olivier DE SERRES, illustre Ardéchois s'il en est, n'a-t-il pas démontré que l'on pouvait apporter des améliorations à l'agriculture tout en la préservant des agressions ?

Suggestions pour un élargissement réussi de l'Union Européenne

SIGNATAIRES

STÉPHANE GOZLAN - RESPONSABLE DE LA COMMISSION EUROPE À LA FÉDÉRATION DE PARIS

LYNE COHEN-SOLAL - MEMBRE DU BUREAU FÉDÉRAL DE PARIS - MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

Lors de notre première convention de l'année 1996, sur la mondialisation, l'Europe et la France, nous, socialistes français, avions réaffirmé avec netteté nos positions et engagements européens par un vote massif.

Un de ces engagements concernait plus particulièrement les futures élargissements aux pays de l'Europe Centrale et Orientale. Ces nouvelles nations qui nous donneraient la possibilité de nous élargir à une trentaine de pays, veulent et doivent rejoindre l'Union. Ce magnifique projet qui consisterait à avoir un nouvel espace de civilisation, de sécurité, de démocratie ; un continent européen qui puisse rivaliser avec l'Amérique et l'Asie, quelle aventure !

Pour que ce projet ne soit pas une utopie, il faut régler, préalablement le problème institutionnel portant sur le fonctionnement de l'Union.

De même, il est souhaitable de renforcer rapidement, la dimension politique de l'Union Européenne (UE).

Cette évidence peut difficilement être mise en doute. Le moment est venu d'adapter les institutions et les structures qui avaient été conçues pour un nombre limité de partenaires, dans une communauté à prédominance commerciale, très différente de celle d'aujourd'hui. Cette nouvelle Union Européenne doit être capable, de par sa grande dimension, d'être solide, flexible, et avoir les possibilités d'accueillir plus d'une trentaine de membres potentiels.

Le manque de définition et de réponse en ce qui concerne la configuration de cette dimension politique de l'UE, provoque actuellement un grand sentiment de désorientation et d'incertitude.

Le problème n'est pas l'élargissement en lui-même, une idée que l'on ne discute pas et qui est généralement acceptée, mais bien la manière dont nous serons capables de mettre en oeuvre cette grande opération sans que cela n'entraîne un affaiblissement supplémentaire du peu d'éléments politiques et démocratiques qui composent l'actuelle Union.

Cette adaptation, réforme et profonde réorganisation de l'UE, pour la doter d'un plus grand poids politique , ne peut dès lors être dissociée du processus d'élargissement.

L'élargissement doit se faire sans mettre en péril l'acquis communautaire de 40 ans de constructions européennes, ce qui suppose une garantie des principes et signes d'identité communautaires. Il doit se faire également en respectant la solidarité générale et la cohésion économique et sociale qui caractérise UE.

L'UE a besoin de renforcer sa représentativité populaire auprès des citoyens, ce qui lui permettra de franchir un pas vers une meilleure dimension citoyenne ; de prendre ses décisions au vote à la majorité qualifiée ; et de configurer des instruments importants de contrôle démocratique tout en réduisant, en revanche, le poids et la dimension de sa bureaucratie.

La volonté " européiste " des partenaires et des nouveaux candidats à l'adhésion doit être une condition de base. La politique est toujours une sorte de " musique et d'harmonie des volontés " personnelles et collectives. Si cet élément de base fait défaut, il y aura des problèmes dans tout le reste. Que dirions-nous de deux candidats au mariage qui ne montreraient pas une volonté suffisante ? Voilà aussi ce qui se passe au sein de l'UE avec des pays aboulliques qui finissent par provoquer trop de crises dans le développement général parce qu'ils leur manquent cette volonté " européiste ", condition fondamentale qui devient en fin de compte un problème chronique.

La réforme des politiques communes doit être posée par rapport aux deux grandes options existantes concernant les stratégies d'adhésion. La méthode d'élargissement classique supposait l'acceptation par les candidats de l'ensemble de l'acquis communautaire avec la possibilité de bénéficier des politiques communes. Le précédent de l'élargissement au Sud est là pour nous rappeler qu'il s'agit d'une méthode nécessitant un échelonnement dans le temps, très exigeante pour l'adhérent et coûteuse pour l'UE.

Pour toutes ces raisons, une seconde approche pourrait être préférable : une adhésion politique concernant la politique étrangère et de sécurité commune dans un délai relativement proche avec une période d'intégration transitoire. Cette stratégie d'intégration différenciée permettrait de satisfaire l'objectif politique qui reste prioritaire dans les motivations des prétendants, tout en évitant les crispations " corporatistes " et l'implosion budgétaire.

Mais le choix de la stratégie d'élargissement renvoie plus généralement à différentes visions de l'avenir de la construction européenne : jusqu'où la " géométrie variable " est-elle acceptable ? La réponse n'appartient pas aux candidats à l'entrée de l'UE, mais aux candidats aux projets de la monnaie unique.

Procéder à des élargissements successifs, sans réformer les institutions actuelles, et sans adapter ses politiques, aboutirait à faire de l'UE une masse énorme et informe, mais paralysée de son action.

La réforme des institutions, nécessaires si l'on veut éviter la paralysie et la perpétuelle recherche du plus petit dénominateur commun, n'est pas en panne à cause des nouveaux candidats d'Europe centrale, mais plutôt du fait de l'absence de volonté politique convergeante et claire chez les membres de l'UE. Accepter un simple " toilettage " des institutions c'est effectivement aller vers un élargissement qui pourrait menacer la cohésion de l'Union. Ce sera, aux yeux de certains, la preuve qu'approfondissement et élargissement sont incompatibles.

C'est ainsi qu'à beaucoup d'égards, l'élargissement met en évidence les carences actuelles et constitue une magnifique opportunité pour chercher des réponses. Ainsi, par exemple, imaginer une Union d'une trentaine de membres sans contrôle démocratique ni politique pour une institution comme la Banque centrale européenne donne tout simplement le vertige si l'on songe au pouvoir économique et financier qu'elle accumulera une fois mise en place l'union monétaire.

L'élargissement doit favoriser le développement du " corps commun communautaire " par de là l'accumulation des parties et des tendances intergouvernementales. Ils devraient donner l'occasion d'une plus grande " communautarisation " face à l'intergouvernemental, avec des éléments d'intégration fédérale. Ce qui augmenterait l'efficacité et la capacité opérationnelle de l'UE. Ce corps commun à développer représenterait beaucoup plus que la somme des parties.

Contribution Paris

En attente du vent

SIGNATAIRES

Raymond HAEFFNER, Membre du Conseil National, Roland RIES, Maire PS de Strasbourg,
Jean-Luc MARCHAL, Membre du Conseil Fédéral (67),
Jean-Louis HOFFET, Secrétaire Régional Alsace

Plutôt que de vouloir changer tout d'un coup ; essayons au niveau des collectivités territoriales des choses simples pour notre vie quotidienne.

Une actualité chasse l'autre : qui se souvient que cet été les principales villes françaises ont été soumises à des alertes à l'ozone répétées et de plus en plus longues, que l'hiver a connu une pollution, sous d'autres formes, présente dans toutes les grandes villes. Les vents salvateurs n'enlèvent pas la pollution, ils ne font que la chasser et la déplacer.

C'est dommage que l'oubli arrive si vite, c'est désolant que l'on ne retienne pas plus ce qui souvent dans l'urgence a été dit. Pour une fois nous avons entendu de beaux discours proclamant que le monde marche à l'envers et qu'il n'était plus possible de continuer à privilégier au nom d'un schéma économique dépassé, la voiture comme unique moyen de transport.

S'il est clair que l'automobile est une réalité, que son utilisation est une nécessité dans certains cas, qu'elle est la seule à créer des distances, qu'elle sera bientôt la seule à créer des distances, qu'elle sera bientôt la seule à pouvoir combler comme le disait ILLICH dans les années 60, on se trompe si on considère qu'elle est le moyen de transport par excellence de notre civilisation et qu'elle est la seule, parce que tous les autres modes ne peuvent répondre qu'à une partie des besoins de la population à la fois.

I
ÊTRE CONCRET

Notre propos n'est pas de remettre en question un développement social, ni un urbanisme commercial qui entraîne un usage de la voiture, ce n'est pas non plus de valoriser le transport en commun, même s'il est évident que celui-ci constitue l'avenir comme moyen de déplacement, non c'est tout simplement de vous parler de ce qui fut le principal moyen de déplacement dans nos villes jusqu'à la fin des années 50 de ce qui constitue pour nos publicitaires en mal de créativité l'image du bien vivre et du bonheur, le vélocipède.

Mais qu'est ce qu'une contribution sur le vélo peut bien faire dans une discussion qui normalement devrait se situer à un autre niveau : "celui de la pensée et de l'abstraction économique". Et bien pour une fois, soyons la mouche du coche et posons des questions que peu de gens veulent discuter autrement qu'en souriant par politesse ou par nécessité de convenance.

Notre approche sera concrête : proposer des solutions qui concernent la vie quotidienne de nos concitoyens. Comment aller travailler, faire des courses, s'amuser etc ... sans passer des heures dans une voiture onéreuse, polluante en s'énervant à peu près à chaque fois.

II
ÊTRE SÉRIEUX !!!

Parler de déplacement à vélo ce n'est guère sérieux. "On ne peut obliger les grands-mères à faire du vélo en hiver". Voyons, aller travailler en banlieue à plus de trente, quarante kilomètres en vélo, ce n'est pas viable, et quand il pleut, ou qu'il fait chaud et la sueur (c'est bien connu les gaz d'échappement c'est mieux !), sans parler de faire des courses : douze bouteilles d'eau minérales en vélo vous n'y pensez pas !

Parler de vélo, comme moyen de transport à un haut fonctionnaire français habitué à des choses sérieuses, c'est risquer de se faire dire qu'il s'agit-là d'une façon de se déplacer parfaite pour les pays en voie de développement où il fait toujours chaud, mais cela ne convient pas à une société moderne.

III
CHEZ NOS VOISINS !

De quoi s'étonner quand on suit avec intérêt les débats politiques de nos voisins, qu'ils soient scandinaves ou allemands. Les débats lors des élections municipales dans le Land du Bade Wurtenberg ont toujours un chapitre vélo guère contesté que ce soit du SPD ou du CDU, voire plus loin du très réactionnaire CSU ; programmes politiques suivis d'investissements importants pour son développement. Au sommet d'Amsterdam, quel cadeau a-t-on fait aux chefs d'état et de gouvernement ? Un vélo ! Preuve que pour les dirigeants politiques des Pays-Bas cela est plus qu'un symbole.

Il est vrai que Chirac s'empresse de le mettre au musée !!!

Dans ces pays, le vélo est perçu pour ce qu'il est, une façon économique, intelligente, rapide, agréable de circuler sur des courtes distances de trois ou quatre kilomètres, comme complément à un TC, train tramway, une façon d'économiser de l'espace si cher en milieu urbain et de se déplacer soir et matin en assistant guoguenard à l'interminable défilé des conducteurs seuls au volant.

Notre propos n'est pas de faire l'apologie de ce moyen de transport, même s'il est vrai qu'il entretient une vrai convivialité de voisinage, une approche de la rue différente, mais de faire des propositions pour que ceux de nos concitoyens qui veulent l'utiliser en toute sécurité puissent le faire en toute tranquilité.

IV
UNE ACTIVITÉ CREATRICE D'EMPLOIS

Contrairement à une idée reçue, mise en avant par de nombreux économistes, il n'y a pas que la voiture qui peut créer des emplois, le vélo est un créateur d'emplois à plusieurs niveaux d'activité.

- Nous ne saurions insiter sur les travaux publics : la création de pistes cyclables, de passerelles et autres aménagements sont certes inférieurs à un budget autoroutier, mais ne sont pas forcément à négliger, surtout si la France veut rattraper son retard à ce niveau comparativement aux autres pays européens.

- Il se vend en France bon an mal an 1.400.000 vélos dont 1

million vient de la production nationale avec un rééquilibrage au profit de celle-ci ces dernières années, pour un prix unitaire moyen de 1.200 F.

Un véritable développement du vélo par une incitation politique permettrait de doper ce marché qui est plein de potentiel. La France étant en Europe assez loin des ratios de pays comme l'Autriche, le Danemark quant au nombre de vélos, 66 pour 100 habitants en Allemagne, 39 en France, 68 au Danemark.

L'industrie du cycle en France est prestigieuse (Peugeot, Gitane) et peut se réorienter vers le vélo urbain et être en Europe un exportateur. A côté de ces grosses industries, il existe de petites entreprises qui font quelques centaines de vélos par an, très spécialisés. Sans oublier tous les marchands de vélos traditionnels aujourd'hui quasiment disparus à Paris et en province mais qui ne demandent qu'à renaître ;

- Le vélo est créateur d'emplois essentiellement sur les nouveaux services. L'exemple de vélocation de Strasbourg ou de nombreuses villes allemandes le montre bien. Quand une collectivité embauche 25 personnes pour 30 000 locations vélos par an, on voit bien que cela correspond à une demande réelle. Que dire des véloparcs ! Une ville comme Heidelberg emploie 10 personnes uniquement pour le gardiennage des 6 000 vélos installés quotidiennement devant sa gare. Il y a là un gisement en emplois que toutes les collectivités doivent pouvoir utiliser avec un minimum de volonté politique.

- Autres créations d'emplois potentiels : le tourisme lié aux vélos. Ce type de tourisme connaît un fort développement surtout dans les pays du nord de l'Europe. Il faut pouvoir le valoriser par toute une politique d'accompagnement : jalonnement, signalétique, brochures, accueil spécifique comme le "vélauberge" de la petite ville de Woerth en Alsace. Ce tourisme est pratiqué par une clientèle possédant un fort pouvoir d'achat et qui n'est possible que s'il existe un vrai réseau cyclable notamment des pistes cyclables allant au coeur des villes permettant l'entrée et la sortie en toute sécurité.

Toutes ces considérations nous amènent à 6 propositions pour le développement de la pratique du vélo en milieu urbain réalisables sans révolution mais avec un minimum de volonté politique.

V
DÉVELOPPER UN RESEAU

-1-

La loi sur l'air est une approche intéressante notamment l'article 20 qui dit en substance "à compter du 1er janvier 1998, à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation". Un début, mais ce n'est pas suffisant, il faut rendre obligatoire un vrai réseau continu et cohérent d'itinéraires cyclables par le biais d'une extension de cette loi sur l'air et une reformulation de l'article 20.

Il n'est pas nécessaire de faire des augmentations budgétaires. C'est à l'intérieur des budgets existants routes ou voiries que doivent s'effectuer les glissements. Le prix de quelques kilomètres d'autoroutes affecté à des réseaux cyclables : un programme relativement populaire !

Un réseau sûr et fiable est indispensable mais n'est pas suffisant.

Intermodalité

-2-

Créer une synergie, une intermodalité vélo-tranport en commun ! Il est indispensable que tous les Trains Express Régionaux acceptent les vélos, prévoient des fourgons spécialement aménagés pour cette utilisation et que l'utilisateur lui même y installe son vélo gratuitement avec le prix de son billet. Par contre dans les trains nationaux, ce service pourrait être payant à condition que le baggage n'arrive pas plus de 24H sur l'ensemble du territoire français.

La SNCF avec le concours des collectivités doit développer dans les gares des parkings à vélos. Un clientèle potentiellement importante -domicile-gare en vélo -gare-gare en train - puis gare travail en vélo- une manière de pratiques courantes pour les millions de Néerlandais qui ont un niveau de vie supérieur au nôtre. Le vélo est un plus de clientèle que la SNCF a longtemps négligé dans son cahier des charges, cela doit lui être signifié. Le train est un élément de transport en commun mais ce n'est pas le seul. Le tramway ou le metro des villes doit pouvoir accueillir lui aussi des vélos comme le font déjà plusieurs réseaux de province (Strasbourg).

Des parkings à vélos au terminus des villes avec une tarification combinée sont à créer en liaison avec des relais parcs voitures.

Vélo vol

-3-

Le vélo se développera en milieu urbain si on lutte avec efficacité contre le vol. Il existe différents moyens de lutter contre cette petite délinquance qui exacerbe tant nos concitoyens. Tous les vélos doivent être immatriculés et répertorié sur un fichier central pour pouvoir retrouver à tout moment le propriétaire et ainsi détecter le voleur et mettre fin à des trafics de vélos volés.

Un fichier tenu par des professionnels ou par la police comme l'est actuellement la carte grise pour l'automobile. C'est la priorité numéro un et dès que cela sera réalisé les cyclistes pourront enfin assurer leur vélo. Cela ne fera que renforcer la crédibilité de ce moyen de transport.

Un état d'esprit

-4-

Une véritable incitation de la pratique cyclable dans nos villes doit tenir compte des états d'esprit. Ceux qui font du vélo, dans une civilisation où l'usage de la voiture est la norme, le font volontairement par prise de conscience de l'environnement. Il faut encourager fiscalement cette volonté comme on l'avait fait pour les voitures, les fameuses "baladurettes". Nous proposons de faire baisser le taux de TVA du vélo de 20,6 à 5,5. C'est un minimum mais qui n'est pas suffisant.

-5-

L'employeur en France que ce soit par des normes au POS ou par la pression de son personnel, offre à ses salariés des places de stationnement gratuit, des véhicules de fonction ou de service.

L'accessibilité au stationnement libre et gratuit est un des facteurs déterminant dans le choix de l'automobile comme moyen de transport. Nous souhaitons que les employeurs offrent des vélos à leurs employés qu'ils financent par une place de stationnement voiture devenue payante. Des vélos de service, des vélos de fonction, une amorce, une tendance qui deviendrait irréversible.

Une utopie sûrement pas, cela se pratique déjà dans la grande chimie bâloise de manière concluante.

-6-

Il faut créer dans l'imaginaire de nos concitoyons l'évidence du vélo par les séries ponctuelles d'actions médiatiques. Nous proposons une journée sans voiture, une journée par an un dimanche le jour déjà dédié à l'environnement au mois de juin. Cela ne sera pas forcément évident à imposer mais nous pouvons dire avec certitude que cela sera apprécié par nos concitoyens.

Contribution

SIGNATAIRE

PHILIPPE JOACHIM
PREMIER SECRETAIRE FEDERAL DES PYRENEES-ATLANTIQUES

«Depuis la dernière campagne électorale, à travers mes déplacements dans le département, au cours des discussions et des rencontres avec les militantes et les militants de cette fédération, j'ai pu constater à l'occasion de la préparation du prochain congrès de Brest, combien était grande la crainte et l'irritation de tous, de voir resurgir les errements dans lesquels s'était enfermé le Parti socialiste au moment du Congrès de Rennes en 1991.

A cette époque la logique des courants l'avait emporté sur la bataille des idées.

Je partage les inquiétudes des camarades qui craignent un retour en force de cette «dictature» des courants.

Les courants sont pourtant indispensables à la vie du Parti socialiste, ils en constituent la richesse, l'histoire et le patrimoine mais à la seule condition qu'ils soient des vecteurs de pensée et des fédérateurs d'idées.

Dès lors qu'ils deviennent un outil au service d'un homme (ou d'une femme) ils deviennent néfaste et nuisent à la bonne marche et à l'unité de notre Parti.

Cette dérive a coûté cher aux socialistes par le passé. Il ne faudrait pas que cela se reproduise demain à l'occasion d'un congrès qui s'annonce important maintenant que nous avons retrouvé le chemin du pouvoir.

Il appartient aux militantes et militants de notre parti d'être critiques et vigilants à l'égard des textes qui leur seront soumis car il nous faudra choisir non pas des personnes, mais un projet.

Aussi je me fait le porte-parole de celles et ceux qui veulent défendre un Parti d'idées, de débats, riche dans sa diversité, ouvert, et pas enfermé dans des luttes d'appareil incessantes et stériles.

L'action menée dans ce domaine par Lionel Jospin alors à la tête du Parti est exemplaire. Puissions-nous continuer dans cette direction avec pour seul objectif : le renforcement de notre Parti et la réussite de la gauche au gouvernement et à l'Assemblée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Emploi, environnement, territoires

SIGNATAIRES

Contribution de Jean-Louis JOSEPH MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

I

L'essentiel des activités économiques soutenues ou non par les politiques publiques se situe dans une économie mondialisée, concurrentielle : une économie globale. Parallèlement à la mondialisation se développe une économie locale également génératrice d'activités, d'emplois et de relations sociales.

Ces deux niveaux : global et local s'interpénètrent profondément dans les zones géographiques les plus tournées vers la production de biens et de services.

La crise économique des années 80 a attiré l'attention et les crédits des politiques publiques vers le maintien et le développement de l'économie globale (grandes entreprises). Aujourd'hui il convient, sans l'abandonner, de rééquilibrer une partie de ces efforts vers le soutien et le développement du local, davantage créateur d'emplois (les emplois de services et de proximité sont moins onéreux que les emplois industriels), de lien social et de relations humaines.

Ce niveau permet de nombreuses expérimentations, s'intègre plus facilement dans les exigences du développement durable, et facilite la participation des citoyens.

2

Le temps est loin où les préoccupations environnementales pouvaient passer pour un engouement marginal, et où s'inquiéter d'écologie était souvent perçu comme du conservatisme ou une méconnaissance des impératifs économiques, comme une mode. La protection de l'environnement s'affirme au contraire comme un objectif essentiel, non seulement pour le droit à la qualité de la vie, mais aussi pour le développement économique et social à moyen terme et l'aménagement du territoire.

Trop souvent, les décideurs considèrent que les mesures en faveur de l'environnement sont une contrainte et sont extérieures à la fonction économique. Tout au contraire, environnement et développement doivent se côtoyer harmonieusement, se conforter. L'expérience le montre, la qualité de l'environnement et du cadre de vie considéré comme un facteur de l'aménagement est devenue un levier du développement.

L'environnement et le cadre de vie apparaissent dans cette interpénétration du global et du local comme des valeurs majeures, soutien d'un développement durable et créatrices de nouveaux emplois.

Les politiques de l'environnement peuvent générer des créations d'emplois et ont une importante capacité d'insertion. . La création de structures intermédiaires spécialisées permet de mettre en place le mixage des financments publics, des programmes de réinsertion sociale et de créer des compétences en matière d'environnement et d'entretien de l'espace dans la durée. Elle participe ainsi à la lutte contre le chômage, à la création des emplois jeunes et d' emplois de proximité.

La question est la solvabilité des postes créés; le financement doit être envisagé de manière diversifiée :

- *reconnaissance et donc rémunération des services rendus,*
- *soutien fiscal à double effet, redistributif et incitatif.*

En effet, la protection de l'environnement, le développement durable, sont de grandes causes universelles. Il faut admettre qu'elles sont indispensables à l'équilibre de la planète, sans pour cela être toujours directement rémunératrices.

Le tissu associatif et les collectivités locales sont le meilleur terrain pour les emplois de proximité liés à l'environnement. Un cadre législatif, social et fiscal favorable et des moyens publics sont nécessaires pour soutenir et structurer ce secteur.

3
LA GESTION TERRITORIALISÉE

L'environnement au quotidien dépend aujourd'hui de la gestion d'un bassin de vie, d'un bassin d'emploi au niveau d'une agglomération, d'un pays, d'un territoire où s'exprime une intercommunalité de proximité.

Seuls les acteurs locaux qui l'animent sont à même de gérer en partenariat son devenir, en intégrant les besoins des générations futures.

Ces nouveaux gisements d'emplois liés à ces nouveaux métiers touchant le cadre de vie, et surtout de proximité (eau, assainissement, déchets, rivières, entretien de l'espace patrimoine bâti, réhabilitation, réglementation...) relèvent de la gestion localisée au plus près des citoyens. Afin de rendre moins opaque les décisions qui les concernent, il y a là un bon investissement et matière à un nouvel essor des villes et des territoires et de leurs acteurs, au service de l'emploi, pour une cause commune.

Il y a là, des facteurs d'innovation et comme dans d'autres pays européens des dizaines de milliers d'emplois à créer au service de l'homme et de la nature.

Une conception globale de l'environnement situant l'homme au centre de nos préoccupations, et intégrant les concepts du développement durable, doit permettre d'imaginer, d'expérimenter, de concevoir et de créer effectivement de nouveaux emplois. Pour ce faire, la gestion à l'échelle locale est bien adaptée et a déjà fait ses preuves.

Les socialistes doivent proposer des dispositions législatives ou règlementaires adéquates et ne pas laisser aux seuls mouvements écologiques, la popularisation de ce concept, mais au contraire en faire un facteur de progrés social et de mouvement, adaptés selon les besoins spécifiques de nos territoires.

Le temps des conquêtes

Ce texte est une contribution thématique rédigée par des militants et des responsables du parti, dont de nombreux jeunes, sur le thème de la réduction du temps de travail.
Dans le soutien clair à François Hollande, s'inscrivant dans la démarche de Daniel Vaillant, elle tend à participer à la définition du nouveau modèle de développement qui dessine l'horizon de l'action gouvernementale conduite par Lionel Jospin.

SIGNATAIRES

Régis JUANICO, président du MJS - **Ahmed GHAYET,** délégué auprès du Premier Secrétaire - **Jean-Patrick GILLE,** premier secrétaire fédéral de l'Indre et Loire - **Jean François NOEL,** membre du Conseil National **et Jacques SALVATOR,** membre du Conseil National.

et

Eliane DRUT-GORJU (01), Ahmed CHIBI (01), Franck PUPUNAT (01), Yann LIBRATI (06), Claude BOSOM (11), André VIOLA (11), Fleur SKRIVAN (13), Pierre-Alain CARDONA (13), Hervé MAUNOURY (14), Loic HUG (16), Jérôme PINAULT (18), Christophe MATHO (18), Olivier PAGANO (18), Christophe CATHUS (24), Fanny GERDIL (25), Pierre Antoine MOLINA (26), Samuel PORTOLAN (26), Bernard MONGUILLON (28), Frédéric SALAUN (29), Matthieu PAUMIER (29), Mickaël AURORA (33), Sébastien HOURNAU (33), Renaud CALVAT (34), Fabrice MARTINEZ (34), Gaëlle ANDRO (35), Olivier CANZILLON (35), Emmanuel COUET (35), Nicolas GAUTREAU (37), Florian BORG (38), Olivier NOBLECOURT (38), Christophe GOUYER (38), Nicolas DERRE (41), Dylan BOUTIFLAT (45), Edouard CLEMENT (45), Eric QUENARD (51), Nicolas SAUVAGET (52), Bertrand MASSON (54), Bertrand BOULIER (55), Emmanuelle BENARD (56), Olivier POULAIN (56), Mickaël MOGLIA (59), Laurent LAGES (65), Pascal BLASCO (66), Driss AJBALI (67), Robert BETSCHA (68), Maurice ESPINOSA (69), Lucie MARINIER (69), Barbara ROMAGNAN (69), Cédric SZABO (69), Fabrice BLOCH (72), Eric BOIVIN (73), Pierre BILGER (75), Julien BOBOT (75), Gwenegan BUI (75), Isabelle DELATOUR (75), Fabrice AUREJAC (75), Guillaume BALAS (75), Aude EVIN (75), Rémi FERAUD (75), Olivier GIRARDIN (75), Ana LORENZO (75), Hugues NANCY (75), Eric PERRAUDEAU (75), Emmanuelle PROUET (75), Frédéric MONNIER (77), Jean-Claude BUAILLON (78), Kristel LAMANDE (78), Cédric LAVERIE (78), Alexandre CROSSE (81), Michel MAZARS (81), David FOURNIER (84), Laurent LAFAYE (87), Vincent BERNARD (87), Hicham AFFANE (91), Olivier DARONNAT (91), Eric DESHAYES (91), Nicolas GONTHIER (91), Jean-Charles MAURICE (91), Nathalie NOEL (91), Stéphane GUILLOU (93), Dan STEINFELD (93), Marie BJORNSON-LANGEN (95), Charlotte BRUN (95), Frédéric FARAVEL (95), Nicolas LEROUX (95), Delphine MAYRARGUE (95), Jérôme SADDIER (95), Rachid TEMAL (95).

Chacun sait désormais que le fort niveau de chômage et l'exclusion qui en résulte ne sont pas qu'un simple problème conjoncturel. Nous mesurons chaque jour un peu plus les conséquences de la précarité, qui renvoient plus profondément à la crise de la cohésion sociale. La victoire de la gauche sous la conduite de Lionel Jospin crée aujourd'hui les conditions de profonds changements. Nous serons d'abord jugés sur notre capacité à répondre à la question de l'emploi. La réduction du chômage doit donc être la priorité de la législature. Parce que nous ne pouvons compter sur la seule croissance économique pour faire reculer significativement le chômage, il nous faut mettre en œuvre un processus de réduction massive du temps de travail dans la perspective du retour au plein emploi.

Celle-ci doit obéir à deux logiques complémentaires. Elle est tout d'abord un des outils de lutte contre le chômage. Elle doit également s'inscrire dans un projet de société plus large, qui s'intéresse à l'organisation globale des temps sociaux, à l'articulation entre le temps de travail, le temps de formation et le temps libre. En effet, la réduction du temps de travail doit permettre d'autres formes de relations sociales, d'autres manières de vivre ensemble ainsi qu'un meilleur investissement de chacun dans l'espace public.

Le défi lancé aux socialistes est par conséquent de réussir une politique de l'emploi qui s'accompagne d'une meilleure répartition des richesses et qui génère dans le même temps un surcroît de temps libre.

I
RÉDUIRE MASSIVEMENT LE TEMPS DE TRAVAIL POUR CRÉER DES EMPLOIS

Pour être efficace en terme de création d'emplois, la réduction du temps de travail doit être rapide, massive et diversifiée. Pour permettre une redistribution plus juste des richesses, elle ne doit pas entamer le pouvoir d'achat des salariés, mais s'accompagner d'une réforme fiscale ambitieuse. Pour s'inscrire dans la perspective d'un véritable changement de société, elle doit permettre de dégager des espaces de temps libre.

Il nous faut, pour réussir cette réduction du temps de travail, définir un cadre clair et cohérent qui fixe les conditions des négociations à venir et les différentes modalités d'application tout en respectant la diversité des entreprises. Le passage aux 35 heures sans réduction de salaire dans les deux années à venir –qui est un engagement fort de la campagne électorale– en est la première étape. En effet, deux écueils sont à éviter. Un calendrier trop précipité ne permettrait pas aux entreprises de s'adapter dans les meilleures conditions. Au contraire, une réduction trop lente de la durée du travail verrait ses effets absorbés par les gains de productivité et n'inciterait pas les entreprises à réorganiser en profondeur leurs modes de production, et donc à créer de nouveaux emplois.

Dans cette perspective, il faut conjuguer l'intervention de l'Etat et la négociation sociale. L'action publique est nécessaire pour impulser le processus, lui donner une finalité, un cadre et des garanties en faveur des salariés. Cependant ses modalités d'application doivent rester du domaine de la négociation par branche afin de tenir compte de l'extrême diversité des situations.

Les conclusions de la Conférence nationale sur l'emploi doivent être consignées dans une loi cadre. Celle-ci doit servir à prévenir toute évolution vers un modèle de développement tendant à la dérèglementation du monde du travail et à la précarité généralisée. Elle doit donc comprendre outre la baisse de la durée légale à 35 heures, une baisse de la durée maximale hebdomadaire du travail, des dispositions limitant le recours à la modulation et à l'annualisation du temps de travail et encadrant les conditions de travail atypiques (travail de nuit, travail le dimanche, etc.). Enfin, elle devra prévoir des incitations financières pour les entreprises qui anticiperaient la baisse de la durée du travail ou qui poursuivraient au-delà des 35 heures. Notre ambition est en effet d'aller à terme vers les 32 heures, et surtout vers la semaine de 4 jours.

Deux éléments concourent à l'efficacité de la réduction du temps de travail en terme de création d'emplois. D'un point de vue statique, elle permet de produire autant et voire plus de richesse en employant plus de main d'œuvre. Mais d'un point de vue dynamique, elle permet aussi de relancer la consommation, et donc la croissance. La faiblesse actuelle de cette croissance repose sur un déficit de la demande interne. C'est pourquoi la réduction du temps de travail ne doit pas se faire au détriment du pouvoir d'achat des ménages. Or, l'affectation de l'ensemble des gains de productivité à la baisse de la durée du travail implique qu'il n'y ait pas dans le même temps de hausse massive et généralisée des salaires. Il est donc impératif de raisonner en terme de revenus et de pouvoir d'achat : une réforme fiscale qui rééquilibre le poids respectif du capital et du travail nous apparaît comme le complément indispensable de la réduction du temps de travail.

II
UNE RÉFORME FISCALE POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE

Notre système fiscal actuel est, à bien des égards, anti-redistributif. Les prélèvements qui frappent les français de manière uniforme, indépendamment des revenus, représentent aujourd'hui un poids trop important. Notre souci reste de privilégier la fiscalité directe, progressive et proportionnelle. Trois pistes de réformes nous semblent importantes à mettre en œuvre.

Actuellement, les revenus du capital sont soumis à une pression fiscale sensiblement inférieure à celle qui frappe les revenus du travail. Il s'agit donc de les faire contribuer davantage. Afin que ces revenus participent au financement de l'assurance maladie universelle, il faut mettre en place dès 1998 le transfert des cotisations d'assurance maladie vers une CSG élargie. L'alignement sur l'ISF du taux de prélèvement sur les stock options doit également faire partie de ces mesures de rééquilibrage.

Au-delà, il convient de redonner à l'impôt sur le revenu son véritable rôle redistributif. Cela implique d'une part d'y soumettre plus largement les revenus de l'épargne et d'autre part de combattre l'existence des niches fiscales qui permettent à bon nombre de détenteurs de hauts revenus d'échapper à l'impôt. Cependant, seule la mise en place d'une taxe sur les mouvements de capitaux pourra permettre de desserrer la contrainte exercée par les marchés financiers sur la politique économique et fiscale des gouvernements.

C'est en puisant dans les revenus du capital que nous pourrons engager une baisse de la TVA. Mais nous devrons veiller à ce que celle-ci profite effectivement aux ménages en étant répercutée dans les prix.

Le rééquilibrage des prélèvements entre le capital et le travail est ainsi une condition indispensable à toute politique de soutien du pouvoir d'achat des ménages.

Si nous ne garantissons pas une augmentation durable du pouvoir d'achat des salariés, la réduction du temps de travail risque d'aboutir à une généralisation du temps partiel subi. Or, pour nous, la réduction du temps de travail s'inscrit dans une perspective plus large, celle du temps libéré et du temps choisi. En même temps qu'elle est une réponse efficace au chômage, la réduction du temps de travail est un choix de société.

III
LIBÉRER LE TEMPS

En effet, l'histoire de la croissance économique et de la hausse des niveaux de vie démontre une tendance continue à la réduction du temps de travail. Cette tendance, si elle se vérifie historiquement, reste le fruit d'une volonté politique et d'un arbitrage volontaire entre le temps de travail et le temps libre. Elle est le résultat d'un choix portant sur la manière dont sont utilisés les gains de productivité. Ce qui manque aujourd'hui à la réduction du temps de travail, c'est son inscription dans un projet de société plus large porté par une dynamique politique et sociale.

C'est pour donner corps à l'idée du temps libéré que nous voulons aller au-delà des 35 heures et poursuivre vers les 32 heures, en privilégiant toutes les formules qui dégagent de vraies plages de temps libre, comme la semaine de quatre jours, la 6ème semaine de congés payés, etc.

Les révolutions industrielles ont, à travers la généralisation du modèle salarial, placé le travail au coeur des relations sociales. Ce modèle a fait du travail le critère unique de la reconnaissance sociale, reléguant comme accessoires d'autres formes d'activités, primordiales pour le tissu social. Il est donc nécessaire aujourd'hui de redonner une légitimité et une reconnaissance sociale à toutes ces activités de solidarité.

Nous avons besoin de nous consacrer à des occupations non rémunérées, de travailler pour nous-mêmes ou pour les autres, de nous investir dans la vie de la cité. Ce travail accompli pour notre vie privée ou pour la collectivité est donc fondamental. Bien pensé, il peut concourir à rendre notre démocratie plus vivante et plus participative, en donnant une nouvelle dynamique à toute une partie du mouvement social.

Le temps choisi n'est pas l'ennemi de l'emploi. Il est aujourd'hui une variable-clé de la création d'emplois, il est une ressource de l'activité, de l'activité choisie sur un spectre plus large que la seule sphère professionnelle. Le temps libéré doit permettre de valoriser d'autres formes d'activités créatrices de lien social.

Les hommes et les femmes doivent pouvoir choisir leurs rythmes de travail aussi souvent que possible sans en être pénalisés. La séparation de notre existence en trois blocs successifs : celui de la formation, celui du travail, celui de la retraite est un modèle usé. C'est une transformation majeure qui doit permettre à chacun d'organiser son emploi du temps sur la semaine, sur l'année, mais aussi sur la vie, en faisant alterner des périodes de travail, des périodes de formation et des périodes de repos.

C'est pourquoi le temps choisi représente bien davantage que le temps partiel, ce dernier étant le plus souvent subi. Il peut être l'occasion de nouvelles formes d'investissement dans ou hors de l'entreprise, que ce soit en terme d'animation, d'encadrement, de formation, d'action syndicale, politique, mutualiste, et associative. Pour autant, il ne doit pas s'agir de transférer sur le temps libéré, l'exercice des droits sociaux au sein de l'entreprise tel que la formation continue ou la pratique syndicale.

Le temps choisi est donc à même de recréer du lien social. Mais cette perspective ne peut avoir de force que si sont mis en place parallèlement les rouages économiques qui répondent aux nouveaux besoins sociaux. Le temps vraiment choisi doit devenir la prochaine conquête sociale des socialistes. Il faut donc favoriser tout ce qui permet un usage du temps libéré synonyme d'épanouissement individuel et d'émancipation collective.

IV
RECRÉER DU LIEN SOCIAL, CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE

L'économie solidaire doit être suffisamment souple pour permettre une complémentarité entre engagement volontaire et bénévole et la création d'emplois durables et professionnalisés.

L'économie solidaire ne peut pas se résumer à l'économie caritative. Elle ne constitue pas une économie de secours. Elle manifeste au contraire la volonté de réconcilier les initiatives individuelles et la solidarité, elle donne tout son sens au principe de partage dans les rouages de l'économie une finalité et un sens, qui est celle de son utilité collective.

La réflexion sur les rapports entre économie et société doit s'inscrire dans une perspective qui ne fasse pas de l'ordre capitaliste la seule structure des rapports économiques et de la production de lien social. L'émergence de nouveaux secteurs d'activités dans les services et les emplois de proximité, dans la qualité de l'environnement et dans la sécurité, répondant à de nouvelles demandes, attestent aujourd'hui l'existence d'une économie plurielle. Ainsi, cette économie solidaire, reposant sur les réseaux locaux associatifs et coopératifs, met en oeuvre de nouvelles pratiques sociales et est à même de recréer du lien social. Elle est confrontée à une double difficulté : d'une part, l'économie sociale couvre un champ qui opère dans le voisinage du monde associatif et du bénévolat, d'autre part elle se heurte à un problème de statut et de financement des emplois de ce secteur.

Ces nouveaux champs doivent créer des emplois là où l'activité économique est réintroduite dans une perspective de cohésion sociale. La réalisation de ces emplois de services ne doit pas être synonyme de "petits boulots" ni de statuts précaires. Il est nécessaire de créer un statut juridique stable, seule condition d'une garantie de la qualité des prestations et des emplois. Le projet du gouvernement concernant les emplois-jeunes dans le secteur non-marchand est le premier signe d'une volonté politique en ce sens. Afin d'organiser rapidement les modalités de transfert de ces nouveaux emplois vers les secteurs de l'économie sociale ou marchande, il faudra mettre en place des structures locales de soutien à ces emplois pouvant bénéficier de fonds publics et privés.

V
LE TEMPS DES CONQUÊTES

Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'exercice du pouvoir. Il est l'instrument principal de la transformation sociale. Pour autant, il sera inefficace et stérile s'il ne s'appuie pas sur une mobilisation très forte des partenaires sociaux. La réduction du temps de travail doit en être une manifestation exemplaire. La négociation qui s'ouvrira lors de la Conférence emploi-salaires de l'automne peut ouvrir un cycle nouveau de réformes profondes de la société française. L'automne 1997 doit être le point de départ d'une ambition sociale : la réduction du temps de travail au service de la croissance et de la réduction des inégalités.

Ces choix n'ont de force que parce qu'ils se combinent. Le temps choisi n'a de sens que s'il offre aux salariés les moyens de conquérir de nouveaux droits et de choisir les voies de leur épanouissement. La redistribution des richesses, au travers d'une fiscalité plus juste et plus équilibrée, en est la condition indispensable. Le développement d'activités nouvelles génératrices de lien social en sera l'outil.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pour un contrat nouveau de partenariat avec l'Afrique qui bouge, pour une refondation des relations nord/sud

SIGNATAIRES

Guy LABERTIT
DÉLÉGUE NATIONAL À L'AFRIQUE, C.M. DE VITRY SUR SEINE (VAL DE MARNE)

Pierre BOILLEY, André LARQUIE, Gérard PRUNIER, Claude WAUTHIER
MEMBRES DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Alain CHENAL
DÉLÉGUÉ NATIONAL À LA MÉDITERRANÉE

Robert BERNARD, Maire de Saint-Dié (Vosges),
Gérard FUCHS, Deputé de Seine maritime, membre du Bureau national,
Pierre GUIDONI, Secrétaire national aux relations internationales,
René ROUQUET, Député-maire d'Alfortville (Val de Marne), Premier secrétaire de la fédération du Val de Marne,
Régis JUANICO, Président du MJS,
Michel SAINTE-MARIE, Député-maire de Mérignac (Gironde),
Jacques SALVADOR, Suppléant, Délégué général à la coordination, maire-adjoint d'Aubervillier (Seine-Saint Denis),
Richard YUNG, Premier secrétaire de la Fédération des Français de l'étranger,
Bernard DEROSIER, Député-Maire de Hellèmes (Nord),
MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

Bernard DUMONT
MOUVEMENT ASSOCIATIF

Jacky GUIET
PREMIER SECRÉTAIRE DE LA SECTION DE BANGUI (CENTRAFRIQUE)

Serge JANQUIN
DÉPUTÉ-MAIRE DE BRUAY LA BUSSIÈRE (PAS DE CALAIS)

Axel QUEVAL
CONSEILLER AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Michel THAUVIN
CONSEILLER RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Malgré une inflexion sensible de son discours concernant l'action de la France en Afrique et les relations Nord/Sud (nécessité de l'Etat de droit, rejet catégorique par le président Chirac, dans son discours de Brazzaville de 1996, des coups de force en Afrique, appel à la "nécessaire concentration de l'aide au tiers monde" au sommet du G7 de Lyon), la droite, ces dernières années, a poursuivi sa politique traditionnelle, marquée par un soutien particulier à des régimes corrompus et antidémocratiques comme celui du maréchal Mobutu dans l'ex-Zaïre. Cette politique, gérée de façon presque secrète, a laissé libre cours à l'initiative de réseaux affairistes, participant parfois à la criminalisation de l'Etat en Afrique, et à celle de réseaux parallèles de sécurité auprès de certaines présidences africaines. L'image de la France en Afrique n'a pas cessé de se dégrader et à plusieurs reprises s'est manifesté un sentiment anti-français; le sort fait aux travailleurs africains lors des mouvements des "sans

Fondation Jean-Jaurès

papiers" et une politique drastique et inutilement tracassière d'obtention des visas dans les consulats de France en Afrique n'ont fait qu'aggraver cette tendance. Les reculs diplomatiques de la France, en particulier en Afrique centrale, sont d'autant plus graves que l'Afrique est pour la France et l'Union européenne, à l'image de la Convention de Lomé, une des priorités de politique extérieure.

Dans un monde désormais monopolaire, les Etats-Unis, jusqu'alors d'un dynamisme agressif dans le seul secteur pétrolier sur le continent africain, ont affirmé leur volonté d'y conforter leur influence, exploitant une certaine faillite de la France. Ils le font, non sans un certain cynisme, au nom de la démocratie (Mobutu ne fut-il pas choyé en premier lieu par la CIA et Washington au temps du conflit Est/Ouest?) et entendent développer des échanges commerciaux dont les modalités strictement libérales, risquent de marginaliser plus encore des pans entiers du continent africain. Leur credo libéral "trade, not aid", a cependant été battu en brèche par les puissances européennes dont la France au récent sommet du G8 à Denver.

Malgré la rupture de la gauche en 1981 avec la politique conservatrice de la droite française en Afrique australe, malgré le discours de La Baule prenant en 1990 la mesure des exigences démocratiques en Afrique, l'action de la France sur ce continent a été perçue comme marquée par la continuité sous la V ème République (cf. contribution thématique au Congrès de Liévin "Pour une redéfinition de la politique africaine de la France). Les citoyens engagés dans les organisations de solidarité internationale, et dont l'influence politique et sociale est significative, ont en général tiré un bilan sévère de notre action en Afrique. Malgré des efforts de novation apportés par les socialistes en 1981, la politique de coopération ressort du constat d'échec près de quarante ans après les indépendances des années 60.

Dans le cadre de la campagne législative de 1997, le Parti socialiste, par la voix de son Premier secrétaire, a souligné la nécessité de changer la politique de la France en Afrique en jetant les bases d'un contrat nouveau de partenariat. Cet objectif a été rappelé dans la déclaration de politique générale de juin 1997. En effet, il s'agit pour la France d'effacer ses reculs diplomatiques en restaurant un climat de confiance non seulement avec les Etats d'Afrique, dont notamment ceux de la zone franc qui n'ont pas compris la dévaluation imposée et mal accompagnée du franc CFA en 1994, mais aussi et surtout avec les forces démocratiques qui ont toujours autant de difficultés à faire admettre leurs droits face aux tenants d'un ordre ancien, ex-partis uniques ou dans certains pays forces armées, qui ont souvent continué de bénéficier d'aides budgétaires et d'une évidente complaisance malgré leurs fraudes électorales manifestes et leurs violations des libertés démocratiques. Mais il s'agit également avec nos partenaires de l'Union Européenne, dont la majorité se réclame aujourd'hui du socialisme ou de la social-démocratie, de refonder des rapports Nord/Sud sur le respect mutuel et la solidarité, en particulier dans l'espace créé depuis 1975 par la Convention de Lomé qui regroupe aujourd'hui 86 Etats, et d'en faire une des formes d'identité de l'Europe dans un monde dominé par un libéralisme qui écrase les Etats les plus fragiles et marginalise les populations les plus déshéritées.

En bref, les socialistes et l'ensemble des forces de gauche au gouvernement sont confrontées à un double problème : restaurer la crédibilité et la position de la France en Afrique tout en restant fidèles à leurs propres valeurs, et contribuer par une politique novatrice de coopération, harmonisée avec celles des partenaires européens, à une insertion maîtrisée et non plus subie des pays du Sud, dont ceux du continent africain, dans l'économie mondiale.

Ce contrat nouveau de partenariat avec l'Afrique qui bouge implique des choix politiques novateurs.

- **Instaurer une gestion démocratique de la politique de la France en Afrique et développer une coopération citoyenne** : cela passe par la remise en cause de sa gestion exclusive par une cellule africaine rattachée à l'Elysée et par la réhabilitation du rôle des Assemblées dans la définition des grandes orientations. Ces choix préalables doivent se substituer aux débats ou contrôles a posteriori qui ont été la règle dans ce domaine depuis 1960.

Le développement de la coopération citoyenne à travers l'action des collectivités locales et territoriales et celle des organisations de solidarité internationale ou organisations non gouvernementales, intervenant dans le cadre d'une coopération économique, sociale et culturelle de proximité, est un autre volet de cette démocratisation. Si l'appui aux ONG doit être renforcé, il ne doit pas servir de prétexte au désengagement de l'Etat et nous devons avoir le souci de la représentativité et de la légitimité de ces ONG, tant en France qu'en Afrique et dans les pays du Sud, pour éviter tout clientélisme ou dérapage pseudo-démocratique. Les expériences de partenariat entre ONG des pays du Nord et des pays du Sud sont à privilégier.

- **Contribuer à l'établissement ou au renforcement d'Etats démocratiques efficaces** (à distinguer du concept ambigu d'"Etats forts" utilisé en Asie). Etats démocratiques, c'est à dire respectueux des droits fondamentaux des citoyens, du pluripartisme, de la liberté d'expression et du pluralisme des médias et dotés d'une justice indépendante, autant d'éléments permettant l'équité des processus électoraux et l'alternance politique; Etats efficaces, c'est à dire soucieux d'assumer en priorité leurs fonctions de base (éducation, santé, liberté et sécurité de circulation des biens et des personnes, paiement des agents de l'Etat);

S'il est vrai, comme pour l'ensemble de la planète, que la démocratie n'apporte pas à elle seule la solution à la profonde crise économique et financière du continent africain, son émergence apparaît , au regard du passé, comme une nécessité à la mise en place d'une politique de coopération rationnelle, et comme une condition d'un contrôle minimum de la mise en oeuvre des choix établis. Cette bataille pour la démocratie reste plus que jamais à l'ordre du jour comme le montrent les récents renversements de présidents élus (Niger, Burundi...). Quelles que soient les difficultés des transitions démocratiques, les armées n'ont pas à s'ériger en arbitres de la scène politique et les autorités élues, pour leur part, doivent être le garant des constitutions démocratiquement adoptées. C'est sur la base de ces principes que s'est fondée depuis juin 1997 l'attitude de la France dans les crises centrafricaine et congolaise. Sans doute est-il nécessaire de souligner que les aides budgétaires de la France doivent être conditionnées au respect des régles démocratiques par les Etats bénéficiaires, ce qui n'est pas toujours le cas.

- **Fonder une nouvelle approche des problèmes de sécurité** : la nouvelle donne internationale caractérisée par la fin du conflit Est/Ouest et les processus de démocratisation en Afrique conduisent à une nouvelle approche des problèmes de sécurité sur le continent africain qui, à terme, seront de la compétence d'organisations interrégionales africaines. Toutefois, pour que ce type de structure puisse remplir une telle mission, il conviendra de revoir la formation, la structure et l'encadrement des armées africaines qui plus de trente cinq ans après les indépendances se révèlent peu opérationnelles dans cette perspective. Dans la longue phase de transition qui s'ouvre, cette nouvelle approche implique une révision négociée de nos accords militaires qui devraient se fonder sur une dimension régionale (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale...) sachant qu'au plan strictement stratégique, et compte tenu des données techniques nouvelles, une réduction des points d'ancrage à la pointe occidentale de l'Afrique, au coeur du continent et à Djibouti dans la corne

orientale voisine du Moyen Orient est tout à fait envisageable. La décision du gouvernement de fermer les bases de Bouar en 1997 et de Bangui en 1998 en République centrafricaine, met fin à l'entretien d'un dispositif coûteux et irrationnel dans un espace limité de l' Afrique centrale. La régionalisation des accords permettrait à la France dont l'armée n'a pas à mener des opérations de police intérieure ici ou là, de sortir du piège de l'intervention dans les affaires intérieures de tel ou tel Etat, comme cela a été le cas en République centrafricaine en 1996 et 1997. Elle permettrait aussi, et c'est là l'essentiel, de préparer ces dispositifs interrégionaux de sécurité en Afrique et de promouvoir une nouvelle formation faisant des armées africaines des armées réellement opérationnelles et susceptibles de composer des forces interafricaines pour la prévention et la résolution des conflits à venir.

• **Restaurer l'image de la France en Afrique** en donnant des instructions très fermes dans les consulats de France pour accueillir convenablement les demandeurs de visa. Les tracasseries dont sont souvent victimes universitaires, intellectuels ou agents économiques, nuisent considérablement au rayonnement de la France et de la francophonie. Dans le même temps, les socialistes doivent contribuer à promouvoir une approche différenciée de l'immigration sur la base de conventions bilatérales spécifiques, prenant en compte les liens historiques de la France avec les pays d'Afrique et la structuration particulière des migrants originaires de ce continent.

Ces choix politiques nouveaux guident une action cohérente et novatrice en matière de coopération et de développement. Alors qu'il doit relever le défi d'une croissance démographique mal maîtrisée et d'une urbanisation accélérée et anarchique, le continent africain, asphyxié par sa dette, est de plus en plus marginalisé dans les échanges internationaux, à la différence de l'Asie et de l'Amérique latine. Ses handicaps en matière d'éducation et de santé sont parfois plus lourds qu'il y a quinze ans. L'Afrique subsaharienne est pourtant l'espace géographique où la France a consacré l'essentiel de son aide publique au développement.

Si l'objectif, dans le cadre de la législature, de consacrer 0,7% du PIB à l'aide publique au développement, comme le recommande l'ONU, doit être réaffirmé, il nous faut conduire une réforme qualitative de cette aide en répartissant ces fonds publics de façon plus équitable, notamment pour les pays les moins avancés (des pays pétroliers comme le Gabon et le Congo ont bénéficié d'une aide bien supérieure par habitant aux pays du Sahel comme le Burkina Faso ou le Mali) et en fixant trois objectifs prioritaires à cette aide : contribuer à créer les bases d'un développement durable en favorisant la diversification des économies et l'intégration régionale, soutenir la mise en place d'Etats démocratiques efficaces, appuyer l'initiative privée. Le financement de ces objectifs doit être planifié dans la durée. La continuité de l'effort financier, en particulier pour contribuer à conduire la réforme de l'Etat en Afrique, sera liée à des évaluations périodiques.

Cette réforme qualitative de l'aide publique au développement ne peut trouver sa cohérence que dans une rationalisation du dispositif institutionnel de coopération. Véritable serpent de mer, cette réforme, dont la nécessité a été rappelée par le chef de l'actuel gouvernement, doit mettre fin au désordre de la coopération française vers l'ensemble des pays du Sud. Elle suppose une transformation de l'actuel département ministériel de le coopération et la mise en place d'une grande Agence de coopération dont la direction économique et financière pourrait avoir pour ossature l'actuelle Caisse française de développement (CFD). Les représentants des Assemblées, des collectivités territoriales et des ONG seraient membres du directoire de l'Agence.

Parallèlement à cette mise en ordre de notre outil de coopération, il est nécessaire de mieux harmoniser la politique française de coopération et de développement avec les autres politiques bilatérales européennes et la politique communautaire en privilégiant les processus d'intégration régionale entre pays du Sud. Depuis la signature du Traité de Rome, la Communauté européenne a développé, à l'instigation de la France, une politique d'aide au développement (conventions de Yaoundé à partir de 1958, puis de Lomé depuis 1975) mais la coordination de notre politique bilatérale avec la politique communautaire est de moins en moins bien assurée. Avec l'élargissement de l'Union Européenne, le débat devient plus complexe vu la diversité des rapports historiques entre les pays de l'UE et les pays en développement. Pourtant la nature de ses rapports avec les pays du Sud peut être une des formes d'identité de l'Europe que nous voulons, sociale et solidaire, face à une mondialisation libérale. Les échéances politiques s'approchent avec l'expiration en l'an 2000 de la 4 ème Convention de Lomé dont les règles de préférence commerciale sont remises en cause avec la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans le cadre des rapports Nord/Sud, depuis le début des années 80, s'est affirmé le leadership du FMI et de la Banque mondiale, aux dépens du corps de doctrine initial de la Convention de Lomé, alors que les 15 pays de l'UE disposent de 28,4% des droits de vote contre 17,8% aux Etats-Unis dans les institutions financières internationales.

Lomé 5 doit voir le jour en l'an 2000 pour être un des instruments de la refondation des relations Nord/Sud. Mais la coopération pour le développement au sein de cet espace Union européenne/Afrique-Caraïbe-Pacifique (UE/ACP) doit être profondément rénovée pour remédier à l'actuelle lourdeur et lenteur des procédures, redynamiser la politique de partenariat et sortir les pays ACP de leur rôle presque exclusif de fournisseurs de matières premières. Compte tenu de la diversité des situations économiques dans l'espace ACP et des actuelles faiblesses de la Convention de Lomé, un des axes de la réforme de cette coopération communautaire pourrait être la régionalisation de la Convention de Lomé sur la base de sous-ensembles géographiques (Afrique de l'Ouest, Afrique australe, Pacifique...).

L'action de coopération à l'échelle européenne doit privilégier les projets régionaux intégrés dans l'espace ACP. Une coopération bilatérale entre un Etat ACP et l'ensemble européen enferme cet Etat dans une logique strictement nationale non viable dans le système économique mondial; cette coopération pourrait se concentrer dans trois secteurs prioritaires susceptibles de fonder un développement économique durable et diversifié. La diversification des économies des pays du Sud qui seule peut les sortir de la marginalisation n'a pas été prise en compte par les différentes conventions de Lomé. Ces trois secteurs sont le développement et l'amélioration des infrastructures de communication, la maîtrise et la diffusion de l'énergie, et le contrôle de l'eau, ce dernier objectif allant de pair avec les luttes contre la désertification et pour la préservation des forêts qui ne peuvent être menées de façon efficace que dans un cadre pluriétatique. La définition de règles commerciales spécifiques avec les pays du Sud (prenant en compte la question de l'emploi) doit être un des objectifs des gouvernements socialistes et social-démocrates du monde; il est plus susceptible d'entraîner des résultats concrets en matière de développement que les appels par trop incantatoires à une meilleure rémunération des matières premières.

Pour les pays qui appartiennent à la zone franc et ceux qui souhaiteraient les rejoindre, il est essentiel que l'Union Européenne favorise en Afrique l'existence d'une zone de stabilité monétaire, appuyée sur l'euro, ou associée à l'Union

Européenne selon des mécanismes à négocier avec les partenaires africains.

Enfin, cet espace UE/ACP doit avoir pour identité première le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit ainsi que le respect des droits de la personne humaine, y compris les droits sociaux, les droits à la santé et à l'éducation.

Considérant que les Etats d'Afrique subsaharienne consacrent en moyenne 43 dollars par an et par habitant au remboursement d'une dette qui ne cesse de s'alourdir contre 35 dollars en matière de santé et d'éducation, ces dernières exigences supposent que la France et l'ensemble des bailleurs de fonds, en premier lieu les partenaires européens, **proposent un plan différencié de règlement de la dette** qui permette aux Etats africains et ACP d'assumer leurs fonctions de base, en particulier l'éducation et la santé. Ce plan pourrait comporter trois volets : conversion de l'ensemble de la dette en investissements contrôlés visant en priorité à une diversification des économies; suspension momentanée du paiement du service de la dette pour engager une dynamique de croissance sur la base d'un engagement contractuel entre les différents partenaires; annulation pure et simple de la dette pour les pays les plus démunis avec discussion des compensations aux créanciers privés, généralement peu engagés dans ces pays. La réduction multilatérale des taux d'intérêt sur la dette des pays en développement est une priorité.

La France devra oeuvrer avec ses partenaires de l'Union Européenne et de l'espace ACP à la mise en circulation d'une nouvelle tranche de droits de tirage spéciaux pour les pays du Sud, comme l'avait proposée en vain le directeur général du FMI à l'Assemblée générale de Madrid en octobre 1994. Enfin, la France et l'Union Européenne pourraient défendre la vieille idée émise dès 1978 par l'économiste américain James Tobin et remise à l'ordre du jour par Lionel Jospin dans sa campagne présidentielle de 1995, d'instaurer une taxe (1/1000) sur les mouvements internationaux des capitaux, qui pourrait contribuer à l'application du plan différencié du réglement de la dette et alimenter plus efficacement que le stabex ou le sysmin de la Convention de Lomé un fonds de stabilisation des cours des matières premières.

Faire de l'espace UE/ACP un espace démocratique, respectueux des droits de la personne humaine suppose en particulier de rendre les processus électoraux équitables. Que les bailleurs de fonds ferment complaisamment les yeux sur les fraudes manifestes et continuent d'entretenir des régimes qui violent les droits élémentaires des citoyens et c'est la porte ouverte à des stratégies de violence qui effacent du champ politique les forces démocratiques qui ont choisi de prendre le pouvoir par la voie des urnes. Il est souhaitable que soient mises en place des stratégies communes entre partenaires européens, à l'image de l'accord intervenu à Londres, le 23 juillet 1997, entre les ministres des Affaires étrangères de France et du Royaume-Uni, sur la nécessité de renforcer la démocratie et le développement en Afrique et de respecter un code commun en matière d'exportation d'armes. En particulier, dans le cadre de leur programme d'appui à la démocratisation en Afrique, les instances européennes peuvent contribuer à la mise en place d'Etats civils permettant l'établissement de listes électorales fiables, aider à la modernisation des processus électoraux et centrer leur intervention en liaison avec les Fondations politiques (Jean Jaurès en France, Ebert en Allemagne, Westminster en Grande-Bretagne, Olaf Palm en Suède etc...) sur l'éducation citoyenne.

L'Union Européenne doit également appeler l'ensemble des bailleurs de fonds à conditionner effectivement leurs aides budgétaires au respect des règles démocratiques par les pays qui en bénéficient.

Depuis la légalisation du multipartisme dans la plupart des pays de l'espace ACP, le Parti socialiste français en collaboration étroite avec la Fondation Jean Jaurès a noué **des relations solides avec une nouvelle génération politique qui s'est fortifiée dans les batailles pour la démocratie.** Elle s'exprime dans de nombreux partis qui gouvernent ou sont en capacité de gouverner. La plupart ont rejoint les rangs de l'Internationale socialiste qui, sous les présidences de Willy Brandt et Pierre Mauroy, est devenue une organisation réellement mondiale en s'ouvrant particulièrement aux pays du Sud. Les succès électoraux des socialistes et sociaux-démocrates, désormais majoritaires dans les gouvernements de l'Union Européenne, laissent ouverte, à travers l'espace UE/ACP, la perspective d'une refondation des relations Nord/Sud. C'est une des facettes de l'Europe sociale et solidaire que nous voulons construire face à une mondialisation libérale non maîtrisée qui renforce les inégalités et accroît les phénomènes de pauvreté. En établissant un contrat nouveau de partenariat avec l'Afrique qui bouge et en optimisant cette politique nouvelle dans le cadre d'une dynamique européenne, conçue comme une alternative au libéralisme des institutions financières internationales, la France peut espérer effacer ses reculs diplomatiques et être mieux entendue dans le monde.

Fondation Jean Jaurès

Repenser le cadre légal de la lutte contre la toxicomanie

SIGNATAIRES

Contribution aux débats du congrès de Brest
Présentée par
Jean Marie LE GUEN : Premier secrétaire de la Fédération de Paris - Membre du CN
et Marc WLUCZKA : Délégué santé de la Fédération de Paris

Notre parti doit avoir une position cohérente sur la toxicomanie. Sur ce problème de santé publique sensible, la réponse que nous devons proposer doit prendre en compte tout à la fois les aspects médicaux sociaux et législatifs de ce dossier.

Considérer le toxicomane comme un malade et non uniquement comme un délinquant, légaliser les politiques de réduction des risques, cela n'est pas possible dans le cadre légal actuel. Il faut donc le changer.

Notre texte à pour but en conséquence de redéfinir le cadre légal de la lutte contre la toxicomanie selon trois axes, les produits, les malades, et la loi.

PRÉSENTATION
Une réflexion obligatoire face à l'ambiguïté de la loi de 1970

Après 27 ans d'application et souvent de non application de la loi pour certains de ses aspects, chacun doit constater l'évolution tant de l'image que de la réalité de la toxicomanie dans notre société. Confronté à un cadre légal qui va à l'encontre de toutes les politiques cohérentes de réduction des risques qui se sont mises en place, il est temps de repenser la loi.

Ce doit être l'occasion de redéfinir les produits visés, de prendre en compte la toxicomnaie en tant que maladie, et surtout d'élaborer un cadre légal clair.

Les produits

Les dépendances sont un problème de santé publique qui ignore la légalité ou l'illégalité des produits, aussi un cadre législatif commun ou du moins apparenté doit être mis en place pour traiter les principales d'entre elles.

Reclasser les produits suivant leur dangerosité et leurs effets, est, tant d'un point de vue légal que scientifique, une évidente nécessité.

Pour cela il faut faire élaborer par une instance ad hoc deux listes distinguant les produits dont la consommation doit ou non être autorisé, la vente de ces produits quant à elle devant rester interdite.

Traiter les malades

La toxicomanie est une maladie, le nouveau cadre légal doit le prendre en compte pour éviter de renouveler les incohérences de la loi actuelle, qui ne vise que l'usage.

L'injonction thérapeutique qui est au coeur de la loi de 1970, doit être conservée pour des cas définis, et recentré sur des objectifs sanitaires, de manière à éviter les dérives et les inadéquations de son application actuelle.

Le cadre légal

Deux lois distinctes vont être crées.

La loi pénale (inscrite dans le code pénal) doit viser le trafic, et distinguer l'usage simple de l'usage aggravé comme le fait déjà la législation sur l'alcool. Elle pourrait en partie s'inspirer des dispositions sur la protection de la jeunesse.

La loi sanitaire (inscrite dans le code de la santé publique) doit recadrer la toxicomanie dans le cadre des pharmacodépendances, et organiser la politique de réduction des risques.

REPENSER LE CADRE LÉGAL DE LA LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE
Une réflexion obligatoire

La loi de 1970 va avoir 27 ans. Nul ne peut faire l'économie d'une réflexion, tant sur son application aujourd'hui que sur sa non-application. Diverses strates réglementaires l'ont, au fil des ans, complétée parfois, contredite souvent, ou rendue inapplicable dans certains cas.

Il importe de savoir si les contradictions sont surmontables, ou si une nouvelle législation s'impose.

Il est temps de distinguer ce qui est important de ce qui est accessoire. Il faut sortir des débats stériles de certains cercles, pour se concentrer sur les décisions les plus graves et les plus lourdes de conséquences. Seule une volonté politique forte permettra cela.

Un peu d'histoire contemporaine ...

La toxicomanie a évoluté en France depuis 1970, sa repré-

Contribution Jean Jaurès

sentation également, mais pas forcément dans le même sens.

A la fin des années 70, l'image du jeune paumé qu'il faut comprendre a basculé vers l'image du marginal délinquant qu'il faut punir, en raison de la pénétration de la toxicomnaie à tous les étages de la société.

Avec l'apparition du Sida à la fin des années 80, le toxicomane reprend un visage de malade et d'exclu qu'il faut soigner, mais aussi d'un malade irresponsable et dangereux dont il faut se protéger.

Le trafic de drogue (de cannabis surtout) est entre temps devenu une forme d'économie de subsistance. Le citoyen, ému en 70, inquiet en 80, est maintenant exaspéré de voir le trafic devenir une composante quasi ordinaire de la vie de certains quartiers, avec ses effets destructeurs sur le tissu social, les liens familiaux et les valeurs républicaines.

La loi de 1970, une source d'ambiguïté

Les principes d'illégalité de la consommation, et d'injonction thérapeutique contenus dans la loi de 1970 sont à l'origine d'une aberration toujours dénoncée et jamais sérieusement attaquée : comment peut-on faire de la prévention obligatoire ?

Depuis la fin des années 80, la priorité est devenue à juste titre la réduction des risques. On ne peut imaginer mettre en place une politique ouverte de toxicomanie tolérée, alors que la répression de l'usage et le traitement imposé sont toujours la règle légale.

Depuis 1992, une douzaine de circulaires illégales, car contraires à la loi, ont organisé et financé des actions visant à faciliter l'usage de substances illicites.

Cette ambiguité doit cesser. Même si aucun ministre n'a été mis en examen pour infraction au Code de la Santé Publique, la remise en cause de la loi de 1970 doit être envisagée. Ce doit être l'occasion de redéfinir les produits visés, prendre en compte la toxicomanie en tant que maladie et surtout d'élaborer un cadre légal clair.

LES PRODUITS
Les dépendances

Les études les plus récentes sur les dépendances mettent en évidence le fait qu'elles ne sont pas exclusives les unes des autres tant chez les personnes, que géographiquement. On peut être toxicomane et alcoolique. Une zone de forte prévalence alcoolique peut être aussi une zone de forte prévalence toxicomaniaque (région Ile de France, Nord Pas-de-calais).

Les dépendances, en tant que problème de santé publique, ignorent les questions de légalité ou d'illégalité des produits, actuellement basées sur des critères non pas sanitaires mais essentiellement culturels et sociaux.

Il faut donc traiter l'ensemble ou les principales dépendances dans un cadre législatif sinon commun, du moins apparenté.

Reclasser les produits

Quand plusieurs millions de personnes en France, sont ou ont été utilisateurs de certains produits, et que l'ordre social n'en a apparemment pas souffert, il apparaît néceesaire de s'interroger sur la validité de l'interdit. Un interdit transgressé au quotidien est un défi à la République.

Un délit qui n'est pas réprimé de la même façon dans deux tribunaux, est un monstre juridique, car il détruit le principe fondamental de l'égalité des citoyens devant la loi.

La loi ne faisant aucune différence entre fumer un demi-gramme de cannabis et s'injecter dix grammes d'héroïne par jour, comment expliquer alors les disproportions entre le traitement pénal de ces deux délits ?

Il existe un quasi-consensus scientifique pour affirmer que les produits entraînant la pharmacodépendance ne peuvent pas être classés autrement que par leur dangerosité et leurs effets. Toute autre distinction ne se fonde que sur des habitudes culturelles, quand ce ne sont pas des présupposés politiques.

Il est donc temps de traiter la question de la distinction entre d'une part les produits dont l'usage et la vente doivent rester interdits, «dits durs», et d'autre part ceux dont l'usage doit être autorisé mais pas la vente, «dits doux». Ces deux catégories doivent également être différenciées du cas des drogues entièrement légales.

Il importe donc d'envisager la création de deux listes distinctes, lesquelles seraient renouvelées tous les ans après avis conforme d'une instance unique (HCSP ou Commission de toxicovigilance ou comité ad hoc).

TRAITER LES MALADES
La toxicomanie

La loi de 1970 ne traite pas de la lutte contre la toxicomanie. Elle ne vise que «l'usage de substances illicites», et c'est d'ailleurs le point le plus logique de la loi. Utiliser quelque chose que l'on n'a pas le droit d'utiliser c'est commettre un acte qui est forcément un délit. A l'inverse, être toxicomane ne peut être autre chose qu'une maladie. On ne peut punir quelqu'un d'être malade, c'est à dire de se trouver dans un état dont il n'est pas responsable in fine.

Le législateur, dans sa sagesse, a donc bel et bien établi la distinction entre maladie et délinquance, mais a oublié la maladie.

Toute norme législative nouvelle qui persiterait à oublier la maladie, renouvellerait les incohérences qui mènent la loi actuelle.

L'injonction thérapeutique

L'obligation de soins est au coeur de la loi de 1970, au travers de la procédure d'injonction thérapeutique.

Cette procédure n'est pas exorbitante, puisqu'elle existe pour d'autres cas tels que la tuberculose infectieuse, les MST ou les maladies mentales.

C'est plutôt le problème de son adéquation avec la totalité des personnes visées par la loi de 1970 qui est en cause. Cela aboutit à un usage incohérent de la procédure de l'IT par les juges. Certains ne l'utilisant quasiment pas, d'autres en abusant.

On ne peut continuer à prononcer des injonctions thérapeutiques à l'encontre de personnes non dépendantes, ou sous substitution, ou trouvées en possession de matériel d'injection provenant de programmes d'échanges de seringue, etc ...

S'il est logique de conserver le principe de l'injonction thérapeutique dans la loi, il faut en revanche qu'une norme juridique forte indique explicitement à qui elle doit s'appliquer, à l'exclusion de tous les autres cas.

Le cadre légal

Le cadre légal doit :

- clairement distinguer ce qui est du domaine de la maladie et ce qui est du domaine de l'infraction
- hiérarchiser les infractions selon des critères d'ordre public, sans essayer de les vêtir d'habits sanitaires

Il n'est pas logique que les dispositions pénales restent inscrites dans le code de la santé publique, alors qu'elle relèvent du seul code pénal.

Il faut aller vers deux lois complémentaires, une loi sanitaire qui porterait sur la toxicomnaie et une loi répressive qui ne viserait que le trafic.

La loi pénale

La loi pénale (inscrite dans le code pénal) doit viser le trafic, et distinguer l'usage simple de l'usage aggravé comme le fait déjà la législation sur l'alcool. Elle pourrait en partie s'inspirer des dispositions sur la protection de la jeunesse.

La loi sanitaire

Après avoir recadré la toxicomnaie dans le cadre des pharmacodépendances, cette loi devrait organiser de façon claire le rôle de chacun dans la prévention, la prise en charge des malades, et le traitement des toxicomanes.

Légalisation de la substitution, rôle financier de chacun, niveau de déconcentration le plus efficace, rôle du secteur psychiatrique, problème liés à la sectorisation sont des sujets parmi d'autres que la loi sanitaire devrait clarifier.

Agriculture - monde rural - alimentation : vers un nouvel équilibre

SIGNATAIRES

Alain LE VERN

L'alimentation, la sécurité alimentaire - en approvisionnement quantitatif et qualitatif - constitueront des enjeux majeurs pour l'humanité. Le Traité de Rome, les réformes successives de la PAC ont permis de garantir l'autosuffisance alimentaire de l'Europe et d'en faire même une région d'exportation au sein de laquelle la France joue un rôle majeur.

A quel prix ?

Grâce certes au savoir faire d'une profession qui a su s'adapter, mais aussi à grand renfort de fonds publics qui ont souvent contribué à accélérer les concentrations, à martyriser l'environnement, à bafouer les règles de santé publique, à supprimer des centaines de milliers d'emplois, à privilégier l'intensification de l'occupation de l'espace rural, à standardiser les productions, à déséquilibrer le territoire.

La " pensée unique " qui a longtemps prévalu quant au mode de développement doit désormais faire place au débat majeur entre l'ensemble des forces de notre Pays : organisations syndicales dans leurs diversités, associations de consommateurs, partis politiques, scientifiques, experts...

Pour les socialistes il s'agit de chercher **«un nouvel équilibre»** *à travers une politique réformée,* **réorientée du monde rural.**

I
PAR LA MAÎTRISE DES FONDS PUBLICS ET DROITS À PRODUIRE

Lorsque l'on se réfère aux coûts de production, à la compétitivité, au marché mondial... on oublie de prendre en compte les aides dont l'agriculture a bénéficié en amont - subventions multiples, diverses, du bâtiment d'élevage à la prime à l'hectare de maïs - et de comptabiliser les conséquences souvent désastreuses pour l'environnement que la collectivité doit prendre en charge, de considérer les effets sur l'emploi, le territoire rural, de mesurer les injustices engendrées et la lourdeur administrative générée...

Les aides publiques indispensables à l'agriculture seront versées en privilégiant l'emploi - C'est-à-dire le nombre **d'actifs** par exploitation selon les «références» - (par exemple 250 000 l de quotas laitier pour 2 actifs ou 100 ha de céréales pour 1). On évitera ainsi que 4 500 exploitations n'obtiennent pas plus de 734 000 F chacune en moyenne par an (record à plus de 7 M.F. sur un an pour une exploitation) ce qui conduit immanquablement à l'agrandissement, à la mécanisation à outrance, à la disparition d'exploitations et des emplois, à la désertification de villages, aux injustices...

Mettons un terme à ce qui va détruire le tissu agricole : les aides à l'hectare et la surproduction.

Il faut établir un nouvel équilibre par l'emploi et donc maintenir une activité économique en amont et en aval de l'agriculture.

De même **les droits à produire** indispensables à la maîtrise des productions et des prix seront répartis en privilégiant l'emploi (le nombre d'actifs encore), l'occupation du territoire et le renouvellement des générations (installation des jeunes) favorisé par ces nouvelles dispositions.

La puissance publique est seule propriétaire des aides et des quotas ou droits à produire dès lors que c'est elle qui par les fonds publics assure une part principale de rémunération de l'activité, la vente des productions valorisant le savoir faire et les choix du producteur.

Il est donc légitime que l'Etat veille à une répartition cohérente, équitable et rationnelle de ces aides et moyens.

Cette nouvelle stratégie permettra également une meilleur gestion des sols et de l'environnement en évitant par exemple les «ateliers» hors sol trop nombreux et trop importants sur des espaces limités ou des cultures inadaptées à certaines zones sensibles (inondations en aval).

II
L'EMPLOI, EN AGRICULTURE AUSSI, UNE PRIORITÉ

Alors que nous tendons tous nos efforts pour améliorer l'emploi, le monde agricole ne peut s'exonérer d'une démarche analogue forte reposant sur plusieurs objectifs :

1 . on l'a vu, pour lier nombre d'actifs et aides publiques et droits à produire.

2 . pour améliorer les conditions de vie et de travail dans l'agriculture. Que veulent dire 35 heures pour un producteur de lait ? Nous proposerons donc des contrats permettant d'améliorer la qualité de la vie par l'embauche de salariés - pour activités saisonnières ou non.

Les exonérations de charge permettront de lutter contre le travail clandestin, de faire reculer les accidents du travail, de réduire la durée du travail dans des secteurs où les contraintes sont lourdes, d'offrir plus de souplesse selon les productions, de permettre le recyclage agricole (formation).

3 . pour fixer ainsi les familles d'actifs agricoles dans les campagnes ce qui est déterminant pour la vie de milliers de villages.

© Fondation Jean Jaurès

4 . pour permettre la prise en compte d'autres préoccupations : la protection de l'environnement ; l'entretien de certains espaces, les productions de terroirs...

III
UN DROIT POUR LES CITOYENS : LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La crise de la «vache folle» est un révélateur... mais qui n'avait entendu parler du veau aux hormones, des nitrates dans l'eau, de la dioxine, des produits chimiques largement utilisés sans connaissance par l'agriculteur (à son propre péril souvent ...), des différentes arnaques...

Et pendant ce temps là on voudrait interdire les fromages au lait cru ! ! !

Tous les contrôleurs du monde - ils ne sont que quelques dizaines pour l'Union Européenne ! - ne suffiront pas à assurer notre propre sécurité alimentaire. Les consommateurs doivent donc être en mesure **de vérifier eux-mêmes** l'origine, la qualité et les garanties des produits alimentaires. Cela implique pour chaque produit, **un étiquetage lisible** (ce que n'est pas le code barre) et **des labels** de qualité.

La qualité, le goût, les productions du terroir seront ainsi valorisés. **Les notions** indispensables à l'approche de ces informations, à leur compréhension **seront inculquées à l'école.**

Les associations de consommateurs verront leur rôle conforté, leur place reconnue afin de contribuer à l'application des mesures.

Les sanctions à l'égard des fraudeurs seront renforcées. Un Haut Comité d'hygiène et de sécurité alimentaire sera mis en place sous l'autorité du ministère de la santé (et non de l'agriculture, le "contrôleur" ne pouvant pas être "le contrôlé "...). Il comprendra des scientifiques, des représentants des consommateurs, des élus, des responsables de la production et de la distribution.

C'est à un vaste chantier qu'il nous faut nous atteler : sécurité alimentaire, qualité, santé, emploi et conditions de vie, aménagement, gestion avec les professionnels dans leur diversité, tels sont les enjeux pour l'agriculture de demain.

La droite avait prévue une " loi d'orientation " qui en réalité avait été concoctée par quelques uns au mépris d'une concertation réelle. Elle n'aurait constitué qu'une adaptation de plus par quelques exonérations fiscales et avantages divers sans répondre à l'objet même d'une loi d'orientation : **fixer le cap, proposer des perspectives sur le moyen terme, développer une stratégie au sein de l'Union Européenne et de l'OMC.**

Nous devrons, nous, répondre à ce défi du futur.

A la veille d'une nouvelle réforme de la PAC, et de l'Organisation Mondiale du Commerce, les socialistes doivent proposer un nouvel équilibre au sein de l'Union Européenne. Il s'agit de passer d'un objectif de rendement et de productivité à tout crin à une agriculture durable soucieuse du monde qu'elle laissera aux futures générations. Les dispositions prévues à l'heure actuelle ne peuvent retenir notre adhésion car elles ne contiennent pas les ruptures nécessaires à un nouvel équilibre. Au contraire, l'absence de dispositions nouvelles quant au fonctionnement de l'Union Européenne (le Traité d'Amsterdam n'est pas acceptable), la marche forcée vers l'élargissement (il y a 4 à 6 actifs pour 10 ha en moyenne dans les pays de l'ex-Union Soviétique !) empêcheront les inflexions fortes que nous demandons.

C'est aussi au niveau européen que se joue la partie.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Assumer un nouveau cycle politique

SIGNATAIRE

DÉPUTÉ DE LA LOIRE : **Gérard LINDEPERG**

Pour la première fois, la gauche a gagné des élections législatives sans la rampe de lancement de présidentielle. Une telle performance semblait impossible sous la Vᵉ République, d'autant que le «découpage Pasqua» des circonscriptions constitue un handicap pour le Parti Socialiste. Pour la première fois, la «prime au sortant» ou à l'ancienneté d'implantation n'a pas joué. Bien au contraire, de très jeunes candidats ou des nouveaux venus dans leur circonscription ont bénéficié d'une « prime à la nouveauté».

Ainsi, les électeurs ont manifesté en juin dernier leur volonté d'un double changement : en sanctionnant les candidats UDF-RPR, mais aussi en favorisant le renouveau des élus socialistes.

La féminisation du gouvernement et le renouvellement des ministres ne sont pas pour rien dans la popularité de l'équipe JOSPIN et il faudra s'en souvenir pour la préparation du prochain congrès.

N'ENTRONS PAS DANS LE CONGRES A RECULONS !

On a connu sous les deux septennats de François Mitterrand des gouvernements socialistes qui semblaient paralysés par les contraintes gestionnaires tandis que le Parti Socialiste, piaffant d'impatience, déplorait leur manque d'audace. Alors que l'actuel gouvernement innove et va de l'avant, il ne faudrait pas que le P.S., empêtré dans ses vieilles pratiques, se retrouve à front renversé ! Lionel JOSPIN a réussi à imposer des ministres à plein temps ; est-ce plus difficile d'interdire le cumul des mandats de parlementaire et de Premier Secrétaire de Fédération afin de favoriser l'accès aux responsabilités d'une nouvelle génération ?

Il serait désastreux d'entrer dans le Congrès de BREST à reculons, avec les méthodes des années 80 faites de positionnements tactiques et de surenchères de courants - qui officiellement n'existent plus - mais dont la pression est d'autant plus difficile à supporter par les militants et les nouveaux députés qu'elle s'exerce de façon occulte.

DE LA LEGITIMITE DES COURANTS...

Les courants du Parti Socialiste ont eu une utilité tant qu'ils reposaient sur une double légitimité historique : le Parti s'est constitué dans les années 70 par l'addition de différentes formations (SFIO, Conventions des institutions Républicaines, Tribune du Communisme, Radicaux Mendésistes, PSU, etc...) et la reconnaissance des courants fut la garantie que l'identité de chacun serait respectée et son rôle reconnu dans la maison commune. Légitimité idéologique : si tous ces ruisseaux épars se sont petit à petit fondus dans un même fleuve, son cours fut loin d'être tranquille en raison de débats vigoureux sur des questions aussi essentielles que le rôle de l'Etat, la reconnaissance du mouvement social, la dialectique du Plan et du Marché, la stratégie d'Union de la Gauche et son contenu programmatique, la place du secteur public, la finalité des nationalisations, le sens de l'autogestion....

Ces débats se sont noués autour de courants qui trouvaient là un vrai fondement politique... même si, à l'occasion des Congrès, certains choix idéologiques ont souvent servi d'habillage à des fins tactiques beaucoup moins nobles !

...A LEUR OBSOLESCENCE

A partir de 81, l'exercice du pouvoir fut un puissant révélateur qui mit au pied du mur les partisans de «la rupture en 100 jours». La rencontre avec le réel obligea à trancher en quelques mois des questions fondamentales que des décennies de congrès n'avaient pas réussi à éclaircir.

Bien que devenant petit à petit des coquilles vides, les courants ont perduré. Ils restèrent des passages obligés pour la dévolution du pouvoir à l'intérieur du Parti et des instruments pour accéder à la candidature aux présidentielle. Les institutions de la Vᵉ République (qui sont à l'opposé du caractère collectif de la délibération socialiste) furent appliquées souvent jusqu'à la caricature et contribuèrent à faire du Parti Socialiste un arbre mort. Il gardait encore toute sa place dans le paysage mais la sève ne montait plus.

Aujourd'hui la difficulté de fonctionnement interne du Parti Socialiste vient du fait que l'ancien mode de régulation par les courants est désormais obsolète sans qu'une nouvelle légitimité se soit imposée. Pour ma part, je n'en connais pas d'autre que celle des militants. Cela suppose par exemple qu'au lieu de constituer des listes aux prochaines Régionales à partir des courants, elles soient élaborées à partir des propositions des militants qui auront à tenir compte des réalités géographiques et de la diversité professionnelle pour mieux équilibrer les représentations au sein de l'Assemblée Régionale.

Cela signifie, par exemple, que la Direction Nationale doit faire une plus grande place aux Premiers Secrétaires Fédéraux élus au suffrage universel par les militants.

VOIR PLUS LOIN ? AGIR PLUS PRES

Avec Lionel JOSPIN à la tête du Parti puis du gouvernement, nous sommes entrés dans un nouveau cycle politique. Après les faux débats entre culture d'opposition et culture de gouvernement, entre Parti-godillot et Parti-aiguilon, il est temps que le Parti Socialiste, à l'égal des grands partis sociaux-démocrates, entre dans l'âge adulte en assumant sans complexe son soutien à un gouvernement qui veut inscrire son action dans la durée.

Le rôle du Parti peut se résumer par une formule : voir plus loin et agir plus près. Voir plus loin, pour éclairer l'avenir et anticiper les évolutions à travers une réflexion collective qui puise son inspiration dans le mouvement social et le monde intellectuel.

Agir plus près des citoyens, dans les quartiers et dans les entreprises, afin de relier les orientations gouvernementales aux réalités du terrain. Il ne suffira pas d'une loi pour atteindre l'objectif ambitieux des 700000 emplois pour les jeunes ; en organisant avec les élus des «Etats généraux pour l'emploi des jeunes», dans chaque département, le Parti Socialiste contribuerait à la réussite d'un plan qui nécessite la mobilisation des forces sociales.

LE LEVIER DE LA CONFIANCE

Rien n'est possible sans la confiance des Français. Cette confiance s'est dégradée au fil des années en raison des «affaires», des promesses non tenues, d'un comportement qui a éloigné les citoyens des responsables politiques. En mettant la concertation, le travail collectif, le non cumul des responsabilités, le respect des engagements pris, la restauration des valeurs républicaines et la morale publique au coeur de l'action gouvernementale, Lionel JOSPIN a réussi à faire beaucoup en peu de temps : il a retissé des liens de confiance avec le pays. Même si elle n'est pas suffisante, c'est une condition nécessaire au succès de nos actions.

Ce climat de confiance retrouvé ne doit pas être confondu avec le feu de paille de «l'état de grâce» et c'est un capital qu'il nous faut faire fructifier.

Il appartient au Parti Socialiste d'aider le gouvernement à utiliser ce levier pour réussir les réformes dont la France a besoin.

Statut de l'élu : il n'est plus urgent d'attendre

SIGNATAIRES

René MANGIN, Nicolas LIEBAULT et Roger TOUVET

Nos sociétés font face à un délitement sans précédent du lien social, une dégradation qui trouve principalement sa source dans la montée du chômage et le creusement des inégalités. Or les pouvoirs publics, pour des raisons objectives mais aussi par une certaine fuite devant la complexité, se sentent de plus en plus impuissants à résoudre ces difficultés. Une impression, vraie ou fausse, tend alors à prévaloir : la politique se contenterait de légaliser un état de fait plus ou moins injuste plutôt que de le remettre en cause. Ceci rejaillit tout naturellement sur la confiance qu'ont les Français dans la capacité même des autorités à prendre en charge les problèmes sociaux. Ceux-ci se sentent alors de plus en plus étrangers à la formation de la loi et se replient dans le quotidien. Or la situation est vécue de façon d'autant plus dramatique que les élites républicaines sont investies dans la tradition française d'une double mission : représenter les intérêts de la société et, en retour, exercer un rôle de transformation sociale, la société agissant sur elle-même par l'intermédiaire de son gouvernement. Il est peu étonnant que, dans ce contexte, les Affaires constituent plus encore qu'ailleurs un traumatisme vécu par le peuple comme une véritable trahison.

La première réponse à cette coupure entre représentants et représentés est bien entendue une politique économique plus efficace et plus juste, répondant aux aspirations du plus grand nombre. Exerçant un droit d'inventaire sur son expérience au pouvoir, le Parti socialiste a entrepris sous l'impulsion de Lionel Jospin une rénovation sans précédent et la majorité élue en juin dernier a déjà commencé à traduire ce changement de manière concrète. Mais l'efficacité même de ces interventions publiques est remise en cause quand les institutions ne sont plus légitimes et il devient par conséquent impératif de refonder les cadres de référence en tant que tels. Moraliser la vie publique implique d'abord de redéfinir les rôles et responsabilités des élus, ceci afin que les règles contre les abus n'apparaissent pas aussi arbitraires que les abus eux-mêmes. C'est pourquoi légiférer comme par le passé sur les conditions d'exercice des mandats ne suffit plus. Préalablement à la réglementation sur son cumul et ses indemnités, et afin de réasseoir sa légitimité, il est désormais indispensable de conférer un véritable statut à l'élu national et local. A défaut, la réforme apparaîtrait comme un simple aménagement d'intérêts particuliers et non comme une remise à plat posant des jalons pour l'avenir.

Le statut de l'élu local est tout entier lié à la façon dont on conçoit la décentralisation. Nous devons d'emblée rejeter celle voulue par la droite et qui a moins pour objectif de rapprocher le pouvoir du citoyen que d'affaiblir l'Etat par l'"équilibre des pouvoirs." Notre vocation politique est à l'inverse de faire sortir les individus de leur isolement géographique pour se voir comme les éléments d'un même ensemble. Il s'agit donc d'organiser l'autonomie des collectivités locales à l'intérieur du cadre unitaire de la république. Ceci implique en premier lieu de revenir à un principe fondamental qui permet de distinguer précisément entre les fonctions de représentation, de délibération et d'exécution. Même désignés par des assemblées territoriales de citoyens, "les administrateurs n'ont aucun caractère de représentation" (art. 82 de la Ière République). Il est temps d'accepter le fait que les exécutifs sont bien des professionnels de la gestion de collectivité locale et donc de leur conférer un statut d'administrateur territorial. Cela renforcerait *à contrario* les "simples Conseillers" dans leur rôle de délibération, d'élaboration à long terme au contact avec leurs électeurs. Mieux vaut en effet la professionnalisation assumée des exécutifs plutôt que la professionnalisation larvée de l'ensemble du corps politique.

A. La réglementation sur le **cumul des mandats**, des fonctions et des activités professionnelles découlent presque naturellement de ces quelques principes :

- En tant qu'administrateur temporaire rattaché à la fonction publique, un élu titulaire d'une fonction exécutive ne doit pas pouvoir la cumuler avec une autre "profession" publique ou privée, élective ou non, nationale ou locale. Cette situation est d'ailleurs particulièrement mal ressenti par la population. Les maires et adjoints au maire seraient donc les premiers concernés par ces mesures, à l'exception peut-être des exécutifs de petites communes. Mais également les présidents et vice-présidents des structures intercommunales à fiscalité propre, de Conseils généraux et régionaux, les ministres... Fonctions à temps plein, le détachement professionnel serait obligatoire, à charge pour l'Etat de garantir leur réinsertion professionnelle à la fin de leur mandat exécutif.

- Quant au simple Conseiller, il devrait être dans la logique même de leur mission soumis au principe du mandat local unique, que celui-ci soit municipal, intercommunal, général ou régional. D'abord l'exigence d'un contact constant avec la population exige de lui une disponibilité incompatible avec plusieurs mandats. Ensuite et surtout, les filières électives locales doivent être relativement spécialisées pour que les électeurs puissent identifier clairement la collectivité territoriale au sein de laquelle l'élu est leur porte-parole. En revanche, leur statut n'implique pas de détachement professionnel ; le métier amène bien au contraire le contact indispensable avec la réalité économique locale. Mais pour l'exercice de son mandat, l'autorisation d'absence devrait être assouplie, avec obligation pour l'employeur d'accorder certains congés.

- Représentants du peuple à Paris, les parlementaires votent la loi et seraient juges et parties s'ils devaient exercer par ailleurs une profession ou une fonction exécutive nationale ou locale. En revanche, un parlementaire devrait être autorisé à exercer en parallèle un (et un seul) mandat de simple Conseiller territorial. Cette disposition est logique pour le sénateur "représentant des collectivités locales" suivant la Constitution. Mais elle l'est aussi pour le député dans la logique républicaine de collaboration entre le national et le local, Ce cumul, impensable dans les pays anglo-saxons au nom d'un modèle non-unitaire de stricte séparation des pouvoirs, est au contraire une garantie dans notre modèle. Quant au député européen, il doit être considéré comme un mandat de tout pre-

mier plan au même titre que le mandat de député français. Il doit par conséquent être rendu incompatible avec ce dernier mandat et obéir aux même restrictions de cumul.

B. Une réglementation plus stricte du **cumul des indemnités** est souhaitable, à condition qu'elle s'accompagne d'une revalorisation substantielle de leur montant. Mais ici encore le statut de l'élu doit déterminer son type de rémunération. Déjà dans le rapport Debarge de 1983, une distinction était opérée sur le plan financier entre les fonctions exécutives et les autres fonctions. Il s'agit désormais d'aller jusqu'au bout de cette logique.

- Doté d'un statut d'administrateur temporaire, l'élu titulaire de fonctions exécutives devrait obtenir un **traitement à part entière** versé directement par l' Etat dont il reçoit délégation. Celui-ci serait calculé suivant la grille de la fonction publique. Il est en effet anormal que les collectivités locales aient à payer sa rémunération alors que l'Etat bénéficie de sa fiscalisation. La situation est particulièrement difficile pour les petits maires, lesquels hésitent à se rétribuer normalement du fait de leurs difficultés budgétaires. A l'inverse, le nombre de vice-présidents dans les Conseils régionaux et généraux devrait être plus strictement limité afin d'éviter les abus actuels. L'égalité devrait être à ce titre rétablie entre les traitements des exécutifs, traitements qui reflètent bien trop souvent le niveau de richesse des collectivités. Bénéficiant des règles prescrites par le droit du travail, l'administrateur temporaire se verrait en revanche limité dans ses indemnités de fonction liées à ses participations aux différents conseils d'administration. Enfin, sa retraite serait substantiellement réévaluée.

- En ce qui concerne le simple Conseiller, son statut implique qu'une indemnité lui soit versé par la collectivité locale à laquelle il appartient. Pour assurer une certaine péréquation, la Caisse de compensation serait chargée de ce versement, alimentée par les cotisations des collectivités. **Un régime indemnitaire homogène** devrait être établi pour les Conseillers régionaux et généraux, suivant lequel la rémunération de l'élu dépendrait de sa présence effective aux différentes réunions auxquelles son mandat l'amène à participer : conseils d'administration, commissions permanentes, mais aussi syndicats des eaux, des ordures ménagères, SIVOM,SIVU, Communauté urbaine, etc... Une règle nationale impliquant des jetons de présence devrait être mise en place assortie de sanctions financières en cas de manquement à celle-ci.

- Les parlementaires sont dans une situation particulière liée à leur rôle de représentant du peuple : ils définissent eux-mêmes dans la loi de finance le niveau de rémunération qu'ils reçoivent. Tout d'abord, en cas de cumul (autorisé) avec un mandat de député, l'élu ne devrait pouvoir percevoir que son indemnité de parlementaire. L'autre indemnité ne lui serait tout simplement pas versée, ce qui éviterait ainsi les dons mutuels d'écrêtement... Un contrôle des comptes de secrétariat et frais de mandat permettrait par ailleurs d'éviter les trop nombreux abus en la matière. Mais la position particulière du parlementaire fait que la seule garantie demeure la surveillance par les citoyens eux-mêmes. Des règles devraient donc être établies imposant l'obligation de rendre public chaque année le patrimoine des parlementaires.

Un fracture civique est en train de s'élargir entre le peuple et ses élites. Elle fait peser de graves périls sur notre démocratie Ne doutons pas en effet que tant que nous ne prenons pas cette question à bras le corps, d'autres forces bien plus dangereuse, la prendront pour nous... Il n'est donc plus urgent d'attendre ; il est temps au contraire de faire preuve de cette volonté politique que les Français demandent. Il existe une dialectique subtile entre l'exemple et le modèle. Le modèle proposé doit être cohérent et ne pas séparer artificiellement trois questions en réalité liées : statut de l'élu, cumul des mandats et décentralisation.

L'idéal serait de réunir les trois dans un même dispositif législatif ; l'impératif est d'y réunir au moins les deux premières. Mais les élus doivent également donner l'exemple et montrer par un acte solennel qu'ils sont prêts à appliquer à eux-mêmes ce sursaut civique qu'ils exigent de la part des électeurs. A cet égard, la forme est peut-être aussi importante que le fond. Aussi, et pour que le peuple soit impliqué dans ce volet fondamental du Pacte républicain que Lionel Jospin lui propose, seul un référendum est à même de briser les inerties et de contribuer à rétablir une partie de la confiance perdue.

Coll. Fondation Jaurès

Services publics, propriété publique

SIGNATAIRES

Contribution présentée par Georges Martel,
MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

Pierre Bauby (75), Daniel Bonnot (67), Charles Cala (91), Jean-Paul Dorier (91), José Geneau (62), Henri Jibrayel (13), Jean-Paul Parmantier (75), Jean-Jacques Paulet (78), Gilles Pierini (35), Laurent Prat (34)

Pour les socialistes la politique et le débat relatifs aux nationalisations prennent naissance dans le concept marxiste d'appropriation collective des moyens de production et d'échanges.

Le débat s'est conclu en 1982 par les nationalisations à 100% d'un certain nombre d'entreprises du secteur industriel et bancaire.

La mixité du capital ne présentait des avantages que pour les propriétaires privés qui pouvaient engranger des dividendes sur les bons résultats, et dégager leur responsabilité dans le cas contraire.

Les dispositifs de respiration du secteur public n'ont pas vu le jour de façon explicite. La position prise par François Mitterrand en 1988 de ne procéder à aucune privatisation ni à aucune nationalisation relevait d'une volonté d'apaisement.

Aujourd'hui les libéraux prônent la privatisation comme l'optimum d'efficacité économique et sociale. Tout ce qui est public, entreprises, services ou même administration, dans quelque secteur que ce soit, doit devenir privé.

C'est ainsi que la droite a procédé à plusieurs privatisations d'entreprises nationalisées en 1981, mais aussi en 1946.

C'est en 1996 qu'elle a commencé à s'attaquer aux domaines couverts par les services publics. Le changement de statut de France Télécom, et la loi de réglementation des télécommunications sont les symboles de cette politique.

Cette politique a une seule finalité. Sous un habillage d'efficacité économique, d'adaptation inéluctable, de concurrence indépassable, de baisse des prix, de mondialisation, il s'agit d'assurer la mainmise des capitaux financiers sur de nouveaux marchés porteurs.

En éliminant avec tous les moyens et tous les prétextes, les précédents intervenants, organismes de services publics, il s'agit de favoriser l'hégémonie de nouveaux acteurs, par propriété capitalistique interposée.

Les enjeux de propriété sont donc tout à fait essentiels aux yeux des libéraux. Il n'y a aucune raison pour qu'ils ne le soient pas pour des socialistes.

Du reste, cet enjeu de propriété, essentiel s'agissant des services publics, n'a jamais été étranger à des préoccupations d'ordre républicain puisque le préambule de la Constitution de 1946, partie intégrante du bloc de constitutionnalité, dispose que «tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service national public ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité».

Il en ressort au contraire que le fait que la puissance publique soit propriétaire en totalité, en majorité ou pas des opérateurs chargés de missions de service public n'est en effet pas indifférent à la façon dont elle entend assurer l'orientation et la maîtrise de leurs activités.

Tout changement de statut, de propriété des organismes de service public doit donc être examiné en fonction de finalités, buts et mission définis par les autorités politiques.

S'agissant de leur adaptation, l'alternative, pour des socialistes, n'est pas d'appliquer les théories libérales en vogue aujourd'hui préconisant leur privatisation mais de prendre en compte leur spécificité et l'existence de la propriété publique qui leur est affectée.

Il n'est donc pas politiquement pertinent d'associer les services publics en France à une hypothétique réflexion d'adaptation des entreprises du secteur public.

En effet la seule présence, même minoritaire, de capitaux et investisseurs privés, tels les fonds de pension, dans le capital d'opérateurs de services publics a une double conséquence : celle d'une confusion d'intérêts contradictoires et de conflits dans la gestion de l'établissement, et celle de l'alignement de la logique de service public sur les exigences puissantes du marché financier.

Cela conduit naturellement à la transformation complète des organismes de services publics en entreprises de marché. Les besoins sociaux, jusqu'alors satisfaits dans le cadre de services publics, sont externalisés pour être traités dans le cadre d'une politique générale caritative et d'assistance.

A l'exemple du système de la gestion de l'eau, par des entreprises privées, concessionnaires ou délégataires de mission de service public, les socialistes ne sauraient considérer comme accessoires les questions de propriété.

C'est bien en tant que propriétaires qu'elles ont pu réaliser leurs bénéfices réinvestis abusivement dans d'autres secteurs privés lucratifs au point que la question de leur nationalisation a été posée. Aliéner, même en partie, la propriété de services publics serait, pour les socialistes, s'aligner sur ce modèle, pernicieux du point de vue de la démocratie, critiquable au plan économique et social, parasite de l'intérêt collectif.

Contribution soumise au débat

En Europe aussi, changeons d'avenir !

SIGNATAIRES

Emmanuel MAUREL - MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL (95 - 24 ANS)
Yannick AINOUCHE - CONSEILLER MUNICIPAL À HERBLAY (95 - 26 ANS)
Johanna BARASZ - MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DU MJS (75 - 22 ANS)

Julien BORDRON (78 - 21 ans) ; Laurent FEROTIN (26 - 24 ans) ; Tanja HANNEMANN (75 - 26 ans) ; Stéphane JUNIQUE (75 - 23 ans) ; Claire LEMERCIER (MJS 75 - 21 ans) ; Nowfel LEULLIOT (MJS 75 - 28 ans) ; David MELLONI (54 - 24 ans) ; Laurent MIERMONT (75 - 22 ans).

L'Europe vote à gauche. La majeure partie des pays-membres de l'Union européenne est dirigée par des gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates. A leur tour, les Français et les Anglais viennent de renvoyer ceux qui leur imposaient une vision unique de l'avenir, caractérisée par le règne de l'argent et de l'injustice sociale. **Et pourtant, l'Europe d'aujourd'hui reste de droite.** *Le libéralisme règne en maître dès qu'il s'agit de prendre une décision qui engage l'avenir de l'Union. Il est temps de mettre un terme à ce paradoxe. Les citoyens européens ne veulent plus de cette Europe qui érige la stabilité monétaire et la rigueur économique en dogmes indépassables.* **Nous devons répondre à leurs attentes. Nous devons, avec eux, imposer une autre Europe, l'Europe sociale, qui n'est pas un simple «volet» de la construction européenne, mais un vrai modèle de société.**

I
L'Europe que nous refusons

Face à l'offensive libérale organisée au niveau mondial, il ne saurait y avoir de riposte purement nationale. L'Europe est bien le cadre pertinent pour mener à bien les réformes que nous appelons de nos vœux. Pourtant, nous ne voulons pas de n'importe quelle Europe, nous ne voulons pas l'Europe à n'importe quel prix.

L'Europe dont nous ne voulons pas, c'est l'Europe qu'on tente de nous imposer aujourd'hui : l'Europe du libéralisme et de la régression sociale.

L'EUROPE ANTI-SOCIALE

Il n'y a pas de construction européenne politiquement neutre : celle qui se dessine aujourd'hui est bel et bien la traduction d'une idéologie précise : la loi du plus fort. L'Europe des libéraux met en concurrence les travailleurs européens à travers la course à la réduction du coût du travail, au lieu de les unir en une véritable communauté d'intérêts comme l'avaient souhaité les pères fondateurs. **L'Europe libérale est devenue synonyme du nivellement par le bas des systèmes de protection sociale.** En imposant leur Europe, les libéraux laissent sur la route tous ceux qui ne sont pas assez «compétitifs» sur les marchés internationaux, divisent les salariés pour mieux régner et renient ainsi un des éléments-clefs de notre identité européenne : l'Etat-Providence.

Il faut refuser cette logique qui consiste à faire croire que l'on peut affronter l'avenir en précarisant, en appauvrissant, en démantelant les droits et protections légitimes des salariés, pendant que les dirigeants des sociétés multinationales se félicitent à l'annonce de leurs profits mirifiques.

Les travailleurs français et européens l'ont exprimé à maintes reprises, aussi bien en apportant massivement leur soutien aux grévistes de décembre 95 qu'en manifestant leur profonde amertume devant la fermeture de l'usine Renault-Vilvorde.

LA LOGIQUE D'AMSTERDAM

Pourtant, la conception libérale de la construction européenne ne cesse de gagner des adeptes : la plus grande partie des gouvernements européens s'y est convertie, y compris, hélas, certains gouvernements sociaux-démocrates. Les derniers débats lors du sommet d'Amsterdam en témoignent.

Pourquoi se le cacher ? Amsterdam a été un échec. Le Bureau national du Parti socialiste, embarrassé, a bien voulu dans sa résolution, parler de premier pas. C'est vrai : **c'est un premier pas... en arrière !** Le résultat du sommet d'Amsterdam, c'est avant tout l'approbation du pacte de stabilité budgétaire et la très décevante résolution sur l'emploi.

Les socialistes ne peuvent pas accepter le pacte de stabilité budgétaire. Il prévoit de sanctionner financièrement, à partir du 1er janvier 1999, tout pays de l'Union dont le déficit public serait «excessif» (c'est-à-dire supérieur à 3% du produit intérieur brut). Son application aboutirait à une catastrophe économique et sociale. Il impose en effet de réduire les dépenses publiques de plusieurs dizaines de milliards de francs et interdit tout soutien à la consommation par la politique budgétaire. Pour nous socialistes, c'est inacceptable. **Cette religion de l'équilibre budgétaire n'est pas la nôtre.** Un déficit budgétaire n'est pas bon ou mauvais en soi. Si la résorption du chômage passe par l'augmentation des dépenses publiques, alors nous ne devons pas hésiter une seconde. **Pour les partisans du Pacte de stabilité, la construction européenne n'a pas pour but l'emploi ou la croissance : seules comptent la stabilité des prix et la crédibilité de la monnaie.** Un ancien ministre de l'économie allemand le résumait ainsi : «Monsieur Jospin n'est pas sérieux : il veut une résolution sur l'emploi». Telle est la conception libérale de l'Europe. Nous ne voulons pas de cette Europe-là !

On nous dira que le gouvernement français a arraché in extremis une résolution sur la croissance et l'emploi. Qu'avons-nous réellement obtenu ? **Une déclaration qui fait la part belle à la conception libérale du marché du travail**, où l'on se félicite des «efforts (...) en matière de modération salariale», et qui appelle de ses voeux l'amélioration de «l'employabilité des travailleurs». Il faudrait encourager leur «adaptabilité au marché du travail», c'est-à-dire la constitution d'une main d'œuvre flexible, malléable et corvéable à merci. Cette Europe-là, nous n'en voulons pas non plus.

L'IMMOBILISME INSTITUTIONNEL

L'échec d'Amsterdam est d'autant plus lourd de conséquences pour l'Europe que **la réforme des institutions s'est soldée par un fiasco retentissant.** Cet enjeu capital a été vidé de tout contenu politique et de toute perspective claire. Prompte à accroître les pouvoirs d'autorités dénuées de toute légitimité démocratique, l'Union ne s'est toujours pas dotée d'instances politiques susceptibles de les remplacer.

Bien sûr, l'Union européenne a vocation à accueillir de nouveaux membres, mais l'élargissement pour l'élargissement n'a aucun sens. La priorité aujourd'hui doit être la **construction d'une plus grande cohérence politique**, qui permette à l'Union de s'affirmer sur la scène internationale et de répondre à la mondialisation capitaliste. La perspective d'une Europe qui ne serait qu'un grand marché n'a aucun intérêt, y compris pour les futurs adhérents de l'Union. Le devoir des socialistes français est de convaincre leurs partenaires européens de la nécessité de changements institutionnels majeurs.

Que cela soit bien clair : parce que notre vision de l'Europe est diamétralement opposée à la logique d'Amsterdam, nous appelons les parlementaires de toute la gauche à refuser la ratification de ce traité.

2
L'Europe que nous voulons

La nécessité de sortir l'Europe du bourbier libéral dans lequel elle s'enfonce aujourd'hui devient une urgence absolue. **L'idéologie dominante impose depuis trop longtemps la stagnation économique et la régression sociale.** Il n'y aura pas d'Europe unie, pas d'Europe des travailleurs et encore moins d'Europe des citoyens si nous ne sommes pas capables de proposer un projet résolument tourné vers l'avenir et le progrès social.

L'EUROPE DE LA CROISSANCE

La convergence économique est un préalable nécessaire à l'UEM. Toutefois, on ne saurait se contenter d'une convergence nominale fondée sur des indicateurs arbitraires qui enferment les gouvernements dans un pilotage à vue d'une année budgétaire à l'autre. Cette convergence doit se faire au terme d'une **politique de croissance**, et non par l'épuisante course aux «trois-virgule-zéro-pour-cent» que les libéraux de toutes obédiences prétendent imposer à n'importe quel prix.

Ce qui réduit les déficits et la dette, ce n'est ni l'augmentation de la TVA, ni les tours de passe-passe comptables, ni les suppressions de crédits publics. **C'est au contraire le rétablissement de la croissance partout en Europe, au moyen d'une politique déterminée de relance de l'investissement et de la consommation.**

LA CROISSANCE AVANT LA MONNAIE, L'EMPLOI AVANT LES ÉQUILIBRES COMPTABLES

Les socialistes et les Français ont accepté le Traité de Maastricht sans enthousiasme. Il ne s'agit pas aujourd'hui de revenir sur les débats du passé, mais de donner à l'Europe les moyens d'inverser les priorités : **la croissance avant la monnaie, l'emploi avant les équilibres comptables.** A défaut de pouvoir revenir sur l'indépendance de la Banque centrale européenne, il s'agit de rééquilibrer ses pouvoirs exorbitants en instaurant **une véritable coordination des politiques budgétaires, tournée vers la résorption du chômage.** La relance de la croissance européenne passe notamment par la construction massive des grandes infrastructures dont nous manquons aujourd'hui (matérielles aussi bien qu'immatérielles : TGV, rénovation urbaine, comme autoroutes de l'information), et par le pari sur les nouvelles technologies. Si les Etats-Unis nous distancent aujourd'hui, c'est grâce à Microsoft, IBM, Intel et Internet. C'est aussi parce qu'ils savent défendre leurs intérêts industriels, comme ils l'ont montré dans le dossier de la fusion entre McDonnell-Douglas et Boeing. La relance de la croissance passe donc surtout par une **véritable politique industrielle européenne.**

UNE NORME SOCIALE EUROPÉENNE

Au risque de bousculer les idées préconçues qui consistent à opposer Europe de l'avenir et Europe des travailleurs, Europe de l'efficacité économique et Europe sociale, nous affirmons pour notre part que ces notions sont indissociables. C'est pourquoi nous exigeons la mise en place d'une véritable **norme sociale européenne**, commune à tous les pays-membres de l'Union. C'est d'abord la garantie qu'en zone monétaire unifiée, la concurrence ne se fera pas par la baisse des acquis sociaux. C'est surtout le moyen de surmonter les réticences légitimes des travailleurs à l'égard de la monnaie unique : **le salaire minimum européen, les garanties en matière de conditions et de durée du travail, ainsi qu'en matière d'égalité hommes-femmes devront être étendues,** bien au-delà de ce qui est actuellement prévu par la Charte sociale européenne.

UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE

Europe des travailleurs, et aussi Europe des citoyens : **plus que jamais, c'est l'Europe démocratique qu'il faut construire.** Cette ambition ne doit pas se réduire à un slogan facile, ou à un vœu pieux de Congrès.Il faut que le **Parlement européen** joue son rôle dans le contrôle des décisions communautaires. Au-delà de la clarification des procédures de consultation et de vote, il doit devenir une **instance politique digne de ce nom, avec une majorité et une opposition.** Il faut aussi contrôler les décisions du Conseil européen, prises trop souvent sans informer les citoyens.

Un tel contrôle suppose qu'à chaque sommet important, **un mandat soit donné au gouvernement par l'Assemblée nationale** (sur des questions comme l'élargissement, la politique de défense et de sécurité, etc.) , mandat assorti de l'obligation de rendre compte devant elle. Enfin, il nous paraît juste que les questions déterminantes (Pacte de stabilité, conditions de passage à la monnaie unique, réforme des institutions), soient tranchées par référendum - pourquoi pas sur une base européenne, plutôt que nationale ? C'est la garantie que les décisions seront prises dans la transparence du débat démocratique, et non dans l'opacité insupportable des réunions d'initiés qui ont abouti à l'échec de la Conférence intergouvernementale.

3
Mener un combat socialiste pour l'Europe

Face à l'impuissance ou à l'ultralibéralisme des institutions

européennes actuelles, **rien ne servirait de reculer devant l'obstacle, de quitter purement et simplement l'Europe en rêvant du socialisme dans un seul pays.** Notre combat, qu'il se mène dans le cadre des institutions ou du mouvement social, est aujourd'hui européen : c'est là finalement la leçon de Vilvorde. Il faut donc créer de nouvelles réponses, changer de perspective pour créer enfin une véritable Europe des citoyens : **politiser le débat européen, au sens le plus noble du terme.**

Historiquement, l'Europe s'est construite sur un équilibre entre sociaux-démocrates et conservateurs. Cet équilibre, les conservateurs l'ont rompu à leur profit depuis des années. Finissons-en à notre tour avec l'Europe du consensus !

L'Europe c'est la paix, nous dit-on ; la remettre en cause, c'est renouer avec les errements du passé. Certes, mais le premier objectif des pères fondateurs, la réconciliation des peuples européens, est aujourd'hui une réalité. Il s'agit désormais d'une nouvelle étape : **débattre ensemble de notre avenir commun.** Engager le débat politique sur l'avenir de notre pays, ce n'est ni être antifrançais, ni vouloir relancer la guerre civile ; pourquoi en serait-il autrement de l'avenir de l'Europe ?

FACE À L'EUROPE DU CAPITAL, L'EUROPE POLITIQUE

Le Parlement européen est à ce jour la seule institution communautaire qui peut légitimement porter un débat politique européen. Qu'il quitte enfin ce consensus mou entre la droite et la gauche !

Mettons fin à cette tradition qui veut que le Parlement soit présidé successivement par un député de gauche, puis par un député de droite ! **A quoi bon affirmer à Paris que le clivage gauche-droite n'est pas moribond si c'est pour le démentir à Bruxelles ou à Strasbourg ?**

La gauche européenne, en adoptant une démarche commune, a les moyens de prouver aux citoyens de l'Union que les décisions prises à Bruxelles sont éminemment politiques. Et si elle ne peut obtenir dans l'immédiat une politique européenne de gauche, qu'elle se lance au moins dans une véritable opposition politique en prenant l'opinion publique à parti.

N'oublions pas que le Parlement européen investit chaque nouvelle Commission et que celle-ci est responsable devant lui. Rien n'empêche la gauche européenne d'utiliser ce pouvoir pour peser sur les orientations communautaires.

Ce que les citoyens européens attendent de la gauche, ce n'est ni la «lisibilité», ni la «pédagogie» mais un projet qui porte les éléments du débat sur la place publique. Lionel Jospin avait justement qualifié l'enjeu des dernières élections législatives de «choix de civilisation», il en est de même au niveau européen. Soyons à la hauteur de l'enjeu !

POUR UNE EUROPE VRAIMENT SOCIALE, UN PARTI SOCIALISTE VRAIMENT EUROPÉEN

Il serait illusoire de croire que les institutions européennes dans leur forme actuelle pourraient mener ce débat : elles seront toujours plus fermes pour condamner les entraves à la concurrence que les licenciements injustifiés. Ce combat, c'est donc à la gauche de le porter.

Mais souvenons-nous un instant : avant Amsterdam, il y a eu Malmö.

Un Congrès du Parti des Socialistes Européens réunissant la majorité des chefs de gouvernements de l'Union Européenne, l'occasion de se féliciter de la victoire du mouvement socialiste en Grande-Bretagne et en France, des discours généreux... et aucun résultat concret.

Pour pouvoir peser sur les orientations de l'Union, il est urgent que le mouvement socialiste européen mène d'abord le débat en son sein.

Les sujets ne manquent pas : flexibilité ou réduction du temps de travail, charters ou véritable politique d'intégration, libéralisation ou service public européen ?

Qu'il s'agisse des expériences réussies des coalitions de gauche dans ces domaines (qu'on pense aux nouvelles politiques de l'immigration lancées au Portugal ou en Italie) ou des traditions nationales (comme la conception française de l'école et plus largement du service public), nous avons beaucoup à partager pour inventer des solutions nouvelles.

C'est du dépassement de nos divergences d'analyses, de la mise en commun nos héritages politiques, que naîtra notre capacité de porter ce débat sur la place publique et, à terme, de rendre aux citoyens l'envie de travailler et de lutter ensemble.

Pour que le Parti des Socialistes Européens cesse d'être une coquille vide, **nous proposons donc que ses Congrès se tiennent sur la base de véritables textes d'orientation, débattus par l'ensemble des militants socialistes de l'Union.**

Outre l'encouragement au jumelage de sections, nos statuts devraient aussi permettre l'adhésion simultanée à plusieurs partis sociaux-démocrates, afin que nos camarades expatriés puissent renforcer les liens entre partis membres du PSE.

A court terme, de telles actions permettraient de faire naître une réelle conscience européenne de gauche et, pourquoi pas, un **programme commun pour les élections européennes de 1999.**

Les élections européennes qui apparaissent aujourd'hui comme de grands sondages nationaux sans réels enjeux, où seuls les mouvements anti-européens tirent leur épingle du jeu, pourraient ainsi devenir un véritable moment de débat politique.

LE MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN : MÊME PATRON, MÊME COMBAT

Pour des sociaux-démocrates, faire l'Europe politique, c'est aussi **construire un rapport de force au profit des salariés de tout le continent :** c'est susciter un large mouvement social européen capable d'imposer les réformes nécessaires. C'est se donner les moyens d'aboutir au Contrat Social Européen, dont le principe a été adopté par le Parti socialiste lors de la Convention consacrée à la mondialisation et l'Europe. Seules les grèves et manifestations unitaires à l'échelle européenne peuvent mettre en échec la stratégie des dirigeants d'entreprises, qui vise toujours (pensons à l'affaire Hoover) à diviser le mouvement social pour faire régner l'ordre libéral.

Or, traditionnellement, les syndicats européens se mobilisent en ordre dispersé. Face à l'Europe libérale, ils plaident de plus en plus souvent pour le repli national. **Le rôle d'un parti de gauche aujourd'hui, c'est de convaincre ses partenaires naturels - les syndicats - que l'Europe peut être une chance pour les travailleurs. Son devoir est d'opposer au refus de l'Europe, qui ne mène à rien, l'ambition fédératrice d'une Europe de gauche.**

Il faut se donner les moyens de cette ambition. La Confédération Européenne des Syndicats, qui refuse l'adhésion de la CGT, officiellement parce que celle-ci ne serait pas assez européenne, se prive ainsi de forces importantes au lieu de saisir toutes les occasions pour créer un rapport de forces à l'échelle de toute l'Europe.

Ce rapport de forces, c'est aujourd'hui, et tous ensemble, qu'il faut le construire ! Si le Parti socialiste et ses partenaires européens affirment haut et fort leur détermination à soutenir le mouvement social et à lui donner un débouché politique, une mobilisation syndicale européenne d'envergure deviendra enfin possible.

C'est de cette façon, qu'en Europe aussi, nous changerons d'avenir.

RENOVER : une méthode, un projet, une équipe

SIGNATAIRES

Marlène MELISSE, Patrice TIROLIEN, Victorin LUREL, Eric JALTON, Félix DESPLAN, Françoois LOUISY, José SEVERIEN, Joël CLAIRY, André JULIEN, Etienne AZEDE, Margot ONESTAS, Henri GEOFFROY, Serge MERI, Simon PHEMIUS, Lucette MICHELY, Franck ORIA, Guy FACORAT, Daniel CAPOU, Fabert MICHELY, Félix MOULIN, José LUDGERN, Michel DELOUMEAUX, Ferdinand GENDREY, Jocelyn JALTON

Les socialistes après leur déroute de 1993, ont fait gagner la gauche. Ils gouvernent à nouveau la France.

En Guadeloupe avec trois députés de gauche, nous avons pris notre part dans cette victoire, renouvelant ainsi notre refus de la droite et confirmant notre espoir dans la gauche.

Nous y avons contribué, en dépit de la crise qui y perdure à gauche et des jeux obscurs de partis.

Dans cette crise, c'est l'autonomie des hommes par rapport aux jeux, qui a sauvé la gauche.

La fédération socialiste, pour sa part, pour la première fois depuis vingt ans ne dispose plus d'aucun siège de parlemantaire, Député ou Sénateur.

En outre, après les avoir dirigées, elle est minoritaire dans les Assemblées Départementales et Régionale ; elle ne contrôle plus que trois communes en Guadeloupe.

Elle est désormais isolée dans la gauche, décrédibilisée dans l'opinion, et nos sections se sont vidées.

C'est l'aboutissement d'une logique et d'une politique dans lesquelles nous nous sommes installés depuis plusieurs années, caractérisées, par une absence d'objectif clairement affirmé, une absence d'ambition collective, une place trop grande faite aux jeux personnels, une distance trop grande par rapport aux attentes de la population, un manque de pilotage et de lisibilité dans la gestion de nos intérêts…

C'est dans ce contexte à la fois de désarroi et d'espérance que nous préparons le congrès de novembre.

Désarroi devant l'ampleur de la crise que nous devons assumer, mais espérance dans l'avenir parce que nous avons la conviction, par l'exemple, que la volonté et l'action, en politique, comme dans les autres domaines de la vie, influencent toujours le résultat.

C'est en effet l'action de rénovation, de restauration des valeurs et de l'image, de crédibilisation du discours et de l'action politique engagée par LIONEL JOSPIN, qui a permis aux socialistes de redevenir un pôle de rassemblement et de faire gagner la gauche.

Au niveau national ce travail doit être conforté, et nous devons y contribuer.

Ici tout reste à faire : c'est la priorité de notre congrès.

Si nous faisons en sorte que le congrès de novembre soit celui de la rénovation et de l'affirmation de priorités claires pour faire face aux difficultés quotidiennes des Guadeloupéens, alors nous aurons crée les conditions du rassemblement des socialistes, alors nous retrouverons l'espoir et nous saurons être au coeur d'une gauche rassemblée, rénovée, mobilisée pour accomplir les changements qu'attendent les Guadeloupéens.

I
NOS PRIORITÉS

A l'ocassion de nos différents congrès et conventions nous avons largement débattu de nos priorités.

Elles découlent d'une situation économique et sociale particulièrement dégradée : taux de chomage persistant de plus de 30 %, insalubrité atteignant 40 % du parc immobilier, échec scolaire dépassant de plus de 10 points la moyenne nationale, des activités traditionnelles en crise…

La Guadeloupe illustre bien cette France d'outre-mer des inégalités qui nécessitent un effort réel de solidarité et une discrimination positive dans le traitement.

Il s'agit notamment, dépassant la notion de péréquaion, de mettre en place des moyens financiers, humains et institutionnels en rapport avec les questions urgentes, spécialement d'emploi, de logement, de salubrité, et de développement :

- Mobiliser des moyens pour développer des activités d'utilité sociale ou locale, créatrices d'emplois effectifs et durables.
- Réduire à 35 heures le temps de travail pour créer l'emploi et le partager.
- Garantir la protection sociale et les retraites.
- Relancer une vraie politique de la ville en liaison avec un aménagement harmonieux du territoire.
- Encourager une politique cohérente en matière d'environnement et d'amélioration du cadre de vie.
- Promouvoir une politique nouvelle de l'éducation : faire de la Guadeloupe une Zone d'Education Prioritaire. Affirmer le rôle pivot de l'école dans le dispositif de cohésion sociale.

L'engagement de l'Etat doit être clair ; il doit se donner les moyens de faire progresser le niveau de formation des jeunes.

- Réaliser l'égalité des hommes et des femmes dans le travail, dans la vie publique et politique en y assurant la représentation à parité des femmes.
- Limiter le cumul des mandats dans le nombre et dans le temps.
- Mener le combat pour la construction d'une Europe politique et sociale respectueuse des intérêts et des droits des peuples.
- Renouveller la coopération Caraïbe.
- Réformer les institutions.

Les adaptations institutionnelles viseront à assurer la cohérence du pouvoir local et à favoriser les conditions de la mise en oeuvre de l'action publique locale au service de l'emploi et du développement économique.

Elles veilleront à préserver l'autonomie des communes et celle des citoyens.

Elles prendront en compte les problèmes auxquels sont confrontées les îles du nord, Saint-Martin et Saint-Barthélémy.

Ces priorités rejoignent celles affirmées par Lionel JOSPIN.

Il s'agit maintenant de faire en sorte qu'elles avancent.

Dans un contexte difficile dans lequel il faut faire face à la cohabitation et au Front national, à un environnement international contraignant, à une Europe récalcitrante sur le social, nous attendons que la volonté politique prime toujours sur les contraintes.

II
RENOVER POUR GAGNER

Le résultat des socialistes atteste bien que le succès et la confiance dépendent beaucoup des hommes et de la structure qui portent le projet.

De ce fait la rénovation met en cause le discours, qui doit être clair et crédible.

Elle met en cause les miliants, les élus, les hommes : ils doivent dans les espaces de vie où ils se trouvent, incarner au quotidien et dans leurs actes, les valeurs du socialisme démocratique et le projet de société porté par les socialistes.

Rénover le parti c'est agir pour réduire le décalage entre la direction du parti, les militants et la population.

C'est restaurer la pratique du vote comme mode démocratique d'arbitrage.

C'est faire en sorte que le parti redevienne un lieu de convivialité de débat de formation de nos militants, un espace de dialogue et d'innovation.

C'est inscrire notre discours dans la réalité quotidienne des Guadeloupéens et de notre pays.

C'est aussi aujourd'hui nous replacer dans notre rôle d'aiguillon d'un parti et maintenant d'un gouvernement qui veulent changer l'avenir.

En d'autres termes c'est incarner par l'image et en même temps se mettre en capacité d'exprimer les vraies attentes des Guadeloupéens, veiller à ce qu'elles aient des réponses et qu'elles soient appropriées par eux.

Faire du congrès de novembre celui de la rénovation, c'est agir dès à présent pour qu'il soit celui de tous les socialistes rassemblés derrière une équipe capable de faire gagner les socialistes et la gauche.

Notre congrès sera ainsi en phase avec le congrès national : conforter la rénovation, rassembler, s'ouvrir, mobiliser.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Parité, la politique au féminin

SIGNATAIRES

Bernadette MERCHEZ, Déléguée Nationale aux droit des femmes, Yvette Roudy (14), Denise Cacheux (59), Edith Cresson, Françoise Gaspard, Michèle Vérité (14), Daniel Baudin (79), Thierry Dimbour (33), Jean Binet (24), Odile Wassemer (87), Jean Posson (37), Annick Aguirre (33), Josy Pouyeto (64), Sabine Desmesures (33), Marie-Rose Koro (51), Chantal Cornier Estève (45), Marie-jo Merchez (93), Najet Mizouni (93), Janine Bessis (21), Christine Priotto (membre du B.N. 26), Elisabeth Auerbascher (65), Cécile Alvergnat (45), Madeleine Darbel (92), Mireille Kerbaol (33), Françoise Cartron (33), Bettina Laville, Maria Eugénia Mignot (75), George Pau Langevin (75), Mireille Dauphin (92), Nicole Meyer (93).

Les femmes furent-elles l'élément décisif de la victoire de la gauche lors des dernières élections législatives ?

Les observateurs politiques seraient en droit de l'affirmer tant fut fortement et positivement ressentie leur présence volontairement importante dans les rangs des candidats socialistes.

Nombreuses, elles dépassèrent les attentes de nos responsables, à tel point que dans bien des circonscriptions, y compris difficiles, les investitures furent l'occasion de vrais choix et ne constituèrent pas des formalités.

Courageuses, elles acceptèrent les parachutages délicats dans des circonscriptions réputées imprenables où les militants étaient rares.

Convaincues et convaincantes, elles furent élues ou réalisèrent des scores plus qu'honorables là où la Droite se croyait invincible.

Professionnelles, elles le prouvèrent au cours de cette campagne puisqu'il faut encore et toujours prouver l'évidence, puisqu'il faut toujours faire plus et mieux simplement parce que l'on est une femme.

Les élections gagnées, le gouvernement (fortement féminisé) constitué, l'objectif de parité fut réaffirmé par le nouveau Premier ministre dans sa déclaration de politique générale.

Mais nous autres femmes savons trop bien que rien n'est jamais acquis, surtout si l'on ne se bat pas pour conserver le peu que l'on a gagné.

L'électorat a compris lui, que le vrai changement viendrait par les femmes. La tentation de considérer cet épisode comme une parenthèse que l'on s'empresse de refermer est grande. Certaines voix s'élèvent déjà dans le Parti pour dire que l'on nous a assez donné et que nous devons nous contenter de ce que nous avons. Pourtant, de la même façon qu'il y eut un avant et un après la liste paritaire pour les européennes, il y a un avant et un après les élections législatives de 1997. Mais c'est à nous, femmes socialistes, de savoir nous regrouper pour que l'essai soit transformé. Il convient, ici, de saluer la conviction de notre Premier secrétaire devenu Premier ministre qui a voulu, organisé, mené à bien cette avancée de la cause des femmes que l'on peut qualifier d'historique.

A partir de ces données, positives, on peut se poser quelques questions. La première pourrait être : **la Parité, pourquoi ?**

Fossé qui se creuse entre les français et les hommes politiques, sentiment d'être mal représentés par ceux qu'ils ont élus, le diagnostic sur la crise de la démocratie est très largement partagé. Près des deux tiers de nos concitoyens considèrent que la démocratie fonctionne mal, ils doutent des responsables dont ils ne comprennent plus le langage. Le succès des candidates lors de ces dernières élections s'explique en grande partie par leur manière de parler des problèmes quotidiens: le panier de la ménagère, elles connaissent: elles le portent!

La parité constitue un mode de représentation différent plus juste, plus conforme à la sociologie du corps électoral. C'est l'un des leviers essentiels pour faire évoluer notre démocratie.

La Parité est une condition sine qua non du changement, elle ouvre la voie à une autre façon d'exercer le pouvoir qui ne soit plus une domination de l'autre mais qui collabore avec l'autre à la promotion de valeurs différentes.

Ces valeurs, il convient de les identifier, de les nommer afin de leur donner un corps, une consistance. Après tout, faire naître est bien notre rôle spécifique, même s'il est loin d'être notre unique rôle.

LE FÉMINISME EST UN HUMANISME

Nos revendications font sens pour tout le monde. L'humanité évolue grâce à la reproduction sexuée, la science et la génétique en particulier ont prouvé cette évidence. Le féminin n'est pas le complément du masculin, mais l'humain est à la fois mâle et femelle et ne peut exister sans cette dualité.

En politique, le retard est incontestable, on en est encore à s'interroger sur «la place des femmes dans la société». S'interroge-t-on sur la place des hommes ou sur ce que serait une société sans femmes?

Il est temps d'intégrer des valeurs féminines dans les réflexions politiques.

Depuis la révolution industrielle, les tâches traditionnellement dévolues aux femmes furent assurées hors du champ salarial, elles «n'avaient pas de prix» dans tous les sens du terme. C'est ainsi que la prévention, les soins aux enfants et aux personnes âgées ou malades, l'éducation, l'entretien de la maison, le maintien du lien social, l'hygiène étaient assurés par les femmes sans que l'idée même de rémunération ne vienne à l'esprit.

Dans la société majoritairement rurale du 19e siècle, l'organisation du travail laissait aux femmes le soin de l' «intérieur», qui n'apportait pas de valeur ajoutée.

Ces domaines correspondent aux «petits boulots», «emplois de proximité», «emplois de service» mais aussi aux TUC, CES et autres appellations qui recouvrent une même réalité : celle d'emplois sous payés, sous qualifiés, sans valeur et pourtant essentiels pour qu'une société soit tout simplement vivable.

De la même façon, la femme procréatrice intéresse les démographes, mais le «travail» de gestation n'est en rien considéré comme productif. La logique purement comptable des économistes laisse de côté le facteur humain et, si les femmes en sont les première victimes en matière d'emploi, les hommes subissent le mal-être qui en résulte à part égale avec les femmes.

CALCULER AUTREMENT

Prendre en compte la prévention dans les différents budgets, santé, éducation, travail, logement, transports, etc..., n'est-ce pas à moyen et long terme réaliser d'importantes économies ?

Le fait d'être résolument hostiles à tout ce qui ressemble au salaire maternel n'empêche pas de réfléchir à la possibilité pour des parents de réserver du temps à l'éducation de leurs enfants. L'ouverture de

droits à la retraite, au chômage, à la formation continue au moment de la reprise d'activité, l'individualisation des droits pour la sécurité sociale permettraient à chacun un véritable choix d'aménagement de son temps de travail tout au long de la vie.

Le «travail invisible» des femmes devrait entrer dans le calcul de la richesse nationale.

Le problème se posait de la même façon pour les conjointes d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs. Un statut leur a été attribué en 1982, lorsque Yvette Roudy était ministre des Droits de la Femme. L'exemple est à reprendre.

«LES FEMMES ET LES ENFANTS D'ABORD»

Ils sont les premiers qui doivent être sauvés en cas de naufrage, mais les derniers auxquels s'intéressent une société dominée par le Marché, sauf pour les inciter à consommer, bien entendu.

A écouter les médias, l'enfant est d'abord une charge financière (coût de l'écolier à la rentrée, coût du troisième enfant...), une entrave à la carrière professionnelle ou bien un problème (gamins qui traînent la nuit, victimes des pédophiles, jeunes casseurs...). Parfois, on entend dire que l'enfant est une richesse, mais ce sont des bergers africains qui parlent dans des reportages ethnographiques que l'on observe avec curiosité.

Oui, l'enfant est une richesse, inestimable, donc non estimée.

Parlons des congés maternité, inchangés depuis des décennies. Parlons des conditions de travail et des horaires des hommes et des femmes qui ne respectent en rien le rythme des enfants, de l'urbanisme, de la pollution, de l'habitat, de tous ces domaines où la place de l'enfant et de l'adolescent ne fait pas partie des critères de choix.

Remettre l'Homme au centre du système économique c'est intégrer ces différents critères.

LES DROITS PROPRES DES FEMMES

Longtemps considérée comme mineure, entièrement soumise à son père ou à son mari, la femme a peu à peu conquis ses droits de citoyenne à part entière. Mais il reste des zones d'ombre transversales d'ailleurs aux différentes compétences ministérielles. C'est pourquoi il nous paraît indispensable de créer une structure spécifique aux droits des femmes, au minimum une délégation ministérielle.

Droit à l'autonomie :

D'autres mesures sont à prendre pour aller vers une réelle autonomie :

- *possibilité de transmission du nom à ses enfants,*
- *disparition de la notion de foyer fiscal et imposition par tête,*
- *statut autonome pour les femmes immigrées.*

Droit à la dignité :

- *pour une loi antisexiste,*
- *droit pour les associations militant contre les violences à ester en justice à la place des femmes qui le demandent,*
- *droit à l'asile politique pour les femmes persécutées en raison de leur sexe,*
- *lutte contre la prostitution, avec la création de services sociaux spécialisés dans chaque département,*
- *imprescriptibilité des crimes sexuels contre les mineurs.*

Droit de choisir. Droit à la santé :

Les luttes pour l'avortement et la contraception sont loin, le temps du militantisme médiatique est passé, les caméras aujourd'hui se braquent plus volontiers sur les extrémistes anti-IVG. Mais, à coté de ces illuminés, leurs amis plus silencieux travaillent pour saper ce droit «insupportable» qu'ont les femmes à disposer de leur corps.

Nous demandons :

- *une campagne d'information sur la contraception,*
- *un statut pour les centres d'orthogénie (contraception et I.V.G.) et pour les médecins qui y exercent,*
- *le remboursement de tous les moyens contraceptifs,*
- *la dépénalisation totale de l'I.V.G.,*
- *la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures qui veulent avorter,*
- *une possibilité de suivi médical spécifique de la puberté à la ménopause.*

Droit au travail :

Les femmes sont toujours plus nombreuses à exercer un emploi salarié. Il s'agit là d'une évolution irréversible pour laquelle il convient de fixer certaines règles :

- *limitation du temps partiel contraint,*
- *évaluation et application réelle de la loi sur l'égalité professionnelle,*
- *en cas de temps partiel choisi, possibilité d'ouverture de droit de retraite à taux plein,*
- *réelle ouverture de toutes les filières professionnelles aux filles,*
- *diversité des modes de garde pour les enfants, généralisation de l'accueil des enfants de deux ans à l'école maternelle.*

LA SECONDE QUESTION QU'IL IMPORTE DE SE POSER C'EST : LA PARITÉ, COMMENT ?

Une modification de la Constitution est-elle indispensable ou une loi organique est-elle suffisante ?

Juridiquement, le principe de l'égalité d'accès des femmes et des hommes aux mandats politiques correspond à l'esprit de toutes les constitutions modernes. Dans le préambule de la Constitution française de 1946, il est écrit que «la loi garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme».

«Garantit», cela ne se réduit pas à un simple droit à l'éligibilité, il faut en garantir les conditions d'exercice. Pour le professeur Francine Demichel, «une loi constitutionnelle ne paraît pas nécessaire pour établir la parité car rien, au fond, dans la Constitution ne s'oppose à la parité. Seule est interdite la discrimination entre les citoyens». Une loi organique peut être suffisante pour établir la parité.

Cette solution apparaît comme la plus sûre pour parvenir à notre objectif.

Une fois juridiquement établie, la Parité ne sera pas effective du jour au lendemain, il est donc nécessaire de prévoir un certain nombre de mesures y conduisant qui constituent des étapes :

- *fixation de quotas assortis de calendriers évolutifs,*
- *préférence aux scrutins de liste avec représentation paritaire,*
- *limitation du cumul des mandats en nombre et dans le temps,*
- *exigence démocratique au sein des partis politiques avec l'obligation de comptes rendus de mandats. La désignation des candidats par le vote direct des militants est une mesure qui va dans le bon sens,*
- *financement des partis politiques proportionnels au respect de la parité.*

LA PARITÉ AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE

Nous ne pouvons conclure cette contribution sans réserver un chapitre à la place des femmes dans notre Parti. C'est bien là que tout doit commencer !

- *parité dans les instances nationales et fédérales,*
- *désignation d'une secrétaire fédérale aux Droits des Femmes dans chaque Fédération.*

Les femmes devraient avoir leur mot à dire dans la désignation de celle qui les représente. On peut imaginer de réunir une assemblée générale des femmes et de les faire voter.

- *réunion régulière de la commission nationale Femmes,*
- *mise en place d'une «école des cadres du Parti» où l'histoire de la lutte des femmes aurait toute sa place,*
- *création d'un statut du responsable politique comparable au statut du militant associatif,*
- *formalisation des relations entre le Parti et l'Assemblée des Femmes, association loi 1901 reconnue lors du congrès de Bordeaux, à l'instar de ce qui se fait dans tous les partis de l'Internationale Socialiste.*

«Un jour, la jeune fille et la femme auront paru ; dont le nom ne sera plus seulement le contraire de la virilité, mais quelque chose en soi, quelque chose qui n'évoque pas l'idée d'un complément, d'une limitation, mais celle de la vie, de l'existence uniquement : la femme être humain».

Rainer Maria Rilke : «lettres à un jeune poète»

Souhaitons toutes voir ce jour arriver.

La formation continue au service de la lutte contre l'exclusion et les inégalités

SIGNATAIRES

CONSEIL NATIONAL GIRONDE 33 :
Jean-François NALLET

CONSEIL NATIONAL ESSONNE 91 :
Jean-François NOEL

CONSEIL NATIONAL INDRE ET LOIRE 37 :
Jean-Patrick GILLE

CONSEIL NATIONAL LOIRE 42 :
Gérard LINDEPERG

Dans une société soucieuse de favoriser à tout moment l'expression des citoyens et l'épanouissement des producteurs, l'éducation se doit d'être permanente : la formation tout au long de la vie mérite de quitter le statut de slogan pour devenir une véritable orientation politique.

Les salariés, pour beaucoup d'entre eux peu ou mal qualifiés, les demandeurs d'emploi dont la durée du chômage contribue dramatiquement à leur déqualification progressive, les entreprises dont les performances dépendront de plus en plus des qualifications de leurs collaborateurs, doivent trouver dans le développement d'une formation des adultes réellement qualifiante une réponse adaptée à leurs aspirations et leurs attentes.

Ce développement suppose tout d'abord que chacun puisse bénéficier lorsqu'il le souhaite d'un véritable droit individuel propre à construire son projet, définir les voies pour y parvenir, un droit à l'orientation. Cette perspective ouverte par la loi du 31 décembre 1991 doit être renforcée et comprendre un droit à la validation, permettant de traduire en compétences reconnues les acquis antérieurs, l'expérience déjà accumulée, reconnaissance qui doit s'imposer au sein de tout système de diplôme comme au sein du marché du travail.

Cet objectif suppose ensuite un rapprochement volontariste des différents systèmes d'évaluation (Education Nationale, Titre Homologué, Certificat de Qualification Professionnelle définis par les branches) de sorte que soient clairement déterminées toutes les équivalences et passerelles, conditions nécessaires à l'efficacité de ces nouveaux droits, qu'il convient de réserver par priorité aux travailleurs, chômeurs ou non, sans qualification professionnelle reconnue, ou titulaire d'une qualification menacée d'obsolescence.

Dans le même sens, et sur les mêmes priorités, les perspectives ouvertes par la loi du 4 juillet 1990 traçant le principe d'un droit à la qualification, serviront de base à une vaste concertation entre l'Etat, les Régions et les partenaires sociaux de sorte que la promotion sociale redevienne pour ceux et celles qui en attendent une meilleure reconnaissance sociale, une insertion plus assurée, un emploi plus sûr, une perspective de nouveau largement accessible.

Dans cet effort qui vise à placer notre dispositif de formation des adultes sous les attentes de la demande sociale, il importe, plus de 15 ans après les lois de décentralisation construites et votées par les Socialistes, de préciser les responsabilités respectives de l'Etat, des Régions, des autres collectivités territoriales, des partenaires sociaux et des entreprises.

La Formation Professionnelle Continue, et encore plus l'Education permanente sont au service d'une multiplicité d'objectifs individuels et collectifs, sociaux et économiques : c'est sur cette base que doivent être redéfinies les responsabilités des uns et des autres, mais aussi les complémentarités en définissant ou rappelant les règles communes qui doivent être respectées par tous, et en faisant émerger les outils techniques à la disposition de tous les acteurs. Tournant le dos à des querelles de territoire et de compétence, la formation continue redeviendra, sur ces bases, l'obligation nationale, qui, selon la loi, s'impose à tous.

Contribution Jean Jaurès

Pour un fonctionnement rénové de notre Fédération

SIGNATAIRES

SECTION :
Robert PEDEVILLA, (EDF)
Paul JUHEM, (CABRIES)
Geneviève COURAUD, (MARSEILLE), Membre du Conseil national
Frédéric ROSMINI, (MARSEILLE)
Charles CORTEGGIANI, (MARSEILLE)
Gérard VERYERAS, (AIX en PROVENCE)

I
CONTRIBUTION AU DEBAT

Notre Fédération a été traversée au cours de ces dernières années, par des soubresauts qui ont largement contribué à altérer la crédibilité de notre formation politique, tant au niveau de notre éléctorat, qu'au niveau des instances nationales.

Les querelles de personnes, si elles ont toujours existé, ont pris depuis une dizaine d'années une telle dimension, qu'elles ont souvent accaparé une grande part de l'énergie que les cadres fédéraux auraient pu consacrer au combat contre nos adversaires.

Le fonctionnement de l'appareil fédéral en a été gravement altéré et cela a conduit à des dysfonctionnements majeurs (comme ce fut le cas lors de la désignation de nos candidats aux élections législatives), puisque cette désignation s'est faite dans des conditions telles que le bureau national du parti a diligenté une commission d'enquête.

Il nous faut donc profiter du prochain Congrès pour retrouver les conditions de la confiance et de l'unité.

C'est le sens que les signataires de la présente contribution veulent donner à leur démarche.

II
POUR UN FONCTIONNEMENT RÉNOVÉ DE NOTRE FÉDÉRATION

Nos principales difficultés de fonctionnement sont inconstestablement dues à une "appropriation" de la fédération par un groupe dominant.

Cela n'est pas nouveau et l'équipe fédérale actuelle ne fait que perpétuer un système auquel s'est toujours référée notre fédération.

Reste que le souci de démocratie affiché par les militants et surtout par des sympathisants qui pourraient rejoindre notre combat nécessite que nous soyons désormais capables de sortir d'un système clanique pour déboucher sur une mobilisation accrue des militants et une implication active de tous les cadres fédéraux, pour que la fédération vive en permanence et pas seulement à l'occasion des campagnes électorales.

Il convient d'affirmer clairement que cette démarche n'est réaliste que si chacun est bien conscient qu'aucune solution durable ne vaudra pour notre parti, si elle se limite à vouloir remplacer un clan par un autre.

III
L'ANIMATION DU DÉBAT POLITIQUE DANS LES BOUCHES-DU-RHONE

La crise latente et ses rebondissements depuis une dizaine d'années dans les Bouches-du-Rhône peuvent laisser entendre que les dirigeants sont uniquement préoccupés par leurs querelles internes et qu"ils abandonnent le débat politique.

En effet, il nous faut enfin repréciser le rôle d'impulsion d'idée que doivent assumer les instances fédérales : conseil fédéral, secrétariat fédéral et futur bureau fédéral, et exiger que les cadres fédéraux soient appréciés sur ce mandat politique global et pas seulement sur leurs fonctions d'élus qui relèvent d'une autre logique et d'une autre appréciation.

Dans la culture clientéliste que nous avons toujours connue dans ce département, il est évident que l'on a des difficultés à extraire le statut de nos cadres fédéraux de leurs mandats électifs. Il est donc temps que l'on apprécie l'impact global du secrétariat fédéral, et de chaque secrétaire fédéral sur le terrain purement politique. Cela constituerait une mutation déterminante de notre mode de fonctionnement et redonnerait instantanément une impulsion nouvelle à nos travaux.

En bref, il convient de cesser de sur-légitimer les fonctions électives à l'égard des missions d'animations fédérales ... chacune d'elles ayant sa logique et ses contraintes.

IV
LA PLACE DES SECTIONS

Les sections sont les unités de base de la reconquête. Pourtant, aujourd'hui, souvent organisées selon un mode hiérarchique, elles sont généralement cantonnées dans l'exécution des décisions de leur Secrétaire.

Il faut rétablir dans toutes ses dimensions la notion de **MILITANT.** C'est la VOLONTE POLITIQUE de proposer, de débattre et d'agir pour des projets socialistes qui doit être promue dans notre marche vers la rénovation.

On ne peut plus se borner à compter seulement sur les amitiés, le dévouement ou les dettes morales.

Il faut aussi reconnaître au militant des DROITS DÉMOCRATIQUES valables à l'intérieur de la section comme dans les autres instances fédérales, en particulier ceux d'être écouté et respecté, correctement informé,

© Fondation Jean-Jaurès

de participer aux débats et aux votes des décisions importantes etc.

Sans ces droits, pas d'émergence de nouvelles forces pour assumer les DEVOIR MILITANTS. C'est l'efficacité de nos sections qui est en jeu. (Voir annexe).

V
CE QUE NOUS PROPOSONS

Les signataires veulent donc que la Fédération Socialiste soit un lieu de bouillonnement politique, s'appuyant sur les sections, les instances fédérales autant que sur les organisations d'élus.

Nous nous situons sans ambiguïté dans le cadre des recommandations du bureau national du P.S. du 4 mars 1997 à l'égard des dirigeants socialistes des Bouches-du-Rhône.

Ainsi, le shéma de fonctionnement fédéral pourrait donc se déterminer à partir :

- **D'UN CONSEIL FÉDÉRAL:** réuni au moins 5 fois par an (tous les 2 mois hors congés) pour débattre des grandes questions politiques, auxquelles les militants de notre département sont confrontés.

- **D'UN BUREAU FÉDÉRAL:** se réunissant tous les 15 jours pour arrêter les positions politiques à adopter dans le prolongement des travaux du Conseil Fédéral et en fonction de l'activité et des délibérations de notre groupe politique dans chacune des institutions territoriales.

- **D'UN SECRETARIAT FÉDÉRAL :** organe exécutif des décisions du Conseil Fédéral et du Bureau.

En plus de ces instances purement statutaires de la compétence directe des délégués au Congrès, les signataires considèrent comme absolument indispensable de donner une nouvelle impulsion aux Comité Ville de Marseille et dispositifs analogues dans d'autres villes, comme interface entre les sections et nos élus aux Conseils Municipaux et de relancer le fonctionnement complètement oublié de la Fédération des Elus Socialistes et Républicains (F.N.E.S.R.), comme lieu d'échange entre les militants du parti et les élus.

le Conseil Fédéral
le Bureau Fédéral
le Secrétariat Fédéral
les Sections
les Comités Ville
la Fédération des Elus Socialistes et Républicains

Voici les six instruments privilégiés de la reconquête du P.S. dans notre département à la condition que ces institutions bénéficient d'une authentique revalorisation, dans l'esprit de nos dirigeants autant que dans celui des militants.

VI
PRENDRE LE TRAVAIL DES MILITANTS AU SÉRIEUX

Un des problèmes objectifs de notre parti est le sort réel qui est réservé aux suggestions des militants voires aux orientations prises lors des commissions, des conventions thématiques ou en section.

Quelle possibilité y a-t-il, par exemple, d'une prise en compte des orientations des militants du parti dans les assemblées délibérantes où nous avons des représentants ?

Poser la question, c'est y répondre (hélas par la négative) et cette situation (nous devons avoir l'objectivité de le dire) n'a pas été créée par la direction actuelle. Tout se passe en effet comme si les travaux et les délibérations du parti se déroulaient de manière intemporelle et n'étaient en aucun cas destinés à entrer en application.

Ce que nous proposons, c'est donc d'utiliser la réflexion des sections et des commissions thématiques du parti par le travail de nos groupes d'élus (au Conseil Départemental et à la Ville de Marseille). La même impulsion doit être donnée dans le département à la relation entre les sections et nos représentants élus au sein des municipalités.

VII
LE CUMUL DES FONCTIONS ET DES MANDATS

Pour que le principe évoqué ci-dessus puisse avoir tout son sens, il conviendrait de ne pas favoriser le cumul de responsabilité de section et celui de Maire d'une commune, de manière à différencier les rôles et de favoriser l'échange nécessaire.

De la même manière, nous devons au plan fédéral proscrire le cumul des mandats électifs, mais également le cumul des reponsabilités fédérales et il serait hautement souhaitable que :

- le Président et le Secrétaire du Conseil Fédéral
- le Président et le Secrétaire du Bureau Fédéral
- le 1er Secrétaire et le Secrétaire à la coordination du P.S.
- le Président et le Secrétaire d'un Comité Ville
- le Président et le Secrétaire de la Fédération des Elus

soient des personnes différentes (en veillant à l'équilibre hommes/femmes ainsi qu'à une bonne répartition géographique). Ce seraient ainsi plus de dix dirigeants (outre les secrétaires fédéraux) et nos élus qui porteraient la voix des socialistes des Bouches-du-Rhône et auraient à impulser notre combat commun sur leur domaine de compétence.

VIII
LES ADHESIONS ET NOTRE PRATIQUE MILITANTE

Pour entrer dans une autre ère de fonctionnement du parti dans les Bouches-du-Rhône, il faut que cesse le phénomène d'inflation subite des effectifs à chaque enjeu électoral ou à chaque congrès.

Cette question est capitale, c'est pourquoi la consitution de la future "commission électorale" sera déterminante de la volonté collective de tourner la page du clientélisme.

Nous devons tous ensemble engager une authentique campagne d'adhésion. Il faut, en effet, ques les Bouches-du-Rhône restent dans le groupe des grandes fédération du P.S., mais il convient que ce soient des individus qui aient réellement fait le choix personnel d'adhérer ou de ré-adhérer à un parti qui défend des valeurs clairement affirmées.

Cette campagne d'adhésion sera facilitée par l'action militante sur le terrain menée avec les acteurs sociaux et les partis amis, pour fédérer les volontés de changement et faire connaître la politique du gouvernement.

EN CONCLUSION , les signataires ont prix l'initiative d'élaborer cette contribution, pour rassembler les militants qui, comme nous, font le constat lucide des insuffisances de fonctionnement et souhaitent y apporter des remèdes et être des acteurs d'une fédération rénovée.

Dans notre Fédération, comme ailleurs, il y a eu ces dernières années, un abus du terme "rénovation" que chacun s'approprie comme un talisman. Pour nous, la rénovation telle que Lionel JOSPIN l'a exposée, doit nécessairement intégrer :

1) une place accrue des femmes aux responsabilités

2) une limitation drastique du cumul des mandats et des responsabilités politiques

3) une transparence totale des adhésions et un regard objectif sur la réalité du travail des sections

4) une prise en compte réelle des débats et suggestions des militants tels qu'ils ressortent des travaux des sections, des commissions et des conventions

5) une répartition des tâches tenant compte de toutes les sensibilités du parti, dans un esprit de responsabilité partagée et prenant prioritairement en compte le travail militant

6) par ailleurs, une charte de fonctionnement des sections (voir annexe) devrait être instaurée et mise en oeuvre pour garantir la libre parole et des conditions de fonctionnement démocratiques

Nous appelons tous les militants qui partagent notre volonté de rénovation, à signer et à défendre cette contribution au prochain congrès fédéral.

IX
ANNEXE

CHARTE DE FONCTIONNEMENT DES SECTIONS

UNE DIRECTION

• collégiale : bureau minimal de trois (moins de 30 adhérents) à dix membres (plus de 100 adhérents)

• démocratiquement élue (Secrétaire et bureau)

• réprésentative (femmes et sensibilités minoritaires)

• garantissant l'expression de tous

DES REUNIONS PLEINIERES REGULIERES ET PRÉPARÉES :

• a minima 1 fois par mois,

• convocation systématique et ordre du jour bâti en réunion

• secrétariat de séance, et cahier de comptes-rendus accessible à tous les adhérents

• diffusion des décisions et orientations de chaque réunion avant la réunion suivante

• temps d'intervention du bureau limité à la moitié du temps de réunion plénière.

Une parole partagée :

• inscription des intervenants

•temps de parole équilibré selon les points de vue

UN EXERCICE COLLECTIF DU POUVOIR :

• par un votre obligatoire dans les cas importants : motions et prises de position, élections de candidats et de leurs suppléants en interne ou en externe, budgets et grosses dépenses, organisation de la Section, exclusions, etc ...

• par le compte-rendu de mandat :

- des militants élus par la section dans les structures du Parti,
- des élus du peuple originaires de la section.

LA PRIORITÉ AU TRAVAIL DE TERRAIN :

• par les moyens traditionnels même en dehors des périodes électorales : contacts directs, présence régulière et diffusions de papiers nationaux mais aussi de tracts de la Section dans les lieux de vie, porte-à-porte, affichages, manifestations, etc...

• par des rencontres organisées avec des secteurs associatifs, syndicaux ou corporatistes, sur la base de thèmes de rassemblement :

- contre l'exclusion, pour de nouvelles solidarités,
- contre les idées de l'extrême-droite,
- pour la justice sociale,
- pour les avancées démocratiques, etc ...

Pour fédérer les volontés de changements, adoptons des comportements plus attractifs

Pour un congrès vraiment ordinaire

SIGNATAIRE

Daniel PERCHERON

Notre congrès se déroulera à la date prévue. C'est un congrès ordinaire trois ans après le congrès de Liévin.

Entièrement tourné à l'origine vers la bataille des législatives, il aura à faire un premier bilan de l'action du gouvernement dirigé par Lionel Jospin.

Il aura vraisemblablement aussi à figer ou à modifier des rapports de force internes, sans grand intérêt, mais qui ont entraîné lors des congrès précédents, (Rennes, l'Arche, Bordeaux, Le Bourget, Liévin) une véritable instabilité à la tête du Parti. Notre congrès s'efforcera sans doute également de décrire l'avenir dans un monde imprévisible.

I
UN CONGRÈS DE BILAN

La victoire exemplaire d'un parti de militants

Les militants dans leurs sections et leurs fédérations, les délégués au sein de leur congrès fédéral et national auront d'abord à mesurer et à confirmer la véritable performance politique accomplie par leur parti depuis l'élection présidentielle.

En maitrisant le processus de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, les militants socialistes ont fait définitivement de leur parti un parti de militants. Confirmant ensuite leur volonté de démocratie directe ils ont choisi à nouveau le premier d'entre eux. C'est cette double légitimité, présidentielle et partisane, qui a permis à Lionel Jospin de fédérer, à nouveau, plus de vingt ans après Epinay, les forces du socialisme français et d'obtenir du parti un travail en profondeur qui a abouti à un program-

me et à un système d'alliances, à la victoire aux élections législatives anticipées de 1997. A toutes les étapes, programmatiques et politiques, les militants ont été associés, consultés, respectés. Depuis février 1995 les 100 000 militants socialistes ont eu le premier et le dernier mot. Emergence des candidatures féminines et emploi des jeunes, entrée des Verts à l'Assemblée nationale et priorité à l'éducation Nationale, les conditions politiques de notre victoire comme les premières décisions du gouvernement de la gauche relèvent des choix démocratiquement faits par les militants socialistes sous l'impulsion et sous l'autorité de leur premier secrétaire Lionel Jospin. Le congrès de Brest a pour premier devoir de rappeler ces évidences qui nous concernent toutes et tous. Le parti socialiste, à l'heure d'Internet et de la mondialisation, tire d'abord sa force de sa démocratie militante.

Un réformisme exigeant et prudent

A la tête du gouvernement «pluriel» Lionel Jospin a imposé son rythme et sa méthode. C'est une donnée nouvelle pour la gauche, historiquement tentée par les ruptures, les accélérations, les improvisations. Cette maîtrise du temps gouvernemental correspond à l'attente des Français qui demandent aujourd'hui plus à comprendre qu'à s'enthousiasmer. Ce contrôle des actes gouvernementaux inscrit également la cohabitation dans la durée, ce qui est très important pour la politique économique et sociale. Cette autorité sur l'événement politique, proche du mendésisme, renforce enfin l'efficacité d'un gouvernement de coalition fragile par définition.

Le congrès doit saluer et approuver cette démarche exigeante, quant au respect des engagements, et prudente quant à la sensibilité de la société française qui n'en finit pas de recourir à l'alternance.

La clarté et la précision de cette nouvelle méthode de gouvernement, aussi simple que délicate à mettre en oeuvre, facilite et porte aussi le travail traditionnel d'explication militante. Le rôle du parti, politique et militant, est ainsi naturellement balisé.

II
UN CONGRÈS DE PERSPECTIVES

Tout au long de la préparation du congrès, attentifs à la conduite du pays par le gouvernement de gauche, les socialistes aborderont les grands thèmes que, paradoxalement, la campagne électorale récente a ignorés ou simplement effleurés.

Capitalisme de l'an 2000 : comment lui résister ?

La gauche, en France comme ailleurs, ne prétend plus aujourd'hui construire une «société socialiste». Elle veut, plus en France qu'ailleurs, conjuguer l'efficacité économique et le progrès social, le marché et l'égalité des chances. D'où son réformisme qui ose enfin, sous Jospin, dire son nom et sa légitimité.

Pendant plus d'un siècle le mouvement socialiste a désigné le but à atteindre, l'utopie à réaliser, les paradis à conquérir : la société sans classe, la société socialiste. Et expliqué ainsi tous les combats, tous les petits pas, toutes les grandes victoires de cette longue marche vers le bonheur.

En cette fin de siècle le but a disparu et même l'ennemi n'est plus vraiment identifié. D'où le désarroi des couches sociales les plus menacées par le triomphe absolu du capitalisme. N'est-il pas temps, dans une phase défensive, provisoire sans doute, de dire clairement quel capitalisme nous refusons et nous combattons : le capitalisme anglo-saxon, et quelles sont les lignes de résistance que nous voulons lui opposer en France et en Europe ?

L'Europe de la monnaie unique : et s'il y avait vraiment danger ?

La banque centrale européenne, à l'affût du plus petit frémissement inflationniste, va gérer la monnaie unique européenne. En toute indépendance et en toute liberté. Aucun président, aucun gouvernement, aucune opinion ne pourra lui dicter sa conduite.

Les peuples ont souhaité et accepté l'Europe de la paix et du commerce ; supporté sans la comprendre la politique agricole commune, la seule politique européenne qui est tout sauf libérale. (Ah si les ouvriers français de Renault et Peugeot pouvaient fabriquer et vendre des voitures à prix garantis et en quantité illimitée, subventionnées, par les contribuables européens, à l'exportation).

Depuis quelques années ils hésitent légitimement à quitter le cadre protecteur de l'Etat-Nation, c'est à dire de l'Etat-Providence imposé par le mouvement ouvrier, pour le cadre mal défini et peu rassurant de l'Europe des marchés.

C'est dans le cadre de l'Etat-Nation que la gauche a pu, démocratiquement, imposer l'Etat Providence. Grève après grève, élection après élection, victoire après victoire. Lui appartient-il d'affaiblir, de démanteler même partiellement cette construction en choisissant de faire l'Europe par la monnaie sans avoir la garantie que les peuples auront le dernier mot ?

Et si la monnaie unique, faute de gouvernement européen et de volonté politique européenne, était la voie royale empruntée par le capitalisme anglo-saxon pour dominer les sociétés européennes ?

La fiscalité : Ne pas défaire l'alliance des classes moyennes et des classes populaires

La tentation est grande (et légitime) de proposer aux Français un nouveau partage des richesses produites par une véritable réforme de la fiscalité.

De concession en concession, l'impôt juste et progressif, l'impôt sur le revenu, ne joue plus son rôle.

Les impôts indirects, la T.V.A., notamment remplissent les caisses de l'Etat. La voie semble tracée : augmenter l'impôt direct, diminuer les impôts indirects. Elle est cependant lourde de dangers pour notre parti : les classes moyennes ne supporteraient pas une augmentation de l'impôt sur le revenu, les couches populaires (1 foyer sur 2 ne paie pas l'impôt direct) se révolteraient contre la perspective de l'imposition directe. La solution réside sans doute dans l'instauration de l'impôt prélevé à la source. Cela demande beaucoup de pédagogie. N'oublions jamais que de grands syndicats sont descendus dans la rue pour protester contre la C.S.G. de Michel Rocard (un modèle de justice sociale et fiscale).

L'aménagement du territoire : Enfin une priorité, enfin une fidélité ?

La région Nord-Pas-de-Calais a subi et subit encore de plein fouet toutes les conversions, toutes les mutations, toutes les crises et toutes les adaptations : charbon, textile, sidérurgie, construction navale, pêche, etc., etc... Un monde industriel n'en finit pas de mourir et rien ne le remplace vraiment.

Il y a plusieurs France, la nôtre, celle du Pas-de-Calais, habituée aux 20 % de chômage et d'autres plus heureuses et

beaucoup plus riches. Il ne s'agit pas bien sûr de les opposer mais il serait à l'honneur de la gauche de panser enfin les blessures des terroirs industriels qui lui sont restés fidèles, envers et contre tout.

Prenons un seul exemple : de 1993 à 1997 le bassin d'emploi de Saint Nazaire a bénéficié de 6 milliards (600 milliards d'A.f.) d'aides à la construction navale. C'est bien. De 1993 à 1997, le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (1 million de personnes) a vu ses crédits spécifiques de réindustrialisation passer de 200 à 35 millions de Francs. C'est honteux.

Le Pas-de-Calais a voté à 65 % à gauche. Il y croit toujours. Aurait-il tort ?

III
UN CONGRÈS D'ÉQUILIBRE

Le rôle de Lionel Jospin

La gauche l'a emporté une troisième fois. Cette victoire doit beaucoup à la personnalité et au travail de Lionel Jospin. Sa décision de ne pas demeurer le premier secrétaire de notre parti est une décision mûrement réfléchie. Beaucoup de militants la regretteront.

En restant le premier secrétaire, incontesté, Lionel Jospin aurait pu institutionnaliser cette vérification démocratique exercée par le parti sur le gouvernement. Sa double présence à la tête du parti et à la tête du gouvernement aurait assuré cette unité qui a parfois cruellement manqué lors des précédents gouvernements de gauche.

Notre premier secrétaire s'en va donc. Contrairement à 1988, il nous propose un successeur, François Hollande. Tous les militants qui mesurent l'œuvre accomplie depuis deux ans reporteront sur le député de Corrèze la confiance et l'estime qu'ils ont toujours accordées à Lionel.

Le rôle du parti

Le parti n'est plus, en cette victoire, le parti du Président. Il ne bénéficie ni de la majorité absolue, ni de la majorité relative. Il n'est que le principal parti d'un gouvernement de coalition.

C'est donc un fonctionnement de parti, en régime parlementaire, qui doit être adopté. La discipline respectueuse à l'égard du Président n'est plus de mise mais le soutien sans faille au gouvernement devient la règle absolue. A une condition : que le gouvernement fasse ce que ne pouvait consentir le Président : qu'il se soumette régulièrement et à chaque fois qu'il y a nécessité, à l'interpellation et éventuellement à la décision du parti.

La présence de Lionel Jospin à la tête du parti aurait facilité cette nouvelle discipline. François Hollande a intérêt à s'en inspirer dès la rentrée parlementaire.

Le rôle de la nouvelle union de la gauche

Pour la première fois un parti à vocation majoritaire a accepté, dans le cadre d'un scrutin majoritaire, de partager sa force, ses voix et sa victoire dès le premier tour. En faisant élire (sans contrepartie) des Ecologistes, des Mouvement des citoyens et des Radicaux (qui ont eux respecté une discipline générale). L'humilité de ce premier tour a entraîné une remarquable dynamique lors du tour décisif. La nouvelle union, voulue par Lionel Jospin et ratifiée par les militants disciplinés, a remarquablement fonctionné.

Raison de plus pour éviter tout dévoiement et toute caricature. En maintenant le scrutin proportionnel à un tour notre premier secrétaire n'a pas altéré le contenu du rassemblement de la gauche ; il l'a simplifié : la proportionnelle est le mode le plus juste. A chacun selon ses voix. Les prochaines régionales se dérouleront donc sous le signe de la plus grande clarté. L'intérêt du P.S. est de tout faire pour confirmer sa première place à gauche dans le pays, région par région. Et de respecter la volonté des électrices et des électeurs : là où la gauche est majoritaire, c'est au parti majoritaire qu'il revient de diriger l'exécutif.

Aux législatives de 1973, à la surprise générale, François Mitterrand avait refusé les «cadeaux électoraux» proposés par Georges Marchais qui se disait prêt à retirer des candidats communistes arrivés en tête de la gauche au bénéfice de candidats socialistes arrivés seconds. «La règle est la règle» avait affirmé Mitterrand. Et c'est sur cette logique démocratique que fonctionnent toujours, malgré vents et marées, les désistements républicains entre socialistes et communistes.

Soyons aussi clairs et aussi fermes en 1998.

Le rôle des «courants qui n'existent plus-et-qui-comptent-beaucoup»

Depuis le congrès de Rennes, le congrès du malheur, les militants socialistes du Pas-de-Calais ont pris leurs distances avec les courants. Ils ont assisté impuissants à la dégénérescence de leur parti entre 1990 et 1995 et à la chute régulière de premiers secrétaires prestigieux, compétents, impuissants face à la folie des clans.

Cette indépendance, qui est aussi celle de Lionel Jospin depuis 1995, a un prix : qu'ils représentent 10 % ou plus du parti, les militants socialistes du Pas-de-Calais ne représentent guère que 1 à 2 % (plutôt 1) des instances nationales. Appliquant les statuts (les courants n'existent plus) ils sont devenus suspects. Ignorant les clans, ils sont réduits à faire de la figuration. Accueillant le congrès à Liévin, assistant par milliers à la séance de clôture, ils ont enregistré avec surprise les noms des quelques rescapés du Pas-de-Calais qui avaient bénéficié de la cooptation clandestine des 11 courants et sous-courants qui s'étaient partagé le conseil national sans les prévenir.

Le congrès de Brest pourra-t-il faire une juste place à la première fédération du parti qui n'entend pas opposer Jospin à Fabius, Rocard à Mélanchon, Mermaz à Peillon ? Le parti a une grande histoire et il n'est de l'intérêt d'aucune personnalité, d'aucune sensibilité de la nier.

IV
CONCLUSION

Depuis 1995, malgré tous les pronostics et tous les jugements superficiels, la gauche a repris confiance en elle-même. Depuis juin 1997, malgré les difficultés, le pays reprend confiance dans l'action politique. Au cœur de ces nouvelles chances il y a eu, il y a Lionel Jospin et les militants socialistes. Le congrès de Brest doit saluer et organiser cette promesse de renouveau pour notre nation.

Daniel PERCHERON,
avec l'accord du Conseil
fédéral du Pas-de-Calais.

Rendre le nucléaire à la démocratie

SIGNATAIRES

Christine PRIOTTO - Membre du Bureau National Fédération de la Drôme
et
Jean-François SAUVAGET - Fédération de la Haute-Marne

Le secteur nucléaire français arrive aujourd'hui à un moment décisif qui engage notre sécurité sanitaire, notre économie, notre démocratie, notre environnement et l'avenir des générations futures.

Cette rencontre entre le choix du tout nucléaire engagé pour notre pays et ses incohérences, et les citoyens, devait avoir lieu. Il est possible de mener enfin aujourd'hui le véritable débat démocratique que ces choix lourds de conséquences pour notre société nécessitent.

Depuis plusieurs années, les organismes de contrôle se sont multipliés, notamment grâce au mouvement associatif, parfois à l'action parlementaire. Mais le secteur du nucléaire n'est pas encore sorti de son mutisme, de son acharnement culturel à cacher et à minorer les risques. Pourtant, ce que demandent les Français, ce n'est pas la remise en cause du nucléaire en tant que tel. C'est sa remise à plat au sein de l'espace démocratique, en toute transparence. C'est la fin des tabous scientifiques.

Les Français ne veulent plus être informés par « ceux qui savent », par ceux qui sont à la fois juge et partie, pollueurs et contrôleurs des risques. Superphénix, rapport de l'ANDRA, choix des sites d'enfouissement des déchets radioactifs, incidences et avenir de la Hague... Toutes ces discussions doivent être menées devant et avec les citoyens. Nous ne voulons plus de Tchernobyl-Secret d'Etat.

Les Socialistes doivent prendre toute leur part dans ce débat. Il s'agit en effet, dans ce domaine comme dans d'autres, de faire vivre la démocratie participative et sociale qui est notre raison de militer. Il s'agit aussi de réguler par la démocratie la logique dominante qui est celle du libéralisme, de la pensée unique pour le tout économique et financier, dont l'efficacité est d'ailleurs souvent compromise et qui n'est comprise que par ceux qui la décident.

Une brèche vient de s'ouvrir dans le roc de l'omnipuissant nucléaire. Parce que l'exigence citoyenne peut aujourd'hui trouver face à l'Etat une réponse politique à ses aspirations, il faut aller plus loin. Il y a notamment urgence à entamer un véritable débat, comme nous nous y sommes engagés devant les Français lors des élections législatives de 1997, sur notre avenir énergétique, et sur la façon dont notre pays continue à assumer en aveugle les choix de son passé.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Pour le bien-être des femmes et des hommes homosexuels

SIGNATAIRES

Stéphane MARTINET, Christine PRIOTTO (Membre du Bureau National), Adeline HAZAN (Secrétaire nationale aux Questions de Société) Pierre BAUBY (75), Daniel BONNOT (67), Charles CALA DE BAUBY (75), Daniel BONNOT (67), Charles CALA (91), Jean-Paul DORIER (91), José GENEAU (62), Henri JIBRAYEL (13), Jean-Paul PARMANTIER (75), Jean-Jacques PAULET (78), Gilles PIERINI (35), Laurent PRAT (34) David AUERBACH, Ali BEN YOUSSEF, Alain BOULANGER, Philippe DUCLOUX (adjoint au maire du X[e] arrond. de Paris), **Nicolas GONTHIER, Danièle HOFFMANN** (conseiller de Paris), **Mathieu KLEIN, René LALEMENT, Philippe LECONTE, Stéphane MARTINET, Michel OTTAWAY** (1[er] adjoint au maire du X[e] arrond. de Paris), **Xavier PRIEUR, François VAUGLIN, Nicolas VERDON, Michel VIE.**

« Entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. »

Lacordaire.

Pour la quatrième fois, une contribution thématique sur l'homosexualité est incluse dans les textes devant faire débat au sein de notre Parti. Cette récurrence se justifie par la persistance des problèmes rencontrés par les femmes et les hommes homosexuels, et par l'évolution des sociétés à leur égard.

Certes, une évolution des mentalités, y compris dans certains milieux politiques conservateurs et libéraux, peut être constatée. Elle résulte en grande partie du travail, à Paris et dans les régions, des associations qui accueillent au quotidien les individus en plein questionnement ou en détresse, ou qui génèrent des événements tels les Marches homosexuelles ou la projection de films à but pédagogique. Ces activités permettent d'informer en expliquant la nature des relations entre personnes de même sexe, et ainsi de lever l'opprobre dont font l'objet les femmes et les hommes homosexuels.

Cette évolution positive se heurte à la résurgence d'une extrême-droite que nous combattons et qui ne cesse de stigmatiser l'homosexualité. Aujourd'hui détentrice de pouvoirs locaux, elle a confirmé sa vraie nature à Vitrolles. On se souvient en effet qu'en juillet 1997 la municipalité frontiste a licencié une directrice de cinéma pour avoir programmé des films de la série « L'@mour est à réinventer », qui sont justement des outils pédagogiques. Ces faits nous rappellent une période noire de l'histoire de l'Europe dont nous devons à tout prix éviter le retour.

Si la pression sociale tend cependant à légèrement baisser, ceci n'a pas eu de conséquence législative ou administrative sur le quotidien des individus. Aucun changement significatif n'est en effet intervenu depuis 1990 mis à part l'extension de la notion d'ayant-droit de la Sécurité Sociale votée *in extremis* en 1993 grâce à la pugnacité de certains députés de notre parti.

Depuis 1993, la gauche a pris plusieurs fois position sur des sujets majeurs tels la déportation ou le Contrat d'Union Sociale et a ainsi créé une très forte attente au sein des associations homosexuelles mais aussi chez les individus. « L'état d'exigence », évoqué au lendemain des dernières élections législatives, est donc particulièrement vif.

De plus les actes politiques tant attendus constitueront un faisceau de signes forts. Ceux-ci se conjugueront aux prises de position et aux actions des autres acteurs sociaux (syndicats, associations de défense des droits de l'Homme, associations humanitaires...) déjà présents de façon régulière aux côtés des associations homosexuelles et entraîneront une modification profonde de l'approche qu'ont nos concitoyens des modes de vie des femmes et des hommes homosexuels.

A l'heure où l'Europe se construit et alors que la majorité des Etats sont gouvernés à gauche, nous sommes amenés à nous tourner vers les autres pays européens afin de comparer nos sociétés et y trouver inspiration. En effet, dans les pays scandinaves ou aux Pays-Bas mais aussi en Espagne, pays longtemps gouvernés par des sociaux-démocrates, nombreux sont les textes législatifs et réglementaires qui nourrissent notre réflexion et nous montrent des voies potentielles. Enfin comment ne pas être sensible à la détermination des travaillistes anglais qui n'avaient pas fait d'annonce pré-électorale mais qui, une fois au pouvoir, semblent vouloir agir avec discernement et résolution (mise à égalité de l'âge de consentement, levée de l'interdiction de servir dans l'armée...).

Voir se concrétiser aujourd'hui des idées déjà fort anciennes et qui ne se restreignent pas à l'actuelle proposition de Contrat d'Union Civile ou Sociale, est donc pour nous l'exigence. Celle-ci ne signifie pas hâte et précipitation mais détermination et résolution. Alors que nous participons à un gouvernement dont toutes les composantes ont au cours des années récentes réaffirmé leur détermination à lutter contre les discriminations et pour l'égalité de droit, nous nous devons de transformer la France, et si possible l'Europe, en un pays de réelle liberté, de réelle égalité, de réelle fraternité.

I
L'HOMOSEXUALITÉ : UNE PART SI IMPORTANTE DE LA VIE D'UN ÊTRE AU CHEMIN SEMÉ D'OBSTACLES

Les femmes et les hommes homosexuels rencontrent des problèmes qui peuvent être divisés en deux catégories : ceux qui trouveront des solutions définitives et ceux qui perdureront du fait de la nature intrinsèque de l'homme. Nous pensons, par exemple, pour la première à la situation de non-droit des couples homosexuels, à la négation de la déportation d'Alsaciens et de Mosellans homosexuels pendant la Seconde

guerre mondiale ; pour la seconde, aux difficultés de se révéler à soi-même et aux autres (le come-out), à la discrimination sociale qui, comme le racisme, est une faiblesse humaine qu'il faut combattre.

Ce constat nous amène à conclure à la nécessaire pérennité de l'action publique, notamment dans le domaine social. Les développements qui suivent montreront en filigrane la répartition et l'organisation de cette possible action sociale.

Le problème initial rencontré par les personnes dont l'affectivité et la sexualité diffèrent de celle de la majorité est le rejet. Ils subissent presque systématiquement, au moment de la découverte de leur affectivité et de leur sexualité, une exclusion sociale plus ou moins forte, alors que ces femmes et ces hommes naissent au sein de la société, dans les familles. Leur quotidien peut donc être fait de vexations, d'agressions verbales ou physiques, petites ou majeures, allant parfois jusqu'au meurtre. Dans cet entourage originel, le rejet est généré par plusieurs causes : rejet de la différence, rejet de l'inconnu, rejet moral...

Même quand ce rejet n'est pas perçu, c'est l'absence de toute valorisation positive de l'homosexualité («être homo, c'est bien») de la part de la société, qui constitue une situation défavorable.

L'apprentissage de la socialisation est balisé de «gratifications» et de «punitions» sociales, qui façonnent le comportement de l'individu. Or, l'absence de valorisations positives provoque à son tour l'inexistence de gratifications sociales des manifestations affectives à l'égard de personnes de son sexe, ce qui a pour effet d'obérer l'intégration de l'individu homosexuel dans la société, en lui ôtant toute perspective d'avenir.

L'absence de valorisations positives dérive d'un rejet souvent refoulé et inavoué. Leur refus, partagé par les partis de droite (certains pays telle l'Angleterre de M^me^ Thatcher l'ont explicitement formulé dans leurs lois), obsédés par un possible «prosélytisme» homosexuel, même quand ils proclament leur «tolérance», doit être combattu en le dénonçant et en le corrigeant par une action de sensibilisation sociale appropriée.

L'individu doit donc lutter contre les autres... et contre lui-même lorsqu'il en est venu à intégrer les ressorts de cette exclusion, afin de trouver sa place au sein de la société. Souvent, il préfère «l'exode», qu'il se traduise par une fuite physique, géographique ou par un enfermement psychologique.

Or, cette situation sociale est source de vulnérabilité. Echec scolaire, récurrence des problèmes psychologiques, difficulté à faire face à des problèmes de santé sont parmi les principaux maux imputables à cette vulnérabilité. Le sida est à ce titre le révélateur le plus aigu de celle-ci. Comment admettre l'exigence qui vous est faite par la société de vous protéger, d'organiser une solidarité intra- et inter-groupe, de participer à la protection et donc à la pérennité de la société alors que vous subissez, parfois chaque jour, un rejet social ?

Tolérer ces actes de rejet à l'égard des femmes et des hommes homosexuels est indigne d'une société fondée sur les droits de l'Homme. L'Histoire montre l'arbitraire, la violence et le chantage qui en découlent, minant parfois jusqu'à l'appareil ou les corps de l'Etat.

A ce rejet se conjugue une quasi indifférence du droit.

Certes, grâce à François Mitterrand, Gisèle Halimi et Robert Badinter, depuis 1983 les femmes et les hommes homosexuels ne font plus l'objet en France de discriminations légales. Or, cette situation ne doit pas être considérée comme une tolérance. Il s'agit en fait d'un minimum au regard de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Mises à part les lois de 1985, 1986 et 1990 réprimant les discriminations, notamment dans le monde du travail, aucune autre protection n'existe qui permette aux citoyens homosexuels de se défendre. Aucune loi ne les protège des incitations à la haine ou des injures, publiques ou non, alors que plusieurs pays européens ont adopté des lois en ce sens, ou envisagent de le faire, et que la loi française établit des protections dans les cas visant l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à «une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée» (art R.624-3 et suivants).

Par ailleurs, aucune loi ne leur offre un cadre juridique stable dans lequel inscrire leur couple leur permettant d'agir solidairement tant en son sein qu'au regard de la société. Impossibilité leur est de fait opposée de faire bénéficier leur compagne ou leur compagnon d'une protection sociale, de réduire leurs charges fiscales par une déclaration de revenus commune, de transmettre leur patrimoine sans subir l'insupportable taux de 65 % d'impôt sur les successions... Alors qu'ils acceptent le concept des devoirs tant l'un envers l'autre qu'envers les tiers et la société.

Laisser les individus sans protection légale ou hors du droit positif nourrit un sentiment d'abandon, crée l'exclusion, génère un comportement de victimisation permanent, conforte le séparatisme groupusculaire. L'Etat doit veiller à doter tout citoyen des droits qui lui permettent un épanouissement harmonieux au sein de la société et non à sa marge.

A ce déni de la dimension affective et sexuelle des individus par le Droit, s'ajoute une négation de la dimension sociale de l'homosexualité.

Ainsi, la déportation d'hommes et/ou de femmes homosexuels alsaciens et mosellans pendant la Seconde guerre mondiale n'est-elle toujours pas reconnue officiellement par la République française.

Ainsi a-t-il fallu attendre l'été 1995 pour qu'apparaissent les premières campagnes de prévention sida ciblées vers les homosexuels dans des supports média grand public. Jusqu'alors les supports choisis étaient les seules publications dites «homosexuelles», les lieux de diffusions les seuls établissements de rencontre (bars, clubs...) et les associations, qui ne drainent pas, loin de là, l'ensemble de la population homosexuelle. Le frein était à la fois la volonté de ne pas aborder publiquement l'homosexualité et la peur de «choquer» la population...

Ainsi n'a-t-on jamais vu de campagne de lutte contre l'homophobie en France, au même titre que les campagnes contre le racisme et la xénophobie, alors que les trois sont explicitement évoqués par des prévenus lors de procès comme justification de leurs actes.

Loin de nous la volonté d'isoler un groupe, de créer une sous-population distincte, une sorte de ghetto. A l'heure où le débat communautarisme/universalisme occupe la une des journaux, alors qu'il semble sans objet dans un pays qui n'a jamais montré une quelconque volonté de s'organiser en communautés, nous souhaitons qu'une réponse sociale soit apportée à une négation sociale opposée aux femmes et aux hommes homosexuels.

II
LE RESPECT OBLIGÉ D'UNE CITOYENNETÉ PLEINE ET ENTIÈRE

La Liberté

La liberté est souvent définie comme capacité d'agir, au sein d'une société organisée, selon sa propre détermination, dans la limite de règles définies. La liberté a donc besoin de la loi pour exister pleinement au sein d'une société. En effet, une liberté sans règle laisse au plus

fort le loisir de contraindre le plus faible, à une majorité sociétale le loisir d'imposer ses normes à une minorité. Or, le cas de l'homosexualité impose d'aller plus loin pour atteindre une vraie liberté. En effet, nous cherchons l'acceptation pleine et entière de l'individu. Cette recherche suppose que tout un chacun fasse sienne, individuellement et collectivement, la vie de l'autre. Elle suppose un travail sur soi, y compris et surtout parmi les individus qui s'investissent dans la gestion de la Cité. C'est à cette seule condition, à ce seul prix qu'une action politique atteindra la liberté dans notre République et dans le monde car elle comprendra réellement ces enjeux. Comment pouvoir agir pour un meilleur quotidien des femmes et des hommes homosexuels et les protéger si l'on n'accepte pas ce qu'ils sont, si l'on ne fait pas sien ce qu'ils vivent ? Comment établir des lois justes et appropriées si ce travail n'a pas été fait ? Vue au travers du prisme de l'homosexualité, la liberté prend donc un relief qui la rend encore plus essentielle.

La liberté suppose également un strict respect de la laïcité. La puissance publique ne peut en aucune façon se faire dicter ses principes ni ses actions par des lois ou commandements religieux. Ses seules valeurs sont celles de l'intérêt général. Trop souvent dans l'histoire, les obscurantismes, les intégrismes religieux, y compris certaines idéologies politiques, ont promu la discrimination, voire la violence au nom du respect de leurs dogmes. L'histoire montre aussi qu'aucune société empreinte de folie collective ne limite l'application de sa barbarie à l'homosexualité ou ne l'oublie dans sa répression.

L'Egalité

L'égalité est un principe défini dès 1789. Elle est la condition d'une vraie liberté. Elle n'est pas un but mais un agent, un fondement. La seule quête de l'égalité de droits ne servira pas le progrès social et politique car l'égalisation peut parfois s'opposer à l'invention de nouveaux droits qui répondent à de nouvelles exigences sociales.

La Fraternité

La fraternité unit Femmes et Hommes. Elle est constitutive de leur humanité. Elle les incite à agir ensemble pour construire leur avenir et pour se défendre de l'adversité. Cette fraternité nous oblige à maintenir au sein de notre société tous les individus la composant (jeunes, vieux, malades...) en ouvrant les droits sociaux à tous, en luttant contre l'ostracisme sous toutes ses formes (âgisme, racisme, homophobie), entre autres. Elle nous oblige à apporter une protection active à ceux qui sont en danger, quel que soit le lieu où ils se trouvent.

III
LA VOLONTÉ D'AGIR

A) LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

Au-delà du principe d'égalité, nous avons montré en quoi l'exclusion du droit pouvait avoir des conséquences sociales néfastes. L'actualité est à la création de nouveaux droits dans le respect des traditions républicaines, c'est à dire des droits universels et non spécifiques.

Respectant ces principes, le Contrat d'Union Sociale est un texte qui propose à deux personnes qui ont un projet commun de vie de s'engager à une mutuelle solidarité morale et matérielle. Les dispositions fiscales, successorales et sociales incluses dans ce texte permettront à ces personnes de bénéficier d'un cadre qui facilitera leur volonté de solidarité.

Tant les couples homosexuels qu'hétérosexuels pourront s'inscrire dans ce nouveau statut juridique. Celui-ci permettra de répondre par le droit aux problèmes de ces couples. Pourront aussi en bénéficier des binômes qui n'entretiennent pas de relations affectives mais qui sont animés par un désir d'entraide fort.

L'équilibre entre droits et devoirs garantira le respect de la philosophie du texte car il prévoit des obligations entre les contractants, entre ceux-ci et les tiers et la société.

En 1996, notre parti a mené une réflexion approfondie sur cette proposition émanant de la société civile. Il a adopté les grands principes qui la sous-tendent à l'occasion de la Convention sur la Démocratie en juin de cette même année. Depuis, les groupes parlementaires socialistes ont déposé une proposition de loi reprenant les principales dispositions du Contrat d'Union Sociale.

A ce jour, le gouvernement a exprimé, par la voix d'Elisabeth Guigou, son engagement à voir le texte adopté. Le travail gouvernemental conjugué à celui des parlementaires de la majorité permettra à ce texte d'aboutir. C'est notre volonté que nous souhaitons réaffirmer ici avec force et détermination.

B) LA LUTTE POUR L'INTÉGRATION SOCIALE

Si donc, ces dernières décennies, avec l'évolution des mentalités et des législations, la France est devenue globalement un lieu où les homosexuels ont acquis une certaine liberté, l'attention portée aux problèmes qu'ils rencontrent s'est affaiblie. Or, les difficultés tant matérielles que sociales qui sont leur lot quotidien n'ont pas pour autant disparu. Les conséquences de l'épidémie de sida ont en cela servi de cruel révélateur. Beaucoup reste donc à faire tant au plan législatif que social.

Le gouvernement, les législateurs et les collectivités territoriales peuvent et doivent agir de concert. Enfin, s'il exerce avec le Parlement un rôle d'initiateur des lois, le gouvernement devra aussi prendre toutes les mesures administratives et réglementaires afin que les dispositions ici avancées soient effectivement appliquées.

Protection de l'individu

Au nom de la liberté et de la fraternité telles que nous les avons définies, la France, signataire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et plus particulièrement les socialistes, doivent s'assurer du respect de l'intégrité physique et morale des personnes homosexuelles en luttant contre toutes les discriminations légales ou sociales en France, et dans le monde.

Protection de l'expression publique et culturelle

Aucune oeuvre ne fera l'objet d'une censure du fait de la nature homosexuelle du sujet traité ou de l'homosexualité de l'auteur. Nous pensons particulièrement aux bibliothèques, expositions, musées, festivals de film, de théâtre ou à toute autre activité culturelle.

Sensibilisation du corps social

La lutte contre le rejet social et l'homophobie passe par la sensibilisation de la société, donc par une pédagogie collective.

A l'image des campagnes de lutte contre le racisme et la xénophobie, des campagnes nationales d'information sur les sexualités pourraient permettre de dépassionner le rapport au sexe, et plus particulièrement à l'homosexualité. Les supports de campagne seraient les plus nombreux possibles (presse généraliste et presse spécialisée [sportive, jeunesse, familiale...], expositions, débats) et couvriraient l'ensemble de la population. Dans le même esprit, des documents seraient mis à disposition des parents et futurs parents (diffusés par exemple par les gynécologues et les pédiatres) afin qu'ils puissent réagir sereinement lorsqu'ils

ont à appréhender la sexualité de leur enfant, notamment l'homosexualité.

Le rejet provient souvent de l'ignorance. Il est donc important que la recherche puisse étudier les questions d'enjeu sociologique soulevées par l'homosexualité. Ainsi, les sociologues souhaitant étudier des sujets comme l'homophobie et ses ressorts, ou encore le suicide chez le jeune homosexuel doivent pouvoir le faire. La connaissance apportée par ce type d'étude permettra alors d'adapter les messages diffusés pour sensibiliser le corps social.

Les jeunes

Le temps de première socialisation que représente l'école correspond aussi à celui de la maturation affective et physique. C'est pendant cette période que tous les élèves ont besoin d'une information objective et raisonnée sur l'affectivité et la sexualité. Ce qui induit en tout premier lieu un élargissement de la notion de couple et de famille, notamment à la dimension homosexuelle dans la distribution des rôles de l'imaginaire de l'enfant en milieu scolaire et para-scolaire.

Sans que l'école ne se substitue aux parents, elle doit néanmoins aborder ces sujets pour, d'une part, palier un manque d'information qui doit être dispensée de façon dépassionnée, et, d'autre part, fournir information et prévention sur les Maladies Sexuellement Transmissibles, notamment le sida. Il est en effet du devoir de la communauté nationale de suppléer le mutisme qui règne dans la plupart des familles soit parce que la morale de certaines familles interdit de parler ouvertement de sexualité, soit parce que la gêne ressentie par les parents et les jeunes empêche tout dialogue. Cette sous-information pérennise les idées préconçues sur les sexualités (opprobre à l'égard des homosexuels) et met en danger les jeunes, notamment les jeunes homosexuels, qui, désarmés, devront faire face à eux-mêmes, au regard des autres et à la menace des maladies. Rappelons qu'aujourd'hui un tiers des malades du sida ont contracté le V.I.H. alors qu'ils étaient en âge d'être lycéen ou étudiant.

Les cours sur les sexualités devraient donc être renforcés et systématisés et inclure une explication des notions d'affectivité, de désir et de plaisir, dès le collège. Des études pourraient être menées sur l'opportunité de débuter ces cours, de façon adaptée et progressive, dès les classes primaires. Une explication claire et ayant pour but de déstigmatiser l'homosexualité devrait être obligatoirement incluse dans ces cours. Ceux-ci doivent être donnés par un personnel spécialement formé et éventuellement extérieur aux établissements. En plus de l'information factuelle, des personnes capable de relayer cette information devraient être systématiquement mis à la disposition des jeunes au moment de ces cours. Ces relais doivent être différents des contacts immédiats à l'élève, mais ils peuvent se trouver à l'intérieur du cercle scolaire. Dans cette optique, les centres de documentations, les infirmeries, et les permanences sociales ou psychologiques doivent être mis à contribution. Ceux-ci devraient donc diffuser des informations plus approfondies pour les jeunes qui sont à la quête d'informations, et jouer elles-mêmes le rôle de relais vers des structures d'accueil et d'information situées à l'extérieur du cercle scolaire et plus professionnalisées, qui pourraient prendre la forme de «planning de la jeunesse». Les permanences dans les collèges, lycées et facultés en coopération avec les associations d'élèves et d'étudiants devraient être renforcées.

L'ensemble de ce dispositif dirigé vers les jeunes doit compléter l'action de sensibilisation de l'ensemble du corps social. Il doit surtout permettre aux jeunes de mieux se connaître eux-mêmes pour mieux s'accepter, ainsi que de mieux gérer leur sexualité. Une information décomplexante sur la sexualité donne les moyens d'aborder de façon saine le rapport au sexe, en particulier le pouvoir de refuser des relations sexuelles prématurées que l'on tenterait de leur imposer.

C) COMBATTRE LA SOLITUDE ET L'ISOLEMENT

Enrayer un exode contraint

Nés et élevés au sein de familles souvent sous-informées et non-préparées, les femmes et les hommes homosexuels cherchent des lieux extérieurs au cercle familial, non seulement pour rencontrer leurs pairs mais aussi pour trouver des réponses aux questions qu'ils se posent sur eux-mêmes. Bien que des lieux commerciaux tentent de répondre à cette attente, il se développe un sentiment très fort d'isolement et de solitude qui pousse les individus au pire au suicide, au mieux à un exil vers les grandes villes, délaissant leurs campagnes et petites villes de naissance. A ce jour, peu de lieux non commerciaux existent pour répondre à cette attente.

Une politique territoriale volontariste devrait donc donner aux femmes et aux hommes homosexuels la possibilité de vivre «au pays» ou dans l'environnement de leur choix. Cette action devrait être relayée par des pairs pour des raisons évidentes de mise en confiance. La solution passe notamment par les associations qui ont développé au fil des années des connaissances, des compétences et même, pour certaines, une expertise. Ces associations s'imposent également comme les relais primordiaux des lignes d'écoute.

Il s'agit donc d'aider à la création et au développement des Maisons des Homosexualités ou des Centres Gais et Lesbiens. Ces lieux d'accueil dont certains existent depuis plus de 20 ans mais végètent faute de moyens, remplissent une fonction de socialisation, d'information et d'écoute de première importance. Ils sont souvent la plate-forme associative locale qui renvoie sur les autres associations. Ils sont aussi des relais et des acteurs de prévention contre les MST.

Nous insistons sur l'aide à la création et au développement des lignes d'écoute anciennes tels «Ecoute Gaie» et «Les Médecins Gais» ou nouvelles tels «SOS Homophobie» ou les toutes récentes lignes ouvertes dans les moyennes villes qui représentent grâce à l'anonymat la possibilité d'établir un premier lien social.

Enfin, il faudra favoriser le développement des moyens d'information et de communications utilisant des technologies modernes tel Internet qui permettent de rassembler des individus dispersés géographiquement.

Le monde du travail et de l'entreprise

Le monde du travail représente, par l'astreinte humaine et horaire qu'il implique, un cadre de contraintes difficiles à gérer. Tout comme le racisme, l'homophobie tend à s'y développer rapidement si la situation n'est pas maîtrisée sociologiquement.

Une réflexion associant les partenaires sociaux (patronat, syndicats), les pouvoirs publics (inspecteurs du travail, assistantes sociales, médecins du travail), et les associations permettrait de s'assurer que les différentes législations, notamment anti-discriminatoires, soient scrupuleusement respectées. On pense en particulier au harcèlement, à l'avancement, aux licenciements abusifs, aux conditions d'embauche, aux relations entre collègues et avec la hiérarchie.

Parallèlement des campagnes d'information doivent être organisées au sein des lieux de travail en coopération avec les acteurs sociaux et les comités d'entreprise.

Enfin, une attention particulière doit être prêtée à la formation des professions en contact avec le public tel les enseignants et éducateurs, les travailleurs sociaux, les médecins et professions paramédicales, les personnels d'encadrement sportif, les forces de l'ordre afin qu'au travers d'eux le respect des individus se propage et devienne une valeur effective. Optionnels ou

obligatoires, des cours spécifiques sur les sexualités seront notamment institués dans les IUFM sur la pédagogie de l'éducation sexuelle.

Le grand âge

Au delà d'un certain âge, les homosexuels sont confrontés, comme les hétérosexuels, à un plus grand isolement social, quand ils ne sont plus entourés par leur famille, qu'elle soit leur famille d'origine ou leur famille de choix.

Cette solitude fragilise leur état de santé psychologique et nombreux sont ceux qui sont tentés par l'alcool, les psychotropes, voire le suicide. Certains sont plus vulnérables face au sida, ne se sentant pas autant concernés par la maladie qu'ils envisagent comme une façon «d'en finir». Il faut également constater que les messages de prévention ne représentent qu'un type d'homme : le jeune de moins de 35 ans auquel les homosexuels âgés ne s'identifient pas forcément.

Cette disparition du goût de vivre est souvent liée à une mauvaise intégration sociale, à la difficile projection dans l'avenir qui obturait leur jeunesse, à l'impossibilité de construire une vie sociale.

Dans les maisons de retraite, ils sont souvent exposés à l'ostracisme des autres pensionnaires et du personnel ce qui crée un isolement psychologique encore plus douloureux que la solitude physique.

La formation adaptée des personnels soignants et d'encadrement dans les maisons de retraite ou au sein des services d'aide à domicile apparaît donc comme particulièrement nécessaire.

Santé physique et psychologique

Les santés physiques et psychologiques ne peuvent être dissociées. Le monde médical doit appréhender l'individu homosexuel sans préjugé moral. Il doit prendre en considération les demandes des patients liées à l'homosexualité. Ceci implique une connaissance réelle des rapports affectifs homosexuels et de la sexualité homosexuelle. Il paraît donc nécessaire de mettre en place les modules de formation initiale et continue à cet effet.

Dans le cadre du sida, nous voulons que perdure une politique de santé publique volontaire. Nous souhaitons la poursuite et l'intensification des campagnes de prévention qui n'utiliseraient pas les seuls canaux de la presse dite «homosexuelle». Nous voulons que le soutien aux lignes d'écoute tel «Sida Info Service» ou «Ligne de vie» continue, que les autorités publiques continuent d'être à l'écoute des propositions des associations, notamment lorsque celles-ci expriment des besoins sociaux flagrants.

Nous souhaitons que l'évolution de la maladie du sida soit accompagnée d'un dispositif de soutien aux personnes séropositives ou atteintes et à leurs proches. Nous pensons notamment aux situations anciennes des couples sérodifférents dont le quotidien devient vite un enfer si les partenaires ne trouvent pas un lieu d'expression libre et de soutien psychologique. Nous pensons aux situations nouvelles des personnes atteintes qui grâce aux récentes thérapies sont confrontées à l'obligation de réorienter leur vie tant à court terme qu'à long terme.

Nous souhaitons également que les actions de prévention contre les autres MST, notamment les hépatites B et C soient renforcées et adaptées aux femmes et aux hommes homosexuels lorsque cela est justifié.

Néanmoins, nous souhaitons que le subventionnement des associations homosexuelles cessent de transiter par le Ministère de la Santé. Certes la France a opté, bien tardivement, pour une approche identitaire et communautaire de la lutte contre le sida, justifiant en cela le soutien et parfois même le maintien en vie de certaines associations homosexuelles qui représentaient des vecteurs pour la prévention. Alors qu'aujourd'hui, il est clair que la plus grande vulnérabilité des homosexuels face au sida est due tant à leur difficulté à simplement exister dans la société (poids du tabou, de la négation) qu'à l'exclusion sociale (indifférence du droit, discriminations sociales). Pourquoi ne pas transférer ces compétences à un autre secteur public que sont les Affaires sociales ? Au-delà d'un seul jeu d'écriture comptable, le geste revêtirait un caractère symbolique qui sans nier les besoins d'une politique de santé publique adaptée ne cantonnerait plus les femmes et les hommes homosexuels dans le seul champ de la santé. Nous rejoindrions ainsi la volonté du gouvernement de Pierre Mauroy qui, en 1982, a décidé que la France ne considérerait plus l'homosexualité comme pathologie.

La particularité de l'univers carcéral

Si la prison entrave ou hypothèque les rapports affectifs antérieurs, personne ne nie qu'il existe une sexualité en prison, volontaire ou contrainte, et qu'il se crée parfois des liens affectifs entre détenus. Or, l'humanisme dicte de respecter les besoins vitaux d'une personne (nourriture, sommeil...). Considérant que l'affectivité et la sexualité sont des besoins vitaux, nous souhaitons qu'ils soient respectés. Or l'univers carcéral isole les individus par genre sexuel créant une problématique complexe au regard de l'affectivité et de la sexualité.

D'une part, des femmes et des hommes homosexuels se retrouvent dans des situations paradoxales : ils bénéficient rarement de la situation, développant parfois avec une autre personne une relation qui souvent ne connaît pas de lendemain, une fois la peine purgée, ou, au contraire, ils font l'objet de mauvais traitements de la part des codétenus qui soit les persécutent, soit les asservissent sexuellement.

Afin d'humaniser l'incarcération, nous proposons donc que les détenus qui souhaitent être protégés le soient et que ceux qui souhaitent «vivre» avec la personne de leur choix ne soient pas séparés.

D'autre part, certaines personnes entrent dans des relations affectives et/ou sexuelles alors qu'elles n'étaient pas homosexuelles auparavant. Ces personnes ne doivent pas faire l'objet d'opprobre de la part de l'administration qui doit veiller à protéger sans jugement moral leur intégrité physique et psychique. Si elles le souhaitent, elles ne doivent pas être séparées.

Enfin, il faut insister sur les besoins d'une prévention contre les MST et notamment le sida en milieu carcéral. Si l'essentiel de la contamination est due à certaines formes de toxicomanie, les activités sexuelles des détenus les exposent. Le confinement qui implique, certes rarement, des actes sexuels exige une réelle prise en compte de ce phénomène. La mise à disposition des outils de protection est donc indispensable. A défaut, l'indifférence équivaudrait à une deuxième peine, celle de la maladie et de la mort.

Nous souhaitons par ailleurs que des parloirs sexuels soient institués qui ne créent pas de discriminations entre les sexualités.

Mémoire et respect de l'Histoire

L'Histoire de la Nation ne doit pas être amputée de certaines parties de sa mémoire. Or, à ce jour, la déportation d'homosexuels alsaciens et mosellans pendant l'occupation n'a toujours pas été reconnue par la République française. Il semble pourtant que cette déportation relève de sa responsabilité, car ce sont les fichiers «homosexuels» tenus par la police française officiant avant l'annexion par le Reich qui ont été utilisés par la Gestapo pour arrêter les futurs déportés. Ces fichiers ont, dans certains cas, étés remis complaisamment à la Gestapo, à l'instar d'autres fichiers.

Une enquête devrait être menée par le Ministère des

Anciens Combattants afin de déterminer les réelles responsabilités de la République française. Elle permettrait ainsi de mettre fin à des années d'amnésie collective. Elle restaurerait simultanément la dignité des femmes et des hommes déportés et celle de la République. Elle permettrait enfin aux déportés homosexuels de sortir de l'oubli intolérable dans lequel leurs souffrances ont été si longtemps étouffées.

Soutien aux associations

Pour développer les actions à long terme ci-dessus exposées, le rôle-clef des associations nécessite des compétences qui ne peuvent s'acquérir et s'affiner que si l'existence même de l'association est pérenne. Ce qui implique un soutien franc et continu de la part de la puissance publique. Or, à ce jour, trop peu d'associations homosexuelles bénéficient de subventions que ce soit de l'état ou des collectivités locales et territoriales.

De plus, ces trop rares subventions ne sont généralement attribuées que pour des actions ponctuelles, ne considérant les besoins structurels des associations que dans la limite des actions soutenues.

Les associations qui représentent pourtant un terrain fertile d'imagination sociale ne peuvent se consacrer à l'invention de nouveaux modes d'action, si leur énergie est en trop grande partie absorbée par la recherche de financement ; nous pensons notamment aux Maisons des Homosexualités et aux Centres Gais et Lesbiens dont les frais fixes sont souvent très élevés, les obligeant parfois à fermer leur porte comme à Lyon en 1996.

Des financements pluriannuels qui permettent un fonctionnement, la mise en place de programmes à long terme sont donc plus que nécessaires ainsi que des relations suivies et régulières entre les associations, l'État, les collectivités territoriales et toutes les autorités administratives.

International

L'homosexualité est condamnée ou fait l'objet d'opprobre et de violence dans de nombreux pays. Ceux dans lesquels le libre choix de sa sexualité est garanti sont de loin minoritaires. Or, en tant que socialistes, nous ne pouvons que prôner une solidarité internationale à l'égard de tout être persécuté.

Nous souhaitons donc que les conditions d'attribution du droit d'asile soient élargies aux homosexuels qui sont persécutés par les autorités et les forces de l'ordre de leur pays ou qui subissent une pression sociale insoutenable pour le seul fait d'être homosexuel.

Toutes les pressions politiques et économiques au niveau international devraient être exercées afin que le sort des homosexuels dans le monde s'améliore. Dans le même esprit et dans le cadre de la coopération ou de l'aide au développement, des soutiens techniques et financiers à des associations créées dans des pays étrangers, à l'instar de l'action menée par les Pays-Bas, paraissent des initiatives judicieuses.

Alors que de nombreux pays dans le monde connaissent une évolution positive des conditions de vie des homosexuels de par une évolution législative et sociale volontaire, la France doit s'engager elle aussi à compléter la Loi, à prendre les mesures sociales adéquates afin que ces femmes et ces hommes homosexuels atteignent le bien-être auquel ils aspirent. Les socialistes doivent donc s'assurer que tout sera fait afin que le rejet et la discrimination soient combattus par la Loi mais aussi par la sensibilisation sociale. Ils devront simultanément s'assurer que les droits nouveaux nécessaires à la confirmation de l'évolution sociétale soient adoptés. Enfin, ils devront se porter sur le front international de la lutte contre l'oppression en solidarité avec tout individu persécuté pour sa préférence sexuelle. C'est à ce seul prix que nous, socialistes, pourrons un jour déclarer que nous avons apporté à la France, et au monde, la Liberté, la Fraternité et l'Egalité.

III
LE CONTRAT D'UNION CIVILE : QUELQUES PRÉCISIONS...

L'engagement de la majorité et notemment du gouvernement de gauche de voir le Contrat d'Union Civile inscrit dans la Loi ouvre une nouvelle étape dans l'élaboration et l'affinage de ce projet.

CONTRAT D'UNION CIVILE : LES MOTS JUSTES

Il convient tout d'abord de se fixer définitivement sur le nom à donner au texte. Le texte concerne l'union entre deux personnes. D'où « Union ».

Cette union concerne les relations civiles entre deux personnes. Il sera inséré à ce titre dans le Livre premier du Code civil. Il modifie en effet l'état civil des personnes ; de célibataires ou de divorcées, elle deviennent «unionistes», si l'on accepte d'ajouter à ce terme une nouvelle définition.

Notons qu'il est interdit de contracter simultanément un Contrat d'Union Civile et un mariage, ou un autre CUC. D'où « Civile ».

Enfin, il s'agit bien d'un contrat entre deux personnes dont la République offrirait d'être partie prenante en ouvrant des devoirs et des droits envers la société à des fins de fraternité et de solidarité. Par ailleurs, cette notion de contrat traduit la volonté de ne pas reproduire l'obligation à un engagement à long terme, voire à vie, qui préside à d'autres formes d'unions malgré le respect que nous inspirent ces formes d'engagement. D'où « Contrat ».

Il paraît donc évident que le nom de « Contrat d'Union Civile » correspond le plus fidèlement aux objectifs de ce texte.

POUR EN FINIR AVEC LES CONFUSIONS ENTRE CONTRAT D'UNION CIVILE ET MARIAGE

Le Contrat d'Union Civile est une forme nouvelle d'union universelle, donnant un cadre juridique à tous ceux qui souhaitent s'unir autour d'un projet commun de vie.

L'objectif de l'Union Civile est donc « un projet commun de vie ». Les juristes nous demanderont certainement de préciser cette notion. Mais est-il besoin de la définir, le grand désavantage étant de limiter sa portée ? Nous proposons que le Droit ne prenne en considération que la volonté des personnes d'exercer une mutuelle solidarité morale et matérielle autour de ce projet commun de vie. Celle-là pouvant au demeurant être l'objet de celui-ci.

Le Contrat marque l'union de deux personnes. Celles-ci forment une paire et non pas un couple, au sens du texte, car celui-ci ne connaît pas la nature des relations que cette paire entretient (affectives, fraternelles, relations d'amitiés, simple volonté de solidarité...) L'absence de définition des relations nous interdit donc d'utiliser le terme couple.

Certes, des couples entretenant des relations affectives et/ou sexuelles contracteront une Union Civile. Nous sommes même en droit de penser que cette forme de binômes sera la première force de vie de l'Union Civile. Mais afin de ne pas ôter sa dimension universelle au texte, nous devons veiller à envisager le texte au travers des paires.

Il est donc clair que le Contrat d'Union Civile n'est pas un mariage. Il n'a pour objet que la traduction en droit de la volonté de solidarité et de l'esprit de fraternité qui existent entre

deux personnes. Si certains articles le constituant ont délibérément été extraits des Codes existant, c'est par souci de pragmatisme. Pourquoi ne pas utiliser des éléments d'un système qui a déjà fait ses preuves en termes de fonctionnement ? Par ailleurs, la précision qui ouvre le Contrat d'Union Civile à deux personnes de même sexe marque le souhait des rédacteurs, d'une part, de ne pas voir ce texte rapproché du mariage et, d'autre part, qu'il ne soit pas interdit à des paires de même sexe que sont les couples homosexuels.

Cependant, le législateur ne devra pas ignorer la présence potentielle d'enfants car qui dit couples, dit possibilité de naissances... S'il apparaît comme impossible en termes de cohérence d'inclure des dispositions concernant les enfants au sein du texte, au risque d'en dénaturer la philosophie, il n'en reste pas moins vrai qu'une réflexion devra être menée sur l'opportunité de modifications législatives parallèles afin que les enfants nés de parents unis civilement ne pâtissent pas d'un traitement inégal par rapport à ceux nés dans d'autres situations.

Ce souci implique peut-être l'ouverture de débats plus larges. Si tel n'est pas le propos ici, cet aspect de la vie des couples ne doit néanmoins pas être ignoré, dans l'intérêt des enfants.

Il est commun de lire que l'Union Civile créera «une égalité». Les défenseurs d'un tel objectif envisage malheureusement l'Union Civile en comparaison au mariage. Non seulement ils ne respectent pas la philosophie du texte, mais de plus ils commettent la lourde erreur de faire naître des illusions chez certains, notamment les couples homosexuels. Dans l'absolu, certains souhaitent en effet bénéficier de tous les droits dont les couples hétérosexuels bénéficient au titre du mariage. Or, l'Union Civile est loin d'offrir les mêmes droits car elle n'est pas envisagée sur le même plan que le mariage.

La base philosophique de l'Union Civile est la fraternité et la solidarité ; le mariage quant à lui repose sur d'autres ressorts. L'Union Civile ne doit donc pas être envisagée comme égale au mariage ou comme résorbant une inégalité.

Ce dernier élément pose inévitablement la question de l'égalité de traitement entre les couples hétérosexuels et homosexuels. Mais, une nouvelle fois, ce débat n'a pas sa place ici.

Par ailleurs, cette quête de l'égalité, aussi justifiée soit elle, ne doit pas hypothéquer l'opportunité de voir l'Union Civile inscrite dans la Loi.

Car enfin, c'est au sein de l'Union Civile que l'égalité républicaine est respectée.

Le but n'est pas de rechercher une égalité entre deux textes qui n'ont pas le même objet.

L'UNION CIVILE ET LES ÉTRANGERS

Enfin, se pose le problème de l'extension de la solidarité nationale au travers de l'Union Civile. Celle-ci repose sur les cotisations sociales et sur la CSG. Elle résulte donc d'un système fondé sur la solidarité entre personnes résidant sur le territoire. Ainsi, un assuré social qui retourne vivre définitivement dans son pays ne peut plus bénéficier de cette solidarité.

C'est par ailleurs que la solidarité avec des populations nécessiteuses trouvent ses voies, telles la coopération ou l'aide au développement.

Plusieurs propositions émanant de parlementaires ou d'associations ont inclus un article ouvrant la signature du Contrat aux ressortissants étrangers avec, pour conséquence, le bénéfice, en matière de séjour, des droits accordés dans le cadre des dispositions relatives au mariage.

Le souci principal des promoteurs de cet article est de permettre à des couples binationaux de pouvoir contracter afin qu'une barrière ne soit pas dressée sur la seule base d'une nationalité différente. Or, dans la réforme des lois sur l'immigration, le gouvernement propose d'octroyer des titres de séjour à des personnes étrangères entretenant des relations affectives avec un ressortissant français ou avec un ressortissant étranger résidant en France en situation régulière, quel que soit le sexe des partenaires. Il s'aligne en cela sur les gouvernements sociaux-démocrates de pays tels l'Angleterre, les Pays-Bas, la Suède... Prenant en compte la réalité des couples tant hétérosexuels qu'homosexuels, le gouvernement marque ainsi sa volonté de faciliter la vie privée des individus et de résorber une inégalité. Il n'y aurait donc pas d'obstacle majeur à voir l'accès au Contrat d'Union Civile offert aux étrangers détenteurs d'un titre de séjour temporaire ou de résident.

La signature du Contrat, bien que devant rester facultative, deviendrait dès lors une preuve ô combien valorisante de la communauté de vie effective, condition du renouvellement des titres de séjour temporaires, ceux-ci se transformant en carte de résident au bout de trois ans. L'Union Civile ne pourrait dès lors pas être dénoncée comme moyen utilisé par des étrangers pour entrer sur le territoire et en fait pratiquer une migration économique.

Le souci des promoteurs de l'article sur les étrangers serait levé, l'égalité garantie, la cohérence de la politique gouvernementale respectée.

A ce stade du projet, nous estimions nécessaire d'apporter ces quelques éléments de réflexion qui permettront, avant que le débat entre tous les partenaires ne débute officiellement, de contribuer à l'éclaircissement de quelques zones d'ombre.

Notre pays et son devenir

SIGNATAIRES

PREMIER SECRETAIRE FEDERAL :
Félix PROTO

MEMBRES DU CONSEIL FÉDÉRAL DELA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA GUADELOUPE
Amélia ROCH - Edward HATCHI - François LOUISY - Pierre LENCREROT - Ena URSULE - Thimoléon GENE - Raymond JEAN-PHILIPPE - Alain SOREZE - Paul DUMIRIER - Danielle FANFANT - Suger PETIT - Géraldine BOISDUR - Privat TOUMSON - Marie-Josée LOLLIA - Michely FABERT - Dolorès TAILLEUR - Roger BOUCARD - Serge NIRELEP - Favrot DAVRAIN

COORDINATION :
Max MATHIASIN - Michel LOUIS.

Hubert FALIBOIS - Eddy VINGATARAMIN - Robert RACON - Flavien CHATHUANT - Patrice ALEXIS - Georges GUMBS

Annie LOUIS-MARIE - Henri ROVELAS - Liliane PRIVAT - Ferdy LOUISY - Christian VINCENT - Maurice LACROIX - Roselande HATCHI - François SAMUEL - Georges BARDUS - Paul TOLY - Marius BRACMORT Alex MONLOUIS - Frantz PROTO - Claudie MOVREL - Annick MANIJEAN - Marcel VESPASIEN - Fernande RABOTEUR - Max SELLIN

Préambule

La Guadeloupe est un «Pays» au sens où les responsables de l'aménagement du territoire définissent le terme. Elle constitue en effet un ensemble géographique relativement cohérent. Elle est le fruit d'une histoire particulière et sa population a dû forger au cours des siècles sa propre culture et s'organiser un mode de vie original.

Si le besoin s'est fait sentir dans l'Hexagone de redéfinir le terme de «Pays» , malgré l'existence de communes, de départements et de régions, c'est que la régionalisation a probablement fait réapparaître au niveau local et pour ceux qui y vivent le sentiment de faire partie d'une «Province», comme on le disait jadis, c'est-à-dire d'un ensemble humain, culturel, économique et social, dépassant sensiblement les frontières des circonscriptions administratives fabriquées pour la commodité de l'État.

A fortiori en Guadeloupe où tout contribue à établir le sentiment que l'on a d'être une province autrement, un «Pays» : l'éloignement considérable du centre, les ethnies, le caractère pluri insulaire, l'insertion dans un monde totalement différent du monde européen, la Caraïbe qui offre de surcroit, malgré les barrières et les écrans que constituent les frontières issues de la période coloniale, la diversité des langues, la multiplicité des régimes politiques, et où chacun ressent l'appartenance à un monde commun fait d'un art de vivre, de travailler, de manières d'aimer, de boire, de manger, de faire de la musique, de danser sensiblement proches les unes des autres.

Pourtant l'habitude a été prise de ne raisonner au sujet de nos îles que dans le cadre stéréotypé des institutions de la France, plus adaptées aux problèmes européens qu'à ceux, particuliers, qui se posent en Guadeloupe. En se fondant sur ce concept, le «Pays», la présente contribution souhaite marquer solennellement le début d'une approche différente visant à la prise en considération sans faux-semblant de la situation de la Guadeloupe, notre «Pays», et de sa singularité.
Il ne s'agit en aucune manière de préconiser une quelconque révolution conduisant à une indépendance à l'égard de la France, que d'ailleurs la plupart des Guadeloupéens ne souhaitent pas. Mais plutôt, dans le cadre de la République, de lancer les prémisses d'une réflexion sans tabous afin d'arrêter d'abord le lent processus de décomposition de l'âme guadeloupéenne résultant des politiques menées depuis cinquante ans, et de trouver ensuite les solutions qui permettraient à nos populations de s'épanouir sur tous les plans dans l'ensemble français et européen, sans négliger les espaces francophones, en général, et notamment africains. En exerçant comme elles en ont le droit, au moins pour l'essentiel, «la possibilité de leur destin».

En raison de l'état d'esprit qui vient d'être défini, la présente contribution se veut un point de départ :
• Elle se fonde en premier lieu sur la confiance dans les forces de gauche qui sont au pouvoir depuis quelques mois et sur la certitude que toutes les composantes du Parti Socialiste au niveau national auront à cœur de prendre en compte ces éléments dans la résolution finale en acceptant d'effacer enfin les séquelles et les relents d'un colonialisme d'autant plus pernicieux qu'il est occulté par le système institutionnel.
• Elle se veut en second lieu réaliste, c'est-à-dire qu'elle s'efforce de soulever les questions qui se posent à notre «Pays» à l'heure actuelle, sans présumer des résultats du vaste débat qu'elle propose d'ouvrir pour trouver des solutions efficaces et adaptées à notre situation. Et elle s'inscrit résolument dans la perspective d'une France dont la force de l'avenir -et sa chance- se niche au sein des provinces, certes, mais aussi des pays. La force de l'unité, non de l'uniformité…
• Elle veut dire avec force que si l'avènement de la Gauche en 1981 et en 1988 n'a pas comblé l'espérance des Guadeloupéens, la victoire de 1997 ne doit pas laisser la Guadeloupe sur le bord de la route. Ce, grâce à l'action du Gouvernement et à des efforts venant de nous-mêmes.

INTRODUCTION

La Fédération du Parti socialiste, à travers ses militants les plus conscients et les plus constructifs, a participé aux 3 débats de refondation du parti sous la direction de Lionel JOSPIN, qui portaient notamment sur la Mondialisation, la Démocratie - la Citoyenneté et la Redistribution. Cette refondation a permis le retour de la Gauche au pouvoir. Certes la Fédération n'a pas gagné en Guadeloupe, mais elle a pris une part importante dans la victoire de la Gauche. Autour du Premier Secrétaire Félix PROTO, une pluralité de militants et de sympathisants s'expriment à l'occasion de la préparation du Congrès de Brest.

La Gauche est au pouvoir, et pour les guadeloupéens l'enjeu est d'autant plus important que la crise sociale et économique dont est victime le pays depuis plusieurs années, a particulièrement frappé notre département-région.

Le chômage sévit dans notre région plus qu'ailleurs et le mécontentement de la population apparaît plus que jamais, non seulement au travers de manifestations collectives, mais chose plus grave, dans le comportement des individus.

Certes le caractère flamboyant de la société de consommation qui s'est imposée ici, au bénéfice des entreprises qui vendent des produits venant d'ailleurs, occulte quelque peu la situation. Mais en réalité, la crise est bien là avec ses conséquences dramatiques, notamment pour notre jeunesse qui, dans l'impossibilité où elle se trouve d'accéder à un emploi et de vivre décemment, se laisse trop souvent emporter par le flot de la délinquance et les mirages du consumérisme.

La Fédération du Parti Socialiste se doit de définir les voies pour infléchir le cours actuel des choses. C'est dire l'importance que peut avoir notre contribution qui se veut fondée, en réussissant à évaluer les principaux problèmes dont souffre notre région, à proposer des pistes de solutions et qui doit être prise en considération lors de la mise en place de la motion majoritaire au niveau national.

I
LA FÉDÉRATION DU PARTI SOCIALISTE FER DE LANCE DE L'ÉVOLUTION

Nous sommes une Fédération qui entend proposer une relation avec le national sur la base d'un «**Contrat d'Objectif**».

Faut-il rappeler qu'en 1977 pour clôturer une période de malentendus, le Mouvement Socialiste Guadeloupéen a choisi de redevenir une Fédération Socialiste pour préparer 1981. A travers un texte intitulé: «Etre Socialiste à la Guadeloupe», nous affirmions alors pourquoi nous avions choisi d'être une fédération :

«Les autres partis de gauche des D.O.M. ont rompu leurs liens avec les Partis de France pour devenir des partis locaux. Seuls les socialistes ont maintenu leur solidarité organisationnelle avec les travailleurs français. Cette attitude correspond à une analyse lucide des possibilités de transformation politique en Guadeloupe. **Les Socialistes Guadeloupéens estiment d'abord qu'un changement politique n'est possible aujourd'hui que par les voies légales et non-violentes»**.

Ce changement politique en profondeur, dont la Guadeloupe a un besoin vital aujourd'hui et faute de quoi elle sombrera définitivement dans la plus complète décomposition, ne pourra se réaliser sans l'appui des forces de gauche au niveau de toute la France.

La décentralisation que nous appellions de nos voeux après l'élection de François MITTERRAND en 1981 n'a pas comblé toutes nos espérances. En effet si du point de vue de l'apprentissage de la responsabilité l'expérience a connu des aspects positifs, les maux dont souffrent notre pays n'ont pas reculé pour autant et notamment dans le domaine de l'emploi.

La décentralisation s'est accompagnée d'une forte déconcentration qui fait du responsable de l'État sur place le véritable «maître du jeu» en lui laissant, par exemple, la possibilité dans une région monodépartementale d'opposer une collectivité à une autre.

D'autre part, les périodes précédentes de cohabitation ont interrompu la continuité de l'action entreprise en 1981.

La cohérence née de la mise en place de l'Idée Régionale entre 1986 et 1992, sur un mode inspiré de la politique de relance, a été stoppée par la privation injuste des emprunts que la collectivité était parfaitement en mesure de contracter. Depuis 1992 la politique du coup par coup mise en place a été de pair avec la détérioration des indicateurs économiques sur le plan quantitatif, mais aussi quant à la montée des périls sociaux, de la violence, la criminalité, la drogue...

L'illustration la plus flagrante de ce manque de cohérence étant le refus de transmission au Conseil d'Etat du SAR (Schéma d'Aménagement Régional) élaboré en 1990 sous prétexte d'amélioration, et l'embourbement de la procédure dans l'incapacité régionale jusqu'en 95, qui a conduit finalement sa remise aux mains du préfet, et enfin, son enlisement définitif dans un calendrier, non respecté.

Il s'agit donc aujourd'hui que notre fédération prenne toute sa place dans la redéfinition d'une politique cohérente qui puisse nous sortir des voies du mal-développement et de la non-espérance.

Ce que nous proposons aujourd'hui à nos partenaires nationaux c'est l'adhésion à un véritable contrat d'objectif basé sur une définition claire de notre vision de l'avenir.

II
LA NECESSITÉ POLITIQUE EST DE CREER UN PUISSANT POLE SOCIALISTE ET PROGRESSISTE NOUVEAU AFIN D'AFFIRMER LA GAUCHE EN GUADELOUPE

UN POLE SOCIALISTE ET PROGRESSISTE

L'analyse de la situation politique, économique et sociale de la Guadeloupe nous impose de définir de nouvelles perspectives pour franchir de nouvelles frontières, et répondre aussi aux attentes d'un nombre croissant de guadeloupéennes et de guadeloupéens.

Nous considérons donc, que pour mieux y parvenir, il est de notre responsabilité de tout faire pour que les forces de gauche et de progrès, ainsi que les écologistes, ouvrent ensemble ces nouvelles perspectives, travaillent ensemble dans un esprit constructif et ouvert sur les grandes questions posées aujourd'hui à notre Région.

Des différences bien connues existent entre telle ou telle formation. Mais, il existe une force de convergence qui tend vers la mise en place, autour de la Fédération du Parti Socialiste, d'un Pôle Socialiste et Progressiste.

Il existe une exigence d'efficacité pour créer ainsi le relais indispensable et représentatif des aspirations de nos populations vis à vis du Parti et du Gouvernement.

REQUALIFIER LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU DÉVELOPPEMENT

Les organisations de Gauche de la Guadeloupe ont initié en partenariat avec les organisa-

tions syndicales et associatives, une concertation sur le diagnostic et les perspectives en matière de problèmes sociaux et économiques, culturels, institutionnels. Les socialistes siègent au Comité Permanent de ces Assises avec deux autres organisations.

Cette initiative entendait, en outre, s'opposer à la prétention centralisatrice du gouvernement de droite, et de son ministre PERETTI, qui avaient projeté de nous imposer des Assises pensées de Paris.

Il s'agit aujourd'hui d'accompagner la poursuite de cette démarche en l'ouvrant de surcroît aux responsables de l'artisanat, et plus généralement aux titulaires des PME, afin d'en faire un espace privilégié de dialogue au bénéfice de l'information complète du Parti et du Gouvernement, sur les conceptions des forces vives du «Pays» relatives à l'Avenir.

III
UNE SITUATION DÉLICATE QUI EXIGE UNE PRISE EN CONSIDÉRATION IMMÉDIATE

Le mal développement de notre économie est profond et le chômage qui frappe une grande partie de la population active appelle des mesures nouvelles de nature à engendrer un développement durable et créateur d'emplois.

La situation de la Guadeloupe ne cesse de se dégrader au regard du marché de l'emploi, alors qu'il y a dans le même temps une forte progression du niveau de formation initiale des jeunes. Les principaux indicateurs économiques ne donnent aucun signe de reprise et sont alarmants, à l'exception des données relatives au secteur du commerce. C'est aujourd'hui le résultat d'une faiblesse de l'investissement productif, d'une performance médiocre des industries, mais surtout d'importants retards structurels.

LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT

• *La production agricole bien que fortement soutenue ne cesse de se dégrader.*

• *Le secteur de la pêche est en recul en raison principalement de l'appauvrissement de la zone côtière et des conflits avec les pays anglophones voisins.*

• *Le secteur du bâtiment est en pleine crise ; le tourisme se maintient avec des fluctuations importantes liées à un marché très concurrentiel et soumis aux aléas climatiques.*

Les secteurs de l'artisanat et de l'industrie ne se portent pas mieux. Une telle situation génère l'exclusion, la dégradation des comportements sociaux, la montée de la violence et de la criminalité.

Le mal développement de notre économie est donc profond et le chômage qui frappe une grande partie de la population active appelle des mesures nouvelles de nature à engendrer un développement durable et créateur d'emplois.

LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Le mal développement prend ici dans notre «Pays», l'apparence d'une société de consommation, riche.

La propension à consommer c'est à dire la part du revenu consacrée aux achats de biens et services, est forte certes, la plus forte de France peut-être, mais les revenus sont en moyenne deux fois moins élevés.

La société fonctionne selon une logique de consommation certes, mais rien n'a été réellement fait - et rien n'est fait- pour créer les conditions qui permettraient une véritable production, en développement. Aucune perspective autre que celle qui prévaut aujourd'hui pour tenter un avenir autre. Aucune possibilité autre pour exprimer la richesse potentielle du «Pays».

Et finalement les victimes de ces apparences sont surtout les jeunes, qui n'ont alors qu'une probabilité faible d'emploi, qui pourtant sont poussés socialement à consommer pour ne pas disparaitre et qui souvent pour trouver le revenu nécessaire sont réduits à la délinquance sous ses multiples formes.

L'EMPLOI

La société de consommation n'a pas d'incidences positives sur la création d'emplois, en raison principalement du faible poids de la production locale. Ainsi, une part importante des revenus issus de la distribution retourne vers la métropole par le biais des multinationales de ce secteur.

La masse de revenus de transfert, ainsi que toute augmentation de la masse salariale liée au rattrapage du SMIC, n'a pas eu un réel effet d'entraînement sur l'économie. Pour changer cet état de choses, il convient de privilégier le travail productif qui peu à peu perd sa place dans notre société.

La volonté politique de l'état et des collectivités doivent diriger les aides à l'emploi en direction de la production pour satisfaire le marché local. La création de petites entreprises, dans le domaine agro-alimentaire, touristique, et dans les métiers de la mer, serait de nature à générer des emplois financés en partie par les revenus de transfert.

Par ailleurs, l'accent devrait être mis sur la création d'emplois de proximité dans le domaine social, de l'animation culturelle et sportive, de l'environnement. Ces emplois auront en même temps une vocation d'insertion.

Dans un contexte d'exclusion, des emplois liés au temps libre de l'enfant en relation avec l'éducation nationale et les communes peuvent être créés.

L'implantation de Zones Franches Urbaines telle que décidée pour les DOM par le gouvernement JUPPE, risque de générer une économie à deux vitesses entre les entreprises, selon qu'elles soient dans les zones ou leur périphérie.

Ces zones franches urbaines soulèvent des problèmes de spéculation foncière et immobilière (inflation des loyers), ce qui pénalise les PME et les jeunes entreprises désireuses de s'y installer. Certains s'appuyant sur les inégalités créés par ces zones franches parcellaires, proposent que la Guadeloupe devienne zone franche à la manière de la Corse. Mais plutôt que d'étendre d'emblée ces zones à toute la Guadeloupe, il nous parait plus intéressant de proposer une extension de la défiscalisation à tous les secteurs d'activité par un plan quinquennal, à l'issue de ce plan et en fonction du bilan économique et financier qui serait réalisé par la région, envisager la création d'une zone franche en Guadeloupe.

Les PME et singulièrement l'Artisanat constituent un secteur important en termes de revenu et de création d'emplois au sein de l'économie de la Guadeloupe. Toutefois, certains obstacles mettent en cause leur développement. Ce sont :

• *Le poids trop important des charges sociales.*

L'application de la loi Perben semble une bonne solution pour l'Artisanat mais, ne s'appliquant pas à tous les secteurs de métiers, le dispositif étant par trop restrictif se révèle inefficace. Il doit en conséquence être élargi.

• *Une fiscalité inadaptée*

En particulier la Taxe Professionnelle qui, trop lourde, et par conséquent dissuasive, anéantit la capacité d'embauche de la petite entreprise.

• *La sous capitalisation des entreprises artisanales*

C'est un handicap réel, contre lequel Lionel JOSPIN dans ses engagements pour la France a proposé le développement d'une fiscalité favorable à l'investisse-

ment à risque et à une épargne mobilisée pour les Fonds propres des PME et l'Artisanat. Il est urgent que ces mesures soient appliquées. Il convient en outre que soit supprimé le différentiel de 3 à 4 points de taux d'intérêt bancaire entre la Guadeloupe et la Métropole.

• *Les délais de paiement trop importants pour les marchés publics*

Les retards de paiement de la part des collectivités pénalisent lourdement nos entreprises et menacent l'emploi. Une application stricte de la réglementation doit être observée.

• *Les tracasseries administratives*

Du fait des lourdeurs administratives une bonne part des Crédits n'est pas consommée. C'est le cas notamment de Ligne Budgétaire Unique allouée au Logement dont une partie importante retourne vers Paris dans la rubrique «Crédits Non Consommés, ou manque de dossiers». C'est une situation préjudiciable à l'Emploi dans une région à fort taux de chômage. La simplification de la «paperasserie» proposée par le candidat Lionel JOSPIN est utile pour les dossiers. En outre, la mise aux normes exigée pour les entreprises européennes avant l'an 2000, implique des moyens qui dépassent la capacité de nos entreprises.

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

Outre le fait que la formation doit jouer un rôle essentiel dans la bataille pour l'emploi (comme le souligne notamment notre section de Baillif) toute politique de développement , parce qu'elle inclue la durée, implique la nécessité d'éduquer et de former ceux qui auront à terme, à la poursuivre et à l'accentuer. Elle doit comporter un volet consacré à un projet éducatif sous la responsabilité de l'Education Nationale.

Dans ce domaine, en Guadeloupe et à l'heure actuelle, le constat est alarmant au moins sur deux points :

- En premier lieu, la création des trois académies dans les Départements Français d'Amérique n'a pas été un acte réfléchi en vue d'un objectif précis mais plutôt un «coup» politique. Il ne s'agit pas aujourd'hui d'en payer les conséquences négatives, notamment au niveau des moyens.

- En second lieu, si l'Académie de la Guadeloupe existe -et personne ne peut envisager de revenir à la situation antérieure- rien ne laisse aujourd'hui discerner les orientations d'une quelconque politique, rien ne laisse supposer la mise en chantier, l'élaboration d'un projet éducatif. Aussi notre rôle, en tant que socialistes, est-il d'oeuvrer de façon urgente, afin que soit créées les conditions qui amèneraient à la mise en oeuvre d'un véritable projet pour l'Education dans notre «Pays».

Les objectifs poursuivis seraient clairs et relativement simples :

• *Sur le plan propre de l'Education :*

- Proposer aux jeunes les valeurs de la responsabilité civique et de la démocratie, et les aider à s'en imprégner.

- Aider ces jeunes dans l'expression d'eux-mêmes et les amener à la création.

• *Sur le plan de l'Enseignement proprement dit :*

- Que tous les jeunes sortant du système scolaire sachent lire et écrire correctement. Il s'agirait pour cela de ne pas négliger les apports de la langue et de la culture créole, bases essentielles du développement harmonieux de l'enfant.

- Sensibiliser les jeunes à l'esprit critique et les aider à s'en doter.

- Elever le niveau général de la connaissance de chacun dans les domaines fondamentaux et les technologies nouvelles.

Il est évident, alors que le lieu prioritaire pour la réalisation du projet devrait être le collège, maillon faible du dispositif éducatif, et pourtant établissement regroupant les jeunes dans leurs moments les plus fragiles. Les moyens nécessaires devraient être engagés rapidement.

Enfin, si l'école n'a pas pour vocation réelle de former tout un chacun à un métier, elle doit néanmoins exercer sa responsabilité, en relation avec les autres acteurs économiques, afin d'aider les jeunes qui entendent réaliser un projet, et en ont la volonté. En créant, au besoin, des espaces de co-responsabilité, avec les collectivités, les chefs d'entreprises.

Pour terminer, l'Education Nationale par le biais de l'Académie de la Guadeloupe, devrait aider à la mise en ordre du domaine de la Formation Professionnelle, en exerçant sa responsabilité de contrôle sur le plan du niveau des formateurs et de leurs diplômes.

AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

a) La Santé

Les socialistes réaffirment la nécessité d'une politique de santé pour tous. On se rappelle que plan JUPPE a fait peser de lourds hypothèques sur l'avenir de la sécurité sociale, au point que les compagnies privées d'assurances aient même lancé l'idée d'une privatisation partielle du système de santé. La Gauche est au pouvoir, nous devons réaffirmer :

• *La nécessité d'améliorer la santé de nos populations ;*

• *L'égalité de l'accès aux soins pour tous ;*

• *La nécessité de mettre en place un plan d'action cohérent contre les grands fléaux tels que le sida, la toxicomanie....*

• *La nécessité de faire prendre en compte par l'état dans le budget de la coopération, les impayés qui résultent de la force attractive de nos structures modernes sur certains de nos voisins de la Caraïbe ;*

• *La généralisation de la prévention ;*

• *La nécessaire maîtrise des dépenses de santé ;*

• *L'augmentation des mesures visant à protéger davantage l'inter-génération (péri-natalité, personnes âgées).*

Par ailleurs, un récent colloque organisé par les forces de gauche, réunies dans le cadre du Comité de Rassemblement des Forces de Progrès (CORAFOP), a mis l'accent sur la nécessaire création d'une section de Math-Sup/Bio en Guadeloupe. En effet, outre que nos bacheliers éprouvent les plus grandes difficultés à se faire inscrire en Faculté de Médecine dans l'Hexagone. Quand ils y parviennent le taux d'échec au niveau du premier examen probatoire est de 93%.

Quant à l'agence régionale d'hospitalisation, pourvue de son responsable entre deux tours d'élection présidentielle, elle laisse plus d'un sceptique sur sa capacité à appréhender et à résoudre des problèmes qui se posent en matière d'hospitalisation publique et privée.

b) Un dialogue social difficile

Le dialogue social est un facteur de développement économique, comme donnée dans toute stratégie d'investissement et indicateur de l'état de maturité d'une société.

Or, la multiplicité, la durée et la violence des conflits sociaux dans différents secteurs de la Guadeloupe, conséquence en grande partie de la dégradation de la situation économique, illustre un malaise social très profond.

Souvent c'est l'inflexibilité du patronat qui conduit à un pourrissement des situations. D'autre part, il existe une tendance trop systématique à généraliser à l'ensemble d'un secteur, voire à toute l'économie, des formes d'actions diversement appréciées pour mettre fin à un conflit ponctuel.

Ces situations se trouvent renforcées par l'intervention trop tardive des acteurs institutionnels.

Dans ce contexte, on ne peut que regretter, qu'aux côtés du Conseil Régional en charge du développement économique, le Conseil Economique et Social Régional n'a pas toujours su, et surtout n'a pas toujours pu être ce lieu par excellence où peuvent naître les conditions du dialogue social et des solutions concertées.

La requalification des Assises du Développement, que nous proposons par ailleurs, doit être le point de départ d'une nouvelle approche du dialogue social.

c) Rétablir la sécurité

Tous les efforts faits en matière de développement écono-

mique seront vains si les questions relatives aux problèmes de sécurité ne sont pas diagnostiquées et résolues.

En effet, la situation s'est dégradée particulièrement ces dernières années et notamment depuis 1992. Tandis que la population, de plus en plus informée, exprime une demande croissante de sécurité.

En citoyens responsables nous devons nous poser certaines questions et obtenir des réponses :

• *Un diagnostic précis du mal existe-t-il ?*

• *Y a t-il une évaluation des moyens nécessaires pour faire face au fléau ?*

Il semblerait, si on se réfère aux déclarations de certains responsables, qu'il faille envisager deux niveaux.

• *Un premier niveau où :*

1/ En matière de grande criminalité, les délits ont doublé.

2/ En matière de drogue, les Départements Français d'Amérique ont les saisies les plus importantes de la Caraïbe. 1,4 tonne de cocaïne en 1996, selon certaines déclarations.

• *Un second niveau pour lequel, en matière d'insécurité routière, les statistiques des victimes de la route connaissent une croissance grandissante.*

Concernant les deux premiers points, il n'est pas nécessaire de démontrer le rôle joué par les frontières poreuses, les îlots d'insalubrité et la violence importée par les moyens audiovisuels.

Concernant le troisième point, il est permis de s'interroger sur l'efficacité des dispositifs mis en place en matière de prévention et de répression. Il est aussi permis de se demander si le dévouement légendaire des fonctionnaires chargés de ce secteur ne risque pas de laisser la place au découragement et la non-implication.

Quoi qu'il en soit, les conséquences immédiates, sur l'image de la Guadeloupe à l'extérieur et sa capacité attractive, ainsi que sur l'image de la France, sont hautement négatives.

La dégradation du moral de la population, pour peu perceptible qu'elle soit, n'en est pas moins réelle. De même, les jeunes, évoluant dans une société qui fonctionne mal, ne trouvent plus d'appui sur des repères viables.

En matière de remède, il faut insister sur les bienfaits d'une politique d'information et de formation s'appuyant sur les technologies nouvelles, mais aussi sur le rôle des associations, sur la mise en oeuvre d'une police de proximité, sur la pratique de l'îlotage et sur une politique de développement des quartiers qui ne néglige pas leur animation.

En matière d'insécurité routière, où nous battons tous les records, ce qui grève lourdement le budget sanitaire et social, une prévention efficace doit aller de pair avec une répression sans faille, sans négliger la nécessaire réorganisation dans tout le pays des transports routiers.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La Guadeloupe vit une situation d'asphyxie qui engendre des coûts financiers économiques, humains peu ou mal calculés.

● Nous devons réaffirmer la nécessité d'un Aménagement du Territoire qui fasse une place importante à notre agriculture et qui respecte notre environnement :

• *Réaffirmer notre droit à produire ;*

• *Lutter contre les délocalisations ;*

• *Clarifier les compétences des collectivités, refuser le mitage ;*

• *Promouvoir de plus en plus l'interaction entre les collectivités et notamment les communes.*

● Nous entendons aboutir à une révision de la Loi sur le Littoral dont les agences centralisées dépouillent les élus locaux de leurs prérogatives.

● Nous devons remettre sur le chantier des zones franches hâtivement mises en place par la Droite.

● Nous devons résolument nous pencher sur le problème des transports en mettant en place un véritable service public qui ne fasse pas fi des acquis d'une situation héritée de l'Histoire.

En outre, une approche pluridisciplinaire de l'Aménagement du territoire est nécessaire pour faire de la Guadeloupe un grand chantier de l'avenir.

En observant certains pays voisins et leur préparation, nous avons le sentiment de n'avoir pas assez compris combien la préoccupation de l'Aménagement du Territoire était stratégique. Il s'agit véritablement d'une préoccupation de survie qui passe par une révision radicale de nos institutions.

«En effet, la liberté de choisir son destin individuel ne peut s'épanouir que dans un rapprochement de partenaires solidaires dans l'action. Nos sociétés modernes condamnées à croître en complexité ne peuvent progresser dans la liberté que par la solidarité».

Cette citation de Paul Bernard nous autorise à aborder l'Aménagement du Territoire, par le biais du destin de nos pays étroitement imbriqués dans le complexe tourbillon de la mondialisation, mais aussi infiniment petits et particuliers, petitesse et particularisme qui ne leur enlèvent pas le droit à la parole, loin s'en faut.

LA RELATION DES RÉGIONS-DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER AVEC L'EUROPE

Les Régions d'Outre-Mer sont dans une situation ambiguë vis-à-vis de l'Union Européenne. Elles sont en effet considérées comme faisant partie intégrante de l'ensemble, mais dans le même temps leurs problèmes sont toujours traités à part en raison des spécificités qu'elles présentent.

La question d'un traitement objectif de la situation des régions d'Outre-Mer dans l'Union est d'autant plus urgente que, sous les auspices du gouvernement de droite, une nouvelle rédaction de l'article 227-2 du Traité de Rome a été proposée à la Commission, rédaction dont certains aspects étaient inquiétants en raison de leur imprécision qui maintenait la porte ouverte aux anciens errements.

Il y était dit par exemple que «les institutions de la Communauté agissant dans le cadre des procédures.... déterminent, lorsqu'un besoin objectif existe, les conditions spécifiques d'application des dispositions du... Traité».

Cette rédaction autorisant le maintien d'une politique au «coup par coup», il a été souhaité, de proposer une formule à introduire dans le Traité, qui permette de structurer et d'institutionnaliser la relation de l'Union avec les régions d'Outre-Mer, en considération de l'originalité et des intérêts de ces dernières. L'arrivée de la Gauche a introduit une nouvelle donne, et les efforts d'Amsterdam ont aussi concerné une approche nouvelle de la Défense de l'Outre-Mer.

Pourtant, après le sommet d'Amsterdam, le constat doit être fait que la situation de l'Outre-Mer vis-à-vis de l'Europe est loin d'être éclaircie. Même les dispositifs européens qui les concernaient jusqu'ici (sur la banane par exemple) sont menacés. Un chantier collectif réunissant des représentants du ministère de l'Outre-Mer et des Régions-Département d'Outre-Mer, pourrait être lancé pour établir les bases d'une définition des rapports Outre-Mer/Europe satisfaisante pour tous.

LA FISCALITÉ

A l'initiative des socialistes, la loi PONS a connu une nouvelle orientation axée sur le développement des activités productives. Après avoir profité, principalement, au transport et à la navigation de plaisance plus qu'à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche où elle aurait dû pleinement jouer son rôle d'incitation fiscale en faveur de ces branches économiques.

Le paradoxe d'une telle situation doit être inversé par la mise

en place de mesures d'incitations fiscales aidant les éleveurs et les marins-pêcheurs à constituer des unités rentables de taille humaine susceptibles d'accueillir la force de travail d'une jeunesse désireuse, avant tout, de travailler.

Le dispositif doit être reconduit pour accentuer la diversification de l'agriculture, (initiée ces dernières années) en fruits et légumes notamment, où la concurrence des pays ACP est forte. Un label «Européen» pour certaines productions fruitières devrait être recherché pour faciliter l'écoulement des fruits et légumes sur le grand marché, d'autant qu'un certain nombre d'entre elles bénéficient d'aides européennes et qu'elles contribuent à réduire le chômage.

Les deux cultures spéculatives traditionnelles, canne et banane, sont mal en point pour des raisons liées à cette concurrence mais, également, aux conditions climatiques dont souffrent durement les exploitations, et qui pénalisent les professionnels.

La maîtrise du foncier conditionne le développement de l'agriculture, et la politique en vigueur de déclassement systématique de terrains, hypothèque la mise en place d'une politique faisant du secteur agricole un pôle porteur d'expansion et de retombées favorables pour l'emploi.

La défiscalisation au «coup par coup» ne doit plus être la règle. Au contraire nous proposons une contractualisation des secteurs devant faire l'objet de défiscalisation. L'objectif étant d'induire des effets d'entraînement pour une véritable économie de production dans un contexte volontariste.

Par ailleurs, la politique de l'Institut d'Emission des DOM (IEDOM), doit être davantage tournée vers le développement de la Guadeloupe, et incitative à une économie de production. Également, l'Epargne locale doit pouvoir être disponible sous forme d'Emprunt Régional soutenu par l'Etat.

En ce qui concerne l'Octroi de Mer dont la survie est remise en cause par les nécessités d'harmonisation européenne il conviendrait, sans attendre sa suppression, de prévoir la mise en place d'une disposition fiscale ayant les mêmes résultats quant à la recette prévisionnelle.

COOPÉRATION, CULTURE

A - L'Alternative

La Guadeloupe est actuellement confrontée à l'alternative simple suivante :

- *L'intégration-disparition dans le moule d'une société de consommation importée, ou*
- *La survie de son âme et de sa culture, qui passe par une redéfinition de son mode de développement.*

Il va de soi que tous les Guadeloupéens de bon sens font le choix du second terme de l'alternative, pour que la Guadeloupe puisse aussi vivre par elle-même dans le cadre de la nation française.

Le premier terme de l'alternative se révèle absurde aussi bien pour ce qui concerne les Guadeloupéens restés sur leurs îles que pour ceux qui ont été contraints à l'exil, appelés à vivre dans un «el dorado» dont ils déchantent aujourd'hui.

Ceux de l'Hexagone :

La chance de trouver un emploi dans l'Hexagone se restreint, et, en tout état de cause, particulièrement dans les villes et les banlieues où règnent l'intolérance liée à la présence d'un nombre important d'étrangers, les originaires de la guadeloupe sont assimilés de ce fait à ces populations immigrées souvent en difficulté, et victimes d'un incontestable ostracisme. Le mirage du départ pour la métropole n'est donc plus la solution miracle d'autrefois.

Certes le modèle français d'intégration permet un certain nombre de réussites individuelles, mais il n'autorise guère en général les originaires des Antilles à se sentir parfaitement reconnus dans l'Hexagone et à y exercer pleinement leurs responsabilités. Au demeurant, si la communauté antillaise de l'Hexagone comporte des scientifiques, des médecins, des professeurs, des cadres administratifs, des sportifs de haut niveau, etc..., elle n'est guère présente dans les métiers de représentation et les fonctions électives.

L'exil a donc le plus souvent abouti à une dépersonnalisation de nos compatriotes sans intégration réelle.

Sur place :

Le Guadeloupéen ne bénéficie d'aucune protection particulière sur le marché de l'emploi local, de sorte qu'aujourd'hui se produit une inversion du flux migratoire ainsi qu'une prise de contrôle de l'économie locale par des intérêts qui nous sont extérieurs. Une réflexion sérieuse s'impose sur les solutions à mettre en oeuvre pour le respect d'une certaine identité à laquelle les guadeloupéens sont attachés, dans le respect bien sûr, des droits et devoirs des citoyens français, mais prenant en compte nos spécificités et la réalité de la structuration de notre société sur la plan local.

B - Considérer ce que nous sommes

1- Culture et Développement

Il ne peut y avoir de réel développement d'un «Pays» sans affirmation de son identité.

Les Guadeloupéens pour leur part n'ont cessé d'affirmer leur identité par les moyens les plus divers, malgré la sournoise opposition des partisans de l'intégration-disparition à des fins exclusives de profit. Utilisant tantôt le levier politique (parfois même dans la violence), tantôt leur génie propre, dans le domaine de la musique et de la littérature par exemple, tantôt la résistance économique larvée, ils ont à ce jour réussi à garder trace de ce qu'ils sont, jusqu'à imposer même, dans leurs contacts avec l'extérieur, une petite part d'eux-mêmes aux autres. Mais pour combien de temps, tant est forte la pression !

Déjà notre jeunesse se laisse peu à peu envahir par des schémas culturels étrangers à nous-mêmes, et l'on perçoit aujourd'hui un affadissement sensible des points les plus forts de notre identité. Force est de constater que les messages-matraquages des médias modernes désagrègent progressivement notre culture et constituent un danger éminent pour la sauvegarde de notre identité.

Or, il est clair que la sauvegarde de cette identité est essentielle pour conserver la capacité de création. Création et créativité, sont le corollaire de tout effort de développement.

Certes il ne s'agit pas de réagir au problème posé par la tentation du protectionnisme et de la rupture avec l'autre, mais plutôt, en utilisant les éléments de notre culture propre, de faire en sorte que nous puissions maîtriser par nous-mêmes, pour nous-mêmes, et dans l'intérêt de la Nation toute entière, tous les moyens modernes permettant de véhiculer, de vendre notre propre créativité.

Les technologies avancées de la communication doivent être à cet égard pour nous une cible privilégiée.

Culture et développement sont donc pour la Guadeloupe intimement liés, car, pour peu que les initiatives viennent de nous, elles peuvent être sur place productrices d'emplois pour l'avenir.

Le monde chante, danse, fait de la musique sur la base de nos rythmes et de nos mélodies. Le produit de notre génie musical n'a jamais profité à notre pays mais il enrichit en millions de dollars les multinationales qui n'ont que faire des difficultés et de la misère d'une partie de notre population. De ce fait, l'Etat n'a jamais financé en Guadeloupe la moindre école de musique, et les initiatives associatives qui existent dans ce sens sont très peu encouragées, voire menacées ; dans un «Pays» où cette dernière est reine, on compte sur les doigts de la main les musiciens professionnels.

Ainsi dans ce domaine précis ne sommes-nous jamais considérés pour ce que nous sommes, mais simplement pour ce que nous pouvons rapporter. Il en est de même dans de nombreux autres secteurs.

2 - La Guadeloupe appartient aussi à la Caraïbe

Une des caractéristiques de notre pays, c'est que tout en faisant partie intégrante de la France et de l'Europe, il est naturellement implanté au coeur de la Caraïbe. Si nous

sommes des Européens de jure, nous sommes de facto des Caraïbéens.

On ne peut plus continuer à jouer de la fiction de notre européanité pour nous faire avaler les couleuvres d'un capitalisme intransigeant, enfermés que nous sommes dans une enclave juridiquement protégée, à plus de 6500 kilomètres du centre, tandis que nous sommes coupés de nos semblables du monde caraïbe, divisés, compartimentés par les séquelles et les écrans de la période coloniale.

Notre appartenance au monde commun de la Caraïbe est au demeurant un atout pour la France, pour peu que nos gouvernants le comprennent, sans céder à l'égoïsme naturel des capitalistes qui souhaitent à tous prix conserver des marchés protégés à leur bénéfice, taillables à merci.

Cet atout, c'est notre communauté de mentalité, c'est donc notre capacité potentielle à capter et à harmoniser les relations du futur entre les pays d'une zone destinée à devenir, pourquoi pas, une aire de prospérité. C'est aussi de pouvoir, avec notre originalité, affirmer dans la zone la présence française au travers de notre identité. C'est de se servir de nos intelligences, avec notre sensibilité propre pour promouvoir un développement dans la zone, dont à terme notre Nation pourra tirer le bénéfice.

Accepter que la Guadeloupe appartienne aussi à la Caraïbe est donc un élément primordial pour son développement dans l'harmonie et l'équité auquel donne droit aux Guadeloupéens leur statut de citoyens français.

La coopération avec le monde caraïbe, ne doit plus être considérée selon des schémas obsolètes teintés de parisianisme, mais de façon nouvelle. Au coeur de la problématique, l'homme Guadeloupéen, citoyen français, doit trouver une place nouvelle, où sa capacité à assumer et à assurer sa double qualité de français et de caraïbéen serait considérée comme un facteur positif de progrès. Le rayonnement de la Guadeloupe dans la zone pourrait alors faire coïncider l'intérêt de la Nation et celui du «Pays».

3 - Des choix fondamentaux sont nécessaires

Pour répondre de manière satisfaisante à la nécessité exposée de sauvegarder l'identité guadeloupéenne, des choix fondamentaux se révèlent nécessaires, qui constitueraient une véritable révolution dans les habitudes prises depuis 50 ans pour faire semblant de résoudre au jour le jour les problèmes qui se posent de manière structurelle.

• Pour un développement culturel et sportif :

Le parti doit être pris aujourd'hui, à défaut de pouvoir disposer de matières premières à des coûts compétitifs, de produire résolument de la matière grise, utilisable sur place mais aussi exportable. Ce parti serait d'autant plus adapté à la situation locale, que les activités qui en résulteraient seraient génératrices de fortes plus values.

Il suppose un effort considérable sur tout le système éducatif local, du primaire à l'enseignement supérieur, non seulement sous l'angle des moyens (c'est-à-dire la capacité d'accueil, l'équipement, le nombre de professeurs qualifiés etc...), mais aussi sous l'angle de la qualité et des orientations qui devraient privilégier les langues, les technologies de pointe, les métiers du secteur des services (banques, commerce, assurances, artisanat de maintenance etc...), et du sport. Une telle démarche devrait s'accompagner bien entendu d'une prise en compte sans tabous des spécificités locales, dont la reconnaissance de la langue créole (qui est un élément non négligeable de la francophonie, parlé par plus de 10 millions d'individus dans la zone), pourrait se révéler bien utile dans l'avenir.

• Pour remettre en question la société de consommation :

Le système bâtard actuel doit être remis en question. Au lieu d'entretenir à grands frais une société guadeloupéenne improductive, dont le rôle après tout n'est que de servir de relais en ramassant les miettes au passage, pour autoriser la transformation de l'argent public français en argent privé bien souvent au profit de multinationales, ne vaudrait-il pas mieux réfléchir aux moyens de relancer une société de production digne et rentable pour toutes les parties !

Avoir le courage de mettre en question les choix actuels de consommation locale suppose il est vrai, qu'une véritable autorité locale en ait les moyens, y compris au regard de certaines décisions de la Commission européenne.

• Pour refuser une intégration stupide et aveugle :

Le mode d'intégration actuel associe effectivement la stupidité à l'aveuglement, aucune politique claire n'ayant jamais été affirmée par les gouvernements successifs de la France sur cette question. Les orientations n'ont été le plus souvent que la conséquence du mot d'ordre «pas de vagues» adoptés par les ministres, ou sur le plan local par les préfets.

L'homme guadeloupéen refusant de se faire digérer et déféquer, il convient de trouver des formules innovantes l'autorisant à exister pour lui-même aussi.

Il faut donc trouver une formule statutaire lui permettant d'orienter son avenir, de dire non chaque fois qu'il aura le sentiment d'un danger sur sa propre personne et sur ses intérêts fondamentaux.

• Trouver les moyens d'une politique innovante

Au moment où les restrictions budgétaires sont à l'ordre du jour, il peut paraître extraordinaire de réclamer les moyens nécessaires à une politique nouvelle pour notre pays. Mais le sujet est trop grave pour être classé simplement dans la rubrique des affaires courantes. Au demeurant la dette reste à payer du prix de notre sous-développement imposé pendant des siècles pour le confort des forces de l'Argent.

Il faut donc se situer hors des schémas de financement habituels, et considérer la reconstruction de notre pays comme un grand chantier exceptionnel dont la rentabilité sera assurée à terme au prorata de l'investissement consenti.

Et donc prendre la mesure des moyens nécessaires pour que survive un peuple, une âme, et le faire en se disant que le concours apporté pourrait bien finalement contribuer au développement commun de l'ensemble national.

IV
L'ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE: PASSER DES MOTS AUX ACTES

Entre la mondialisation et la construction de l'Union Européenne, nous voyons émerger une forte aspiration à un pouvoir régional, identitaire et culturel. Elle se manifeste dans des formes institutionnelles telles qu'elles existent notamment à Madère aux Açores et aux Canaries.

Pour la Guadeloupe, l'évolution institutionnelle ne peut se limiter à un débat sur le nombre d'assemblées qui a déjà connu la sanction du Conseil Constitutionnel en 1984.

La particularité de cette organisation outre-mer, c'est le caractère monodépartemental de la région.

Le Conseil Constitutionnel, on l'a vu, considère que l'article 73 ne concerne pas les Régions ; certes, il estime que ni l'article 72 ni l'article 73 n'excluent la possibilité pour les collectivités territoriales créées par la loi -et donc pour les régions- de faire l'objet de mesures d'adaptation ; mais il affirme que ces mesures doivent «se traduire par un aménagement limité des compétences des régions et des départements d'outre-mer par rapport aux autres régions et départements».

Cette formule peut avoir deux significations différentes : ou bien le Conseil a voulu appliquer pour la Région les mêmes principes qu'un Département (adaptation limitée par leur situation particulière) ; ou bien, reliant la région au département il n'a pas voulu qu'outremer l'organisation régionale puisse porter atteinte à l'organisation départementale.

L'analyse de la décision du Conseil en date du 25 juillet 1984 fait pencher en faveur de la deuxième interprétation ; en effet, si le Conseil n'a pas voulu que la loi soumise à son examen prive le département de certaines compétences (qui lui sont reconnues en métropole) pour les transférer à la région, il ne s'est pas opposé, par contre, à ce que la région reçoive outremer des compétences qu'elle n'a pas dans la métropole.

Finalement dans cette décision du Conseil, on constate qu'il y a des compétences régionales que le Conseil refuse pour la raison précitée, d'autres qu'il accepte parce que l'atteinte aux contributions départementales lui paraît limitée, d'autres enfin qu'il admet -même si la loi les retire aux départements- parce qu'elles ne correspondent à aucune des attributions reconnues en métropole à des collectivités territoriales.

Les réflexions menées en Guadeloupe dans le cadre de la refondation du Parti Socialiste au cours de l'année 1996 ont trouvé un écho favorable dans les prises de position du Parti Socialiste et de son leader Lionel JOSPIN. Ainsi, les socialistes se sont engagés sur la proposition d'«un nouveau Pacte Républicain pour l'Outre-Mer qui doit aussi se traduire par des évolutions institutionnelles différenciées, rendues possibles par une réforme appropriée de la Constitution».

Cette réforme constitutionnelle devrait permettre la consultation des guadeloupéens sur un cadre institutionnel et administratif consacrant, à la fois, une autonomie politique, administrative et financière de notre région et notre attachement à la République Française.

La mise en œuvre de la réforme devra prendre en compte les aspirations spécifiques de Saint-Martin et de Saint-Barthélémy dans le cadre de la Région Guadeloupe.

Les nouveaux moyens institutionnels et fiscaux permettraient à notre pays de devenir, tant au plan national qu'européen, un acteur à part entière de la politique de cohésion.

Ceci correspondrait à une meilleure application du principe de subsidiarité, c'est-à-dire à un rapprochement des citoyens et à un plus grande efficacité.

V
L'ACTION GOUVERNEMENTALE

A ce propos nous savons les difficultés de l'action, l'importance de la pratique, de la méthode pour contraindre le réel, d'autant que les engagements du Parti basés sur une profonde éthique de conviction ont suscité ici des espoirs importants de changement.

C'est donc avec solennité que nous, socialistes guadeloupéens nous portons un regard qui se veut critique sur la politique du Gouvernement.

Deux points marquent notre constat. :

En premier lieu et de façon générale, certaines décisions nous semblent correspondre aux promesses de la campagne. Nous approuvons l'action vis-à-vis des salariés de Renault-Vilvorde et les décisions après le Sommet d'Amsterdam, même si en ce qui concerne Vilvorde des avis peuvent sensiblement diverger, et même si la modification de l'article 227/2 du Traité de Rome ne nous a pas donné entière satisfaction.

Les résultats des Élections Législatives de Juin 1997 ont plus que confirmé le score du Candidat Lionel JOSPIN aux Présidentielles de 1995.

Le Camarade Premier Secrétaire Lionel JOSPIN, lors d'une visite en décembre 1996, a pu mesurer à la fois la popularité dont il jouit, l'ancrage à gauche des Guadeloupéens et surtout la forte attente de voir leurs légitimes aspirations enfin prises en compte. C'est dire qu'ici en Guadeloupe, si la Fédération Socialiste est prête à être «le relais du Gouvernement», elle veut surtout être «l'acteur du changement» en se faisant l'écho des observations et des revendications des forces vives de la Guadeloupe.

Les mesures sur le déficit ont été plus positivement appréciées, mais les suppressions de Crédit Outre-Mer concernant la Ligne Budgétaire Unique, inquiètent les entreprises du secteur B.T.P. Nous rappelons qu'un urgent plan de réhabilitation et de construction de logements doit répondre à la forte demande et relancer les activités et l'emploi. Il en est de même pour l'approche gouvernementale en ce qui concerne les allocations familiales, ou la position du Gouvernement relative au scrutin pour les prochaines élections régionales.

Ceci ne nous empêche nullement de nous poser certaines questions, signe d'attentes et d'inquiétudes de notre part.

Et d'abord le projet de Loi sur l'immigration va-t-il comprendre un élément particulier aux DOM ? Va-t-on considérer que le problème ici ne peut se poser de la même façon ? A ce niveau la politique française va-t-elle justifier les craintes de désengagement qu'éprouvent de nombreux Africains qui ont pourtant toujours confiance en la France ?

Par ailleurs, qu'elles orientations seront déterminées pour le statut de l'Elu attendu avec impatience, ou encore quelles mesures effectives seront prises dans le respect des engagements quant au cumul des mandats ?

En second lieu, et plus particulièrement la visite du Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer a fait ressortir une nécessité encore plus forte par rapport aux autres fédérations et autres ministères, de la mise en place effective d'un système de relations entre le Ministère de l'Outre-Mer et les Forces de Progrès. Car d'une part, les espoirs suscités par la Gauche exigent que soient mises en place de manière urgente des actions spécifiques à la situation observée dans notre «Pays» ; car d'autre part, même si le Premier Ministre exclut toutes «chasses aux sorcières» ce que nous approuvons, le Gouvernement devra veiller fortement à la promotion de l'homme guadeloupéen, notamment à travers ses nominations dans les services déconcentrés de l'Etat, moteur du changement, et dans les services en charge des relations extérieures de l'Etat dans la Région des Caraïbes. C'est que les premiers projets de Loi présentés par le Gouvernement laissent apparaître dans leur approche une absence de prise en compte effectif des donnes locales, et donc un risque de trop faibles retombées pour notre région. Aussi le Projet de Loi relatif au Développement d'Activités pour l'Emploi des Jeunes, devrait prendre en considération les difficultés financières de nos collectivités locales qui risquent d'être un frein à l'action souhaitée, alors même que le taux de chômage est supérieur à 30%. Par contre, en plus du bénéfice des mesures génériques nationales, un plan spécifique pour l'emploi en Guadeloupe nous semble indispensable.

Nous souhaitons que toutes les réflexions sur la défiscalisation, ou la fonction publique soient menées dans la plus large concertation et prennent en compte les effets sur le développement économique. En intégrant les conclusions du Rapport ANDERSEN qui concluent en particulier au coût nul de la défiscalisation pour le Trésor Public, il serait important que le dialogue puisse s'instaurer entre les acteurs économiques et le gouvernement sur la possibilité de renforcer nos entreprises en fonds propres par le biais de la défiscalisation.

Il s'agirait, bien sûr, de mesures visant des sociétés inscrites au registre du Commerce en Guadeloupe depuis un certain temps, afin d'éviter que nous soyons une fois de plus le paradis des «chasseurs de primes».

Enfin, dans le Secteur de l'Education une politique réaliste et socialiste doit conduire à la mise en oeuvre d'un train de mesures rapides concernant la rentrée scolaire de 1997. Pour le moment les moyens mis à la disposition du nouveau Rectorat de Guadeloupe sont notoirement insuffisants tandis qu'un projet éducatif, des programmes adaptés sont une priorité.

Au total, la méthode Jospin qui s'inscrit dans la durée, doit tout de même connaître des inflexions en ce qui nous concerne pour que les signes tangibles du changement se fassent jour assez rapidement.

Contribution sur la politique sportive

SIGNATAIRE

Michel RANGER, Premier Fédéral de l'Eure

Il y a encore quelques années, la compétition sportive de haut niveau et les athlètes étaient considérés comme des exem-ples pour une nation.

Aujourd'hui, il n'existe pas une semaine sans que la presse ne se fasse l'écho d'argent, source de tricherie, dopage, violence. Des salaires exorbitants aux contrats mirobolants, l'argent règle bel et bien la vie des sportifs. Certes, la carrière sportive est courte. Mais, elle ne peut pas, en tout cas, justifier de telles dérives.

Il n'est, bien sûr, pas question de remettre en cause la compétition sportive de haut niveau, indispensable pour encourager la pratique du sport à la base. Il s'agit, surtout, de la considérer autrement en revenant plus aux valeurs sportives plutôt qu'aux valeurs financières.

A un moment où les difficultés économiques et sociales pèsent lourdement, outre les aspects financiers précités, il conviendrait d'engager une réflexion sur les rapports Collectivités Publiques - Sport. Le sacrifice de la pratique du sport de masse au profit du sport spectacle n'est pas tolérable surtout lorsque certaines Collectivités ne s'engagent que dans cette voie. Le rôle des Collectivités Territoriales, en matière sportive, doit être plus orienté en faveur d'une pratique de masse tout en veillant à ne pas écarter le haut niveau. L'un ne va pas sans l'autre et inversement.

Aujourd'hui, à peine 20 % des jeunes de notre pays pratiquent régulièrement un sport par le biais associatif, excellent moyen d'insertion, de prévention et d'accès à la citoyenneté. Une des raisons de cette situation est généralement liée au manque de moyens financiers des Associations, pourtant vecteur d'emplois. Celles-ci, con-traintes de pratiquer des tarifs d'adhésion élevés, excluent de fait toute une partie des populations d'origine modeste avec tous les inconvénients que cela suppose. Dans ce même temps, profitant de ces faiblesses, de grandes marques d'équipements sportifs, ou autres avides de promotion, n'hésitent pas à organiser des compétitions sans un minimum d'encadrement.

Dans ces conditions, il semble important que le Parti Socialiste soit à l'origine d'une politique sportive **redéfinissant les rapports du sport et de l'argent** et encourageant parallèlement une pratique de masse complémentaire du haut niveau, afin que tous les jeunes puissent pratiquer les sports de base quels que soient les moyens financiers de leur famille.

L'aménagement des rythmes scolaires constitue la première étape vers une pratique de masse. Toutefois, nous ne pourrons pas faire l'économie d'un grand débat national sur les rapports sport - argent, sur le rôle des Fédérations, Ligues et Comités, sur les réglementations de plus en plus contraignantes et sur le **statut des bénévoles** sur lesquels repose en grande partie le sport français.

Coll. Fondation Jaurès

La rénovation politique passe par la parité

SIGNATAIRES

Yvette ROUDY
ANCIENNE MINISTRE, DÉPUTÉE-MAIRE DE LISIEUX
MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL

I
LA PARITÉ, UN PRINCIPE QUI S'EST IMPOSÉ

La rénovation de la vie politique est au coeur de nos préoccupations. Rénover c'est moderniser, faire en sorte que la vie politique soit en harmonie avec les aspirations du mouvement social. C'est aussi ne pas tricher. Dire ce que l'on fait, faire ce que l'on dit. Ecouter ce que dit l'opinion non pour la suivre aveuglement mais pour tenir compte de ses demandes les plus insistantes. Or, voici bientôt dix ans que l'opinion dit et redit qu'elle souhaite une féminisation de la vie politique et il y a cinq ans la Charte d'Athènes appelait les organisations politiques des pays de l'Union Européenne à faire figurer dans les instances de décisions autant d'hommes que de femmes à parité. Ce principe démocratique s'est imposé moralement, politiquement à une majorité de nos compatriotes. Il doit devenir réalité.

Mais comment la réaliser ? Quelle stratégie ?

II
LE MODÈLE NORVÉGIEN

Dans une publication sortie en 1995, je préconisais la méthode graduelle qui a fort bien réussi au Parti Socialiste Norvégien puisque les Norvégiennes siègent quasiment à parité avec les hommes dans toutes les instances du Parti et des organismes gouvernementaux. La Norvège n'est pas la France : l'histoire, les traditions ne sont pas les mêmes mais il y a des similitudes. Lorsque Gro Harlem Brundtland accède au poste de Premier Ministre en 1982, elle décide de faire figurer 50% de femmes au Gouvernement. Elle avait auparavant occupé dans le Parti Socialiste Démocrate diverses fonctions, notamment celle de responsable aux Droits des Femmes et fait adopter un quota de 40%. Le principe de l'augmentation graduelle s'est appliqué dans ce Parti grâce aux efforts conjugués des dirigeants et d'une organisation de femmes proche du Parti Social Démocrate qui accueille les femmes sans exiger qu'elles prennent leur carte au Parti. Chaque élection voit doubler la représentation des femmes. Au bout de quelques temps, comprenant l'utilité d'une représentation féminine en politique, le Gouvernement lui-même accorde une subvention et soutient le mouvement.

En 1981 les Norvégiennes sont 31,1% dans les Conseils Municipaux, niveau reconnu indispensable pour peser dans une Assemblée. D'alibi les femmes sont devenues une minorité de poids. En Mai 1987 elles atteignent 40,70% dans les régions. Aux dernières élections législatives en 1995 elles avaient atteint le chiffre de 49%.

En 1988, le forum nordique qui a réuni les Ministres Scandinaves concernés a adopté la Résolution suivante : "La question de la représentation des femmes dans les lieux de décision est importante pour deux raisons

1° En tant que groupe, les femmes doivent participer à la redistribution des ressources de la société dont elles sont partie prenante. Nos principes démocratiques exigent qu'elles soient représentées.

2° L'expérience des femmes, leurs connaissances, leurs cultures représentent des valeurs, des richesses dont la société toute entière doit bénéficier.

III
SEPT PROPOSITIONS POUR RÉALISER LA PARITÉ ET CONTRIBUER À RENOVER LA VIE POLITIQUE

Que peut faire le Parti Socialiste français, différent dans son organisation des Partis Sociaux Démocrates européens et de l'Internationale Socialiste en cela qu'il intègre mal la présence à ses côtés d'une association telle que l'Assemblée des Femmes créée en 1992 et pourtant reconnue au Congrès de BORDEAUX. Nous pouvons, partant du réel, suivre la méthode de JOSPIN qui, par une initiative historique, a inversé la tendance en matière de représentation politique des femmes en France et fait passer leur pourcentage de 6 à 18% dans le Groupe Socialiste au Parlement (on a trouvé des candidates et on n'a pas perdu les élections, contrairement aux prédictions pessimistes de certains). Partant de là le Parti peut décider lors de son prochain congrès, de consolider l'acquis et d'aller plus loin :

1. En proposant un suivi des femmes candidates en Mai 1997 élues ou non,

2. En décidant de réserver à des candidatures féminines les sièges aujourd'hui occupés par des femmes,

3. En s'engageant à doubler leur représentation dans 5 ans (c'est à dire atteindre 36% en 2002 et la Parité en 2007), (même méthode pour les Sénatoriales -tant que l'on n'aura pas supprimé le Sénat)

4. En décidant d'appliquer la Parité dès maintenant pour toutes les élections à la proportionnelle, ainsi que dans les organes de décision internes du Parti Socialiste et cela en respectant l'alternance homme-femme du début à la fin des listes,

5. En limitant drastiquement les mandats électifs et les **fonctions**, libérant ainsi des centaines de places,

6. En instillant un peu de proportionnelle dans les scrutins législatifs et ceux des Conseils Généraux (tant que l'on n'aura

pas supprimé les Conseils Généraux qui font de plus en plus double emploi avec la Région).

7. En établissant avec l'ASSEMBLÉE DES FEMMES et l'I.P.E.F.F. qui depuis 4 ans travaillent à la préparation des femmes à la vie politique, des relations normales qui pourraient prendre la forme d'une convention, comme cela se fait dans la vie ordinaire.

Ces mesures simples qui n'exigent que de la volonté politique et quelques mesures législatives permettraient au Parti Socialiste et à l'ensemble des partis politiques de rattrapper leur retard sur 10 ans,

Faut-il pour cela passer par une modification de la Constitution ?

La question a été posée à l'Université de l'Assemblée des Femmes à LISIEUX le 26 Août dernier. Ont lancé la discussion : Catherine TASCA, Présidente de la Commission des lois, Catherine LALUMIERE, Parlementaire Européenne, Françoise GASPARD, Universitaire. Les avis sont partagés mais le consensus est possible.

Pour les unes, il vaut mieux modifier la Constitution et y inscrire la Parité en indiquant que les outils appropriés telles que les **actions positives** pourront être utilisées.

Pour d'autres, une loi organique suffit. Une loi est indispensable de toute façon, pour préciser les moyens qui devront être appliqués pour atteindre la Parité sur 10 ans. Rappelons que la Constitution nous dit déjà dans son préambule de 1946 que "la loi garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme". Quand on dit "garantit" cela ne veut-il pas dire que l'on peut (**doit** même) préciser les moyens qui permettent de réaliser une représentation politique équilibrée entre les deux sexes ?

Les rédacteurs de la Constitution en 1946 n'avaient-ils pas prévu dans leur sagesse la modernisation démocratique de notre société ? Il suffirait donc de les suivre sans se laisser détourner par certaines arguties juridiques ?

IV
ET POUR TOUT DE SUITE...

Au delà de la revendication pour la Parité, il reste que les femmes qui ont soutenu la Gauche et se sont réjouies de l'arrivée de Lionel JOSPIN à Matignon attendent la nomination d'une interlocutrice responsable aux Droits des Femmes. Les problèmes en attente sont multiples et importants.

- La loi sur l'Egalité professionnelle reste mal appliquée faute de volonté politique.
- La formation des filles est toujours insuffisante particulièrement dans les métiers techniques.
- Les livres scolaires continuent de reproduire mécaniquement des images d'un autre temps.
- Les Centres d'Information des Droits des Femmes, si utiles, vivent difficilement.
- Les associations d'aide aux victimes de violence se plaignent de manquer de moyens en personnel qualifié notamment.
- La qualité des soins dans les hôpitaux pourrait être améliorée.
- Le dépistage du cancer, l'information sur la contraception, l'accueil des demandes en matière d'IVG sont insuffisants. Trop de retard dans les hospitalisations obligent trop de femmes à chercher à l'étranger les interventions qu'elles sont en droit d'exiger chez nous.

A toutes ces questions et d'autres encore le Gouvernement doit apporter des réponses. Pour cela il nous faut sans tarder une interlocutrice, disponible, convaincue, ouverte au dialogue, facile d'accès, au fait des complexités administratives, bénéficiant du soutien direct du Premier Ministre. Les Droits des Femmes concernent **tous les Ministères** : l'Emploi, les Affaires Sociales, la Santé, l'Education Nationale, la Justice, la Culture, l'Intérieur, l'Armée...

Rénover la politique c'est aussi être davantage à l'écoute de ce que disent les femmes.

Coll. Fondation Jaurès

Pour une prévention primaire de la violence et de l'échec

SIGNATAIRE

Martine ROURE - Conseillère Municipale de Lyon - Conseillère Communautaire
Membre de la Commission Nationale des Conflits du Parti Socialiste.

Alors que nous avons tous certainement la volonté d'enrayer la violence des jeunes, comment mettre en place des moyens efficaces de prévention ? Le premier pas est la prise de conscience de la gravité de la situation.

L'importance de la petite enfance n'est plus à démontrer. Il faut une réelle volonté politique pour faire face à la violence des jeunes. Cette violence n'est pas inéluctable mais il faut traiter les maux à leurs sources et ne pas se contenter de traiter les symptômes.

L'évolution du contexte socio-économique actuel et notre impuissance à régler le problème de la violence nous obligent à inventer de nouvelles réponses, de nouvelles attitudes sociales, en tant que politique, professionnel ou simple citoyen, afin que chacun soit acteur de son présent et de son avenir.

Actuellement, chacun a son discours sur la violence scolaire, mais cette violence scolaire n'est-elle pas issue d'une réalité quotidienne?

La violence collective est celle qui se voit le plus mais les violences quotidiennes, les femmes et les enfants battus, les problèmes de voisinage que l'on peut qualifier de petites violences sont très mal vécues par ceux qui en souffrent et c'est dans ce climat que naissent, que grandissent certains enfants aujourd'hui. Les réponses du corps social à travers ses institutions sont souvent tout aussi violentes.

La violence que nous constatons est la cause et la conséquence d'une situation de souffrance. La plupart du temps, elle ne résulte pas d'une absence de valeurs mais bien plutôt de valeurs disparates, d'appartenances socio-culturelles multiples et conflictuelles, de discours sociaux paradoxaux.

On sait que le processus de socialisation s'acquiert à l'intérieur de la famille. Les difficultés familiales sous-jacentes qu'expriment les manifestations de violence sont graves à double titre. D'une part, les enfants issus des familles en difficultés auront beaucoup moins de chances de réussite sociale, d'autre part, les conditions sont réunies pour que leurs enfants vivent la même situation : acculturation et marginalisation.

La violence est indicatrice des problèmes sociaux à prendre en compte de manière urgente. Lorsqu'on parle de violence scolaire on s'approprie une difficulté qui appartient tout d'abord aux parents.

Aux solutions "orthopédiques" ou répressives, il serait temps de privilégier des solutions de prévention qui, créant un contexte familial différent, permettraient enfin d'éviter des souffrances individuelles et sociales inutiles et de pratiquer une véritable politique d'insertion et de socialisation dès la naissance.

Les lieux d'accueil parents-enfants sont extrêmement précieux. Une aide psychologique et morale des nouveaux parents est souvent nécessaire.

Il est fondamental d'ouvrir l'école maternelle dès deux ans avec une structure d'accueil spécifique pour les enfants de cet âge là qui n'ont pas les même besoins que les enfants plus agés. On doit aussi pouvoir accueillir les parents de ces petits enfants afin de les aider à surmonter leurs difficultés éducatives. De nouveaux métiers sont nécessaires et à inventer.

Il parait important de se rapprocher des services de la Protection Maternelle et Infantile, des médecins, des assistantes sociales de secteur afin d'optimiser ce qui existe déjà et de développer entre les différents services un partenariat plus étroit et des concertations plus précises. Le coût social en serait réduit et l'efficacité augmentée.

Coll. Fondation Jaurès

Du rôle de l'Etat dans la lutte contre le chômage et pour l'emploi

SIGNATAIRES

Gérard H. RISPAL, animateur de la commision emploi - **Marc d'HERE - Christophe CLERGAULT**
et des camarades de la commission emploi : **Hélène BRAJOU, Martine FERRAND, Henri HERCBERG, Danièle HOFFMAN-RISPAL, Alain LEGARREC, Gérard RAISER, Alain TERNOT, ...**

PREAMBULE

Les français ont porté la gauche au pouvoir pour appliquer son programme. L'axe principal de ce programme est l'emploi ; le Premier Ministre ne cesse de le rappeler et, en mettant le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité en tête protocolaire, il a marqué cette volonté.

La réussite ou l'échec de ce gouvernement dépendra avant tout de sa capacité à apporter de véritables solutions au fléau du chômage. Mais parce qu'elle est la gauche cet objectif ne peut se réaliser par n'importe quel moyen. Tout n'est pas permis. La réduction du chômage doit se faire dans le respect de la justice sociale et en développant la cohésion sociale. C'est un véritable projet de société que nous devons faire émerger.

La France est la quatrième puissance économique du monde. Dans cette société forte la population en un siècle a pratiquement doublé, dans le même temps la durée du travail s'est trouvée divisée par deux alors que les revenus étaient multipliés pas sept. Malgré ces constatations un nombre considérable de nos concitoyens se trouvent en situation douloureuse. Il est du devoir de la gauche, et plus spécifiquement du Parti Socialiste, de redonner une raison d'espérer aux millions de personnes qui sont en errance du fait du chômage, des emplois précaires ou plus simplement de la difficulté réelle qu'il y a aujourd'hui à se projeter dans l'avenir. Il n'est pas supportable d'avoir une France économiquement forte et des français en situation de faiblesse.

I
CONSTATATIONS ET PREALABLES

Le chômage ne touche pas de manière égale toutes les catégories de population mais essentiellement les catégories les moins qualifiées.

Pour les non qualifiés le taux de chômage dépasse les 20%. Il diminue à mesure que croit la qualification. En outre le chômage touche particulièrement les moins de 25 ans et les plus de 50 ans.

Les solutions au chômage doivent être adaptées aux populations qui y sont le plus exposées.

L'agent économique principal et le principal créateur potentiel d'emplois dans une économie de marché, c'est l'entreprise.

Les solutions au chômage ne doivent pas mettre en cause la compétitivité des entreprises.

Le nouveau cadre de notre développement économique et social c'est l'Europe. C'est également l'espace pertinent pour répondre aux défis de la mondialisation et tirer parti de ses opportunités.

Les solutions au chômage doivent s'inscrire dans le cadre européen, en s'appuyant sur ses potentialités.

Venir à bout du chômage ne se fera pas en douceur. Cela aura un coût initial (avant d'en tirer profit) qu'aucun agent (Etat, entreprise, salarié, épargnant...) ne pourra supporter seul.

Les solutions passent par une prise de conscience collective de l'importance de ce coût et par la nécessité de le compenser de manière juste et efficace.

II
PROPOSITIONS

Relancer la croissance

Il n'y aura pas de développement de l'Emploi dans une société sans croissance.

Rôle de l'Etat

Au delà de son rôle régalien et de garant de la cohésion sociale, dans une société telle que la France, l'Etat doit être le régulateur. Il doit retrouver un rôle de pilotage de l'économie, d'impulsion et de contrôle.

Ce rôle s'exercera en liaison avec les collectivités locales, les forces syndicales et les agents économiques sur la base de contrats.

L'Etat doit également être directement instigateur des grands projets stratégiques qui impliquent risque important, vision longue et investissements lourds.

Politique européenne

La croissance peut être fortement accrue par des politiques communes européennes et par la mise en place de l'Euro.

Une Europe, puissance politique, dotée de réels moyens budgétaires, d'institutions la rendant apte à décider et d'une monnaie unique, représente une force capable d'agir et de peser dans le jeu de la mondialisation. Des politiques de recherche, de grands travaux, de développement industriel doivent être menées au niveau européen.

A court terme la réalisation de l'Euro, par la puissance financière qu'il apportera par l'accroissement des échanges qu'il permettra et par l'unification des politiques qu'il favorisera, est une condition de base à la croissance. Nous devons éviter toute politique, tout discours laissant entrevoir une éventuelle remise en cause de cet objectif, source de danger. Il reste à définir quel contrôle le pouvoir politique devra exercer sur la Banque Centrale Européenne.

Relance de la consommation

La faible croissance actuelle est tirée par les Exportations. Les deux autres leviers, investissement et consommation, ne fonctionnent pas. L'investissement ne repartira vraiment que lorsque les opérateurs économiques auront des anticipations positives concernant le développement de leur marché. Cela exige une relance de la consommation et donc une augmenta-

tion du pouvoir d'achat. Est-ce à dire que les salaires nominaux doivent être augmentés ? Sans doute, mais la marge d'action est faible et toutes les entreprises n'en ont certainement pas la possibilité.

Une autre voie consisterait à diminuer les cotisations sociales payées par les salariés. Cette solution permettrait, sans augmenter la charge salariale des entreprises, de donner aux salariés un pouvoir d'achat supplémentaire, le coût, supporté par l'Etat devrait être compensé (cf. ß 3). La conséquence en serait une fiscalisation de la protection sociale dont l'évolution doit être largement négociée.

Favoriser l'initiative et la création de PME

Plusieurs leviers peuvent être actionnés pour favoriser ces créations qui représenteront l'essentiel des futurs emplois :

- avances remboursables et prêts bonifiés,
- création de petites entreprises à capital semi-public sur le modèle des « venture capital »,
- étudier une législation bancaire sur le capital risque qui n'existe pas en France,
- simplification à l'extrême des formalités de création et recours aux contrôles à posteriori plutôt qu'à priori,
- redéfinition de l'ACCRE (Aide aux Chômeurs CRéateurs d'Entreprise) supprimée récemment,
- plus généralement toute mesure et toute modification de l'environnement propres à stimuler l'initiative individuelle.

Favoriser l'embauche des travailleurs non qualifiés

Cela passe, en direction des non qualifiés eux-mêmes, par des actions de formation et d'adaptation à mener conjointement par l'Education Nationale, des organismes privés de formation (sur la base de contrats) et les associations. Ce doit être un objectif national.

L'autre volet concerne les actions en direction des entreprises, employeurs potentiels. Il est essentiel de pouvoir diminuer le coût du travail non qualifié afin d'inciter les entreprises à l'utiliser davantage et rendre moins attrayant le recours à l'automatisation. Il faut donc poursuivre la politique de baisse des charges en la ciblant sur le travail non qualifié.

Agir en faveur d'une véritable Réduction du Temps de Travail

Le passage progressif aux 35 heures sans perte de salaire constituera une amélioration sociale pour les travailleurs déjà dotés d'un emploi mais n'aura qu'un impact très faible sur la création d'emplois supplémentaires.

En effet une faible diminution des heures de travail, surtout si elle était progressive, serait immédiatement compensée par des gains de productivité (notamment dans le tertiaire) ce qui rendrait inutile pour les entreprises des embauches supplémentaires que la plupart d'entre elles, d'ailleurs, seraient incapables de payer, le coût salarial restant le même pour 35 heures que pour 39.

Pour favoriser la création d'emplois il faut que la réduction de la durée de travail soit plus importante que l'amélioration de la productivité.

Comme cela avait été évoqué lors de notre dernière convention sur la politique économique et sociale l'objectif doit être les 32 heures sur 4 jours par semaine : on aurait alors l'assurance que la réduction serait appliquée - les embauches seraient nécessaires au maintien de la production - cette réduction apporterait, de plus, un changement véritable dans la vie des salariés.

Pour donner sa pleine efficacité cette mesure devrait être couplée, après négociations, avec une limitation draconnienne des heures supplémentaires (surtaxation de ces heures tant pour l'employeur que le salarié).

Trois étapes pour y parvenir :

- une négociation globale dans le cadre d'un grand débat national, concrétisée par une loi qui fixe les réductions d'horaires dans un délai raisonnable (trois ans par exemple),
- des incitations fortes pour l'appliquer immédiatement ; la modulation des charges, combinée avec leur réduction évoquée plus haut pour le travail non qualifié, peut être un bon moyen d'y conduire,
- des négociations décentralisées pour examiner la mise en úuvre des aménagements de travail nécessaires et trouver des solutions réalistes au problème de la compensation salariale.

Quelque soit l'ampleur de la réduction des charges ou des aides spécifiques, une partie du coût des embauches supplémentaires devra être financée dans l'entreprise.

C'est aux partenaires sociaux, et notamment aux salariés à qui il faudra redonner leur juste place dans le processus de décision, qu'il appartiendra, au cas par cas, de déterminer quelles seront les parts respectives de l'entreprise et des salariés dans ce financement. En ce qui concerne la part des salariés cela peut passer par plusieurs voies telles que : diminution ou gel des salaires (ou de certains d'entre eux) ; souplesse accrue des modalités d'organisation du travail ; aménagements divers... Faisons confiance à l'ingéniosité et à la connaissance du terrain des négociateurs pour avancer dans le cadre des limites qui auront été posées par la négociation générale et la loi.

La réduction du temps de travail facilitera l'embauche des 350.000 jeunes que doit réaliser le « privé ».

Activer les nouveaux gisements d'emploi

Ces nouveaux emplois dépendront d'initiatives de l'Etat, des collectivités locales ou d'associations dans les secteurs tels que l'environnement, la sécurité, l'aide aux personnes, le soutien scolaire, l'intégration des étrangers, la culture, les loisirs...

L'intervention publique doit contribuer à organiser l'offre, les emplois devant être de vrais emplois, favoriser les initiatives et aider à solvabiliser la demande.

C'est principalement vers ces nouveaux emplois (qui ne viendront pas remplacer des emplois existants, et qui répondront à des besoins sociaux non couverts) que sera dirigée la plus grande partie des 350.000 jeunes qui doivent être embauchés par l'Etat ou les Collectivités.

III
COMMENT FINANCER CES PROPOSITIONS ?

Recettes nouvelles

La plupart de ces propositions entraînent des dépenses supplémentaires pour l'Etat. Si elles permettent une reprise forte de la croissance et de l'emploi elles apporteront recettes fiscales nouvelles et économies de prestations chômage.

Pourtant cela sera insuffisant et le coût qui sera à la charge de l'Etat devra être compensé si l'on admet que ne doivent pas s'accroître exagérément les déficits, la dette et les prélèvements obligatoires.

Quelques nouvelles recettes seront certes envisageables (augmentation de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les contribuables les plus aisés et sur les placements financiers, écotaxe...) mais elles resteront marginales.

Pour l'essentiel le coût devra être compensé par de moindres dépenses de l'Etat.

Limitation des dépenses de l'Etat

L'Etat doit accroître et améliorer son rôle, ce qui n'est pas

incompatible avec une meilleure répartition de ses dépenses.

Plusieurs mesures peuvent être proposées :

Réductions budgétaires

Si des fonctionnaires doivent être recrutés dans le domaine de la justice, de la santé et de l'éducation, des réductions du nombre des fonctionnaires sont tout à fait envisageable dans les autres secteurs, notamment au niveau des administrations centrales. Action qui doit aller de pair avec une accélération de la décentralisation.

Le budget d'équipement des armés doit être réduit.

Une suppression des heures supplémentaires effectuées notamment dans l'Education Nationale peut être, après négociations, mise en oeuvre.

Réforme de l'organisation administrative

Aller vers la suppression d'un niveau administratif (le département) générateur de coûts multiples avec, en contrepartie, un développement de l'intercomunalité.

Redéployer les effectifs en facilitant les mouvements de personnel de ministères à ministères (filières de métiers) ainsi que ceux d'administrations centrales à administrations locales ou de santé.

Lutter contre la fraude fiscale en mettant en chantier une réforme de la fiscalité.

Prise en compte réelle des critiques et des mises en cause de la Cour des Comptes et mise en oeuvre des actions correctives.

Prévoir, dès le vote des lois, les modalités et les délais de leur évaluation régulière.

Limiter les interventions économiques

Suppression des aides multiples qui se chevauchent et n'entraînent que peu de résultats : 62 mesures d'aide à l'emploi aujourd'hui ! ; 100 milliards pour 900.000 agriculteurs (et destinés surtout aux gros).

L'Etat doit se désengager de la gestion directe d'entités économiques où il n'a rien à faire : banques, assurances...

Certaines activités considérées traditionnellement comme des services publics (transport, énergie, communication...) pourraient être privatisées en totalité ou en majeure partie, le recours à la concurrence n'empêchant pas les missions de Service Public, quand elles sont réelles, d'être exercées par l'un des opérateurs grâce à des contributions versées par les autres opérateurs.

Faire faire peut être plus efficace et plus économique que faire en direct : recours accru aux concessions.

Poursuivre la limitation des dépenses de santé

Reprendre sur d'autres bases et de manière concertée les objectifs de maîtrise des dépenses de santé initialisées par les derniers gouvernements de gauche.

Aller dans la voie d'une maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

L'Etat doit se consacrer à ses tâches régaliennes, au maintien de la protection sociale, au pilotage stratégique de l'économie et aux aides nécessaires à la reprise et au soutien de la croissance et de l'emploi.

Certaines de ces mesures sont d'inspiration libérale ? : sans doute.
Certaines sont d'inspiration dirigiste ? : certainement.
Et alors ?
Au lieu d'opposer de manière dogmatique le marché et l'Etat la solution ne consisterait-elle pas à faire en sorte que marché et Etat puissent jouer l'un et l'autre un rôle accru et coordonné ?
Ils sont des millions à attendre du Parti Socialiste un mouvement rapide et efficace.

Vive la sécurité sociale

SIGNATAIRES

Claude PIGEMENT, Jacques SALVATOR et Jean-Luc CHAGNON

Avant le débat sur le plafonnement des Allocations familiales, le voté à l'automne des lois de financement de la Sécurité sociale et les Etats généraux de la Santé début 1998, un Congrès socialiste ne peut faire l'économie d'une réflexion politique sur l'avenir de la Sécurité sociale.

Avant tout, il faut rappeler que la protection sociale est indispensable à l'équilibre économique et social du pays.

Sans la sécurité sociale et les transferts sociaux qu'elle génère, notre pays n'aurait pu résister (avec les difficultés que l'on sait) à la crise et aurait été victime d'une désagrégation sociale irréversible.

La Sécurité sociale sert, entre autre, d'"amortisseur" à la crise et permet par sa fonction, tant assurantielle que solidaire, de préserver le tissu social.

En 1995, alors que le ménage moyen a eu un revenu de 166 582 F, près d'un tiers : 50 770 F provient de revenus de transfert comme les prestations familiales, les retraites, les aides sociales, RMI, les allocations logement, l'assurance chômage, l'invalidité, etc... Ce sont les ménages ouvriers qui en bénéficient le plus.

Ces quelques données situent bien l'importance pour les socialistes de défendre notre Sécurité sociale tout en prônant les adaptations nécessaires.

Parmi celles-ci le plafonnement des allocations familiales représente une mesure de solidarité.

La concertation nécessaire doit préciser les mécanismes évitant les effets de seuil autour de 25 000 F de revenus mensuels pour les ménages de 2 enfants, les modalités d'affectation de quelques 7 milliards de Francs environ d'économies à la branche famille et les modes de calcul du plafond. En effet, un ménage avec deux enfants, où l'un des conjoints gagne 26 000 Francs par mois alors que l'autre ne travaille pas n'aura même pas les mêmes charges de garderie d'enfants que le couple où les deux conjoints travaillent et gagent 13 000 Francs par mois chacun

Tout ceci doit être précisé pour qu'un choix de solidarité en

Tout ceci doit être précisé pour qu'un choix de solidarité en faveur des familles les plus modestes ne débouche sur des effets pervers, et au-delà ouvrir la voie à une réforme structurelle du statut fiscal des prestations familiales.

Au-delà d'une mesure qui ne pénalisera que moins de 10 % des ménages, d'une réalité qui fait qu'environ 50 % des prestations familiales son déjà sous conditions de ressources, la critique la plus pertinente consiste à craindre que cette disposition ne soit la première étape vers la généralisation à toute la sécurité sociale et particulièrement à l'assurance-maladie de la délivrance de prestations sous conditions de ressources.

Cette objection ne doit pas être sous-estimée et le PS doit affirmer clairement qu'il n'en est pas question.

A ceux qui prédisent que le plafonnement des allocations familiales est le premier pas vers le démantèlement de la sécurité sociale, répondons point par point : les allocations familiales relèvent exclusivement d'un financement par des cotisations patronales et de manière annexe par la CSG et procèdent de fait d'un "mécanisme" de solidarité.

Pour l'assurance-maladie, il n'en va pas de même. La cotisation salariale maladie déplafonnée est proportionnelle aux revenus. Jusqu'en 1996 à 6,8 %, depuis début 1997 elle a été abaissée à 5,5 % pour transférer 1,3 % de cotisations sur 1 % de CSG. Ceci veut dire que les ménages aisés salariés participent plus que les salariés plus défavorisés au financement de la branche maladie.

Plafonner les prestations maladie, créer une franchise selon les revenus pousseraient naturellement les couches supérieures et même moyennes hors de l'assurance-maladie où elles ne trouveront plus les prestations de qualité en fonction de leurs cotisations vers les assurances privées concurrentielles. C'est ce qu'a compris le groupe AXA-UAP que propose grâce à une mutuelle privée financée en partie par la sécurité sociale (il ne doute de rien !) de revaloriser les prestations maladie au premier Franc.

Etendre la logique de plafonnement des allocations familiales à l'assurance-maladie est à la fois une fausse mesure de justice sociale, une erreur économique car les dépenses d'assurance-maladie sont très concentrées (4 % des malades génèrent 50 % de dépenses : maladies chroniques, réanimations, chirurgie lourde) et une erreur politique majeure faisant le lit des assurances privées qui trouveraient un champ d'intervention inespéré.

Dans ce contexte, la préparation de la loi de financement de l'assurance-maladie, cet automne, doit être minutieuse.

Si le principe du vote par le Parlement de l'enveloppe assurance-maladie doit être conservé, il nous faut sortir de la logique budgétaire qui a présidé au vote fin 1996 de l'objectif de 600,2 milliards de Francs par l'assurance-maladie en 1997.

Le prochain vote doit traduire des choix et des priorités de santé publique et non un équilibre budgétaire aveugle. Pour cela, les réunions des Conférences régionales et nationales de santé sont utiles mais nettement insuffisantes.

Il faudrait mettre en place en amont un véritable Conseil supérieur de la santé réunissant des professions de santé, des scientifiques, des experts de santé publique pour éclairer le Parlement sur ces choix. Les Conférences santé actuelles sont composées de manière trop corporatiste et ne couvrent pas tout le champ souhaitable de la santé publique.

Cette politique de santé publique ne pourra se construire contre les professions de santé.

Les avatars du Plan Juppé, la grève des internes du printemps 97 ont montré les limitéq du passage en force.

Il faut donc retisser les liens avec le corps médical pour l'associer à l'évolution du système de santé.

Faire du généraliste le médecin référent en complémentarité avec la médecine spécialisée et l'hôpital, pénaliser financièrement les médecins qui oublient la notions de "justes soins" et multiplient les actes inutiles.

Ces deux principes devraient être acceptés par tous. Aussi le pouvoir politique doit donner des signes forts sur ces deux questions.

Pour parler clair, deux syndicats représentent de manière significative les médecins libéraux : MG France pour les généralistes et la CSMF pour les spécialistes et les généralistes.

Il faut donc remettre ensemble ces deux syndicats dans le jeu conventionnel.

Ne pourrait-on avancer de manière expérimentale, sur une durée à déterminer dans la ligne d'un médecin généraliste référent avec contrat de fidélisation des malades tout en mettant en place de manière concomitante un groupe de travail associant toutes les parties pour créer les conditions de l'individualisation des sanctions envers les médecins fautifs.

Actuellement nous cumulons tous les inconvénients. D'un côté, un médecin vertueux dans sa pratique dans une région non vertueuse sera pénalisé et un médecin non vertueux dans une région vertueuse sera exonéré de reversements.

De l'autre, les filières de soins et la première étapes à travers un médecin généraliste référent pour des patients volontaires sont à l'état virtuel.

Avançons de manière concertée dans ces deux directions et nous préparerons de manière pédagogique les états généraux de la santé de 1998.

En associant une meilleure coordination des soins à une réduction des gaspillages, nous construirons un système de santé au service de tous, permettant par des économies induites de mieux rembourser les soins par la sécurité sociale.

Alors vive la Sécurité sociale !

Un nouveau souffle pour le développement rural

SIGNATAIRE

René SOUCHON, Membre du Conseil National, Premier Secrétaire de la Fédération du Cantal du PS

I
LE MONDE RURAL A PROFONDÉMENT CHANGÉ

Le monde rural a subi des évolution profondes qui font que ruralité n'est plus synonyme d'agriculture. Mieux, les agriculteurs sont devenus très minoritaires dans nos campagnes et se sont vus dépasser en nombre par les retraités, les employés, les ouvriers.

LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES RURAUX. L'espace rural est de plus en plus diversifié avec des problèmatiques très diverses :

- **LE PERI-URBAIN** est en pleine croissance démographique et économique, mais la ville y progresse de façon anarchique avec peu d'égards pour la préservation des paysages. L'agriculture y est peu à peu destructurée, trop souvent éliminée.
- **LE RURAL EN ÉQUILIBRE** voit les activités de production et les fonctions environnementales et d'accueil réaliser un amalgame **CONVENABLE.**
- **LE RURAL FRAGILE** en voie de désertification, qui représente **40 %** du territoire, s'enfonce dans la spirale du déclin économique tout en affirmant sa vocation environnmentale.

L'APPARITION DE NOUVELLES FONCTIONS. Avec la concentration urbaine, l'espace rural a vu peu à peu son rôle évoluer. Si la fonction économique de production de biens divers, mais surtout agricoles, subsiste, la fonction environnementale prend de plus en plus d'importance; L'espace rural devient aussi lieu de détente, de loisirs, répondant ainsi à des aspirations profondes de notre société.

LA COMPLÉMENTARITÉ VILLE-CAMPAGNE. Dans le même temps, les habitants de l'espace rural manifestent le désir de sortir du ghetto dans lequel on a longtemps voulu les enfermer. Ainsi, la complémentarité ville-campagne s'affirme de jour en jour. Elle doit être le moteur d'un nouvel élan pour le développement rural, dont les acteurs sont porteurs d'une forte **IDENTITÉ CULTURELLE,** source de fierté.

II
L'AVENIR DES TERRITOIRES RURAUX EST UN VERITABLE ENJEU DE SOCIETE

Le devenir de l'espace rural représente aujourd'hui un enjeu à la fois politique, économique, social et écologique.

LE PARTI SOCIALISTE A-T-IL BIEN PERCU CETTE RÉALITÉ ?

Lors des élections européennes de 1989, notre parti a été surpris par le score réalisé par la liste Chasse, Pêche, Nature et Tradition, conduite par M. GOUSTAT. La surprise, pourtant parfaitement prévisible, s'est renouvelée lors des élections régionales dse 1992.

Les élections régionales de mars 1998 risquent fort de voir la reproduction du phénomène, voire son amplification.

En effet, le vote CPNT est d'abord un vote **D'IDENTITÉ CULTURELLE.** CPNT vient d'ailleurs de se transformer en "mouvement des régions" pour s'affirmer comme le catalyseur des acteurs et gestionnaires de l'espace rural.

Les socialistes peuvent-ils laisser porter les espérances légitimes des ruraux par les plus conservateurs et les plus intégristes des chasseurs ?

POURQUOI EN SOMMES-NOUS LÀ ?

Depuis plusieurs années, les ruraux ont eu droit à des discours vélléitaires, jamais jusqu'à ce jour, suivis de décisions à la hauteur des enjeux. Dans le même temps, une politique de la ville, même si elle est discutable s'est mise en place avec des moyens. Les ruraux ont le sentiment d'être abandonnés. La loi sur le développement et l'aménagement du territoire du 4 février 1995 avait prévu une loi sur le développement rural, dans un délai d'un an. Celle-ci n'a pas vu le jour, pas plus que le plan pour le monde rural, promis à maintes reprises. Pendant ce temps, la dégradation économique des territoires les plus fragilisés se poursuit.

IL FAUT RÉAGIR

Les évolutions de notre société, ses aspirations à un environnement protégé, à des espaces de loisirs, les problèmes d'emploi, tout doit conduire les socialistes à mener une politique résolument dynamique en faveur d'un véritable développement rural, carte essentielle d'une politique d'aménagement du territoire, basée sur le développement durable.

De notre capacité à intégrer véritablement la nouvelle réalité du monde rural aux enjeux globaux de société, dépendent :

- une meilleure implantation politique
- l'émergence de nouveaux emplois et de nouvelles richesses économiques
- la réduction de la fracture territoriale et sociale

Contribution Congrès

III
DE NOUVEAUX RAPPORTS ENTRE COLLECTIVITÉS ET UNE NOUVELLE ETAPE DE LA DÉCENTRALISATION SONT NECESSAIRES

Le développement de l'espace rural, particulièrement la partie très fragilisée, suppose des politiques très volontaristes de la part de l'**EUROPE**, de l'**ETAT**, des **RÉGIONS**. Une nouvelle **ORGANISATION TERRITORIALE** est nécessaire. Tous nos territoires possèdent des richesses. Il convient d'en favoriser la valorisation à travers l'appui à des démarches de **DÉVELOPPEMENT LOCAL** dont la méthodologie est maintenant bien maîtrisée.

Ces projets de développement seront de plus en plus portés par des structures intercommunales (Communauté de communes, Districts).

La démarche de développement local a l'avantage de mobiliser tous les acteurs économiques, tous les citoyens à un échelon suffisamment petit, pour que la connaissance mutuelle des hommes soit un moteur efficace, et suffisamment cohérent et vaste pour que les moyens de la mise en œuvre soient effectifs.

La notion de **"PAYS"** introduite par la Loi sur le développement et l'aménagement du Territoire semble progressivement prendre corps sur la base de territoires offrant une unité **GÉOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE** et **CULTURELLE**. Le pays pourrait se substituer progressivement à l'arrondissement et devenir le lieu de la coordination des projets des diverses structures intercommunales. Entre celles-ci de plus en plus nombreuses et fortes, et les Régions, dont la Loi vient de confirmer le rôle déterminant en matière de développement et d'aménagement du territoire, il y a peu de place pour les départements. Ceux-ci devront **EVOLUER PRONDÉMENT**, avoir des **COMPÉTENCES REDÉFINIES** qui évitent en particulier le chevauchement avec les responsabilités des Régions.

Les rapports entre structures intercommunales, éventuellement Pays et Régions devraient être **CONTRACTUALISÉS**. Le **CONTRAT** ou **CONVENTION D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT** doit être un instrument de mise en oeuvre des **POLITIQUES DIFFÉRENCIÉES, ARTICULÉES** sur la **SPÉCIFICITÉ DES TERRITOIRES**. Cette nouvelle organisation se situe dans la logique des Lois de décentralisation. Elle suppose une administration de l'Etat très déconcentrée qui permette à l'échelon régional ou départemental, au Préfet, de définir une politique de service public qui constitue un véritable appui à l'émergence des projets de développement intercommunaux.

Les acteurs du développement local ont souvent besoin d'une **INGÉNIERIE DU DÉVELOPPEMENT** pour élaborer leurs projets. **UNE AGENCE NATIONALE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL** avec des antennes régionales permettrait de développer des missions de soutien, pluridisciplinaires, permettant une valorisation optimale des territoires. Cette agence associant les ministères, des entreprises, favoriserait les innovations et la recherche de cohérence.

IV
LA MODERNITE DU MONDE RURAL : UN NOUVEAU SUPPORT POUR UNE POLITIQUE D'INSERTION ET D'EMPLOI

Les gisements d'emploi dans le milieu rural sont importants.

1. DANS LE SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

La demande d'une nature préservée est forte. Cet objectif passe par une redéfinition du rôle de l'agriculteur et la reconnaissance d'une **FONCTION ESSENTIELLE** : l'occupation et l'entretien du territoire, qui ne saurait rester gratuire. Mais, les agriculteurs seuls ne suffisent plus et la société doit se donner les moyens de rémunérer la totalité des emplois nécessités par la fonction d'accueil et par la nécessaire **GESTION PATRIMONIALE ET DURABLE** des ressources naturelles comme l'eau ou la forêt.

2. DANS LE SECTEUR DE LA PRODUCTION

La forêt française, qui a déjà fait ses preuves en matière de capacité **D'INSERTION** de publics urbains en difficulté, est capable à elle seule de créer quelques **DIZAINES DE MILLIERS** d'emplois supplémentaires. La forêt française est en effet **SOUS-EXPLOITÉE** dans un monde où la ressource en bois se fait de plus en plus rare. Les terres laissées en friche par l'agriculture pourraient par ailleurs être utilement boisées.

L'espace rural se prête remarquablement bien au développement du **TOURISME** sous toutes ses formes et en particulier au tourisme de nature. Peu à peu, devraient se développer des **ENTREPRISE RURALES** qui exploitent toutes les ressources du milieu. C'est la forme moderne de la **PLURI-ACTIVITÉ** qui n'a pu, jusqu'à présent, faute de volonté politique, et donc de statut juridique, fiscal et social, trouver dans notre pays l'essor souhaitable.

Il est nécessaire d'explorer les possibilités de création d'emploi offertes par les **NOUVELLES TECHNIQUES DE COMMUNICATION**. Celles-ci devraient faciliter l'installation de PME-PMI et ce, d'autant plus que des mesures d'incitation fiscale très sélectives seraient arrêtées.

Un champ existe également pour un **ARTISANAT DE QUALITÉ** basé sur le développement de savoirs-faire acquis au fil du temps et de plus en plus recherchés.

V
CONCLUSION

La France du 21ème siècle doit tirer le meilleur parti du potentiel de l'espace rural. Au croisement de la tradition et de la modernité, il est à même d'apporter sa contribution à quelques uns de nos grands problèmes, qu'il s'agisse de la gestion durable, de l'insertion, de l'emploi.

Pour réussir, il ne faut pas davantage de moyens financiers ; il faut, par-delà la prise de conscience, une grande volonté politique et la mise en place d'outils capables d'impulser une véritable politique inteministérielle. L'espace rural souffre aujourd'hui de l'absence d'une structure capable de porter une démarche dynamique de développement territorial en mobilisant tous les partenaires.

De ce point de vue, la création d'une agence du développement local constituerait un signe politique et un progrès par rapport au vide actuel.

Développer l'économie solidaire

SIGNATAIRES

CONSEIL NATIONAL :
François SOULAGE - Barthélémy ALCANTARA - Mireille DAUPHIN

Jacques CALMON (Corrèze) - Jean POSSON (Indre et Loire).

L'Economie solidaire doit être au coeur du projet de société des socialistes non comme une forme secondaire, ou marginale de l'organisation économique, ou présentée en opposition avec une économie normale qui serait l'économie capitaliste, mais comme l'outil par lequel notre projet permet de construire une société à la fois compétitive et solidaire. On ne peut oublier que le capitalisme n'est qu'une des formes de l'économie marchande, celle par laquelle la rémunération du risque privilégie le capital, et recherche sans cesse l'accroissement de la dimension des entreprises et leur rentabilité quitte à faire fi des problèmes d'emploi et à les reporter sur l'ensemble de la collectivité.

Fonder un projet de société sur une économie plus solidaire, c'est rechercher :
• *une croissance plus riche en emplois, en particulier pour les jeunes ;*
• *une autre manière de financer la croissance, en particulier par l'activation des dépenses passives ;*
• *la création d'activités nouvelles aptes à offrir de nouveaux emplois ;*
• *une autre distribution des revenus entre le travail et le capital ;*
• *la cohabitation entre production de richesses et développement durable, entre travail salarié et travail bénévole.*

L'Economie Solidaire obéit à un paradigme spécifique. Le but de la production est à la fois le développement de l'emploi, le respect de la force de travail et la production de richesses socialement utiles . Elle mêle à la fois le but et la méthode.

Dans sa forme la plus connue en France actuellement, l'économie solidaire est surtout une méthode de collecte de l'épargne, appuyée sur des réseaux de proximité, pour des entreprises qui privilégient l'emploi et la nature des biens produits. Elle peut souvent s'identifier avec les entreprises issues du développement local ou celui des activités de proximité.

En fait, elle est bien plus que cela. C'est une autre manière de travailler qu'elle cherche à mettre en oeuvre en privilégiant les conditions de travail et l'emploi plutôt que les résultats financiers. Elle est en pointe dans le domaine de la réduction de la durée du travail, ou la mise en oeuvre de la semaine de quatre jours. Elle rassemble des entreprises qui reposent à la fois sur des salariés et des bénévoles. Elle permet un mixage des ressources publiques et privées.

Dans une période où le gouvernement donne la priorité absolue à la lutte pour l'emploi, le développement des formes d'Economie Solidaire revêt pour cette raison une grande importance.

Economie solidaire et emploi des jeunes

La politique de création d'emplois pour les jeunes se heurte dans sa mise en œuvre à deux difficultés que le gouvernement a clairement explicité: d'une part, il n'est pas question de créer de nouveaux emplois publics, cela signifie que les emplois «jeunes» créés dans la fonction publique, les collectivités territoriales ou les associations doivent dans le délai de 5 ans trouver le moyen de s'autofinancer; d'autre part, il faut trouver le moyen d'inciter les entreprise à créer de nouveaux emplois dédiés aux jeunes.

Mais il est certain que cette aide publique, difficile à financer ne doit pas avoir pour résultat premier d'améliorer les résultats des entreprises. En elle-même elle est, par sa logique, destinée largement aux entreprises de l'économie solidaire.

Celle-ci offre en effet une partie de la réponse que recherchent les pouvoirs publics. L'aide publique pour la création des emplois doit être assimilée à une aide à l'investissement pour défricher de nouveaux champs d'activité que le marché n'a pas encore découvert ou exploité et qui ne peuvent pour le moment dégager de rentabilité suffisante. C'est pourquoi elle est bien adaptée aux projets associatifs à qui elle fournit des capitaux de démarrage de l'activité et permet d'adapter le prix du service rendu à ce qui peut être payé par les divers partenaires.

Il y a bien création d'emplois et d'activités sans qu'il y ait pour autant transfert de richesses publiques vers des intérêts privés.

Economie solidaire, nouveaux emplois et création d'activités

Il est désormais probable que le mode de production industriel, fondé sur la production de biens matériels sera incapable de fournir un nombre d'emplois suffisant. La révolution informationnelle, et la création d'activités qu'elle provoque nous montre que le champ de la création d'emplois s'est déplacé. La création de valeur prend des formes qui ne sont plus celles qui nous ont été enseignées.

Les nouveaux emplois dont le développement est nécessaire, si l'on veut créer un grand nombre d'emplois nouveaux, se situent clairement dans des domaines où l'économie solidaire peut se développer. Il s'agit, en effet, d'entreprises fondées pour l'essentiel sur la qualité des services produits, aussi bien dans le domaine des services aux entreprises, que dans celui des services aux particuliers et sur la mobilisation de bénévoles et des collectivités locales.

Mais pour se développer, ces entreprises doivent disposer de ressources financières adaptées. Les entreprises de développement local ont précisément un grand besoin d'aide au démarrage puisque leur logique les empêche de mobiliser les capitalistes classiques à la recherche d'entreprises de «start up». Elles ne peuvent intéresser les

Contribution Jaurès

investisseurs qu'après un certain délai au cours duquel elles ont fait la preuve de leur fiabilité et constitué des ressources suffisantes de fonds de roulement.

Alors que l'on constate une très forte propension des Français à épargner, les outils éthiques et de partage sont encore très peu développés. Ils ne représentent que moins de 0,5% du total de l'épargne.

La collecte de ressources par les outils régionaux de capital-risque est quasi-nulle, à la différence des pays de l'Europe du Nord ou du Québec dans lesquels ces ressources sont à la fois nombreuses et fortement encouragées soit sous la forme d'épargne éthique pour l'investissement (Triodos Bank) soit de capital-risque (Fonds de solidarité des travailleurs du Québec).

La collecte institutionnelle, à travers les fonds de retraite, ou les caisses de prévoyance n'est pas tournée vers le développement économique et social et la solidarité. Il faudrait des outils de mutualisation des risques pour que ces ressources puissent être en partie utilisées à financer de petits entrepreneurs qui n'auront jamais accès au marché financier (fonds commun de placements interentreprises par exemple).

L'investissement dans des outils de mutualisation des risques comme les Cigales, Autonomie et Solidarité, Habitat et Humanisme ou tout autre fonds à vocation de développement régional ou local ne bénéficie d'aucun avantage fiscal, alors que l'investissement individuel capitaliste est très favorisé.

Mobiliser des ressources nouvelles au service de la croissance

Les ressources locales d'épargne

Le drainage de l'épargne à travers les multiples outils de la Bourse ne profite guère au développement économique du pays. Mêmes les grandes entreprises n'y trouvent pas les capitaux nécessaires. Alors, les PME ?

La question du financement du développement local qui reposerait sur la mobilisation de ressources elles-mêmes locales, a échappé presque totalement jusqu'à présent aux réflexions des politiques. L'exemple nous vient pourtant des Etats-Unis, où une loi prévoit qu'une partie des ressources d'épargne collectées dans les «communautés» doit y être réinvestie. Les banques sont tenues de respecter un ratio d'emploi. Elles s'y tiennent sans problèmes particuliers. C'est une vision sans doute plus réaliste car orientée directement sur la création d'activités nouvelles, plutôt que les zones franches de Madelin, dont on s'aperçoit qu'elles provoquent essentiellement des effets d'aubaine sans création directe d'emplois.

Le financement de l'Economie Solidaire réorienterait ainsi une part significative de l'épargne vers des secteurs nouveaux qui sont à la fois apporteurs de services de qualité de vie aux habitants, et d'emplois locaux.

Pour que l'ensemble des acteurs soit tenu à la solidarité, il faut intervenir sur le mode d'utilisation des ressources collectées. On pourrait imposer aux outils d'épargne diversifiés un pourcentage minimum d'investissement dans des entreprises non cotées, ou encore une taxation sur les bénéfices, comme celle décidée par le gouvernement dont on pourrait s'exonérer en partie en intervenant directement ou indirectement dans la création de nouvelles entreprises.

L'activation des dépenses passives

On ne peut dans une optique d'économie de partage éluder la question de l'activation des dépenses passives d'indemnisation du chômage. Cela est d'autant plus urgent que la remise au travail des chômeurs est au moins aussi importante psychologiquement qu'économiquement pour la relance de la consommation. Il faut en ce domaine privilégier les formes nouvelles d'insertion par l'économique et des coopératives de solidarité sociale dont une partie des ressources viendrait de cette activation.

Economie solidaire et réduction de la durée du travail

Le passage progressif aux trente cinq heures ou les expériences de semaine de quatre jours peuvent être des occasions de développement de formes d'économie solidaire dans la mesure où ce qui est réellement recherché est une création d'emplois nouveaux qui peut nécessiter des remises en cause salariales ou des conditions de travail. Il est clair que les sacrifices qui peuvent être demandés doivent trouver une contrepartie évidente, ce qui conduit à favoriser toutes les formes de participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

De la capacité à en faire un enjeu politique pour l'organisation et la finalité des entreprises, dépend largement le résultat en termes de création d'emplois nouveaux et de mobilisation des salariés.

Economie Solidaire et développement durable

La préservation des ressources naturelles, mais aussi des ressources humaines sont l'objectif du développement durable. La lutte pour remettre en situation d'emploi des chômeurs est dans cette logique : il faut utiliser au mieux le potentiel humain disponible d'une nation. Les plans sociaux qui se répètent chaque jour, ne visent guère à offrir de nouvelles possibilités d'emplois, mais se contentent le plus souvent de gérer au mieux la destruction programmée.

N'est-il pas possible d'inverser les choses, et de demander prioritairement quels sont les moyens mis en oeuvre par les plans sociaux pour créer de nouvelles activités pour les travailleurs licenciés ?

Le développement durable c'est également la recherche d'utilisation de nouvelles énergies, de nouveaux matériaux, plus abondant, de nouvelles techniques de fabrication plus économes, etc. En ce sens il est un puissant moteur pour la recherche appuyée sur des micro-expériences qui relèvent naturellement de l'économie solidaire. Encore faut-il soutenir ces expériences.

Economie solidaire et économie sociale

L'assimilation de l'une à l'autre ne peut être totale. L'économie sociale, c'est à dire les coopératives mutuelles et associations, confrontée à la concurrence d'entreprises à statut capitaliste, à la mondialisation, à la création d'entreprises de grande dimension, s'est indiscutablement éloignée, pour beaucoup de ses entreprises, de la logique initiale qui était proche de celle de l'économie solidaire, mais elle continue à vivre de ses propres ressources dans l'intérêt de ses salariés et usagers.

C'est une logique identique à celle de l'économie solidaire. Soutenir le développement de l'économie sociale, c'est soutenir l'Economie solidaire.

Toutes deux font encore appel largement, à la fois à du travail salarié et à des bénévoles, ce qui leur confère un statut économique spécifique et justifie souvent un statut fiscal dérogatoire.

Les socialistes auraient tort de ne pas prêter attention au message, en partie utopiste, que délivrent les défenseurs de l'Economie Solidaire; les questions qu'ils posent sont celles auxquelles devront répondre les sociétés hyper-industrialisées, concernant notre mode de consommation, la nature des produits, la préservation des ressources naturelles, le développement durable et les conséquences sur l'emploi.

Militants, élus : démocratie

SIGNATAIRES

Yannick BODIN
Bernard DEROSIER
François GEINDRE
Catherine GUY-QUINT
Jean-Louis JOSEPH
Mireille LACOMBE
Claudy LEBRETON
René MANGIN
Yveline MOEGLEN
Jean-Claude PEYRONNET
Bernard POIGNANT
Guy VADEPIED

Répondre à la crise de représentation, redonner à l'action politique ses lettres de noblesse, lutter contre le Front National, c'est contribuer à faire renaître la confiance entre les citoyens et leurs élus.

C'est mettre en œuvre les réformes sur lesquelles nous nous sommes engagés, nous les socialistes pendant la campagne électorale des législatives, en particulier les réformes nécessaires pour moderniser la vie démocratique dans notre pays.

La mobilisation de tous, militants et élus, est la condition pour réussir dans les cinq années qui viennent avec Lionel JOSPIN et son gouvernement, les changements qu'attendent les Français.

. Réforme touchant l'exercice de la démocratie (condition de la parité Homme/Femme, mode de scrutin, cumul de mandats et de fonctions, statut des élus etc...) : le Premier ministre, devant les militants réunis aux Universités d'été de La Rochelle, a évoqué les grandes lignes des projets qui seront mis en chantier dans les mois qui viennent.

Lutte contre le chômage et mise en œuvre du plan emplois-jeunes : les élus dans les communes, les départements, les régions vont jouer, dans l'action sur le terrain, un rôle déterminant. Leur force de mobilisation sera décisive. Il s'agit là, nous le percevons bien, non seulement de créer de vrais emplois dans de nouvelles professions qui vont émerger, mais aussi à travers cette action de susciter de nouveaux modes d'organisation sociale.

Ainsi naîtra une crédibilité nouvelle de l'action politique et un renouveau de la vie démocratique.

Doivent s'ajouter aux évolutions politiques la transparence financière, la rigueur, la disponibilité des élus bien formés dans l'exercice de leur mandat.

Si il existe un fossé, une défiance des citoyens par rapport à certains élus, il existe aussi une distance, des réserves parfois un manque de confiance entre les élus socialistes et les militants. La nouvelle législation contribuera à combler comme pour les citoyens ces difficultés avec les militants puisqu'ils l'ont majoritairement inspirée.

Mais réfléchir à nos pratiques internes est nécessaire dans la continuité des évolutions engagées.

C'est à ce prix que se dissiperont les tensions, les malentendus, les conflits entre les uns et les autres.

Six propositions à débattre :

1 - La présence et le travail dans les assemblées où les élus représentent le parti sont un impératif. L'engagement en sera pris avant les désignations des candidats aux mandats électifs, et tenu ensuite. Sur ce point comme sur les autres la transparence est nécessaire.

2 - Par souci éthique, afin d'éviter les adhésions massives les derniers jours, il est souhaitable que les adhésions prises en compte pour la désignation des candidats précèdent celle-ci de quelques mois. La démocratie dans le Parti s'en portera mieux.

3 - Les élus nationaux, régionaux, départementaux, municipaux ont la responsabilité d'informer de leur action les militants. Cette information s'effectuera régulièrement sous la forme de compte-rendu de mandat.

4 - Les reversements au Parti et à la FNESR des cotisations statutaires doivent être scrupuleusement respectées.

5 - Redonnons à la FNESR son nécessaire rôle de réflexion, sa force de proposition et sa capacité à organiser de grands débats. Cela impose qu'elle en ait les moyens.

6 - Plus spécifiquement, il faut développer des commissions de travail pour réfléchir et participer à l'élaboration des réformes et populariser les grandes orientations de la politique du gouvernement.

Ainsi le réseau des élus socialistes et républicains pourra contribuer au niveau local comme au niveau national à mieux faire circuler l'information. Une équipe professionnelle, cellule de veille au service de tous les élus majoritaires et surtout minoritaires, doit participer à ce rôle d'information et de formation permanente en synergie avec le Centre CONDORCET et Communes de France. Les nouvelles capacités d'actions vont rendre plus étroites les relations avec tous les secteurs du Parti mais aussi les autres structures d'élus comme les associations d'élus (AMF, APCG, ANER, etc...).

Ainsi pourrons-nous aborder dans les meilleures conditions la nouvelle et déterminante période qui s'ouvre devant nous.

Archives Parti Socialiste

Agir contre le FN

SIGNATAIRES

DÉPUTÉ-MAIRE D'ARLES - PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LE FRONT NATIONAL
MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PS :
Michel Vauzelle

PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU VAR - SECRÉTAIRE DE SECTION DE TOULON :
Robert ALFONSI
DÉPUTÉ-MAIRE DE TOURCOING :
Jean-Pierre BALDUYCK
DÉPUTÉ-MAIRE DE DIGNE :
Jean-Louis BIANCO
DÉPUTÉ-MAIRE DE CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES - CONSEILLER GÉNÉRAL DES BOUCHES DU RHÔNE :
Henri D'ATTILIO
DÉPUTÉ DU VAR :
Robert GAIA
MAIRE DE DRAGUIGNAN :
Christian MARTIN
DÉPUTÉ ET CONSEILLER GÉNÉRAL DES BOUCHES DU RHÔNE :
Marius MASSE
CONSEILLER MUNICIPAL DE MARSEILLE :
Philippe SANMARCO

INTRODUCTION

I - LES CAUSES DE LA MONTEE DU FRONT NATIONAL
- 1 - Un sentiment de précarité et de frustration : la peur de la chute sociale.
  - a) la crise ou les crises économiques
  - b) crise du modèle d'intégration républicain
  - c) crise du modèle urbain
- 2 - Un doute généralisé et une prise de distance vis-à-vis des institutions et de la politique.
  - a) Vis-à-vis de l'Etat
  - b) Vis-à-vis des institutions
  - c) Vis-à-vis de la politique

II - LES STRATEGIES MISES EN PLACE POUR LUTTER CONTRE LE FRONT NATIONAL ET LEURS LIMITES.
- 1 - Les stratégies déployées par la droite
- 2 - Les stratégies déployées par la gauche

III - LES NOUVELLES PROPOSITIONS
- 1 - Tendre la main aux citoyens tombés dans l'abandon
- 2 - Ramener les classes moyennes au sein de notre parti
- 3 - Former des acteurs sociaux de terrain
- 4 - Notre parti doit lancer une campagne nationale d'action contre le FN
- 5 - Agir sur les causes de la montée du FN
- 6 - Un comportement exemplaire des élus
- 7 - Une stratégie électorale
- 8 - Démontrer l'inefficacité de la gestion FN des villes
- 9 - Création de structure de vigilance
- 10 - Création d'un fond de solidarité
- 11 - Elaboration d'un statut pour les agents contractuels des collectivités locales

CONCLUSION

Introduction

Durant la décennie politique qui vient de s'écouler, la place prise par le Front national sur la scène politique française est sans doute un fait essentiel. Le FN est devenu un des quatre grands partis français rassemblant à chaque élection environ 15% des suffrages. Aujourd'hui, quatre villes de plus de 30000 habitants sont administrées par des élus frontistes.

Contrairement à ce que différents commentateurs avaient pu annoncer en 1984, le phénomène est durable. Par ailleurs il ne se résume pas à la seule figure de son chef charismatique. Il met l'accent sur la question de l'immigration mais il relève d'un ensemble de causes sociales, économiques, culturelles et identitaires. Les politologues, les intellectuels ont réfléchi et réfléchissent encore sur

Fondation Jean-Jaurès

les raisons de l'apparition, l'implantation du FN et encore sur son discours.

Le Parti Socialiste par son action mais aussi au travers d'analyses et de rapports cherche à diversifier et à renforcer les moyens de faire reculer le FN. Force est de constater que les différentes stratégies de lutte n'ont pas donné pour le moment les résultats escomptés. Il nous est donc apparu utile de proposer un texte au débat du congrès de Brest afin que les militants puissent contribuer à l'élaboration de réponses notamment nourries des expériences de terrain. Il nous a semblé aussi que l'importance de la lutte contre le FN méritait d'être marquée davantage que par un chapitre dans une motion.
Ces réflexions sont issues des travaux de l'Observatoire de lutte contre le Front national, notamment des séminaires d'Arles des 5 et 6 octobre 1996 et des rencontres d'Aix-en-Provence avec Pierre-André Taguieff et Charles Rojzman, ainsi que du rapport de Gérard Le Gall qui a ouvert des perspectives et des réflexions nouvelles sur la question. Les signataire de la contribution tiennent à lui rendre un hommage sincère pour la qualité de ses travaux et pour l'aide qu'il leur a fournie.

Au moment où une partie de la droite est tentée par un accord ou même une alliance avec l'extrême droite, comme elle l'a déjà fait en 1983 et 1986, le Parti Socialiste apparait comme le principal rempart face au Front national. C'est notamment le cas dans la région PACA. Dans cette région de prédilection pour ses deux principaux leader, le FN a réussi une implantation exceptionnelle face au reste du territoire national. Elus, responsables et militants de cette région, nous constatons chaque jour une lente «lepénisation des esprits» en dépit des dégâts dus à la gestion des municipalités de Toulon, Orange, Marignane et Vitrolles.

Combattre efficacement le FN suppose avant toute chose de comprendre les causes qui ont engendré ce phénomène et résoudre les problèmes de société que le Front national transforme en arguments électoraux. Mais il faut aussi reconnaître les erreurs commises dans la stratégie de lutte contre ce parti et agir sur les causes du malaise social par l'ensemble de notre politique. Ce congrès doit être l'occasion de redéfinir les contours d'une nouvelle stratégie apte à faire reculer le FN et doit l'inscrire comme objectif principal dans sa résolution finale.

I
LES CAUSES DE LA MONTEE DU FRONT NATIONAL

La chute de l'empire soviétique a mis fin à une structure mondiale bipolaire et a accéléré le processus de mondialisation économique et culturel.

Ces bouleversements ont eu et ont toujours des effets sur la vie quotidienne des populations. Ils ont multiplié le nombre des sans-travail mais aussi des «exclus» et de ceux qui ont le sentiment de ne pas ou plus avoir la place qu'ils devraient avoir et qui attribuent la responsabilité de ces changements négatifs à des groupes identifiés. Cette évolution a entrainé dans certains pays une revitalisation de mouvements politiques régressifs :
- *National populisme en France, en Belgique, en Autriche*
- *Intégrisme en Algérie, Egypte, Afghanistan*
- *Ordre moral aux Etats-Unis et essor d'un communitarisme agressif*
- *Ultra-Nationalismes dans les pays de l'ancien bloc soviétique*
- *Guerre tribales dans la région des Grands Lacs en Afrique*
- *Difficultés du processus de Paix en Israël et en Palestine*

C'est la thèse de Benjamin Barber pour lequel, face aux processus de mondialisation et aux peurs qu'ils engendrent, se produirait une réaction symétriquement opposée de repli sur des valeurs du passé prétendument éternelles qui établissent un rapport fusionnel entre l'individu et sa communauté : la race, la religion, les particularismes locaux. La recherche du «bouc-émissaire» est alors considérée comme la «causalité diabolique» (Leon Poliakov).

1
UN SENTIMENT DE PRÉCARITÉ ET DE FRUSTRATION : LA PEUR DE LA CHUTE SOCIALE.

a) La crise ou les crises économiques

Depuis le milieu des années 70 la France connaît une «crise économique» dont les effets les plus visibles sont un fort taux de chômage, une précarisation de l'emploi qui frappe jusqu'aux classes moyennes salariées. La paupérisation d'un nombre croissant de familles rejetées aux marges du système : plus de 3 millions de chômeurs auxquels il faut ajouter près de 2 millions de bénéficiaires de la politique de l'emploi (stages, emplois aidés, préretraites), un million d'emplois précaires, (intérims, contrats à durée déterminée), quelques centaines de milliers d'emplois à mi-temps ou chômage partiel, ainsi que les bénéficiaires du RMI. Ceci entraîne un esprit exagéré de compétition et développe en conséquence la peur de l'échec.

D'autres signes montrent la persistance de la crise : dans le petit commerce, le monde rural, les professions libérales... Pourtant, la richesse de notre pays ne cesse de s'accroître (augmentation constante du PNB). Cette situation entraîne une aggravation des écarts dans l'échelle des revenus. «Le nombre de pauvres et la pauvreté s'accroît parallèlement à l'enrichissement collectif et à celui de quelques uns» (Jean Viard). Cette dualité se constate aussi entre villes riches et villes pauvres et, à l'intérieur de nos villes, entre les différents quartiers. Cette crise est également celle de l'Etat Providence, à la fois conséquence et cause du ralentissement de la croissance. Le consensus social issu de la Libération, qui faisait que l'Etat atténuait les effets inégalitaires de la société libérale, est remis en question par les difficultés de financement de la protection sociale, de l'Education Nationale, du régime des retraites, et même de la sécurité publique.

b) Crise du modèle d'intégration républicain :

Il y a aujourd'hui en France une déstabilisation de la condition salariale. Le travail ne joue plus son rôle intégrateur. Il y a une remise en cause de l'extension progressive du salariat et de la sécurité de l'emploi qui étaient assorties d'une promesse d'amélioration des conditions de vie et de promotion sociale, pour soi, ou en tous cas pour ses enfants. L'importance de l'école et l'obtention du diplôme avait alors tout leur sens.

Pour beaucoup, aujourd'hui, l'avenir n'est plus porteur d'espoir et de progrès. Cela crée un sentiment de rancoeur, une frustration, une colère croissante vis-à-vis d'une société qui ne permet pas de se faire une place. L'impression se développe d'être «grugé». Des gens de tous univers sociaux qui croyaient avoir respecté les règles du jeu se rendent compte que ces règles ont changé à leur insu, en les laissant sur le côté du chemin.

c) Crise du modèle urbain :

Quand on observe la carte du vote FN, on constate qu'elle coïncide avec la carte des grandes concentrations urbaines. Une des causes de la montée du Front national est l'accroissement de l'exclusion dans les cités et certains quartiers. Si dans les années 60 et 70, ces cités étaient perçues comme pouvant apporter un progrès, elles cumulent aujourd'hui un certain nombre de «handicaps» sociaux, géographiques, familiaux, culturels et économiques :
- *une très forte proportion de jeunes,*
- *un taux de chômage important (souvent 4 fois la moyenne nationale et celui-ci touchant beau-*

coup plus les jeunes d'origine étrangère, surtout maghrébine ou africaine).
• la durée de la période de chômage augmente.
• une très forte concentration d'étrangers (près d'un quart de la population dans les quartiers)
• une ségrégation résidentielle,
• une désintégration du travail salarié débouchant sur la précarisation des situations individuelles.

Ce cumul entraîne de multiples dérives : échec scolaire, toxicomanie, délinquance, violence... Il peut offrir un terrain d'action sociale aux militants intégristes pour créer des réseaux de solidarité.

La présence d'une forte population d'origine immigrée aux difficultés souvent très «visibles» dans les quartiers où elle est concentrée est souvent ressentie comme une «invasion» par les autres. Les politiques de la Ville, obéissant à la logique de discrimination positive, ont trop souvent, malheureusement, renforcé un sentiment paradoxal. Ces immigrés et les jeunes qu'une certaine partie de la population ne considère pas comme vraiment français ont parfois l'impression d'être les bouc-émissaires face aux maux de la société. D'autre part, une large catégorie des populations les plus modestes peut avoir le sentiment d'être abandonnée face aux difficultés rencontrées, lié à une forme de jalousie sociale qui peut se transformer en racisme. La rencontre d'un fort sentiment de victimisation dans ces deux groupes est explosive.

La délinquance et la violence dans les quartiers sont évidemment des facteurs de l'ancrage du Front national. L'opinion fait un lien entre la jeunesse délinquante et la jeunesse issue de l'immigration.

L'âge moyen des délinquants est en baisse constante. La violence des mineurs dérive vers la violence ethnique de groupes qui sont parfois de véritables «gangs». Pour eux le recours à la violence même armée devient normal. Pour ces jeunes les valeurs de notre société sont remplacées par l'héroïsme de marginaux en lutte contre l'ordre français établi. Le danger de l'intégrisme islamiste pour certains et de la lepénisation pour d'autres se fait alors plus fort. Les extrémistes quels qu'ils soient , posent en effet des «valeurs» face à la perte de repères des adolescents. Ces derniers ont le sentiment d'être victimes d'un système : les policiers sont à priori hostiles, les juges partisans, les enseignants injustes, les élus des corrompus et les journalistes à la recherche du sensationnel.

Il y a perte des valeurs car il y a disparition des instances d'autorité traditionnelles qui fournissaient les repères, valeurs et normes requis par le processus d'intégration sociale : «ni pères, ni maîtres».

Le diagnostic : anomie des quartiers

Il est important de prendre en compte le diagnostic plus que la description de la situation : il y a eu échec des différentes politiques de la Ville mises en place depuis les années 60. Les indices de l'échec sont multiples : fatigue et découragement des travailleurs sociaux et des enseignants, sentiment d'impuissance de la police, épuisement des acteurs associatifs... Ils s'ajoutent à l'érosion des liens familiaux et au retrait de l'Etat. En effet, certains retards dans l'attribution de subventions, par exemple, peuvent laisser la place à d'autres acteurs : les intégristes pour les jeunes d'origine maghrébine et les lepénistes pour les jeunes d'origine européenne.

Il en résulte un phénomène de méfiance réciproque. Cette perte de confiance interdit tout dialogue susceptible de produire un consensus de base sur les actions à conduire. Le soupçon devient alors un accélérateur du ressentiment de groupe. «C'est en ce sens que l'anomie des «quartiers difficiles», la désocialisation qui s'y déploie et s'y inscrit paraissent profiter au seul Front national. La banlieue-repoussoir est devenue le principal «attracteur» lepéniste. La fusion du chômage, de l'immigration et de l'insécurité devient une figure dramatique à forte résonance affective qui diffuse ses évidences catastrophistes dans l'imaginaire social à travers la théâtralisation médiatique» (Pierre-André Taguieff). Il s'agit d'une menace entraînant automatiquement un réflexe d'autodéfense, y compris dans les quartiers ou les villes dans lesquels ne vivent aucun immigré.

Le fantasme de l'exclusion

Les victimes de l'exclusion semblent résignées. Ceux qui sont sujets à la peur de l'exclusion ont, eux, une réaction de rejet, de fuite. Ils créent un fossé entre eux et «les autres». Ce sont les lepénistes « latents». C'est grâce à eux que le Front national peut se construire en tant que force politique alternative. Cet électorat se renforce aussi dans la classe ouvrière, traditionnellement de gauche : les ouvriers et les employés, sans oublier les chômeurs. Ils ne se sentent pas d'extrême droite. Ils n'adhèrent pas sciemment aux idées de fond de l'extrême-droite mais au programme proposé par le Front national, dont les idées peu à peu deviennent banales

Selon A. Tourraine, la société verticale structurée par la lutte des classes fait place à une société horizontale tendant à la ségrégation. C'est pourquoi les luttes s'inscrivent désormais dans le cadre urbain et non plus dans celui de l'entreprise. C'est un clivage géographique. L'important devient la «lutte des places» : on a peur de perdre sa place ou pire de ne pas même avoir de place dans la société.

La démagogie anti-immigré du Front national intervient alors comme le mythe «explicatif» de la fragilisation du statut social.

2
UN DOUTE GÉNÉRALISÉ ET UNE PRISE DE DISTANCE VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS ET DE LA POLITIQUE

a) Vis-à-vis de l'Etat

La mondialisation rend difficile la régulation du système économique sur une base nationale. L'Etat perd la maîtrise d'une partie de ses leviers d'action : soutien de la demande par le déficit budgétaire, droit du travail et régulation du marché de l'emploi. L'intervention régulatrice de l'Etat se révèle donc souvent inefficace, voire contre-productive. La mondialisation, d'une part, la création du grand marché européen d'autre part, développent dans la population un sentiment d'impuissance de toute politique nationale.

b) Vis-à-vis des institutions

• la police

Cette institution est perçue de façon ambiguë, accusée tour à tour de laxisme par les uns et de racisme par les autres, la Police nationale perd sa crédibilité dans certains cas face aux jeunes et à la population. Elle ne remplit pas toujours son rôle pour la sécurité. Placée en première ligne de la fracture sociale, elle prend de plein fouet les effets destructeurs et déstabilisants de la crise sans pouvoir faire face aux nouvelles formes de violence urbaines.

• la Justice

C'est l'institution la plus décriée par les électeurs du Front national, accusée de laxisme envers les jeunes délinquants, d'indulgence vis-à-vis des puissants, elle concentre sur elle tous les doutes et toutes les rancoeurs d'une part importante de la population.

• l'Education Nationale

Elle est perçue comme inefficace, là encore et par les jeunes et par les parents. Sa vocation à donner à tous un diplôme et donc la possibilité de trouver un travail est aujourd'hui, du fait de la crise, remise en question. Les enseignants notamment dans certains quartiers difficiles, victimes d'agressions quotidiennes, aussi bien physiques que psychologiques, sont démoralisés. L'apprentissage de la violence ne se fait plus seulement dans le quartier mais aussi dans le milieu scolaire, qui, autrefois, était protégé. En effet, la carte de la violence scolaire est étroitement liée à celle de la violence urbaine. L'Education

Nationale se doit de réagir et ne plus tolérer la loi du silence, aussi bien des élèves que des enseignants et des parents.

c) Vis-à-vis de la politique

Aujourd'hui les partis politiques ne sont plus perçus dans certains milieux comme des institutions porteuses de changement et d'amélioration de la vie quotidienne. La succession d'alternances et de cohabitations peut aussi renforcer le sentiment de l'impuissance des responsables politiques à résoudre les grands problèmes sociaux. Ils sont accusés d'être coupés des réalités.

Depuis le référendum sur Maastricht, le sentiment Européen connaît un fort recul, accusé d'abandonner la structure nationale et d'ouvrir les frontières aux travailleurs étrangers et à la délinquance. Trop souvent l'Europe est perçue comme une construction qui convient aux seuls intérêts des privilégiés du monde économique et politique contre ceux de la population.

Enfin, le développement des affaires touchant les partis politiques ou les faits avérés de corruption apportent des éléments supplémentaires au Front national pour dénoncer une dissolution des moeurs politiques et l'indifférence au bien public.

Cette perte de confiance dans les institutions, si elle devait se poursuivre, pourrait être une des raisons de l'évolution d'une partie importante de l'électorat vers le Front national.

II
LES STRATEGIES MISES EN PLACE POUR LUTTER CONTRE LE FRONT NATIONAL ET LEURS LIMITES.

Depuis que le FN est apparu sur la scène politique diverses stratégies ont été employées pour le circonscrire.

1
LES STRATÉGIES DÉPLOYÉES PAR LA DROITE

Contrairement à ce qui a pu être affirmé ici ou là, ce n'est pas la gauche au pouvoir qui a favorisé le FN, mais c'est la droite qui, pour conserver le pouvoir ou le reconquérir, a aidé le Front national. C'est bien la droite Française qui a fait de l'immigration et de l'insécurité ses principaux arguments contre la gauche, légitimant ainsi à priori le discours du FN. C'est encore la droite Française qui, dès 1983, a fait alliance à Dreux avec le FN, pour conquérir la ville. En 1986, c'est bien Jean-Claude GAUDIN qui, pour s'emparer de la Région PACA, a passé des accords avec le FN, lui permettant ainsi d'entrer dans les exécutifs municipaux et régionaux. Il existe, de plus, un certain suivisme politique des principaux dirigeants de la droite par la reprise de thèmes du FN, comme dans les déclarations de Charles Pasqua sur les «valeurs partagées», ou de Valéry Giscard d'Estaing sur «l'invasion étrangère»...).

Il en est de même des appels à l'union de toutes les droites lancés par des responsables de l'UDF ou du RPR, non pas par convergence idéologique ou programmatique, mais pour le seul enjeu électoraliste, après la défaite aux récentes élections législatives.

Loin de se réduire, le Front national devance même, dans certaines villes , la droite traditionnelle.

2
LES STRATÉGIES DÉPLOYÉES PAR LA GAUCHE

L'une des premières stratégies de la gauche et des associations antiracistes est la diabolisation : «le FN est étranger aux valeurs de la République, aux droits de l'homme», et à chaque déclaration d'un des leaders du FN, la gauche s'indigne et manifeste. C'est une condamnation d'ordre moral qui s'appuie en permanence sur les références historiques au deuxième conflit mondial, et qui a pour effet de «victimiser» davantage le FN. Outre l'inadéquation de telles comparaisons, le FN a beau jeu de faire remarquer que dans les villes qu'il détient, il n'y a pas de camps de concentration.

La deuxième stratégie est la constitution d'un Front républicain. En faisant du FN l'alternative, le Front républicain recompose l'espace politique autour du FN donnant du crédit à la thèse de la «bande des quatre et de l'établissement». Le danger pour la gauche est d'être alors tentée par un certain suivisme sur le terrain de l'immigration et de la sécurité par exemple.

Ces stratégies toutes essayées ont montré leurs limites.

III
LES NOUVELLES PROPOSITIONS

Aujourd'hui, une partie de la droite est tentée par une alliance avec le FN. Loin d'avoir reculé, le FN s'est installé dans la vie politique française et menace de s'y installer définitivement. Il est donc de la responsabilité du Parti Socialiste de prendre la tête du combat anti-FN.

1 - Tendre la main aux citoyens tombés dans l'abandon, renouer le dialogue et rétablir le contact avec l'électorat touché par la rupture du lien social, victime de la brutalité du capitalisme, persuadé que nous ne savons plus l'écouter. Il nous faut donc renouer avec la démarche militante du porte à porte et être systématiquement à l'écoute des familles, retisser les liens d'une vraie citoyenneté. Cela suppose que nos militants soient formés à ce type de dialogue et d'écoute pour cette reconquête de l'électorat populaire. Cette démarche est indispensable pour que ces populations prêtent à nouveau attention à nos arguments.

Il convient également de réinvestir les structures de proximité, comme les associations et de tisser un réseau à même de revivifier la citoyenneté. Cette action doit avoir une triple dimension pour être convaincante : offrir des services de solidarité (informations sur les droits sociaux par exemple ; écrivain public, soutien scolaire), créer des lieux de participation au débat public, sur des thèmes nationaux ou locaux, montrer l'implication directe des élus. Ceux-ci doivent être les animateurs de ce travail militant et non le diriger à distance.

2 - Ramener les classes moyennes au sein de notre parti.

Les classes moyennes constituent une des cibles privilégiées du FN. Les difficultés de la vie quotidienne réelles, subjectives ou fantasmatiques, la peur de l'avenir, la crainte du déclassement social pour soi ou ses proches conduisent, sous l'emprise du modèle libéral, au repli sur soi et sur la sphère privée, à une approche «consumériste» de la vie publique, à des réflexes de type «petit blanc». Nous devons conférer une dimension collective participative à la gestion publique surtout au plan local par le débat et la consultation ; privilégier la prévention des risques sociaux et éviter les politiques sociales trop ciblées qui peuvent conduire à mettre dans un ghetto certains groupes sociaux et à en victimiser d'autres.

3 - Former les acteurs sociaux de terrain et leur hiérarchie au dialogue social : nouvelles problématiques, traitement des peurs et des angoisses, mise en place de système de coopération transversale et verticale aptes à répondre aux problèmes posés.

4 - Notre parti doit lancer une campagne nationale d'action contre le FN dans laquelle le

programme du FN sera démonté point par point ainsi que la diffusion d'un matériel de communication adéquat.

Nous devons renforcer la formation des militants à la lutte contre l'argumentation du FN, en priorité pour ceux qui sont dans les régions les plus exposées. Créer un secrétariat national chargé de coordonner et d'animer la lutte contre le FN. Renforcer les moyens des sections des villes tenues par le FN, avec soutien logistique, juridique et financier.

5- Agir sur les causes de la montée du FN, tout en sachant que cette action sera longue et difficile. Dépolitiser le débat sur l'immigration, en demandant par exemple aux organismes sociaux une plus grande transparence quant aux critères d'attribution des aides, des subventions et des populations qui en bénéficient, inscrire dans les programmes scolaires l'histoire de l'immigration en France.

Réfléchir à ce que pourrait être une éducation civique repensée, adaptée et pratique qui toucherait tous les jeunes en âge scolaire. Ne pas cantonner cette réflexion à l'Education Nationale. Former les enseignants.

Priorité doit être donnée à la prise en charge collective de la sécurisation : les CCPD, les maisons de justice et les médiateurs doivent connaître une nouvelle impulsion et un soutien sans faille des collectivités locales. Mettre en place une justice de proximité pour les actes de petite délinquance et les «incivilités», en assurant une grande rapidité dans la réparation. Réfléchir et légiférer dans le domaine de la primo délinquance, et la justice en direction des mineurs.

Réorienter la politique de la ville, ne plus l'asseoir sur des bases territoriales mais sur des bases sociales. La famille doit être au centre de cette politique, c'est à partir de la famille que nous traiterons de son environnement et de ses conditions d'existence (transports, sécurité, école, travail, protection sociale...). Enfin, il nous faut nous engager dans une politique «préventive» en direction des villes moyennes du pays oubliées des grandes politiques d'aménagement et de développement de l'immédiat après-guerre (villes nouvelles, DSQ des années 80 et politique de la ville qui ont ciblé principalement les banlieues des grandes métropoles, la petite et la grande couronne parisienne).

Développer une politique volontariste et innovante en matière de logement social, notamment en ayant une politique de peuplement plus audacieuse dans les zones urbaines sensibles. Enfin, redonner l'espoir d'une «évolution sociale», en développant une politique de logement calquée sur l'évolution normale de la cellule familiale du jeune célibataire au couple avec enfants. Mais surtout veiller à ce que ne soient plus marqués du « sceau de l'exclusion « ceux qui vivent dans les «barres» ou les tours de nos quartiers, et qui font partie des plus démunis.

Nous devons repenser l'habitat social, démolir s'il le faut pour reconstruire des logements qui redonnent l'espoir d'une ascension sociale ou d'une qualité de vie à un moment où tout semble pousser au contraire au renforcement de l'exclusion. L'habitat individuel fait partie intégrante de notre culture, il marque en fait pour les familles, l'accession à un niveau social supérieur.

6- Un comportement exemplaire des élus:
Il faut en finir avec le modèle clientéliste, assurer le renouvellement de ceux des élus qui se sont discrédités, assurer la rigueur de la justice pour les affaires de corruption personnelle. Il faut renforcer la loi sur le non cumul des mandats non sans avoir instauré auparavant la création d'un véritable statut de l'élu.

7- stratégie électorale : dans les régions, villes, cantons, circonscriptions qui sont directement menacés par le FN, assurer une candidature unique de la Gauche.

8- Aujourd'hui, quatre villes sont dirigées par le FN, nous avons donc désormais des exemples de l'inefficacité, ou les dégâts de leur gestion, il faut se saisir de ces exemples afin de démontrer que le FN, n'apporte souvent pas de solutions, en tout cas pas les bonnes.

9- Création de structures de vigilance dans les villes Front national.

10- Création d'un fond de solidarité (Conseil Général, Conseil Régional, Etat) afin d'aider les associations qui ne sont plus soutenues par les municipalités Front national.

11- Réfléchir à l'élaboration d'un statut garantissant un minimum de droits à la pérennité de leur emploi et de leur situation professionnelle aux agents contractuels des collectivités locales.

CONCLUSION

En conclusion, l'affrontement avec le FN relève bien plus de l'action de terrain que du combat idéologique, des actes que des discours, de la pratique que de la rhétorique. C'est ce combat que le Parti socialiste doit mener et gagner pour faire triompher les idéaux républicains de justice sociale et de démocratie.

© Fondation Jean-Jaurès

Pour une FFE moderne et forte

« *Elle est morte l'expatriation de papa* »

SIGNATAIRES

CONTRIBUTION AU DÉBAT PRÉPARATOIRE AU CONGRÈS DE BREST PROPOSÉE PAR DES MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DES FRANÇAIS A L' ETRANGER

Membres du Bureau Fédéral :

Richard YUNG, Premier Secrétaire Fédéral, Marie-Christine AUBRY, Hassan BAHSOUN (Délégué CSFE), Claude CHAPAT (Délégué au CSFE), Jean-Yves LECONTE (Délégué au CSFE), Guy de LUSIGNAN, Daphna POZNANSKI, Brigitte TOUT, Pierre-Yves LE BORGN' (Délégué Fédéral aux élections).

Sénateurs représentant les Français hors de France :

Pierre BIARNES, Monique CERISIER-ben GUIGA, Guy PENNE.

Adhérents de la Fédération des Français a l'Etranger :

Dominique AGUESSY (section de Belgique), Annie BARTEZ (section de Berlin), Thierry de COMARMOND (section de Djibouti), Anne DUMOULIN (section de Prague), Jacques GERARD (Hanoi), Arlette GRYMBERG (section de Belgique), Christophe MONNIER (section de NewYork), Julio PEREZ (section de Francfort), Marc VESINET (section de Mauritanie).

I
MIEUX COMPRENDRE ET RENDRE COMPTE DE LA RÉALITÉ DE LA VIE HORS DE FRANCE

Il faut sans tarder que nous fassions notre révolution culturelle. L'idée circule toujours - lieu commun éculé - qu' un expatrié, c' est soit un adjudant de la coloniale en poste a Djibouti, soit un inventeur en informatique en Californie, soit le propriétaire de 100 000 têtes de bétail au Mexique, soit un coopérant technique en Afrique noire. Même si nous connaissons tous de tels Français, il faut dire que le cliché ne rend pas compte de la réalité : celle-ci est plus prosaïque, plus changeante aussi .

La moitié des Français établis hors de France réside en Europe et se repartit socialement et par son travail a travers toutes les strates de la société. En dehors de l'Europe, il y a de moins en moins de coopérants, plus de salariés ou de contrats locaux, plus de conjoints et conjointes de nationaux du pays d'accueil avec souvent des problèmes sociaux significatifs, il y a de plus en plus de binationaux (45%) Un Français de l'étranger aujourd'hui, c'est donc beaucoup plus probablement : un employé des Postes a Baden-Baden, une vendeuse de supermarché a Bogota, un enseignant sur contrat local (partout), une épouse de fonctionnaire tunisien, un ancien combattant (ou une veuve de) Sénégalais, un binational parfois non francophone.

Dans un monde qui change, marqué par la mondialisation des échanges, par la domination des Etats-Unis, dans une Europe et dans une France qui doutent d'elles-mêmes, qui se cherchent, nous devons saisir ces mouvements, les analyser, les comprendre mieux afin d'adapter la politique de l'expatriation et les institutions qui la mettent en œuvre a cette nouvelle sociologie des Français a l'étranger.

Une première tâche qui devrait être entreprise sans tarder serait d'avoir une meilleure connaissance des Français établis hors de France. Il est frap-

Collection Jean-Jaurès

pant de voir combien nous connaissons mal ceux que nous sommes censés représenter politiquement : si la répartition des populations est a peu près connue, il nous manque beaucoup d'éléments relatifs a l'évolution de cette population, a sa structure familiale.

Nous avons déja rassemblé beaucoup d'éléments relatifs a cette population, a sa répartition socioprofessionnelle, a sa composition démographique mais la lacune la plus grosse concerne la connaissance des niveaux de revenus et de vie . L'INSEE ou d'autres organismes publics d'études doivent être chargés d'enquêtes sur ce point crucial avec l'appui des postes diplomatiques et du réseau associatif. De même, seul le gouvernement peut prendre l'initiative d'une étude approfondie des implantations économiques françaises a l'étranger avec un système de mise a jour permanent.

La FFE devrait, de son côté, comme elle l'a fait pour l'assurance maladie, rassembler les données existantes sur les besoins de scolarisation des jeunes français, sur les modalités de celle-ci selon les pays, sur l'accès a l'enseignement secondaire et supérieur etc... et les tenir a jour. Nous devrions aussi rassembler les données existantes sur les enfants français scolarisés, sur la Caisse des Français a l'Etranger, sur l'implantation des entreprise françaises a l 'étranger, pour avoir une vision aussi précise et fondée que possible. Ce travail mérite un recensement et un rassemblement sérieux de ces données : il faudra que nous en donnions les moyens humains et financiers. Il devrait du reste être mené en liaison avec nos Sénateurs et avec l'Association Démocratique des Français a l'Etranger (ADFE).

Avoir une meilleure connaissance des réalités de l'expatriation doit avoir pour finalité :

(1) - de mieux comprendre les difficultés des Français établis hors de France et d'élaborer des propositions susceptibles d'y répondre ;

(2) - de faire des propositions visant a développer l'expatriation française dans le monde et singulièrement en Europe ;

(3) - d'intégrer ces propositions dans une vision politique d'ensemble inspirée des principes qui fondent le socialisme et qui puissent être prises en compte par le PS.

II
LES GRANDES ORIENTATIONS DU PS HORS DE FRANCE

Juin 1997 nous crée une responsabilité particulière : ce sont nos idées et nos camarades qui exercent les responsabilités au Gouvernement. Nous aurons a être a la fois ceux qui expliquent les actions gouvernementales, les défendent ; ceux qui mènent le combat politique contre la droite, mais aussi ceux qui exercent une pression sur le gouvernement afin qu'il mette en oeuvre les mesures indispensables a l'amélioration des conditions de vie a l'étranger en matière de droit a la nationalité, de protection sociale et d'accès a la langue et a la culture françaises. .

D 'autres contributions feront l'analyse de la situation et formuleront des propositions sur ce que devrait être l'action du Parti et du Gouvernement. Pour notre part, rappelons seulement quelques orientations simples :

Priorité a la lutte contre le chômage :

- création des 150.000 emplois pour les jeunes en 1997 et 1998 mais aussi mesures spécifiques d'accompagnement a l'expatriation des jeunes : garantie d'une assurance-maladie pendant la recherche d'emploi, maintien des droits acquis a l'assurance-chômage, aide a la réinsertion en France en cas de retour difficile ;

- importance de la Conférence Nationale sur le temps de travail et la politique salariale prévue a la rentrée ;

- engagement ferme de la France pour la construction de l'Europe sociale, politique et culturelle appuyée sur la réalisation de la monnaie unique (négociations basées sur les propositions du PS de Mai-Juin 1997). Dans le domaine social, priorité a la défense et a la reconnaissance réciproque des systèmes de protection maladie et vieillesse.

Au regard des évolutions démocratiques,. reconsideration de notre politique africaine qui ne saurait se limiter aux aspects militaires et d'assistance technique.

Mise en place d'une nouvelle politique de l'immigration suivant les recommandations des rapports Weil, cela dans le respect de nos engagements lors de la campagne des dernières législatives

S'agissant des Français établis hors de France, il nous semble que les orientations doivent s'organiser autour des grands thèmes suivants :

- encourager l'expatriation par un système d'éducation adéquat, par une politique audiovisuelle extérieure dirigée vers tous les expatriés, par une meilleure participation a la démocratie française ;

- repenser l'éducation française a l' étranger, en établissant des distinctions nettes entre les besoins linguistiques et éducatifs par sous-ensembles régionaux. Ainsi, dans l'Union Européenne, des sections bilingues doivent compléter le réseau existant de l'Agence pour l'Enseignement Français a l'Etranger (AEFE), dont la philosophie est a repenser en fonction des impératifs de la construction européenne, tandis qu'en Afrique, l'école doit continuer a remplir sa fonction de substitution tout en contribuant a la renaissance des systèmes scolaires nationaux. En dépit des lourdeurs d'une double tutelle Ministère des Affaires Etrangères et Ministère de l'Education, rechercher une plus forte implication de ce dernier dans le fonctionnement et dans le financement de l'AEFE ;

- permettre l'accès a TV 5 a un public plus large; y programmer davantage d'informations et demander une participation des partis politiques et du Conseil Supérieur des Français de l'Etranger (CSFE) au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel Extérieur (CAE) ;.

- donner au CSFE, conformément aux voeux de son groupe de travail sur sa réforme, un véritable statut d'assemblée élue et de réels moyens de fonctionnement ; redéfinir les circonscriptions électorales du CSFE pour traduire les évolutions démographiques ;

- offrir aux Français établis hors de France la protection sociale et juridique dont ils ont besoin par l'extension de la protection sociale a l'étranger par l'amélioration de la solidarité interne au sein de la Caisse des Français a l'Etranger (CFE) et le vote d'une réforme statutaire qui permette son articulation au régime d'assurance maladie universelle a venir ;

- la prise en compte réelle des difficultés spécifiques des femmes françaises vivant a l'étranger en matière de statut juridique, de conditions de travail et de rémunération, en particulier dans les services français, et lorsqu'elles souhaitent se réinsérer en France ;

- la création d'un service central de la nationalité afin de faciliter la preuve de la nationalité française par une bonne coordination entre les trois Ministères concernés ;

- faire participer la France et les Français a la construction européenne ;

- faire vivre la citoyenneté européenne en France et en Europe. Le Parti Socialiste doit mettre en oeuvre une politique volontaire pour l'investiture des candidats européens aux élections locales et soutenir les candidats socialistes français pour leur investiture par les partis PSE ;

- dans l'hypothèse d'une régionalisation du scrutin pour le Parlement Européen, demander la création d'une circonscription des Français établis hors de France ;

- encourager l'expatriation et l'implantation de PME françaises en Europe et dans le monde, développer les chambres de commerce mixtes.

III
POUR UNE FFE FORTE, OUVERTE, DÉMOCRATIQUE : CONTINUER LA RÉNOVATION ENTAMÉE

L 'expérience de ces dernières années a montré que nous avions progressé sur trois points :

- le fonctionnement de la Fédération est plus démocratique, pacifié (aidé en cela par la situation nationale). L'information y circule de manière satisfaisante. Le Bureau Fédéral se réunit tous les deux mois. Nous préparons mieux les Conventions et les Congrès. Les désignations de candidats aux élections sénatoriales se passent convenablement ;

- nous avons commencé une réflexion sur les problèmes de la vie a l'étranger, mais il faut avoir conscience que nous n' en sommes encore qu' aux balbutiements et qu'un travail considérable reste a accomplir ;

- nous avons lancé les premières actions visant a moderniser la Fédération, a lui faire jouer pleinement son rôle : publication régulière de notre journal fédéral «Tribune» , ouverture d'un site Compuserve, brochure de présentation de la Fédération, séminaires de formation fédéraux.

Mais il est clair qu'il y a beaucoup a faire pour mener a bien notre transformation. Voici quelques propositions pour les prochaines années :

Relations extérieures de la Fédération :

- développer les relations avec les différents pouvoirs publics responsables des questions relatives aux Français établis hors de France (Direction des Français a l'étranger, CFE, CAE,...) ;

- être davantage en relation avec les associations et syndicats impliqués dans la gestion de l'expatriation ;

- proposer une consultation régulière du groupe des élus ADFE au CSFE.

Place de la Fédération dans le Parti :

- s'efforcer d'être plus présent au Conseil National et dans les commissions nationales pour sensibiliser le Parti aux questions de la vie a l'étranger ;

- dans l'Union Européenne , encourager nos camarades a être actifs dans la vie politique de leur ville de résidence ; développer des cercles pour l'unité des socialistes européens.

Dans la Fédération :

- devenir l'une des 20 premières Fédérations du Parti par le nombre d'adhérents, afin de faire prendre davantage en compte nos problèmes de vie hors de France. Pour cela il nous faut mener une politique active et volontariste de recrutement ;

- former les secrétaires de section au recrutement ; ouvrir nos sections ; encourager la participation effective des adhérents a la vie de la section et de la Fédération ; tenir des actions de formation décentralisées, ainsi que des coordinations régionales ou sous régionales ;

- désigner un responsable fédéral en charge du recrutement ; faire appel a des aides extérieures si nécessaire ; rechercher des implantations là où nous n'en n'avons pas ;
- réfléchir sur les services que pourrait rendre la Fédération.

Améliorer les communications entre nous :

- développer notre site Compuserve ;

- mettre en place un réseau de courrier électronique ;

- travailler a une nouvelle formule de « Tribune «; améliorer sa distribution.

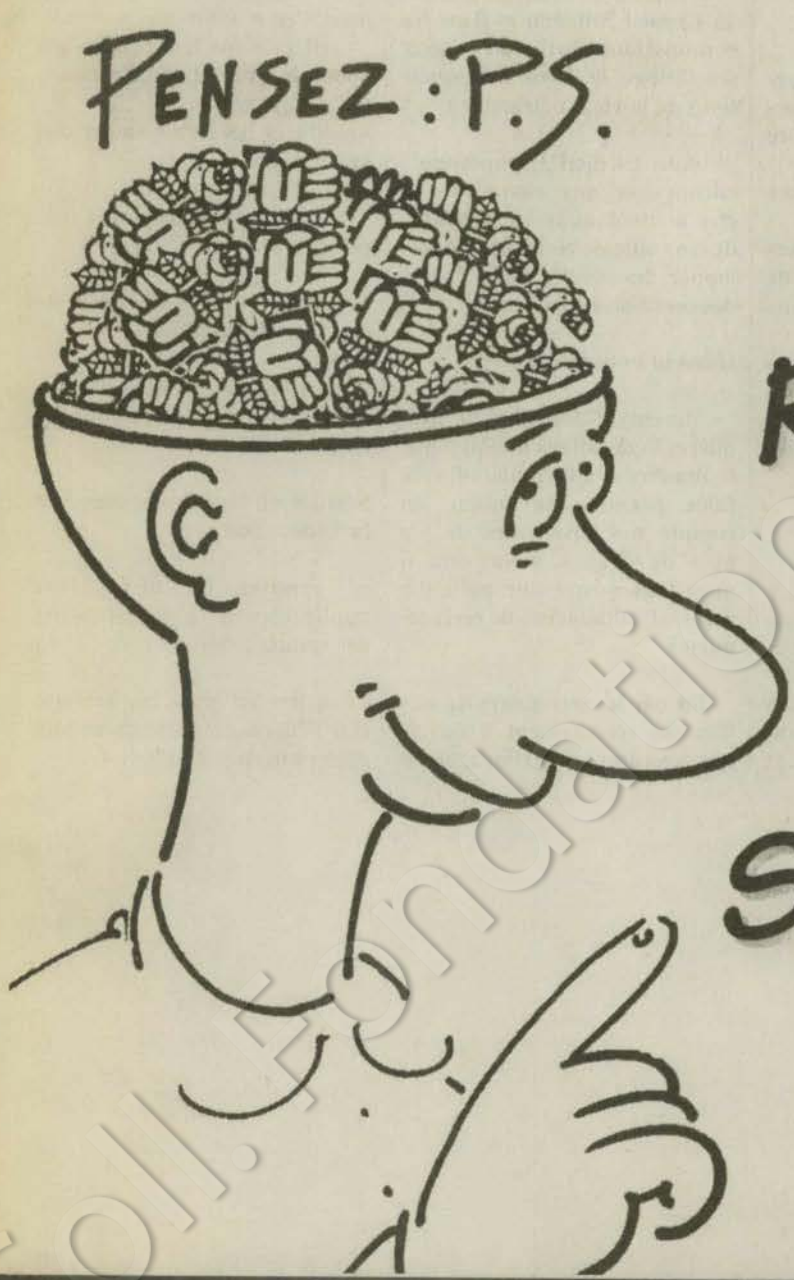
Statuts et fonctionnement de la Fédération :

- préciser les dispositions applicables a la modification des statuts fédéraux ;

- mettre en place un Secrétariat Fédéral conformément aux règles internes du Parti.

Coll. Fondation Jaurès

Pour réussir le changement



Rejoignez le Parti Socialiste

Bulletin d'adhésion

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

..... Code postal : .....

❒ Je souhaite prendre contact avec les socialistes ❒ je désire adhérer au Parti socialiste

❒ Je verse ..... francs pour soutenir l'action du PS*

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

(*chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes ouvrent droit à réduction d'impôt. Une attestation fiscale vous sera adressée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès